

Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1971)

DU DUPLESSISME À TRUDEAU ET BOURASSA 1956-1971

ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE DE
Du duplessisme au johnsonisme : 1956-1966.

Un document produit en version numérique par Diane Brunet
bénévole, guide de musée, La Pulperie de Chicoutimi

[Page web personnelle](#). Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Du même auteur

Fonctionnement de l'État (Avec une préface de Raymond Aron. Collection « Sciences politiques », Armand Colin, Paris, et les presses de l'Université Laval, Québec, 1965. Deuxième édition révisée, 1969.)

Du Duplessisme au Johnsonisme - 1956-1966 (Collection « Aspects », Éditions Parti Pris, Montréal, 1967.)

[*Le Canada français après deux siècles de patience*](#), (Collection « L'histoire immédiate »), Paris, Éditions du Seuil, 1967.

[*Ne Bougez Plus ! Portraits de 40 de nos politiciens*](#) (Éditions du jour, Montréal, 1968.)

[*La Guerre Froide Inachevée ... 1945-1970*](#) (Avec une préface de John Holmes. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1971.)

Cette édition électronique a été réalisée par Diane Brunet, bénévole, guide de musée,
La Pulperie de Chicoutimi.

Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Gérard Bergeron

[Du duplessisme   Trudeau et Bourassa. 1956-1971.](#)

 ditions revue et augmentée du livre *Du duplessisme au johnsonisme : 1956-1966*. Montréal : Les  ditions Parti Pris, 1971, 631 pp. Collection : Aspects, no 2.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

 dition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

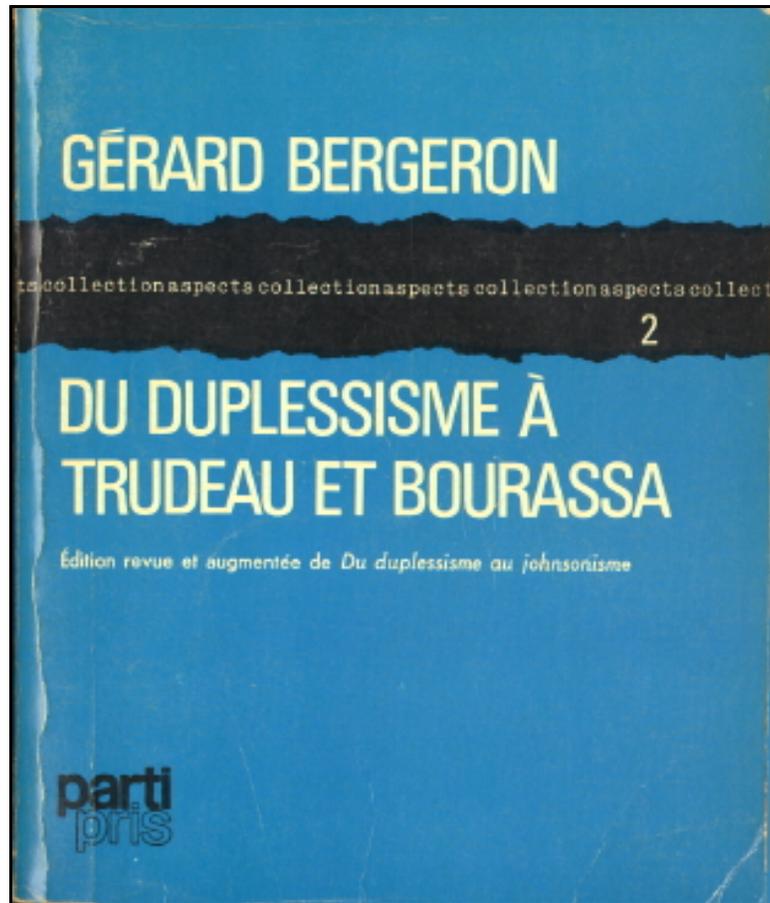
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

 dition numérique réalisée le 11 août 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Gérard Bergeron (1971)

Du duplessisme à Trudeau et Bourassa.
1956-1971.



Éditions revue et augmentée du livre *Du duplessisme au johnsonisme : 1956-1966*. Montréal : Les Éditions Parti Pris, 1971, 631 pp. Collection : Aspects, no 2.

Table des matières

Dédicace

Avant-propos de la première édition, André Laurendeau

Avant-propos de la deuxième édition

PREMIÈRE PARTIE.

Au temps de la stagnation

A) la « figure » québécoise sur le « fond » canadien peu avant la « révolution silencieuse » (1956-1957)

Chapitre 1. L'élection provinciale du 20 juin ou : le duplessisme s'incruste au pouvoir

- a) Les règles mathématiques du « jeu »
- b) La carte décisive d'un « Providentialisme » païen
- c) La réflexe conditionnée d'un double conservatisme
- d) A la recherche d'un avenir « possible »
- e) Les Libéraux provinciaux et leur congrès de « la dernière chance »
- f) Les Libéraux à la recherche d'eux-mêmes
- g) Les Libéraux en train de se retrouver

Chapitre II. L'élection fédérale du 10 juin 1957 ou : les libéraux sont désincrustés à Ottawa

- a) Où l'inattendu peut arriver même à Ottawa
- b) Et nous voilà à nouveau à l'époque d'un Haut et d'un Bas-Canada
- c) Où l'on trouve, dans un désert idéologique, la « vraie » politique étrangère des Canadiens
- d) Dans le courant d'un nouveau toryisme occidental
- e) Le symbole Saint-Laurent, le contre-symbole Diefenbaker et le maître d'œuvre C.D. Howe
- f) La gérontocratie de nos partis fédéraux

B) « Duplessis regnante », une génération politique qui se cherche (1957-1958)

Chapitre III. À l'enseigne de Jérôme Savonarole et de Jean-Jacques Rousseau

- a) La moralité publique et notre psychologie d'agnostiques politiques
- b) Un réflexe de morale qui devient une « affaire politique » : la lettre des abbés Dion et O'Neill
- c) Nos intellectuels en liberté... ou en Rassemblement
- d) La liberté « qu'académique on nomme »
- e) Post-scriptum : des singes de l'Ouganda au jeu de nos intellectuels à rougeoyer

Chapitre IV. Sur la grande misère de notre politique provinciale

- a) Le plus grand des maux politiques : l'impuissance
- b) Les Libéraux ont mal à leur libéralisme et en sont encore à l'âge du buggy
- c) « Plaie d'argent est mortelle » ... en politique
- d) Mais il y a aussi des choses qui ne coûtent pas cher... ou comment s'affranchir d'une série d'aberrations
- e) Un congrès vraiment « pas comme les autres » et ses deux « solutions extérieures » Jean Lesage et Jean Drapeau
- f) « Tant qu'il y a de la vie ... »

Premier intermède : 1958-1962

- a) Autres temps, mêmes mœurs, c'est-à-dire mêmes maux
- b) Brève chronologie de cinq années de turbulence ou : l'enfilade d'événements-chocs qui « parlent par eux-mêmes »
- c) Nouvelle présentation par André Laurendeau après une interruption de 5 années (*Le Devoir*, 4 janvier 1963)

DEUXIÈME PARTIE :
Les bouillonnements d'hier

A) Sur la nouvelle misère de notre politique fédérale (1963)

Chapitre V. Le raz de marée créditiste

- a) Pas morts, les Créditistes
- b) Où l'in vraisemblable devient vrai
- c) « La piastre » au service de la personne humaine », ou : l'utopie vécue ne doit jamais faire rire
- d) L'Homo Creditistus
- e) Un gars nommé Réal Caouette

Chapitre VI. Nos « plénipotentiaires » et « chargés de pouvoir » à Ottawa

- a) À qui de droit
- b) Le risque de s'installer dans l'instabilité
- c) En ce pays où nous sommes locataires
- d) Du duplessisme au caouettisme ou « Le petit monde de Don Réal »
- e) Une situation rêvée « qui ne fut pas saisie »

Chapitre VII. Dynamisme et dynamite séparatistes

- a) Pour « pakistaniser » le Canada, s'abstenir de « congoliser » le Québec
- b) Nous grandissons ... mais mal
- c) Prévoir pour « séparer »
- d) Et si nous nous retrouvions tous séparatistes ?

Second intermède : 1963-1966

B) La révolution que « tranquille » on appela (1966)

Chapitre VIII. Des élections et des hommes

- a) L'élection fédérale du 8 novembre 1965
- b) L'élection provinciale du 5 juin 1966

Chapitre IX. Des partis et des hommes

- a) Les partis fédéraux
- b) Les partis provinciaux du Québec

Chapitre X. Des politiques et des hommes

- a) Les politiques fédérales
- b) Les politiques provinciales

Conclusion en pointillisme

TROISIÈME PARTIE :

Et maintenant l'écume des bouillonnements

Chapitre XI. Un cri au retentissement universel

- a) Le « coup » du général
- b) Le « show » de Québec
- c) La « gaffe » d'Ottawa
- d) Parades, amour et ... fantaisie

Chapitre XII. D'une capitale à l'autre

- a) Avant l'élection fédérale de juin 1968
- b) Daniel Johnson
- c) Jean-Jacques Bertrand
- d) Jean Lesage
- e) Réflexions sur les violences
- f) De Trudeau en Bourassa ou de Bourassa en Trudeau

Chapitre XIII. Regards sur la décennie écoulée

- a) La politique au Québec dans les années 1960
- b) Herbert Marcuse, prophète de la contestation
- c) La seconde guerre mondiale est finie...
- d) Chansons, Québec et... Politique

Chapitre XIV. Ces choses qui ont commencé à nous arriver

- a) Ces choses qui nous arriveront
- b) « Des souris », (des éléphants) « et des hommes »
- c) Deux, trois, quatre, cinq partis politiques ?
- d) Lettre à Pierre Elliott Trudeau

Du duplessisme à Trudeau et Bourassa. 1956-1971.

DÉDICACE

[Retour à la table des matières](#)

Aux jeunes Québécois, pour lesquels l'ère duplessiste appartient à quelque préhistoire de légende, et qui ne veulent accorder à l'homme qui l'a remplie guère plus d'importance « contemporaine » qu'à un Honoré Mercier ou un Louis-Hippolyte Lafontaine...

Aux Québécois un peu moins jeunes, arrivés à l'âge d'homme durant cette ère dont ils ne sont pas encore sortis « psychologiquement », et qui les a peut-être politiquement traumatisés plus qu'ils ne l'admettaient...

Aux uns et aux autres, je dédie ces pages, rassemblées pour la première fois, qui analysaient les inhibitions collectives des années de la « stagnation » et qui examinent maintenant des « bouillonnements » d'inquiétudes, mais aussi de promesses...

Pour que les uns et les autres ne jouent pas indéfiniment le jeu, à la longue stérile, de faux « frères ennemis » ;

Il y a tant à taire en si peu de temps ; et nous sommes si peu à n'avoir pas le choix de ne pas le faire !

Du duplessisme à Trudeau et Bourassa. 1956-1971.

AVANT-PROPOS DE LA PREMIÈRE ÉDITION

André Laurendeau

a) Pourquoi ce livre ?

[Retour à la table des matières](#)

Des lecteurs d'Isocrate dans *Le Devoir* avaient déjà suggéré à l'auteur de réunir ses articles en volume. Ces *essais* politiques perdaient à être débités en tranches de saucisson. En outre, leurs thèmes et leur contenu étaient plus vastes que l'occasion qui les suscitait. Mais ce que ces essais perdaient à être livrés en fragments quotidiens était peut-être amplement compensé par le fait de pouvoir toucher le large public du *Devoir*. Au lieu d'atteindre seulement le public restreint d'une revue d'idées, déjà installé dans son attitude anti-duplessiste et « converti à l'avance » à l'idée d'un impuissant *il faut que ça change* (qu'on n'avait pas encore frappé en slogan électoral), cette collaboration au *Devoir* fournissait l'occasion de rejoindre, aux quatre coins de la province, tous les citoyens politiquement conscients et socialement actifs, ainsi que les membres influents, à l'échelle régionale, de la « classe politique ». (Ce serait d'ailleurs une étude fascinante à mener que de rechercher les convergences et corrélations entre le public fidèle du *Devoir* et les citoyens qui, sur le plan local et selon des statuts très divers, exercent quelque magistère d'influence dans notre milieu.)

Plus récemment, quelques amis, déplorant la quasi-absence d'une *littérature* politique, au Québec, me suggérèrent que le moment était venu de réunir ces essais en recueil. J'ai regardé, avec les yeux de l'oubli partiel, ces textes, et me suis laissé convaincre à la relecture que, peut-être en effet, ces essais formaient un tout, non pas seulement en eux-mêmes, mais les uns par rapport aux autres. Une idée centrale les

sous-tendait : l'urgence de commencer à se donner les moyens de quelque « révolution tranquille », qui paraissait alors si, si lointaine. Tout au moins, les textes de la première période (1956-1958) pourraient-ils présenter quelque intérêt d'histoire politique récente - toujours la moins connue, et souvent, la plus mal connue par ceux-là mêmes qui l'ont vécue. Pour mon propre compte, j'ai surmonté cette répugnance à livrer à la critique cette littérature hybride d'*essais* politiques, pour une part, *analytiques* sans prétendre à la rigueur scientifique et, pour l'autre, *engagés*, par les dispositions subjectives du *citoyen* inquiet, impatient, ou, si l'on y tient, « préjugé », inévitablement. J'ai cédé graduellement à la faiblesse de croire qu'il y aurait quelque utilité à contraster deux époques si rapprochées et pourtant si différentes. Il y avait dans les profondeurs de la « stagnation » les sources du « bouillonnement » actuel : ce qu'ignorent ou feignent d'ignorer les deux « générations » qui rompent des lances à l'heure actuelle, en un combat, peut-être inévitable mais en partie stérile, évoqué dans ma dédicace.

Enfin, l'insistance des responsables des éditions *Parti Pris* eut raison de mes dernières réticences. Car il va de soi que si j'avais à faire aujourd'hui l'étude de ces périodes, ce serait d'un point de vue plus intégrant ; mais il atténuerait le caractère d'ambiance particulière de ces papiers de circonstance.

* * *

Les séries d'articles, publiées entre juillet 1956 et avril 1958, constituent la 1^{ère} partie (la « stagnation »). La première moitié de la seconde partie (le « bouillonnement » actuel) se compose d'articles publiés entre janvier et juillet 1963. Des textes encore inédits, écrits en décembre 1966, complètent cette seconde partie en équilibrant l'ouvrage et nous situant dans la moins lointaine actualité que permet le temps de l'impression.

On m'a parfois interrogé sur la raison de cette rupture de la collaboration au *Devoir* pendant cinq années. André Laurendeau en fournit la raison dans sa présentation de la seconde partie (cf. I. INTERMÈDE, paragraphe c). Mais pour que le lecteur continuât d'être dans le coup, je lui livre, en la forme d'une brève chronologie, « l'enfilade d'événements-chocs "qui parlent par eux-mêmes" » en ces cinq années particulièrement chargées de notre histoire politique. Enfin, les faits politiques survenus entre l'été 1963 et la fin de 1966, étant suffisamment rapprochés de nous, il n'était nul

besoin de les rappeler en séquence chronologique. En ce II. INTERMÈDE, l'auteur n'a toutefois pu taire quelque embarras de devoir « faire le point » en un moment où la situation politique est particulièrement fluide, comme conséquence du résultat électoral inattendu du 5 juin 1966.

Dans la mise en forme de ce volume, je n'ai procédé à aucun changement substantiel des textes originaux. Tout au plus, ai-je fait quelques corrections typographiques et... grammaticales, enlevé certains passages devenus anachroniques qui détourneraient de la ligne générale de l'argumentation. Il a fallu consentir, pour rendre intelligibles des détails oubliés ou qui n'ont plus l'importance qu'ils avaient, à quelques notes de bas de page, et qui sont, à cet égard, inédites. Les titres des parties et de leurs deux sections, ceux des chapitres, sont évidemment nouveaux, qui reconstituent les principes d'unité entre ces textes. Quelques interversions chronologiques ont facilité la construction de l'ensemble. Mais beaucoup de sous-titres des chapitres reproduisent les titres des articles publiés dans *Le Devoir*.

b) Pourquoi le pseudonyme ?

On m'a souvent interrogé sur la raison du pseudonyme d'« Isocrate ». Disons que c'est le premier nom qui me soit venu à l'esprit, sans y attacher de signification particulière. Ça aurait pu être Xanthippe, Epaminondas ou Aristagoras, mais non Socrate, Léonidas ou Périclès, noms trop prestigieux et insuffisamment mystérieux. Un éditorial de *La Réforme* du 8 août 1956, quelques jours après la publication des 4 premiers articles, s'interrogeait : *Qui est Isocrate ?*

Sous la signature d'Isocrate, un lecteur du *Devoir*, observateur éclairé de notre politique, a répondu à l'appel de M. Laurendeau en lui adressant un véritable essai sur le comportement, les buts et le caractère pratique des forces d'opposition au Canada français. Sa conclusion - qui rejoint celle que nous avons publiée sous la signature du directeur de *La Réforme* - proclame la nécessité d'un regroupement des oppositions à l'intérieur ou dans les cadres raffermissés du parti libéral provincial.

Qui est Isocrate ?

C'est la question que se posent depuis quelques jours déjà tous ceux qui s'intéressent de près à la politique provinciale.

Sera-t-on plus avancé si nous profitons de l'occasion offerte pour rappeler qu'Isocrate fut un homme politique d'Athènes qui prêcha l'union de tous les Grecs contre la Perse en ne reculant même pas devant l'alliance avec Philippe de Macédoine ?

Encore que cette alliance tourne au détriment d'Athènes et qu'Isocrate se donne la mort après la défaite de Chéronée, il paraît évident que dans l'esprit du correspondant du *Devoir* la comparaison demeure valable, du moins en ce qui concerne l'objet visé, et que nous devons aussi nous unir contre Darius-Duplessis.

Mais tout ceci ne répond pas à la question : Qui est Isocrate ?

Comme tout bachelier, ancien tâcheron helléniste, je me suis souvenu vaguement qu'Isocrate avait été l'adversaire malheureux de Démosthène, davantage sensibilisé au danger plus immédiat de Philippe de Macédoine ; mais, si ce nom était subsciemment remonté à ma mémoire, c'est, plus probablement, qu'il était considéré comme un auteur facile de versions grecques ! J'appris plus tard, au hasard d'une lecture, qu'il s'était donné la mort à l'âge de 98 ans. Tout suicide est tragique ; mais la longévité est un programme qui a tout de même ses limites !

Par la discrétion d'André Laurendeau, le secret de l'identité d'Isocrate fut rigoureusement gardé pendant plusieurs semaines. Ni Gérard Filion, directeur du *Devoir*, ni Paul Sauriol, qui mettait les articles en page, ne surent pendant ce temps quel correspondant se « cachait » sous ce bizarre pseudonyme. André Laurendeau conclut sa présentation des premiers textes d'Isocrate par ces mots : « L'auteur, cette fois, a toutes les raisons de ne pas vouloir révéler son nom » (cf. paragraphe c).

Le contexte de cette présentation peut laisser entendre une crainte personnelle pour un « gagne-pain ». Puis-je préciser aujourd'hui que cette crainte n'était pas du tout *personnellement* ressentie ? Mais une certaine raison d'opportunité me suggérait toutefois un pseudonyme : certains membres de l'institution universitaire à laquelle j'étais attaché avaient déjà été l'objet de pressions indues de la part du premier ministre d'alors ; je ne tenais pas à ce que ces querelles, *qui ne furent pas gagnées par le « boss »*, reprennent au sujet de ma petite personne. Il faut savoir faire l'économie de chicanes inutiles - d'autant que, la suite des articles allait le montrer, j'attaquais sur-

tout les Libéraux pour leur opposition inefficace au duplessisme dont le caractère maléfique était en quelque sorte postulé,

Deux autres raisons, très personnelles celles-là, m'incitaient plus fortement à utiliser un pseudonyme. D'abord, je voulais parler en *citoyen* libre d'un régime, en principe, démocratique et qui le devenait de moins en moins. Mais comme ce *citoyen* était professeur de science politique, je ne voulais pas confondre cette dualité des rôles, ni, non plus, engager mon avenir scientifique par des articles de circonstance. En un mot, je me méfiais de la « première étiquette » - bonne ou mauvaise - en un milieu dont les mœurs de village de la faune dite « intellectuelle » sont le premier caractère flagrant.

Et aussi, j'ai voulu me payer le luxe d'une petite mystification personnelle. Comme ce correspondant au *Devoir* se trouvait à être professeur de science politique, certain tour analytique de ses papiers ne pouvait manquer d'être apparent. Qui, dans nos universités, pouvait bien être Isocrate ? On n'avait aucune piste de départ, comme plus tard, dans le cas du *Frère Untel*. Autour de moi, je participais pendant quelques semaines à ce petit jeu de société de deviner l'identité d'Isocrate. Je n'avais même pas à brouiller les pistes : à peu près tout le monde qui, dans nos facultés de sciences humaines, portait quelque intérêt à la politique du Québec, y passa, sauf le réel rédacteur de ces textes ! Personne ne me reconnut, pas même mes collègues immédiats. Ma « première étiquette » de soi-disant « spécialiste de politique internationale » me situait en dehors des hypothèses vraisemblables... Les idées d'Isocrate furent d'abord discutées pour elles-mêmes, en un complet *in abstracto*. Avouez que c'est une petite fantaisie que peu de gens qui écrivent dans le Québec se soient permise ... — rapport aux « mœurs de village » dont je viens de parler.

c) Pourquoi cette collaboration au Devoir ?

Parce qu'André Laurendeau me le demanda. Dans les circonstances suivantes : en juillet 1956, nous étions l'un et l'autre invités à participer à une émission de télévision portant sur je ne sais quelle question de politique internationale. En sortant du studio, la conversation s'engagea sur le « coup du 20 juin ». J'ai dû parler rapidement, quoique avec conviction, de mon dégoût et, beaucoup plus longuement, de mon impatience d'en sortir « en *citoyen* libre d'un régime, en principe démocratique, et qui le deve-

nait de moins en moins ». Après un monologue d'autant plus passionné que je m'inquiétais de l'absence d'aucun sursaut, individuel ou collectif, de l'esprit démocratique en ce doux mois de juillet (la lettre des abbés Dion et O'Neill n'allait être rendue publique que plus tard), Laurendeau me dit : « Ces choses que vous me dites, pourquoi ne pas les écrire dans *Le Devoir* ? » Je répondis que, mes centres d'intérêt étant ailleurs, je ne me considérais pas un spécialiste de la politique québécoise, que d'autres devaient s'en charger, etc...

Mais les « autres » tardaient à s'en charger, justement, étaient distraits ou blasés, ou, plus simplement, pensaient à autre chose sur quelque plage ensoleillée. Trois semaines après la rencontre avec Laurendeau, « un beau matin » je fus en *état de nécessité* d'écrire (oui, sans blague, cela existe aussi parfois pour les écrivains politiques) un « papier ». L'après-midi même, j'écrivis le deuxième qui en appelait deux autres, qui furent rédigés le lendemain. Le tout fut envoyé au rédacteur en chef du *Devoir* qui chapeauta la série de la courte présentation suivante :

Nous commençons à publier aujourd'hui les réponses à notre enquête sur la politique provinciale. Comme c'était fatal, plusieurs se répètent : nous les résumerons ou n'en donnerons que des extraits.

Un fait remarquable : plus de la moitié de nos correspondants refusent de donner publiquement leur nom. Cela traduit exactement l'atmosphère morale du Québec : non point terreur, car personne ne risque sa vie, mais peur, car des gagne-pain sont en cause. Dans plusieurs cas la crainte paraît légitime. En d'autres, la prudence l'emporte nettement sur le courage et le goût du risque ne semble pas notre vice particulier.

La réponse dont nous publions aujourd'hui la première partie... est l'essai le plus fouillé qui nous soit parvenu. C'est une étude attentive des faits, de leurs causes et de leurs conséquences. L'auteur, cette fois, a toutes les raisons de ne pas vouloir révéler son nom.

André L.

Après cette première série, il y en eut bien d'autres à diverses périodes. Le résultat en est ce livre. Les textes qu'il rassemble ici n'avaient pas été conçus comme autant de chapitres d'un livre éventuel.

Du duplessisme à Trudeau et Bourassa. 1956-1971.

AVANT-PROPOS DE LA DEUXIÈME ÉDITION

[Retour à la table des matières](#)

Les textes qui constituent l'ajout à cette deuxième édition augmentée n'ont pas, non plus, « été conçus comme autant de chapitres d'un livre éventuel. » Ils furent publiés dans divers journaux ou magazines entre les mois d'août 1967 et de février 1971. Ils prolongent de cinq ans la période d'étalement des textes de la première édition : 1956-1966. Rien n'a été retouché du texte de la première édition qu'on retrouvera intégralement ici - mais correction faite des nombreuses coquilles !

Le début de chaque texte comporte la mention du lieu et de la date de sa publication. Comptant que le lecteur n'oubliera pas cette référence, l'auteur n'a rien changé de la version originelle des textes (sauf qu'il les a délestés des inévitables coquilles et des ... évitables fautes de français !), même si tel passage, à la relecture, le faisait tiquer lui-même ! Le principe de ce procédé n'admet pas de compromission : l'auteur ne peut se faire la partie belle en ce corrigeant *a posteriori*. Dans le cadre d'un essai intégré, le traitement fait aux diverses questions aurait été, bien sûr, différent. L'arrangement de ces textes sous quatre chapitres, constituant une nouvelle troisième partie, présente quelque artificialité. Mais l'enfilade des textes en une suite rigoureusement chronologique eut comporté un plus sérieux inconvénient en raison de hiatus encore plus brusques d'un sujet à l'autre.

Ce recueil de textes n'inclut pas des articles de type universitaire publiés dans des revues spécialisées de science politique ou de sociologie. Ces textes de circonstance et même commandités furent écrits pour de larges publics de lecteurs de journaux et de magazines. Leur trait commun est leur sujet politique. Sauf les articles b) et c) du chapitre XIII, portant sur la pensée de Herbert Marcuse et l'après-guerre froide des années 1960, ils traitent tous d'un aspect ou l'autre de la politique canadienne et qué-

bécoise. Enfin, contrairement à la plus grande partie des textes non inédits de la première édition, qui furent publiés dans *Le Devoir* sous le pseudonyme d'Isocrate entre 1956 et 1963, cet ajout est composé d'articles qui parurent sous la signature du nom véritable de l'auteur - sauf une exception, le texte figurant au paragraphe d) du chapitre XIII. Le pseudonyme d'Alain Sylvain est habituel lorsque l'auteur traite de ce sujet.

* * *

Il est bien superflu d'insister sur l'importance critique des cinq dernières années, des changements, soubresauts ou crises graves qui les ont ponctuées. Faisons un bref rappel chronologique :

Été 1966 : Grève dans le secteur public hospitalier.

Juillet 1967 : Visite du général de Gaulle et le cri du « Vive le Québec libre ! »

Septembre 1967 : Dissidence de René Lévesque du parti libéral du Québec et lancement de l'Option-Québec.

Octobre 1967 : Grève dans le secteur des Transports à Montréal.

Automne 1967 et hiver 1968 : Grève des enseignants et « bill 25 ».

Avril 1968 : Élection de Pierre Elliott Trudeau à la tête du parti libéral fédéral.

Juin 1968 : Quelques jours avant les élections fédérales, des manifestations de violence marquent la présence de M. Trudeau au défilé de la S.S.J.B. de Montréal.

Septembre 1968 : Mort de Daniel Johnson et son remplacement par Jean-Jacques Bertrand.

Octobre 1968 : Fondation du Parti québécois.

Automne 1968 : Contestation et occupation dans des CEGEP et dans quelques facultés.

Hiver 1968-1969 : Crise suscitée par le « bill 85 ».

Mars 1969 : Manifestation pour un « McGill français ».

Printemps 1969 : Tensions et émeute à Saint-Léonard.

Octobre 1969 : Grève des policiers montréalais et appel à l'armée.

Automne 1969 : La crise du leadership du parti libéral aboutit à la démission de M. Lesage.

Automne 1969 : Crise suscitée par le « bill 63 » ; manifestation monstre devant le Parlement.

1969-1970 : Grèves dans le secteur de la construction.

Janvier 1970 : Le congrès de leadership du parti libéral choisit M. Bourassa contre MM. Claude Wagner et Pierre Laporte.

Hiver 1970 : L'affaire des « gars de Lapalme ».

Avril 1970 : Élections provinciales au Québec.

Été 1970 : Grèves dans le secteur des postes.

Automne 1970 : Crise politique grave comme conséquence des enlèvements de MM. Cross et Laporte et meurtre de ce dernier ; appel à l'armée, proclamation de la loi des mesures de guerre en attendant l'adoption de la loi Turner d'ordre public.

La période de l'après-« révolution tranquille » n'a rien eu de « tranquille » justement et a présenté des situations que certains ont qualifiés de « pré-révolutionnaires ». Raison de plus de tenter de s'y retrouver.

Première partie

Au temps de la stagnation

[Retour à la table des matières](#)

Première partie : Au temps de la stagnation

A) La « figure » québécoise sur le « fond » canadien peu avant la « Révolution silencieuse » (1956-1957)

[Retour à la table des matières](#)

Première partie : Au temps de la stagnation.
A) La figure québécoise sur le fond canadien
peu avant la Révolution silencieuse (1956-1957)

Chapitre I

L'élection provinciale du 20 juin ou le duplessisme s'incruste au pouvoir *

a) Les règles mathématiques du « jeu »

[Retour à la table des matières](#)

Quelques semaines ont passé depuis le coup de massue qu'ont reçu les esprits libres de cette province, le 20 juin dernier. Elles devraient nous permettre de mesurer la déperdition démocratique que vient de subir notre province. Il faut analyser. Analyser avec un quasi impossible effort de détachement, comme si nous n'étions pas en cause. Simplement pour voir clair le plus possible (...)

Un gain libéral de 5 à 10 sièges aurait été la base suffisante d'un espoir pour 1960, car M. Duplessis, qui n'a déjà plus sa verdeur de naguère, continuerait à vieillir d'une année à chaque douze mois. C'était la configuration générale du scrutin qu'on pouvait sans déraison prévoir (...)

L'Union nationale jouit d'un permanent succès depuis 1944 ; elle donne l'impression d'une force invincible ; elle aura encore le vent dans les voiles. Et pourtant, sa majorité, en nombre absolu de voix, est faible : son obédience populaire maxima fut atteinte cette année avec 52%, ce qui constituait un léger gain sur 1952 (50%) et sur

* Les textes de ce premier chapitre parurent dans *Le Devoir* entre le 30 juillet 1956 et le 27 octobre de la même année.

1948 (51%). Ce qui frappe, c'est la très grande stabilité de ces majorités. Les Libéraux, au contraire, n'ont eu un vote à peu près stable que dans les deux dernières élections de 1952 (46%) et 1956 (44.5%) ; ils avaient opéré une remontée importante de près de 10% entre leur grande défaite de 1948 (36.5%) et 1952. Le fait marquant de la dernière élection est les légers gains duplessistes aux dépens des Libéraux et non l'inverse (...)

Ce qui fausse le tableau des forces électorales, c'est la distribution territoriale des sièges qui permet de tels votes. On est frappé par le nombre des sièges que chaque parti se voit octroyé et non pas par le pourcentage de votes qu'il récolte. Qu'on imagine un instant le rapport des forces parlementaires sous un régime de proportionnelle : au lieu d'une opposition seulement symbolique comme en 1948, ou trop numériquement faible pour être efficace comme en 1952 et 1956, le parti libéral détiendrait depuis 1952 environ 45% des sièges. Que seulement la répartition de la carte électorale cesse de maximiser le vote rural aux dépens du vote urbain, on aurait une opposition déjà beaucoup plus forte sans avoir l'équilibre non idéal de la proportionnelle (...)

Les Libéraux ne peuvent trouver excuse dans un vote qui ne se serait pas suffisamment exprimé. Le vote fut assez dru. L'adage électoral qui veut qu'un vote fort en soit un de mécontentement ne s'est pas vérifié. Autre paradoxe au moins apparent : stabilité générale du vote et des sièges par rapport à 1952, mais beaucoup de changements de sièges : 13 gains duplessistes et 9 gains libéraux : 22 circonscriptions ont donc renversé leurs majorités de 1952. Le vote urbain, dans l'ensemble, fut plus favorable aux duplessistes, mais moins toutefois à Montréal que dans la région québécoise où ils enlevèrent aux Libéraux les comtés de Québec-Est, Québec-Comté et Lévis. Le vote anglais urbain fut plus que jamais favorable aux Libéraux (Notre-Dame-de-Grâce, Jacques-Cartier, Westmount-St.-George). Enfin les alliances créditistes et nationalistes ont fait faillite : ni les 4 créditistes se présentant sous l'étiquette libérale, ni les 2 nationalistes sans opposition libérale n'ont pu se faire élire.

Le Québec a « voté Duplessis ». Est-ce pour lui permettre de « continuer son oeuvre » ¹ ? Au fait, de quelle « œuvre » s'agit-il ?

¹ Le slogan électoral de l'Union nationale était « *Laissons Duplessis continuer son œuvre.* »

b) La carte décisive d'un « providentialisme » païen

[Retour à la table des matières](#)

L'électorat québécois est, dans une proportion de 52% favorable à M. Duplessis. Pourquoi ? (...) La réponse peut s'esquisser sur trois plans complémentaires.

1°) Sur le plan de la technique du vote à l'intérieur des structures électorales que détermine le scrutin majoritaire à un tour ; 2°) sur le plan de la stratégie et des moyens employés par les forces en présence ; 3°) sur le plan de l'idéologie ou de la culture politique canadienne-française qui rend un phénomène aussi antidémocratique que le duplessisme quelque chose d'acceptable, de désirable même pour au moins 52% de l'électorat.

1°) Le premier plan d'explication n'est pas un accident, c'est le facteur déterminant (...) Un vote majoritaire à un tour ne rend électoralement (et, donc, parlementairement) viable que deux partis (...) De plus, à cause de l'absurdité de notre carte électorale, le dualisme des partis aboutit depuis 12 ans à une *maximisation* de la force parlementaire du parti duplessiste et à une *minimisation* de celle du parti libéral. Mais cela n'est qu'une circonstance aggravante qui n'infirme en rien le facteur général. Une carte électorale réformée aurait permis aux Libéraux l'acquisition de 20 sièges de plus (soit quelque 36 sièges) avec un vote populaire de 45% ; mais certainement beaucoup moins que 45% des sièges que l'application de la proportionnelle leur procurerait dans une Chambre de 93 sièges. Mais il faut expliquer que les Libéraux n'aient rallié que 44.5% du suffrage populaire alors que les Duplessistes obtenaient 52%. Cet écart de 8% scellait le sort de l'élection (...)

2°) (...) Le vote sûr, c'est-à-dire à peu près invariable depuis 1944, s'établit à environ 80% ainsi réparti : 40% aux Libéraux, 35% aux Duplessistes, 5% aux Indépendants (ordinairement perdus à l'exception des « cas » Chalout, Hanley). Il reste 20% de l'électorat actif en disponibilité : c'est l'aptitude du parti duplessiste à conquérir les trois quarts de ces 20% qui lui a permis d'empocher ses trois derniers succès. C'est ici

qu'il faut s'arrêter à la stratégie déployée par les deux principales formations politiques.

Une stratégie est toujours bilatérale et doit être étudiée comme telle : ce que fait un camp conditionne les manœuvres et les contre-attaques de l'autre. La stratégie duplessiste est d'une simplicité rare : « Tout va bien, c'est à cause de Duplessis ; Ottawa est l'ennemi et les Libéraux provinciaux sont leurs complices ; Duplessis est la Province de Québec : « x » millions de dollars pour les routes, ponts, écoles, etc ... » La crédibilité du « gros mensonge » est la condition première de toute propagande efficace.

Les Libéraux rétorquent : « Tout va mal, c'est la faute à Duplessis ; les difficultés avec le pouvoir central sont presque réglées et nous gardons nos coudées franches avec les Libéraux fédéraux ; Duplessis fait de la basse démagogie de chantage et d'intimidation avec des millions qui ne lui appartiennent pas, etc ... » La propagande duplessiste « rend » beaucoup plus que celle des Libéraux.

M. Duplessis présente une liste compacte de gens disciplinés, malgré eux au risque d'inexister, car il ne fait pas bon goûter la férule du Maître. Les Libéraux ont une équipe de circonstance : 4 ou 5 parlementaires ont fait leurs preuves dans une chambre quasi bâillonnée ; le gros de leurs effectifs, auxquels se sont joints des éléments créditistes et nationalistes dits de « gauche », est de vieille tradition libérale - tout ce monde-là étant réuni sous le commun dénominateur de son antiduplessisme.

Les Libéraux fédéraux interviennent, croyant abattre Duplessis par des étoiles de seconde grandeur qui filent en fin de semaine : trop peu, trop tard pour constituer un actif aux Libéraux provinciaux ; suffisamment et juste à point pour établir un semblant de validité aux accusations duplessistes de « complicité » avec les « étrangers » et « centralisateurs » d'Ottawa.

La machine duplessiste se mettra en branle avec son artillerie lourde qu'elle concentre sur des points précis par des médias peu nombreux : affiches, télévision. Peu d'assemblées publiques, pas de tournées épuisantes pour « le Boss », quelques banquets somptueux. Les Libéraux se dépensent sans compter, enlèvent de véritables assemblées enthousiastes, ne distribuent pas des primes pour faire nombre aux réunions publiques : un certain petit « air 1936 » les enivre au début de la campagne ; mais ils ne tiendront pas le dernier quart d'heure, c'est-à-dire les derniers 10 jours, pendant lesquels la machine duplessiste, par les arguments tangibles, que tout le

monde sait et dont se vantent même les organisateurs, produit des effets dévastateurs. Le bill 34 ² fait le reste, quoiqu'on ne puisse pas, pour d'évidentes limitations physiques, parier de « vol à la grandeur de la province ». Nous avons haut la main le record de la plus malhonnête démagogie des États du type de démocratie occidentale. Une nuée d'abbés Pierre ne nous secourait pas à cause de notre congénitale insensibilité démocratique et de notre amoralisme profond en matière de politique. C'est ce qui arrive à un peuple qui ne s'est jamais fixé entre les deux pôles du dogmatisme politique (« l'Autorité vient de Dieu ») et du jeu de la foire d'empoigne qu'il ne prend pas au sérieux.

3°) Il faut continuer sur le troisième palier d'analyse. Les Canadiens français ont un mépris souverain de la chose publique ; ils se sont déjà passionnés pour les « jeux » de la politique : aujourd'hui, ils s'en amusent. Vous pensez qu'ils soient susceptibles de réagir aux abus d'un autocratisme qui fait fi d'une moralité publique élémentaire : au contraire ils (au moins 52% d'entre eux) y trouvent le signe d'une force à respecter, donc « respectable ». Qu'un manteau de plomb s'abaisse sur les cerveaux libres de cette province, on n'y attache d'autre intérêt que de trouver juste la liberté de celui qui détient une telle force. Les « promesses » duplessistes ne scandalisent pas ; elles impressionnent favorablement. Aussi, ce parti n'héberge aucun intellectuel, sauf la poignée de « scribouilleurs » qui en vivent.

Ici, il faudrait un livre, qui restera toujours à écrire. À son défaut, j'aimerais livrer au moins l'hypothèse suivante : *le peuple qui passe pour un des plus religieux de la chrétienté m'apparaît un des plus foncièrement païens*. Parmi les raisons à développer, je retiens la conception rabougrie que nous avons de la Providence où nous voyons un Dieu comptable, dispensateur des biens et des punitions et qui, sur la table d'échecs de nos destinées, nous récompense ou nous punit temporellement. Nous croyons que l'autorité vient de Dieu ; mais Dieu pour nous est une « Providence » qui est, elle-même, un super-joueur d'échecs. Celui qui détient l'autorité politique ne peut être que l'incarnation visible de cette Providence invisible et mystérieuse.

C'est pourquoi M. Duplessis peut faire la tournée de la province en disant : « Nous vous avons donné ceci, nous vous avons donné cela ; si vous voulez telle chose, dites-le nous ; vous n'aurez pas tel bout de route, tel pont, telle école si vous ne

² Devenu loi électorale, stipulant l'énumérateur unique dans les villes.

savez pas le demander ». On s'attaque à la caisse électorale somptueuse de l'Union nationale. Mais le plus grand scandale de ce régime n'est pas là, ni même dans les moyens qu'elle permet. Non plus dans la politique foncièrement réactionnaire du régime, ni dans la dilapidation de nos richesses naturelles aux mains étrangères.

Elle est dans cette façon charlatanesque de justifier l'emploi des fonds publics selon ce que j'appellerai un mode de paganisme providentiel » ou de « providentialisme païen ». Et la moitié de la province d'applaudir ! Nous n'avons pas fait nos classes de démocratie dont nous ignorons l'abécédaire ; nos très faibles classes de religion y suppléent d'une façon paradoxalement païenne.

c) Le réflexe conditionne d'un double conservatisme

[Retour à la table des matières](#)

Le grand mal de notre politique, aussi bien sur le plan fédéral que sur le plan provincial, ce n'est pas la camisole de force bipartiste de notre jeu parlementaire : c'est l'excès de stabilité qui en résulte, c'est la tendance à l'unique parti dominant depuis une vingtaine d'années. Mettons à part l'élection québécoise de 1939 à cause de l'équivoque où les Libéraux fédéraux l'avaient plongée, et nous voyons que le Québec vote libéral au fédéral et duplessiste au provincial depuis 1935. Mais que les étiquettes ne nous fassent pas illusion : dans les deux cas, il « vote conservateur », s'interdisant l'aventure d'un changement possible. La graduelle prospérité de notre pays depuis une vingtaine d'années est l'alliée no 1 des Libéraux fédéraux à Ottawa et des Conservateurs duplessistes à Québec.

On invoque souvent l'explication du vote contradictoire à Québec et à Ottawa par la conscience canadienne-française de ménager un équilibre fédératif entre les deux allégeances de l'État fédéral et de l'État provincial. C'est trop simple et trop court ; c'est aussi ingénieux et trop savant puisque l'explication présupposerait une connaissance au moins sommaire du jeu de l'équilibre fédératif et donc, un minimum de maturité politique. Il s'agit là, à mon avis, d'une fausse « idée claire » qui procède d'une rationalisation *a posteriori*. À cause de la vacuité idéologique de notre politique, une explication rationnelle de la sorte m'apparaît artificielle. On vote dans le Québec se-

lon un « réflexe » qui, depuis vingt ans, est devenu « conditionné ». Ce réflexe primaire n'est pas l'équilibre à ménager au sein de la fédération canadienne, ni celui de l'autonomisme qui en serait le corollaire essentiel et l'application québécoise immédiate, mais bien un *conservatisme* à deux de grés. « Pourquoi changer, puisque, dans l'ensemble, ça va bien ? » Au tournant de 1935-36, le peuple québécois a eu un seul réflexe de changement qui s'est manifesté de deux côtés : sur le plan fédéral par l'approbation, en 1935, de la promesse libérale contre l'inaptitude du régime Bennett à conjurer les effets de la grande Crise ; et, en 1936, sur le plan provincial, par le rejet du régime libéral, moins vermoulu et corrompu que singulièrement dépassé par les événements, alors que pointaient de nouvelles forces réformistes³. Mais depuis 20 ans, le Québec (en mettant de côté l'ambiguïté de l'élection provinciale de 1939) vote pour le *statu quo*. Il le fera indéfiniment à moins qu'un spasme, qui le prenne sérieusement au ventre, ne lui donne la colique réformiste (...)

M. Duplessis n'est pas le mal absolu. Je demande au lecteur de me suivre sur le plan où je me place : je n'annonce certes pas un panégyrique du duplessisme que nos mœurs d'Ancien Régime ont rendu possible ! (...)

Nous n'avons pas de ressort pour des réflexes contraires. Je sais bien, on dira : « Un régime construit sur la force rouée d'un seul homme est fragile ; il s'écroulera comme château de cartes après la disparition du « Boss ». Voire ... D'abord, comment dire que M. Duplessis - qui, d'ailleurs, n'annonce pas sa retraite - ne trouvera pas un disciple d'élite ? On mentionne deux ou trois noms qui sont allés à l'école du Maître. Ensuite, il y a la solidarité autour du « pot au beurre », qui n'exclut pas des grognements rentrés (...)

Jamais politicien québécois n'aura incarné à ce point l'état de sous-développement politique de notre province.

Il faut parier d'un « mythe » Duplessis. Un mythe politique existe à partir du moment où tel homme jouit d'une influence excédant sa puissance réelle, en en imposant davantage encore aux adversaires qu'aux partisans. Le mythe Duplessis s'est consolidé depuis le 20 juin : il a reçu la consécration suprême de l'invincibilité. Il continuera à jouer après la disparition de M. Duplessis à l'avantage des duplessistes d'alors, mais peut-être à l'encontre de M. Duplessis lui-même. La crainte qu'il aura inspirée et la

³ L'Action libérale nationale de Paul Gouin, que Duplessis *liquida par absorption*...

nécessité d'une virginité nouvelle de ses successeurs nous vaudront peut-être une cure discrète de « dé-duplessisation » ⁴ (...)

Mais le lecteur pense déjà : « Que faites-vous des forces d'opposition ? » C'est le second volet de notre diptyque politique qu'il nous faut maintenant considérer. Il y a là, en puissance, une donnée qui pourrait neutraliser le duplessisme et, éventuellement, l'emporter sur lui. Et cela à deux conditions : 1^o) que ces forces se présentent en une formation dont l'hétérogénéité ne détruise pas un unitarisme stratégique nécessaire et que son étiquette soit recevable par l'ensemble de la population ; 2^o) que cette force ait suffisamment d'agressivité continue et de mordant pour *accrocher* quelque chose de sensible chez notre population. Or, comme ni l'une ni l'autre de ces conditions n'existent, je suis plutôt sceptique sur les chances de leur conjonction au moment opportun qu'il faudrait préparer dès maintenant.

Rappelons les points acquis : notre régime électoral parlementaire et notre traditionalisme politique ne permettent que deux partis. Tout troisième parti est voué à l'inexistence électorale et, a fortiori, parlementaire. On répondra comme les dirigeants C.C.F. (maintenant « parti social-démocrate » ou P.S.D.) ⁵ : « Nous ne travaillons pas dans l'immédiat ; il faut être présents à la province pour que, le moment favorable, etc ... » Quelle illusion ! Bien sûr, on peut dire comme le poète : « C'est bien plus beau quand c'est inutile ! » Mais on ne se lance pas dans l'action politique pour se vouer à une inefficacité systématique. Il y a, d'une part, l'idéal et les aspirations au nom desquels on mène le combat ; mais il y a aussi une manière, qui ne soit pas un suicide, de mener le bon combat. La passivité écœurée, au moins, est logique, ne nourrit aucune illusion, si elle est sans grandeur.

Il y a deux façons de réformer radicalement un régime : 1^o) préparer en clandestinité la révolution ; 2^o) se servir des structures du régime pour les pénétrer peu à peu jusqu'à la conquête des pouvoirs de décision qui rendront possible la transformation radicale. en un mot, jouer les règles du jeu imposé. Le premier moyen étant, par hypothèse, écarté, il ne reste que le second. Tout militant social-démocrate poursuit si-

⁴ La « cure » fut administrée à coups de « Désormais ... », thérapeutique que prescrivait Paul Sauvé pendant les « 100 jours »...

⁵ Et, depuis 1961, le Nouveau parti démocratique (N.P.D.) d'où est sortie la dissidence provinciale du Parti socialiste du Québec (P.S.Q.). Nos socialistes manifestent une telle voracité de sigles que l'électeur moyen doit trouver quelque difficulté à s'y retrouver ... à temps !

multanément une triple chimère : 1°) de croire viable - au sens d'une existence parlementaire minima - un troisième parti, quel qu'il soit ; 2°) de croire recevable un parti « socialiste » dans cette province non revendicatrice qui est à mille coudées de toute cristallisation idéologique en matière politique ; 3°) de croire que les sources « étrangères » de ce parti ne l'affecteront pas, dans notre milieu, d'un permanent coefficient négatif.

« Vous prêchez l'immobilisme social », me dira-t-on. Que non ! Je pourrais répondre : « C'est vous qui freinez le dynamisme social, en ne vous donnant pas les moyens d'une action qui serait autre que symbolique. C'est vous qui vous crevez les yeux agréablement, faute de n'avoir pas le courage de définir clairement la situation et d'en tirer les conséquences flagrantes ». Pendant ce temps, le duplessisme continuera à agir en s'incrétant en plus grande profondeur.

Je me suis servi, en passant, de l'exemple du P.S.D. Ce n'est pas mon intention de viser principalement les leaders de ce parti. La question qui nous occupe est incomparablement plus large. Il s'agit d'explorer le terrain de manœuvre d'une opposition quelque peu efficace au duplessisme. Cela suppose dès maintenant la clarté nécessaire des dialogues virils et sans arrière-pensées.

d) À la recherche d'un avenir « possible »

[Retour à la table des matières](#)

Pour qu'il n'y ait aucune confusion sur le sens de ces articles, je précise le point suivant : ce correspondant est complètement apolitique en termes de partisanerie, n'étant en rien, de façon directe ou indirecte, lié à quelque parti que ce soit ; son nom réel est d'ailleurs strictement inconnu de tous ceux qui ont quelque chose à dire dans la direction générale de l'un ou l'autre de nos partis québécois ⁶.

Il s'agit de chercher les chances de groupement des forces d'opposition au duplessisme, de voir comment le cercle vicieux pourrait éclater. Rappelons l'« inventaire » de tout à l'heure. 75% de notre électorat actif est à peu près fixe : 40%, est acquis aux Libéraux, 35% aux Duplessistes, 5% votant en dehors des formations traditionnelles :

⁶ Cf. *l'avant-propos* de la première édition et le texte cité de *La Réforme*.

tiers partis et candidats indépendants. Le 20% qui reste est l'enjeu. Il faudrait y ajouter une bonne portion du 15% ou 20% du corps électoral qui pratique l'absentéisme (...)

Prenons le cas de la dernière élection. 47% des votants désapprouvèrent le duplessisme : Libéraux, 44.5% P.S.D., 0.5%, et au moins 2 des 3% qui votèrent pour des indépendants. Des 52% qui approuvèrent M. Duplessis à ces 47% des votes d'opposition, il n'y a plus qu'une marge de 5% à faire fondre. Ces 5% peuvent être gagnés, d'un côté, sur les quelque 15% qui « votent Duplessis » parmi les 20% du vote actif « en disponibilité » et, de l'autre, sur les effectifs électoraux passifs jusqu'à l'abstention. Mathématiquement, le duplessisme est fragile. Il joue à la marge.

Pondérons la simplicité excessive de ces chiffres. En période de prospérité (élections de 1948, 1952, 1956), tout parti au pouvoir joue gagnant au départ, surtout quand il érige en système un « providentialisme » politique qui ne scandalise pas. Mais survienne un incident non prévu qui crée un climax (supposons, par exemple, non pas les hypothèses catastrophiques d'une crise ou d'une guerre, mais une franche et courageuse dénonciation par de hautes autorités religieuses de l'immoralisme foncier de notre politique ⁷) ; et cette « belle majorité » s'interroge, devient apte à poser un geste d'opposition. D'autre part, les Libéraux traînent un passif lourd : chef combattif, intelligent, dialecticien, mais froid (sans *appeal* populaire) dont les origines outaouaises étaient constamment rappelées comme un stigmate ; efforts de démocratisation des cadres et de la structure du parti qui n'allaient pas ou ne paraissaient pas aller suffisamment loin ; rôle encore important de certaines éminences grises et bien monnayées, qui motivent, à tort ou à raison, le refus d'adhésion d'éléments progressistes ; liens organiques qui paraissent tantôt lâches, tantôt serrés avec les Libéraux fédéraux. Il y eut aussi les erreurs tactiques de la dernière campagne : immixtions de fédéraux aux côtés de M. Lapalme ; hospitalité aux Créditistes et à M. Chalout (combien de Libéraux se sont abstenus à cause de ce que représentaient à leurs yeux Mme Gilberte Côté et MM. Even et Chalout ?).

Mais tout cela ne révèle aucun vice incurable. Qu'il apparaisse aux Libéraux provinciaux qu'il y va de leur survie de rompre carrément avec le parti libéral fédéral, de pousser à son terme naturel la démocratisation commencée du parti, de se faire hospitalier et compréhensif devant les conditions de fond des adhésions nouvelles : et le

⁷ La lettre des abbés Dion et O'Neill allait être rendue publique peu de temps après.

parti libéral provincial gagnerait, par degrés, le mordant nécessaire d'un radicalisme, qui lui fait encore défaut, pour grignoter la marge de sécurité des duplessistes. Le dualisme des partis ne peut pas jouer indéfiniment sans reposer sur un dualisme réel des tendances. Or notre société québécoise présente ce dualisme. La tendance réformatrice, pour une part importante, encore inexprimée, est parcellaire et impuissante. C'est elle qu'il s'agit de grouper et d'amener à l'existence organique pour en faire une véritable force électorale parlementaire.

Tout cela ne serait certes pas facile ; je soutiens que ce n'est pas impossible. Le duplessisme n'existe qu'en se durcissant jusqu'au risque de la sclérose. Et si le libéralisme se rendait compte qu'il n'a, surtout à l'heure actuelle, de raison d'être qu'en se libéralisant vraiment et qu'à mi-chemin, il faut aller jusqu'au bout ? Il aurait le support initial d'un noyau électoral de 40%, des votants, et une « étiquette » qui est recevable par l'ensemble de l'électorat. C'est de lui que doivent venir les premiers gestes dès que, sorti de sa présente vallée d'humiliation, il aura le courage de sa propre *régénération*. Mais s'il a ce courage, s'il pose ces gestes, quelle audience trouvera-t-elle ? C'est l'autre versant de la question.

Pour la commodité du vocabulaire, appelons « progressistes » divers éléments de notre société qui veulent vraiment réhabiliter un minimum de démocratie dans notre province (...) Ce qui compte, c'est que ces gens-là veulent que « ça change », attendent un signe prouvant que « ça » commence à bouger quelque part. Ils sont dans les milieux les plus divers : syndicats ouvriers, coopératives, associations d'éducation populaire, associations professionnelles agricoles, universités, groupes nationalistes et P.S.D., etc... Ils seraient épaulés à l'occasion par nombre de citoyens « écœurés » et épars qui n'ont pas fait une fois pour toutes leur deuil d'un minimum de décence politique. L'« ouverture à gauche » doit être faite d'abord par les leaders libéraux dès qu'ils seront revenus de leur hébétude actuelle. Mais la réponse doit aussi venir de « ceux qui ne sont pas encore résignés » de nos mœurs politiques de primitifs. Viendra-t-elle ?

Une telle « ouverture » ne s'étant vraiment pas faite, une telle réponse n'a pas eu à se donner ou à se refuser (...) Deux occasions se sont présentées qui n'ont pas été saisies au vol : un an après l'effondrement libéral de 1948, lors du sursaut causé par la grève de l'amiante en 1949, et en 1955, lors de la fondation de la Fédération libérale provinciale. J'ai craint qu'il s'agissait d'occasions irréparables. Une nouvelle se présente : le désarroi libéral actuel depuis le 30 juin. Eussent-ils gagné une poignée de

sièges et 3 ou 4% du vote populaire que les Libéraux nourriraient un espoir pour la « prochaine fois ».

Si nous avons un régime qui permette le multipartisme (avec ou sans proportionnelle) le mal serait moindre : chacun pourrait se trouver une patrie intellectuelle et morale quelque part. Mais notre système tient hors du cadre électoral et parlementaire ses citoyens les plus intéressants. Il faut *rapatrier* politiquement ces éléments. À la perméabilité attractive du parti libéral doit correspondre une possibilité de lucide et active adhésion des éléments « progressistes ».

Ici, le danger est grand du scepticisme impuissant ou du doctrinarisme qui érige des murs. Que la désapprobation où l'on enferme les « deux vieux partis » n'empêche pas de voir que même un « vieux parti », à l'épreuve de la défaite persistante, peut se régénérer quand il n'a plus le choix que d'épouser sans arrière-pensées une tendance sociale réelle. Un parti est une coalition d'aspirations et d'intérêts divers au sein de laquelle la démocratie peut jouer véritablement, beaucoup plus, en tout cas, qu'au jeu de tennis parlementaire où gouvernement et opposition se, renvoient la balle (étant entendu, par la convention du jeu, que la balle gouvernementale est toujours gagnante). Qu'on se demande courageusement si le jeu ne vaut pas la chandelle de *risquer* un peu puisque si les deux « moitiés de chemin » ne se font pas d'ici 6 à 12 mois, l'autre risque est sûr : on institue le duplessisme pour une génération politique à venir.

Les termes et modalités des *dialogues* à entreprendre seraient variables : mais leur objectif, clairement pressenti, devrait suffire à établir une communauté d'attitudes entre citoyens libres qui récusent, au départ, le prosélytisme véreux, en même temps que l'opportunisme exclusif et l'esprit d'ultimatum. Car, plus fort que ces exigences de pureté personnelle, il y a l'impératif du bien commun qui, actuellement, va au diable ! On n'a pas le droit de dire, même pour le bon motif : « Après nous, le déluge » ! Il ne suffit pas d'être vrai, il faut être efficace. Autrement, on reste chez soi ; on cesse de parler, d'« action politique » sans jamais en faire ou en faisant avec la claire conscience d'être battu d'avance et sur tous les plans.

On objecte déjà : « Ce correspondant, qui prêche le réalisme politique, s'illusionne à son tour : il croit à un rajeunissement possible du parti libéral ». On a le droit de croire que ce n'est pas possible ; mais on a tort de régler la question sans examen suffisant. « Voyez les Conservateurs et l'Action libérale nationale en 1935-36 ». Je crains que « notre maître le passé » ne nous illusionne une fois de plus. Pourquoi faut-il,

parce que c'est arrivé une fois chez nous, que les forces de la réaction soient toujours vainqueurs dans ces sortes de coalition ? N'a-t-on pas autant d'exemples du contraire sous d'autres cieux politiques ? N'existe-t-il pas telle chose qu'un *processus d'infiltration politique dans un parti largement ouvert à la base* ? Quand une direction, qui n'avait pour elle que les forces de l'argent et de la tradition, a-t-elle pu contenir longtemps une poussée dynamique qui sait ce qu'elle veut et où elle va ? J'aimerais mieux qu'on avoue sa propre infériorité que de plaider l'incapacité absolue d'une rénovation du parti libéral.

Bien sûr, son dossier n'est pas sans tache ; mais il a cette qualité de perméabilité minima dont il a donné quelques signes : et surtout il n'a pas le choix ! Que les divergences de programme ne soient pas amplifiées ; que plutôt on reconnaisse le terrain commun au départ : il est suffisamment large pour permettre une adhésion de base pour les dialogues à venir. Ce dont nous avons d'abord besoin en cette province - j'établis une priorité à la fois d'urgence et de valeur - ce n'est pas d'un programme socialiste, créditiste, nationaliste, corporatiste, capitaliste, coopératiste, etc... mais d'un *démocratisme minimum* au lieu de son simulacre grossier qu'est le duplessisme. Quand cela sera, on pourra discuter « programmes » et « plans d'action ». Ils risqueront d'être entendus sur la place publique. Entre gens honnêtes et de bonne compagnie, on peut toujours parler de ses divergences : elles sont d'autant plus fécondes que c'est de leur confrontation que surgit le partage de l'idéal du réalisable et, surtout, du rythme d'exécution.

Si rien de cela ne s'accomplit, parce qu'on a décidé que rien ne pouvait se faire, il ne reste qu'à subir le duplessisme. *Mais en se taisant.*

e) Les Libéraux provinciaux et leur congrès de « la dernière chance » ⁸

[Retour à la table des matières](#)

(...) On peut s'en prendre aux maléfices du duplessisme qui a fait flèche de tout bois dans l'ambiance d'amoralisme où baigne notre « catholique province ». Mais il n'est pas du ressort des dirigeants libéraux, ni de vous ni de moi, de convertir M. Duplessis à la démocratie, ni, d'emblée, la province à un certain sens de sa dignité politique. J'aimerais mieux voir les Libéraux se rendre compte que, s'ils ont stagné en juin dernier, c'est que l'utilisation de leurs classiques moyens électoraux a montré un point de saturation. Refaire en 1956 l'élection de 1952 ne pouvait donner, peu ou prou, que le résultat de 1952. Les 6 ou 8% du vote qu'ils devaient déplacer en leur faveur n'ont pas été « accrochés » (...) Leurs faiblesses sont multiples ; mais dans l'immédiat, le principal semble être d'ordre psychologique. Assommés depuis le 20 juin, rien ne laisse voir extérieurement qu'ils soient en train de récupérer. Le mythe Duplessis continue à paralyser : ils prennent davantage conscience de l'obstacle que de leur puissance à eux, pour l'abattre. Mais leur congrès d'automne montrera s'ils ont suffisamment de dynamisme inemployé pour mettre en branle la force qu'ils représentent, qu'ils sont.

Déjà les faux problèmes les assaillent. Le départ de M. Lapalme leur paraît le problème no 1. Remarquons entre parenthèses qu'il est pour le moins étrange que M. Lapalme, mandaté par 45% de la population, adopte une attitude de lâchage au moment même où la province passe (pour combien de temps ? ...) par une petite crise de morale publique ; que M. Lapalme disparaisse en douce au moment où les événements commencent, de la façon la plus éclatante et inattendue ⁹, à lui donner raison ? Cela peut être dit avec tout le respect dû aux tragédies personnelles d'insuccès répétés (...)

⁸ Depuis la publication de cet article (31 août 1956), l'expression « la dernière chance » a été moult fois reprise par à peu près tout le monde sur à peu près tous les sujets. Pour vérification, voir les grandes machettes de votre journal quotidien.

⁹ C'est une allusion à la lettre des abbés Dion et O'Neill qui venait de susciter un intérêt public inouï (*cf.* chap III b).

C'est là une autre faiblesse libérale : la carence de leaders. Le mythe duplessiste qui joue à fond sur les élites intellectuelles de même que la dévalorisation du politique, qui est un trait si frappant de notre culture canadienne-française, n'amènent guère de recrues à la politique partisane. Pendant ce temps, la magistrature, l'administration fédérale, le syndicalisme, l'action sociale générale, les universités, Radio-Canada ouvrent des débouchés moins soumis aux aléas divers et, surtout, moins mentalement déprimants. Conséquence : un parti, qui se veut agressivement réformiste sans jeunes équipes, ne fait que remplir de vieux liquides les outres nouvelles.

Ce ne sont pas 4 ou 5 avocats âgés de moins de 40 ans qui, à eux seuls, peuvent rajeunir des traditions que, d'ailleurs, leur formation et leur profession (qui procure toujours une particulière vision du monde) ne peuvent qu'enjoindre à fouler les sentiers déjà tracés ! Le grand échec du parti libéral est son incapacité à happer les éléments, qui, à sa marge, seraient en disponibilité d'une action politique à l'heure de 1956. Évidemment, cela supposerait une énergique opération d'époussetage qui, quoique annoncée à grand fracas, ne semble pas vraiment commencée. C'est le cercle vicieux : les Libéraux ont besoin de jeunes élites, mais celles-ci ne viendront à lui que lorsque le parti donnera les garanties de son rajeunissement Où sont les « Jeunes-Turcs » qui viendront troubler le ronronnement du Club de Réforme ?

Ce parti s'appelle « libéral » : c'est une force et une faiblesse. Une force, parce qu'il y a là une étiquette connue par tous, recevable en soi (...), auréolée d'une tradition où quelques grands hommes ont passé. Une faiblesse, parce que la propagande duplessiste trouve suffisamment d'indices pour attaquer les Libéraux provinciaux d'être les hommes liges de « leurs maîtres d'Ottawa » : organisations communes, présence de leaders fédéraux aux campagnes et aux congrès provinciaux, échanges de personnel : Godbout-Marler et Lapalme-Cournoyer, etc... Cela même qui fait le succès continu du parti libéral, « un parti à fonction fédérale », parce qu'il est « suffisamment neutre pour être accepté de tous et suffisamment multiforme pour s'adapter aux différentes provinces » (G. E. Lavau ¹⁰), fait la faiblesse de son aile provinciale.

Il faut, dans les provinces, des partis « à fonction provinciale », comme le dit encore cet analyste français des partis politiques : nos Conservateurs québécois et ontariens, les Socialistes de la Saskatchewan, les Créditistes d'Alberta endossent cette livrée provincialiste. Nos Libéraux tirent beaucoup plus de faiblesse que de force de

¹⁰ *Partis Politiques et réalités sociales*, Paris, 1953, p. 59.

leur parentage. Cela, ils ne l'ont pas toujours bien compris, tout en le comprenant sans trop bien le comprendre : bref, en s'affichant en pleine équivoque entre eux et devant le corps électoral.

Si presque toute politique se résout, d'une certaine façon, en compromis, il n'est pas entendu que le compromis doive toujours être négocié dans une ambiance d'équivoque. Quand M. Lapalme prend énergiquement parti sur la question des richesses naturelles, quelle créance populaire peut-il trouver dès lors que le camp adverse lui répliquera que MM. St-Laurent et Howe trouvent que M. Duplessis a fait un bon marché ? Quand M. Lapalme proclame sa future liberté de manœuvre en matière de difficultés fiscales, il s'entend dire par MM. Lapointe, Lesage, Pinard : « Nous sommes avec vous M. Lapalme ! » Au moment où M. Lapalme concentre ses efforts sur le plan de l'organisation locale, il ne sait même pas combien d'organisations de députés fédéraux vont « pactiser » avec les duplessistes contre ses propres candidats. Comment se mouvoir à l'aise sous la menace de tels coups de poignard fratricides ?

Le dilemme se rompra lorsque les Libéraux provinciaux se détacheront clairement de la tutelle, nuisible et contradictoire pour leurs fins, de leurs grands frères ontariens ; mais, dans le même temps, comment cesser d'être le parti « libéral » provincial ? Un jour le parti conservateur provincial qui n'était rien est devenu quelque chose en se *provincialisant* (même si l'on ne peut taire l'hypocrite imposture de ce « provincialisme » démagogique et tournant en rond). Pourquoi le parti libéral provincial, qui est quelque chose, ne deviendrait-il pas un parti à franche et opérante « fonction provinciale » s'il avait le courage de sa rénovation par l'intégration d'éléments vivifiants qui lui font défaut et qui, en disponibilité, n'attendent de lui qu'un signe d'amitié et d'hospitalité sans arrière-pensées ?

Dans la mesure où l'on peut savoir ce qui bout dans la marmite du Club de Réforme, on peut se demander si le parti provincial n'est pas en train de se faire délicatement harakiri davantage peut-être par manque d'imagination que de courage ? Ce n'est pas le Bill 34, ni l'insuffisance de ses agents et de ses fonds électoraux qui l'ont vaincu ; c'est sa propre incapacité à être un ferment dans la pâte. On ne lutte pas contre le duplessisme par des armes où le duplessisme est, au départ, à avantage de 5 contre 1.

Le détachement brutal d'avec les Libéraux fédéraux s'impose d'abord ¹¹. Mais on ne cesse pas pour autant d'être un parti « libéral » ; mais on devient « libéral-provincial », ou mieux, peut-être : « libéral-social », ou « libéral-national », ou « libéral-progressiste », etc. On se donne une raison d'être, une « fonction » provinciales, puisque c'est le plan d'opération où l'on veut agir, et que l'équivoque fédérale depuis 1944 n'est plus électoralement rentable. Je dois préciser ma pensée jusqu'au bout : je raisonne davantage sur le plan tactique, sur le plan de l'efficacité politique, que sur celui des valeurs politiquement engagées : c'est, d'ailleurs, un langage plus facilement perceptible aux politiciens. Mais je ne veux pas dire que le simulacre d'une identité nouvelle suffira. C'est un gros ballon d'équivoque qu'il faut crever. La transformation devra être *réelle, radicale, vérifiable*.

Autre point encore plus important : le parti libéral provincial est pauvre et, de sa pauvreté, il se contente de tirer un titre de gloire devant l'organisation duplessiste cousue d'or. Cela suffit-il ? Il y a là un état de fait *sanitaire* dont il devrait politiquement profiter. Il traîne un grand boulet qui est celui d'une dépendance de 5 ou 10 gros souscripteurs à sa caisse. Par eux, il est encore dans l'ornière. Il n'est pas dit que le financier arrivé soit le politicien efficace s'il maintient le parti aux rouages alourdis du temps révolu de Lomer Gouin et d'Alexandre Taschereau. Aussi, pour « démocratiser » un parti, il ne suffit pas de lui plaquer une structure fédérative, d'inventer une organisation pyramidale jusqu'au noyau de la paroisse ou du quartier, d'introduire les cotisations des militants. Tout cela peut même rendre soupçonneux si l'on ne sent pas le sang qui circule là-dedans. Il faut jouer franc jeu.

L'existence de la Fédération libérale provinciale n'a été jusqu'à maintenant qu'une promesse sonore, et non pas un mécanisme d'efficacité politique, ni le lieu de la démocratisation des « cadres » dont on fait grand état. D'abord, elle est née trop tard : annoncée en mai 1950, elle n'a vu le jour *in extremis* qu'en novembre 1955, quelques mois avant l'élection générale. Son rôle y fut à peu près nul. C'est à ce grand squelette sans chair ni globules rouges qu'il s'agit d'infuser le souffle vital. Cette Fédération ne doit pas être une association politique « à gogo » qui vienne voiler la véritable direc-

¹¹ Nous sommes à la fin août 1956. Ce « détachement brutal » - par les structures supérieures - n'allait se produire que le 5 juillet 1964. Pour l'ensemble de cette question, voir mon étude faite pour le compte de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme : *Les Partis libéraux du Canada et du Québec (1955-1965)*.

tion du parti : *elle doit être le parti dans sa direction, son organisation, ses cadres*. Sinon l'autocratie à la Duplessis est préférable : devant un tel étalage d'impudeur on sait au moins à quoi s'en tenir.

L'« imbroglio », dont parlait *La Réforme* au lendemain du 20 juin, et qui faisait confondre le « congrès de la Fédération libérale provinciale et le congrès plénier du Parti libéral provincial » (*La Réforme*, 11 juillet 1956), ne doit plus se reproduire : si la Fédération n'est pas le congrès plénier du parti, à quoi peut-elle servir, sinon à cacher les puissances réelles ? On pardonnera aux esprits exigeants de penser que si l'on ne dévoile pas quelque chose, c'est qu'on préfère le cacher.

« Les élections ne se font pas avec des prières », bien entendu. Il faut de l'argent, beaucoup d'argent pour alimenter de grandes machines administratives comme sont les partis politiques évolués. Il ne s'agit pas de prôner la pauvreté comme un absolu de vérité politique. Il s'agit d'avoir une richesse qui ne lie pas par du fil à la patte. Encore là, il y a des valeurs essentielles engagées ; mais, qu'elles soient méconnues, il ne s'ensuit pas un plus grand degré d'efficacité tactique. Les cotisants fédérés peuvent-ils alimenter la caisse du parti ? La Fédération compterait à l'heure actuelle 35,000 membres dont le taux de cotisation est de 2 dollars. Il n'est pas exagéré de prévoir qu'une campagne un tant soit peu agressive triplerait ce nombre en 12 mois. 100,000 cotisants avec une moyenne de 10 dollars (un minimum de 2 et un maximum de 100 dollars) ferait déjà 1 million de dollars, et 4 millions en 4 ans ! Sur les 700,000 votants libéraux, est-il illusoire de prévoir qu'au moins 100,000 y iront de leur écot ? Le petit bouillonnement de salubrité publique ¹² auquel nous assistons n'est-il pas une situation éminemment favorable ?

Il y aurait bien d'autres questions à toucher : la publicité à donner aux finances du parti, le rôle des comités, le programme de recrutement, l'utilisation de comités consultatifs intégrant divers spécialistes engagés dans l'action et la recherche, etc... Mais tout cela ne sera une question d'actualité qu'après que les Libéraux seront sortis de leur torpeur. Nous attendons l'échéance du congrès d'octobre. S'ils n'ont pas la virilité des petites crises internes, personne ne viendra troubler leur ronron ; et ils seront « bouffés » dans 10 ans par des forces authentiques qui ont déjà posé les premiers jalons de leur rassemblement.

Il faut savoir ce que l'on veut surtout quand sa propre survie en dépend.

¹² Cf chapitre III sur l'affaire Dion-ONEILL.

f) Les Libéraux à la recherche d'eux-mêmes

[Retour à la table des matières](#)

L'Union nationale, c'est un homme sans parti. C'est sa force et sa faiblesse. Les Libéraux provinciaux sont un parti sans hommes. C'est leur faiblesse sans être leur force.

Chez les « conservateurs » provinciaux, un agrégat d'intérêts sert de succédané au parti. Pour être de bon compte, il faut préciser qu'il ne s'agit pas uniquement d'inaouvables intérêts platement matériels : qu'on songe par exemple au nombre de dupes que rallie l'autonomisme verbal, démagogique et inefficace à la Duplessis, et qui transcende, chez eux, les vices les plus flagrants du régime.

Chez les Libéraux provinciaux, il y a tous les éléments d'un parti : cadres fidèles et « clientèle » qui ont, théoriquement, les moyens de lui permettre d'accéder au pouvoir. Certaines valeurs de tradition (...) subsistent malgré tout qui peuvent donner libre cours à un dynamisme jusque là insuffisamment ou mal employé. Mais ce parti manque d'hommes. (Je me place sur un plan qui déborde de beaucoup le leadership officiel ou la personnalité de M. Lapalme, que celui-ci demeure ou non chef nominal ou effectif du parti). Or, il n'y a pas de succédané pour les hommes (...)

« L'Union nationale, c'est un homme sans parti ». Cela semble impliquer que lorsque M. Duplessis disparaîtra, il n'y aura plus d'Union nationale. Erreur : la transmission non dynastique du pouvoir dans une formation totalitaire ne se fera pas sans heurts ; mais rien n'interdit de penser qu'un nouveau Duplessis, à tempérament moins ouvertement autocratique, ne s'affirmera pas qui recueillera une clientèle croyant, confusément mais pratiquement, à l'autocratie politique et au statisme social comme en des valeurs en soi désirables.

Ceux qui pensent que la fortune des « conservateurs » provinciaux est liée à l'état de santé ou à la longévité politique de M. Duplessis mélangent deux choses : la précarité d'un pouvoir personnel trop fort avec les larges conditions idéologico-sociales qui, non seulement font le lit de la réussite de ce pouvoir personnel, mais encore sont la justification de ses abus mêmes. Autrement dit : le duplessisme, sous quelque forme altérée en surface que ce soit, survivra à M. Duplessis parce qu'il épouse remar-

quablement bien une tendance sociale essentielle de notre milieu québécois. Savoir : un autocratismes statique, vaguement théocratique-nationaliste, où l'exploitation immorale des mythes - version québécoise - de l'autonomisme et de l'anticommunisme est électoralement rentable.

Les Libéraux, sur le même plan, sont en évidente infériorité. Ils ne sont pas ou *n'apparaissent pas suffisamment différents du duplessisme* qui n'a, d'ailleurs, que poussé à un degré de perfectionnement de prototype, dans un autre contexte, le gounisme ou le taschereauisme de naguère dont, dans le dernier cas tout au moins, se souviennent encore les plus de 40 ans. Contre la tendance rassurante du statisme, que reproduit si clairement le duplessisme, *les Libéraux n'épousent pas clairement et avec de suffisantes garanties l'autre tendance, non moins essentielle et quantitativement importante, du réformisme.* « Que votre oui soit oui ; que votre non soit non ! »

Une loi élémentaire du succès politique est la simplification : il faut être blanc ou noir, pour ou contre, pour le « oui » ou pour le « non », aimé ou haï. Depuis 1948, les Libéraux provinciaux apparaissent plutôt sous un jour grisâtre, où le « pour » et le « oui » sont confusément entremêlés de « contre » et de « non », ce qui leur vaut des sentiments de vague sympathie qui ne commandent pas des décisions bien fermes ou des adhésions sans pensée de retour. Avant de s'élargir à leur périphérie, les Libéraux doivent se retrouver à l'intérieur et montrer ensuite à l'extérieur ce qu'ils sont

Que va-t-il normalement se passer dans la province d'ici quelques années ?

Un éparpillement des forces d'opposition au duplessisme et donc une atomisation des forces réformistes ? C'est déjà un fait depuis 1948. Les Libéraux sont trop faibles et indécis pour constituer une opposition parlementaire efficace au duplessisme, qui, de là, leur permettrait de saisir l'opinion publique et éventuellement de la « remuer ». À cause de la désaffection générale où l'on voue les « vieux partis » (...), ils n'ont aucune force attractive auprès de jeunes élites sociales taillées pour l'action politique. Ou elles font du « gauchisme » en robe de chambre ou elles s'engagent sur un plan extra ou para-politique : universités, administration fédérale, action syndicale, etc...

« Ce sont des garçons de trente à quarante ans qui mènent aujourd'hui le bal », écrivait Bruno Lafleur dans la préface à la récente édition de *l'Appel de la race*. Phrase qu'il faut compléter en disant : ils « mènent le bal mais en dehors de la salle de bal ». Ils prennent parfois figure de trouble-fête, mais ça ne dérange pas les fêtards qui ne reçoivent qu'un écho très amoindri de ces clameurs, d'ailleurs très inordonnées

et inconstantes. Le drame actuel de notre politique provinciale, c'est que l'opposition réelle au duplessisme soit en dehors de la législature et des tribunes électorales. Trouve-t-on normal que l'opposition au duplessisme se manifeste par les canaux des centrales syndicales, des mouvements de jeunesse, du *Devoir*, de *Cité Libre* ou de petits groupes encore plus isolés ? Je pense qu'il est temps que retentisse en cette province un claironnant « *Politique d'abord !* »

Ou, au contraire, y aura-t-il un effort de regroupement des forces authentiquement démocratiques et, forcément, très anti-duplessistes ? Trois tronçons existent déjà qui pourraient s'inventorier réciproquement et, peut-être, entreprendre des dialogues prometteurs : l'aile franchement réformiste des Libéraux, le Rassemblement, le Comité provincial de moralité. Que l'allure hétérogène, pour ne pas dire hétéroclite, de cet alignement ne trompe pas : chacun de ces groupes est doté d'une force propre qui ne contredit pas l'autre : de leur conjugaison sortirait la seule force capable, en période de relative prospérité, de faire perdre des points au duplessisme. N'y aurait-il pas, théoriquement, une force irrésistible dans la coopération des propagandistes de la moralité (montrant, par l'affaire Dion-O'Neill, qu'ils touchent une corde peut-être courte mais essentielle de notre sensibilité politique), des dirigeants du Rassemblement (qui constituent une *intelligentzia* en disponibilité pour une action ou une inspiration politiques à longue portée), des réformistes libéraux (qui ne demandent pas mieux que de se situer dans une patrie intellectuelle où vont leurs préférences secrètes et qui ont un « nom » politique et des moyens d'« accrochage » populaire) ? Mais je rêve...

Que si l'on repousse ce « rêve », pourtant « éveillé » - c'est, d'ailleurs, une manie que je tiens de mon lointain ancêtre grec que de réconcilier toutes les honnêtes gens qui, d'accord sur l'essentiel, n'en tirent pas les conséquences pratiques - j'aimerais qu'on voie au moins clairement vers quelles directions nous irons, ou plus exactement, n'irons pas ! Les Libéraux n'évolueront guère ou à un rythme trop lent ; le Rassemblement constituera un exutoire à des forces qui pourraient s'employer à des tâches politiques immédiates ; les messieurs de la moralité auront aidé à donner un sain coup de barre, mais, très tôt, tourneront en rond. D'autres, enfin, poursuivront la triple chimère conduisant à l'impasse certaine du troisième parti : c'est le panneau du P.S.D., où déjà ont donné de la tête de belles intelligences et d'irremplaçables énergies qui se gaspillent.

Le scandale des Libéraux provinciaux, ce n'est pas de se faire rouler en chaîne par l'homme le plus roué de toute notre histoire politique. Il n'est jamais honteux de céder devant plus fort. C'est de permettre la constitution, à leur marge, des forces d'opposition au duplessisme auxquelles ils ne procurent ni le lieu de leur rencontre ni les armes pour mener un combat efficace (...) Les Libéraux sont les premiers responsables parce qu'ils sont les plus « gros » et les plus anciens, et qu'ils sont en place. Mais je ne suis pas sûr que les quelques commandos en disponibilité d'une action au sein des rangs libéraux ont, dans le passé, posé la question sur un plan où il apparaissait clairement aux dirigeants libéraux qu'ils étaient un acquis, mutuellement enrichissant, et non pas une très hypothétique promesse. Que valent d'intrépides commandos quand il n'y a pas de corps d'armée derrière eux ? De toute façon, ce n'est pas le rôle des commandos de lancer des ultimatums aux généraux des armées éventuellement alliées.

Si donc se poursuit le scandaleux divorce entre les Libéraux et les diverses forces progressistes, électoralement et parlementairement absentes, la conséquence est sûre : le duplessisme en a encore pour plusieurs lunes ! Si les Libéraux ne se rénovent pas par l'infusion d'idées et d'effectifs réformistes - que cela dépende primordialement d'eux ou des éléments progressistes - l'autre partie de l'alternative est claire : l'ennemi naturel des éléments réformistes en cette province est non pas l'Union nationale mais les Libéraux provinciaux eux-mêmes. Pourquoi ?

Parce que le jeu politique que nous imposent notre régime électoral et l'état de l'évolution de notre société nous enserme dans la camisole de force du bipartisme. Un troisième parti n'a de signification et de validité que dans la mesure où il peut éliminer celui des deux autres partis que sa présence même rend superflu. Le troisième n'a de raison d'être que dans la mesure où il est en instance de devenir le second. On exagère encore, par exemple, l'influence de « réacteur » du C.C.F. sur les politiques sociales des Libéraux fédéraux (...)

Les Libéraux provinciaux ont besoin de retrouver leur âme absente d'un corps trop lourd. Cette Âme, elle est en dehors d'eux. Ils doivent l'y aller chercher. Le libéralisme et les conquêtes de la démocratie politique, c'est que diable ! tout de même quelque chose dans l'évolution des idées. Il y a là tout de même quelque chose comme embryon d'une doctrine politique. Comment vivre en étant coupé de ses sources ? Devant l'autocratie duplessiste, n'y a-t-il pas à retrouver, sinon à réinventer, le credo du libéralisme ?

« Libéralisme », que voilà bien un mot équivoque ! Le libéralisme catholique a déjà été une hérésie. Le libéralisme économique apparaît aujourd'hui comme une hérésie sociale. Mais le libéralisme *politique* fut, dans les siècles derniers, le ferment et le support des conquêtes de la démocratie politique, qui, elle-même, a pavé les voies à la démocratie économique-sociale. C'est évidemment ce dernier libéralisme que j'ai à l'esprit. Les Libéraux provinciaux n'ont-ils pas, en cette ère du duplessisme triomphant, un message à communiquer, un rôle à remplir, qui leur donneraient un label aussi distinct que le fleurdelisé de M. Duplessis ? N'est-ce pas ce libéralisme *politique* qui est le trait commun le plus vrai de tous les éléments progressistes de cette province ?

Ou plutôt, c'est moins certain que je ne l'affirme. Beaucoup d'éléments progressistes de notre milieu (dont certains s'appellent maladroitement « de gauche ») ont fait leurs classes d'action sociale avant celles d'action politique - ou, pas du tout ces dernières, ce qui est peut-être encore aggravant (...) Cette génération des hommes de moins de 40 ans est issue de la crise de 1929 dont elle a subi l'empreinte. Tout le monde à partir de la guerre avait à la bouche le « social d'abord ! » D'où, entre autres conséquences fâcheuses déjà relevées, désertion de cette génération des rangs politiques et prolifération des mouvements d'action sociale. Cela est bien, mais insuffisant : comme si toute question *sociale* de quelque importance ne se pose pas initialement ni ne se résout pas finalement en termes de *politique* ! Ce n'est pas tout : on laissait dans le même temps, le terrain libre aux traditionalistes, aux maquignons, aux amateurs, aux affairistes politiques. Et les meilleurs et les plus libres cerveaux de la nation de regarder, les bras croisés ou occupés à autre chose, le carrousel politique aller son traintrain monotone.

On a encore pour représenter la souveraineté du peuple beaucoup d'avocats et d'hommes d'affaires, une poignée de médecins et de cultivateurs. Où sont les leaders sociaux, les chefs syndicalistes, les ouvriers, les professeurs et instituteurs, toutes les catégories de cols blancs ? La législature est une grotesque contrefaçon de notre stratification sociale. Je n'ai rien contre les avocats, comme individus ou corps professionnel, mais j'en ai contre l'apathie du milieu qui fait de la politique leur chasse gardée.

Les éléments qui s'estiment politiquement évolués de notre milieu sont des gens qui ont assumé, dans leur expérience pratique, la « question sociale ». Aussi, comme le parti libéral provincial n'est pas précisément une idéologie sociale en marche, il ne

leur apparaît pas fiable. Dès lors le dialogue se fait entre sourds. On peut assez facilement mettre 100,000 individus d'accord en cette province sur le credo essentiel de la démocratie politique, réelle et non seulement formelle, le duplessisme servant de repoussoir. Mettrez-vous 10 individus exactement d'accord sur une politique en matière de richesses naturelles ou sur le degré ou les modalités exactes d'interventionnisme de l'État en matière économique ? Ceci veut dire que la démocratie politique vient *avant*, chronologiquement parlant, qu'elle doit être réalisée avant que l'autre, la démocratie économique-sociale qui lui est complémentaire, ait chance *d'informer un état* de société. Faites une enquête auprès des mineurs d'Asbestos (...)

S'il devait s'arrêter sur ce plan et à ce stade, le dialogue serait insuffisant. Allant au delà, des divergences, des réticences, des oppositions même se feront jour. Mais n'est-ce pas au sein d'une formation large, tel que l'est déjà le parti libéral, que peut jouer valablement la démocratie, le jeu des contraires ? La tendance la plus forte et la plus tenace l'emporte à longue période. M. Bevan n'est pas sorti du Labour Party pour conquérir le poste clé de trésorier du parti. Il est resté. Il a déjà emporté la moitié du morceau par des moyens qui ne sont pas d'une habileté extrême ; il attend son heure pour arracher l'autre morceau. C'est la vie, la vie politique en particulier, qui est souvent un combat contre ses amis, ses alliés naturels.

Dialoguer avec les Libéraux, c'est à l'heure actuelle courir sa propre chance. Ils sont la première chance offerte à tous ceux qui n'ont pas fait leur deuil d'une démocratie au moins décente en cette province. Dialoguer avec eux, ce n'est pas assumer toutes leurs tares ou leurs insuffisances actuelles. Ils ont besoin des forces nouvelles tout autant que celles-ci ont besoin d'eux. Toute hésitation qui paralyse un courage lucide et bien calculé de part et d'autre consolide le duplessisme. Si c'est ce que l'on veut, on n'a qu'à laisser faire : continuer à parler des stigmates du régime Taschereau, des insuffisances de Godbout, des promesses déçues de Lapalme ; continuer à magnifier le symbole de la caisse et de certaines éminences grises, etc... Mais si l'on veut autre chose, il est temps de penser à autre chose ; si ce que je propose n'est pas valable, ne vaut pas le risque, qu'on le dise !

Élevons d'un cran la discussion et hissons-la jusqu'au niveau du bien commun de la province : croit-on sincèrement que, si, par hypothèse, les Libéraux avaient pris le pouvoir le 20 juin, ils étaient équipés pour s'attaquer aux *grands desseins* qui sollicitent l'attention des esprits lucides et inquiets de cette province. Je mentionne en vrac la réforme de notre enseignement à tous les degrés et la promotion d'une vivante

culture (nationale) où se joue ultimement notre destinée ; l'inventaire de toutes nos ressources économiques et la planification rationnelle et profitable pour la collectivité de notre développement économique ; la réforme radicale des structures de notre fonctionnarisme provincial qui est le plus inhibé et sous-développé des pays occidentaux ; etc... Mais ces ressources d'intelligence et de formation spécialisée qu'il faudrait embrigader sont toutes en dehors des formations politiques, la libérale y comprise. Il n'y a pas de génération spontanée (...) Une fois de plus, j'élargis le débat, puisque pour esquisser une réponse il faudrait analyser la situation que la politique a toujours faite à l'intellectuel canadien-français. Passons ... (cf. chap. 3, d).

g) Les Libéraux en train de se retrouver

[Retour à la table des matières](#)

Il y a au moins deux façons de mesurer l'évolution d'un mouvement politique : 1) par rapport à l'idéal réalisable auquel devrait tendre ce mouvement ; 2) par rapport à la phase immédiatement antérieure, qui marque le point de départ de l'évolution à constater. Du premier point de vue, le deuxième (1956) congrès de la Fédération libérale provinciale fut un clair *échec*. Du second point de vue, il fut un vif *succès* (...)

Non seulement le congrès de la Fédération eut lieu avec une force d'attraction plutôt inattendue (plus de 500 personnes, 4 ans avant la prochaine élection) ; mais la Fédération en sortit raffermissée : de l'ordre intentionnel, elle commença à passer au plan du fait. Ce fut sa véritable naissance ; du 20 octobre 1956, sera daté son véritable acte d'état civil. De novembre 1955 à avril 1956, la Fédération n'avait fait guère plus que dresser les plans et devis des structures à venir. Ce qu'elles avaient d'utilisable et ses faibles ressources humaines furent happés par la bousculade inévitable des « élections à faire ». Malgré cette déperdition prématurée d'énergie, la Fédération s'est reconstituée. Au lieu d'un parti multiforme, désencadré et anonyme où ne perçaient, à l'échelon supérieur, qu'une poignée de leaders et, à l'échelon local, que quelques « bosses » et agents de patronage, les Libéraux se présentent maintenant comme une *Fédération à organisation pyramidale* (de la circonscription électorale au village ou au quartier, de là au comté, puis au groupe régional de comtés, jusqu'au conseil et à l'exécutif de la Fédération) *et à structures nettement définies* par une division rationnelle des fonctions (les multiples commissions). Surtout, tout cela est identifiable et se présente au

grand jour : au lieu d'une clandestinité où pouvaient se mouvoir des mauvaises consciences, on saura, ou, au moins, on pourra savoir *qui fait quoi, et comment il le fait*.

La Fédération a absorbé le parti. Il fut cent fois répété le mot de M. Lapalme : « La Fédération, c'est le parti. » Pour que cela soit suffisamment traduisible dans les faits : il faudra une évolution énergique et souple de quelques années. Mais nous sommes à 4 ans des élections. Ce délai devrait suffire à démocratiser le parti en le fédéralisant. Il reste l'épineux problème des finances. Si la Fédération absorbe le parti, absorbera-t-elle aussi les modes traditionnels et occultes de financement de ce dernier ? Ou sera-t-elle enchaînée par ce boulet ? Un mode transactionnel s'établira-t-il qui assurera, par la cotisation des fédérés de plus en plus nombreux et la diversité des souscripteurs petits et moyens (cf. le parti démocrate américain), une influence de plus en plus grande à la Fédération par rapport aux trop rares éminences grises bien monnayées du type classique ? Tout cela est à voir. Mais la résolution de la commission des finances, pour timide qu'elle soit, enregistre une véritable petite révolution si l'on tient compte du contexte politique, imprégné de 100 ans d'oligarchie et de ploutocratie indiscutées.

Les échanges parfois vifs de vues divergentes (rapports avec les Libéraux fédéraux, début de constitutionnalité sur les élections à la présidence) ont montré que l'intention démocratique était réelle. À ceux qui assimilent indistinctement duplessistes et Libéraux, je pose la question : ce phénomène eût-il été seulement pensable sous la double houlette de Maurice I et de son grand argentier « Gerry » ? (...)

Évidemment, toutes ces discussions ne se situaient pas à un niveau propre à susciter le vertige ! Exemple : les rapports avec les Libéraux fédéraux. Si une autonomie ferme des deux ailes provinciale et fédérale fut affirmée, ce fut peut-être trop à l'occasion du malaise suscité par le cas de Saint-Jean et d'autres cas analogues (...) Mais le nouveau président de la Fédération ne craignit pas d'affirmer, au discours de clôture : « Nous sommes un parti à fonctions provinciales... et nous ne saurions l'oublier » (...) Des cas de « collaboration » semblables à celui de Saint-Jean feront l'objet d'une discipline dont le mécanisme fédératif a été arrêté. Quant aux Créditistes, ils ne seront plus, bérêts en tête, admis au sein d'un « front uni », qui les a peut-être servis dans la mesure où ils ont certainement nui aux Libéraux. Un des signes les plus certains du pouvoir réel de la Fédération se trouve dans l'une des résolutions du congrès à l'effet que « l'exécutif de la Fédération libérale provinciale ne prenne aucune décision sans

avoir, au préalable, consulté les députés provinciaux », ce qui ne semble pas impliquer, en contrepartie, que l'exécutif soit soumis au contrôle des députés.

Enfin, ce qui est peut-être l'élément crucial de leur « avenir », les Libéraux se sont montrés des plus accueillants envers les élites sociales non politiquement engagées (discours Jean-Paul Grégoire, Jean-Louis Gagnon, Paul Gérin-Lajoie). Le président Grégoire dans son discours de clôture : « ... nous tendons la main aux éléments indépendants qui poursuivent un travail parallèle à celui que nous faisons mais en marge de notre parti. Nous avons besoin de toutes les forces disponibles et, plus particulièrement, quand parmi elles nous rencontrons une sincérité inaccoutumée et une vigueur de pensée dont la province de Québec, hélas ! semble avoir perdu l'habitude. L'avenir du parti libéral, à mon avis, reste conditionné par le recrutement que nous saurons faire des éléments les plus courageux qui sont en train de s'affirmer ». De plus, le Congrès a adopté une *Déclaration de principes* dont le commentaire exigerait, à lui seul, un article et dont il convient de dire, en passant, qu'elle reste intéressante à lire même après la déclaration du *Rassemblement*¹³. Au sujet de ce dernier mouvement, ainsi que de la Ligue de moralité, l'attitude en fut une de sympathie méfiante envers ces groupes, dont on craint la mutation en partis politiques. La création annoncée d'un Institut de recherches politiques sera sans doute le test décisif de la détermination des Libéraux à donner des assises empiriques et idéologiques à un programme dit « rénovateur ». Ainsi des collaborations indispensables, quoique répugnant à l'engagement partisan, pourront être utilisées (...) Les Libéraux provinciaux ont passé dangereusement et sans échouer le cap de « leur congrès de la dernière chance ». Mais, dans la route longue à parcourir, il y a encore bien des écueils...

¹³ Cf. plus loin, le chapitre III c.

Première partie : Au temps de la stagnation.
A) La figure québécoise sur le fond canadien
peu avant la Révolution silencieuse (1956-1957)

Chapitre II

L'élection fédérale du 10 juin 1957 ou : les libéraux sont désincrustés à Ottawa *

a) Où l'inattendu peut arriver même à Ottawa

[Retour à la table des matières](#)

L'élection « la plus terne » a fourni le dénouement le plus excitant d'une course de chevaux. Le coursier conservateur à la vocation du perdant perpétuel a vaincu par « un nez » le fringant pur-sang libéral. La différence : le « jockey » Diefenbaker qui a su insuffler à son cheval une ardeur nouvelle et persistante du dernier quart d'heure - le décisif ; le cheval libéral, après un départ d'« écurie buissonnière », et sûr que son opposant « craquerait » comme aux cinq courses précédentes, qui, se voyant devancé aux dernières foulées, n'a pas eu, à la poussée finale, le nerf suffisant pour allonger un cou triomphant. Et tout le monde dans l'estrade, le souffle coupé, fut ébahi. À commencer par ceux dont c'était le rôle de parier sur le cheval conservateur (...) jusqu'aux experts froids et détachés de ces courses, les *pollsters* de la branche canadienne de M. Gallup.

La surprise passée, analysons.

* Les articles constituant ce chapitre ont été publiés entre les 11 et 22 juillet 1957.

Il faut d'abord mesurer le phénomène. Nos données sont encore grossières ; elles n'empêchent pas le clair dégagement des faits fondamentaux. On a parlé de « vague de fond », de « renversement spectaculaire », etc... N'exagérons pas.

Ce qui s'est passé, c'est un déplacement de 8% seulement de l'électorat. On croyait que ce groupe ne serait pas mobile, qu'il ferait le résultat inverse, attendu. Le corps électoral canadien est peut-être le plus stable de tous ceux des pays de la démocratie occidentale. Pour une fois, il a esquissé un geste de mobilité ; et toutes les règles du jeu, les prévisions prudentes, les savants calculs ont été déjoués.

Depuis 22 ans, l'électorat canadien se partage selon la ligne mathématique d'une extraordinaire simplicité : un peu moins de 50% de l'électorat « vote libéral » ; un peu plus de 30% pour les Conservateurs ; le 20% qui reste est dévolu aux Sociaux-Démocrates, aux Créditistes et aux indépendants. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce 20% est la tranche la plus stable de l'électorat. Ce n'est pas elle qui fait varier la situation d'ensemble, pas même lorsqu'elle s'est épaissie jusqu'à 30% - par exception - à l'élection de 1945 : le rapport relatif des deux grands partis n'en avait pas été déséquilibré à cette élection par comparaison aux deux précédentes de 1935 et 1940 et aux deux suivantes de 1949 et 1953.

Un petit tableau démontre les considérations qui précèdent :

Élection de	1935	1940	1945	1949	1953	1957
Libéraux	47%	55%	42%	50%	49%	42%
Conservateurs	30%	31%	28%	30%	31%	39%
Autres	23%	14%	30%	20%	20%	19%

À noter que : 1° la moyenne libérale pour les 5 élections précédant la dernière est de 49% ; 2° la moyenne conservatrice est de 30% ; 3° la moyenne des autres est de 21% ; 4° les Libéraux n'ont eu la majorité absolue des voix qu'à l'élection de 1940 et nul parti n'a répété l'exploit depuis lors ¹⁴.

¹⁴ À l'élection suivante, du 31 mars 1958, les Conservateurs, par leur écrasante victoire de 208 sièges pour 54% des suffrages, « répéteront l'exploit ».

Le jeu électoral au Canada est restreint à deux seuls joueurs importants : les Libéraux dont la clientèle constitue un peu moins du tiers. Les Conservateurs ont gonflé leur clientèle aux abords de 40% (39%) aux dépens des Libéraux dont le solide bloc a été friable dans la proportion de 7% (42%) : c'est la mesure exacte du phénomène auquel nous avons assisté le 10 juin au soir et qui vaut, par la grâce d'un scrutin, à cet égard absurde, une *majorité populaire et une minorité parlementaire*. Nous voilà donc devant ce paradoxe d'une majorité (42%) qui devient une minorité parlementaire (104 sièges) et *vice versa* : 39% des votes conservateurs assurant une majorité parlementaire de 110 sièges. Ce n'est pas un fait inédit dans ce type de régime électoral : ainsi, une minorité populaire avait valu une majorité parlementaire à M. Duplessis contre M. Godbout en 1944.

Un autre petit tableau met en contraste ce déséquilibre. Voyons le nombre et le %, de ces sièges au Parlement. Le %, entre parenthèses est celui des suffrages populaires qui est transféré du tableau précédent.

	1935	1940	1945
Libéraux	176 ; 72% (47%)	181 ; 74% (55%)	125 ; 51% (41%)
Conservateurs	39 ; 16% (30%)	39 ; 16% (31%)	66 ; 27% (28%)
Autres	30 ; 12% (23%)	25 ; 10% (14%)	54 ; 22% (30%)
	1949	1953	1957
Libéraux	194 ; 74% (50%)	169 ; 64% (49%)	194 ; 39% (42%)
Conservateurs	41 ; 16% (30%)	50 ; 19% (31%)	110 ; 42% (39%)
Autres	27 ; 10% (20%)	46 ; 17% (20%)	40 ; 19% (19%)

On peut constater, par la confrontation des deux %, jusqu'à quel point notre système électoral maximise la représentation parlementaire du parti qui vient en tête pour les suffrages populaires et minimise celle des autres, surtout celle des tiers partis ¹⁵. Avant la dernière élection, le parti gouvernemental a toujours joui de la majorité absolue des sièges, lui assurant automatiquement une situation prépondérante aux Communes. Toutefois depuis le 10 juin, c'est le parti qui vient au deuxième rang pour

¹⁵ Dans le tableau, la catégorie « autres » comprend les tiers partis et les votes des candidats indépendants.

les suffrages qui jouit de la plus forte représentation parlementaire et, par coïncidence, les proportions sont exactement inverses : pour les Libéraux, 39% des sièges avec 42% des suffrages ; aux Conservateurs 39% des voix valent 42% des sièges. Tout s'explique par le jeu des fortes majorités dans les circonscriptions urbaines et des faibles dans les circonscriptions rurales,

Le plus curieux, c'est que le parti défavorisé par cette opération accepte le fait comme normal et juste. Quand il est au pouvoir, et qu'il possède les moyens de modifier le mode de représentation électorale, il ne fait rien : même s'il détient le gros de sa force dans les circonscriptions urbaines qui sont, comme on le sait, outrageusement défavorisées par rapport aux circonscriptions rurales (...)

Mais décidément nos politiciens n'ont pas l'astuce de voir la coïncidence de l'intérêt de leur parti et du redressement d'injustices qui ne soient pas trop flagrantes ! Cet état de choses qui favorise toujours les partis conservateurs à fortes racines rurales ne sera pas changé par MM. Duplessis ou Diefenbaker. Il les avantage trop. Mais MM. Godbout et Saint-Laurent n'ont jamais été bien retors...

À moins qu'il n'y ait une signification plus profonde au phénomène et que ce ne soit moi qui manque d'astuce ! Les grandes victimes de cette criante inégalité démocratique, ce n'est pas tellement celui qui, des deux grands partis, est fort dans les villes, que les tiers partis qui, eux, vont à un jeu de massacre électorale avant d'arriver - quand ils y parviennent - à l'existence parlementaire. Ces tiers partis sont nuisibles du point de vue des grands. Nos compatriotes de langue anglaise les appellent justement *splinter parties*. Tout se passe comme s'il y avait un pacte tacite entre les deux grands partis pour maintenir un système dualiste et étouffer ou rendre globalement insignifiantes les tierces formations qui doivent, pour subsister symboliquement au minimum, s'agripper à quelques positions régionales dont la conquête, du reste, ne leur fut possible qu'à cause de circonstances fortuites et provisoirement favorables.

Mais ces tiers partis, que notre régime électorale passe au laminoir parlementaire, n'ont pas un rôle négligeable même s'il n'est pas proportionnel à leur obédience populaire. Ils ont plus d'une utilité, entre autres celle-ci, qui est désormais manifeste depuis le 10 juin, de détenir « la *balance* du pouvoir ». Mais c'est là un fait accidentel qui ne dépend pas d'eux : le match a été serré entre les deux grands protagonistes. S'il ne l'avait pas été, si la remontée conservatrice avait été de l'ordre de la prévision, le C.C.F. n'aurait eu qu'à continuer à jouer le rôle de réacteur du parti libéral qui doit

héberger une certaine « gauche » sociale tandis que le Crédit social maintiendrait son rôle de représentation régionale sur les deux versants des Rocheuses. Le débordement du C.C.F. sur la gauche libérale n'est pas plus dangereux que le débordement créditiste sur la droite conservatrice. Un troisième parti n'a d'avenir que par l'affaiblissement d'un des deux grands, qu'il doit absorber en devenant le deuxième parti. Si les deux grands se consolident, comme le scrutin de juin l'a montré, le dualisme partisan éliminera ou absorbera le tiers. C'est peut-être déjà commencé, ainsi que semble y consentir M. Low et quoi qu'en dise ou pense M. Coldwell depuis le 10 juin. D'ailleurs, le manifeste de Winnipeg a montré, il y a douze mois à peine, que la droite C.C.F. est probablement plus à droite que la gauche libérale (...)

Tout le monde ou presque s'y est trompé. On prévoyait une remontée conservatrice importante dans les Maritimes et en Ontario : ce qui arriva. Mais l'événement dépassa la prévision (...) Le « petit mystère » imprévisible ne résiderait-il pas dans la froideur statistique d'un fait démographique nouveau ? (...) Le Canadien, qui n'était pas encore électeur en 1935, avait alors vingt ans ou moins et était né après 1916. Si l'on met en un seul groupe tous les électeurs canadiens nés depuis 1915 (ayant aujourd'hui 42 ans et moins) et tous les néo-Canadiens adultes depuis 1935, on arrive à ce résultat que plus de la moitié de tout le corps électoral canadien, dans sa vie politique active, n'avait connu que les Libéraux au pouvoir (...)

Comment l'élection, terne et ennuyeuse entre toutes, a-t-elle amené presque autant d'électeurs aux bureaux de scrutin que celle de 1945 qui ouvrait une ère nouvelle, que l'affrontement de 1949 au *climax* très particulier à cause des nouveaux leaderships Saint-Laurent et Drew ? Que s'est-il passé ? L'apport actif de la jeune génération moins désintéressée qu'il ne semblait ? Des récents immigrants, nouveau facteur de variabilité ? De la gent féministe moins conformiste qu'on ne le disait ? Faut-il évoquer, en facteur général, une opposition *latente*, difficilement discernable par les *pollsters* et les organisateurs électoraux ? De toute façon, un fort vote est presque toujours l'indice d'une tendance d'opposition plus forte (...)

Une élection est une course de chevaux, où le pedigree des coursiers n'informe pas complètement. Il y a encore l'entraînement et la nervosité des chevaux ; il y a aussi le vent qu'on ne peut mesurer avec justesse que 24 heures à l'avance.

b) Et nous voilà à nouveau à l'époque d'un Haut et d'un Bas-Canada

[Retour à la table des matières](#)

(...) Les Libéraux n'obtinrent une majorité absolue des voix qu'en deux provinces : Terre-Neuve, 61% et 5 sièges sur 7 ; Québec 57% et 62 sièges sur 75. Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest votèrent pour les Libéraux à 63% et ces sièges leur revinrent. Les Conservateurs n'eurent la même majorité qu'en deux provinces aussi : Île-du-Prince-Édouard, 53% et 4 sièges sur 4 ; Nouvelle-Écosse, 51% et 10 sièges sur 12. Toutefois, les Conservateurs furent bien près de la majorité absolue avec 49% en Ontario et au Nouveau-Brunswick. La poussée conservatrice s'est faite aux dépens des Libéraux : les gains conservateurs sur les Libéraux furent de 57 sièges tandis que les Libéraux n'enlevaient que 2 sièges à leurs grands rivaux. Les Libéraux se virent aussi enlever 5 sièges par le C.C.F. et 3 par le Crédit social.

Les Maritimes et l'Ontario ont scellé le sort des Libéraux. Ils avaient obtenu dans les Maritimes 27 sièges sur 33 en 1953 ; ils doivent maintenant se contenter de 12 sièges, les 21 autres allant tous aux Conservateurs : position inversée. En Ontario, au lieu de 49 sièges, les Libéraux n'en ont plus que 20. Cette province renoue avec sa vieille tradition conservatrice en octroyant au parti de M. Diefenbaker un bloc compact de 60 sièges alors que le Parlement précédent ne comptait que 32 sièges conservateurs de cette province sur 85 : renversement aussi spectaculaire que dans les Maritimes.

Dans les provinces de l'Ouest, les Libéraux ont perdu des sièges dans toutes les provinces : 6 au Manitoba, 2 en Saskatchewan, 3 en Alberta, 5 en Colombie-Britannique. Les Conservateurs faisaient à leurs dépens des gains presque équivalents, car les tiers partis augmentaient à peine leur représentation globale : C.C.F., 24 au lieu de 22, et le Crédit social, 19 au lieu de 15.

Fait régional capital, les Libéraux détiennent les 3/5 de leur représentation totale dans la province de Québec : 62 ou 64 (si on leur assimile deux Libéraux indépendants) sur 104. Leurs 40 autres sièges sont éparpillés dans les 9 autres provinces. Ce parti du plus grand commun dénominateur - qui faisait son succès perpétuel - devient

presque un parti à base régionale. Si on excluait tous les comtés québécois du calcul, les Conservateurs auraient dans le reste du Canada une représentation parlementaire de 53% (110 sur 190) et donc la majorité absolue des sièges, alors qu'ils n'ont que 41% des sièges (110 sur 265). Le Québec reste un mal de tête pour les Conservateurs. Québec n'a pas bougé.

On revient à l'époque des deux Canadas. Le « Haut-Canada » a 60 députés ministériels sur 85, le « Bas-Canada » a 62 députés oppositionnistes sur 75. Il y a là les éléments d'une crise qui est déjà commencée : M. Diefenbaker ne peut trouver de « ministrables » dans sa poignée de députés québécois. Celui qu'il nous a consenti (M. Balcer) et les autres qu'il investira de la responsabilité ministérielle ne pourront se voir octroyer que des postes insignifiants.

Cette « réduction québécoise » du parti libéral est d'autant plus marquante que, depuis 1935, ce parti a toujours eu de fortes assises pan-canadiennes. Sauf en 1945, les Libéraux ont toujours eu suffisamment de sièges extra-québécois pour leur assurer une majorité parlementaire absolue en chambre sans l'apport massif du Québec, qui constituait leur solide marge de sécurité.

Mais inversement, la défection conservatrice du Québec rend la position de M. Diefenbaker éminemment précaire. Les Conservateurs sont probablement arrivés à un point de saturation dans leurs gains extra-québécois. Ils doivent à tout prix entamer le bloc québécois à la prochaine élection ¹⁶. La tradition est longue à cet égard. De 1896 (date de la première victoire de Laurier) jusqu'à 1953, sauf à « l'élection de la conscription » en 1917 qui est un cas d'espèce, aucun parti n'a pu prendre le pouvoir au Canada sans récolter au moins 40% des sièges québécois. En 1930, M. Bennett obtenait ce minimum : 25 sièges sur 65, grâce à un vote favorable de 44%

La faiblesse conservatrice au Québec fut la plus marquée à l'élection de 1945 (8% lors de la montée éphémère du Bloc populaire canadien. Cette poussée n'affecta guère les Libéraux qui obtinrent alors 45% des suffrages : une fois de plus, les Conservateurs écopèrent. Ils payaient encore, 30 ans après, les pots cassés de leur propre prise de conscription, alors qu'une deuxième s'était passée sous le régime libéral, à peine deux années auparavant. On voit de même que, sauf lors de la victoire de M. R. B. Bennett aux élections jumelles et confuses de 1925 et 1926, les Conservateurs n'ont

¹⁶ Ils firent bien mieux qu'« entamer » ce bloc, puisqu'ils obtinrent 50 sièges sur 75 à l'élection de 1958.

pas récolté 30% des voix. Le Québec reste la grande hypothèque électorale des Conservateurs (...) Toutefois, la tendance générale de la diminution des fortes majorités libérales, les défaites de MM. Hughes Lapointe, Bona Arsenault, etc... montrent actuellement une certaine nervosité et disponibilité nouvelle des citoyens québécois.

Quand monsieur Saint-Laurent disparaîtra de la scène politique - ce n'est pas demain, mais certainement pour après-demain - les Libéraux risquent de connaître une éclipse au Québec et fatalement au Canada, à moins que ne surgisse un Louis Saint-Laurent nouvelle version : ce qui est moins sûr, ce qui ne s'annonce pas encore en tout cas. Même Jean Lesage, à l'intelligence vive et à la forte personnalité, ne semble pas être cet homme : d'où l'annexion *in extremis* de M. Chevrier qui aura à faire ses preuves « comme un des nôtres ». Où l'on touche une fois de plus les conséquences de la désaffection de toute une génération (ceux qui ont moins de 45 ans) au Canada français pour la politique : ne parlons pas de la politique provinciale ...

Mais inversement, M. Diefenbaker, s'il veut avoir une clientèle québécoise, devra se trouver un grand « Canadien français ». Quant à M. Balcer... je ne vois pas d'autre solution que celle qui a introduit Louis Saint-Laurent dans la politique (...)

Les troupes de M. Diefenbaker doivent donc gruger le vote canadien-français si elles veulent diriger au moins pour un temps les opérations politiques canadiennes. Elles ont déjà pris solidement pied en Colombie-Britannique et dans 3 des 4 provinces maritimes. Auparavant, les Conservateurs étaient forts surtout en Ontario et n'avaient que de faibles points d'appui dans les autres provinces anglaises. Depuis le 10 juin, leur force se concentre principalement en Ontario. Depuis 1935, elles tirent environ les 3/5 de leur représentation totale seulement en Ontario :

<i>Élections de</i>	<i>Canada</i>	<i>Ontario</i>
1935	39 sièges	25 sièges
1940	39	25
1945	67	48
1949	41	25
1953	51	33
1957	110	60

Autrement dit, si les Libéraux sont actuellement forts trop exclusivement dans le Québec, les Conservateurs sont depuis 20 ans forts trop exclusivement en Ontario : et à cet égard l'élection du 10 juin déroge à peine à la tendance générale. L'aspect « nuisance » des tiers partis dans les trois provinces les plus à l'ouest montre que ce jeu du réaménagement des forces conservatrices et libérales doit se faire en dehors de cette région « neutre » du bipartisme.

Les gains des tiers partis ne semblent pas devoir être spectaculaires à l'avenir. Seul le C.C.F. maintiendra son individualité et sa pureté - s'il survit. Le parentage Tories-Créditistes fera des premiers les gagnants à longue période. Dans l'immédiat, M. Low sera un grand personnage à cause de la situation inconfortable de M. Diefenbaker. Mais dans la promenade du pot de fer et du pot de terre, ce dernier peut faire les frais de la conversation ; mais ce n'est jamais l'autre qui casse.

c) Où l'on trouve, dans un désert idéologique, la « vraie » politique étrangère des Canadiens

[Retour à la table des matières](#)

(...) Les rares idéologues de notre société anti-doctrinaire n'y ont pas trouvé leur compte : les Sociaux-Démocrates débitèrent leur manifeste dilué de Winnipeg ; les Créditistes, leurs marottes. Conservateurs et Libéraux, qui ne se distinguent guère que par le souvenir de leurs querelles idéologiques - comme les Gibelins et les Guelfes, ainsi que le notait lord Bryce -, étaient d'accord sur l'essentiel. Ils posaient la lutte sur le plan de l'efficacité administrative, du plus ou du moins, du plus tôt ou du plus tard.

Toutefois une exception : un principe idéologique était engagé dans ce que les Conservateurs appelaient la « restauration de la dignité du Parlement ». Ce fut leur marteau sur l'enclume : l'affaire du « règlement de clôture » (crise du pipeline) fut bénéfique. Dans quelle mesure exacte ?

Dans la province de Québec, ce principe ne signifiant rien après 15 ans d'abrutissement parlementaire par le duplessisme, les Conservateurs eurent le flair de changer de marteau : ce fut celui de la « restauration du pacte fédératif », de l'autonomie provinciale - autre valeur essentielle galvaudée, elle aussi, par le duplessisme (...) De

toute façon, les Conservateurs jouaient perdants au départ dans le Québec, le savaient et en ont tenu négativement compte ¹⁷.

Nos Conservateurs et nos Libéraux ne se présentaient guère sous un jour idéologique différent : les uns et les autres, en définitive, réclamaient un contrôle élastique plus étendu sur l'activité économique et sociale du pays. Ils sont les uns et les autres très « étatistes » tout en se disant ennemis du socialisme. Ce que les Conservateurs reprochaient aux Libéraux, c'était de mal exercer ce contrôle, inefficacement et avec « arrogance ». Leur programme se voulait même plus social, plus entreprenant, plus dynamique. Le reste était de l'électoratisme à consommation locale et se présentant sous une étiquette du cru (...)

Tout cela imprimait à la campagne un rythme lent, non accordé aux conditions nouvelles de la population et des instruments de diffusion. Les grands problèmes permanents posés à la conscience canadienne : la restructuration du fédéralisme, la mise en valeur de nos territoires nordiques sous-exploités, la politique d'investissement en matière de richesses nationales, nos relations économiques et militaires avec les États-Unis, notre rôle au sein de la nouvelle alliance atlantique d'après Suez, tous ces problèmes se présentaient, sous un aspect racorni, à des dimensions strictement locales : le fleuve Columbia en Colombie-Britannique, les surplus de blé dans l'Ouest, les paiements de péréquation en Ontario, l'« autonomie » dans le Québec, le sous-développement, dû à la négligence d'Ottawa, dans les Maritimes. Les idées générales ne sont pas notre fort. Même au fédéral, nos « grands débats » sont ceux des organisateurs locaux d'élection ; quant au Québec...

En 1911, il y avait eu la réciprocité, en 1917 et 1940 la conscription, en 1930 les tarifs ; mais jamais depuis lors aucune élection ne s'est déroulée autour d'une seule question pivot. Ce fut singulièrement le cas à la dernière élection. Tout le battage des Conservateurs sur la « guillotine » libérale lors du débat sur le pipeline ne trompait personne : c'est une question importante, certes, qui montre de l'« arrogance » peut-être ; mais on savait par les exemples de MM. Duplessis, Bennett et Smallwood où commence la dictature parlementaire et que c'était de la « petite bière » en comparaison...

¹⁷ Aussi parièrent-ils qu'ils pouvaient renverser les Libéraux sans un apport important du Québec : ils gagnèrent à moitié ce pari, inspiré, paraît-il, par M. Gordon Churchill.

L'infantilisme politique canadien se voit surtout dans la portion congrue dévolue à la politique étrangère. La seule que nous pratiquons et qui semble nous intéresser, c'est celle des relations des provinces avec le pouvoir central. Notre sens de l'« extérieur » s'arrête à Ottawa. Washington, c'est beaucoup trop loin et puis, comme, de toute façon, on est « cuit », il vaut mieux ne pas en parler. Mais depuis 1953, il y eut la bombe H, le tour favorable des pourparlers du désarmement, les crises de Suez et de Hongrie, le presque éclatement des coalitions de l'Atlantique nord et du Commonwealth, le réaménagement des grandes zones commerciales du monde, etc... Tout cela ne passionne ni l'opinion publique, ni les politiciens : M. Pearson est lui-même un « enfant prodige » ou une espèce de hors-d'œuvre au sein du cabinet. L'important est qu'il n'y ait pas plus d'un original de cette sorte.

« *We are a dull country* » est le thème favori de nos compatriotes de langue anglaise. Politiquement c'est vrai. Nous sommes un pays invétéré d'« esprit de classe moyenne » : le grand événement de nos semaines, c'est *I love Lucy* et *La Famille Plouffe*. Nous sommes un peuple heureux. Nous ne concevons pas notre politique en termes de destin. Nos politiciens nous donnent l'exemple, les tout premiers (...)

Heureusement, il y a d'autres équilibres que celui du gouvernement-opposition, qui joue habituellement très peu ou très mal. Il y en a trois où la démocratie survit : 1°) à *l'intérieur des partis*, il y a des oppositions qui s'appuient paradoxalement sur des masses d'inertie ; 2°) celui d'un *service civil* dont la tradition d'esprit de corps et les exigences de compétence ne mènent pas qu'aux excès bureaucratiques mais participent au contrôle fonctionnel sur le gouvernement ; 3°) celui d'une *opinion publique* qui peut trouver à s'exprimer par les moyens de diffusion et les associations représentatives d'intérêts.

En gros, ces trois équilibres jouent sur la scène fédérale. Ils sont difficiles à percevoir, spécialement les deux premiers ; mais ils existent. Le niveau supérieur et général de la fonction publique fédérale est très satisfaisant ; il ne s'y est pas encore instauré une tradition d'autocratie ; et l'évolution d'après-guerre est même en sens contraire. L'opinion publique canadienne n'a jamais fait mon admiration béate (...) Mais elle a la chance de s'exprimer. Notre « grande presse » anglaise est surtout favorable aux Conservateurs et, sous l'ère libérale, ne somnolait pas complètement. Il reste à souhaiter qu'elle continue. Quatre ou cinq chroniqueurs politiques anglais font des feuillets parlementaires d'assez belle venue. Ces circonstances ont rendu possible

l'« affaire du pipeline » l'an dernier. Dans le Québec, il y a *Le Devoir* : c'est mince, mais c'est quelque chose.

Au sein des partis, il y a des oppositions : le parti fort est celui qui les résorbe sans en détruire le dynamisme initial. Opposition de régions : il y a cinq régions, cinq petits Canadas ; oppositions de groupes ethniques : deux autres Canadas ; opposition de groupes d'âges : les « Jeunes-Turcs » et les « vieux bonzes » ; opposition d'intérêts matériels et professionnels. agriculteurs, ouvriers, gens de professions, cols-blancs, « capitalistes », industriels et commerçants, syndicalistes, rentiers, etc.

La force du parti libéral a été, depuis 20 ans, de *fédérer* tout cela de façon lâche sans perdre le « contact » avec aucune des pièces essentielles. La faiblesse conservatrice, a été, inversement, de n'exister que dans deux des cinq Canadas régionaux (Ouest et Ontario), de se couper du groupe ethnique français, d'être un parti où il y avait trop de Gérontes politiques et de donner l'impression de rester trop près des grands intérêts, etc. (...)

Voilà pour la politique fédérale. Avec les Conservateurs, elle devrait continuer à être décente, même si une nouvelle élection devait donner 150 ou 175 députés à M. Diefenbaker ¹⁸. Précisément parce qu'il y a d'autres oppositions potentielles que l'opposition nominale au Parlement.

Mais nous sommes aussi un État fédératif : nous sommes payés... ou plutôt nous payons (fiscalement) assez pour nous en rendre compte ! Un autre jeu d'opposition s'instaure : celui de l'État central et des États fédérés, les provinces. Nos « autonomistes » indigènes le simplifient à l'excès, parce que c'est une idée commode. Le jeu est plus complexe. Mais, pour la première fois, depuis la guerre, il s'est ouvertement manifesté lors de la dernière campagne (...)

On dit : les provinces ne sont pas satisfaites d'Ottawa, spécialement au sujet des ententes fiscales. L'erreur consiste à faire du « prétexte » l'impulsion dynamique. Cette impulsion, elle provient d'un double fait : 1°) *dans la mesure où le parti libéral fédéral était nationalement fort, les législatures provinciales établissaient des gouvernements non ou anti-libéraux, à fonctions strictement provinciales ou régionales ;*

¹⁸ Comme il en aura 208 l'année suivante, c'était trop : « trop » pour l'équilibre parlementaire, mais aussi pour son propre parti. Il sut mal profiter de ce triomphe *aberrant*.

2°) notre *système électoral*, qui est aussi absurde dans les provinces qu'au fédéral, *amenuisait jusqu'à l'insignifiance incluse les oppositions dans les législatures (...)*

Que reste-t-il de législatures à prépondérance libérale ? L'Île-du-Prince-Édouard qui est une grande municipalité rurale s'offrant le luxe de structures provinciales ; Terre-Neuve dont le cordon ombilical économique n'est pas encore coupé de la mère outaouaise ; le Manitoba dont le statisme régional contraste fortement avec le dynamisme de ses voisines de gauche et de droite. Mathématiquement, c'est environ 1/15 de la population canadienne.

Sept provinces sur dix ou les 14/15 de la population canadienne se dédoublent lorsqu'ils votent au niveau provincial. Tout se passe comme si l'électorat canadien menait une vie double. C'est probablement sain ; c'est certain en tout cas. Cela rend disponible une forte opposition provinces versus État central. Elle se manifeste sur le plan des ententes fiscales ? Bien sûr, mais « c'est trop court jeune homme ». Les gouvernements provinciaux sont les représentants des solidarités et des intérêts locaux. Ils sont là pour ça (...)

Conséquence : les gouvernements provinciaux, ayant toujours à se plaindre d'Ottawa pour quelque raison, et sous quelque aspect que ce soit, sont en état de tension avec le gouvernement central ; et ils le font bien sentir. D'autant plus facilement qu'ils n'ont pas de filiation partisane avec les Libéraux fédéraux. Ce qui a fait le succès permanent des Libéraux fédéraux a fait la faiblesse corrélative des Libéraux provinciaux. Le cas est suffisamment clair dans le Québec, même si le leadership libéral n'en a pas tiré jusqu'à ce jour les conséquences pratiques.

Mais il faut encore tenir compte du second facteur exposé plus haut. Il y a actuellement dans les législatures provinciales une carence aiguë d'opposition parlementaire. Le cas est plus grave parce que les nombres sont plus petits. Une opposition globale de 60 à 75 députés est trop faible à Ottawa. Les législatures provinciales connaissent des oppositions qui ne sont que symboliques : 4 ou 5 députés.

On connaît la situation du Québec. Le cas de l'Ontario est pire : 83 Conservateurs contre 13 oppositionnistes. En Colombie-Britannique : 39 contre 12 ; à Terre-Neuve : 32 contre 4 ; au Nouveau-Brunswick : 37 contre 15. En Alberta : 37 contre 24, le déséquilibre est moins marqué. Seule la Nouvelle-Écosse a un Parlement équilibré : 23 contre 20. Ce n'est pas un fait récent. Il y a 8 ans la situation était pire. Dans les 10 législatures provinciales il y avait alors seulement 89 députés oppositionnistes (une

moyenne de 9 par province) pour faire face à 446 députés ministériels. C'est un rapport d'un oppositionniste contre cinq gouvernementaux !

Faut-il s'étonner de voir s'ériger les féodalités de ceux que Gérard Filion appellerait nos « Ibn Seoud » - MM. Duplessis, Smallwood et Bennett ? Faut-il s'étonner que ces messieurs dirigent leurs provinces comme une bande exploite un territoire ? Aussi, si la démocratie ne meurt pas complètement dans ces autocraties provinciales, c'est à cause de la superstructure fédérale, l'infrastructure municipale n'étant qu'un des piliers de leur omnipotence de satrapes.

Du point de vue de l'opposition provinces versus État central, cela entraîne la conséquence flagrante : que le trop plein d'énergie politique de la plupart des gouvernements provinciaux doit trouver à s'employer ailleurs. C'est la vraie politique extérieure des provinces, et des Canadiens, pardessus tout et partout au Canada, de grands « provincialistes ». L'autocratie entraîne la plutocratie, les abus et les privilèges. Le résultat net est l'inefficacité, la stagnation, la corruption. Que le premier ministre provincial ait un tempérament d'Ancien Régime - comme le trio mentionné plus haut - c'est la dictature virtuelle. Les dictateurs, après avoir écrasé ou rendu fictive l'opposition interne, ont besoin d'un bouc émissaire extérieur. Il sert à voiler les carences et les échecs de leur politique intérieure. La plupart des gouvernements provinciaux l'ont trouvé : c'est Ottawa. C'est, pour la grande majorité des Canadiens, la seule « politique étrangère » qui leur soit intelligible.

Aussi, il est compréhensible que sept premiers ministres provinciaux aient fait activement, et deux mollement, la campagne électorale. Seul leur maître à tous - et pour quelques siècles à venir ! - M. Duplessis est resté personnellement chez lui : c'est la preuve de sa supériorité. Son prestige intérieur reste intact. Il s'est contenté de donner le visa à quelques-uns de ses hommes liges pour quelques « règlements de compte ». Gérard Filion n'ajoutait pas : « ... entre gens du milieu ».

d) Dans le courant d'un nouveau toryisme occidental

[Retour à la table des matières](#)

Les équilibres politiques essentiels obéissent au Canada à deux types de dualité : 1° le dualisme des partis au parlement d'Ottawa ; 2° le dualisme des entités politiques : État central versus États provinciaux.

Le premier dualisme jouait mal depuis 1935 et donnait, sauf à l'élection de 1945 grâce à une montée subite et éphémère des tiers partis, une Chambre déséquilibrée où les Libéraux étaient vraiment trop forts en face des 4 forces d'opposition réunies. Il y avait une tendance vers le « parti unique » en pratique. Nous étions loin d'en subir tous les inconvénients antidémocratiques, à cause des trois facteurs permanents évoqués plus haut : un fort fonctionnarisme, une opinion publique libre et la potentielle opposition des provinces.

Mais la tendance au « parti unique » est encore plus forte et certainement plus grave dans les provinces. Et pour la même raison : l'absurdité intégrale de notre régime électoral. Les chiffres cités hier montrent que l'opposition est fictive, ou symbolique au moins en Ontario, dans le Québec, en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve. Elle est faiblarde dans les autres provinces à l'exception de la Nouvelle-Écosse. Cette tendance est encore plus grave dans les provinces, parce que : 1°) les nombres des sièges sont plus petits (donnant par exemple une opposition de 4 députés à M. Smallwood) ; 2°) le fonctionnarisme est le plus souvent « politisé » et sous-développé dans tous les sens ; 3°) l'opinion publique est plus facilement contrôlée, divertie ou muselée, comme c'est le cas dans le Québec.

La conséquence en est des gouvernements provinciaux trop forts, qui trouvent un exutoire à une agressivité inemployée en tirant à boulets rouges sur le bouc émissaire d'Ottawa : l'opération est doublement payante puisqu'elle permet aussi de camoufler les insuffisances notoires des gouvernements provinciaux. Ce dualisme des entités politiques reste quand même un des trois contrepoids à la tendance au parti unique à Ottawa. Mais cela comporte des inconvénients à l'échelle provinciale : les élections pour le renouvellement des législateurs se font, presque toujours et pour la plus gran-

de partie, sous de fausses représentations. M. Duplessis est le César de cette politique de diversion dans sa féodalité fleurdelisée. « Et flatteurs d'applaudir ! »

Mais depuis le 10 juin, un nouveau « bipartisme » est réinstallé à Ottawa ; et comment ! Les règles du jeu vont changer. L'opposition peut renverser le gouvernement quand elle le décidera. Que feront les provinces ? Les gouvernements provinciaux d'Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick ont des affiliations directes ou indirectes avec la grande famille de M. Diefenbaker. Les gouvernements de Colombie-Britannique et d'Alberta sont la branche locale de la famille de M. Low, elle-même en cousinage avec la famille régnante. De plus, M. Diefenbaker sait qu'il n'a pas « fait comtes » ceux qui l'ont « fait roi » : une « pétaudière » est susceptible de remplacer la petite « guerre dynastique » de naguère.

Il serait dans l'ordre des choses que les oppositions libérales provinciales se renforcent. Le feront-elles ? Si j'étais M. Duplessis, je ne serais pas, à l'heure actuelle, démesurément inquiet ...

Le thème le plus persistant de la campagne a été précisément celui de la nécessité de restaurer à Ottawa le bipartisme. Sur ce point, Conservateurs et Libéraux étaient en complet accord : c'est normal ; il y va de leur survie. C'est M. Diefenbaker qui, à Brockville à la mi-mai, argumente contre les tiers partis, car tout suffrage en leur faveur « a pour effet d'assurer le retour au pouvoir du parti libéral ». Seuls les Conservateurs offrent une solution de rechange aux Libéraux. Le renforcement des tiers partis entraînerait un mode de représentation régionale et « nul gouvernement, ainsi divisé, ne saurait fonctionner ». C'est également M. Saint-Laurent qui, à Ottawa le 5 juin, disait : « Voulons-nous un Parlement où, comme à l'Assemblée nationale française, il faut recourir aux marchés entre les divers groupes afin de constituer des majorités instables, et où les gouvernements sont renversés régulièrement après quelques mois ? »

Qui plus est, les leaders des tiers partis, dans leur optimisme de circonstance, ont attaché le même grelot pour une projection dans l'avenir : « D'ici dix ans, disait M. Low, vous aurez un véritable régime à deux partis, les Créditistes d'un côté et, de l'autre, ceux qui ne le sont pas ». À peu près dans le même sens, et avec à peine moins de naïveté, parlaient les Sociaux-Démocrates. Au sortir du caucus post-électoral qui allait le faire leader adjoint de son parti, Stanley Knowles disait « Le C.C.F. estime que les résultats des prochaines élections pourraient fort bien marquer l'avènement d'un

contexte politique nouveau et rationnel au Canada dont sortiront deux partis : l'un étant porte-parole de la grande entreprise et l'autre étant le C.C.F. qui continuera d'être la voix du citoyen ordinaire ».

Tout au long de la campagne, le bipartisme fut à l'ordre du jour et les quatre partis trouvaient à argumenter sur ce point à leur avantage. Les Conservateurs le voulaient pour une opposition forte afin de restaurer « la dignité du Parlement ». Les votes aux *splinter parties* étaient perdus pour une opposition réelle. M. Garson exprimait clairement la philosophie libérale : « C'est un gouvernement libéral ou pas de gouvernement du tout. Je le regrette, car j'ai le sentiment que le Canada serait mieux desservi s'il n'y avait que deux partis. Ainsi, une personne votant contre le gouvernement votera pour un gouvernement alternatif. Plus nous avons de partis, plus il est difficile d'avoir une véritable démocratie. » Enfin les deux tiers partis annonçaient que dans un proche avenir ils seraient le second parti. Ils ne spécifiaient pas *lequel* des deux grands partis ils « boufferaient » ! (...)

Cette année, les électeurs ont suivi le conseil des chefs de parti ; non pas en bouddant les tiers Partis (...) ; mais en renforçant l'un des deux grands aux dépens de l'autre. Et nous voilà devant un match nullement décisif ; le cessez-le-feu ne peut être que provisoire. C'est un curieux « bipartisme » qui vient compliquer une question qui, jusque-là avait le démerite d'être trop simple.

Toutefois je m'étonne que, sur le plan des explications générales, on n'ait pas mentionné une curieuse coïncidence. Depuis 1950, les pays de la démocratie occidentale ont eu tendance à glisser un peu à droite mais à l'intérieur du cadre classique des partis traditionnels. Pour ne mentionner que les pays qui nous touchent de près : la Grande-Bretagne avec le retour des Tories en 1951, les États-Unis avec celui des Républicains en 1953, la France récemment, avec celui de la coalition socialiste - M.R.P. - radicale (nuance Faure *contra* Mendès-France). Le Canada a suivi cette année.

Je n'attache pas au phénomène une interprétation déterministe ou étroitement idéologique. Le phénomène serait plutôt l'expression d'une relative stabilité des dites sociétés politiques quelques années après le réaménagement général du sortir de la guerre (et le Canada, ainsi que l'ont montré les élections de 1945, n'y avait pas échappé). Dans cette petite révolution vers ce que j'appellerais un type de « toryisme occidental », il y a aussi la créance populaire que tout ne peut être remis en question en

tout temps. Ajoutez à cela, l'inévitable phénomène d'usure du parti trop longtemps au pouvoir (Démocrates de 1933 à 1952 ; Libéraux de 1935 à 1957), c'est suffisant pour qu'un changement se produise. Pensez à ce qui serait arrivé si Québec avait été électoralement une « province comme les autres ». Le conservatisme canadien devenait aussi fort que le républicanisme américain - qui commence toutefois à perdre des points (...)

Les Libéraux partaient vainqueurs. Les collègues canadiens de M. Gallup le confirmaient. Les gouvernementaux avaient pris le risque d'un budget anti-populaire à quelques mois de l'élection. Il y avait bien quelques petits nuages : l'exploitation que les Conservateurs feraient du désormais célèbre débat sur le pipeline de l'an dernier (en dehors du Québec) ; l'entrée dans la mêlée de M. Frost dans son fief ontarien, où son argumentation très *matter of fact* s'exprimant en dollars trouvait des oreilles attentives ; le mécontentement qui grondait dans les Maritimes, promues depuis le *Rapport préliminaire* de la Commission Gordon à la dignité de « régions sous-développées », auxquelles on propose un nouveau « grand dérangement » comme solution à leur infériorité économique.

Tout cela, on l'acceptait. On admettait même qu'il ne serait pas mauvais de subir le contrôle d'une plus forte opposition et, sur ce point du bipartisme - c'était, du reste, le seul - on embouchait la même trompette que les Conservateurs. Donc, les Libéraux étaient très raisonnablement sûrs de retourner au pouvoir avec une majorité réduite mais absolue. Et ce serait bien pour tout le monde, y compris les Libéraux eux-mêmes. Quant à être devancés, c'était une plaisanterie des adversaires ! (...)

Comme les généraux font toujours la « dernière guerre », nos politiciens font toujours la campagne de la précédente élection. Ils n'ont visiblement pas le flair des publicitaires à succès. J'ai devant moi les placards publicitaires que les deux grands partis ont fait publier dans les journaux québécois. Que d'argent perdu sans, toutefois, gaspillage d'imagination !

Prenons le cas de la télévision. Nos politiciens en semblent très embarrassés. Elle leur coupe visiblement les moyens. Comment un chef de parti, qui « improvise » à cœur de journée, ne prend-il pas le tout petit risque de déchausser ses lunettes, de s'arracher à son texte pour faire « un brin de causette ». M. Eisenhower a, à son service exclusif, M. Robert Montgomery comme son instructeur, metteur en scène et critique de tout ce qu'il fait face à la caméra (...) Un autre fait marquant du style de la

propagande de la dernière campagne, c'est l'absence des deuxièmes vedettes. MM. Diefenbaker et Saint-Laurent ont fait tout le pays mais, chacun de son côté, en *lone wolf*. Sur place, ils rencontraient les gloires locales pour repartir, le lendemain, épauler d'autres gloires locales, sauf M. Fleming qui vint faire une courte « saucette » dans le Québec, M. Diefenbaker mena sa campagne québécoise comme un général sans état-major. Même sédentarité des ministres de M. Saint-Laurent, tout occupés à défendre, pouce à pouce, leurs tanières envahies.

Ils en avaient plein les bras : neuf d'entre eux, qui n'étaient pas parmi les moindres, furent délogés.

e) Le symbole Saint-Laurent, le contre-symbole Diefenbaker et le maître d'œuvre C.D. Howe

[Retour à la table des matières](#)

« La défaite libérale du 10 juin - ou l'usure du « symbole Louis Saint-Laurent » : ce pourrait être un sujet d'or pour un essai de psychologie politique. Se rend-on suffisamment compte que les deux hommes d'État canadiens les plus remarquables de notre époque sont Louis Saint-Laurent et Maurice Duplessis ? Autant l'un est dissemblable de l'autre, autant les deux sont de fortes personnalités politiques. Il y aurait là un « parallèle » idéal pour un Plutarque indigène. Mais laissons M. Duplessis pour... l'instant.

Tout est inusité dans la vocation politique tardive du « conscrit de guerre » presque sexagénaire (...). À 59 ans, il apprend, à la bousculade d'événements écrasants, la politique. Il est l'homme d'une circonstance historique qu'il ne refuse pas. C'est presque « l'homme du destin » ; mais il n'en avait pas conscience. Il agissait sous l'impulsion du devoir indispensable et non dans la prescience de l'événement et du rôle exact qu'il y jouera. Il se voit l'homme d'une passe difficile ; quand on sera sorti de l'ornière, la vie reprendra son cours normal, dans la famille, puis dans la carrière.

Il remplit honnêtement son devoir en prenant des positions impopulaires. Il est autant courageux dans le succès que dans la difficulté. Une fois son « engagement » terminé, il se passa deux phénomènes en lui : 1°) il avait pris goût à la politique, en absorbant à quadruple dose l'expérience d'une carrière entière dans ce monde qui a ses

misères - surtout les « petites » sont pénibles à la longue - mais aussi ses capiteuses fascinations ; 2°) son devoir rempli (faire tenir ensemble les deux grandes parties du Canada), un autre s'y substituait : apprendre au Canada entier sa place dans le monde. Je le soupçonne de n'avoir pas hésité une seconde. On n'eut pas à lui faire la moindre « douce violence ». Ce n'est pas vertu chez lui ; mais la vanité et lui ne se sont jamais rencontrés.

Il continua. Il devint personnalité internationale. Il était déjà au-dessus, plutôt qu'en marge, des tiraillements et du monde des arrière-pensées de tout groupe de travail comme l'est par excellence un cabinet ministériel. Il n'eut pas à combler un hiatus dans sa faible connaissance des réalités internationales. Elles recommençaient à neuf ; il les apprit dans le même temps et au même rythme ; et il y participa (surtout son rôle dans les préliminaires de l'OTAN). Déjà une succession s'ouvrait. Il avait deux titres contradictoires : l'aîné était aussi la dernière recrue. Mais déjà sa personnalité d'homme d'État était d'une autre nature que celle de ses collègues. Il est Louis Saint-Laurent, celui qui inspire confiance et qui réussit tout ce qu'il entreprend. Il est l'amateur qui n'a pas l'hésitation réfléchie du professionnel dont le doute rationnel tient trop de place dans l'action.

J'ai souvent réfléchi à cet extraordinaire destin politique hors série. J'ai essayé d'en trouver la clé ; elle m'est encore introuvable. Il n'a aucune des qualités qui font le succès politique : le charme comme Tito ou Roosevelt, le dynamisme comme Bevan ou Nasser, l'intelligence vive comme Mendès-France ou Nehrou, l'aspect *common man* comme Attlee ou Truman, l'habileté manœuvrière et le sens de « son » parti comme Duplessis ou Mackenzie King. Il est, à lui seul, une catégorie : sans avoir aucune des qualités marquantes, il les a sans doute toutes, ou les indispensables, dans un remarquable composé.

Il est piètre orateur en français et en anglais. Il est courageux et parfois entêté : plusieurs le sont. Il a un sens aigu du devoir : la politique - et je ne badine pas - compte quelques martyrs. Il a été la création des circonstances ; bien sûr, il le reconnaît lui-même : mais lui, il ne les laisse pas passer Il est devenu un « symbole ».

Ici, il faut secouer les stéréotypes trop simples que l'organisation libérale - par les bons soins de l'agence Cockfield Brown - a créé : « Uncle Louis », le « bon père de famille », « Baby-kisser », ou même le « patriarche » de la grande famille canadienne maintenant unie et prospère (cf. le curieux disque, chanté par Muriel Millard :

« Saint-Laurent Saint-Laurent !... tu as maintenant les cheveux blancs !... etc... » Ce disque est certainement un « document » d'époque dans plusieurs sens...)

Mais il est quand même symbole. Comme Churchill pendant 15 ans, comme Adenauer, comme Eisenhower le sont devenus. C'est celui d'une coïncidence, nécessairement floue mais identifiable sans démonstration, avec quelque chose d'aussi difficilement analysable et, qu'à cause de la carence de mes mots, j'appellerai un « certain état d'âme national ».

Cela n'en fait pas un surhomme. Ni surtout un être sans défaut. Et la moitié irlandaise de son hérité nous a montré au moins une bonne demi-douzaine de fois qu'il avait le don de l'impatience inopportune. Sa franchise est assez peu souple. Sa sortie contre « les surhommes » d'Europe à l'époque de la crise de Suez est un monument du genre. Contrairement à Mackenzie King, maître de l'équivoque calculée, sa force était, non pas le mépris du calcul, mais l'incapacité de « calculer ». Cette franchise le rendait « fiable - *reliable* » ; c'est peut-être le point opératoire du symbole populaire, une fois qu'il faut rejeter la « grandeur » comme explication clé.

Ce symbole a joué à la Convention de 1948, à fond, à l'élection de 1949 et à la suivante de 1953. Il a joué au Canada français, une fois de plus, sans perte de magnétisme ; mais il a été insuffisant à neutraliser le glissement du vote extra-québécois qui avait, du reste, des causes multiples et diverses évoquées plus haut. Les symboles s'usent à la longue. Surtout quand ils ne créent pas les circonstances générales où ils opèrent. Le même phénomène est déjà discernable depuis trois ans, pour M. Adenauer, et depuis l'an dernier, pour M. Eisenhower.

Comment n'être pas tenté d'essayer de fixer la physionomie de son récent vainqueur ? M. Diefenbaker suit la courbe inverse du succès. Il est l'éternel perdant (deux fois battu aux conventions de son parti), aucun succès électoral éclatant ; une bonne réputation de *debater*, mais davantage appliqué que brillant. Il est froid ; il n'aime pas les contacts ; quelque chose de tendu ou de concentré dans sa personnalité ne lui confère ni charme, ni magnétisme. Il s'est fait une réputation d'« expert en politique internationale », alors qu'il n'a sur le sujet aucune idée vraiment pénétrante ou originale. Son information est très déficiente, à peu près celle d'un journaliste très moyen - en une matière où il faut, il est vrai, une faculté encyclopédique d'absorption.

Il ne parle pas français ; il n'est patronné par aucun Canadien français à la convention qui, finalement, l'élira chef. Il défie les règles de la prudence : et, à sa troisième

tentative, il est enfin élu chef du parti au premier vote. Le vent tourne enfin. Il a 6 mois devant lui et toutes les chances contre lui - sauf l'usure du clan opposé et le besoin d'un certain changement dans la population. Pendant ces 6 mois, le leader Diefenbaker fait une piètre session dans un Parlement à médiocrité pré-électorale.

Mais l'homme Diefenbaker change. McKim Advertising tente bien le symbole - via une similitude de taille - d'un Abraham Lincoln canadien ! Ça ne colle pas : n'est pas symbole vivant qui veut. *Honest John* vaut mieux ; mais il ne croit pas aux légendes : il préfère la bataille. Il lutte comme s'il était sûr de gagner. Il ne se demande pas s'il ne défie pas un peu le sort. Il lutte parce qu'il le désirait depuis si longtemps, et que l'occasion s'en est enfin présentée.

Il s'infligea des pensums : d'être liant, conciliant, souriant, se fiant plus à la discrète assistance de madame Diefenbaker qu'aux conseils des vendeurs de crème dentifrice ; en 6 mois, il baragouina un français plus convenable que celui de Mackenzie King après 30 ans de vie politique. Il fait une campagne énergique. Il n'enflamme pas ; mais il essaie de bousculer. Son tic nerveux et saccadé du bras énerve un peu ; mais on s'y fait. Il ne donne pas l'impression qu'il croit tout ce qu'il dit ; mais il le dit comme si tout était vrai. Il ne recule pas devant les incompatibilités de programme. Au bout de la course, surmené, il fait appel aux réserves d'énergie que tout être humain cache, inconsciemment, pour les grandes circonstances.

Et l'homme d'État apparaît. Le succès inattendu arrivé, le mot qui lui vient aux lèvres est : « *Dedication* ». À ce moment, il est simple et dévoué comme M. Saint-Laurent : tous deux sont admirables dans leurs rôles soudainement renversés le soir du 10 juin. Il donne l'impression qu'il « fera bien » dans des circonstances vraiment peu faciles.

Il n'est pas un symbole ; mais il a déjà un commencement de réputation. Il aura l'occasion de la bâtir complètement.

M. Howe sort du paysage politique canadien, marquant la fin de l'ère « C.D. » C'est une surprise au moins aussi grande que la majorité conservatrice. Sa défaite, ou : « Le vrai peut n'être pas toujours vraisemblable ».

Ici, il faut rejeter toute nuance. « C.D. » était un « bloc ». Ses initiales étaient la marque de sa force et de son impopularité même. Il était la cible préférée de l'adversaire, parce que facilement identifiable, et qu'on ne pouvait attaquer M. Saint-Laurent sans retenue.

M. Howe était un *executive*. Cela signifie étymologiquement : « celui qui passe facilement et efficacement à l'action ». Non pas un *executive* coordonnateur ou agent de liaison ; mais un *executive* qui décide dans un sens, parce qu'il voit les choses sous ce seul sens : les autres font le reste. « Le reste » fait précisément l'esprit politique, qui ne le préoccupait guère. Tout ce qui retarde l'exécution est perte de temps, d'argent, et palabres inutiles. Il n'a pas une foi anti-démocratique ; s'il est autocrate, ce n'est pas par credo, mais par efficacité.

En une autre époque, ou en un autre pays, il aurait été conquistador ou constructeur du canal de Suez. Il avait le sentiment de la grandeur de son pays et son impayable optimisme n'en était qu'une variante de circonstance annuelle. Au niveau où il agissait, en effet, « qu'est-ce qu'un million ? »

Le Canada vient d'accorder son congé au gérant général de son économie nationale. Le soir de sa défaite, il alla courtoisement féliciter son jeune vainqueur ¹⁹ puis il alla se coucher.

Il tournait sa page. On peut s'attendre à voir des historiens très bientôt la rouvrir ²⁰.

f) La gérontocratie de nos partis fédéraux

[Retour à la table des matières](#)

Un des traits les plus frappants de notre politique canadienne - au fédéral et au provincial - c'est que nos dirigeants de parti n'ont pas de « protégés ». Ils agissent dans la vision du moment ou du lendemain ; le surlendemain leur semble impensable. Ils ont, en gros, l'instinct de la tactique, c'est-à-dire de l'improvisation au jour le jour ; la stratégie globale ou la planification ne leur apparaît pas comme des idées « pratiques ». Ils *s'adaptent* bien ou mal aux circonstances ; ils ne les *créent* pas, parce que l'idée qu'ils pourraient les *créer* - c'est spécialement important pour les oppositionnistes - ne semble pas les avoir effleurés. Leur pragmatisme improvisateur est fort peu « pratique ».

¹⁹ Une autre force de la nature, qui allait faire parler de lui, M. Douglas Fisher...

²⁰ Leslie Roberts allait s'en charger.

La conséquence en est que nos partis passent tous par un phénomène de vieillissement chronologique et sociologique. Je n'ai pas à l'idée que l'âge des chefs de parti : en effet, le moins vieux de nos partis - et je n'exclus pas le C.C.F. - est peut-être encore le parti libéral fédéral qui, traditionnellement équipe gagnante, attirait plus aisément des recrues. D'ailleurs, on a l'âge de son état d'esprit. Mais nos partis ne « font pas de petits ». Les jeunes doivent, sinon forcer les portes, du moins justifier assez astucieusement leur intrusion. Nos deux grands partis ne sont pas naturellement imperméables à de nouvelles et jeunes adhésions ; mais ils ne recherchent pas, ne préparent pas leur recrutement. Nos « jeunesses » politiques ne sont guère prises au sérieux par les leaders.

Nos partis conservateurs - fédéral et Union nationale sont les plus gravement atteints. Les Conservateurs fédéraux ont amené beaucoup de jeunes et de femmes à leur Convention ; mais c'était surtout pour l'estrade et la « claque ». Dans la mesure où ils se sont rajeunis, c'est venu trop tard et à un trop faible degré. Ici, on trouve une difficulté particulière : comment peut-on être « conservateur » à 30 ans ? On ne peut guère l'être que *par refus* à ce qui ne l'était pas mais qui l'est devenu : les Libéraux au pouvoir pendant 22 ans. Enfin la montée récente de MM. Davie Fulton et Duff Roblin et de quelques autres est prometteuse. Mais ça ne suffit pas.

Le succès relatif des Conservateurs ne doit pas leur faire illusion. Ce n'est probablement pas *pour ce qu'ils sont* que le corps électoral s'est tourné vers eux en aussi grand nombre. Ils ont été bénéficiaires d'une disponibilité d'opposition dans la population : on a voté davantage *anti-gouvernement* (ou antilibéral) que *pro-nouveau gouvernement* (ou pro-conservateur). On dira : qu'est-ce que cela fait, puisque le résultat est le même ? Le résultat mathématique bien sûr ; mais à plus longue échéance ? Ici, c'est la tendance qu'il faut percevoir. Nos Conservateurs fédéraux présentent un cas analogue à celui des Libéraux provinciaux, riches de votes d'opposition au duplessisme. Un parti qui ne s'appuie pas sur des adhésions fraîches qui viennent à lui pour la force d'attraction qu'il exerce, pour ce dont il est garant, pour la promesse qu'il est en rapport à des aspirations sociales, ce parti vivote, est sans sève et sans avenir. Les circonstances, plus que son dynamisme interne, le maintiennent. Un tel parti est davantage source d'inquiétude que force véritable.

Les Conservateurs devront donc se donner des assises plus larges à la base en se perméabilisant à l'introduction des nouvelles générations. Mais aussi il doit s'élargir horizontalement. Il l'a fait quelque peu le 10 juin ; mais cette augmentation est proba-

blement affectée d'un coefficient négatif. Ses gains ne sont pas nécessairement durables car, au prochain « test », il sera le gouvernement et non le point où s'agglutine une opposition latente. Les Conservateurs n'ont pas qu'un *Quebec problem* ; ils ont un *social problem*.

Plus que le C.C.F., le parti conservateur a été un « parti de classe », de traditionnelle classe moyenne, d'extraction britannique, de villes moyennes : les représentants de grands intérêts (« Bay Street » et « St. James Street », etc...) lui faisaient tort, mais ce n'était pas sa clientèle la plus nombreuse et, peut-être même pas, la plus fidèle, car dans l'opposition, il n'était pas celui des deux partis qui présentait la plus forte « garantie ». Les Conservateurs devront voir plus large que le *middle-class old stock*. Il y a les Canadiens français dont l'apparente fixité extérieure cache déjà mal un bouillonnement souterrain qui montera, un jour ou l'autre, à la surface. Il y a les néo-Canadiens, provenant de divers groupes ethniques non français ou britanniques, dont le poids démographique est imposant. Il y a tous ces groupes des services techniques, administratifs ou commerciaux qui, depuis 15 ans, sont devenus une force sociale encore politiquement imprécise. Il y a les fermiers de l'Est (dans les régions agricoles déprimées), ceux de l'Ouest soumis aux fluctuations capricieuses du marché international. Il y a les ouvriers syndiqués ou non, mais à psychologie encore pro-capitaliste, etc... Voilà des milieux où les Conservateurs sont beaucoup trop faibles.

Depuis 1935, les Conservateurs ont ramené tous leurs problèmes au choix d'un leader et à la défection québécoise. Leur problème capital - et l'analogie est encore frappante avec un autre parti « qui ne réussit pas », les Libéraux provinciaux - est incomparablement plus large et urgent : c'est celui d'être, ou du moins de viser à être la projection politique des tendances générales d'évolution sociale de notre vaste milieu. Si j'étais chef d'un parti, mon premier conseiller serait un démographe-sociologue et le second un expert des phénomènes d'opinion publique : enfin, ma lecture de chevet - ou ma carte d'état-major - serait les publications démographiques du Bureau fédéral des Statistiques. Et cela, parce qu'on ne part pas en campagne sans connaître le « terrain ».

Dans la situation réfrigérante de l'opposition, les Libéraux vont avoir plus de loisirs pour réfléchir à leurs problèmes. Ils n'ont rien d'insurmontable. Leur perte de vitesse n'a rien de déshonorant et, dans leur for intérieur, ils savent que ça vaut aussi bien comme ça. L'interrègne conservateur de Bennett sépara dix ans de gouvernement libéral et la période de 22 ans qui vient de s'achever.

Leur problème, c'est de sevrer les récents gains conservateurs, d'empêcher que leurs adversaires ne remplissent les conditions qui ont fait leurs propres succès. L'opposition leur fera du bien : ils étaient en train de perdre la physionomie d'un parti. Cela arrive pour les « partis de gouvernement » qui portent trop longtemps les responsabilités d'administration (Démocrates aux États-Unis, Socialistes et M.R.P. en France, Chrétiens démocrates en Italie et en Allemagne). Leurs cadres et leur dynamisme se mettent *directement au* service de l'État. Les hommes ne se forment pas *dans, par et pour* le parti ; mais l'État les happe et les absorbe. *C'est bon pour l'État ; ce ne l'est pas pour le parti.* Et cela vaut tout aussi bien sans doute, car l'intérêt de l'État est supérieur à celui du parti. Mais c'est une banalité que de le dire, peut-être même une demi-fausseté : toutefois l'État ne fonctionne bien que par le *jeu normal de partis vivants.*

Première partie : Au temps de la stagnation

B) « Duplessis regnante », une génération politique qui se cherche (1957-1958)

[Retour à la table des matières](#)

Première partie : Au temps de la stagnation.
B) «Duplessis régnante», une génération politique
qui se cherche (1957-1958)

Chapitre III

À l'enseigne de Jérôme Sayonarole et de Jean-Jacques Rousseau *

a) La moralité publique et notre psychologie d'agnostiques politiques.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a dans la petite crise de moralité que nous traversons un aspect sain sur lequel à peu près tout le monde est d'accord (...) Mais je crains qu'on ne croie que nous aurons forcément une *bonne* politique le jour où elle sera plus *morale* (...)

Si, d'emblée, j'essaie de percer la psychologie du Canadien français en politique (...) Je dirais qu'il a d'abord l'âme d'un fidèle déçu. « On » l'a trompé, trahi. Il ne reste au croyant qui ne croit plus que deux issues : l'*agnosticisme*, cette foi à l'envers, qui se présente comme un refuge au moins mental, et la *révolution*, c'est-à-dire la création d'une nouvelle foi active. La seconde issue ne s'est pas présentée à lui pour la raison principale qu'il ne s'est pas trouvé en état d'exaspération contre la situation qui lui était faite : l'état révolutionnaire est d'ailleurs une longue habitude comme le montrent les cas de la France, de l'Espagne, de la Pologne, etc...

* Sauf les textes constituant le premier paragraphe, qui furent publiés un deux articles en septembre 1956, ce chapitre comprend des articles qui parurent dans *Le Devoir* au début de 1957 (entre le 16 janvier et le 15 avril).

Le Canadien français a donc opté pour la première issue : l'agnosticisme, c'est-à-dire qu'il ne croit plus en la politique. Cette « foi à l'envers » interdisait l'utilisation des fins et des moyens, politiques, mais n'effaçait pas la situation politique, au sein de laquelle, malgré tout, il avait à vivre. Par bonheur, il avait toujours à sa disposition ses petits postulats d'agnosticisme : « la politique est sale » ; « les politiciens sont pourris », « la politique nous a toujours fait tort », etc... La fugue politique se fondait noblement. Ça suffisait pour son « confort intellectuel ». Et les politiciens de tripoter à l'aise...

Un jour, il réagit. Au moment d'ailleurs où il s'y attendait le moins. Il réagit non pas en révolutionnaire puisqu'il y faut une foi ; il ne devient pas prosélyte. Il lui suffit d'être prédicateur : c'est l'homme moral qui prend le pas sur l'*homo politicus*. Le moralisateur devient l'alibi du citoyen. La politique est sale, nettoignons-la ! Les politiciens se conduisent immoralement, moralisons-les ! La Cité sera sauvée, et reconfirmé le « confort intellectuel » politique en surcroît. Une arrière-pensée, toutefois : une fois le grand nettoyage tenté, le refuge agnostique sera toujours là...

C'est ce qui fait que le texte des abbés Dion et O'Neill fait son grand tour de presse, que tout le monde parle de moralité publique, que des « ligues de moralité » naissent. La pureté d'intention n'est pas en cause. D'un certain point de vue, ces ligues sont nécessaires : comme les visas de censure de cinéma, les « Défense de marcher sur le gazon », les extincteurs chimiques, les feux de circulation. À la limite, leur nécessité se justifie autant que celle de la *Salvation Army* ou de la *Société protectrice des animaux*.

Le danger de tout cela est double : 1er) qu'on vise une fausse cible ; 2e) qu'on diverte d'utiles énergies qui trouveraient mieux à s'employer à une *oeuvre* plus substantielle. Il s'agit de savoir ce qu'on attend de l'homme politique (...)

C'est sur le mandat politique que je lui ai accordé, et par des critères politiques, que je le jugerai. Je ne lui demande pas d'être un *homme moralement* bon, mais un *homme politiquement efficace*. Et l'efficacité politique que j'invoque se fonde sur les valeurs sociales qui fondent le droit qu'il a de me gouverner et que je lui ai concédé. Des hommes à « moralité » discutable ont pu faire une bonne politique et des parangons de toutes les vertus privées appliquer une politique néfaste. Ce n'est pas compartimenter l'Homme politique en deux : c'est l'envisager du côté par lequel il se mani-

feste à moi, et au sujet duquel j'exerce mon droit démocratique. « La démocratie, c'est le contrôle », disait Alain.

Si donc on veut faire de l'éducation politique, renouons avec l'essentiel, c'est-à-dire avec le *civisme* et les valeurs démocratiques essentielles. Le civisme est une vertu sociale d'action, de présence, de dépassement qui s'applique tout autant au gouverné qu'au gouvernant, une vertu d'application permanente et non pas seulement quadriennale pendant les 5 semaines des campagnes électorales. Les réformes au nom de la « moralité », au contraire, ne peuvent qu'aboutir à établir et à garder la frontière du permis, du toléré ou de défendu. Son seul ressort est de limitation ; son procédé d'opération sera les chinoiseries d'une casuistique indéfinie. Ceux qui manieront les critères de moralité prendront, bien malgré eux, figures de « purs », d'inquisiteurs, de redresseurs de torts. Les politiciens visés contre-attaqueront par les accusations de « tartufferie ». « Qui peut leur jeter la première pierre ? » Ne les avons-nous pas faits ce qu'ils sont en les laissant faire ?

Il faut mettre un holà à notre immoralisme politique ; mais pas au nom d'une morale du minimum (...) Il nous faut une vaste campagne d'éducation démocratique dont l'objectif sera de « sensibiliser » une génération politique aux valeurs essentielles d'un civisme actif et toujours attentif (...)

Il faut faire du Canadien français, qui ne s'est guère considéré que comme un *sujet* prébendé ou un *national* en danger, un *citoyen* actif qui a un rôle à jouer dans la recherche de son mieux-être social. Du mystère ineffable des rapports entre l'homme et son Créateur, qu'on appelle aussi Religion, nous n'avons tiré qu'un rite d'assistance automatique à la messe dominicale et une morale d'interdictions. De cet indispensable phénomène d'organisation sociale, qu'on appelle aussi Politique, n'allons-nous tirer simplement qu'une morale d'interdictions à l'usage des politiciens en campagne ?

Si c'est cela, le progrès sera mince et très certainement éphémère. Ce n'aurait guère été la peine de nous émouvoir, pour une fois que nous semblons vouloir bouger.

Aux idées de « providentialisme »²¹ et d'« agnosticisme » politiques, il faut ajouter celle d'un « manichéisme » pratique, qui est peut-être la clé de toute la question. Il y a « nous », les non-politiciens qui sommes bons et qui, donc, ne pouvons être qu'au principe du bien. Il y a « eux », les politiciens qui sont mauvais et qui ne peuvent être

²¹ Cf. chap. I, b.

qu'au principe du mal. Mais il n'y a pas lutte entre les deux, puisque d'abord, c'est dans la nature des choses qu'il en soit ainsi et, ensuite, parce qu'il n'y a pas de contact entre « eux » et « nous ». « Eux » ne sont pas protégés contre eux-mêmes par l'action que « nous » pouvons exercer sur la chose publique. « Nous » sommes impuissants devant « eux » parce que notre bonté est incommunicable à « eux ». Tout cela parce qu'on ne croit pas que, dans le « nous » il y a « eux » (...)

La morale n'a pas qu'un rôle négatif ; elle est aussi une science des devoirs, et on lui donne alors l'affreux nom de « déontologie ». Le premier des devoirs sociaux est précisément le civisme. « Moralité » et « civisme » abordent la même question de deux angles. Mais ils sont complémentaires. Un civisme sans une atmosphère de morale publique élémentaire n'est qu'une impossible aspiration. Il donne du contenu, mais il faut que le contenant ne soit pas une écumoire. Inversement, la morale trouve tôt ses limites. Elle peut établir qu'un moyen et une fin sont ou non licites. Mais une fois cette licéité reconnue, elle s'arrête à mi-chemin. Elle ne fournit pas les critères du choix entre tous les moyens moralement bons ou indifférents. La Politique est là pour les fournir. Elle s'appuie sur un corps d'idées et de valeurs démocratiques et agit selon les règles d'un civisme attractif ou propulsif. On dépasse la « moralité » sans la nier. Entre tout ce qui est moral, on peut opérer un choix d'efficacité politique et de validité sociale. On peut faire sauter le divorce entre « eux » et « nous », puisque c'est « nous » qui « les » faisons : et donnons-nous le traitement de « la minute de vérité » de constater qu'« ils » ne sont pas tellement différents de « nous »...

En simplifiant beaucoup, je le concède, on discerne chez nous deux tendances récentes : la tendance Jérôme Savonarole, la tendance Jean-Jacques Rousseau. La tendance Savonarole est déjà en marche ; elle a montré la disponibilité d'une grande partie de notre population pour un redressement moral de notre politique. Il y a des écœurements nécessaires qui sont prometteurs d'une meilleure santé. Cela durera-t-il ? Bien sûr, il y a un aspect sensation dans le document Dion-O'Neill, en particulier du côté correction fraternelle entre clercs. Nous sommes d'incorrigibles badauds du monde clérical. Mais, sincèrement, croit-on qu'il serait possible maintenant de répéter la sinistre mise en scène dont le 20 juin était le baisser du rideau ? Les jeux ne sont pas faits ; mais les joueurs sauront désormais qu'il y a des règles au jeu de la prise du pouvoir et de son exercice. Ici, les comités de moralité trouveront comme une fonction de spécialisation. Et le type de cette action « rend » vite : qu'on se rappelle le cas Kefauver aux États-Unis et Drapeau-Plante à Montréal.

La tendance Rousseau s'attaque à une œuvre plus colossale. Elle a procédé à un rassemblement d'éléments sains et dynamiques, sinon nécessairement très lucides, de notre société. Elle a devant elle des blocs d'inertie. Elle s'attaque à une œuvre qui aurait besoin d'au moins deux générations politiques pour s'accomplir. Mais la faille qu'a pratiquée la première tendance peut également la servir dès maintenant. L'efficacité politique exige souvent l'utilisation du terrain favorable surtout si un allié s'y trouve déjà et qu'une coalition souple peut prendre corps. À ceux qui n'ont pas dépassé l'hérésie manichéenne en politique et qui craignent que toute action politique galvaude les nobles aspirations et corrompe les hommes, qui s'appliquent déjà à déceler les ambitions personnelles parmi les effectifs des deux groupements, qui craignent par-dessus tout qu'ils ne se transforment en partis politiques, à tous ceux-là, je pense qu'il faut répondre : vous niez la vie en voulant en supprimer tous les risques. À l'heure actuelle, les risques à courir, peut-être inévitables, sont certainement nécessaires.

b) Un réflexe de morale qui devient une « affaire politique » : la lettre des abbés Dion et O'Neill

[Retour à la table des matières](#)

Que reste-t-il de ce qu'on est convenu d'appeler « l'affaire Dion-O'Neill » ? Cinq mois ont passé et l'effervescence du début se prolonge encore. Ses échos plus raréfiés, mais non pas amoindris, sont encore perceptibles. Plus qu'un symbole, cette affaire aura été un *moment* - et peut-être un tournant - de notre histoire politique et religieuse. Il s'agit d'un des deux pôles essentiels de nos attitudes politiques : le « moralisme », l'autre étant le « nationalisme » (...)

Le texte des deux abbés parut originairement dans un bulletin miméographié, *Ad usum sacerdotum*, qui, comme son nom l'indique, est à l'usage exclusif des membres du clergé. *Le Devoir*, qui faisait à ce moment-là une consultation auprès de ses lecteurs sur les élections provinciales, fut le premier à donner au texte une large publicité en publiant intégralement le texte le 7 août. Le même jour, le *Globe and Mail* en faisait l'objet d'une nouvelle citant de larges extraits. Immédiatement la *Presse canadienne* lui emboîta le pas et tous ses abonnés purent dans les vingt-quatre heures pu-

blier la dépêche considérée comme « sensationnelle ». Cette question très « provinciale », par définition, devint « trans-nationale » et même internationale : le *New York Times* et *Time* (U.S.A.), le *Manchester Guardian* (Angleterre), le *Monde* (France), pour ne mentionner que les journaux de classe internationale, en firent l'objet d'une nouvelle. Aux États-Unis, le service de presse de la *National Catholic Welfare Conference* alimenta tous les journaux catholiques (...)

Une publicité sans pareille fut faite à ce document qui est peut-être notre premier *best-seller* politique ²². L'affaire Dion-O'Neill permit de prolonger l'intérêt des dernières élections provinciales ; elle eut un retentissement national, presque, à l'égal du débat des Communes sur le pipe-line ou la finale sur la coupe Grey ; sauf dans les feuilles vouées aux intérêts duplessistes, elle fut jugée, dans une très forte proportion, une « heureuse » affaire.

Les co-auteurs du document fameux ont reçu un courrier considérable : plus de 300 pièces de correspondance, 326 exactement. Ce nombre inclut les lettres, cartes, télégrammes mais exclut les appels téléphoniques, les opinions verbales, les lettres subséquentes à un premier envoi, les lettres en *tribune libre* des journaux dont une copie n'a pas été adressée aux destinataires (...)

Une lettre sur quatre (soit 23%) fut écrite par des prêtres, religieux ou évêques. 11% des correspondants sont de langue anglaise ; 4% habitent d'autres provinces que le Québec ; 3% sont des étrangers : Américains, Anglais, Français, Belges. 13% des correspondants sont des femmes. 11 lettres sont signées par un couple ou une famille ; 3 lettres le sont par un groupe dont chaque membre a signé. Enfin, 4 lettres sont anonymes et 2 sont signées d'un pseudonyme (...)

La longueur des pièces est très variable, allant de la formule de félicitations de deux lignes jusqu'au mémoire de 24 pages dactylographiées. Certaines de ces lettres sont d'une effarante et inconsciente éloquence sur les mœurs politiques de notre très catholique province ; elles disent beaucoup plus de choses que n'en exprimait le document des deux abbés. 9% des lettres apportent des faits précis de corruption politique dont les correspondants ont eu connaissance dans leur milieu. Certaines sont des documents d'époque qui vaudraient d'être conservés en archives à l'intention de l'his-

²² On trouvera ce texte dans l'appendice à l'ouvrage des mêmes auteurs, *Le Chrétien et les élections*, Éditions de l'Homme, 1960.

torien politique de l'avenir. Cette histoire, que liront nos arrière-petits-fils, n'aura rien d'édifiant.

Ces lettres sont dans une proportion écrasante favorables à l'initiative des deux abbés : 98% pour les correspondants laïques et 95% pour les correspondants religieux. Aucune femme, ni aucun correspondant de langue anglaise, ni aucun correspondant étranger n'a envoyé de commentaires défavorables. Aucune variante notable sur les thèmes d'approbation ou de désapprobation entre les correspondants laïques et religieux, si ce n'est peut-être le ton d'une plus grande franchise d'expression chez les religieux, spécialement en rapport au thème de la nécessité d'une autocritique du clergé en ces matières (...)

Les commentaires défavorables ne dépassent pas la douzaine de lettres, il est assez difficile d'établir la récurrence des thèmes de désapprobation. Il y a dans cette catégorie de simples envois de coupures de journaux tendant à démontrer que le communisme n'est pas un mythe ou que les Libéraux ne sont pas sans reproche. Voici, toutefois, quelques idées générales qu'on retrouve plus élaborées dans la presse duplessiste : 1, Vous concluez généralement en partant du particulier 2, Le communisme et l'autonomie ne sont pas des mythes ; 3, Vous faites le jeu des Libéraux ; 4, Vous avez tort comme prêtres de favoriser l'anticléricalisme ; 5, Les meilleurs hommes ont gagné et c'est ce que vous ne digérez pas ; 6, Maurice Duplessis est un grand homme et la province a le meilleur gouvernement qu'elle ait jamais eu ; 7, Vous faites tort à la bonne réputation de la province ; 8, Le député « X » et le ministre « Y » ont miné leur santé par dévouement ; 9, *Le Devoir* s'est vendu aux Libéraux ; etc...

* * *

(...) Globalement considérée, l'affaire Dion-O'Neill m'apparaît un cas assez net de *furor populi*, s'exprimant après coup et comme atténué. Ce serait, depuis 20 ans, le quatrième en date des phénomènes de même nature dans notre milieu : le premier étant le tournant de 1935-36 qui entraîna la chute du régime Taschereau, le deuxième, la crise de la conscription qui, à la fin de la guerre, fit la quasi-unanimité du Québec ; le troisième, la crise de la grève de l'amiante en 1949 ²³.

²³ En collaboration, sous la direction de Pierre Elliott Trudeau, *La Grève de l'amiante*, Les Éditions Cité Libre, Montréal, 1956.

L'expression quantifiable qui a pu être donnée aux deux premiers phénomènes (les élections de 1936 ; le plébiscite de 1942 et les élections de 1944) ne nous permet pas de douter de leur importance. De plus, le premier a donné naissance à ce qu'il faut appeler le duplessisme (1936), tandis que le second l'a consolidé (1944) après l'éclipse provisoire du temps de guerre. Mais l'âge d'or du duplessisme se situe entre 1948 et 1956. Les deux derniers phénomènes sont de nature à des servir le duplessisme en le déconsidérant dans l'opinion publique. Mais, à cet égard, comment mesurer exactement des phénomènes comme la grève de l'amiante ou l'affaire Dion-O'Neill ? Les phénomènes d'opinion publique sont par nature fluides, fluctuants et éphémères, et donc, très difficiles à mesurer. Or comme nous ne disposons pas de résultats de sondages d'opinion publique (du genre Roper ou Gallup), il ne nous reste qu'à utiliser les méthodes de relevé et de classification analytiques que je viens d'employer, et cela en dépit de leur valeur très relative.

Il y a une curieuse analogie entre l'occasion-prétexte de la déchéance du régime Taschereau que fut l'enquête des Comptes publics et les remous constatés dans l'opinion publique à la suite de la publication du document Dion-O'Neill : dans l'un et l'autre cas, il y a eu prise de conscience de la corruption généralisée d'un régime trop autocratiquement fort ; mais une différence essentielle : l'accusateur de 1936 est devenu l'accusé de 1956. Y a-t-il là présage ?

Pas nécessairement. Constatons d'abord que le duplessisme s'était fort bien relevé de la crise de la grève de l'amiante dès l'élection de 1952. Ensuite, les deux conditions favorables de 1936 n'existent pas en 1956. Il y a vingt ans, nous vivions les sombres années de la crise : il y avait un état de disponibilité pour un profond changement dans notre population. De plus, devant le régime vieillissant et ramolli des Libéraux, il y avait l'équipe agressive et inventive de la nouvelle Union nationale que commandait M. Maurice Duplessis, presque aussi bon chef d'opposition qu'il est néfaste homme de gouvernement. En 1956-57, les conditions socio-économiques de la population émoussent sa sensibilité politique et, par surcroît, le parti libéral provincial, devant une opinion publique somnolente, présente l'aspect d'un désert.

Le courant de « moralisme » actuel reste quand même un facteur d'importance. L'estomac assez bien nourri tolère le réactionnarisme ; mais il ne tue jamais la conscience morale, toujours capable de soubresauts inattendus. Mais il faut deux conditions pour la généralisation du phénomène : un sens de l'opportunité politique pour attaquer à *temps* et sur son flanc le plus *vulnérable* le régime de corruption ; ensuite

l'arrivée d'*hommes neufs* à la personnalité assez forte et qui incarnent la pureté ou la simple décence dont le corps de la population garde la nostalgie (cf. les cas La Guardia, Kefauver, Drapeau-Plante). Enregistrons la regrettable incapacité, pour la province et pour eux, des Libéraux provinciaux à cet égard.

Quoiqu'il en soit, les duplessistes sont encore bien embarrassés de l'éveil de l'opinion publique depuis le 20 juin. Ils se sont coiffés du chapeau et n'ont pu cacher leur mauvaise conscience. Ils ont lu (du moins ceux qui lisent...²⁴) le document Dion-O'Neill comme un acte d'accusation porté contre eux. Ils ont réagi en coupables qui plaident non-culpabilité. Ils ont réagi en traqués qui dénoncent une conspiration. (Je réfère à la déclaration de l'Honorable Rivard dès le 8 août à Montinagny ; au silence officiel de l'Union nationale pendant de longs mois et à la suspension des monologues hebdomadaires²⁵ du « Boss » ; au piètre numéro de M. Duplessis à l'ouverture de l'Exposition provinciale et à sa grotesque admission qu'il n'avait pas lu le document ; aux premières contre-attaques des hebdomadaires duplessistes de province jusqu'aux campagnes sauvages et risiblement faibles de *Notre Temps* et de *Nouvelles et Potins* - belle fraternité d'armes - contre. la réputation des abbés ; aux superflues et maladroitement orties de l'Honorable Prévost qui, dans des soirées d'huîtres (!) y a galvaudé sa réputation, jusque-là encore intacte, d'intégrité politique : tout cela est un spectacle bien pitoyable. À leur place, j'adopterais une formule que M. Duplessis affectionne : « Faites comme moi : je ne lis pas. Et vous n'aurez pas à en parler ! »

Je ne prétends pas que tous les militants duplessistes, encore moins les 52% des votants qui ont reporté l'Union nationale au pouvoir, sont des gens politiquement corrompus. Ce serait pire qu'une malhonnêteté, une absurdité. Il y a chez eux une écrasante majorité de très *honnêtes* gens, dans tous les sens de l'épithète. Le duplessisme trouve sa substance dans un réseau de duperies collectives qui s'entremêlent ; duperies de l'autonomie, de l'anticommunisme, des chaînes dorées, de la peur et du chantage bruts. Par-dessus tout cela, *il y a manque d'information*. Le citoyen, en démocratie, devrait avoir les moyens de savoir exactement ce qui se passe et comment ça se passe. Or, il ne les a pas. D'où son attirance presque invincible vers la plus grande puissance. D'où les succès duplessistes en chaîne depuis 1944.

²⁴ Allusion à M. Duplessis qui s'était déjà vanté de n'avoir pas lu de livres depuis ses années de collège.

²⁵ Ses conférences de presse.

Certains duplessistes actifs, surtout parmi les néophytes de la dernière campagne, contiennent difficilement une inquiétude morale devant un mal dont ils ne discernaient ni l'ampleur ni la nature systématique. L'opinion publique plus éveillée et l'auto-censure des duplessistes non grossièrement intéressés empêcheraient la répétition du « coup d'État » de la dernière campagne si une nouvelle élection devait se tenir incessamment. Cela durera-t-il jusqu'à 1960 ? Peut-être, et cela dépend d'un ensemble de conditions imprévisibles. Mais n'en soyons pas trop sûrs : qu'on se rappelle l'élection de 1952, trois ans après Asbestos !

Mais, du point de vue supra-électoral de la liberté d'expression en notre province, l'affaire Dion-O'Neill est un pas en avant. Que de laïques, que de prêtres se sont sentis soulagés que ces choses soient dites avec une franchise de bonne santé, et par surcroît, qu'elles soient dites par des prêtres qui ont l'intelligence des problèmes sociaux ! L'examen attentif du dossier de la correspondance me permet d'affirmer aussi qu'un sous-produit de l'affaire Dion-O'Neill aura été d'enrayer dans l'oeuf un fort courant d'anticléricalisme qui prenait naissance à la suite de l'exploitation éhontée de la religion et du clergé par les forces duplessistes et la passivité, au moins apparente, du clergé. « Vous avez sauvé l'honneur du clergé », disent en substance des dizaines et des dizaines de correspondants, prêtres et laïques. D'autres correspondants signalent des cas de cessation de pratique religieuse. C'est bête, mais c'est ainsi, une preuve après tant d'autres que notre trop grégaire population religieuse a tendance à trouver l'essence de sa religion plutôt dans une morale d'interdictions que dans un commandement d'amour. Quoi qu'il en soit, je crois que le magistère de l'Église en matière de morale sociale et politique trouvera désormais une population beaucoup plus réceptive à cause du traitement de choc que les deux abbés (...) ont provoqué.

Au bout de tout cela, il y a la promesse d'une population qui, sa dignité civique se restaurant, se soumettra peut-être moins aisément au jeu de l'enchère. Il y a surtout l'espoir d'une revalorisation générale de la Politique.

c) Nos intellectuels en liberté... ou en Rassemblement

[Retour à la table des matières](#)

Le Rassemblement est passé au domaine public. On peut, on doit donc en discuter publiquement.

Son congrès a permis l'expression d'idées aussi généreuses que claires, sinon toujours très valables. Cet auto-traitement de choc, qui a fait crever tout un réseau d'ambiguïtés, annonce pour bientôt une étape décisive ; ou le Rassemblement devient un centre d'agglutination de diverses forces sociales ou il sombre dans l'insignifiance politique.

Alignons une série de points désormais acquis. 1°) Le Rassemblement, « mouvement d'éducation et d'action démocratiques », *fait nettement dominer l'« action » sur l'« éducation »*, celle-ci entendue dans le sens d'un mouvement désintéressé de civisme qu'il s'agit de promouvoir dans un milieu politiquement sous-développé. 2°) Le Rassemblement *veut* - et on sent même à cet égard une impatience inquiète - *déboucher sur le plan de l'« action » politique*. Quelle action, selon quelles modalités, jusqu'où est-elle prête à aller ? Toutes ces questions décisives n'ont pas été étudiées en elles-mêmes, mais abordées par le biais, souvent chargé d'émotivité et d'équivoque, de la question dite de la « non-identification aux partis » et de son corollaire, l'attitude à adopter en matière de qualification des membres. Cette grande question mérite un traitement spécial (cf. plus bas). 3°) Le Rassemblement se *définit principalement à l'intérieur des cadres et des questions de la politique provinciale*. Il s'agit là d'une primauté de fait et pour une part inconsciente - et à cet égard doublement significative - mais non pas d'une renonciation définitive à la politique fédérale. 4°) Parmi les délégués, *L'élément syndicaliste est nettement prépondérant*, en nombre et en importance. D'ailleurs les leaders syndicaux comme Jean Marchand, Roméo Mathieu et Philippe Vaillancourt étaient à peu près les seuls à représenter quelque chose de plus qu'eux-mêmes. Les quelques universitaires, agronomes, journalistes, étudiants, etc... ne sont à peu près pas intervenus ; on sentait tous ces gens bien plus curieux d'écouter que de parler. Ils étaient intéressés de savoir quelle physionomie le Rassemblement se donnerait en dehors d'eux, se réservant pour le reste. Sauf la participation d'Arthur

Tremblay de Laval et de Jean Boucher et Maurice Sauvé d'Ottawa, ce fut presque uniquement une discussion intersyndicaliste, qui aurait pu fort bien se dérouler au sein d'une commission politique de l'une ou l'autre de nos grandes centrales ouvrières. 5°) Au point de vue démographique, le Rassemblement est un *mouvement de jeunes*. Parmi les quelques 100 participants, en relèverait-on une quinzaine qui ont dépassé le cap de la quarantaine ? Le gros des effectifs des délégués était constitué d'hommes de 30 à 40 ans. Les moins de 30 ans m'ont paru, sauf le cas de quelques étudiants hors cadres, se rattacher aux jeunes équipes du Parti social démocratique et de son aile dissidente, la Ligue d'action socialiste.

La question centrale ne fut abordée qu'à la troisième et dernière séance du congrès. Quoique longue, cette séance a laissé une nette majorité de congressistes insatisfaits (...) Il avait fallu disposer d'une vingtaine de résolutions avant d'arriver à la question clé, le Rassemblement et le type de son « action politique », que tout le monde traduisait : l'attitude à l'égard des partis. L'exécutif, depuis la fondation, avait adopté une politique provisoire, dite de la « porte entr'ouverte », que le congrès avait à entériner ou à rejeter. Mais deux propositions contradictoires devaient aussi être débattues : celle dite de la « porte ouverte » (section Ottawa), et celle dite de la « porte fermée » (section de Montréal). La « porte ouverte » permettait l'accès au Rassemblement « à toutes les personnes, quelle que soit leur allégeance politique, qui ont accepté la constitution et la déclaration de principes ». Cette résolution fut battue. Le Rassemblement se ferait discriminant au sujet des partis. D'autant plus facilement qu'il avait repoussé l'option d'un simple mouvement de civisme régénérateur et immédiatement désintéressé. Furent battues également une série de propositions dont la teneur visait à privilégier, nommément, le seul Parti social-démocratique : mais après discussions et vote très serrés. Les principes de la « porte fermée » et de la « porte ouverte » rejetés, il ne restait que le moyen terme : la « porte entr'ouverte ».

Ce fut l'objet de la fameuse proposition 25 que soutenait l'exécutif du Rassemblement. Par une série d'amendements, de sous-amendements, de contre-amendements, de renvois, de contre-sous-amendements, cette proposition est sortie élimée ici, augmentée là, nuancée et colorée ici et là. Tant et si bien que tout le monde s'y perdait, y compris des vieux routiers des congrès de ce genre. Oh démocratie, que de procédures on commet en ton nom !

Tout le monde n'est pas d'accord sur le libellé final de la résolution et donc, sur sa portée réelle. Mais les deux points suivants semblent assez clairs, si on les considère

isolément l'un de l'autre : 1°) « Le Rassemblement n'est pas un parti politique ni seulement une ligue de moralité publique. Il n'est affilié à aucun parti politique et ne doit s'identifier à aucun parti politique ». De plus, on refuserait l'entrée au Rassemblement à toute personne qui risquerait « d'identifier le Rassemblement à l'un ou l'autre des partis politiques existants ». Cela était la concession au principe de la « porte ouverte ». 2°) Mais comme la porte n'était qu'« entrouverte », il fallait en rétrécir l'angle d'ouverture par la disposition suivante : on n'accepterait dans le Rassemblement que toute personne qui « n'adhère pas à (ne milite pas dans) une association dont les buts et moyens sont incompatibles avec ceux du Rassemblement, c'est-à-dire :... à tout parti dont le programme, le choix des candidats et le mode de financement ne sont pas soumis à un contrôle démocratique des membres dont les droits et privilèges sont prévus dans une constitution écrite ». L'ensemble de la discussion révélait que le seul P.S.D. pouvait subir ce test décisif de démocratisation (...) La logique interne de la résolution en souffrait mais sauf était le principe de l'entrebâillement.

On retrouvait l'ambiguïté congénitale du Rassemblement : est-il ou n'est-il pas une étiquette nouvelle du C.C.F., qui s'était donné récemment une marque indigène par le nouveau sigle P.S.D. (Parti social démocratique) ? Ici, on assista à un spectacle curieux. Une majorité de congressistes parut ne pas croire que le P.S.D. ait quelque chance de *mordre* à la réalité politique de notre milieu, ni qu'il y ait quelque poids ou chance d'avenir ; mais ils soutenaient quand même que ce parti et ses leaders devaient être dans une situation privilégiée au sein du Rassemblement. D'autre part, d'autres congressistes croyaient avec Arthur Tremblay qu'il ne fallait pas s'identifier avec le P.S.D. et surtout faire une alliance, fut-elle officieuse, avec ce qu'il appelait « un échec consacré ». Une majorité se dégagea finalement dans le sens de la résolution nègre-blanc dont il vient d'être question.

Tout cela confirmait l'ambiguïté congénitale du Rassemblement. Né à l'enseigne du P.S.D., il ne s'en dégageait pas complètement. « Nous ne croyons pas au P.S.D., mais ce n'est pas notre faute s'il est le seul qui remplisse nos conditions », a paru croire une majorité dominante. S'y opposaient deux minorités qui n'ont guère pu s'exprimer au milieu de cet enchevêtrement procédural : 1°) celle des membres du P.S.D. *qui croient*, par hypothèse, à leur parti ; 2°) celle des congressistes qui croyaient que le P.S.D. n'est pas le seul à subir le test du démocratisation ou qui trouvaient malheureux de rejeter hors du Rassemblement des gens qui travaillent à la démocratisation de leur

parti, comme il y en a chez les Libéraux, ou qui, de toute façon, craignaient par-dessus tout l'identification à « l'échec consacré ».

Tout cela n'est pas très clair ; mais c'est conforme à une certaine *logique* psychologique de la majorité des délégués du congrès. Quoique n'étant pas un parti, et le disant très haut, le Rassemblement a eu tendance à agir en tout comme un parti. Au moins comme un parti en devenir.

* * *

(...) La première signification du Rassemblement, c'est d'abord un fait d'apatridie. Il « rassemble » un groupe d'exilés à la recherche d'une patrie politique. Ici, on est sur un plan de motivations psychologiques. Il faudrait nuancer à l'infini des familles ou des cas individuels : tâche que je n'ai pas les moyens de mener ici. Mais une motivation collective, en ce sens qu'elle est presque unanimement partagée, est apparue de façon flagrante dès la première heure. Les « rassemblés » ne sont pas satisfaits de la politique telle qu'elle se pratique dans la province de Québec. La chose n'est pas originale : ils ne sont pas les seuls.

Ce qui est original, c'est que ces gens cherchent un point d'insertion dans la politique québécoise, mais en dehors des partis actuels. Mais encore là, il y a des sous-groupes qui font exception : les membres du P.S.D. ont déjà opté et se trouvent logés. Leur intérêt dans le Rassemblement vise l'élargissement de leurs faibles cadres ; ils se cherchent des alliés naturels. En outre, ils dissimulent mal une inquiétude d'être, un jour, dévorés. Quelques personnes, qui n'ont jamais été actives dans les rangs libéraux, croient que, seule une rénovation, difficile mais possible, du parti libéral puisse changer quelque chose à quoi que ce soit. Enfin, d'autres attendent confusément qu'il se passe quelque chose d'indéterminé encore et dont le Rassemblement pourrait être le germe. Dans ces deux dernières catégories, on juge le P.S.D. mort-né : d'où un état de plus large disponibilité et de plus grande souplesse.

Le rassemblé-type est un homme dans la trentaine qui a connu la crise, enfant ; la guerre, adolescent. Dès l'âge mûr, il y a une dizaine d'années, il s'est engagé dans l'action sociale, ordinairement syndicale. Il y a développé une conscience sociale aiguë qui s'est révoltée plus d'une fois contre l'incroyable médiocrité politique du milieu. Le duplessisme l'écœure et les Libéraux, qui l'ont déçu, ne lui disent rien qui vaille. Il ne serait pas Canadien français s'il n'avait pas hérité du solide mépris de la politique (po-

liticaillerie) que des générations lui ont légué. Aujourd'hui, il se réveille politiquement : dans les années d'après-guerre, il a cru, y ajustant sa conduite, au « social d'abord » ; mais aux feux de la lutte, il s'est progressivement rendu compte que tout problème social se pose initialement et se résout finalement en « politique ». Mais comment agir en politique ? Deux grandes formations existent, sont viables, et il les rejette indistinctement, « sans autre forme de procès ». D'autres n'ont qu'une existence marginale ou symbolique, tel le P.S.D. Politiquement, notre homme est déboussolé, inquiet, parfois amer. La force sociale qu'il est n'a pas d'expression politique. Elle fonctionne à vide.

Il y a le Rassemblement qui est une promesse. Au moins, il y peut vomir en bonne conscience les « vieux partis », tous deux « opportunistes » ou « capitalistes » ou « corrupteurs ». Il se donne à lui-même et à ses amis des certificats de démocratie. Mais après...

L'aspect « salle d'attente » du Rassemblement ne le satisfera pas longtemps. L'option se posera pour lui et ses co-rassemblés : ou entrer dans le P.S.D. ou former une nouvelle formation politique qui serait le Rassemblement. Qu'on le note bien, je ne me moque pas. je n'ironise pas. Il y a d'ailleurs suffisamment d'éléments nobles et pathétiques dans cette expérience d'homme pour ne pas en parler à la légère.

Ce n'est pas une raison pour ne pas parler franc.

À supposer qu'il subsiste, si le Rassemblement s'enferme dans la voie où le dernier congrès l'a poussé, il sera un déplorable ratage. Parce qu'il - le parle toujours des majorités qui se sont dégagées - a réglé avant même de la poser clairement la question de son engagement politique.

On ne s'engage pas qu'en disant « Non ! » Une somme de rejets ne font pas un seul pas en avant. On ne se « rassemble » pas sur seulement ce qu'on ne veut pas. Il faut vouloir quelque chose en commun : de la démocratie dans les partis bien sûr, et une politique décente, évidemment ! Oui, mais comment ? C'est ici qu'on commence à parler sérieusement. Voyons les faits, analysons la situation, n'allons pas trop vite. Ces appels à la prudence et au réalisme politiques qu'ont lancés un Jean Marchand et un Arthur Tremblay furent laissés lettre morte.

Le dernier congrès du Rassemblement n'est pas arrivé à ce stade de maturité. Des auto-justifications de ses attitudes passées, des projections psychologiques de ses

problèmes personnels constituent un élément d'intérêt humain et documentaire sur une génération, que l'observateur politique ne doit pas négliger : d'accord.

Mais la première règle d'une action, c'est de définir la situation où elle s'intégrera, mais en soi, le plus objectivement possible, comme si elle nous était étrangère. Ce débat de fond, qui aurait pu être passionné sans trop d'inconvénients, ne s'est pas livré. On ne l'a pas fui non plus. Les congressistes n'ont pas pratiqué l'art de la fugue. La majorité des participants estimait le débat réglé. On ne remet pas en question ce qui est acquis, n'est-ce pas ?

Alors le Rassemblement se coupait de la réalité politique. Il subissait l'attraction du vide politique ; il se donnait l'allure d'une « gauche » sans objet. J'en prends pour preuve cette peur, même pas infantile, d'une « infiltration » par les partis existants. Qui, diable ! peut « infiltrer » le Rassemblement à l'heure actuelle ? Les seuls mouvements à pouvoir, par hypothèse, opérer une telle manœuvre sont les « Fascistes » et les « Communistes », une poignée de pauvres types de chaque bord, tous étiquetés, reconnaissables et malhabiles. Les Créditistes ? Ils n'ont de réalité active que par leur aspect congréganiste à l'enseigne des bérets blancs. Le P.S.D. ? Son cas est suffisamment débattu depuis la première heure pour que ses membres ne se fassent pas illusion ; déjà ils sont « contrés » et ils le savent. L'Union nationale, peut-être ? Il faudrait un Himalaya d'imagination pour rendre la chose seulement plausible. Les Libéraux ? Les quelques Libéraux engagés qui ont une certaine influence ne sont même pas admis. Alors ?

Oui, mais dans l'avenir ? On verra, alors, si la situation change. Ce n'est pas une raison pour ne pas éclairer le problème fondamental du présent. Le panneau où risque de tomber le Rassemblement à l'heure actuelle, c'est d'agir comme un parti en devenir : d'où ses exclusives, d'où un souci purement négatif de ménager une pureté impuissante, d'où un parti pris d'attente, qualifié de « prudence », et qui ne voile qu'un manque de dynamisme et de carrure. Sur le plan tactique, tout cela se défendrait si l'intention était clairement avouée d'être au moins un embryon de parti : mais la position officielle est l'inverse.

Au fait, nous sommes quelques-uns à n'en être pas si sûrs. Quelques semaines avant le congrès, l'exécutif du Rassemblement a fait circuler un très curieux papier contenant l'amas de contradictions de la dialectique contradictoire du mouvement. Il y était dit ceci : « ... il peut se trouver des hommes parfaitement honnêtes qui estiment

pouvoir créer dans le Québec une conscience démocratique évoluée par le seul truchement des partis existants. Mais leur place n'est pas dans le Rassemblement. Par définition, les membres de celui-ci croient que seul un mouvement nouveau, absolument indépendant, des partis existants, des pratiques antidémocratiques qui les caractérisent, ou des préjugés dont ils sont grevés, seul un tel mouvement peut permettre à la grande majorité des Québécois de faire l'apprentissage personnel de la démocratie ».

Cet aveu n'était pas isolé. Dans une entrevue, Pierre Elliot Trudeau, vice-président, et Jean-Paul Lefebvre, secrétaire, avouaient à Archie Mackenzie de la *Presse canadienne*, que « le Rassemblement pourrait présenter un candidat dans une région où il est solidement installé » (les journaux du 28 mars 1957, deux jours avant la tenue du Congrès). Il y a donc des gens et non des moindres, puisqu'il s'agit de membres de l'exécutif, qui aspirent à la création d'un nouveau parti.

Il faut le dire clairement. S'il y a 100 personnes, au lieu des 500 membres actuels, qui croient la chose possible et désirable, le Rassemblement n'en sera pas affaibli et, sur une longue période, il court la chance de se renforcer. Seulement, il ne faut pas jouer à la cachette. Une certaine équivoque peut être utile, tactiquement, lorsqu'on existe et qu'on agit. Mais on ne naît pas dans l'équivoque. Ou plutôt, si : mais la nature en qualifie le résultat de « monstre ».

* * *

Il faudrait s'entendre sur un préalable : le duplessisme. Quel jugement porte-t-on sur lui ? Tout est là.

Si on croit qu'il n'est que l'expression du phénomène « vieux partis » avec la marque très particulière du « plus grand premier ministre depuis la Confédération », alors, je dis : très bien ! On est des gens pas pressés. On peut attendre et faire attendre ceux qui regardent dans sa direction.

On peut s'atteler à un vaste mouvement d'éducation démocratique et de régénération civique. Cela est un processus à longue portée ; on s'y engage en pleine conscience. La première ou la seconde génération qui nous suivra en profitera. Cette option - ou mieux cette gageure historique - le Rassemblement ne l'a pas prise.

Ou alors, on croit que le Rassemblement infusera des globules rouges et amènera des membres au P.S.D. puisque c'est le seul mouvement qui, à l'heure actuelle, satisfasse. Ici encore, on travaille pour un futur imprévisible, mais le jeu en vaut la peine. Et puis, on n'est pas pressé...

Ou encore, on croit que le Rassemblement sera un jour cette force bonne et efficace politiquement qui devra canaliser nos énergies démocratiques et réformistes. En attendant, on fourbit ses armes jusqu'à... sa pension de vieillesse. Car, on part de zéro et on s'attaque à tout dans toutes les directions à la fois. On n'utilise même pas les 45%, de notre population qui s'opposent au duplessisme. Les tendances dominantes et perceptibles au Rassemblement sont une oscillation indécise entre ces deux options.

Et, à cause de cela, cette magnifique génération sociale issue de la crise et de la guerre sera - est déjà ? - politiquement perdue. Parmi cette élite du Rassemblement, il y a des gens qui ont fait des critiques dures, et, dans l'ensemble, exactes, contre les élites des générations antérieures, accusées d'avoir oeuvré en plein irréalisme politique. Il ne faudrait pas recommencer. Se donner des airs supérieurs pour juger les générations passées ne constitue pas un alibi pour son incapacité actuelle. A-t-on, oui ou non, les moyens d'attendre ? Supporte-t-on plus ou moins allègrement le duplessisme, qui asphyxie tout ce qui, dans notre milieu, est valable et serait viable sans lui ? Tout est là. Si on peut attendre, laissons faire, parlons du régime Taschereau qu'on a connu à l'âge de la culotte, laissons le Rassemblement s'enfermer dans l'impuissance systématique où il a commencé à s'engager.

Mais si on veut changer quelque chose, si on a conscience des problèmes d'une dimension sans cesse aggravante auxquels on est confronté (richesses naturelles, éducation, fonction publique, régime municipal, législation du travail, agriculture, problèmes fiscaux, effets de la canalisation du Saint-Laurent et de l'automation, etc...), si on a une vision sérieuse et analytique des défis qui nous sont lancés, alors, on change de psychologie. On établit un *contact* entre les objectifs et les moyens ; on ne se retranche pas derrière un isolement ; on pense politique en termes d'idéal réalisable : on est actif sans tomber dans l'activisme (...)

Mais pour cela, il faut deux conditions : avoir éprouvé le choc du 20 juin 1956, qui a tué jusqu'au symbole de la démocratie dans la province ; avoir une faculté d'éloignement de soi-même qui permette la connaissance d'une réalité objective, qui n'est pas conditionnée par nos dispositions subjectives, si épurées soient-elles. L'hom-

me d'action ne naît pas lorsque l'auto-justification est complète, mais lorsque, saisissant les règles du jeu de l'action, il en tire les conséquences pratiques pour sa propre action. *Les règles du jeu sont données* ; hormis l'hypothèse révolutionnaire - que rejette, d'ailleurs, le Rassemblement - on ne les choisit pas.

Alors, quoi ? Alors, si on examine la réalité, on voit que seuls les Libéraux ont les chances mathématiques de déloger le duplessisme (...) Nous apparaissent-ils « valables », offrent-ils une caution suffisante, n'y a-t-il pas là une trappe ? C'est une autre question. Je suggère seulement qu'on n'y réponde pas immédiatement par « oui » ou par « non », que la réponse n'est pas donnée au départ, que la question mérite un examen. Or, c'est l'examen que le Rassemblement, jusqu'ici, a refusé.

Qu'on me comprenne bien : les articles que j'ai consacrés, il y a quelques mois, à l'étude du « cas » libéral montre que je ne souffre d'aucune illusion d'optique à leur égard. Je demande qu'on pose leur cas, qu'on fasse leur procès, qu'on les mesure. On ne peut pas faire comme s'ils n'existaient pas. Le désert qu'ils sont actuellement se peuple automatiquement de 700,000 personnes (40% des électeurs) sans le moindre effort de propagande de leur part. Le Rassemblement compte 511 membres à l'heure actuelle. Cela force à une certaine perspective. En politique, il faut de la « conscience », mais aussi du « nombre ».

Et si les Libéraux, à l'heure actuelle, étaient perméables à l'introduction de nouvelles équipes ? Si, en dépit de leur dossier chargé, ils avaient encore une tradition de réformisme et de libéralisme ? Si leur « gauche » était plus à « gauche » que la « droite » du Rassemblement ? Si leurs rangs contenaient des hommes qui n'ont aucune leçon de « démocratie » à recevoir du Rassemblement ? (...) Si ces bonnes volontés, accouplées à d'autres, pouvaient prendre possession du parti en le démocratisant à leur commune satisfaction ? Si les Libéraux n'étaient pas un vieux parti comme « l'autre » qui ne vit, paradoxalement, qu'en raréfiant l'oxygène de la liberté ? Si les Libéraux étaient réformables comme les Démocrates sous Roosevelt ou les Radicaux avec Mendès-France ? Si le transfert d'influence d'une génération à l'autre était en train de s'effectuer dans leurs rangs ? Si les Libéraux, contre les forces d'inertie de la tradition, avaient déjà monté tout l'appareil formel d'un parti en voie de démocratisation (fédération, commissions, projets de financement) ? Si... ? Si... ?

J'ai parlé au conditionnel. Ou je me trompe fort, plusieurs membres du Rassemblement m'ont déjà stigmatisé pour avoir osé soulever de telles questions. La démo-

cratie commence quand commence l'ère de la libre discussion. La libre discussion est nécessaire à la clarté des idées. La clarté des idées est nécessaire à l'action efficace.

Si l'on ne veut pas, ou plutôt si l'on s'accommode, d'une action politique qui ne soit pas efficace, la politique devient un jeu - noble, si l'on veut - mais qui fait mal à la longue. Il y a d'autres moyens qui coûtent moins cher et qui sont plus distrayants : les sports, la littérature, la télévision, l'art abstrait, la musique, etc...

Le Rassemblement ne sera quelque chose que lorsqu'il aura, quant à lui, réglé la question du parti libéral. Il ne sera quelque chose qu'en marchant sur son cadavre ou en lui fournissant de la substance vitale.

Il ne gagnera rien à faire le vide politique autour de lui, puis, à travailler dans ce vide. Le ferment qui n'est pas dans la pâte n'est pas un ferment.

d) La liberté « qu'académique on nomme » *

[Retour à la table des matières](#)

La liberté a ceci de commun avec la santé qu'on n'en prend conscience qu'au moment où on la perd. C'est d'ailleurs la santé de l'esprit. Aussi, pose-t-on la liberté académique négativement : par rapport à des entraves ou des interdits.

Or, c'est une question incomparablement plus vaste.

La liberté académique est un *cas* de la liberté tout court. Par réductions concentriques, elle se pose : au sujet de l'*homme* ; au sujet de l'homme qui est un *intellectuel* ; au sujet d'un intellectuel qui est un *chercheur* et un *enseignant*. Cet homme, qui ne cesse pas d'être *citoyen*, est porteur de droits publics et des libertés civiles ; mais comme *chercheur-enseignant* jouit-il, ou doit-il jouir de cette liberté particulière « qu'académique on nomme » ²⁶ ?

* Cet article fut écrit à la demande de M. Gérard Filion, alors directeur du *Devoir*, pour un numéro spécial de ce journal, consacré à l'Éducation, en date du 14 mars 1957.

²⁶ C'est Louis Veuillot, auteur très rassurant, qui plaisantait l'Académie française en l'appelant ce « corps qu'académique on nomme ».

Les libertés et droits sociaux étant corrélatifs aux fonctions sociales, c'est au rôle de l'universitaire dans sa personnalité ambivalente de chercheur-enseignant qu'il faut s'arrêter.

Écartons d'abord des équivoques possibles. Dans une société structurée d'autocratie, la liberté vous a une apparence équivoque de licence ou de laxisme. La livrée de l'autorité, de l'ordre, de la prudence se porte beaucoup mieux. On tolère la ou les libertés ; on institue l'autorité et l'ordre : alors qu'il faut que l'autorité instituée serve à promouvoir la liberté individuelle et sociale.

La liberté est le plus permanent des problèmes de l'espèce humaine : posé à l'homme depuis la sortie du paradis terrestre, il le sera jusqu'à la vallée de Josaphat. On ne discute pas de la liberté d'un granit, d'un bouleau, d'un colimaçon ou d'un ours blanc ; mais on peut poser le problème au sujet de l'homme et des œuvres de l'homme : l'édifice de la Sun Life, UNIVAC, ou l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. La liberté est *de* l'homme, *pour* l'homme et *dans* l'homme. L'autre terme du couple usuel, l'autorité, est *de*, *pour* et *dans* la société. Aussi leur possible conflit en est un d'*accrochage*, d'*interférence*, et non pas d'*antinomie* : car la liberté, à travers l'homme, est aussi pour la société qu'elle enrichit de sa féconde spontanéité ; car l'autorité, à travers la société, est aussi pour les hommes vivant en société et pour leur libre épanouissement humain.

Revenons à notre liberté académique. C'est d'abord une liberté *d'intellectuel*. Sa liberté est plus compliquée que celle des autres hommes : il ne s'agit pas seulement du bon ou du mauvais, de l'utile ou du superflu ; d'autres dimensions s'ajoutent : celles du vrai et du beau. L'intellectuel, auto-limité, dans un univers formé, prend une pente vertigineuse qui est celle des dimensions infinies de l'esprit. Il devient, comme malgré lui, un dieu boiteux ou un démon en instance de rédemption. Règle générale, lui et son milieu ne font pas bon ménage. La Tour d'ivoire est moins un refuge qu'un alibi : elle ne règle rien.

Cet intellectuel est un chercheur et un enseignant. Comme *chercheur*, il tend scientifiquement à la connaissance du vrai. C'est d'abord la lutte de l'Ange et de la Bête : le chercheur mesure ici ses propres limitations et la vanité de victoires jamais définitivement gagnées. Comme *enseignant*, il tend à communiquer les résultats de ses recherches. Ce n'est pas le moyen unique, car il y a aussi les publications, les techniques de diffusion, etc... C'est dans cette projection sociale de son travail que le

chercheur a surtout besoin de liberté académique. À ce niveau, un état social contraignant la liberté peut peser à son maximum.

Mais on ne gagne rien à trop vouloir distinguer le *chercheur* et l'*enseignant* chez l'universitaire, l'un portant en complétant l'autre. L'opinion publique comprend l'utilité de l'enseignement, mais la validité des recherches, surtout des recherches non « utiles » ? On a vu des autorités publiques et des dirigeants universitaires, non seulement opérer cette dissociation contre nature, mais encore accorder une si nette primauté à l'enseignement sur la recherche, que cette dernière n'était plus guère qu'un luxe dont on pourrait se passer.

La liberté académique est moins un faisceau de libertés particulières se présentant sous forme de permissions et de visas (et négativement : par l'absence de défenses, injonctions, ou entraves, etc...) qu'une large situation sociale qui permet, à toutes les étapes de son processus, la grande aventure de la recherche scientifique, et, ensuite, le risque de la communication de ses résultats. Au lieu de rétrécir, de cerner le sujet, on l'élargit encore : mais on ne comprendra rien à la liberté académique si on ne connaît pas les exigences et les conditions de la vie scientifique. Ce n'est qu'à l'autre bout du rouleau qu'on retrouve les libertés académiques, spécifications des libertés publiques : libertés d'expression, d'opinion, etc... Mais à cette différence près, qui est fondamentale : la liberté académique est rarement - et sans doute qu'elle y gagne - publiquement instituée et statutairement consacrée. On n'en sort pas : on est renvoyé au problème général des conditions de la vie scientifique dans un milieu culturel donné.

L'homme de science s'occupe de la nature ou de l'homme. C'est dans le second cas où son aventure est la plus périlleuse. La nature est donnée, divisible, isolable. L'Homme ? Il faut le prendre en entier et nos prismes ne permettent que des coupes. Après la foi, qui est le mystère de la divinité, les sciences de l'homme sont le plus grand défi à l'homme, qui se penche sur le mystère de sa propre humanité.

Parmi les sciences de l'homme, celles qui sont dites « sociales » présentent un risque tout particulier. C'est dû au double engagement de l'homme dans son milieu qui le fait simultanément moyen et objet (au moins partiel) d'analyse. Il y a aussi l'état de primitivité des sciences sociales. Le *social scientist* pratique une science pas très sûre ; et il le sait. On peut même poser le théorème : plus il sait faible sa science, moins elle est faillible : et *vice versa*. Au minimum, la maîtrise de quelques techniques et d'un peu de méthode, son certain « point de vue », qui n'est pas celui du non spécialis-

te même « cultivé », lui donnent la nécessaire illusion de faire œuvre utile, parce qu'irremplaçable.

Mais même avec la conscience de la relativité de ses moyens, le *social scientist* devient la conscience critique, presque toujours inquiète, d'un milieu et d'une époque. Comme malgré lui. Et il devient alors objet d'étonnement, de suspicion ou d'opposition. Quoi qu'il fasse et quelle qu'en soit la validité, il risque d'apparaître gêneur. Il ne voit pas nécessairement *clair* ; il se méfie des « fausses idées claires », reçues et acceptées sans examen. mais il voit plus *complet*. Il questionne, décompose, analyse, démonte, reconstruit, synthétise, projette. Sa démarche qui n'est pas celle d'un examen clinique produit souvent le résultat d'un diagnostic de situation.

Sa liberté devient en jeu : il y a ceux qui sont satisfaits de la situation et ceux qui veulent la changer. Parmi les premiers, se trouvent des gens bien en place et matériellement nantis : leur cas, qui est clair, se comprend aisément. Mais, dans cette même catégorie, il y aussi ceux qui ne sont pas servis par la situation et qui, parce qu'ils ne la *connaissent* pas, croient qu'une autre situation les desservira. Ils ont le réflexe du freinage ou du blocage psychologique à cause de la croyance conformiste que tout changement, parce que changement, est dangereux. La grande entrave à la liberté académique est dans une ambiance sociale générale où l'esprit de recherche et la mise en question de choses acceptées comme bonnes ou immuables sont considérés comme nocifs. Que de choses faites, prêtes à être livrées, sont restées ou resteront lettres mortes faute d'interlocuteurs ! La grande paralysie est initiale : comment discuter sans des critères consciemment et clairement formulés ? Mais si ces critères ne sont pas admis ? Par exemple : si, pour vous, l'humain prime le citoyen, lequel prime le national - dans la mesure où vous les « distinguez » pour mieux les « unir » - et si l'interlocuteur établit l'échafaudage contraire ? Où sera la fécondité du dialogue ? Dans un dialogue de sourds, l'un des deux continue toujours à parler... Pour être de bon compte, et pour ne pas donner à ces lignes un tour involontairement apologétique, je dirai qu'il faut parler quand même, que la paresse ou la timidité intellectuelles sont souvent la commode excuse à des inhibitions qu'on n'a pas le courage de surmonter. Je n'ex-cuse pas ; je cherche à faire comprendre.

En outre de ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas *comprendre*, il y a ceux qui comprennent *trop*, c'est-à-dire mal. Ils sont de la deuxième catégorie de ceux qui veulent modifier la situation. Ils attendent moins des « lumières » que des « justifications ». Ils vous accueillent favorablement si vous détectez un mauvais engrenage ou

mettez le doigt sur une plaie. Mais attention ! Ils ont en tête une solution préfabriquée. Si, elle-même, vous la remettez en question, vous êtes suspect. Vous manquez d'audace ; c'est un « reniement » ou une « lâcheté ». Et vous voilà de nouveau entortillé dans une nouvelle impuissance. Celle-là, surtout, vous fera mal.

La liberté académique subit l'assaut bilatéral de *l'engagement*. on engage l'universitaire et il s'engage. On *l'engage* d'abord. On l'étiquette plutôt : il devient cible - s'il ne « cadre » ; pas ou escabeau - si on le juge utile. (Cela n'est pas uniquement le fait des non-universitaires au sujet des universitaires, mais aussi, *horrible dictu*, des universitaires entre eux.) On l'engage surtout à une solennelle impuissance : qu'il pense ce qu'il voudra, pourvu qu'il ne le dise pas ou ne l'écrive pas, du moins pas trop haut !

L'universitaire lui-même *s'engage* toujours même d'une certaine façon (le refus de l'engagement étant un type d'engagement). L'homme de science est homme et citoyen. Ce qu'il voit et qu'ils croit connaître lui suggère des options pratiques : il se vouera à l'une d'elles comme à l'appel d'un devoir : son engagement personnel risque d'invalider pour une part son activité scientifique. Aux rasades étourdissantes de l'action, le théoricien risque d'être dévoré par le doctrinaire. Dans nos universités, pour un théoricien combien de doctrinaires ! Et pourtant, c'est son droit strict et son devoir, en certains cas, de s'engager avec tous les risques que cela comporte l'homme de science n'est qu'une qualification de l'homme-citoyen qui lui préexiste. Ayant reçu de la société, il est normal qu'il lui rende davantage, d'une façon ou de l'autre. Et celle-ci, au risque de stagner, doit être réceptive à son apport. L'universitaire, qui s'engage en pleine conscience et avec une saine inquiétude de certaines incompatibilités, demeure un véritable homme de science : les autres sont les « commis-voyageurs de la science » et la publicité qu'ils reçoivent ou se donnent est la mesure extérieure du vent de leur réputation surfaite.

Dans les limites exigües de ce papier, j'ai livré quelques éléments initiaux du problème. Il déborde le sous-problème de l'apposition ou du retrait d'un visa de censure. Il y a deux pôles : les conditions de l'activité scientifique d'abord chez l'homme de science, puis dans le milieu qui l'intègre. La liberté académique, solidaire des autres libertés privées et publiques, réside surtout dans l'ensemble de la situation culturelle d'un groupe donné.

* * *

Jouissons-nous, dans notre milieu, de la « liberté académique » ? Il faudrait pouvoir répondre aux questions suivantes. De leurs réponses sortiraient les composantes de la situation d'ensemble. C'est l'autre article que je n'ai ni le loisir ni l'espace de traiter.

Y a-t-il liberté académique si l'accès à l'éducation secondaire et universitaire se fonde sur des possibilités pécuniaires et non pas sur des critères d'aptitude ?

... si nous perdons ainsi une partie indéterminée de ce qui serait la fine fleur de nos jeunes élites, où pourraient se recruter les vocations scientifiques ?

... si la carrière de l'enseignement - à tous les degrés est socialement dévalorisée et qu'il s'ensuit, pour lui et les siens, une situation économique de frustration ?

... si l'enseignant est obligé, pour son manque à gagner, d'accepter ou de solliciter des *à-côtés* qui risquent de le détourner de ses tâches principales ?

... si nos universités, par leur insécurité financière chronique, voient leur développement normal entravé ?

... si nos universités, après avoir reposé sur une base financière de charité, ont été placées au centre d'une querelle politique les forçant à une impossible option ²⁷ ?

... s'il y a risque, dans cette situation, que nos universités soient l'objet d'inqualifiables procédés d'intimidation et de chantage ?

... si nos universités, institutions privées et ecclésiastiques, assurent, en tant que telles, la liberté académique à laquelle peuvent porter atteinte, et de façon grossière, telles autorités très séculières ?

... si ces autorités peuvent faire sonner leur gros sous pour amener des assentiments auprès des autorités morales les plus hautes de notre milieu ?

... si les budgets de l'éducation, qui devraient délivrer, sont distribués d'une façon qui attache plutôt ?

... si une opinion somnolente n'est pas encore suffisamment éveillée à la gravité de la question ?

... si le boycott de certains professeurs et diplômés peut être systématiquement organisé dans la fonction publique ?

²⁷ La question des subventions fédérales aux universités.

... si nos universités sont insuffisamment équipées en bibliothèques, laboratoires, et autres commodités matérielles ?

... si les travaux des professeurs ne peuvent recevoir la publicité nécessaire à la recherche et à la discussion ?

... si des professeurs s'auto-censurent, jusqu'au mutisme inclus, dans leur activité scientifique et civique pour ne pas ajouter aux soucis de leurs dirigeants, possibles victimes du chantage des autorités très séculières ?

... si, par exemple, cette auto-censure juge prudent, à tort ou à raison, de prendre la forme d'un pseudonymat ²⁸ ?

... si ? ... si ... ? ... si ... ?

e) Post-scriptum : des singes de l'Ouganda au jeu de nos intellectuels à rougeoyer

[Retour à la table des matières](#)

Les journaux du début avril 1957 publièrent cette dépêche en provenance de l'Ouganda :

Ouganda, Afrique. - Pour se débarrasser d'une bande de singes qui ont envahi les villes environnantes, les autorités ont donné ordre de teindre en rouge ceux qui seront capturés. Lorsqu'ils sont relâchés, ces singes vermillon causent une peur mortelle à leurs congénères, qui fuient devant eux comme s'ils étaient poursuivis par la menace communiste.

Toute ressemblance avec un jeu récemment inventé par un « intellectuel à lunettes » ²⁹ dans la province de Québec est l'effet d'une pure coïncidence. Dans ce jeu-là, on prend quelques-uns de nos « singes » indigènes, on les peint d'un bon rouge gauchiste, et on les envoie apeurer les autres singes qui, pour le besoin de l'antithèse,

²⁸ Cf. l'avant-propos, paragraphe b.

²⁹ Définition que M. Robert Rumilly faisait de lui-même lors d'une émission de télévision en défendant ses positions dans son ouvrage sur *L'Infiltration gauchiste au Canada*. Dans ce livre, l'historien tentait de stigmatiser comme « gauchistes » à peu près tous les gens qui s'opposaient au duplessisme dans les dernières années du régime de l'Union nationale.

deviennent des singes droitistes. Vous trouvez le jeu pas très drôle ? Attendez, c'est comme pour le football, on ne devient pas connaisseur du jour au lendemain. Quand vous comprendrez la subtilité du jeu, vous en deviendrez adepte convaincu. Vous serez à l'affût d'un singe à rougeoyer, qui se débattrà, évidemment, comme un beau diable lequel, comme on sait maintenant, est à « gauche » ³⁰.

³⁰ Allusion à la conférence de M. André Laurendeau, lors du dîner des Amis du *Devoir* (le 2 février 1957), qui posait la question *Le Diable est-il à gauche ?*

Première partie : Au temps de la stagnation.
B) «Duplessis régnante», une génération politique
qui se cherche (1957-1958)

Chapitre IV

Sur la grande misère de notre politique provinciale *

a) Le plus grand des maux politiques : l'impuissance

[Retour à la table des matières](#)

Il ne faut pas succomber à la tentation masochiste : nous frapper trop fort. N'essayons pas de répondre à la question impossible de savoir si nous sommes *pires ou meilleurs* que les gens de la première ou de la troisième frontière.

Il faut partir de la connaissance de nos problèmes. Et de ce qu'il faut changer. Mais ce n'est qu'un premier virage, que nous sommes en train d'effectuer, au moins pour certains secteurs comme celui de l'enseignement ³¹. Le deuxième virage - et tous les autres - nous font moins peur qu'ils ne nous laissent impuissants. On s'arrête après avoir défini ou simplement verbalisé quelques-uns de nos problèmes.

* *La série d'articles constituant ce chapitre fut publiée dans Le Devoir entre le 4 mars et le 18 avril 1957.*

³¹ En ce printemps 1958, on était encore loin des promesses du rapport Parent mais « on » sentait que quelque chose d'important se préparait depuis quelques années, au moins dans les esprits...

La « crise de conscience du Canada français »³² est une crise d'*impuissance*. L'impuissant *qui ne sait pas* n'est pas en crise ; il n'est pas impuissant. *Celui qui sait* - ou croit savoir, le résultat étant le même - et qui ne peut pas est en crise. Le seul moyen de sortir d'une telle crise, c'est de commencer à pouvoir.

Or, personne au Canada français, parmi la génération de maturité, n'a vraiment commencé à pouvoir *politiquement*. Pourquoi ? Parce que l'« engagement » n'est surtout que mental ou psychologique, et que, s'il exprime parfois socialement, il ne mord pas encore sur une action politique directe. La politique *bloque* tout ; et rien ne *débloquera*, tant que la politique ne sera pas le lieu et les moyens d'une action concrète.

L'« intellectuel » canadien-français ne serait pas intellectuel, ni français, s'il ne souffrait pas d'un terrible « intellectualisme », qui peut être une espèce de libération intérieure, mais aussi une camisole de force sociale. Si l'intellectuel canadien était dans la politique, il serait dans un état de tension, mais non en crise. Du moins, pas en état de crise d'impuissance.

La « crise de conscience du Canada français », n'est pas une crise du Canada français dans son ensemble, parce que les Canadiens français, comme groupe, n'en ont pas *conscience* - ou si faiblement que ce n'est pas une « crise ». Peut-on même parler de « malaise » ? La « crise de conscience du Canada français », c'est, chez une génération en belle maturité d'action politique, le début de *conscience* de son impuissance d'action politique. La « crise de conscience du Canada français », c'est le fait d'une nouvelle élite, par définition minoritaire, qui n'a pas sa place. Ce qui est plus grave, c'est que cette place, sa place, elle n'a pas commencé à la prendre. Et la médiocrité politique ambiante est à peine entamée, sûrement pas inquiétée. Le ferment, qui n'est pas dans la pâte politique, peut encore fermenter, mais ailleurs. Et ça prend beaucoup plus de temps.

Quittons ce langage abstrait, mais non vague. Soyons précis et concret. Disons « quoi » et identifions « qui ».

Il y a au Canada français, à l'heure actuelle, une génération d'hommes de 30 à 45 ans qui est née de la crise et (ou) de la guerre. Ces hommes font de l'action sociale, de l'éducation populaire, de l'enseignement universitaire, du journalisme, du syndicalis-

³² Titre de colloques à l'époque et d'une série radiodiffusée de Radio-Canada.

me ouvrier ou agricole, etc. De par leur expérience, qui les a sensibilisés tôt aux problèmes sociaux du milieu, ils ont développé une personnalité riche ; ils ont quelque chose à dire, qu'ils ont commencé à dire ; ils ont aussi quelque chose à faire en commun, qu'ils n'ont pas encore commencé à faire.

Qu'ont-ils à faire ?

Deux choses dont l'heureuse coïncidence se ramène à une seule. D'abord, *ce qui presse le plus* : apprendre la démocratie à la province de Québec. Et pour cela, mettre ensemble ce qu'ils ont d'*essentiel* et de *commun* : une foi démocratique qui parce qu'« agissante » (au moins sur le plan partiel où ils évoluent) est « sincère ».

La démocratie n'est pas quelque chose qui se conquiert une fois pour toutes et sur un seul plan. D'accord. Mais il est un plan, ou mieux un versant, qui mène à un sommet qu'il faut conquérir. Ce sommet, c'est le pouvoir politique. À défaut de le conquérir, en n'y tendant même pas, la démocratie ne sera jamais acquise en cette province. Lisez les journaux. M. Duplessis, qui a le pouvoir politique, par un calembour ou deux sophismes, refoule ou stérilise toute initiative démocratisante.

Lui, il joue le jeu. Son autocratisme foncier a raison de tout. Ses moyens sont écrasants. Sa supériorité n'est pas celle d'une force supérieure à une autre. Elle est celle d'une force qui agit dans le vide. Le vide, c'est l'incapacité des forces vives de notre milieu à se muer en puissance d'action Politique. Le vide, c'est surtout l'impuissance, presque totale et complètement bête, du parti libéral. Le vide, c'est l'absence d'une opposition fonctionnelle au sur-autocratisme de M. Duplessis. Il a la partie tellement belle que ce serait idiot de n'en pas profiter au maximum. Il ne s'en prive pas.

Cela dure depuis 14 ans. Et ça va durer encore plus longtemps que la personne de M. Duplessis. Aussi longtemps que 1^o) nous n'aurons pas compris, 2^o) nous n'agissons comme si nous avions vraiment compris.

La « grande misère de notre politique provinciale » n'est pas d'avoir un « boss » en guise de premier ministre. Ce n'est pas d'avoir sous lui un agrégat d'intérêts, dont il dispose selon son « bon vouloir » et ses humeurs. Ce n'est pas d'avoir érigé un système de « ville de compagnie » à la grandeur de la province. Ce n'est pas, par la logique du système, d'avoir créé, pièce à pièce, cette machine de l'Union nationale qui, dans le vide où elle fonctionne, peut exploiter la province comme une bande exploitée un territoire de chasse. Ce n'est même pas tout cela, qui est déjà beaucoup !

« La grande misère de la politique provinciale », c'est que, devant cela, il n'y a rien. Rien qui puisse le contrebalancer, et, éventuellement, le renverser. Cette grande misère, c'est le désert libéral actuel. Vous êtes d'accord ? (Et je sais que plusieurs « libéraux » le sont avec moi.)

Mais ne tirez aucune demi-satisfaction de notre accord. C'est à partir de là que commence « notre » problème. Le désert libéral, il provient de notre absence, à vous et à moi. Non seulement les Libéraux, mais vous et moi, sommes politiquement impuissants. Et le duplessisme a le triomphe facile.

* * *

Il faudrait pouvoir s'entendre sur le duplessisme. Une fois que cela sera fait, on pourrait décider ce qu'il faut faire, et avec quels moyens et en s'accordant quelles échéances.

Mais voilà, cela, qui est au nœud du problème, n'est pas ressenti clairement. Il s'en faut de beaucoup. Ceux qui ont à conquérir la démocratie québécoise, auraient selon la formule saisissante de Péguy, les « mains propres », mais ils « n'ont pas de mains ». Leur faculté d'indignation même est émoussée. Ils sont résignés. Ils attendent - sans trop l'avouer - que le duplessisme disparaisse avec M. Duplessis. Ils attendent. Et comme cette attente dans l'impuissance est frustratoire, ils se trouvent une justification morale et psychologique dans l'action partielle et extra-politique qu'ils mènent dans leur secteur respectif. En attendant, ils prennent de l'âge. Ils s'accommodent avec une impatience jamais satisfaite. « Et puis, un jour se produira quelque chose que nous ne prévoyons pas encore ... » C'est ainsi que s'épuisent à vide les dynamismes humains.

Le duplessisme apparaît comme une force indélogeable, quelque chose d'aussi implacablement présent que la température. On parle de la température, mais on ne la change pas. Le duplessisme occupe presque tout le terrain politique de la province ; les Libéraux se cramponnent avec peine aux quelques lopins que leur opposition faiblarde représente. Le tout, dans une démocratie fictive, que sauvegardent pour une part notre régime fédératif avec ses divers étagements de pouvoir politique et le facteur « espace » : le Québec, c'est si grand !

Le duplessisme pèse un peu partout ; mais pas assez pour étouffer complètement. On mange assez bien. On a la *Famille Plouffe* et Maurice Richard. Notre ferraille, qui

encombre nos routes, roule à « tempérament ». Ça suffit. Comme dit Laurendeau, « nous digérons ».

Ce qui ne veut pas dire que nous ne mourrons pas à la longue du duplessisme. C'est déjà commencé. Après une quinzaine d'années d'abus suffisamment flagrants, ce n'est pas lui qui est usé ; ce sont les forces démocratiques du milieu. Viendra peut-être un moment où nous serons plus perméables à l'inquiétude et à la lucidité. À la réflexion, nous verrons que nous manquons plus de la seconde que de la première. Pour être subi avec gêne, le duplessisme n'en est pas mieux connu.

Il faudrait pouvoir s'entendre sur le duplessisme. La première condition est de le connaître. Ne connaissant pas le duplessisme ceux qui ne voient en lui que l'émanation du phénomène « vieux partis », ou de tel vieux parti en particulier, pimenté des aspects maintenant folkloriques de l'individu Maurice Duplessis. Ne connaissent pas le duplessisme ceux qui n'en abordent la critique que du point de vue doctrinaire de l'anticapitalisme ou du nationalisme. Ne connaissent pas le duplessisme ceux qui ne sont frappés que par le fonctionnement scandaleux de la *machine* « Union nationale ».

Le duplessisme est tout cela et bien d'autres choses qui ne s'arrêtent pas aux faits et gestes - et aux calembours et monologues de plus en plus pontifiants - de M. Duplessis. Le duplessisme, c'est du *bossism*. M. Duplessis, c'est un « boss ». Et un « boss » ne l'est que lorsqu'il a absorbé ou rendu impuissante toute opposition. Lorsqu'il l'a fait taire. Lorsqu'il a stérilisé les libres initiatives. Lorsqu'il a établi un réseau d'involontaires connivences. Le « boss », c'est celui qui se fait craindre avant d'agir. Le « boss » est « boss », parce qu'il donne l'impression de puissance. C'est celui à qui tout ne peut que réussir, parce qu'il est là, et qu'il n'y en a point d'autre. C'est celui à qui tout a réussi. C'est celui auquel il n'est pas bon de se frotter.

Le duplessisme est la plus grande entreprise de démoralisation que le milieu québécois ait eu à subir. J'entends « démoralisation » surtout en son sens second de « décourager ou désorienter » et moins en son sens premier de « corrompre ou rendre immoral ». Je ne dis pas qu'en ce dernier sens la chose soit moins vraie. Mais comme je ne suis pas moraliste, ni par carrière ni par tournure naturelle d'esprit, je ne me déclare pas apte à mesurer les responsabilités individuelles ou collectives. Tandis que l'étendue du découragement ou de la résignation politique - de l'« impuissance » quoi ! - n'échappe ni à votre observation, ni à la mienne. Personne n'y échappe, et surtout pas les Libéraux qui ont développé un complexe de l'échec plus gros que

l'Ungava et qui grossit toujours. Leur stagnation actuelle est une conséquence de l'œuvre démoralisatrice du duplessisme. À l'usure, le duplessisme est en train d'« avoir » à peu près tout le monde dans la province.

C'est pourquoi le problème des Libéraux est aussi le nôtre. Ils sont « impuissants » devant le duplessisme, comme nous. Comme nous, ils ont été broyés : quatre fois coup sur coup. Dans le privé, ils soupirent : « À quoi bon ? » Ou : « Peut-être plus tard ? » Ils sont résignés. L'inadéquation de leurs moyens et de l'obstacle à abattre est telle qu'ils sont battus au départ. Mais cela ne les excuse pas pour autant de leur impuissance. Ce sont eux qui doivent se donner les moyens de la puissance politique ; à défaut d'eux, c'est personne.

On ne met pas toute une société en accusation. On met en accusation ceux qui, dans une société, assumant tels rôles, ne les remplissent pas. Le duplessisme n'a pas encore trouvé un adversaire à sa taille. Il gagne par défaut.

b) Les Libéraux ont mal à leur libéralisme et en sont encore à l'âge du buggy

[Retour à la table des matières](#)

Au Canada, les Libéraux ont mal à leur libéralisme. La cure d'opposition des Libéraux fédéraux leur a fait, leur fera (?) après le 31 mars ³³ du bien. On ne peut gagner tout le temps. Il est bon de ne pas gagner tout le temps.

Ce qui fait mal, c'est de perdre tout le temps. Et que chaque défaite rende plus faible que la précédente. Les Libéraux canadiens savaient déjà qu'on ne peut gagner sur tous les tableaux à la fois. Ils perdaient sur un tableau, le provincial (et non seulement dans le Québec) et gagnaient régulièrement sur l'autre, le fédéral. Ils savent maintenant depuis le 10 juin 1957 qu'ils peuvent aussi perdre sur celui-ci.

Mais la situation des Libéraux fédéraux n'a rien de tragique. Ils seront encore le parti qui recueillera, ou peu s'en faudra, le plus grand nombre de suffrages. Leur congrès a montré des possibilités de renouvellement. Ce parti a dû choisir entre deux

³³ Ils allaient être écrabouillés à l'élection du 31 mars 1958, ne recueillant que 49 sièges devant les 208 de M. Diefenbaker.

hommes d'État de premier plan ³⁴ pour se donner un chef. On peut aligner une bonne demi-douzaine de noms de leaders naturels qui feront équipe auprès de M. Pearson. Ce parti n'est pas en crise, en « récession » plutôt, dirait-on, pour employer le jargon économique.

Les Libéraux provinciaux présentent une toute autre image. En vingt ans, ils se sont effondrés deux fois : en 1936 et en 1948. Élus grâce à une équivoque en 1939, ils ont été battus en 1944, 1948, 1952, 1956. Rien depuis le 20 juin 1956 ne laisse croire qu'ils aient récupéré ou qu'ils soient sur la voie du recouvrement. Au moins la moitié de la force duplessiste provient de leur faiblesse. Ils ont raté toutes leurs chances de rajeunissement.

Je ne charge pas pour le plaisir d'accabler. Mais en bref, les Libéraux provinciaux ne se conduisent même pas comme un parti. J'entends : comme se conduit un parti qui veut vivre. Ils sont actuellement pris dans une série de contradictions dont aucune n'est insurmontable, mais dont le réseau les enserre comme les fils de Gulliver. Il y a la contradiction : affiliation fédérale et fonctions provinciales avec dédoublement inévitable de personnel ; fédération à structures formelles démocratiques mais à cadres vides et organisation traditionnelle et autocratique, et même occulte ; groupes de Montréal (il y en a 4 ou 5) et groupe de Québec (à peine cristallisé sur un nom ou une tendance, et donc difficilement identifiable) ; les coteries Lapalme, René Hamel,, Gérin-Lajoie, etc... Mais la seule grande et décisive contradiction, la seule qui n'éclate jamais, c'est celle qu'ils ne semblent pas voir et qui éliminerait toutes les autres en les sauvant : c'est entre les « Libéraux », qui ne le sont que par la force de l'habitude ou comme reliquat d'une vie politique désuète, et les *vrais Libéraux*, qui sont réformistes, qui voudraient rénover leur parti et lui infuser une forte dose de démocratie avant de monter à l'assaut du duplessisme qui en est la grotesque - et depuis longtemps de moins en moins comique - contrefaçon. Eux aussi, les Libéraux réformistes sont fatigués ; depuis toujours trop peu nombreux, ils manquent de ressort. Je les soupçonne même d'être résignés. Le « duplessisme » des faux Libéraux est en train de les « avoir » à la longue. À l'usure.

Je pourrais raisonner au nom de principes et d'idéaux politiques. Et démontrer que c'est une fraude de s'appeler « Libéraux » quand on ne croit pas réellement à des valeurs démocratiques. Je préfère raisonner sur le plan de l'efficacité politique. C'est un

³⁴ Entre M. Lester B. Pearson et M. Paul Martin.

langage qui éveille des résonances aussi bien auprès du leader de parti que de l'organisateur du village qui voudrait bien un jour faire un pied de nez au « patronneux » perpétuellement chanceux de l'Union nationale.

Sur ce plan de l'efficacité où l'on peut se comprendre, je dis aux Libéraux provinciaux : tout, tout est à reprendre dans votre affaire ! Il n'y a pas de place dans la province pour un parti qui est le pâle reflet de l'Union nationale, M. Duplessis et la caisse somptueuse en moins.

Dans toute société il y a deux grands courants de fond auxquels se ramènent les courants secondaires : il y a les assis, les satisfaits, ceux qui ne veulent pas changer, les peureux, les conformistes par manque d'imagination ou d'ambition : ceux-là sont conservateurs, stabilisateurs. Le duplessisme les comble à l'excès. Il les nourrit et, à l'occasion, les gave. Les autres, il les distrait ou les endort. Mais il y a aussi les inquiets, les idéalistes, les réformistes, ceux qui veulent « que ça change », que ce qui est n'est pas intrinsèquement bon du fait que cela est : ceux-là sont réformistes, progressifs. Les Libéraux devraient avoir leur clientèle, naturellement. Ils devraient les amener à cet état de conscience active où n'arrivent pas spontanément les masses. Mais à une condition : comme on ne donne pas ce qu'on n'a pas et qu'on n'a pas ce *qu'on n'est pas d'abord*, il faut être différent des duplessistes. De ce point de vue, si le mot « purge » évoque de désagréables résonances, parlons de « recrutement » contrôlé des Libéraux en leur sein même : c'est d'urgence première. Les Libéraux doivent se recenser, se dénombrer (...)

Livrez-vous à un *Gallup poll* improvisé et vous verrez qu'à part le carré massif de 35% des électeurs fidèles aux Libéraux les voix en surplus sont des suffrages antiduplessistes et non pro-libéraux. Vous direz peut-être qu'il en est toujours de même pour un parti d'opposition dont les votes sont obligatoirement antigouvernementaux ! C'est une demi-vérité. En 1936 et en 1939, l'Union nationale avait une clientèle qui votait pour ce qu'elle représentait. Aujourd'hui, un vote pour M. Duplessis est un vote pour ce que M. Duplessis fait, croit, promet ou donne. C'est un vote « pour ». Pour l'autonomie, l'anticommunisme, un carré d'asphalte, une école, une salle paroissiale. Ou plus simplement pour un homme fort, qui ne cache pas son jeu. On sait à quelle enseigne M. Duplessis et les intérêts amalgamés de l'Union nationale logent. Aucune erreur là-dessus.

Les Libéraux sont dans l'équivoque. Personne ne voit très clairement, à commencer par eux. La raison pour laquelle on peut courir la chance qu'ils présentent, c'est *qu'on n'a pas d'autre choix*. Ils sont l'autre, et la seule autre partie à l'alternative. Une seconde raison, moins fondée, en tout cas Moins clairement visible, c'est que, dans l'équivoque qu'ils représentent, il y a une certaine possibilité de *libéralisation* authentique. Mais, avec les années qui passent et les chances qu'on rate à la chaîne, cette possibilité s'atténue sans cesse.

Et l'on rejoint mon premier propos sur notre impuissance à nous tous : notre impuissance sans les Libéraux et leur impuissance sans nous. On n'en sort pas. C'est-à-dire que nous sommes tous cuits à petit feu.

* * *

Ce qui m'étonne, ce n'est pas que les Libéraux soient battus par M. Duplessis. C'est que leurs défaites en série soient aussi honorables. À l'effondrement de 1948, ils recueillaient 38% du scrutin. Depuis, ils oscillent aux environs de 46%. Ça, c'est étonnant.

C'est même rassurant. Ça prouve plusieurs choses.

D'abord que la « machine » de l'Union nationale, toute puissante, bien huilée qu'elle soit, ne déplace avec certitude, dans les dernières 48 heures et aux points névralgiques, que les 4 ou 5% de l'électoral mobile nécessaire à la victoire. À l'inverse, cela prouve qu'entre 45 et 48% des citoyens ne sont pas touchés ou broyés par elle ; que presque un citoyen sur deux dit « non » au duplessisme, s'il ne dit pas résolument « oui » aux Libéraux. Cela prouve que le duplessisme, qui a tous les caractères du *bossism* du type municipal américain, ne peut jouer avec la même intensité partout dans un espace aussi vaste et à la population si peu dense. Cela prouve que le duplessisme n'est fort ultérieurement que de la faiblesse libérale.

Cela prouve que le duplessisme n'est pas si fort qu'il en a l'air. Il est fragile. Il serait friable dès lors que les Libéraux susciteraient un début de vague de fond. Là, les millions de la caisse et du budget provincial, administré par larges tranches comme une caisse électorale, ne tiendraient pas le coup. Mais les Libéraux n'ont suscité que des vagues de surface...

Analysons davantage leur impuissance. Je répète que je ne me place pas au niveau des principes et des valeurs politiques, où la discussion serait interminable et trop abstraite. Je me place du point de vue efficacité politique et je commence par l'efficacité électorale. Depuis qu'au lendemain de l'élection de 1956, j'ai présenté en ces mêmes colonnes l'option que les Libéraux présentent, je les ai connus, vus de près et analysés. Une chose me lancine depuis lors : *le manque de sens pratique* des politiciens et singulièrement de ceux qui « font des élections », c'est-à-dire des « organisateurs », députés et candidats en tête.

Car c'est manquer de sens pratique que de partir en campagne sans connaître les éléments de force et de faiblesse de l'adversaire, de ne pas l'amener sur le terrain où il évolue le moins à l'aise, de partir à la guerre avec des munitions moins nombreuses et moins perfectionnées que celles de l'adversaire mais de même type que les siennes, de répéter de quatre ans en quatre ans les erreurs de l'élection précédente. Sur le plan *stratégie* du parti (donc des mouvements d'ensemble à opérer entre les élections, c'est-à-dire *constamment*, ce qui inclut le travail parlementaire mais ne s'y restreint pas), sur le plan *tactique* de la propagande électorale, les Libéraux n'ont rien appris et ne semblent même pas être capables d'apprendre. Ils ont une conception tellement démodée de l'action politique qu'ils croient qu'« avec un tout petit peu plus d'argent et d'organisation » l'affaire sera dans le sac... la prochaine fois ! Il y a toujours une « prochaine fois »... Ils sont, en politique concrète, à l'âge du *buggy* tandis que les duplessistes sont de l'âge du *bulldozer*.

Puisque je m'aventure sur ce terrain où j'aurais bien des choses à dire (m'étant imposé le pensum d'analyser tout ce que les Libéraux et les Unionistes ont dit ou écrit pendant la campagne de 1956), je donne deux exemples. Le premier, le slogan libéral : *Justice sociale*, par comparaison à celui de l'Union nationale : « Laissons *Duplessis continuer son œuvre* ». Ce dernier slogan dit quelque chose à quelqu'un. M. Duplessis est bien connu ; vous savez ce qu'il est ; « laissons-le (donc) continuer son œuvre » : c'est-à-dire vous, les satisfaits, vous êtes contents de la situation, alors ne changez pas ! « Justice sociale », ça veut dire quoi ? Vous l'avez déjà rencontrée ? Pourquoi pas « ensemble pour la vertu » ? C'est un slogan qui ne dit rien à quiconque. C'est une pieuse intention. Ce n'est pas un slogan. Au lieu d'identifier un programme, ça l'appauvrit d'abstraction.

L'autre exemple est plus frappant : l'argent. Les Libéraux provinciaux ont déjà été un parti riche. Depuis 1944, ils sont pauvres. Actuellement, ils sont plus pauvres

qu'ils ne l'ont été depuis 1948. Cela, le grand public ne le sait pas, du moins pas suffisamment. Depuis l'étatisation de la Montreal Light Heat ³⁵, le « gros capital » a bouddé les Libéraux et a misé à fond sur M. Duplessis. Puis il y eut l'Ungava et les succès de M. Duplessis... Sa caisse est bien nantie. Les Libéraux n'ont que quelques contributions de tradition ou d'assurance (« au cas où ... ») Quand les Libéraux affectent un dollars à leur publicité, les duplessistes y consacrent 4 ou 5 ou ... 10 si le besoin se fait sentir. Quelques élections complémentaires qui exigent \$50,000, ou la tenue d'un congrès qui coûtera \$25,000, causent un drame chez les leaders libéraux. Leurs finances sont au compte-gouttes. Autrement dit, leur caisse est toujours vide. Si vide qu'au passif de cette caisse il y aurait encore une « dette » de quelque \$200,000 contractée lors de l'élection de 1956, et qui, à ma connaissance, n'est pas encore soldée. Vous voyez ça d'ici, une caisse électorale, non seulement vide, mais encore endettée... Tâchez d'imaginer les réflexions de MM. Duplessis et « Gerry » Martineau quand ils font leurs « comptes » !...

Cela implique une constatation capitale. Vous et moi, nous savons, depuis le temps qu'on nous le dit, que les « élections ne se font pas avec des prières ». Admettriez-vous d'être si pauvres depuis si longtemps ? À la rigueur, oui, s'il n'y a pas de moyen de faire autrement. Mais on peut faire autrement, à la condition de penser à convertir en *force politique* cet élément de faiblesse qu'est la pauvreté. La pauvreté politique n'est pas nécessairement une vertu ; mais c'est peut-être l'occasion d'une purification. Et aussi le début d'une popularité nouvelle. Si le parti libéral était riche, l'hypothèse ne se poserait même pas.

³⁵ Un des derniers actes du gouvernement Godbout en 1944.

c) « Plaie d'argent est mortelle » ... en politique

[Retour à la table des matières](#)

Continuons d'être « pratiques » : parlons argent.

Notre régime fédératif nous afflige de bien des choses. (Il a aussi un avantage, de ne pas rendre trop suffocant le duplessisme qui, en cette province, ne peut absorber toute la réalité du pouvoir.) Entre autres choses affligeantes, il nous vaut des infrastructures de partis politiques communes aux plans fédéral et provincial. À peu d'exceptions près, il n'y a pas de spécialisation. Le même politicien qui fait l'élection fédérale fait aussi l'élection provinciale. De là à conclure que la politique se pratique de même façon sur les deux plans, c'est un pas tôt - et presque toujours - franchi.

Rien de plus faux, de plus inefficace. Un des deux plans écope. Encore ici, ne parlons pas principes, idéaux politiques.

Parlons argent, comme nous disions au début. Il n'est pas loisible aux Libéraux d'administrer « électoralement » - ô pudeur des mots - de larges secteurs des finances publiques. Du reste, parviendraient-ils au pouvoir, qu'ils n'auraient pas la virtuosité du « boss » génial et de ses fidèles « commis ». Mais il ne doit pas être exclu que les Libéraux aient une caisse pas trop insignifiante à côté de celle de l'Union nationale. Or, elle est en comparaison ridiculement pauvre. L'Union nationale, quand elle « fait » des élections, est mieux pourvue que l'un ou l'autre de nos partis fédéraux pour les siennes. (C'est facile à s'en rendre compte : faites le calcul comparé en lignes agates - « tarif électoral » des annonces de journaux et de « périodes » de radio-TV).

Donc, les organisateurs libéraux provinciaux doivent trouver de l'argent. Où le trouver ? Du côté du *big business*, ça vient avec parcimonie depuis la fin du régime Godbout. Les prises de positions presque trop radicales de M. Lapalme au sujet des questions syndicales et des richesses naturelles n'ont pas amélioré la situation. Du côté de leurs grands frères outaouais, après deux élections en moins d'un an, rien à attendre évidemment. Du reste, ce qui est naturel, les Libéraux fédéraux ont l'habitude de sauver d'abord leur peau. L'aide qu'ils accordent aux provinciaux est surtout « mo-

rale » - « Nous sommes avec vous, M. Lapalme », à l'élection de 1956 - et ... fort utile à M. Duplessis !

Mais alors, où trouver ce « m... argent » si utile à M. Duplessis ? La réponse est simple : où il se trouve. « Vous jouez à la cachette ; où se trouve-t-il ? » La cachette n'est pas difficile : dans vos « poches » et dans les miennes, et dans celles de tous les gens qui, en cette province, trouvent que le numéro du « plus grand premier ministre depuis la Confédération » a assez duré. Nous sommes quelques-uns dans cette province à être du même avis et serions prêts à y aller de notre écot...

« - Vous parlez de nous extorquer de l'argent, comme s'il ne sortait pas suffisamment vite de nos goussets. - Je ne vous extorque rien. Vous donnerez si vous le voulez et le pouvez. - Mais nous n'avons pas l'habitude... Comme vous n'aviez pas l'habitude de payer des taxes directes avant 1940, parce que vous ne faisiez pas d'argent. Comme vous ne souscriviez pas aux campagnes de charité de vos Conseils diocésains des œuvres il y a 5 ou 10 ans. - Mais qui collectera ? Quelles garanties avons-nous que notre argent sera bien et honnêtement employé ? Serais-je le seul à fournir ? Etc... etc... »

Voilà le hic ! Le parti libéral provincial a mis sur pied une Fédération libérale provinciale qui présente tout l'appareil formel d'un parti à structures démocratiques. Cela, qui existe depuis 1955, est devenu plus ou moins lettre morte comme facteur politique. Mais il y a plus que « la promesse des fleurs » si, vraiment, les Libéraux voulaient. Annoncée dès 1950 par M. Lapalme, la Fédération n'a été établie que cinq ans plus tard (et trop tard), et huit mois avant la dernière élection générale. Dès sa création, la Fédération a été mise sur la voie d'évitement pour ne pas nuire à cette entité mystérieuse difficilement localisable mais intimidant tout le monde, surtout les candidats qui sont à sa merci : *l'Organisation* - en gros, ceux qui *font* les élections en distribuant l'argent pour les faire. Depuis l'été 1956, la Fédération vivote comme le parti stagne. Les quelques éléments qui ont réussi, contre des oppositions très fortes et des masses d'inertie, à la mettre sur pied, doivent vouer le plus clair de leurs énergies à la sauvegarder contre ceux qui n'attendent que le moment propice de mettre la hache dedans ! En attendant, après trois ans, la Fédération « se prescrit » au sein du parti... C'est autant de gagné.

Mais elle n'est pas encore le parti lui-même. Elle n'a surtout pas absorbé *l'Organisation* dont elle aurait fait un pivot central de sa propre structure. La Fédération est

l'espoir des vrais Libéraux. C'est beaucoup qu'elle existe pour le futur. C'est peu dans le présent, presque une abstraction : il n'y circule aucun dynamisme vital ; mais elle a, grâce à certaines initiatives individuelles, jeté des têtes de pont dans beaucoup de comtés. Pour l'ensemble des partisans, elle est l'occasion d'un week-end annuel au Windsor. Elle est ce que le parti montre *ad usum populi*.

Si elle n'est pas le début, le lieu et le moyen de la démocratisation du parti, elle est une façade inutile. Si elle n'est pas le bureau de recrutement, d'orientation et de promotion de ceux qui veulent ou devraient s'engager politiquement ; si elle n'est pas l'officine d'où un programme, enfin cohérent, pourrait se transformer en ligne d'action efficace ; si, surtout, elle n'est pas, comme étape initiale et indispensable, le moyen de commencer à régler les finances du parti : alors, la Fédération doit disparaître ! Elle est nuisible à tout le monde. Elle a l'hypocrisie des organismes à fausse représentation. Notre province en héberge suffisamment.

Mais ne quittons pas l'argumentation principale : l'argent. Écartons d'abord une objection : les fournisseurs traditionnels continueront-ils à contribuer ? Sûrement pas au début ! Le *big business* n'aime pas qu'on se passe de lui. Il sait le faire sentir. Mais il a l'instinct de conservation et plus de sens politique que les politiciens eux-mêmes. Devant un parti qui aurait le vent dans les voiles, il reviendrait tôt. Que les Libéraux acceptent résolument les conséquences de leur pauvreté, qu'ils acceptent le pari que je propose : je ne leur donne pas deux ans pour devenir un parti qui va à la guerre avec des munitions pas trop pitoyables.

Mais il y a longtemps qu'ils ont perdu le sens du risque. Du risque qui sauve. Ils sont « résignés », ai-je écrit plus haut.

* * *

Il en est de la politique comme au théâtre, comme dans la vie, « rien ne réussit mieux que le succès ». Ce qui implique le corollaire inverse : « Rien ne réussit moins bien que l'insuccès ». Surtout quand on se résigne à l'insuccès chronique...

Devant un adversaire pour qui « la question d'argent ne se pose pas », tant il en est cousu, on n'a pas le droit, d'abord, d'être pauvre comme le sont les Libéraux, ensuite, de ne rien faire pour améliorer l'état de ses finances. On n'a surtout pas le droit de justifier ses échecs passés par le manque d'argent.

La situation est pour le moins paradoxale : parce qu'ils sont pauvres, et qu'ils ont l'obsession de devenir encore plus pauvres (au cas où le *big business* les lâcherait complètement), les Libéraux se refusent à prendre les moyens de se procurer « le nerf de la guerre ». Ils sont prisonniers de leur pauvreté. Je veux bien que la pauvreté libère, purifie au sens évangélique ; mais elle n'est en rien et jamais une libération si on s'y complaît comme en une fatalité d'impuissance.

On me trouvera peut-être dur ou même injuste. Que voulez-vous ? Ce n'est pas moi qui ai insufflé aux Libéraux cet idéal de démocratisation de leur parti. Ce sont eux qui ont commencé. Si j'ai tort, c'est de les avoir pris, de les prendre encore au sérieux. Pourquoi après avoir accompli le quart du travail (créer la Fédération, tenir des congrès annuels et avoir bousculé beaucoup de traditions routinières et d'intérêts bien assis), pourquoi diable ! s'endormir maintenant ? Pourquoi, je vous le demande ?

En tout cas, le résultat est clair : l'existence actuelle de la Fédération ne renforce en rien le parti ; elle l'affaiblit plutôt. Elle l'affaiblit en créant de nouvelles tensions au sein d'un parti qui ne manque pas d'objets de dissension, et aussi, de surcroît, en servant, pour une bonne part, ses sources d'approvisionnement financier. Elle ne renforce en rien le parti : depuis que la Fédération existe, quelles nouvelles et indispensables adhésions le parti a-t-il décrochées ? C'est à peine si, non seulement le « grand public », mais encore ces groupes restreints (1 ou 2% de la population) qui s'intéressent activement aux questions publiques connaissent l'existence de la Fédération. Ils peuvent encore moins dire de quoi elle est faite. Ce simple phénomène nous en dit long sur l'inefficacité de la publicité de ce parti, qui ne réussit même pas à projeter dans les milieux spécialement intéressés ce qu'il a de plus présentable. Où l'on voit, une fois de plus, que les impuissances libérales ne trouvent pas toutes leurs explications dans les maléfices du duplessisme.

J'ai assisté aux deux derniers congrès de la Fédération, ceux de 1956, 1957, le premier en 1955 étant celui de la fondation. Or cette question vitale des finances n'a pas été soulevée clairement, ni même discutée sérieusement, bien loin qu'on en ait esquissé un début de solution. Je vous fais grâce des résolutions nègres-blancs, provisoires ou purement insignifiantes. Lorsqu'un trésorier du parti fait remarquer que, dans un diagramme des organismes de la Fédération, le carré du comité des finances est « un peu trop petit », personne n'engage le débat sur cette question. Le financement du parti inhibe tout le monde, à commencer par ceux qui voudraient faire quelque chose dans l'esprit des buts avoués de la Fédération.

Pour montrer que, sur cette question, je ne me laisse pas aller à je ne sais quelle illusion généreuse - et que je continue à rester « pratique » - je donne deux précisions :

1°) Le financement d'un parti n'est pas quelque chose qu'on livre au grand public, pas plus qu'une armée en bataille ne procure à l'ennemi l'inventaire de son arsenal, pas plus qu'on ne distribue à tout venant l'état de ses finances domestiques. Aucun parti, pas même le plus démocratique, à commencer par celui de M. Coldwell, ne fait cela.

Ce qui importe, c'est de sortir les finances du « Saint des Saints » où n'accèdent que des « éminences grises » qui, grâce à ce privilège très exclusif, peuvent se livrer à leur alchimie parfois douteuse. Ce qu'il faut empêcher, c'est que quelques « propriétaires de parti », qu'on ne voit jamais, qu'on connaît à peine, puissent jouer un rôle qui n'est pas à leur mesure ni de leur compétence. Ce qui était tout naturel à l'époque de Sir Lomer est singulièrement démodé aujourd'hui.

Les finances du parti doivent être entre les mains d'un organisme, où siègent un groupe restreint de membres responsables et connus, et qui fournit un bilan - *on a business basis* - annuel. Mais il fonctionne évidemment dans le secret : le « secret professionnel » et une discrétion élémentaire valent en politique comme ailleurs. Vous ne parlez pas de vos finances personnelles à votre deuxième voisin ou « à la meilleure amie » de votre femme, comme vous le faites à votre percepteur du fisc, à votre gérant de banque ou à vos enfants. (Ceci dit, je crois qu'on a généralement tendance à exagérer l'importance des « trésoriers » du parti libéral, encore qu'il soit très plausible que la rébellion ouverte contre M. Lapalme, jugé trop « avancé », ait originé dans une officine d'un grand trésorier du parti.)

2°) Comment financer un parti sans recourir aux traditionnelles sources occultes ? Un parti fédéré doit le plus possible s'approvisionner chez ses adhérents sous forme de cotisations annuelles et « statutaires ». Un parti qui compte, au départ, sur une clientèle de 700,000 votes doit être capable de recueillir 100,000 cotisations à \$2 (taux actuel). Cela fait déjà \$200,000 par année. L'année suivante, quand « le pli est pris », pourquoi pas \$5 par cotisation ? Cela fait déjà \$500,000. En quatre ans, cela ferait une caisse très respectable, n'est-ce pas ? Certaines cotisations par le jeu des listes de « noms spéciaux » seraient bien plus élevées et compenseraient pour les défaillances de toute nature. Ce n'est pas tout. Aux États-Unis, les Démocrates se finan-

cent, pour une part nullement négligeable, par des *\$100 plate dinners*. À l'échelle québécoise, réduisons ce « droit d'entrée » à \$25 ou même \$10 : voilà une source qui vitalise le parti dans plusieurs sens... surtout si les conférenciers ont quelque chose à dire. On n'a même pas le mérite de le répéter puisque d'autres y ont déjà pensé. Après cela ? Après cela, aucune objection à ce qu'on accepte, qu'on recherche les « grosses souscriptions » qui, d'ailleurs, viendront d'elles-mêmes après un moment de surprise des traditionnels souscripteurs. Ils ne tarderont à comprendre leur « intérêt bien compris ».

« Mais je vous arrête, il faut du monde pour collecter et administrer tout cela ! - Bien sûr ! - Mais nos finances actuelles ne nous permettent pas de payer cette main d'œuvre ! - La belle affaire ! Vous ne m'apprenez pas que pour faire de l'argent, il faut en avoir ! Et qu'on peut en avoir d'abord sur son crédit. D'ailleurs, une opération du type que je propose s'accomplirait par étapes, qui seraient, au début, modestes ».

Aujourd'hui, il faut en tout procéder selon une base d'affaires. C'est aussi simple que cela. Aujourd'hui, la charité même (Fédération diocésaine des Oeuvres) et l'enseignement (longtemps tenu comme une oeuvre de simple charité dans notre milieu) s'administrent ainsi. Pourquoi pas un parti ? Pourquoi un parti le ferait-il moins qu'une chambre de commerce ou un syndicat ouvrier ?

Encore ici, je n'ai même pas le mérite d'inventer quoi que ce soit. Les Libéraux ont créé *La Réforme* à la suite d'une tournée à travers la Province de MM. Lapalme et Jean-Louis Gagnon. En quelques semaines, ils ont ramassé suffisamment d'argent, sur la base de leur seul crédit moral personnel, pour lancer un journal. Je sais des courtiers et des organisateurs de campagnes de souscriptions publiques qui m'assurent qu'à une commission raisonnable de x% ils feraient une excellente année en travaillant activement 5 à 6 mois. Ils sont des professionnels de ces entreprises et savent l'étendue du « marché » que représente la clientèle libérale. Ils savent aussi le rôle indispensable de la publicité bien pensée et savamment orchestrée. Le cercle vicieux des finances libérales ne provient que d'un incommensurable manque d'imagination qu'on retrouve évidemment à d'autres plans...

Allons jusqu'au bout. Trouve-t-on naturel que ce parti, qui soutient les deux « boîtes » parfaitement inutiles des Clubs de Réforme de Québec et de Montréal (à l'époque où la TV a fait désertier les arènes sportives, les cinémas et les salles publiques), n'ait les moyens d'affecter à son service que deux seuls fonctionnaires, assistés de

deux sténos ? C'est une façon de parler : car la réalité, c'est que, récemment, le parti n'a même pas eu les moyens de payer un mois sur deux ces deux administrateurs, qu'on confine à de simples tâches de secrétariat. On croit rêver ! C'est ça, le sens « pratique » des politiciens « organisateurs » !

Un parti a besoin d'argent, de beaucoup d'argent. Pour sa propagande et ses relations extérieures, pour son administration et les divers services essentiels comme ceux de la documentation, sans parler de recherches dites « fondamentales ». Le risque de la « bureaucratisation » qui menace tout parti évolué ne guette pas les Libéraux ! Qu'on s'arrête aux proportions : la Chambre de commerce de Québec a une dizaine de fonctionnaires ; la C.T.C.C. ³⁶ plus de cent ! Les Libéraux, eux, ont deux secrétaires à qui on assigne la tâche d'écrire des lettres... Voilà l'outillage du parti qui veut renverser le duplessisme et gouverner la province ! Autant dire qu'on s'en va bûcher en forêt avec des canifs !

d) Mais il y a aussi des choses qui ne coûtent pas cher... ou comment s'affranchir d'une série d'aberrations

[Retour à la table des matières](#)

Une chose qu'il faudra expliquer, c'est l'extraordinaire phénomène d'un parti politique d'opposition qui est toujours sur la défensive ... Un parti d'opposition - surtout s'il est toute l'opposition - a pour principale fonction de critiquer, d'attaquer sans répit le gouvernement. S'il n'est pas cela, il y a quelque chose qui cloche quelque part. « Ce n'est pas sorcier », comme dit l'autre, et il n'est pas besoin d'être diplômé en science politique pour le comprendre.

Dans la province de Québec, M. Duplessis assume toute la réalité du pouvoir au milieu de son royaume des ombres qui lui tiennent lieu de ministres. C'est, ce serait une cible bien localisée. Mais M. Duplessis convertit presque les sessions parlementaires en *one-man shows*. Il n'est pas celui qui défend sa politique, qui se défend. Il est celui qui attaque. Qui attaque tout le monde et singulièrement l'opposition.

³⁶ Aujourd'hui, la C.S.N., Confédération des syndicats nationaux.

Évidemment, il a la partie belle : dénué de tout *fairplay*, il a rendu dérisoires depuis longtemps les règles de la procédure parlementaire. Il manie sa majorité écrasante pour écraser tout le monde. Du sophisme au calembour, du calembour à l'insulte, de l'insulte (derrière l'immunité parlementaire) à l'insinuation perfide : tout lui est permis. Contentons-nous d'ajouter, selon le mot de M. Neville Chamberlain, parlant d'Hitler, que M. Duplessis « n'est pas un gentleman ». Donc, je n'atténue pas la force de l'adversaire que M. Lapalme et ses collègues ont à affronter en Chambre. À ce sujet, je ferai deux commentaires.

Les Libéraux se défendent généralement bien dans les limites étroites où l'antiparlementarisme de M. Duplessis leur permet d'évoluer ; mais la députation de 1952, dont les éléments les plus riches furent fauchés par ordre du « boss », était moins faible que le mince contingent très novice de 1956. J'ai dans mes dossiers quelques grands textes de M. Lapalme à l'occasion de débats importants comme les discours en « réponse à l'adresse au discours du Trône », comme d'autres sur le budget ou certaines questions clés : enseignement, relations du travail, richesses naturelles, etc... Il s'agit là de fort belles pièces politiques dont il est peu de précédents dans l'histoire canadienne et qui souffrent allègrement la comparaison avec ce qui se fait de mieux dans les pays civilisés.

Mais c'est presque « trop bon » pour contre-attaquer devant les rodomontades continuelles de M. Duplessis. Il y faudrait plus de mordant et de ce que les gens de théâtre appellent de « sens dramatique » pour saisir l'imagination des journalistes et des metteurs en page à la recherche d'une belle manchette. Il faudrait avoir aussi une attitude cohérente comme parti pour ne pas porter flanc facilement aux sorties de M. Duplessis. Il faudrait enfin manier la procédure contre lui. Il faudrait lui faire perdre la face en le mettant en contradiction avec lui-même et ses ministres. En bref, il faudrait avoir quelque chose du « commando » qu'il était lorsque le premier ministre était chef d'opposition, rôle qu'il remplissait de sur-éminente façon. C'est le seul aspect de cette forte personnalité que je proposerais en exemple.

Mais le travail parlementaire n'est pas nécessairement ce qui vaut à un parti d'opposition le plus de publicité. Qui lit les comptes rendus des débats ? C'est long, diffus et ordinairement mal présenté. Ne tirons pas sur les correspondants parlementaires : c'est une besogne impossible. La *Presse canadienne* en donne moins que plus. Certaines grosses « gazettes » comme *La Presse* et *Le Soleil*, publient de longs extraits des débats. Mais il n'y a pas un Lorenzo Paré, un Georges Langlois ou un Gérard Mo-

rin ³⁷ pour nous ramasser la quintessence et la signification d'un débat en une chronique digestible. *Le Devoir* est une catégorie à lui seul et Pierre Laporte fait évidemment son possible.

Ici, nous touchons un véritable handicap des Libéraux : *Le Devoir* excepté, la grande presse est très, très prudente à l'égard de M. Duplessis. Les outrances et, disons-le, souvent les bêtises pures et simples du premier ministre sont bien amenuisées dans les colonnes des grandes gazettes. Ne parlons pas de journaux anglais. Tout se passe comme si les correspondants parlementaires se retenaient de présenter le premier ministre à l'état brut. Ce qui est subtil, l'atmosphère exacte des débats, n'est pas reconstituée, surtout lorsque l'opposition, ce qui ne lui arrive pas très fréquemment, marque des points.

Donc, les conditions du travail parlementaire des Libéraux ne leur rendent pas la tâche facile. C'est une raison supplémentaire pour eux de saisir l'opinion publique et de projeter leur présence politique par d'autres moyens. Ici encore, le duplessisme occupe une situation privilégiée. Feuillitez les journaux : tout est prétexte à M. Duplessis et à ses ministres à faire des discours « politiques ». Comme il est naturel, ils sont invités partout, occupant les responsabilités gouvernementales. De plus M. Duplessis donne des monologues hebdomadaires que, par une analogie avec ce que font d'autres chefs de gouvernement, on continue d'appeler « conférences de presse ».

Les Libéraux, jamais invités, ne font pas des discours « politiques ». M. Lapalme ne donne pas de conférences de presse, ni pour répondre à celles de M. Duplessis, ni pour souligner telle affaire importante, tel débat escamoté. Au début, au milieu d'une session, il pourrait faire le point ; et aussi tirer les conclusions des travaux sessionnels. Et puis, en outre, il y a le moyen plus souple - car il ne faut pas en principe abuser des conférences de presse - des « communiqués » de presse à fournir régulièrement aux journaux et à la *Presse canadienne*. Ces communiqués pourraient émaner du bureau de presse - s'il y en avait un ! - du chef de l'opposition ou de l'exécutif de la Fédération libérale provinciale. Mais non, ce n'est pas ce qui arrive. La session terminée, M. Lapalme retourne à Outremont ; M. Hamel, à Shawinigan ; et les autres députés, dans leur patelin. Et on ne les entend plus parler jusqu'à la session suivante. Tandis que M. Duplessis, lui, il parle et parle... et le disque, qui dit toujours la même cho-

³⁷ Respectivement chroniqueurs parlementaires à Ottawa de *L'Action catholique*, de *La Presse*, du *Soleil*.

se, n'est jamais usé ! Le mythe Duplessis repose non seulement sur cette forte personnalité, mais sur la place vide que lui laissent volontiers ses adversaires et qu'il ne se gêne pas pour occuper intégralement. M. Duplessis est « présent » à « sa » province.

Terminons par deux autres points. Ce parti manque de jeunes élites, tous les Libéraux vous le diront. De plus, comme gouvernement en devenir, le parti a besoin d'avoir des appuis ou mieux des liens extra-partisans avec des personnalités influentes de notre milieu. Il y a 15 ou 20 personnes clés dans notre province. J'ai pu me rendre compte, à mon plus complet ahurissement, que les leaders du parti ne les connaissent même pas ! Le parti ne s'est jamais occupé sérieusement de ses « relations extérieures », alors que toute grande entreprise contemporaine y attache une importance capitale. Rattachons ce problème à celui de la presse. Les Libéraux se plaignent de ne pas toujours avoir un juste traitement de la part des journalistes. Le premier effort pour y remédier n'est-il pas d'avoir de bonnes relations, et, si possible, cordiales, avec la Tribune de la Presse ? Pourquoi M. Lapalme donne-t-il toujours l'impression d'être à rebrousse-poil avec les journalistes ?

Mais encore faut-il être sur place ? C'est mon second et dernier point. La politique provinciale se faisant à Québec et non à Outremont, ni à Shawinigan, ni ailleurs, c'est à Québec qu'il faut l'observer, l'analyser, la critiquer. Le parti libéral, lui, fait sa politique à Montréal en un point plus ou moins neutre se localisant aux environs du Club (montréalais) de Réforme. Conséquence : les Libéraux savent peu ou mal ce qui se passe à Québec 8 mois sur 12. C'est le seul parti que je connaisse dans le monde entier dont le quartier général ne soit pas dans la capitale de l'État ! Ce n'est pas, du reste, la seule aberration de ce parti.

* * *

Depuis 1944, le duplessisme a été rudement secoué en deux seules occasions : en 1949, lors de la grève d'Asbestos ; à l'été 1956, après la publication de la lettre des abbés Dion et O'Neill. Dans ces deux cas, les Libéraux n'y furent pour rien ; qui plus est : ils n'ont pas retiré de ces crises du duplessisme le moindre avantage pour eux. La maison de M. Duplessis craque depuis quelques mois : à aucun signe perceptible, les Libéraux ne semblent devoir en profiter.

Il me semble qu'il y a là matière à réflexion...

Si vous parlez aux Libéraux de leurs problèmes qui sont aussi les vôtres, puisqu'ils sont ceux de la province, vous ferez une constatation frappante : tout leur effort intellectuel consiste à montrer pourquoi et comment ils n'ont pas pu agir, comment, devant le duplessisme, c'est difficile, pour ne pas dire impossible... Etc... Cette attitude... modeste, infiniment modeste, a au moins le mérite de la lucidité, pensez-vous ?

Pas du tout ! Ici, je serai très affirmatif au risque de passer pour prétentieux et de blesser des susceptibilités. En effet, l'ambiance intellectuelle où évoluent les Libéraux, des rangs inférieurs au palier supérieur, est constituée d'une série d'aberrations. J'emploie « aberration » au sens propre du dictionnaire qui veut dire « égarement de l'esprit » ou « erreur profonde de jugement ». Autrement dit, les Libéraux sont bien incapables de « définir » exactement leur situation dans la province devant les forces du duplessisme. Il faut même aller plus loin : ils ne connaissent pas, ni de science ni par flair (c'est la grande supériorité du « Boss » leur propre province ni les courants profonds qui la « travaillent »). Ils sont dans un monde d'irréalité politique qu'alimentent leurs désirs refoulés. Ils ne voient pas clair dans leur propre affaire. Et je le démontre.

La première aberration, l'aberration mère de toutes les autres, c'est celle qu'ils montrent au sujet de leur problème d'argent. Mais il y en a d'autres.

1 ° Aberration : On a tout fait. On l'a bien fait. Et pourtant... »

C'est grave, cet état d'esprit : d'abord on n'a jamais « bien fait » ! Il ne faut jamais être satisfait de soi, même lorsqu'on réussit. Mais qu'on dise de telles choses à la suite d'échecs répétés, cela me dépasse ! C'est moins la preuve d'une absence d'autocritique que de vues essentiellement désuètes sur la politique provinciale.

2° Aberration. croire qu'on puisse déloger le duplessisme avec les moyens actuels : se couper de l'opinion politique 8 mois sur 12, ne faire qu'une offensive de fond une fois tous les 4 ans ; garder les « vieilleries » d'un vieux parti avec une simple façade de rajeunissement qui ne trompe personne, et surtout pas les quelques esprits plus exigeants qui se trouvent en leur sein.

Cette aberration est presque universellement partagée ; je devrais dire totalement partagée. On s'en rend compte dès qu'on propose de repenser à neuf, de repartir à zéro sur tel ou tel point : alors la timidité, le manque d'audace, le souci exagéré de ménager des loyautés ou des susceptibilités (ce qui ne contredit pas une atmosphère assez généralisée d'anthropophagie), tout cela apparaît : et évidemment rien ne se fait ! La Fédération est presque lettre morte. Tout se pourrit dans une atmosphère de sourde résignation.

3° Aberration : « *Quand M. Duplessis disparaîtra, nous aurons l'Union nationale* »

Ici l'aberration est double : d'abord, c'est triste de voir un parti de combat ne s'attendre à vaincre l'adversaire que lorsque celui-ci sera privé de son général en chef. C'est vous dire le peu de dynamisme conquérant qui circule à travers l'armée libérale. Et les Libéraux de faire des diagnostics sur l'éclat de l'œil ou le teint, à certains jours plus terne, de M. Duplessis. « Il n'a plus la forme qu'il avait ». Évidemment un homme de 67 ans qui travaille beaucoup (ayant toutefois la sagesse de ne pas se surmener) n'a pas l'allure d'un quadragénaire. Mais, comme disait ma grand-mère, « je les enterrai tous ! » Cet homme a une volonté de fer et une vitalité de tous les diables !

Ensuite, rien n'est moins sûr que, M. Duplessis disparaissant, le duplessisme ne survivra pas. Je parierais plutôt qu'après une cure de « dé-duplessisation », il se réhabilitera. Cet homme, qui a assuré son pouvoir personnel par des moyens qui ne font pas honneur à la dignité humaine, n'est pas aimé de ses collaborateurs. Tout le monde sait cela. Mais il y a déjà un homme dans ce parti qui s'appelle Paul Sauvé qui m'apparaît plus « fort » que son maître. Regardez-le mener une campagne complémentaire et avoir la tête de M. Gérin-Lajoie ; regardez-le en Chambre débattre *sur* la question, et non pas à côté, manier le sophisme avec beaucoup plus de subtilité que le « Boss ». Moins cabotin, il joue la pudeur offensée avec plus de naturel. En outre comme administrateur, il est efficace et porte peu flanc à la critique. On le dit paresseux, alors qu'on comprend mal son tempérament. Et puis il se ménage probablement pour des tâches plus lourdes. Déjà, l'entrée de quelques ministres, comme M. Prévost et M. Dozois, lui a servi d'aiguillon. Je ne sais évidemment pas s'il y a là un calcul prémédité chez M. Duplessis. Maintenant que le parti conservateur semble redevenir quelque

chose dans la province de Québec, l'intérim du déguisement de l'Union nationale pourra cesser : s'étiquetant conservateur, le parti de l'Union nationale se refera peut-être assez facilement une virginité nouvelle. Et puis tout cela, c'est des conjonctures, me direz-vous ? Bien sûr, mais elles m'apparaissent plus fondées que les désirs de ceux qui participent, impuissants, au « culte de la personnalité » de M. Duplessis. N'oublions pas une chose : dans la province de Québec, on a déjà pris 40 ans à jeter par terre un régime fort ; après M. Gouin, il y eut M. Taschereau ³⁸.

4° Aberration. « Pensez à M. Diefenbaker... Tout le monde le disait battu à l'avance. »

L'aberration consiste ici à croire que ce qui s'est passé sur la scène fédérale se répétera fatalement dans la province. D'abord, M. Diefenbaker fut le cinquième des leaders conservateurs. Il a imprimé un style nouveau à la politique de son parti, par l'infusion d'une agressivité mordante. Il y avait eu aussi le test de force du pipe-line, le débat orageux au sujet de Suez, etc... Et puis, les Libéraux, qui péchaient par excès de confiance et une certaine « arrogance », étaient au pouvoir depuis 22 ans. Si le Canada maintient un régime au pouvoir 22 ans, la province de Québec est bien capable d'en tolérer un pendant 40 ans ! Or, M. Duplessis n'est au pouvoir que depuis 14 ans, 17, si l'on veut, en ajoutant son premier terme d'office de 1936-39.

5° Aberration : « L'Église interviendra devant les abus de l'Union nationale... »

Ici, vous conviendrez, le sujet est délicat. D'abord l'Église n'a pas à intervenir au-delà des limites de son magistère. Si plusieurs ecclésiastiques donnent l'impression de « faire le jeu » de l'Union nationale, comme on dit, c'est à cause du phénomène plus vaste et profond de l'incarnation de l'Église dans des structures temporelles qui l'amènent, d'une façon ou de l'autre, à « composer » avec le pouvoir établi. Enfin, sur ce point, il y a un pharisaïsme laïque en notre province. Notre clergé, sorti de notre po-

³⁸ Qui ne fut pas fauché d'une trombose coronaire après les premiers « Cent-Jours » de son gouvernement...

pulation, en est fatalement le reflet : et ce reflet est composite. Monter en épingle quelques faits isolés ne fait pas la preuve que le clergé « soutient » M. Duplessis.

Il faut aller plus loin : qu'avons-nous fait, nous, laïques, pour « contrer » sérieusement l'exploitation temporelle des valeurs religieuses par le duplessisme ? Le grand scandale, ce n'est pas que M. Duplessis distribue avec ostentation ses millions en faisant l'éloge des « bons rapports entre l'Église et l'État ». Le grand scandale, c'est qu'il trouve tant d'auditeurs complaisants et même des interlocuteurs. Ici, encore, on mesure l'impuissance libérale qui n'a pas démasqué avec succès cette grotesque imposture et qui a trop pris facilement comme acquis que l'Église était du « bord de l'Union nationale ». Ce parti aurait pu jouir des conseils des ecclésiastiques en cette matière éminemment délicate ; mais comme il n'a même pas l'idée de ses relations extérieures... La lutte contre les abus religieux du duplessisme doit être menée par les Libéraux. Ça vaut mieux que de répéter que « les curés mènent la province ». D'abord parce que ce n'est pas vrai : tout pontifiant qu'il devienne avec l'âge, M. Duplessis n'est pas un « curé »...

6° Aberration. « *Quelque chose d'inconnu encore finira bien par se produire... etc... »*

C'est l'aberration-type du résigné impuissant. Pourquoi pas le Père Noël ou l'Homme de la Lune ? Un parti d'opposition n'est rien s'il n'est pas à même de créer les circonstances qui mettront le gouvernement sur la défensive. Laissons de côté les chimères. Si vous ne créez pas les circonstances, vous contentant d'être défensivement ballotés par elles, les circonstances auront raison de vous. C'est fatal.

Non, j'aimerais mieux voir les Libéraux cesser de croire que notre population ou notre clergé sont pires qu'ailleurs, et que c'est ce qui explique l'intégralité du duplessisme. J'aimerais mieux les voir s'interroger sur les causes profondes de leur inefficacité.

e) Un congrès vraiment « pas comme les autres »

et ses deux « solutions » extérieures : Jean Lesage et Jean Drapeau

[Retour à la table des matières](#)

Les Libéraux s'en vont en congrès à la fin mars ³⁹. Il s'agit là de s'occuper du « programme », de l'« organisation », mais surtout du « leadership » du parti. Ce congrès spécial n'est pas un signe de santé. C'est un signe de crise profonde. Il est permis de n'en attendre rien de bon.

La réforme du parti ne se fera pas à ce congrès. D'abord parce qu'un congrès de deux jours est bien insuffisant à mettre en branle une réforme profonde d'un parti (...) Ensuite, parce qu'il se tient au plus mauvais moment possible. Deux ans avant les prochaines élections : les délégués n'auront pas l'enthousiasme inspirateur du guerrier qui s'en va à la bataille. Il se tient aussi trop tôt. Se rend-on compte de ce qu'aurait été ce congrès s'il se fût tenu dans les trois ou quatre mois après la défaite de juin 1956 ? Alors que le duplessisme perdait des plumes, que les Unionistes avaient quand même honte d'avoir à ce point « exagéré », que le « Boss » lui-même se cachait ? L'opinion publique était « sensibilisée » ; aujourd'hui, elle est blasée.

Mais ma plus grande inquiétude provient du fait qu'une seule question va dominer, domine déjà toutes les autres : qui se présentera, qui va passer à la « convention » ? Tout le reste servira à meubler le programme. Ce sera un congrès-élection, non pas un congrès-étude.

Si du moins, la question du leadership se posait en termes clairs. Au contraire, elle se pose en pleine équivoque. C'est le moins qu'on puisse dire.

Le leadership est « ouvert » comme on dit. Mais le leader ne nie pas qu'il se présentera dans cette compétition qu'il a lui-même ouverte et qu'il n'était pas obligé de lancer. C'est très inhabituel. Un congrès du genre se tient lorsqu'une vacance de leadership est créée : alors vous, moi, un autre sommes autant justifiés à postuler le leadership que quiconque. À ce congrès, en dépit de toutes les précautions oratoires sur le sens « démocratique » de M. Lapalme, toute candidature prendra en fait le sens d'une motion de censure du leader actuel (...)

³⁹ Le congrès fut retardé à la fin mai à cause de l'annonce des élections fédérales pour le 31 mars 1958.

Beaucoup de Libéraux provinciaux se tournent du côté des fédéraux, de M. Lesage en particulier. D'autres ne se contentent pas de voir en M. Drapeau une « inconnue » avec laquelle il faudra compter ; ils voient déjà en lui l'« homme fort » qui les sortira de l'ornière. Ces deux hommes encore jeunes sont connus à l'échelle provinciale, beaucoup plus que MM. Hamel et Gérin-Lajoie et presque autant que M. Lapalme. Ils ont d'autres points en commun jeunes, en pleine vigueur, ils sont travailleurs et agressifs ils sont des forces politiques naturelles.

Là s'arrêtent leurs analogies. M. Lesage, entré jeune en politique, est de stricte obédience libérale et même fédéralisante du point de vue des autonomistes québécois. Comme un des benjamins du ministère, il laissa sa marque. M. Drapeau fut de la génération nationaliste de la guerre : Ligue pour la défense du Canada, Bloc populaire canadien. On se rappelle encore sa mémorable lutte au major-général Laflèche pendant la guerre. En 1954, à la faveur du jugement célèbre du juge Garon, il accède à la mairie de Montréal.

Tandis que M. Lesage est l'homme d'un succès rapide dans le sillage d'une tradition classique, M. Drapeau est l'homme d'une circonstance qu'il avait contribué à créer ; et l'on peut se demander à son sujet s'il saura recréer de nouvelles circonstances pour une action politique sur un plan plus vaste. Évidemment, ce sont ces deux hommes qui vont eux-mêmes décider ultérieurement de leur option. Mais pas complètement toutefois : les circonstances décident toujours au moins en partie ⁴⁰.

Comment sa candidature serait-elle reçue parmi les Libéraux ? Je n'ai pas de renseignements particuliers là-dessus. Ce que j'ai pu observer dans les deux derniers congrès libéraux, c'est une certaine animosité contre les « gens d'Ottawa » qui gagnaient leurs élections avec la même régularité que les provinciaux perdaient leurs propres élections. De là à établir une relation de causalité, il n'y avait qu'un pas. Ce ressentiment est à l'état aigu surtout dans les comtés où des « pactes de non-agression » se sont négociés entre duplessistes et Libéraux fédéraux, considérés comme de « faux frères ». Les provinciaux n'ignorent pas quelle hypothèque M. Lapalme a traînée à cause de ses ascendances outaouaises. On sait jusqu'à quel point M.

⁴⁰ Lors de la vague de fond conservatrice du 31 mars 1958, M. Lesage l'emporta de haute main (faudrait-il dire « à la force des poignets » ?) dans son comté de l'Islet. Il sera un des 25 survivants libéraux de ce raz de marée. C'est en vainqueur et non en laissé pour compte des Libéraux fédéraux qu'il se présenta au congrès provincial de fin mai 1958.

Duplessis est habile à exploiter ces situations. Mais justement, dit-on, la situation est changée. Venir d'Ottawa n'est plus aussi grave depuis que les Conservateurs sont au pouvoir. C'est M. Duplessis, ou plutôt l'Union nationale, qui est maintenant compromise (...)

L'« inconnue » Drapeau l'est encore plus. Le « coup » perpétré contre lui le 28 octobre ⁴¹ lui a d'emblée conféré une stature provinciale. M. Duplessis veut sa tête. C'est qu'il a peur ou que sa soif du pouvoir absolu lui fait prendre des risques inutiles. De toute façon, M. Drapeau inquiète M. Duplessis. C'est la preuve qu'il est une force. En juin 1957, quatre mois avant sa défaite, *MacLean's Magazine* se posait, dans un long article sur le maire de Montréal, la question : « Is Drapeau a match for Duplessis ? » Pendant la longue absence de M. Lapalme, des Libéraux songeaient déjà à M. Drapeau. Je vois difficilement M. Drapeau se porter directement à la candidature de leader libéral. Il n'a guère d'assises dans le parti. Par ailleurs, son passé nationaliste, tout comme M. René Hamel, peut lui nuire. Je crois que, plus encore que M. Lesage, sa présence serait un élément de contradiction : l'un ou l'autre de ces deux hommes, pour des raisons opposées mais de même nature, causerait un début de schisme au sein du parti. Un tel schisme serait peut-être salvateur et vaudrait mieux en tout cas que les tiraillements actuels qui ne se résolvent jamais autrement qu'en indécision généralisée.

Leurs chances s'établiraient sur le degré d'impopularité de M. Lapalme. Ne pouvant pas mesurer ce degré ni le présumer, je ne puis dire si M. Lapalme se désisterait devant une forte vague portant l'un des deux. Revenant à M. Drapeau, s'il n'a pas d'assises dans le parti, il a quand même la Ligue d'action civique et des amitiés un peu partout en province ⁴². Mais dussent-elles se multiplier, ces ligues, formant un réseau lâche, ne constituent pas l'armature d'un parti. Je crois que M. Drapeau ne se fait pas illusion là-dessus.

On est amené à l'hypothèse d'une alliance possible des forces derrière M. Drapeau et du nouveau leader libéral qui ne serait connu qu'après le congrès. On voit immédiatement la chose très possible si c'était M. Hamel au nom des Libéraux : ce leadership rendrait, en nationalisme, des points à M. Duplessis. M. Gérin-Lajoie a lui-même

⁴¹ Sa défaite par M. Sarto Fournier à l'automne 1957. Mais sa revanche allait être éclatante quelques années plus tard.

⁴² Lors de conférences publiques dans plusieurs villes du Québec, il portait de durs coups au duplessisme.

fortement éliminé cette possibilité d'alliance. On voit assez difficilement un *partnership* Lesage-Drapeau. C'est, tous comptes faits, M. Lapalme qui pourrait mieux établir cette liaison, à condition que leurs partisans respectifs y consentent.

Cela nous ramène curieusement aux jours de 1935-36, alors que l'impuissant parti conservateur est devenu la puissante Union nationale grâce à l'infusion de sang de la jeune et combattive Action libérale nationale. Mais en faisant ces diverses combinaisons, on ne peut s'empêcher de se poser la question : qui serait le Paul Gouin de l'opération ? Et l'émergence d'un Maurice Duplessis serait-elle fatale ? Peut-on « produire » plus d'un Duplessis par demi-siècle ?

* * *

Pour être efficace en politique, comme en toute autre action humaine, il faut deux choses : 1) *savoir*, 2) *pouvoir*. *Savoir* quoi faire ; *pouvoir* le faire.

Il est superflu d'essayer, en cette période de crise aiguë, de se demander si les Libéraux *peuvent* se régénérer. Ils ne *savent pas quoi* faire pour y arriver. Un nouveau chef ne serait qu'une pré-condition de clarification, mais ne serait pas un règlement de leurs difficultés qui sont celles de l'ensemble de notre société. Ce qui me désarme, c'est la façon dont les Libéraux posent leurs problèmes. Ils ramènent tout, non pas à une question de leadership - ce qui serait excellent - mais à la seule personnalité du leader - ce qui est faire preuve d'infantilisme.

Ici, je veux me faire comprendre clairement. C'est par la tête que se revigorent et se réforment les partis. Une poussée, des conditions favorables peuvent surgir d'en bas. Mais c'est d'en haut que le progrès s'accomplit. C'est pourquoi le leadership est indispensable ; et, en son sein, la personnalité et la force du leader en titre sont un élément capital. Les deux sont reliés si l'un peut aller sans l'autre. Mais l'élément irremplaçable, ce n'est pas un leader fort, c'est un leadership cohérent et efficace. Cela ne peut être que le fait d'une équipe. MM. Attlee, Truman n'étaient pas des « leaders forts » ; mais le leadership de leur parti n'en était pas affecté : au contraire, il les portait. Évidemment, un « leader fort » ajoute au leadership, lui impose un style, une « couleur », l'un « nourrissant » l'autre. Mais un « leader fort » sans leadership, c'est du *bossism* ; M. Duplessis en est le prototype local.

En dehors de cette hypothèse, où les lignes de « commandement » sont très spéciales, il faut que le leader s'insère dans un leadership efficace dont il est à la fois

l'instrument et le symbole. La faiblesse de M. Lapalme, ç'a été de n'avoir pas gagné sa propre victoire au sein de son parti. M. Lapalme, solitaire de nature, n'a pas pu se constituer un leadership efficace, si jamais il en a vu la nécessité. Aussi aujourd'hui, il se trouve acculé aux extrémités que l'on sait. Cet esprit profondément démocratique *n'a pas su transformer en instrument d'action pratique son sens démocratique*. L'ascendant d'un leader sur son parti s'arrache de longue lutte. Ce n'est jamais un cadeau que le parti offre au leader. Ici M. Duplessis est une espèce de modèle par la façon très « personnelle » dont il a surmonté « sa » crise en 1939 ⁴³.

M. Lapalme a été très mal entouré, « trahi » plusieurs fois. Mais la zone d'incompétence qui l'entourait l'a davantage affaibli que les manigances de toutes sortes qui se sont tramées dans son dos. Ce n'est pas sa seule erreur : c'est celle des meilleurs esprits du parti.

Ils ne *savent* pas concrètement les exigences d'une action politique ; ils ne connaissent pas le milieu humain québécois. Ils sont obnubilés par monsieur Duplessis, voyant tantôt en lui un « génie de mal » - ce qui est bien exagéré ; tantôt un « gros politicien de village » - ce qui est bien exagéré, en moins cette fois, et pour M. Duplessis et pour la province ! La science politique n'est pas exacte, c'est entendu. Il n'y a pas de recettes infailibles. C'est question d'« art » et d'« instinct ». Mais à agir constamment en deçà d'exigences minima, on accumule échec sur échec. On se démoralise et on sort. Ou on reste et on se résigne. On se résigne à des solutions de moindre mal. On invente des solutions extérieures : Lesage, Drapeau.

Un leader doit négocier avec son parti devant son congrès général et, si besoin se fait sentir, devant l'opinion publique. Les Libéraux ont « fait semblant » d'être unis en croyant qu'il ne fallait pas donner des armes à M. Duplessis. Quelle illusion ! Il y a une faculté d'éteignoir extraordinaire dans ce parti. On l'a vu à leur congrès de novembre dernier... Les conséquences aujourd'hui sont certaines qui ont même des caractères vaudevillesques : un leader qui convoque un congrès pour se succéder à lui-même ⁴⁴, etc...

En dehors des Libéraux, il y a plus de lucidité, pensez-vous ? C'est à voir. Prenez le cas des jeunes « gauches » de notre milieu : sociales (principalement syndicales),

⁴³ Après sa défaite par l'équipe de Godbout, renforcé par les grands fédéraux, Lapointe, Cardin, etc...

⁴⁴ Après une longue hésitation, M. Lapalme ne se présentera pas au congrès.

nationalistes, intellectuelles. Elles ne savent pas non plus penser leur action comme « gauches ». De leur nature, les « gauches » sont maladroites et presque toujours impuissantes : parfois, elles tachent d'y suppléer par des trésors de générosité. Au lieu de se bagarrer sur une « droite » coriace et dont l'inertie tranquille n'est même pas entamée, elles devraient se rendre compte qu'elles ne prendront leur place au soleil qu'en déplaçant progressivement des sections de l'immense, mais mobile, « centre ». Le duplessisme, lui, à une faculté d'attraction de ce « centre ». Opposer à MM. Richer, Angers ou Rumilly le groupe de *Cité Libre* et la jeune équipe de l'*Action nationale*, c'est intéressant comme document à verser au dossier de l'histoire de nos « idées ». Mais, en rapport à nos besoins actuels qui nous lancent leurs défis quotidiens, ce n'est pas faire avancer d'un pas le progrès de notre société.

Dernièrement, deux hommes de « gauche » très différents de tempérament et de filiation me tenaient le langage suivant : « Dans la province de Québec, la réforme ne peut se faire que par la droite », et de proposer la solution Drapeau. Autant se nier soi-même pour trouver des possibilités d'efficacité ! L'action n'exige pas de tels actes contre nature ! Ceci est d'autant plus significatif que les gens de gauche ont une solide psychologie « anti-chefs », comme nos Libéraux traditionnalistes ont la manie « pro-chefs ». Ces mêmes gens se refusent à examiner l'hypothèse du libéralisme qui, en outre d'être acceptable par le « centre » actuel, a été la « gauche » de naguère ; qui, après avoir donné au monde la démocratie politique, a su se conjuguer avec le nationalisme émancipateur dans l'Europe du siècle dernier ; et qui, en Amérique du Nord, grâce au *New Deal*, a rendu impossible et peut-être superflu, le socialisme. L'impuissance, comme la faim, peut donner le vertige !

Ce n'est pas la seule aberration des gens de gauche. Ils transposent constamment au Canada français des schèmes d'expression - et donc de pensée, puisque ces gens-là « pensent » - empruntés à d'autres sociétés ou à d'autres époques. Ils ont une conscience de l'histoire, mais non de l'actualité. Par exemple, ils idéalisent avec une candeur désarmante les socialismes étrangers. Ou encore : ils croient que les « gauches » peuvent se « rassembler » et « mûrir » ensemble. Les « gauches » ne se rassemblent pas : elles dialoguent, ce qui n'est pas la même chose. Les « gauches » ne mûrissent pas non plus, dans la plus grande conscience qu'elles ont d'être plutôt un point d'arrivée qu'un point de départ. Et pendant ce temps-là, la vie coule...

Prenons l'erreur de l'opposition du « court terme » ou du « long terme ». « Nous, nous ne sommes pas pressés... etc... » Le court terme, c'est la politique et, singulière-

ment, le parti. D'accord, « il faut de tout pour faire un monde ». Mais une auto-distribution de rôles ne tient pas lieu des impératifs de l'action globale. Georges E. Lavau, analysant le cas français et y décelant les mêmes phénomènes d'impuissance, remarque : « ... les perspectives du long terme sont nécessairement conditionnées par ce que l'on réussit à faire dans le court terme. À vrai dire, cette logomachie du court et du long terme tient lieu de *deus ex machina* pour certains » (*Esprit*, janvier 1958). Et notre auteur de citer Schumpeter : « L'histoire est une succession de situations à court terme qui peuvent modifier définitivement le cours des choses. » Il aurait pu aussi citer Keynes : « À long terme, nous serons tous morts ! »

Ce qui m'inquiète, c'est qu'on ne se rend pas compte que le duplessisme, après 14 ans et des possibilités de durée d'un autre 25 ans, commence à être singulièrement quelque chose de « long terme », qui s'enracine dans l'impuissance de nos courts termes constamment renouvelés. Ce qui m'inquiète c'est qu'on ignore que, dans le cours d'une génération d'active maturité, lorsqu'il n'y a personne pour s'occuper de « court terme », le long terme n'est que « l'âge d'or... en avant » ! Ce que ne savent pas ceux qui se refusent à féconder notre seul instrument d'action - le parti libéral provincial, hélas ! - se situe à un degré supérieur de l'ignorance des « Libéraux » eux-mêmes. Au degré supérieur de ceux qui ne savent pas, en sachant mal, sur ceux qui ne savent rien du tout ! Et il y a dans tout cela l'évasion d'une fausse bonne conscience...

f) « Tant qu'il y a de la vie... »

[Retour à la table des matières](#)

On revient à notre propos initial : l'absence politique des meilleurs éléments de toute une génération. « Sa » génération est toujours une « génération sacrifiée ». Ne dramatisons pas ; ne nous prenons pas trop au sérieux. Mais il serait temps que nous prenions au sérieux ce que nous faisons en politique. Et que nous nous rendions compte que ce que nous ne faisons pas en politique *n'est pas fait*, et ne sera pas fait par d'autres. Sans galvauder nos idéaux, ne serait-il pas temps de cesser de juger des choses seulement en fonction de leur valeur intrinsèque et réconfortante pour l'esprit ou le cœur, mais aussi, et en même temps, de leur valeur *d'utilisation pratique*.

Depuis une vingtaine de mois, j'ai présenté dans ces colonnes diverses analyses sur la politique provinciale. J'ai proposé l'option que présentait le parti libéral non pas pour ce qu'il était, mais pour ce qu'il pouvait devenir moyennant le moindrement d'efforts concertés et ce qu'il devrait devenir pour que quelque chose soit changé à quoi que ce soit dans cette province. J'ai présenté cette option sans ménagements pour les Libéraux ; et cette série d'articles le montre une fois de plus. Cela m'a valu des mal-interprétations : par exemple, d'être « suspect » d'avoir donné mon allégeance aux Libéraux et de vouloir en entraîner d'autres ! Curieuse allégeance et très « conditionnée », en tous cas...

Cela n'a pas d'importance. Ou plutôt si : cela a une valeur d'information certaine. J'ai pu mesurer le degré de discrédit du parti libéral comme « vieux parti » rangé sur le même plan que l'Union nationale : « S'ils étaient au pouvoir, ils feraient la même chose... etc... » J'ai pu mesurer, chez la génération issue de la crise, quelle dévalorisation, après des générations de médiocrité, le politique a subie depuis la grotesque imposture de l'Union nationale et l'avortement du Bloc populaire. Aujourd'hui encore, des jeunes gens, qui étaient au biberon en 1936, vous diront avec aplomb qu'il n'y a rien à faire avec les Libéraux et invoqueront la grande ombre de M. Taschereau, le Duplessis - modèle réduit - d'alors !

Aujourd'hui, chez la génération de la belle maturité de 30 à 45 ans, un sentiment généralisé d'impuissance gagne progressivement à peu près tous ceux qui souffrent de l'état de détérioration politique et culturelle où se trouve notre province après bientôt quinze années consécutives de duplessisme. C'est un cercle vicieux : il faudrait que quelques-uns se trouvent dans le bateau libéral pour qu'il vogue enfin au vent du large. Ils sont à quai. Et les amarres de la médiocrité qui attachent solidement le bateau, ne semblent pas près d'être rompues.

Un sentiment prolongé d'impuissance crée un vague à l'âme. Ça vous détruit plus sûrement son homme que les meurtrissures des défaites, fussent-elles accumulées, pourvu qu'on ait combattu. Or, on n'a pas vraiment combattu. Je veux dire *politiquement*.

Ce qui est aussi grave chez d'autres, c'est qu'on ne peut vraiment pas envisager le politique comme un objet à connaître, partie d'une situation globale. Examiner les possibilités d'un choix en politique, c'est comme si c'était déjà choisir. Ici, j'ai rencontré chez des gens, qui sont parmi les plus beaux cerveaux du Canada français, une

répugnance du type allergique. Allergie pour le parti libéral, mais aussi pour la politique. Poser l'option libérale, c'est, pour une part, un pari : je le concède. Mais les risques dans un parti s'évaluent. Tant est forte l'allergie, que les hommes très concrets que j'ai à l'esprit se refusent même à examiner les risques du pari. « Impuissance, vague à l'âme, allergie » : nous ne sommes décidément pas une génération révolutionnaire !

D'autres se trouvent des refuges mentaux. On se dit ou : « Étudions notre milieu » ; ou : « Engageons-nous ». D'abord, l'« engagement » s'il est autre chose qu'une attitude, même noble, n'a pas à parler à l'impératif. C'est un « engagement » de type psychologique et intellectuel : on s'engage « contre », et à « gauche ». On met de la dynamite dans les mots. On maximise les différences. On bouscule beaucoup de monde. On écrit un papier pour *Cité Libre*. Tout cela vaut mieux que l'abstention complète. Mais l'« engagement » et l'« action », ce n'est pas cela.

Ou alors, on se met à l'étude des changements sociaux et culturels du Québec. On fait les *Essais sur le Québec contemporain*, *la Grève de l'amiante*, les numéros spéciaux d'*Esprit* et de la *Chronique sociale de France* sur le Canada français. Toutes ces choses sont excellentes et j'ai « dévoré » simplement les dites publications. Nous ne nous connaissons jamais assez. Mais il y a quelque chose de mandarin dans cette attitude. Le Québécois qui parle du Canada français affecte toujours ce qu'il dit ou écrit de l'involontaire coefficient : « Voyez, je suis malgré tout plus évolué que mon milieu puisque je vois ces choses... » Toutes ces publications dont les auteurs se sont recrutés parmi la fine fleur de *l'intelligentsia* canadienne-française, ont un trait commun qui me frappe : le politique, l'État et ses structures, et singulièrement les partis politiques, en sont absents. Ne pouvant faire de politique on n'est pas loin de la nier. Même les Canadiens français formés aux disciplines des sciences sociales ne voient pas ou minimisent le politique dans l'ensemble de la vie sociale : en quoi, ils donnent surabondamment la preuve qu'ils sont bel et bien Canadiens français ! Tout se passe comme s'ils disaient : « Il y a, d'une part, le socio-économico-culturel qui est l'important et le décisif, le durable et le permanent ; et il y a, d'autre part, le politique qui est secondaire et le négligeable, l'actuel et le transitoire. » L'erreur est patente qui est de ne pas voir que le politique est la contexture générale et la structuration active du socio-économico-culturel et que l'un « bloque » ou « débloque » toujours avec l'autre.

Et l'on retrouve notre « allergie » de tout à l'heure qui agit ici comme une imperméabilité mentale. Avec une allergie, on ne discute pas. On ne convainc pas une allergie.

Ces propos, à ce point arrêtés, seraient bien insuffisants. Il y a des signes neufs de changements lointains. Deux tendances me semblent travailler en profondeur le Canada français : c'est ce que j'ai déjà appelé les tendances Jean-Jacques Rousseau (Rassemblement, P.S.D., éducation politique des syndicats, etc...) et Savonarole (Ligue d'action civique, ligues de moralité, luttes contre les publications et spectacles obscènes, etc...) (cf. chap. 3, c). Tout cela est fort bien - qu'on retourne aux sources de l'idéologie démocratique et de la morale publique, c'est même un besoin spécial pour nous, qui n'avons jamais brûlé des Bastilles, jamais habité des Catacombes, ne nous sommes jamais retranchés dans des maquis.

Mais ça me semble bien insuffisant, dans les formes actuelles, pour amener un vaste et efficace déploiement de forces politiques. Si l'on dit : « Éduquons le peuple, après et après seulement, nous aurons une politique valable », je dis, pour emprunter une expression de Claudel : « Nous nous crevons les yeux agréablement ». *C'est dans l'action, et dans l'action seulement que nous éduquerons le peuple, que nous nous éduquerons nous-mêmes : et nous-mêmes dans le peuple et le peuple par nous.*

Nous couper de la masse, c'est le danger. Je crains que cela ne soit déjà fait. C'est par le politique qu'on s'identifie le plus largement avec son milieu. Il ne dépend que de sa propre richesse intérieure que ce soit aussi en profondeur. Qui peut être en contact politique avec la masse, à part l'Union nationale ? La réponse est simple : seul le parti libéral. En tout cas, il faut être singulièrement « coupé » de la masse, vivre au milieu d'une mer d'irréalités, pour croire que le P.S.D. puisse seulement arriver à l'existence minima dans la province de Québec, ou encore pour croire comme me le disait un syndicaliste, qui avait hésité neuf ans avant d'adhérer au P.S.D., que la « province est mûre pour le socialisme » !

La tendance Savonarole a aussi ses limites et ses possibilités. J'ai déjà indiqué les unes et les autres ici même, à l'automne 1956. (cf. chap. 3, a et b). Le peuple n'aime pas qu'on lui prêche ; et pas même si la morale qu'on lui présente n'est pas rigoriste et qu'elle n'est que l'expression d'une décence minima. Savonarole fut brûlé et Drapeau fut battu. La moralité est un ressort politique trop court. Et M. Drapeau lui-même a

senti le besoin d'en appeler à des perspectives plus amples au nom d'une « politique humanisante », etc...

Ce qu'il faut, ce n'est pas de stériliser, à cause de leurs insuffisances, ce que ces deux tendances ont de valable. C'est qu'elles s'enrichissent mutuellement, et fécondent quelque chose de plus synthétique et instrumental qu'elles-mêmes. Si vous ne pouvez faire un parti, il vous reste peut-être à regarder du côté de celui qui est « à prendre ». Il ne faut surtout pas que ces tendances s'opposent comme c'est arrivé le 28 octobre dernier (1957) : la neutralité syndicale aidant à installer le duplessisme à l'hôtel de ville de Montréal (...)

De leur côté, les ligues d'action civique présentent un phénomène plus intéressant que leur force réelle. Elles essaient un peu partout dans la province. La « moralité » n'est pas leur seul, leur principal moteur ; il semble que ce soit l'efficacité administrative des services, ce qui me plaît beaucoup plus. Le caractère spontané de leur naissance et leur action non concertée sont très significatifs : des poignées de citoyens, qui ne sont en rien « politiciens » prennent leurs affaires en main, en assumant les fonctions, font crever des zones d'incompétence et de *racketeering*. À tout cela, il faut applaudir. Ces ligues sont des possibles îlots de résistance, sur le plan municipal, au duplessisme envahisseur. Cette force en constitution l'effraie déjà : le mot d'ordre est d'établir ou d'infiltrer de telles ligues. À Sainte-Foy, Libéraux, Unionistes et extra-partisans ont marché la main dans la main. L'ancienne administration très duplessisante avait fui le combat. Mais ne commettons pas l'erreur de voir en plusieurs bouillonnements, ici et là à la surface de l'eau, une chute dégageant une énergie motrice.

* * *

Que conclure de tout cela ?

D'abord, pas d'illusions ! Les circonstances que nous sommes impuissants à créer aujourd'hui ne seront pas la base du progrès de demain. Le duplessisme a des possibilités de se perpétuer en se « réhabilitant » après M. Duplessis lui-même : il pourra surmonter sa « petite crise d'infamie » qui s'annonce déjà ⁴⁵. De toute façon, hormis l'hypothèse d'une guerre ou d'une vraie crise, le « régime », comme système, n'est pas menacé. Car nous n'avons même pas encore dressé les plans d'un contre-système. *Le*

⁴⁵ Après l'affaire Dion-O'Neill, en 1956. Le scandale du gaz naturel ne sera dévoilé qu'en juin 1958 (ce dernier article est daté du 18 avril 1958).

sens d'une politique instrumentale nous est totalement étranger. Le duplessisme pourra plus facilement s'adapter » en prenant des couleurs nouvelles que nous, à agglutiner nos forces démocratiques...

(...) Ensuite, après avoir enregistré notre aveu d'impuissance collective, résignons-nous, parce que, malgré tout, il ne faut pas être malheureux. Résignons-nous, mais non dans un vague à l'âme qui brouille tout. Mais résignons-nous de façon active, disons-nous. Trouvons d'autres sujets d'exaltations et d'utilité sociale. La politique ne répond pas à toutes les soifs et à tous les besoins de l'homme, mais seulement à cette part de lui-même, très sous-développée en notre milieu, qui est le citoyen. Du *national*, nous avons passé au *consommateur* : c'est bête de passer à côté, et si près, du *citoyen* et de le laisser en plan, sans objet, sans utilité.

Ajustons nos vies en conséquence. Notre dernier mot n'est pas dit, même si les échecs ne nous ont rien appris. Nous en aurons d'autres. Il n'y a aucune fatalité en politique ; mais acceptons en lucidité, les incapacités à venir. Il n'était pas nécessaire ni inévitable que, depuis 1952, les Libéraux piétinent sur place ; que la force politique des syndicats s'emploie à vide ; que l'expérience Drapeau rate de si lamentable façon sur le plan municipal ; que le Rassemblement perde un an et demi à trouver son assiette. Aujourd'hui, il n'est pas facile de coller ensemble des échecs. M. Duplessis peut se frotter les mains de satisfaction. Il *sait* ce qu'il veut, lui, et *comment* l'obtenir. Nous, nous ne savons clairement que ce que nous ne voulons pas.

Je crois ne pas tomber dans l'illusion perfectionniste « du tout ou du rien », « du tout de suite ou jamais ». Mais quand toute une génération dit : « plus tard... », ça devient un « trop tard », au moins pour elle. Et on ne rend pas la tâche facile à la génération d'après. Il se peut que je me trompe. Par hypothèse, j'accepte de mal voir ce que je regarde, de dire mal ce que j'aperçois. D'autre part, mon scepticisme m'apparaît fondé. Un cerisier ne se met pas, tout d'un coup comme ça, à produire des pommes.

Ajustons nos vies à ce qui peut nous arriver de moins mauvais : que le duplessisme prenne subtilement une face moins autocratique ; que la médiocrité libérale soit moins flagrante qu'à l'heure actuelle ; que nous marquions des demi-progrès ici et là... Aujourd'hui, l'enseignement est à l'ordre du jour. Mais mesurons tout de suite les conséquences d'une « réforme » de notre système scolaire par le duplessisme. L'offre d'une aide fédérale aux universités n'a pas été pour nous l'occasion de conquérir un *statut de fonction publique* des institutions d'enseignement et des enseignants. M.

Duplessis est plus fort que tous les congrès d'éducation, les grèves d'étudiants ou les commissions Tremblay ! Nous sommes politiquement « bloqués » pour un temps indéfini sur le plan même où nous avons l'illusion généreuse d'avoir marqué des points depuis quelques mois. Les Murdochville sont inutiles comme les Louiseville et les Asbestos. Pendant ce temps-là : inquiétons-nous de M. Diefenbaker. Donnons plus d'importance à des insatisfactions possibles qu'à un danger, réel, qui nous pénètre depuis 15 ans. M. Duplessis continuera d'être l'« empereur du vide » : du vide qu'il a aspiré et que nous n'occupons pas. Et puis par delà M. Duplessis et sa féodalité fleurdelisée, d'autres images planent : il y a aussi un certain M. Khrouchtchev et ses « sputniks » qui font leur ronde au-dessus de nos têtes ...

En 1960, vont voter les premières « classes de guerre ». La base de la « pyramide des âges » va s'élargir démesurément. En nous élevant vers la pointe, notre importance numérique relative va fondre graduellement. Ne parlons pas de notre influence de direction ... En moins de 10 ans, où nous sommes un, ceux de la « nouvelle vague » seront deux, et bientôt trois. À cette génération qui nous bousculera et à laquelle nous n'aurions rien, ou si peu, donné qui soit à la mesure de ses besoins, suffira-t-il pour en faire de meilleurs citoyens que nous, de les maintenir à l'école jusqu'à 16 ans ? Oui, cela suffira-t-il si, après les classes, nous leur endossons encore des « vestes de cuir » et leur laissons, en pâture intellectuelle, *Nouvelles et Potins*.

Première partie : Au temps de la stagnation.
B) «Duplessis régnante», une génération politique
qui se cherche (1957-1958)

Premier intermède

1958-1962

[Retour à la table des matières](#)

Pendant 5 ans (d'avril 1958 à janvier 1963, l'auteur suspendit sa collaboration au *Devoir* pour des raisons qu'André Laurendeau explique plus loin dans ce chapitre en annonçant une nouvelle série d'articles. La seule rupture de ce silence fut, à l'occasion du numéro spécial du *Devoir* commémorant le cinquantième anniversaire du journal (janvier 1960), le commentaire d'un texte d'Henri Bourassa, portant sur sa conception du civisme, écrit justement en 1910, année de la fondation du *Devoir*.

a) Autres temps, mêmes mœurs, c'est-à-dire mêmes maux...

« Former une classe dirigeante capable d'éclairer et de guider le peuple et de lui fournir des mandataires se recommandant par leurs principes sociaux, leur probité, leur désintéressement, la fermeté de leur caractère et leur compétence intellectuelle.

« Combattre la vénalité, l'insouciance, la lâcheté, l'esprit de parti étroit et avilissant, afin de rendre la vie publique accessible aux hommes honorables et désintéressés et difficile aux politiciens de métier ou d'occasion.

« Créer et alimenter une opinion publique forte et libre qui assure l'indépendance des magistrats, l'incorruptibilité des gouvernants et l'intégrité du suffrage populaire. »

(Le Prospectus d'Henri Bourassa, 1910)

Après 50 ans, un texte d'Henri Bourassa garde encore sa vigueur, sa puissance de choc. Il a encore sa valeur d'information sur le seul « penseur » politique peut-être que nous ayons eu. Et son intérêt d'actualité n'est pas moindre.

Ayant passé pour un des interprètes les plus passionnés et les plus inquiétants du nationalisme canadien-français, on ne finit pas de se rendre compte que, plus que le précurseur, il fut le fondateur du nationalisme pan-canadien : dans l'histoire récente des pays britanniques, on lui porte beaucoup de considération ; il y jouit d'une universelle estime *posthume*.

Cet homme d'action était homme de pensée. Cet homme de *pensée* la forgeait dans l'action. D'où son manque de souplesse, ses outrances d'expression, parfois, pour durcir encore l'action que l'événement commandait. D'où l'aspect émiettement, juxtaposition, d'une pensée qui s'est déversée dans l'étalement d'une carrière fort longue. D'où aussi les paradoxes apparents de cette pensée, ses contradictions consécutives, ses sautes successives.

Parfois, hors et par delà l'événement, Bourassa aimait « faire le point ». C'est le cas dans le texte qui figure en exergue. 1910 : Bourassa fonde *Le Devoir* : sous plus d'un aspect de sa personnalité polyvalente, il est au sommet de sa carrière tumultueuse. En ces moments-là, Bourassa sait conférer à sa pensée un tour précis, dense.

André Laurendeau me demande de commenter ce texte. C'est par son exégèse qu'il faut commencer.

1°) *Former une classe dirigeante...*

On trouve ici une idée chère à ce qu'il faut bien appeler notre « grande bourgeoisie » du siècle dernier. Tout progrès social important est le fait d'une *classe* dirigeante, non pas de dirigeants naturels, de quelque milieu qu'ils viennent. Cette classe dirigeante qu'il faut *former* (parce que celle qui se donne ou usurpe ce nom n'est pas for-

mée ?) aura deux rôles : 1° « éclairer et guider le peuple » ; 2°, « lui fournir des mandataires se recommandant par leurs principes sociaux, leur probité, leur désintéressement, la fermeté de leur caractère et leur compétence intellectuelle. »

La distinction est fort nette : d'une part, la *classe* dirigeante ; de l'autre, le *peuple* dirigé. C'est une idée optimiste et aristocratique. Elle est de l'époque et de notre milieu. Nous n'avons connu ni 1789, ni 1848, ni la Commune de 1871 - si ce n'est leurs échos assourdis et déformants. Même en Europe, à la date où écrivait Bourassa, ce n'est que depuis une vingtaine d'années que les socialismes européens sont entrés en force sur la scène politique.

Est-ce forcer la pensée de Bourassa que de dire que cette « classe dirigeante » ne l'est que dans la mesure où elle *dirige* vraiment, puisqu'elle doit être « capable d'éclairer, etc... ? » Bourassa a trop souvent dénoncé les démissions des élites naturelles pour qu'on impute à ce texte l'intention de consolider des pouvoirs dynastiques au sein de la classe dirigeante. D'ailleurs la seconde fonction de cette classe dirigeante, c'est bien de fournir au *peuple* des *mandataires*... Est-ce pécher par générosité que d'accorder à Bourassa le bénéfice de l'ambiguïté à cet égard : s'agit-il du « peuple », distingué et, pour une part, opposé à la « classe dirigeante », ou bien : du « peuple » porteur de la souveraineté du corps de la nation dont les « mandataires » ne sont que les serviteurs ?

Quoi qu'il en soit, Bourassa exige beaucoup de qualités chez ces mandataires qui doivent « se recommander par leurs principes sociaux, leur probité, leur désintéressement, la fermeté de leur caractère et leur compétence intellectuelle. » On est porté à penser que si de tels « mandataires » existaient, il ne resterait qu'à s'en remettre à eux ; le cycle du progrès politique serait fermé ; et les valeurs démocratiques, bien inutiles...

La critique la plus sérieuse qu'on puisse faire à ce paragraphe, c'est que ce texte est entaché, sinon d'un *esprit de classe* au sens classique, du moins d'un parti pris d'élitisme, bien hors de saison à l'heure actuelle, même au Canada français. Aujourd'hui, « on ne demande plus de chefs ! » Parce qu'on craint l'éclat de rire des jeunes... Ils posent à la base de leurs exigences politiques des valeurs plus universelles qui ne sont ni l'*élitisme*, ni le *nationalisme*, mais bien un *démocratisme* généreux ou un certain *humanisme* non moins généreux mais un peu plus brumeux. Cela se voit, en particulier, dans les campagnes qu'ils mènent pour une plus grande « accessibilité » sco-

laire à tous les degrés. D'eux-mêmes, les dirigeants naturels du milieu sortiront du rang d'une « égalité de chance pour tous ». C'est plus vrai, plus sain, plus réaliste. On forme des *hommes* qui peuvent être des *dirigeants* en politique ou ailleurs ; on ne forme pas une *classe dirigeante* comme on lève un régiment.

* *

2°) *Combattre la vénalité, l'insouciance, la lâcheté ...*

... l'esprit de parti étroit et avilissant... Autrement dit : l'immoralité et la bêtise ! Ce sont des vices qui nous sont familiers depuis si longtemps qu'on n'y prend plus garde. Sauf, à certaines époques : en 1935-36, à Montréal, en 1954, de nouveau dans la province, en 1960 ? Attendons !...

Depuis l'époque de Bourassa, « l'esprit de parti étroit et avilissant » a marqué de successifs mais non définitifs reculs. Plus que jamais, dans les couches jeunes de notre population, on ne croit plus que « l'enfer est rouge et le ciel est bleu ». On ne se fait plus un point d'orgueil d'être rouge (ou bleu) parce que son père l'était, qui, lui-même, l'était comme son père, etc... Il y a là de très larges disponibilités, des mobilités électorales Possibles... Les dernières élections fédérales l'ont prouvé.

Mais comme notre régime électoral et l'état d'évolution politique de notre société, non moins que les conjonctures économiques, nous enserment dans la camisole de force du bipartisme, les jeunes se demandent : « Mais pour mettre quoi à la place ? »... De l'incapacité de répondre effectivement à une telle question, résulte un vague à l'âme généralisé chez les éléments les plus intéressants de notre jeunesse en instance d'*engagement politique*. Au niveau provincial, le parti libéral qui commence enfin à donner des signes qu'il prend au sérieux son indispensable tâche d'auto-libéralisation et d'auto-démocratisation - ce qui revient au même - n'a eu jusqu'à maintenant qu'une force *attractive* limitée et lente... Et le temps passe si vite !

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : « rendre la vie publique accessible aux hommes honorables et désintéressés ». Mais il y a là, pris à la lettre, un piège. Ce n'est que par la présence efficace de tels hommes dans la vie publique que d'autres « hommes honorables et intéressés » la trouveront accessible. Mais pour chasser, ou tout au moins, neutraliser les arrivistes, les aventuriers, les rastaquouères (ceux que Bourassa appelle

avec une pointe de mépris des « politiciens de métier ou d'occasion il faut combien d'« hommes honorables et désintéressés »

L'expérience limitée et le relatif échec des ligues de moralité, au moins sur le plan provincial, prouvent-ils que l'idée de moralité n'a qu'un faible point d'impact politique sur notre population ? Est-ce que « la vénalité, l'insouciance, la lâcheté », sont installées à jamais dans notre paysage politique ? Qui nettoiera nos « écuries d'Augias » ?

3°) *Créer et alimenter une opinion publique...*

En régime démocratique, tout part de l'opinion publique et y retourne. Au minimum, tout doit y retourner. « La démocratie, c'est le contrôle », écrivait Alain. Pour que le peuple soit libre, il faut que l'opinion le soit. Il faut qu'il ait *des* opinions. Et qu'il puisse les exprimer. Mais il faut aussi qu'il puisse se les former, en pleine liberté. Et cela n'arrive jamais.

Les partis, les groupements d'intérêts, les entreprises de presse, les manipulateurs d'idées, les éducateurs, tous jouent directement sur l'opinion publique : à la fois abstraction et masse informe que chacun, en partie, moule à sa façon. Mais ce n'est pas là le cœur du problème. Il est au delà. Avant de se *former* des opinions, le peuple doit être *informé*. Informé de ce qui se passe, de ce qui est, de ce qui s'en vient. Or, il ne l'est guère ; et quand il l'est, dans la mesure où il l'est, c'est par ceux qui visent à former ses opinions : donc, par ceux qui déforment son information. Cercle vicieux.

Cercle d'autant plus vicieux si, dans le milieu considéré, sont rares les canaux d'information et si l'oxygène de la liberté est mesuré aux courants d'opinion. La domination d'une idéologie officielle ainsi que « l'esprit de parti étroit et avilissant » sont, l'un autant que l'autre, asphyxiants. C'est pourquoi, pour créer, et surtout pour « alimenter », une « opinion forte et libre », on ne peut plus s'en remettre à la seule action des hommes et des partis politiques. Henri Bourassa sent le besoin de participer au « quatrième pouvoir ». Il fonde un journal.

Est curieux l'énuméré des raisons qui justifient cette « opinion publique forte et libre ». « L'indépendance des magistrats » vient en premier lieu. Ce n'est donc pas d'aujourd'hui que la magistrature est servi ; non pas, bien sûr, en sa totalité et en ses traditions essentielles, mais en certains de ses membres ou pour certains secteurs de

son exercice. Rien d'étonnant avec le mode de nomination des magistrats, invariable depuis 40 ans. Vient ensuite l'incorruptibilité des gouvernants. Cela vous dit quelque chose, surtout depuis juin 1958 ⁴⁶ ? Enfin, l'opinion publique devrait être assez « forte et libre » pour sauvegarder « l'intégrité du suffrage populaire ». Pour qui a vécu l'élection provinciale de juin 1956, tout commentaire est superflu : « l'intégrité du suffrage populaire... »

« Autres temps, mêmes mœurs », est-on porté à conclure. « Mêmes mœurs », c'est-à-dire *mêmes maux*. Le civisme, cette « grande chose » ⁴⁷ qui est la vertu politique par excellence, continue d'être une vertu sous-développée en cette province.

Après 40 ans, l'essentiel du message de Bourassa en matière de civisme reste d'actualité.

b) Brève chronologie de cinq années de turbulence ou : l'enfilade d'événements-chocs qui « parlent par eux-mêmes »

[Retour à la table des matières](#)

- 31 mars 1958 : M. Diefenbaker est reporté au pouvoir avec une majorité sans précédent dans l'histoire électorale du Canada : 208 sièges (dont 50 dans le Québec) et 54% des suffrages tandis que les Libéraux doivent se contenter de 49 sièges avec 34% des suffrages et le N.P.D., de 8 sièges pour 8% du vote ; quant au Crédit social, il ne peut faire élire aucun de ses candidats.
- 31 mai 1958 Lors d'un congrès spécial pour la nomination d'un nouveau chef du parti libéral du Québec, M. Jean Lesage l'emporte

⁴⁶ Allusion au scandale du gaz naturel, dévoilé le 14 juin.

⁴⁷ Par antithèse à un slogan publicitaire d'une brasserie : « Le civisme est une foule de petites choses »...

- sur trois autres candidats, MM. Paul Gérin-Lajoie, René Hamel et le Dr Aimé Fauteux.
- 14 juin 1958 *Le Devoir* dévoile le « scandale du gaz naturel, mettant en cause plusieurs ministres de l'Union nationale : M. Lesage profite de cette occasion si hâtive et inespérée pour porter de durs coups à l'Union nationale ; M. Duplessis, visiblement furieux, boude la presse et ira même jusqu'à expulser d'une conférence de presse un journaliste du *Devoir* ; cette affaire aura son prolongement dans l'enquête de la Commission Salvas, établie peu de temps après l'arrivée au pouvoir de M. Lesage en 1960.
- 29 décembre 1958 Comme conséquence d'un conflit syndical entre les réalisateurs de télévision et la direction de société d'État, grève générale à Radio-Canada à Montréal : ce qui devait n'être qu'un joyeux week-end du temps des fêtes se prolongea en un conflit très long et acerbe, passionné et passionnant, jusqu'au 7 mars 1959 ; le commentateur de *Point de Mire*, M. René Lévesque, y joue un nouveau rôle de « vedette », affirmant, entre autres choses, que « Radio-Canada n'est qu'une fiction et (que) la réalité s'appelle C.B.C. »
- 7 septembre 1959 : « L'époque nouvelle a commencé par la mort de Quelqu'un », écrira plus tard André Laurendeau (*Le Devoir*, 22 juin 1963) : M. Paul Sauvé succède à Duplessis comme chef de l'Union nationale et premier ministre de la province de Québec ; pendant les « Cent-Jours », il pratiquera la fameuse politique du « désormais » - contradiction, par miettes et au jour le jour, du régime duplessiste dont il avait été pourtant solidaire.
- 2 janvier 1960 : Mort soudaine de Paul Sauvé : à la suite d'un caucus du cabinet, M. Antonio Barrette lui succède le 7 janvier.
- 22 juin 1960 : Aux élections générales, les Libéraux, sous le leadership de M. Lesage, l'emportent sur les Unionistes, dirigés par le second héritier de Duplessis, M. Barrette : avec un vote in-

versé, mais à peu près correspondant à celui de 1956 (cf. chap. 1), l'Union nationale n'en obtient pas moins de 43 sièges pour 47% des suffrages en face des Libéraux qui, avec 51% du vote populaire, doivent se contenter de 51 sièges parlementaires - montrant à nouveau que la carte électorale favorise, même dans la défaite, la force de l'Union nationale dans les régions rurales et demi-rurales ; au slogan de l'Union nationale, exprimant la continuité dans le « culte de la personnalité », *Les Trois Grands : Duplessis, Sauvé, Barrette*, les Libéraux répondirent par un dynamique et décisif *C'est l'temps que ça change !*

- 30 août 1960 : Publication des *Insolences du Frère Untel* qui, en quelques mois, deviendra de loin notre best-seller, en dépassant les 100,000 copies un tel succès devient un large phénomène collectif, montrant que le besoin du changement sur les plans éducatif et culturel est ressenti de façon flagrante et presque universelle dans la province.
- 10 septembre 1960 : Fondation à Montréal du Rassemblement pour l'Indépendance nationale (R.I.N.) : M. André D'Allemagne est élu président.
- 14 septembre 1960 : Avec éclat et plus qu'une pointe d'amertume, M. Antonio Barrette démissionne de son poste de leader de l'Union nationale, en dénonçant le trio maléfique de MM. Gérald (« Gerry » Martineau, Jos. D. Bégin et Jean Barrette).
- 16 septembre 1960 : À la suite d'un caucus des députés de l'Union nationale, M. Yves Prévost est nommé chef parlementaire de ce parti.
- 10 novembre 1960 : Ouverture de la première session régulière de la 26e Législature québécoise : M. Antonio Talbot, chef intérimaire de l'Union nationale et de l'opposition officielle (à cause de la récente démission de M. Prévost), affrontera le nouveau premier ministre, M. Jean Lesage.
- 24 mars 1961 : Création de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec : Mgr Alphonse-

Marie Parent, vice-recteur (et ancien recteur) de l'Université Laval, en sera le président et M. Gérard Filion, directeur du *Devoir*, le vice-président. (La première tranche du rapport de la Commission Parent proposera la création d'un ministère de l'Éducation, ce qui causera la grande bataille du « Bill 60 », menée personnellement à travers la province, à l'été de 1963, par M. Gérin-Lajoie ; par la sanction du « Bill 60 », le ministère de l'Éducation sera créé le 19 mars 1964, et le nouveau ministre sera assisté par M. Arthur Tremblay, sous-ministre, auparavant conseiller technique spécial auprès de M. Gérin-Lajoie).

- 23 septembre 1961: Après le désistement déjà ancien de M. Yves Prévost et plus récent de M. Antonio Talbot, il ne reste plus que deux candidats sérieux au poste de leader de l'Union nationale, M. Daniel Johnson et M. Jean-Jacques Bertrand : à la suite d'une chaude lutte, le premier est finalement élu par une mince majorité de 94 voix (1006 contre 912) à l'issue d'un congrès particulièrement tumultueux.
- 5 novembre 1961 Fondation à Montréal du Mouvement laïque de langue française (M.L.F.).
- 15-18 novembre 1961 : Tenue du premier Congrès des affaires canadiennes, organisé par l'Association générale des étudiants de l'Université Laval et portant comme thème : *Le Canada, expérience ratée... ou réussite ? - The Canadian Experiment, Success or Failure* : y prennent la parole comme conférenciers invités, les ministres Davie Fulton, Jean Lesage et René Lévesque, ainsi que MM. Murray G. Ballantyne, Jean-Jacques Bertrand, Marcel Chaput, Douglas Fisher, Eugene Forsey, Maurice Lamontagne, André Laurendeau, James R. Malloy, Michael Oliver, Gérard Pelletier et Mason Wade ; portées par la large publicité donnée à ces débats, en particulier, les sorties de M. Chaput, nouvellement élu président du R.I.N., de M. Lévesque (« So What ? ») et de M. Fisher (« I suppose for us the greatest impact of French Canadian

culture has been made by Maurice Richard and Lili St-Cyr »), posent au grand jour, dans une ambiance de « minute de vérité », la question du séparatisme québécois.

janvier 1962

Dans *Le Devoir*, André Laurendeau réclame une commission royale d'enquête sur le bilinguisme au Canada : pressé de questions à ce sujet, M. Diefenbaker répond par un retentissant « NO ! » ; quand son gouvernement accordera les chèques bilingues, le même éditorialiste commentera (le 7 février) : « Trop peu, trop tard » ; (la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme sera créée le 19 juillet 1963 par le gouvernement libéral de M. Pearson et sera composée de 10 membres dont les deux coprésidents, MM. André Laurendeau et Davidson Dunton ; la Commission produira le 1 février 1965, un *Rapport préliminaire*, naturellement « bilingue », se présentant non pas comme « un ouvrage de science sociale mais comme un témoignage sur la crise canadienne », qui a « sa source dans le Québec ; il n'est pas nécessaire de mener une enquête approfondie pour le savoir », car « tout se passe comme si l'état de choses établi en 1867 et jamais gravement remis en question depuis, était pour la première fois refusé par les Canadiens français du Québec »).

18 juin 1962

Aux élections générales fédérales, M. Diefenbaker l'emporte de justesse contre M. Pearson (116 députés conservateurs contre 100 libéraux). Comme en 1957, M. Diefenbaker se verra à la tête d'un gouvernement minoritaire et devra compter sur les voix des tiers partis (19 députés du Nouveau parti démocratique et surtout 30 députés du Crédit social) ; l'aspect spectaculaire de l'élection est la renaissance du parti créditiste, spécialement dans le Québec où le leadership de M. Caouette fait merveille, y « arrachant » 26 sièges au grand ahurissement d'à peu près tout le monde (cf. chap 5). Aux élections suivantes du 8 avril 1963, M. Pearson sera à son tour à la tête d'un gouvernement minori-

taire : Libéraux : 129 ; Conservateurs : 95 ; N.P.D. : 17, tandis que les Créditistes se verront réduits à 24 sièges, tout en augmentant le nombre absolu de suffrages dans le Québec - en attendant de se déchirer entre « caouettistes » et « thompsonistes » (cf. chap. 6).

14 novembre 1962 : Élections provinciales précipitées dans le Québec sur la question de la nationalisation de l'électricité à la suite de la campagne obstinée et solitaire de M. René Lévesque, et qui avait trouvé son dénouement (supposément « dramatique ») au Lac-à-l'Épaulé : les Libéraux de M. Lesage sont reportés au pouvoir avec des effectifs accrus de 63 sièges (57% du vote) aux dépens des Unionistes, pour la première fois dirigés par M. Johnson, qui obtiennent 31 sièges (42%) ; le point culminant de la campagne avait été l'affrontement Lesage-Johnson à la télévision de Radio-Canada.

novembre 1962 : M. Daniel Gordon, président des Chemins de fer nationaux (C.N.R.), déclenche une traînée séparatiste par des déclarations intempestives sur l'« incompétence » des Canadiens français, comme explication de notre faible représentation à la haute direction de la société de la Couronne : agitations indépendantistes à Montréal, vifs échanges entre M. Gordon et le député créditiste Gilles Grégoire, à la commission parlementaire des chemins de fer ; le 12 décembre, M. Gordon accorde un interview qui se veut conciliante au journal *La Presse*.

P.S. Dans cette chronologie de cinq années, j'ai dû laisser tomber beaucoup de faits importants qui n'étaient pas immédiatement politiques mais dont les conséquences politiques étaient certaines. Par exemple : *La* (nouvelle) *Presse*, lancée par M. Jean-Louis Gagnon en 1958 ; son départ en 1961 et son remplacement par M. Gérard Pelletier ; le lancement du *Nouveau Journal* en 1961, toujours par M. Gagnon, et la mort prématurée de ce journal au printemps 1962 ; enfin la grève de *La Presse* qui

dura 7 mois en 1964, et le congédiement, dans des circonstances mystérieusement arbitraires, de M. Gérard Pelletier au début de 1965.

c) Nouvelle présentation par André Laurendeau après une interruption de 5 années (Le Devoir, 4 janvier 1963)

[Retour à la table des matières](#)

« Isocrate »

Le lecteur se souvient sans doute de cet universitaire qui publia ici, de 1956 à 1958, plusieurs séries fort remarquées d'articles sur la politique québécoise. C'était alors à la fois l'apothéose et la décadence du duplessisme. Les contemporains en sentaient surtout la brutale puissance, et cherchaient de quel côté l'opposition pourrait s'exprimer.

Après cette incursion dans le journalisme, Isocrate revint à ses cours et à ses recherches de science politique, que du reste il n'avait jamais abandonnés, et suivit l'actualité de moins près. Il s'engagea même dans un vaste ouvrage et crut nécessaire, pour le mener à bonne fin, de s'y enfermer. C'est-à-dire qu'il vécut un temps à l'étranger, et tint les journaux aussi loin qu'il put de son regard. L'élection du 18 juin et celle du 14 novembre ne l'avaient pas détourné de cette claustration volontaire.

Un film accéléré

Or, il vient de s'accorder des vacances. Les articles qu'on lira à partir de lundi sont le résultat de son retour à l'actualité.

En quinze jours, il a lu les journaux des quatorze derniers mois ; il a rencontré des informateurs. Il a donc vu la réalité dans une sorte de film accéléré.

Pour lui, le 18 juin, c'était hier, et le Crédit social québécois vient de l'affirmer. Ou si l'on veut, pour lui le 18 juin et le 14 novembre se sont produits à trois jours d'intervalle. Il traite donc la réalité la plus contemporaine comme l'historien regarde le déroulement des faits. C'est une méthode très particulière, et qui n'est pas à la portée de tout le monde. Au reste, on ne saurait la recommander au citoyen moyen... Et c'est procéder à l'inverse du journaliste qui commente à mesure une réalité sans cesse mouvante : il en résulte une plus grande intimité avec les faits, mais une démarche en zigzag et beaucoup de propos pour rien.

L'aventure d'Isocrate est donc à peu près unique, et il est plaisant de l'entendre raconter. Ce sera utile aussi : car la nouveauté, pour ses yeux, de l'événement, donne à son regard une fraîcheur que nous avons déjà perdue. Et l'accélération d'une histoire déjà très rapide permet des rapprochements et des réflexions inédites. Il mène son enquête tambour battant. Il accueille l'événement avec un esprit ouvert et en même temps il est très dur. Son analyse de la mystique créditiste, et de l'emprise qu'elle exerce sur ceux qui y adhèrent, est peut-être la plus profonde que nous ayons lue. De toutes manières, voici une pensée que créditistes et anticreditistes auront intérêt à méditer.

ANDRÉ L.

Deuxième partie

Les bouillonnements d'hier

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier

A) Sur la nouvelle misère de notre politique fédérale (1963)

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier.
A) Sur la nouvelle misère de notre politique fédérale (1963)

Chapitre V

Le raz de marée créditiste *

a) Pas morts, les Créditistes

[Retour à la table des matières](#)

Comme à l'été 1956, je suis habité par une peur que je ne peux contenir. Je sors d'un long silence de quelques années. Ce n'est pas une peur blanche qui vous fige sur place. Ni une crainte qui déclenche un réflexe de recul ou une fuite en avant. Non, c'est une inquiétude lancinante que chaque jour ranime. Pourquoi ?

Parce que ceux qui sont immédiatement menacés, ceux qui devraient avoir peur minimisent la menace, se rassurent à bon compte, s'administrent les tranquillisants du *wishful thinking* (...) Le pittoresque folklorique du phénomène créditiste, ses divers côtés risibles, souvent ridicules, sont perçus comme quelque chose de rassurant : « Ce n'est pas sérieux. À force de faire rire d'eux, les Créditistes vont disparaître. Leur affaire ne pourra pas durer. Etc... »

Voire... S'imposerait tout autant la démonstration opposée : c'est justement, en partie non négligeable, à cause de ce « folklore » (et j'y joins l'incohérence de leadership à deux têtes depuis le 18 juin) que le créditisme pourra durer et même se répandre. La métaphore d'une plante vivace et grimpante me vient à l'esprit. Comme le

* Les articles constituant ce chapitre ont été publiés du 7 au 12 janvier 1963.

lierre qui sait s'agripper à la moindre saillie, dont les racines sont des crampons... ou, comme le chiendent...

« Ceux qui sont immédiatement menacés »... c'est-à-dire les partis fédéraux en instance de départ pour « les grandes manoeuvres » d'hiver, ou de printemps, ou, au plus tard, d'été. Mais aussi, les partis provinciaux qui doivent penser leur avenir en tenant compte qu'il y a sur place un troisième parti de remplacement. C'est une situation qui fait penser aux premières années 1930, alors que l'Action libérale nationale disait un retentissant « non ! » aux vieux partis. (Le fait qu'*en ce cas-là* le mouvement réformiste ait été absorbé par une vieille formation ne prouve absolument pas qu'il en serait fatalement de même à l'avenir. Voir les situations provinciales de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.)

Donc Isocrate est né de « sa peur » de l'été 1956. Plus arrogant que jamais, le duplessisme avait eu le triomphe encore plus provocateur qu'en 1952. On prenait conscience qu'en quatre ans et sur tous les plans la démocratie avait encore reculé. Il n'y avait aucune raison pour que cela ne continuât point. Tous les esprits libres de cette province semblaient au moins à moitié abasourdis. L'opposition officielle, son chef écœuré et malade, était sans leadership. Son moral était celui d'une troupe en déroute ou d'un boxeur *groggy*.

Ce climat politiquement morne fut traversé d'un cri de la conscience civique et chrétienne : ce fut la lettre Dion et O'Neill (cf. chap. 3, b). Depuis quelques années, *Le Devoir*, la C.T.C.C., *Cité Libre*, quelques individus et groupes isolés, des associations d'étudiants, en leur liberté non totalement inefficace, montraient qu'il n'y aurait aucune capitulation sans condition au duplessisme. Mais il y avait carence de l'opposition officielle, la seule force qui pouvait mener la bataille décisive et apporter la solution de remplacement. Pour employer l'expression d'un ami qui trouvait que j'y « allais un peu fort », Isocrate « a gueulé comme un putois ! » Il s'agissait de dire aux Libéraux : « Devenez *quelque chose*, que diable ! Le duplessisme est fait surtout de votre faiblesse. *Faites de la politique*, non seulement pendant les grands débats de la session, mais toute l'année, non seulement une fois par an, mais toutes les années, tout le temps ! » En ces mêmes colonnes, j'ai exposé pendant presque deux ans toutes les autres chances démocratiques ...

Ma collaboration au *Devoir* cessa quelques semaines avant le congrès libéral de mai 1958 qui devait leur donner un nouveau chef : M. Jean Lesage. Ce congrès fut

aussi important par le traitement de choc que s'y administrèrent les Libéraux (surtout les discours de MM. Lapalme et Jean-Louis Gagnon). La chance les a servis dans la suite : le scandale du gaz naturel en juin - encore *Le Devoir* : l'Union nationale, plusieurs fois décapitée. La roue a tourné... la suite n'est pas de l'histoire, mais dans l'actualité de nos journaux et de nos conversations : dans nos espoirs, critiques, réticences et craintes.

La suite, c'est aujourd'hui.

(...) Dans cette série d'articles, je voudrais attirer l'attention sur le phénomène créditiste. On ne peut se contenter d'en rire : les Créditistes en ont l'habitude ; et ça les aguerrit. Un seul Créditiste convaincu a plus de « foi » que dix Libéraux ou cent Unionistes. Une « nouvelle classe politique » naît en notre milieu. On n'avait jamais vu ça. Comme les appelait M. Léon Dion, ces « terribles simplificateurs » sont déjà au pouvoir à Ottawa puisqu'ils en détiennent, comme on dit, la « balance ». Si on les en chasse, ils s'agripperont au niveau provincial (...)

Pour le présent, le Canada se trouve dans la passe économique la plus difficile depuis les premières années 1930. À la veille du centenaire de la « Confédération », les craquelures de son « édifice » - qui n'a jamais rien eu de majestueux - s'élargissent à chaque jour. Et le destin politique immédiat de 18 millions de Canadiens dépend de M. Réal Caouette.

C'est du moins l'occasion de mesurer quels risques fous les règles du jeu démocratique nous font courir !

De « terribles simplificateurs » sont donc au pouvoir. Vingt-six sur trente sont « bien de chez nous » : ils le proclament, s'en font un titre de gloire à défaut d'autres. Ces vingt-six, Ou plutôt leur leader réel, peut se payer le luxe sadique d'accorder un sursis à un gouvernement déjà condamné à mort, de faire rager les Libéraux qui piaillent d'impatience ; ces vingt-six subissent, avec l'imperméabilité d'un dos de canard, les quolibets des « Anglais » du N.P.D. (...)

M. Caouette peut réduire - si ce n'est déjà fait - au rôle de « roi fainéant » M. Thompson ; et les deux le savent. À l'inverse, si l'on tente de faire sauter M. Caouette, on apprendra de quel grabuge il est capable ! L'Honorable député de Villeneuve connaît la double tentation constante du *power behind the throne* et du *spotlight* de l'actualité. La responsabilité est si grande que lui-même doit bien en être étourdi parfois. Jamais un aussi grand nombre de Canadiens n'aura dépendu à une heure critique

d'un seul homme dont les responsabilités officielles sont très circonscrites. Telle est la situation à Ottawa.

Dans le Québec, nous avons une compensation : depuis les « Cent-Jours » du sauvisme, fin 1959, on respire un peu plus librement et très largement depuis juin 1960. Mais le progrès à Québec ne règle en rien la dislocation de la situation outaouaise. Il s'y déroule un jeu bizarre, incohérent, où tous les dés sont pipés, où le seul enjeu discernable ne peut être que de faire durer ou d'interrompre la partie. Tout est faux. Les ambiguïtés des joueurs ajoutent encore à la fausseté fondamentale de la situation. Au moment où apparaît si grande la précarité politique et économique de la réalité Canada, une ombre de gouvernement doit vaquer aux grandes tâches de l'État dans un parlement qui ressemble à une salle de gare avant l'heure retardée d'un départ éventuel. Mais l'horaire du train sera fixé par M. Caouette.

Nous en sommes là parce que 500,000 Canadiens français ont dit « non » aux « vieux partis ». Ce « non »-là ne fut pas tellement dit au cabinet Diefenbaker, ni même aux membres québécois de son parti. Presque tous les votes qui dans une élection se portent aux partis d'opposition sont des votes négatifs. Notre système électoral est ainsi fait qu'on déplace beaucoup plus sûrement les gouvernants dont on a assez qu'on met à leur place ceux qu'on voudrait y voir. Il faut sans doute s'excuser de ces banalités. Elles ne sont pas inutiles tant fut courante depuis le 18 juin l'explication. « À l'exception des Créditistes convaincus (ou « enragés »), ce fut essentiellement un vote *négatif*... » Cette première explication n'est pas fautive, quoique trop courte ; mais sont fausses les déductions qu'on en tire. Comme, par exemple : « Un vote négatif ne vaut pas autant comme *signification* qu'un vote positif ; un vote ayant été perçu comme négatif par celui qui l'a exprimé se transforme en vote *positif* à la consultation suivante ; ce ne fut *qu'un accident*, tout rentrera dans l'ordre ; etc... »

Il faut attirer l'attention sur trois faits essentiels sans en minimiser aucun. 1^o) Le vote créditiste fut une *négation à deux degrés* : contre le parti majoritaire qui sollicitait un renouvellement de mandat ; contre l'autre parti qui avait la possibilité mathématique de prendre sa place : globalement, contre les « vieux partis » Ce fut un vote négatif contre un système, celui des deux formations traditionnelles, peut-être même, en partie certainement, contre l'idée démocratique elle-même et ceux qui prétendent l'incarner. Mouvement d'humeur si l'on veut, mais qui se préparait depuis longtemps et qui va loin. Voir la foire outaouaise depuis la rentrée parlementaire. Ce serait drôle, franchement cocasse si ce n'était pas si grave.

2^o) Ce vote essentiellement négatif - « négativiste » diraient les psychologues - fut d'une telle *ampleur* qu'il étonna tout le monde, les Créditistes les tout premiers. Portés par le courant, beaucoup d'électeurs voulaient donner un coup de semonce au futur gouvernement canadien quel qu'il soit. En fait, leur vote a abouti au résultat qu'il n'y a pas de gouvernement. Ou, pour être moins absolu, parlons d'une fiction de gouvernement. Ici il faudrait faire état de statistiques électorales ; on pourrait remonter jusqu'à un demi-siècle (1911). Elles n'auraient qu'une valeur illustrative, nullement démonstrative. Contentons-nous de rappeler que *jamais, en votes absolus ni en sièges électoraux, une tierce formation n'avait eu un succès comparable dans le Québec. Ça ne s'était jamais vu.*

3^o) Ce vote négatif et massif fut acquis en faveur d'un parti, non pas nouveau certes, mais qui se présentait *sous un jour de nouveauté*. Ici, la discussion intéressante à mener, c'est au sujet de la possibilité pour des tierces formations de s'affirmer, de prendre racine dans un système électoral qui les défavorise tellement qu'on a pu parler du « massacre » des tiers partis. Partout au Canada, notre multipartisme n'est qu'un bipartisme déguisé. Là encore je fais grâce aux lecteurs de considérations analytiques sur le mode du scrutin uninominal à un tour et de son influence sur le nombre de partis. (Cf. la loi du cube : « le rapport des sièges obtenus par chaque parti est égal au cube du rapport entre leurs suffrages ». Maurice Duverger, *Les Partis politiques*, Paris, 1958, p. 356). Retenons l'aspect essentiel à notre propos immédiat : jamais dans notre province une tierce formation n'était sortie en bonne deuxième place dans une consultation électorale : Libéraux 35 sièges, Créditistes 26, Conservateurs, 14. Si le 18 juin 1962 avait été le 14 novembre 1962, nous n'aurions pas plus de gouvernement à Québec qu'à Ottawa. Si j'étais M. Johnson, je méditerais au moins autant sur le scrutin du 18 juin que sur celui du 14 novembre.

Le point capital à retenir, c'est que *l'improbable, au point qu'on pouvait parler d'« impossible », a bêtement été possible*. Tous, nous avons été déjoués. Dans ces colonnes il y a cinq ou six ans, je défendais la thèse que nous étions soumis au carcan du bipartisme tant qu'on ne changera pas radicalement notre système électoral (et non pas seulement la carte) et/ou qu'un cataclysme ne se produira pas sous la forme d'une crise économique grave ou d'une guerre mondiale. Le fait que jamais dans notre milieu une tierce formation n'ait pu mordre à la réalité politique et durer suffisamment pour en devenir une composante, cette continuité historique confirmait encore les arguments théoriques. Ces arguments, en ce qu'ils avaient de bien fondé en rapport à

telle situation, ne furent pas déjoués. Mais la situation sociale et politique du Québec était, elle, changée en ce printemps 1962. Et nous ne nous en rendions pas compte.

La sagesse élémentaire nous commande : *comme l'impossible a été rendu possible, il est plus raisonnable de croire que « cela » pourrait être encore possible que de croire que « cela » redeviendra impossible.*

b) Où l'in vraisemblable devient vrai

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les causes de la secousse du 18 juin ont été évoquées par des commentateurs qui se sont penchés sur le « cas » créditiste. Il n'y aurait aucune originalité à les reprendre ici. Il importe plutôt de grouper ces causes en faisceaux de facteurs selon un certain ordre de priorité. Il y avait les facteurs *passifs* s'enracinant dans la situation socio-économique, et les facteurs *actifs* qui dépendaient de l'action créditiste elle-même. Les uns et les autres agirent en une conjonction favorable pendant la campagne.

Les prévisions les plus pessimistes des vieux routiers électoraux allaient jusqu'à concéder 5 à 6 comtés québécois aux Créditistes. Des sondages publiés ou officieux indiquaient plutôt le début d'un raz de marée. Mais - ô bien heureux effet tranquillisant du *wishful thinking* ! - on se rassurait : les *Canayens* ont déjà pris le vent d'un mouvement nouveau, mais dans l'isolement ils n'ont jamais consenti, massivement, à « perdre leur vote ». Mais un demi-million de suffrages « qui se perdent » pour dire électoralement le mot de Cambonne aux « vieux partis », cela suffit pour *gagner* 26 comtés sur 75. Et le Canada y perd un gouvernement.

Conjonction de tous les facteurs favorables. Cela se dit bien après coup. Il s'agit surtout de bien les repérer pour voir s'ils jouent encore, s'ils peuvent durer. Et ne pas perdre de vue les quelques principes élémentaires suivants : 1°) tant que l'ensemble des circonstances favorables à la poussée créditiste ne disparaîtra pas, il faut déduire qu'elle est plus susceptible de se prolonger et de s'élargir même en entraînant de nouveaux adeptes ; 2°) si l'ensemble de ces circonstances devient un peu moins favorable, ou si quelques-unes seulement de ces circonstances deviennent défavorables, la poussée créditiste peut être ralentie ou marquer un léger recul, mais le courant qui l'anime

ne saurait être considéré comme neutralisé ; 3°) si, seuls, disparaissent ou s'atténuent les facteurs *passifs* propres à la situation générale, les facteurs *actifs*, qui font la force du phénomène créditiste, sont susceptibles de compenser les premiers.

L'émergence récente d'une troisième force qui, jusque-là, n'était pas considérée comme telle par le corps électoral et par les deux autres forces, entraîne cette conséquence inédite et capitale : l'affirmation même de cette troisième force et la reconnaissance officielle, que doivent lui consentir les deux autres forces, la mettent en situation de pouvoir *se maintenir* avec beaucoup moins de frais qu'il lui a fallu pour *s'affirmer* et forcer la « reconnaissance » des autres forces. Pour le dire en raccourci : *les Créditistes ont besoin de moins de force (et de circonstances favorables) pour durer qu'il ne leur en a fallu pour percer.*

Et cette durée même sera le point d'appui d'une seconde force attractive. Le phénomène créditiste durera-t-il ? Tout est là.

Examinons les facteurs *passifs*, c'est-à-dire ceux qui sont indépendants de la volonté et de l'action des Créditistes eux-mêmes, mais dont ils font activement leur profit. On peut les ramener à deux : 1°) la situation économique au Canada en général et dans les régions québécoises enlevées par le Crédit social le 18 juin ; 2°) le manque de conviction, la méfiance et même le dégoût à l'égard des « vieux partis ».

Peut-on dire que la situation économique s'est radicalement améliorée depuis le 18 juin 1962 ? On s'en serait aperçu ⁴⁸. D'ailleurs, un gouvernement en sursis ne peut vivre que d'expédients et son obsession première est de ne pas trop perdre la face pendant les quelques jours qui lui sont comptés par d'autres. Circonstance *aggravante* : l'équipe Diefenbaker, qui essaie de concilier son conservatisme anachronique avec les impératifs de nouveaux besoins pressants, manque singulièrement « d'imagination créatrice » pour inverser une situation déclinante. Circonstance *atténuante* : pas plus que Bennett en 1930 n'était responsable de la Crise, Diefenbaker et Fleming n'ont fait la vague récessionniste depuis 1957. À cet égard, la guigne s'acharne vraiment sur eux dès qu'ils prennent le pouvoir. Circonstance *nouvellement aggravante* : au pouvoir depuis 1957, les Conservateurs, comme ceux de 1930, appliquent des mesures du « trop peu et du trop tard » en matière économique (le *New Deal* de Bennett de 1935 ...) comme en bilinguisme : conservateurs ils étaient, conservateurs ils sont ;

⁴⁸ Cet article écrit dans la seconde quinzaine de décembre 1962 fut publié dans *Le Devoir* le 9 janvier 1963.

la ligne d'évolution, qu'ils avaient pris l'habitude de nier, les déclassera de plus en plus.

Le dégoût à l'égard des « vieux partis » ? Croit-on vraiment qu'au moment où « on » prend conscience qu'il peut être électoralement canalisé, en un vote non perdu en faveur d'une équipe gagnante, oui, croit-on qu'à ce moment précis où ce vote *néga-tif* peut prendre des caractères de *positivité*, il cessera de s'exprimer ou se portera en faveur des formations traditionnelles ? Pour cela, il faudrait au moins l'une des trois conditions suivantes : 1°) une prise de conscience inquiète chez les votants créditistes que répéter l'opération du 18 juin nous vaudrait à nouveau de n'avoir pas de gouvernement à Ottawa : la prolongation d'une telle situation étant le mal suprême, on se tournerait, comme par le passé, vers le moins mauvais des « vieux partis » ; 2°) la « performance » du contingent des Créditistes québécois étant jugée tellement piètre par ceux qui leur avaient fait négativement confiance (« Vous n'avez rien à perdre... ») ⁴⁹ qu'ils la leur retireraient aussi massivement et rapidement qu'elle leur avait été accordée ; 3°) au moins une des deux formations traditionnelles se serait tellement réhabilitée aux yeux des votants créditistes qu'elle leur apparaîtrait l'option désormais valable. Évidemment, ces trois conditions ne sont pas mutuellement exclusives, se recourent en partie, peuvent toutes trois jouer à des degrés divers.

Mais, pour la commodité de l'expression, examinons-les une à une en commençant par la dernière. Au plan canadien, tous les signes indiquent une remontée libérale. Ce vent nouveau ranimera-t-il l'antique fidélité québécoise au parti libéral ? Probablement en partie. Mais je n'en suis pas tellement sûr, et pas du tout sûr de la mesure de cette « reconversion ». Il y a eu *rupture* par deux fois : en 1958, puis le 18 juin dernier. M. Pearson, comme M. Diefenbaker, n'a pas encore son « brillant second » québécois. En attendant, c'est M. Caouette qui est notre vedette du cru, pendant que M. Grégoire s'agite, s'agite tant et tant qu'il bénéficie de presque autant de grandes manchettes que le chef national adjoint. Sous Diefenbaker, nous avons été depuis cinq ans sous-représentés en nombre et en qualité d'hommes. Depuis le 18 juin, « nous » sommes représentés dans l'opinion canadienne (telle que la font les différents organes d'information) par MM. Caouette, Grégoire et consorts. Il est inutile de souligner après tant d'autres la gravité de cette absence d'hommes politiques prestigieux d'origi-

⁴⁹ Le slogan électoral de M. Réal Caouette.

ne québécoise dans les leaderships nationaux des partis traditionnels. Ce vide accuse encore le relief, facilement caricatural, de nos commandos créditistes.

M. Diefenbaker, conseillé par MM. Gordon Churchill et Grosart, a eu l'audace heureuse en prenant le pouvoir sans le Québec en 1957. Il vient de se rendre compte trop tard qu'il ne pouvait le garder sans le Québec. M. Pearson est toujours en attente de celui qui pourrait recueillir l'héritage de M. Saint-Laurent. En passant, l'aventure électorale fut impitoyable le 18 juin : MM. Flynn et Dorion, du côté conservateur, Lamontagne et Lemoine, du côté libéral, furent battus. Aujourd'hui, les partis devront s'affronter dans le Québec avec leurs forces nues, nullement portées par des étendards symboliques. Je ne prétends pas que du point de vue du choix démocratique, ce soit un mal absolu : dans le Québec, de 1941 à 1957, la personnalité Saint-Laurent assumait à elle seule toute la réalité politique fédérale - comme de 1944 à 1959 le personnage Duplessis prenait presque toute la place en politique provinciale. Pour l'instant, les Libéraux n'ont encore personne pour *contrer* le bulldozer Caouette.

Voyons la deuxième condition : la « performance » de nos députés créditistes à Ottawa. Leur façon de vendre leur denrée de rêve les a habitués depuis longtemps à ne pas s'embarrasser de logique. Mais ils sont quand même gênés aux entournures... Ils allaient imposer leur « prospérité » à Ottawa et en sont réduits à n'être que les soutiens d'un régime d'« austérité ». Encore là, à l'heure voulue et dans des circonstances qu'ils ne seront pas seuls à créer mais dont ils profiteront à leur maximum de profit, ils peuvent décréter la fin du sursis accordé au régime Diefenbaker. Soyez sûrs qu'ils s'en feront un halo de « leur » victoire...

Et puis, on n'a jamais eu à Ottawa de députés aussi « nationalistes » - même pas pendant la guerre. Ils réclament à grand cris - et même obtiennent : le *Beauchesne* traduit... - du bilinguisme réel. C'est M. Grégoire, et non M. Chevrier, qui a fait l'« affaire Gordon »... Vous croyez que cela n'est pas rentable dans les comtés ? ... - « On a enfin des députés qui parlent et qui leur disent notre façon de penser aux Anglais ! » M. Caouette n'est pas « nationaliste » ? Il le deviendra, soyez-en assuré : c'est un choix qui ne lui sera pas permis de ne pas faire, un jour ou l'autre.

Enfin, vous trouvez que les Créditistes ne sont pas ce qu'ils y a de plus brillant comme parlementaires, qu'ils font rire d'eux, que cela les desservira devant leurs électeurs ? Pensez-vous ! Vous oubliez deux choses : il faut bien se convaincre que, contrairement à l'axiome, *le ridicule ne tue pas, surtout en politique* ; ensuite, il y a

dans la psychologie mystico-messianiste du Créditiste une couronne de martyr toute prête. Pas étonnant quand on est le seul détenteur de la vérité vraie, qu'on a été à cause de cela bafoué et ridiculisé depuis 20 ou 30 ans. Je ne plaisante pas : c'est une *donnée* politique.

La première condition (diminution des votes créditistes pour ne pas risquer de perpétuer l'instabilité gouvernementale) sera probablement un des chevaux de bataille du parti libéral dans le Québec lors de la prochaine campagne. L'argument « collera » -t-il ? Notons d'abord que c'est une raison négative pour rappeler un vote qui avait été doublement négatif le 18 juin. « Vous nous avez dit « non » le 18 juin, vous en voyez le résultat. Nous sommes la seule chance de constituer un gouvernement stable ». En 1958, le corps électoral canadien restaurait la stabilité avec presque trop de conviction : et le Québec se mettait au pas, rompant avec une tradition continue depuis 1896. Le même processus est peut-être déjà en marche dont les Libéraux profiteraient. Toutefois, une différence capitale avec 1957-58 : le coup de barre en faveur du parti montant fut si fort qu'il réduisit à la portion congrue les députés socialistes (8) et au néant les Créditistes. Cette fois, c'est un tiers parti qui cause le déséquilibre : et sa spectaculaire émergence au Québec est un fait plus important que la remontée des Libéraux en doublant leurs gains de 1958 (...) Les Créditistes sont-ils « balayables » ? (...)

c) « La piastre » au service de la « personne humaine », ou : l'utopie vécue ne doit jamais faire rire

[Retour à la table des matières](#)

Bien se mettre dans la tête deux choses : on ne discute pas avec une idéologie ; on n'argumente pas contre une utopie.

On ne discute pas avec une idéologie surtout si l'on n'est pas soi-même une idéologie. L'idéologue et les tenants ou clients de l'idéologie tiennent en plus grande estime les animateurs et partisans de la contre-idéologie que ceux qui n'accèdent pas à « l'existence idéologique » (pour transposer l'expression du Dr Knock qui voulait faire accéder toute la population de son patelin à « l'existence médicale »). Idéologues et

contre-idéologues sont des « frères ennemis », donc de la même famille. Ils sont faits pour ne pas se comprendre comme pour se parler.

On n'argumente pas contre une utopie. Avec l'utopie, le décollage de la réalité est plus brusque, plus haut et surtout sans retour. L'idéologie, par le fait même qu'il fonde l'idéal par l'idée, doit tenir compte des idées combattantes qui tentent de promouvoir d'autres idéaux que le sien. Mais ça le gêne ; il n'aime pas courir le risque d'être ébranlé. L'idéologie s'incruste dans la certitude, sans quoi elle n'est pas l'idéologie. Pour porter dans la lutte sociale, la critique de l'idéologie doit être contre-idéologique, ce que est sa façon d'être inévitablement idéologique.

L'utopiste qui se veut conquérant ne s'embarrasse d'idéologie que parce que « cela fait bien ». Avant d'être univers mental déconcertant (pour les autres), l'utopie est refuge psychologique (de l'utopiste). L'utopiste s'ennoblit à ses propres yeux quand il se donne la griserie de jouer avec les idées. Il manipule les idées, les siennes, pas celles des autres qui ne sont pas de « vraies idées », puisqu'elles ne sous-tendent pas la cité du rêve, très haut ou très loin. À un moment donné, l'idéologue doit décoller de la réalité et s'évader de la rationalité son risque mortel, c'est la critique.

L'attitude de l'utopiste est bien plus confortable. La critique des autres ne mord pas sur ses « idées », qui ont leur rationalité dans cette négation même de la rationalité des autres. Ne pas oublier ce qui vient d'être dit : son décollage de la réalité est plus brusque, plus haut que celui de l'idéologue et surtout *sans retour*. L'idéologue travaille fort contre les autres et sur lui-même pour devenir un bloc de certitude. L'utopiste ne connaît pas ces tensions ou déchirements intérieurs ; il n'a même pas à se durcir de certitude puisqu'il n'existe et n'évolue que dans un monde de certitudes.

Ce préambule pour faire ressortir deux choses : le créditisme, quand il s'habille d'idéologie, est attaquable et même vulnérable mais directement par une *contre-idéologie* et non pas par une critique a-idéologique ; mais on n'atteint rien d'essentiel par là, car le créditisme trouve son noyau fort et dur non en *idéologisme* - qui est de l'ordre des moyens ou des « concessions » - mais en *utopisme*. On ne détruit pas l'utopie ; on ne l'attaque pas. Il y a des armes contre-idéologiques. Il n'y a pas d'armes contre-utopiques. C'est pourquoi le phénomène créditiste est sérieux, ne porte pas du tout à la rigolade. C'est pourquoi, d'une façon ou de l'autre, il durera. Il dure chez nous depuis 30 ans.

Je m'empresse d'ajouter que, si on n'argumente pas contre l'utopie, si on ne peut l'attaquer, encore moins la détruire, l'utopie n'est pas, tout le temps et sur tous les plans, gagnante. On peut changer les conditions socio-économiques qui font *mordre* les consommateurs de l'utopie : c'est le premier facteur *passif* examiné plus haut. On peut réduire le potentiel attractif de l'utopie et, ainsi, le nombre de ses éventuels fidèles.

La force de l'utopie est double : d'abord en ce qu'elle est inattaquable, comme utopie ; ensuite elle ne s'affiche pas en « utopie », mais bien se présente sous la forme de solutions concrètes et précises à des problèmes immédiats sur lesquels s'agglutine une insatisfaction profonde. C'est le *génie* de l'utopiste que de vendre l'utopie comme un instrument praticable. En ce sens, M. Caouette est « génial ». Où sont, de l'autre bord, les « génies » contre-utopiques qui pourraient faire crever le ballon utopique ?

Toute utopie est *généreuse*. Elle est toujours un modèle de fraternité universelle. C'est surtout vrai quand elle démontre l'absurdité d'un monde dur, non fraternel, inhumain. Le créditisme est *générosité* en ce sens. Il est aussi foncièrement *matérialiste*. Mais non pas à la façon du marxisme qui est une conception de l'homme et de l'histoire, ou mieux de l'Homme dans l'Histoire, le tout s'accrochant à un idéal de fraternité ultime. D'une façon beaucoup plus terre à terre, mesquine même, le créditisme est matérialiste : il entretient des états obsessifs au sujet de l'argent, de l'argent palpable, de « la piastre » qu'on pourrait palper mais qu'on n'a pas. Encore une fois je ne plaisante pas ; je ne caricature pas. De tout temps, sous tous les cieux, *l'argent fascine*. Les honneurs, les récompenses sociales attirent, séduisent, mais l'argent, lui, fascine. Il apparaît au début de tout. L'avare en fait la fin de tout. L'utopiste créditiste aussi, mais à un autre niveau, bien sûr. Harpagon et le Père Grandet seront toujours des valeurs littéraires sûres. Et notre Séraphin ! je me suis souvent posé la question : le talent incontestable de Grignon à reconstituer des tableaux d'époque aurait-il suffi à assurer la pérennité à ses *Belles Histoires* sans le pivot attractif de l'« argin » cumulatif de notre immuable Séraphin. Je ne veux pas décocher une flèche inutile : c'est une conviction (non vérifiée) que les « apôtres » créditistes, dans leurs visites de porte à porte, respectent la période de huit heures à huit heures trente le lundi soir... Comme tout le monde... mais eux les premiers.

L'argent fascine. Il mystifie. Surtout ceux qui en manquent. Seuls ceux qui assurent pour eux et pour leurs proches une « honnête aisance » n'ont pas l'obsession de l'argent. Les riches sont en perpétuelle tension pour en avoir plus. Il n'y a que les pau-

vres non résignés à être obsédés davantage encore que les riches par l'argent. Arrive quelqu'un qui vous dit : « Le mystère de l'argent, c'est simple, je le connais : c'est le banquier qui, en complicité avec le politicien, l'entretient... Ce serait si simple. Etc... » Celui qui démystifie l'argent avec une telle assurance en reçoit à son tour un prestige magique. « On nous l'a fait dans le passé. On ne nous le fera plus, maintenant qu'on sait ». Un Créditiste convaincu n'a de cesse que lorsqu'il en aura convaincu dix autres. Et prolifère le mythe des caves de banques qui regorgent tandis que la planche à billets fonctionne au ralenti. Nos Créditistes sont de la filiation des alchimistes de la « pierre philosophale ». Ceux-ci cherchaient sans jamais trouver ; ceux-là ont trouvé sans avoir cherché.

Le prestige magique du Créditiste se rehausse de « science », tout au moins de jargon scientifique comme les économistes qui sont tous gens pédants et compliqués. Et allons-y d'un coup de « théorème A + B » ou d'un autre sur l'« escompte compensé » ! Cela fait sérieux, frappe. Les économistes et les banquiers en prennent un coup ! Ces gens-là sont ou faussement savants (c'est bien connu qu'il n'y a que des *pseudo*-intellectuels...) ou bassement intéressés. C'est pourtant si simple : comme l'œuf de Christophe Colomb... Si vous exigez une explication plus complète, sans faille dans la cohérence, l'une ou l'autre des réponses contradictoires vous clora le bec : « C'est que vous n'avez pas étudié le crédit social. Étudiez-le donc, ignorant que vous êtes, avant de vous prononcer » ; ou : « Vous n'avez pas à tout comprendre dans le crédit social pour être créditiste... » La première réponse est servie à l'adversaire coriace, irréductible qui ne comprendra jamais. La seconde, à l'interlocuteur susceptible de mordre à l'hameçon du « Vous *n'avez rien à perdre...* »

Le rêve éveillé du Créditiste ne porte que sur le faux mystère de l'argent qui le fascine. Le reste du temps, c'est un homme qui mange, boit, dort comme tout le monde. Il est bon père, bon époux, bon paroissien, bon citoyen. Même, il est meilleur citoyen puisque, capable de réaction ou d'indignation, il ne considère pas comme immuable l'ordre des choses établies. Les critiques du régime économique, empruntées ici et là, sont souvent en grande partie fondées. Ce n'est pas le diagnosticien qui est utopiste, mais le thérapeute. Parce qu'utopiste, le thérapeute est à la fois puissant et dangereux.

Il part des vérités les plus grosses : un pays comme le Canada, avec un demi-million de chômeurs ; les banques émettent de l'argent en temps de guerre et font la rareté en temps de paix ; une piastre de production nationale, une piastre de consom-

mation ; etc... Il pratique d'instinct les techniques de la propagande : en même temps que tout est simplifié (l'ennemi unique), tout est aussi amplifié : le paysage socio-économique n'est pas d'une harmonie parfaite, mais le Créditiste en projette un tableau surréaliste - sur fond de signe de piastre. Les angoisses de l'intelligence critique qui cherche laborieusement à comprendre, le Créditiste convaincu ne les connaît pas. S'évadant des complexités de la vie moderne, il a gagné sa tranquillité d'esprit dans un « âge d'or en avant » ; mais d'un « en avant » à portée de la main. « Quand nous serons au pouvoir... »

Plus vous vous attachez à montrer l'aspect aberrant ou irréal de la solution créditiste, plus vous courez le risque de l'accusation de mauvaise foi : non pas seulement cette « mauvaise foi » de ceux qui ne veulent pas comprendre, mais la mauvaise foi - pire - de ceux qui ne se sont pas donné la peine d'étudier le crédit social. Car vous vous rendriez devant l'évidence. Tout est évident, simple, clair, net, vrai, bon. Le reste... ce n'est pas du crédit social.

Ce matérialisme est noble. Il est au service de « la personne humaine ». Louis Even concluait l'article de tête du premier numéro de *Vers Demain* (1 novembre 1939) : « Nous faisons nôtre la remarque de Jacques Maritain que le chrétien à vrai dire n'est jamais résigné. Sa conception de la cité vise de soi un aménagement de la vallée de larmes procurant un bonheur terrestre, relatif mais réel, de la multitude assemblée ». Gilberte Côté concluait le sien : « Enfin, si on tient l'homme sous la loi de l'argent, si on lui mesure le pain de son corps à la sueur de son front, on peut en faire un animal de race, mais pas un homme avec une âme spirituelle dont la vocation est de contempler la vérité même dans l'état d'union pénible avec sa chair sinon autant que dans l'état glorieux d'affranchissement de la matière.

« LIBERTÉ ! VÉRITÉ ! Vous êtes sœurs l'une de l'autre, mais vous n'avez pas d'autres frères ».

Qui dit mieux ?

d) L'Homo Creditistus

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons désormais une espèce politique nouvelle dans notre milieu : *l'homo creditistus* - *l'homme* créditiste. C'est un utopiste qui se donne l'injection « idéologique » à volonté quand les vapeurs d'*Utopia* se dispersent : il les rappelle ainsi. Il n'a pas le bonheur bovin des bien nantis. Mais il est heureux. Sa psychologie est la plus confortable qui soit. Sa possession de la Vérité n'a rien de « tranquille », elle est toute passionnée. Et donc expansive. C'est trop peu de parler de prosélytisme, *l'homo creditistus* est rayonnant. Comme Saul de Tarse après le chemin de Damas...

Utopiste, idéologue à volonté, *l'homo creditistus* n'est pas un fou. Tout le contraire : c'est l'être le plus rationnel qui soit, et drôlement *réaliste*. L'utopie n'est pas irrationnelle ou antirationnelle ; elle est a-rationnelle, comme le rêve. L'utopie est le rêve vécu éveillé. La conscience qu'a de son éveil le rêveur lui enlève celle de vivre dans un rêve. C'est pourquoi sa rationalité à lui est sans faille comme elle est inattaquable par les autres rationalités. Là, tout est logique (terriblement), rigoureux, rationnel et raisonnable ; qui plus est : noble et ennoblissant.

Il regrette d'avoir *compris* tard : mais comme il a *tout compris d'emblée*, ce n'est pas un « trop tard ». C'est à temps pour qu'il s'attache à faire comprendre ceux qui ne *savent* pas encore. Ceux-là qui savent maintenant comprennent eux aussi tout d'emblée : ils sont les nouveaux foyers rayonnants. Chaque *homo creditistus fait* au moins 10 petits. En deçà, la mutation n'est pas complète. Chaque *homo creditistus fait* 10 *homines creditisti* qui en font chacun 10 à leur tour, qui en font... etc. La pyramide est parfaite. Les 5 ou 600 personnes, touchées en 1934 par la première publication de M. Harpell (*The Instructor - Le Moniteur*) que traduisait M. Even, ont permis un demi-million de votes créditistes en 1962. Malthus, qui n'avait pas prévu la génétique de *l'homo creditistus*, est enfoncé.

Bien entendu, il ne suffit pas d'avoir voté créditiste le 18 juin pour être promu *homo creditistus*. Ce n'est qu'un premier rite de passage, pour la première fois largement ouvert. Est *homo creditistus* celui qui sera créditiste aussi longtemps qu'il sera homme. On ne naît pas *homo creditistus* ; mais une fois qu'on l'est devenu, c'est pour

toujours. *L'homo creditistus* n'est pas une espèce de *l'homo politicus* : c'en est la transcendance. Combien notre province compte-t-elle *d'homines creditisti* ? Une source d'information sérieuse d'origine créditiste l'établit à 100,000 ; une autre, également sérieuse d'origine anti-créditiste, réduit ce nombre de moitié. On pourrait s'entendre pour une moyenne qui paraîtrait raisonnable. Mais je veux paraître exagérément prudent : je divise par deux le plus bas chiffre. Et j'établis à 25,000 le seuil le plus modeste du nombre *d'homines creditisti*. Mais ceux-là, ce sont des vrais de vrais ! Convaincus, invétérés, marqués à jamais, incorruptibles mais surtout rayonnants et prolifiques. Je pose la question quelle formation traditionnelle a jamais eu une telle infrastructure humaine ? Cela vaut toutes les « caisses électorales ».

L'homo creditistus est drôlement *réaliste*. Le sens de la propagande, du noyautage des spécimens de l'espèce est admirable. Ce sont des modernes qui n'ont gardé des méthodes archaïques que leurs côtés valables en tout temps. Leur porte-à-porte tri-hebdomadaire, leurs clubs ou cellules, leurs meetings « dans la cuisine », leurs chaînes de distribution de périodiques, leur auto-financement, leur sens de la détection du 'candidat' qu'il faut » - cela est émouvant comme dévouement et gratuité ; c'est surtout impressionnant comme sens aigu de l'organisation efficace. Et par-dessus tout : cette perception qu'ils ont eue qu'une élection, « ça se gagne, au moins deux ans d'avance ».

Combien, en comparaison, apparaît démodée, superflue, fade et souvent grotesque la publicité « à papa » des « vieux partis » - qui méritent vraiment leur nom sous ce rapport - avec leurs « comités du candidat X » dans un local sans âme et obligatoirement laid, leurs dépliants, dont la stupidité le dispute au vide, distribués à la porte, leurs chaînes de téléphone (la seule journée de la votation) et leurs flottes de « taxis » (idem)... C'est de la propagande de pithécantropes. *L'homo creditistus*, lui, assume, l'ère de la télévision.

Le *super homo creditistus*, Réal Caouette, s'est avisé qu'une invention électronique, qui pénètre dans plus de 90% des foyers, répondait à la définition d'un *mass medium* et que c'était fait pour s'en servir. Quand on veut agir sur les masses... Quand on veut déclencher une *furur populi* il faut parler au peuple là où il se trouve. Osmose et contagion par en bas ; mais aussi ubiquité venant d'en haut : entre les deux, parthénogénèse. Ce n'est pas pour rien qu'une longueur d'ondes de télévision et un poste émetteur s'appellent « canal ».

L'homo creditistus est strictement indigène (d'autres anthropologues préfèrent dire : « aborigènes » ou « autochtones »). C'est un gars de la place, du coin, de la rue, du rang. C'est un « gars comme nous autres », donc, pas trop d'instruction, mais « qui a des idées », c'est-à-dire « les bonnes », tandis que le Libéral ou le Conservateur d'en face n'en a pas, bonnes ou mauvaises.

L'homo creditistus est un pur ; on pourrait même dire « aryen », rapport aux « Juifs inutiles »⁵⁰. La branche *canadienensis* fut spécialement pure car elle fut la seule vivace à l'époque glaciaire, mais à l'autre bout de *l'usque ad mare* (de maigrichonnes espèces anglaise, états-unienne, australienne et néo-zélandaise sont mortes ; mais la dernière s'est ranimée un printemps en 1954). La rameau *cannayenensis* a bourgeonné sur le tard en une telle floraison, en 1962, qu'il ploie la branche *canadienensis* jusqu'au point de rupture. Des hypothèses sont émises à l'effet qu'il pourrait constituer un nouveau tronc en terre indigène, perdant ainsi ses derniers caractères exotiques. L'enracinement étant plus profond, la germination ayant été plus lente, tous les produits de *l'humus canayenensis* seraient des prototypes raciaux d'une pureté encore inégalée.

L'homo creditistus est congréganiste. C'est un ligueur, un syndicaliste, un lacordaire, un tertiaire, un coopérateur, un futur marguillier : on en trouve même qui sont, en plus, agents d'assurance, manœuvres, médecins, cultivateurs, épiciers, cantonniers. Certains le disent dévot parce qu'il est croyant. Pour lui, « c'est tout un », sa vie est son principe d'unité. C'est peu de dire de *l'homo creditistus* qu'il est désintéressé. Il pratique la politique « gratuite » dans tous les sens. Sa gratuité politique allait jusqu'à nier l'importance d'être au pouvoir pourvu que le témoignage de la Vérité fut claironné et que fussent ébranlées les colonnes des temples bancaires et parlementaires. Un accident génétique a fait qu'il est « au pouvoir ». Il ne sait trop qu'en faire. Mais, comme « ils » ne veulent rien comprendre, *l'homo creditistus* menace de rentrer dans ses terres qu'il arpentera à nouveau, « en raquettes s'il le faut »⁵¹. Et l'on verra alors de quoi *l'homo creditistus canayenensis* est capable !

L'homo creditistus en est déjà à sa deuxième génération. La première génération vit encore. Les premiers ancêtres connus, Louis Even, Gilberte Côté-Mercier, sont retirés avec un groupe de fidèles dans un monastère du nom de la « Maison Saint-

⁵⁰ L'expression est de M. Réal Caouette, qui la reprenait peut-être de M. Solon Low.

⁵¹ Expression de M. Caouette, interrogé sur la possibilité d'élections en hiver.

Michel », à Rougemont (...) Un calvaire extérieur accueille les « Pèlerins d'un Monde Meilleur ». C'est le « Saint des Saints » de la Révélation nouvelle contenant le Flambeau qui ne s'éteindra jamais. Ou le *Livre de Raison*, si l'on peut dire, de la famille. Le premier couple fut à l'origine de tout et de *tous* : les « claisons », les « défricheurs », les « voltigeurs » ; et, déjà, la tendance rénégate pointait : « pucerons » et « grenouilles », les stigmatisait-on à l'époque. Aussi à l'origine de tout. *Le Moniteur, Les Cahiers du Crédit social, Vers Demain* : l'« Institut d'action politique », l'« Union des électeurs » ; les insignes, les bérets (idée « capitalisé » de la J.O.C.), les congrès-pèlerinages, la bannière à la Vierge, la *Marseillaise créditiste*. De cette pièce d'archives, citons la dernière strophe sur laquelle se penchera l'anthropologue du XXIème siècle :

Sur tes enfants, Nouvelle-France,
Des jours plus beaux bientôt luiront.
Découverts, mis en évidence,
Les voleurs confus, s'en iront. (bis)
Entendez-vous l'appel qui presse ?
Répondez-y, hommes de cœur.
Lâchez la bride à votre ardeur.
En avant ! sans peur, sans faiblesse.
Créditistes, debout !
Ton étendard est beau !
Toujours, partout,
Rayonnera le feu de ton drapeau.

La deuxième génération est venue : conflit classique des générations. C'est elle qui a raison, la « génération d'avant » a tort, classiquement. La deuxième génération est moins pieuse. Pour tout dire, elle est hérétique ; elle aime même son hérésie. Pour la première génération, la présente génération a comme l'apostasie officielle de vouloir faire de la politique *en en faisant*. La première génération se fera couper en morceaux - ne pas oublier qu'elle est toujours vivante, quoique cloîtrée - plutôt que d'admettre que le meilleur moyen de faire de la politique c'est de la faire. Cette première génération a la foi intransigeante des « solitaires » et religieuses de Port-Royal. Les « apôtres » et « missionnaires », qui doivent prendre l'air des champs, viennent se retremper à l'« abbaye » de Rougemont.

La deuxième génération s'est émancipée. Elle a claqué les portes, cassé les vitres. Elle a même été contaminée par les miasmes du vent putride de laïcisation qui a déferlé récemment sur l'ex-futur Terre promise. Elle est même au pouvoir, mais dans une terre d'exil : châtiment mérité. Elle aura beau faire, la deuxième génération, elle est marquée par la Grâce. Son indignité actuelle n'y pourra rien changer. La deuxième génération est fille de la première. Personne ne peut faire que ses parents n'aient pas existé.

J'ai peut-être l'air de blaguer. C'est parce que j'ai peur. Ce n'est pas parce qu'utopique, aberrant, que le phénomène créditiste disparaîtra fatalement. Dans les circonstances actuelles (au premier rang, l'insignifiance actuelle des Canadiens français des deux partis fédéraux traditionnels), il m'apparaît plus vrai de soutenir que c'est par son contenu d'aberrations, enveloppées d'utopie, que le Crédit social durera, peut-être avec éclipses, mais sûrement avec récurrences. Il n'y a, en tout cas, aucun signe d'effondrement. J'ai peur parce que ceux qui devraient avoir peur n'ont pas assez peur. D'une peur *active*, j'entends, qui prépare une contre-attaque à la dimension de la force et du *réalisme* de l'adversaire. Et du *terrain*.

e) Un gars nommé Réal Caouette

[Retour à la table des matières](#)

C'est un vendeur. Pas n'importe lequel : il vendrait des réfrigérateurs aux Esquimaux ou des Chauffettes aux Noirs d'Afrique équatoriale. Agent d'assurances, il vendrait un million dans les premiers trois mois. Grand maître de la *pressure sale*, il en aurait remontré à MM. Barnum et Camilien Houde eux-mêmes. Il n'est pas seulement puissant, il est la puissance d'un dynamo qui refait son énergie en la dépensant. Il est inusable.

Il n'est pas de la race des fonceurs, des nerveux, des irascibles, des agressifs. *Il se répand*, comme le robinet. Il n'est jamais tendu mais toujours intense. Sa force n'est pas de toujours toucher mais de frapper avec la régularité du métronome. Ce n'est pas un archer ou un franc-tireur embusqué : c'est un marteau-pilon. Un marteau-pilon extrêmement précis qui casserait la coquille en laissant la noix intacte. On ne lui résiste pas. Pour lui échapper, il faut ne pas être dans le secteur.

Il est tellement fort, le sait, qu'il n'a même pas la faiblesse du cabotinage, péché mignon de toutes les vedettes. C'est une « force de la nature », à condition de bien avoir à l'esprit que la « nature » en question est celle de *l'homo creditistus*. Il est *l'angry young man* de la deuxième génération de cette espèce qu'il a tirée de l'existence souterraine. Il est vite ! Mais la vitesse n'a d'intérêt pour lui que comme compression inattendue de la force. Son record de vol supersonique le grise moins que l'impression d'être la locomotive qui tire le train.

Super homo creditistus, il a les qualités psychologiques de l'espèce humaine courante, indifférenciée. Il sait être *humain*. Il chante le *P'tit Bonheur* aux *Couche-Tard* avec la gentillesse d'une vedette en vacances. Il a cette fausse froideur de ceux qui déclenchent des réflexes affectifs. Qui n'est pas *homo creditistus* ne peut pas comprendre. « Si vous pouviez vous entendre avec Réal... » dit-on avec peine à M. Jean Marchand. Il est « Réal ». Il commande la confiance intimiste, tout *super homo creditistus* qu'il soit. Un doctrinaire de la pourriture socialiste, David Lewis, a dû lui concéder qu'il était un « démagogue *charmant* ». Il ne laisse pas prise à la caricature comme le prophète Louis ou la Papesse Gilberte. C'est en vain que, dans *La Presse*, Normand Hudon charge pour lui composer une gueule sinistre. Il est rassurant comme l'ancien secrétaire-trésorier de la Chambre de commerce des jeunes de votre patelin.

On l'a déjà accusé d'être volontiers mal embouché. C'est qu'il est direct. Il ne perd jamais le contact. La logique verbale de Raymond Devos est inexistante à côté de la sienne. Jongler avec les mots est enfantin. jongler avec les « idées », voilà le grand art. Il jongle avec les idées - toujours les mêmes - mises en forme d'axiomes - toujours les mêmes. Cinq ou six axiomes suffisent à assurer un renouvellement perpétuel. Les axiomes s'intervertissent entre eux : il faut savoir quand harponner par l'axiome cinquième, ou premier ou troisième, confirmer la prise avec l'axiome quatrième, enlever la proie avec l'axiome deuxième. Ou l'inverse, ou l'une ou l'autre des combinaisons quasi indéfinies. Mais le renouvellement est encore assuré à un deuxième degré : chaque axiome peut être accroché par la fin, le début, ou le milieu : autant de mots, autant d'axiomes, autant d'idées. Disant toujours la même chose, elle ne sera jamais dite de la même façon. La Vérité passe en mouvement perpétuel. Et le dynamo est inusable.

« Y parle t'y ben ! Y leur a t'y donné ça ! » « Leur », selon le contexte, représente : les socialistes ou communistes (bien entretenir la confusion), les « vieux partis », les banquiers et les capitalistes, les « gars d'Ottawa », les chefs syndicalistes (bien

distinguer des « bons » syndiqués), les intellectuels (tous « pseudo »...) Mais quand il *parle* - c'est un euphémisme car il est à tout coup dévastateur - quand il déferle donc, il n'est jamais vulgaire, ne fait jamais dans le genre grossier. Il n'a pas la démagogie des origines. Il n'entretient pas le culte du *self-made man*, ce qui est capitaliste, matérialiste et non créditiste. Parti de peu, il n'a pas senti le besoin d'apprendre des « mauvaises manières » qu'il n'avait pas. Il est et fait « Monsieur distingué », mise soignée mais sobre, cheveux impeccables, la manchette avantageuse.

« Réal » est sincère. Il dit toujours quelque chose. Il ne fait pas de bavardage à vide comme Camilien (« Ma ville... ») ou Duplessis qui n'a jamais dit que deux choses (« Ravoir notre butin » et la nécessité de l'autorité et du travail). Il ne commettrait pas cette bourde « La santé, c'est la meilleure assurance-santé » ; mais il dira « je ne suis pas contre l'assurance-chômage, je veux la rendre inutile ». On a déjà dit qu'il était un « ignorant intelligent ». C'est le sous-estimer. D'abord, les rues en sont pleines d'ignorants intelligents. Ça ne le distinguerait pas. Les choses qu'il *sait*, il les sait avec tellement d'intensité et les communique avec tellement de conviction que ça lui donne l'intelligence naturelle de sembler connaître toutes les autres choses. C'est peut-être ça le petit mystère du leadership.

« Réal » est sincère. Il virevolte ; mais il n'esquive jamais. Les coups ne portent pas contre lui. Son univers mental le met à l'abri des pièges de la dialectique. Il a réponse à tout parce qu'il a déjà répondu à tout dans son esprit. Selon le jeu de l'introversion des axiomes et des mots dans un axiome, il a, prêtes, les mille réponses aux mille objections possibles (voir le troisième paragraphe plus haut). Connue il n'hésite jamais, n'est jamais embarrassé, sa sincérité est sans faille visible. Il n'a pas la sincérité laborieuse et les procédés navrants du politicien classique.

Quand il décolle de la réalité, c'est en enlevant un paquet de réalités incontestables. Et tout le monde a la certitude qu'on continuera à évoluer dans un monde de réalités. C'est tout comme si le décollage n'avait pas eu lieu. Ce sont les autres qui sont dans les nuages, ne savent pas le prix de la « personne humaine », ou ne se sont pas donnés la peine d'apprendre le crédit social. Ça explique tout.

« Le peuple », ce n'est pas quelqu'un avec qui l'on s'assimile, c'est quelqu'un à qui parler. Comme avec les anciens condisciples du Collège de Victoriaville. « Je n'ai rien contre les intellectuels non plus (écrivez ça dans le *Magazine Maclean*). Je leur reproche seulement de flotter dans les nuages et de ne pas connaître le peuple. Le

N.P.D. et tous ces gars, ils descendent d'en haut pour parler au peuple et s'imaginent que le peuple ne s'en aperçoit pas. Moi, je fais le contraire » (septembre 1962).

Pédagogue, il aurait pu être vulgarisateur génial comme René Lévesque à *Point de Mire*. Il peut faire tout passer. Il crève l'écran. Il est là. Il possède. Nul ne peut prétendre connaître Réal Caouette s'il ne l'a pas vu au moins quelques semaines à ses quarts d'heure hebdomadaires. C'est une « bête à télévision ». Sans télévision, il n'y aurait pas de Réal Caouette, il n'y aurait pas eu le 18 juin que nous connaissons. Comme on le dit en langage de métier au théâtre ou au cinéma, c'est « une nature ».

Sincère, « Réal » est courageux. Un auditoire n'est pas antagoniste. Si le climat est peu amical, le *challenge* est plus stimulant. M. Johnson évite un auditoire d'étudiants ⁵². « Réal » y va. Et même à Toronto (après l'admission que ses héros politiques étaient Hitler et Mussolini). Il sait bien qu'en une seule fois, il ne pourra pas « vendre » le crédit social. Mais il sait qu'il enlèvera au moins quelque chose. Au minimum, une révision du personnage imbécilement croquemitaine qu'on essaie de lui fabriquer. En aucune occasion, il ne fut complètement perdant.

S'il était moins sincère, il serait habile. Il ne ranimerait pas le souvenir de notre anti-conscriptionnisme à « la dernière » ; il se tairait sur son admiration réelle pour Hitler et Mussolini. Quand on est une figure nationale, un instinct d'autoconservation devrait jouer. Pensez-vous ? la marque sociale première d'un *homo creditistus* est de dire ce qu'il pense. Et il pense ! Un pays riche comme le Canada, qui ne nourrit pas ses chômeurs, ne mérite pas qu'on le défende. Hitler et Mussolini avaient du bon. Alors pourquoi ne pas le dire si on le pense ? Si on le pense c'est que c'est vrai. Contrairement à l'*homo politicus* du type courant et décadent, l'*homo creditistus* croit que « toute la vérité est bonne à dire ».

Du fascisme ? Allons donc. Le Crédit social est pour « la personne humaine ». Les « pèlerins d'un monde meilleur » (*Vers Demain*, bien entendu) attachent peu d'importance aux accidents historiques. Ce n'est pas leur faute si Hitler et Mussolini ont mal tourné. « J'admire les qualités de leader de Mussolini et je regrette qu'il ait été fasciste. J'admire chez Hitler ses réformes économiques et je constate qu'il avait sorti son peuple de la misère. Je regrette qu'il ait employé pour la guerre au lieu de la paix, les idées qu'il avait » (*Le Magazine Maclean*, septembre 1962).

⁵² Du moins à cette époque, de fin 1961 et 1962.

« ... les idées qu'il avait... » C'est grave pour vous et pour moi : c'est grave pour nous, car, ne serait-ce que pour cette « idée »-là, nous croyons que les Juifs sont des « personnes humaines », en aucun cas « inutiles ». C'est gênant pour « Réal » au niveau des *coleaderships* entremêlés : M. Thompson le lui aurait fait comprendre. Mais pour l'*homo creditistus* de bonne souche ? Aucune importance. Rappelons-nous : avant et même pendant la guerre, que discussions-nous dans nos collèges ? De la juiverie internationale (ouvrage recommandé : *Protocoles des Sages de Sion*), de la franc-maçonnerie, des avantages respectifs du totalitarisme et de la démocratie - et celle-ci « en prenait un coup » ! On discutait bien entendu aussi des sujets littéraires ou patriotiques ; mais les premiers sujets faisaient les grands soirs.

L'*homo creditistus* de la deuxième génération est une espèce arrêtée sur bien des points au legs moral de la première. Ce n'est pas l'actualité qui le rafraîchit, il fait maintenant l'actualité. Car il est « au pouvoir ». Et le *super homo creditistus*, Réal, dirige la phalange. C'est la grande vedette canadienne de 1962.

Le « gars nommé Réal Caouette » est un homme dangereux. D'autant plus qu'il n'a pas de vis-à-vis.

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier.
A) Sur la nouvelle misère de notre politique fédérale (1963)

Chapitre VI

Nos “plénipotentiaires” et “chargés de pouvoir” à Ottawa*

a) *À qui de droit*

[Retour à la table des matières](#)

À qui de droit : c'est-à-dire à nous tous, citoyens responsables d'une démocratie libre. Mais surtout à ceux qui postulent l'honneur redoutable de la diriger en notre nom : essentiellement les leaders des deux grands partis fédéraux, une fois de plus - hélas ! - le N.P.D. étant quantité négligeable dans le Québec, Mais aussi aux chefs des deux partis provinciaux, moins immédiatement « intéressés » mais qui doivent dès maintenant compter avec le créditisme d'expression fédérale. Ce nouvel élément massif est désormais susceptible de rendre plus aléatoire la simplicité du jeu dualiste de naguère (...)

Cela fait beaucoup de monde vitalemtt intéressé.

Plusieurs mois après le 18 juin et à la veille ou à l'avant-veille de la prochaine consultation fédérale, j'ai voulu rendre compte du phénomène créditiste que, comme

* Sauf les articles constituant le paragraphe « a », qui furent publiés les 14 et 15 janvier 1963, les textes de ce chapitre parurent entre les 29 mars et le 11 avril 1963. Le dernier de ces textes commentait les résultats de l'élection du 8 avril 1963.

tout le monde, j'avais sous-estimé et non prévu. Aujourd'hui, il faut plutôt prendre le risque de le surestimer un peu que de courir celui d'être déjoué une fois de plus. Une seconde fois, ce serait trop bête. je demande à mon lecteur de bien suivre la ligne générale et *toute* la ligne de mon argumentation.

Cette argumentation tient en ces quelques propositions pour se maintenir et accroître ses gains, le Crédit social a besoin de moins de force qu'il ne lui en a fallu pour émerger du néant ; si la situation socio-économique qui a facilité cette émergence n'est pas radicalement changée, les Créditistes ont les moyens de compenser amplement certaine déperdition de la faveur politique qu'ils ont gagnée le 18 juin ; une « classe politique » nouvelle, aussi désintéressée qu'efficace, s'affirme en notre province avec, à sa tête, un leader hors série et inquiétant ; une troisième option, *négaliviste*, est désormais offerte - sans « perdre son vote » - aux électeurs qui veulent enregistrer un vote anti-système, ou anti-« vieux partis ». Sans même tenir compte de l'instabilité gouvernementale, nous nous trouvons devant une situation à tous égards inédite. Aussi une évaluation fondamentale s'impose-t-elle.

Le phénomène créditiste est à la fois la plus *gigantesque duperie populaire* de notre histoire en même temps que *le pas démocratique le plus large* que nous n'ayons jamais franchi. Ce tableau contrastant d'ombres opaques et de lumière éclatante peut brouiller les analyses et rendre flottantes les stratégies à venir. Le côté positif et encourageant du phénomène créditiste ne doit pas atténuer la détermination active à dénoncer l'involontaire fraude populaire du 18 juin 1962. Aujourd'hui, disons que, dans le bilan provisoire, les colonnes du passif et de l'actif s'équilibrent. Mais, si l'emprise créditiste se confirme et s'élargit encore dans notre milieu, l'« actif », chargé actuellement de valeurs et de significations démocratiques, s'évanouira : nous serons alors devant un bloc de « passif » dont la force d'inertie ne sera que très difficilement soulevable.

Il faut avoir infiniment de respect pour l'idéal, la bonne foi incommensurable, l'ardeur et l'intelligence combative des Créditistes. Ils ont réussi ce qui était tenu pour impossible. Dans un univers d'hésitants et de faiblards, je les salue comme des forts et des efficaces. En une colonne voisine, André Laurendeau leur a « rendu hommage » pour cela. Mon hommage tardif est sans arrière-pensée, car je dis encore aux Créditistes : « C'est pour cela même qu'il faut vous combattre. Ces qualités d'ardeur et de désintéressement étaient vraiment dignes d'une meilleure cause. Votre pureté d'intentions ne change rien au fait qu'ayant été *noblement* dupés vous soyez maintenant in-

consciemment d'efficaces marchands de rêves. Volontairement ou non, il est toujours néfaste de vendre l'opium des paradis artificiels. Vous créez un mal pire que celui que vous voulez détruire. Votre crise de désillusion sera terrible. Vous vous préparez des lendemains qui vont cruellement déchanter. »

Cela dit, je ressens une gêne certaine. Je voudrais pouvoir dire : il y a une solution de remplacement à la chimère créditiste. Pour des raisons que tout le monde connaît et qu'on peut déplorer, le N.P.D. est aussi irrecevable dans notre milieu que l'ancien C.C.F. - P.S.D. D'ailleurs, il ne sort guère de l'île de Montréal et n'a pas encore pris l'air de la province. On se retrouve en face des « vieux partis ». Aussi, cette série s'adresse-t-elle d'abord à leurs dirigeants. Je leur crie : « Réveillez-vous, que diable ! Rendez-vous intéressants. Faites que l'accident créditiste ne se reproduise plus. L'avertissement est sévère. Vous auriez tort de le minimiser. »

Mais, encore une fois, vous, Créditistes, qui avez remué une masse d'un demi-million de personnes qui ont dit un « Non ! » bien senti à la médiocrité des partis traditionnels, soyez remerciés ! Jusqu'à maintenant, la démocratie non seulement est sauvée mais elle a fait un pas de géant. Mais c'est l'avenir dont il s'agit. Le prochain pas du créditisme sera une reculade dix fois plus longue dans l'irréel. Pour l'instant, ce que vous avez fait le 18 juin, c'est bon, c'est magnifique.

Les grands astres qui occupaient presque tout notre ciel politique (Saint-Laurent au fédéral, Duplessis au provincial) étant disparus, les votants créditistes du 18 juin ont préféré s'accrocher à la queue de la comète Caouette que de se laisser attirer par des étoiles peu brillantes de deuxième ou troisième grandeur, et qui apparaissent si lointaines, si lointaines... La signification psychologique la plus profonde du vote créditiste me paraît être le désir, en l'absence de « grands protecteurs », de se donner de petits « protecteurs locaux » mais *sûrs*. S'ils ne sont pas élus, les « vieux partis » trouveront au moins *négativement* à comprendre. S'ils sont élus, on aura *positivement* des agents de doléances qui, en la lointaine terre outaouaise, porteront le message de l'inquiétude réelle au niveau local. C'est ce qu'ils font, les 26, en se débattant comme des diables à travers les « pièges » de la procédure... Il n'y a pas lieu d'en rire. Ils ne font pas mouche à tout coup, mais assez souvent.

« Le peuple », en votant créditiste le 18 juin, a fait sa *petite crise libertaire*, lui aussi. Il a montré, par les moyens qui lui étaient offerts, qu'il participait à l'anti-conformisme général qui est une ambiance saine. (Je déteste ces limitations du langa-

ge. Quiconque parle du « peuple », de la « masse », fût-il Réal Caouette, semble s'en exclure : ça vous a un petit air « élitiste » ou aristocratique, forcément « bête ». Mais comment éviter ces termes si on se refuse à raffiner sur l'analyse, si on ne veut pas compliquer l'exposé ?)

En toute société non complètement stagnante - la nôtre ne l'a jamais été - il y a d'importants secteurs de la population qui font mine d'entrer dans le jeu conventionnel, d'en respecter les règles, faute de pouvoir jouer leur propre jeu. Ces secteurs de la population n'attendent que l'occasion d'une nouvelle partie. Chez nous, la première génération de Créditistes a été *pour* l'Action libérale nationale, l'Union nationale première manière, le Bloc populaire ; elle était surtout *pour* un changement beaucoup plus radical, quand l'heure du Crédit social viendrait... Ces gens-là ont appris à *ne pas accepter*, à n'être jamais résignés, et, par-dessus tout, à n'être pas pressés. Cela, Réal Caouette l'exprime mieux que personne : « Les réalités d'aujourd'hui sont les utopies d'hier. La meilleure preuve en est notre montée actuelle. Galilée a été mis en prison. Lincoln a été défait. Henry Ford a été traité de fou. Le Crédit social est ridiculisé depuis vingt ans, regardez où il en est aujourd'hui. Chaque fois qu'un homme a voulu changer quelque chose dans la société, on a voulu l'en empêcher. Combien d'hommes avait Castro pour commencer sa révolution ? Combien de communistes ont implanté le système ? Il faut seulement de la patience et les Créditistes en ont » (*Le Magazine MacLean*, septembre 1962). Une telle tirade ne me fait pas m'esclaffer ; c'est un langage de Chef.

En « étudiant le Crédit social » - conseil de M. Caouette - depuis ses sources québécoises, je me suis pris à penser : si l'Action libérale nationale de Paul Gouin n'avait pas existé en 1934, si le Louis Even d'alors avait été le Réal Caouette d'aujourd'hui, nous aurions pu avoir, comme l'Alberta, notre « Aberhart » dès 1935-1936. Cette supposition à peine fantaisiste n'implique pas que nous sommes voués à passer fatalement de l'ère du duplessisme à celle du caouettisme. C'est l'idée préférée d'incorrigibles amis doctrinaires que la « révolution ne peut se faire au Québec que *par* la droite ». Un premier début de réponse, c'est que le « peuple » fait la révolution qu'il a l'*occasion* de faire. Je n'ai pas fait un tas de toutes les graines de fascisme qui saupoudrent la réalité créditiste chez nous depuis 1934. La menace est suffisamment flagrante à mes yeux pour qu'on ne l'indique pas par des épouvantails.

S'interrogeant sur les causes du retour aux forces du duplessisme en 1956, André Laurendeau écrivait : « Nous digérons... » Cette intuition valait dix analyses. « Nous

digérons » encore la prospérité, relative bien sûr, mais qui se prolongeait depuis la guerre. La bonne digestion produit des effets d'euphorie que ne peut distraire l'appel des sirènes du royaume d'Utopia. Depuis 4 ou 5 ans, « nous digérons » moins bien. Les deux tiers de la province souffrent de malnutrition économique : une économie déprimée suscite des états politiques dépressifs. Autant que ceux qui mangent trop, ceux qui ne mangent pas assez et qui craignent de moins bien manger demain sont sujets aux brûlements d'estomac, causes bien connues de mobilité d'humeur...

« Nous digérons » moins bien depuis que les cadres longtemps fixes des politiques fédérale et provinciale (à cause de Saint-Laurent et Duplessis) ont commencé à craquer. Le cadre provincial commence à être rafistolé depuis juin 1960 ; on sait qu'il pourra contenir beaucoup plus depuis le 14 novembre 1962. Mais le cadre fédéral, du point de vue québécois, apparaissait plutôt vide en ce printemps 1962. C'est dans ce vide qu'apparut la comète Caouette avec le résultat que l'on sait. (Ne pas oublier que toutes les comètes ne sont pas fuyantes ; certaines reviennent périodiquement)... J'ai la conviction que le gars nommé Réal Caouette ira au bout de sa comète » - ou de son « dynamo » inusable.

Au fédéral aussi, « le peuple » veut être « dans le coup. » Une bonne partie des notables locaux des partis traditionnels ont été rejetés par le vote créditiste du 18 juin : il en voulait d'autres. Parmi ceux qui ont pris le train pour Ottawa, trois ou quatre se sont déjà « fait un nom ». M. Caouette était déjà précédé par sa « réputation » (...) Le prochain programme libéral devra être net, noir sur blanc, sans nuances ni distinctions académiques. La population qui a voté créditiste ne demandait pas plus de français dans l'administration fédérale ; elle ne s'y oppose pas, elle pensait à autre chose ; elle voulait plus d'égalité économique, moins de chômage, moins d'insécurité pour l'avenir. Elle voulait surtout du neuf, des hommes nouveaux. Il faudra lui en offrir. Les Conservateurs sont en net déclin au Québec. La *crédibilité* du message libéral n'est pas certaine : il faut imposer confiance ; l'adhésion ne va plus de soi dès qu'on rejette les Conservateurs. Lequel parmi les dirigeants libéraux du Québec peut « être un *match* » à M. Caouette (si l'on me permet ce mauvais argot sportif) ? MM. René Lévesque et Jean Marchand ont dénoncé la chimère créditiste. Le premier n'est pas dans la politique fédérale et il a bien d'autre pain sur la planche. Le second, qui n'est pas dans la politique fédérale ou provinciale, a entrepris un travail de sape de l'empire créditiste. Mais, en dehors des centres de forte concentration syndicaliste, l'efficacité de son action ne peut être que limitée. Au moins, un homme de premier

plan, conséquent avec les valeurs auxquelles il croit, dit que le créditisme en est la monstrueuse caricature, dénonce la généreuse imposture.

On se sera peut-être étonné que j'aie parlé de menace créditiste au plan de la politique provinciale. Rappelons d'abord que les 26 ont à Ottawa un comportement tout ce qu'il y a de plus « provincial » : ce principe de leur unité est tout au moins aussi fort que celui de leur homogénéité créditiste. Bien servis par la presse - oh combien ! - ils jouent de la corde nationaliste avec plus de naturel que des théorèmes du major Douglas. Cela se sait dans les comtés qu'on n'a jamais eu députés plus canadiens-français qu'eux. Voici mes deux lignes de réflexion.

D'abord, à *partir de la prochaine fortune électorale des créditistes*. Qu'ils soient écrabouillés, qu'ils perdent quelques plumes, qu'ils voient leurs gains confirmés ou en fassent de nouveaux, ils seront, selon moi, amenés à jeter le gant dans l'arène provinciale. *Tôt ou tard*. D'abord, ils sont inconfortables à Ottawa. Actuellement, ils sont conjointement au pouvoir ; bien que marginalement - d'une marge vitale pour le gouvernement dont ils sont l'appoint - ils mènent le bal. Cela devrait ne pas durer. Certaine nostalgie les saisira-t-elle dans les sombres travées de l'opposition ? Et puis, il y a les exemples illustres de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, prouvant le curieux déterminisme de ce parti qui ne peut prendre le pouvoir que là où il est sûr de n'avoir pas à s'excuser de ne point appliquer sa doctrine, du reste, strictement inapplicable !

M. Caouette ne veut pas ? À la longue, M. Thompson et les autres collègues de l'Ouest ne s'opposeraient pas au « rapatriement » de M. Caouette... M. Caouette ne sera pas le seul à décider. Déjà MM. Grégoire, Marcoux, Dumont, un ou deux autres, ont commencé à s'affirmer. Et puis, n'est-ce pas, dans un parti aussi « démocratique » c'est la majorité qui décide. Leur entrée sur la scène provinciale n'impliquerait pas qu'ils abandonneraient forcément la politique fédérale. S'ils retournent en force à Ottawa, ils s'estimeront assez forts pour « enlever » la province aussi. S'ils essuient des pertes ou que leur rôle cesse d'y être exaltant, « la province » les tenterait de plus en plus. J'ai même l'impression qu'ils s'y agripperaient.

Les Créditistes n'ont pas fait l'élection du 14 novembre ? Il y fallut toute l'autorité conjugée de MM. Thompson et Caouette pour les retenir. Souvenez-vous : le docteur Marcoux aurait été à deux doigts d'un acte de rébellion ⁵³. Ils se rendirent à l'ar-

⁵³ Un peu plus tard, en d'autres circonstances et pour d'autres raisons, le Dr Marcoux se rebellera...

gument de sagesse de ne pas ouvrir un second front alors qu'ils seraient engagés à fond sur le premier pour un temps indéterminé. Et puis, ils flairèrent encore que le vent était trop bon pour l'équipe Lesage. De cet épisode je retiens, comme indication pour l'avenir, que leur désir impatient de se lancer dans la lutte provinciale est un fait au moins aussi important que l'assentiment final à ne pas y participer.

Le vote créditiste du 18 juin ne fut guère visible dans les résultats du 14 novembre ? Bien sûr, ils ne livraient pas la bataille ! *In extremis*, M. Caouette fit quelques sorties contre le principe de la nationalisation. C'était pour la frime ou la bonne conscience. Créditistes et sympathisants étaient laissés libres. L'alliance au moins officieuse de certains chefs créditistes avec l'organisation de l'Union nationale aurait permis de battre certains députés libéraux. Ailleurs, les résultats comparés de fortes majorités créditistes au scrutin fédéral du 18 juin et de fortes majorités libérales à l'élection provinciale du 14 novembre sentent les bons vieux « pactes de non agression » que concluaient naguère Libéraux fédéraux et Unionistes. Se souvenir aussi qu'à l'élection de 1956, ce qui n'est tout de même pas de l'histoire ancienne, les *Bérets blancs* se trouvaient sur les estrades libérales. Une ancienne fraternité d'armes a pu faciliter une neutralité bienveillante. Le 14 novembre ne prouve rien d'autre que les Créditistes se sont abstenus. Il ne prouve en rien qu'ils s'abstiendraient de participer à une campagne provinciale à l'avenir. Tout dépendrait du vent...

Et c'est ici qu'intervient *la seconde ligne de raisonnement : le présent de l'Union nationale*. Ça bout fort dans la marmite ces temps-ci. M. Bertrand partira-t-il ? En quelles proportions, des deux côtés, iraient les morceaux ? La prévision du fondateur que « son » parti ne lui survivra pas s'accomplira-t-elle ? (J'écris ces notes le 19 décembre 1962). Que M. Bertrand parte ou pas, qu'il y ait scission ou simples craquelures, le parti est en crise. C'est dans des situations semblables que le Crédit social a pu s'implanter en Colombie-Britannique. L'Union nationale n'est pas à prendre par qui le voudrait. Pas encore. Mais la crise larvée qui vient d'éclater peut se prolonger, se manifester avec récurrences. En l'une ou l'autre des circonstances dites plus haut, les Créditistes québécois pourraient trouver l'occasion favorable pour eux de se porter à l'assaut de la « forteresse provinciale ». Je les vois davantage se substituer en douce à l'Union nationale que l'absorber d'un seul coup.

Il se trouve que nous avons besoin d'un parti conservateur présentable et pas trop bête pour surveiller et aiguillonner de près M. Lesage et compagnie. Un conservatisme décent à la Sauvé ou à la Barrette, pour ce rôle, nous satisferait. Or, M. Johnson,

cédant à de petits démons intérieurs, de facilité surtout, a préféré le jeu du mimétisme de l'homme qu'il avait parfois servi avec surenchère. Ça ne colle plus. Tout le monde en a assez. Même dans l'Union nationale. Le seul moyen de démentir le prophétie du père de l'Union nationale, c'est de tuer tous les relents du duplessisme.

Je ne veux pas avoir l'air d'accabler un homme qui défend son autorité et son prestige, une partie de son passé et tout son avenir. On lui reconnaît de l'intelligence et du courage. L'autre soir (le 18 décembre) à la *Conférence de presse* de la télévision, beaucoup moins filandreux que d'habitude, correct sinon toujours direct, il réussissait presque à se rendre sympathique. M. Johnson, nous avons besoin de vous, non pas d'un petit Duplessis anachronique, pour occuper les terres de l'Union nationale, et pour que la battue créditiste ne vous en chasse pas. L'Union nationale, encore un peu plus « purifiée » tout de même ⁵⁴, ne serait pas le mal absolu du créditisme. Il n'y a aucune fatalité à ce que votre parti soit aussi vide politiquement que le Crédit social est vide économiquement. Rendez votre extrême-droite inutile.

Un mot aux Libéraux provinciaux. L'époque est bonne pour vous. Vous avez tant à faire et semblez vouloir le faire. Vous faites bien dans l'ensemble. Vous ne pouviez « tout » faire en une couple d'années. Mais la cohérence et l'efficacité dans la Fonction publique, ça presse ! Ça presse aussi une politique de l'agriculture et du développement rural. La force des Créditistes est telle dans des régions économiquement retardées que vous courez le risque d'avoir à affronter, un de ces jours, quelque jacquerie paysanne ou quelque poujadisme antifiscal. La densité régionale des abonnés de *Vers Demain* il y a 20 ans correspondait en gros à la concentration du vote créditiste du 18 juin. Ce n'est pas d'aujourd'hui, ce ressentiment. Mais c'est à vous et le plus tôt possible qu'il appartient de l'apaiser. Les Créditistes sont forts sur le « signe de piastre », aussi bien en pensant à celles qu'on leur « arrache » qu'à celles qu'ils n'ont pas.

À l'été 1956, j'avais peur parce qu'on n'entrevoit pas le début de la fin du duplessisme. À la fin de 1962, j'ai peur que ne commence l'ère du créditisme et que nous ne soyons pas à la fin de nos « surprises ». Je souhaite, évidemment, m'être trompé de A à Z.

⁵⁴ L'opération purification a été lancée lors du congrès de mars 1965.

b) Le risque de s'installer dans l'instabilité

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce quadrille électoral ⁵⁵ que rythment attaques et contre-attaques souvent ambiguës et toujours entremêlées, comment s'y reconnaître ? Au premier plan, ce semble être un quadrille, mais il recouvre mal plusieurs pas de deux à l'arrière-scène. Dans plus de la moitié du pays, les partenaires secondaires et occasionnels s'introduisent dans la contre danse, font brouillage ou illusion - l'illusion d'une fausse complexité. *L'argument* du ballet est dans ces « pas de deux ».

Dans le Canada de l'Est, c'est clairement un pas de deux : Libéraux et Conservateurs dans les Maritimes ; Libéraux et Créditistes dans le Québec ; Libéraux et Conservateurs en Ontario. À l'Ouest, le jeu ne semble pas avoir cette belle simplicité. La prédominance écrasante des Conservateurs dans les provinces des Prairies (42 sièges sur 48) sera-t-elle menacée cette fois-ci ? Et surtout, par qui ? Le « déblocage », créditiste du Québec aura-t-il son effet retardé en la « maison-mère » de l'Alberta ? Le 18 juin, les quatre partis étaient présents seulement en Colombie-Britannique. Assez curieusement, dans le fief de M. Bennett, le N.P.D. arrivait en tête avec 10 députés sur 22 et le Crédit social, bon dernier avec seulement 2 sièges. Les « vieux partis » formaient un centre assez compact que se partageaient assez également Conservateurs (6) et Libéraux (4). En ce fief de M. Bennett, qui est aussi la patrie du très pacifiste M. Green, on entrevoit des gains conservateurs. Aux dépens de quel parti s'affirmeront-ils ? Grugeront-ils la majorité relative du N.P.D. ou absorberont-ils les minoritaires libéraux et créditistes ?

En résumé, dans le Canada oriental, constituant la moitié géographique et les deux tiers démographiques - et donc des sièges - du pays, jeu dualiste de grande simplicité. « À l'ouest rien de nouveau », tout au moins dans les Prairies où se reconfirmerait la supériorité conservatrice. Dans la Colombie-Britannique, le jeu à quatre se réduirait-il au bipartisme de 1958 avec les seuls Conservateurs et Socialistes ?

Au total, on prévoit une remontée libérale, principalement acquise en Ontario, de 15 à 20 sièges et une perte de 30 à 40 sièges chez les Conservateurs. Le N.P.D. main-

⁵⁵ L'élection fédérale du 8 avril 1963 : cet article fut publié le 29 mars.

tenant en gros ses positions, le bilan général s'équilibrerait avec une seconde vague créditiste dans le Québec, où il ne faudrait pas s'étonner que nos caouettistes doublent leurs effectifs du 18 juin avec une cinquantaine de sièges au lieu de 26. Étant personnellement moins renseigné que le moindre organisateur local, je n'ai fait qu'établir une moyenne honnête de ce que nous apprennent sondages et observateurs impartiaux. Si ces prévisions ne sont pas grossièrement inexactes, il s'ensuit deux conséquences importantes : 1) nous aurons encore un gouvernement minoritaire ; 2) le Crédit social s'incruste dans notre politique québécoise. Ces conséquences sont suffisamment graves pour qu'elles retiennent dès maintenant notre attention (...)

Il y a des avantages à l'instabilité gouvernementale. Par définition, les « coalitions », surtout celles qui ne s'avouent pas, sont éphémères et friables selon les questions. Inévitablement, il se présente un problème qui apparaît comme l'épreuve décisive. Les opposants à aspirations ministérielles n'ont d'autre but officiel que de raccourcir le délai qui leur permettra d'accéder au pouvoir. Tout ce beau monde parlementaire sent le besoin de se faire valoir. Et vite ! Souvent plus agressif qu'efficace, il s'agite beaucoup plus qu'il n'agit : mais on a au moins l'impression du mouvement, du spectacle. L'opinion, inquiète, est tout le temps curieuse. Les techniques de diffusion ne s'essouffent pas à susciter et à entretenir un intérêt artificiel. La politique est dans toutes les bouches. C'est un bien car - faut-il rappeler ce pléonasme ? - c'est par la politique que la démocratie est vécue. De temps en temps, les idées démocratiques ont besoin d'être fouettées, comme d'être stimulés leurs chevaliers servants. Instabilité gouvernementale dit encore insécurité des parlementaires : ce n'est pas complètement mauvais.

L'instabilité gouvernementale a du bon. À condition de n'être qu'une phase transitoire, propice à l'émergence d'un meilleur gouvernement. Mais si l'on s'installe dans l'instabilité, il risque de s'ensuivre une stabilité de l'indécision, de l'incohérence, de l'impuissance. Nul ne peut s'en réjouir si ce n'est les apolitiques systématiques, les pessimistes morbides et ceux qu'il conviendrait d'appeler les dialecticiens du pire ou du pourrissement. Ces derniers, qui logent à l'enseigne du N.P.D., du Crédit social ou du séparatisme indigène, disent : « Nous ne sommes pas encore assez creux. Il faut aller au plus profond de la crise pour que notre solution (socialiste, créditiste, séparatiste) soit acceptée. Il faut... » Il y a une politique de la « prophétie de malheur ». Heureusement, elle « réussit » rarement.

Pourquoi, contrairement à la règle commune, sommes-nous en train de prolonger l'instabilité du 18 juin ? Il doit bien y avoir des raisons inédites, une cause fondamentale pour déroger ainsi à cette espèce d'impératif systématique par lequel, dans le passé, l'équilibre, aussitôt dérégulé, se rétablissait à la prochaine occasion.

Distracts (ou blasés ?) par les jeux du cirque électoral, par certaines anecdotes parfois savoureuses, nous n'avons pas une claire conscience que l'*entité politique* « Canada » est peut-être dans la plus précaire situation générale de son histoire. Il y a bien un malaise généralisé ; on sent que « quelque chose ne tourne pas rond ». Mais ni les sources du malaise, ni le malaise lui-même ne sont pleinement ressentis (...) Le malaise ne se traduit pas en un moyen actif « pour en sortir ». Ce malaise est suffisant pour créer l'instabilité ; cette non-conscience de la gravité de ses causes risque de prolonger l'instabilité.

Et les couplets de nos cueilleurs de votes ne sont précisément pas le traitement de choc qu'il faudrait. Ceux qui devraient être des chasseurs d'illusions s'illusionnent eux-mêmes et cherchent à nous illusionner. Enfin, « c'est tout comme ».

c) En ce pays où nous sommes locataires

[Retour à la table des matières](#)

(...) L'enchaînement des faits, depuis le discours de Pearson sur le biculturalisme et l'interview à Ottawa du général Norstad ⁵⁶ en passant par le déclenchement des élections générales, jusqu'à maintenant, nous force à voir, comme en un film accéléré, les éléments essentiels du destin du Canada - s'il a un futur. Ces éléments ne sont pas nouveaux si, pour la première fois, nous sommes amenés à les considérer ensemble. Or, il se trouve que c'est dans la bousculade électorale qu'il faut essayer d'y voir clair. Nous sommes encore tout étourdis. Le moment ne pouvait pas être plus mal choisi. Quand choisit-on « ses moments » ?

Je laisse aux commentateurs, qui en ont le loisir, d'analyser au jour le jour discours et programmes, promesses et « volte-face », tactiques et propagandes. Allons au

⁵⁶ Au début de janvier 1963, le général Norstad forçait en quelque sorte la main au gouvernement Diefenbaker pour le respect des engagements nucléaires du Canada.

cœur du débat : notre place dans la stratégie globale de la guerre froide. Comme les Conservateurs et Créditistes sont divisés sur ce point, appelons, pour simplifier, les thèses Pearson et Douglas les deux politiques présentes en matière d'armements nucléaires. Pour faire bref, j'exprime sous la forme de proportions enchaînées ce qui me paraît être les données essentielles de la question.

1°) Avec ou sans « cartouches » nucléaires à nos « fusils », nous sommes protégés, non pas par eux, mais par la force de dissuasion des États-Unis.

2°) Notre contribution atomique à l'équilibre global est dérisoire ; aussi, ne risque-t-elle pas de le fausser en quoi que ce soit. (Nous serions bien loin de la « force de frappe » française qui n'atteindrait pas 21% de celle des États-Unis.)

3°) Compromis que nous sommes par notre passé atomique, une politique canadienne, ferme et allant jusqu'au bout de ses prémisses (cf. proposition no 5), de dénucléarisation absolue serait une contribution majeure à la cristallisation d'une opinion publique mondiale, encore fluide, mais qui rejette en toutes hypothèses la guerre nucléaire.

4°) Cette politique n'assurerait en rien notre survivance au cas où viendrait l'explication ultime entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. (Montréal, Toronto, Hamilton ou Arvida seraient des premières cibles tout comme New York, Chicago, Washington, Pittsburg ou Buffalo, etc...)

5°) Dans la conjoncture présente, cette politique de dénucléarisation absolue ne pourrait se faire qu'en rupture brusque des engagements auxquels nous avons consenti librement - quoique, semble-t-il, non sans arrière-pensées - dans le cadre de l'OTAN et surtout de NORAD, et ne pourrait se maintenir qu'en allant jusqu'au bout de sa logique propre qui serait une espèce de neutralisme à la James Minnifie (*Peacemaker or Powder-Monkey : Canada's Role in a Revolutionary World*, McClelland and Stewart, 1960).

6°) Cette politique n'est pas possible, non pas parce que les Américains ont besoin de nos ogives - ou ont besoin de nous en vendre - mais parce que nous ne sommes pas dans la position géographique de l'Europe occidentale, ni de la Suède ou de la Suisse pendant la seconde guerre mondiale. (Une politique de neutralité est bonne lorsque la

neutralité peut être maintenue, mais ce sont les belligérants et non pas l'État neutre qui l'assure.)

7°) Défendre cette « neutralité », combattre pour elle, n'est même pas concevable si ce n'est pas l'absurde (Carl Dubuc se posait la question dans *Le Magazine MacLean* de mars. « Si les Bomarcs descendaient en même temps tous les engins russes et américains » ?)

8°) Il est non moins absurde d'évoquer le « bellicisme irresponsable » des Libéraux ou le « pacifisme bêlant » du N.P.D. Non seulement les deux thèses Pearson et Douglas sont moins contradictoires qu'elles ne paraissent, elles sont complémentaires. La thèse Pearson est la seule praticable dans l'immédiat, mais elle n'a de pertinence que conçue comme une politique transitoire pour poursuivre l'objectif devenu nécessaire de la thèse Douglas : « Re-négocier... etc... » en tenant compte d'une opinion publique plus sensibilisée, niais aussi des changements technico-militaires ultrarapides, et surtout de la décision ferme des dirigeants américains de ne plus être gênés dans leurs mouvements par les doutes, hésitations, tergiversations de leurs alliés. Les Américains nous ont mis en contradiction avec nous-mêmes. Quelle que soit notre décision, ils l'accepteront pourvu qu'elle soit claire (M. Rusk dixit le 1 février 1963).

9°) Les règles du jeu électoral durcissent les positions, mais comme il est assez probable que, le 9 avril au matin, le seul gouvernement viable soit une alliance Libéraux-N.P.D., il est concevable qu'un *moratoire* du Parlement en matière d'armements nucléaires permette à ce gouvernement d'agir sur tout le reste et d'étudier, à tête froide, comment on pourrait articuler, en deux temps distincts, l'application des thèses Pearson et Douglas. (Quelques circonstances favorables : toutes les caisses de partis sont désespérément vides, les nouveaux élus n'auront aucune propension à repartir pour les « grandes manœuvres » ; en matière socio-économique et bi-culturaliste, les deux partis sont largement d'accord (...))

10°) Mais quand la thèse Douglas serait devenue une réalité dans la deuxième étape, nous devons dès maintenant nous rendre compte que nous aurions alors à accepter un protectorat de fait, mais *inconditionnel*, des États-Unis. Notre protection ne serait pas moindre, mais serait nulle la part qu'aurait l'État protégé aux décisions de l'État protecteur. Et cela tant que durera la guerre froide. Notre survivance dépend de celle des États-Unis. Nous serions « neutres » absolument, « dénucléarisés » totalement, mais le Canada ne cesserait pas d'être l'espace aérien qui les sépare de l'U.R.S.S. (voir

n'importe quel globe terrestre), ni leur *backstore* ou leur réservoir indispensable de matières premières, ou leur principal *vested interest* (ce qui, entre divers inconvénients, nous a valu l'avantage du deuxième standard de vie au monde).

Cela peut n'être pas très plaisant à considérer. Il n'appartient à personne de pouvoir abolir la géographie. Ni de faire que ce qui a été n'ait pas été.

d) Du duplessisme au caouettisme ou : « Le petit monde de Don Réal »

[Retour à la table des matières](#)

La grande ironie de la situation, c'est la disproportion infinie entre la gravité de la situation canadienne générale et le rôle, peut-être pour plus longtemps encore déterminant, du « gars nommé Réal Caouette ». Il a dépendu de lui que, pendant l'une des passes les plus difficiles de l'existence politique canadienne, un gouvernement minoritaire ait été mis à l'essai pendant 7 mois. C'est lui qui a mis un terme au sursis de ce gouvernement à tel moment et non à tel autre, au sujet de telle question et non pas de telle autre. Depuis le 18 juin, Réal Caouette n'assume pas toute la réalité de la politique canadienne ; mais il la domine en ce sens précis que les questions immédiatement décisives ont dépendu de lui, c'est-à-dire du « sursis » qu'il pouvait accorder ou refuser.

Cela continuera-t-il après le 8 avril ? Quoique d'une autre façon, je le crains.

Le caouettisme est né. Il n'a désormais plus besoin du créditisme. Il peut ou devra vivre de sa vie propre, comme le duplessisme de 1948 savait se passer d'un nationalisme réel. Les phénomènes de « pouvoir personnel » transcendent les questions et les « ismes » qui ont facilité leur éclosion. M. Caouette ne répudiera pas le Crédit social. Il s'affirmera et apparaîtra son seul interprète qualifié, son incarnation pure. Il s'est déjà séparé de ses parents spirituels, Louis Even et Gilberte Côté. Et alors, il n'a pas pris figure d'enfant terrible ni de renégat : il était le mouvement, la force, le présent, la vérité politique du Crédit social. Il sent certainement que « ça va casser » du côté de l'extérieur : il sera en état de prendre l'initiative de la rupture avec MM. Manning et Thompson. Les quelques « fidèles » québécois, qui jonglent avec l'idée de le faire sauter par-dessus bord, quand ils auront été, grâce à lui, réélus, sous-estiment le cher

grand homme. Ce sont eux qui vont sauter. (Voir l'affaire de Drapeau et la L.A.C. à Montréal.)

Les folichonneries du caouettisme ne le tueront pas. Son pouvoir personnel n'est pas de l'ordre du raisonnable, ni du vrai. L'accumulation de ses déclarations farfelues va alimenter sa légende (« les patates pilées » pour lui ; « les patates frites » pour M. Thompson... ⁵⁷). La légende, qu'il alimente et qui l'enveloppe déjà, rendra demain sa mythologie vivace : celle du sauveur du petit peuple québécois (« Ça fait assez longtemps qu'on marche de peur devant ces animaux-là » !...)

Le grand test de crédibilité des politiciens, c'est lorsqu'ils réussissent à laisser voir qu'ils croient ce qu'ils disent. Exemples : M. Lesage y est arrivé fort élégamment dans ses « sincérités successives » ; il est aussi sincère maintenant qu'il l'était hier. M. Johnson, dans ses « sincérités continues », n'y est pas encore arrivé, même pas dans son propre parti ⁵⁸. M. Caouette est plus fort : non seulement, il laisse voir qu'il croit tout ce qu'il dit mais il dit tout ce qu'il croit. Et il croit ! Ne jamais oublier que, depuis ses vingt ans, il n'a jamais d'autre vision du monde politique que celle qu'il trouvait dans *Vers Demain*. Sa foi est absolue : on est à un autre plan que la sincérité commune. Sa foi sort de lui - elle ne vise pas à créer des convictions, mais à attirer des adhésions. La foi raisonnante n'est qu'une foi au rabais. Son petit univers d'évidences premières, il y vit avec l'intransigeance et l'unilatéralité du mystique. C'est le secret de sa magie magnétique qui ne réside pas dans ses « dons d'orateur », assez piètres à l'examen critique.

Il ne découvre pas ce que les professionnels de la politique appellent les « thèmes rentables électoralement ». Il se les approprie d'instinct et totalement. Il n'a pas inventé le provincialisme québécois au parlement d'Ottawa ; il n'a pas fait le sentiment antimilitariste de ses concitoyens. Mais quand il s'approprie une « idée », un « sentiment », il lui donne une dimension nouvelle, une force contagieuse. Qui, à part lui (même pas nos pathétiques communistes), pouvait se porter à l'assaut des « requins de la finance » ? La force effrayante du caouettisme est et sera d'apparaître (du point de départ d'une utopie petite-bourgeoise et foncièrement réactionnaire) comme un

⁵⁷ Pour répondre aux journalistes, qui annonçaient comme inévitable sa rupture avec M. Thompson, M. Caouette se moquait d'eux en invoquant ainsi la futilité des « divergences » entre les deux leaders créditistes.

⁵⁸ Il semblerait qu'il y soit arrivé depuis le congrès de la « démocratisation » de son parti en mars 1965.

« mouvement en avant », radicalement progressiste, avec en plus la sécurité dernière de ne pas tomber dans le péché mortel du « socialisme ». Le caouettisme est un produit du cru québécois encore plus authentique peut-être que le duplessisme. (Une étude parallèle serait intéressante à mener.)

« Le petit monde de don Réal » se sent d'autant plus à l'aise que nul « Peppone » ne le menace vraiment ⁵⁹. La moyenne des députés créditistes était au moins égale à celle des autres partis. Leur sincérité confondante et leur candeur active les mettaient parfois dans des situations risibles ou touchantes, mais jamais ridicules. J'ai entendu un homme, qui est vraiment à la tête du progrès socio-politique dans notre milieu, dire que, s'il était électeur de Bellechasse, il ne pourrait s'empêcher de ne pas voter pour M. Bernard Dumont. Cela va loin...

Le chancre créditiste n'est pas dû à la défaite des « intellectuels » dans notre milieu. Ceux qui sont le plus aptes à « définir les situations » le sont très peu pour en créer de nouvelles. Le caouettisme est le châtiment de nos « vieux partis » qui, sans politique de recrutement, se contentaient du contingent de « nouilles » et de « plorines » pour faire nombre. Conséquence aujourd'hui : les seuls coups durs qui aient été portés contre le caouettisme l'ont été par M. Marchand, syndicaliste, et M. Kierans, financier ⁶⁰. Aussi, n'est-ce pas exagéré de dire que le caouettisme continue encore à gagner, mais « par défaut ». Autre conséquence combien plus grave : pour lutter contre le caouettisme, il faudra surmonter le premier handicap de sembler « être contre le peuple ».

Nous avons connu une démocratie anémique sous le duplessisme ; le sauvisme l'a ranimée un temps trop court ; le lesagisme l'a rendue active, mais elle est encore chevrotante. Le caouettisme arrive qui nous donne une démocratie pervertie. Et Caouette n'a pas encore trouvé son vis-à-vis pour dénoncer efficacement l'involontaire (et noble) perversion. Malgré lui et dans des circonstances que j'ignore, le caouettisme sera

⁵⁹ Pendant la campagne, les Libéraux ne trouveront dans leurs troupes que M. Yvon Dupuis comme « Peppone » - non totalement inefficace, il faut toutefois lui rendre justice. Mais, par le plus ahurissant retour des choses, c'est ce même Dupuis - « Peppone » que M. Caouette tentera d'imposer à la place de « Don Camil » (Samson) au congrès du leadership provincial des Créditistes en mars 1970 ! (La première phrase de cette note c'est de l'édition de 1967 ; la seconde est un ajout dans l'édition actuelle.)

⁶⁰ L'un et l'autre n'étaient pas encore les hommes politiques influents que l'on sait.

happé par la politique provinciale. Il y trouvera son second épanouissement. Au moment précis où la machine provinciale s'est mise en marche pour une direction connue, le caouettisme aura les moyens de tout brouiller ; tous les problèmes apparaîtront sous un jour faux ; les faux problèmes en paraîtront de vrais, avec leurs solutions corrélatives. Le séparatisme et le laïcisme ont, à l'heure actuelle, une nécessaire fonction « d'inquiétude » dans notre milieu. Le caouettisme n'est pas de cet ordre. Le caouettisme est l'étape *démocratisée* de l'aristocratie duplessisme.

À la suite de secousses de cet ordre (poujadisme, certain gaullisme, maccarthysme, péronisme, etc...) un peuple se débat longtemps avant de recouvrer son équilibre dynamique.

e) Une situation rêvée (qui ne fut pas saisie) ⁶¹

[Retour à la table des matières](#)

Souvent le pire n'est pas certain. Souvent le mieux n'est pas désirable. Le pire n'est pas arrivé : c'est-à-dire une situation où le parti de tête, les Libéraux, aurait besoin, pour gouverner, des appuis simultanés et « complices » du Crédit social et du N.P.D. Coalition, alliance, association, ou simple *deal* provisoire, un arrangement de cette nature nous enliserait progressivement dans un marais politique. Une participation créditiste, sous une forme ou une autre, aux « responsabilités gouvernementales » fut sous Diefenbaker et serait sous Pearson, moins un appui tactique que la remorque du convoi contenant la dynamite pour le faire sauter au premier soubresaut traître.

(...) Sans rigueur, on peut imaginer les Libéraux subissant la dure « loi de la nécessité » et devant compter sur l'appoint créditiste. On peut également concevoir que

⁶¹ Article écrit au lendemain de l'élection du 8 avril et publié le 11 avril 1963. La parenthèse de ce sous-titre est un ajouté qui résume l'échec de la politique proposée. Rappelons le résultat de cette élection Libéraux : 129 ; Conservateurs : 95 ; N.P.D. : 17 ; Créditistes 24 (au lieu de 30 de l'élection précédente, mais tout en recevant un nombre de voix plus élevé, cette fois-ci moins concentré : d'où le léger recul de son contingent parlementaire). Le 8 novembre 1965, à la suite d'un « risque mal calculé », la situation parlementaire fédérale allait rester stagnante avec les résultats suivants : Libéraux : 131 sièges ; Conservateurs : 97 ; N.P.D. : 21 ; Rassemblement des Créditistes (caouettistes) : 9 ; Crédit social (thompsonistes) : 5 ; Indépendants : 2.

les Créditistes, après avoir « donné sa chance » à Diefenbaker, puissent justifier d'offrir la pareille à Pearson. Mais il apparaît de la plus haute fantaisie qu'un gouvernement Pearson puisse rallier, fût-ce sur un plan tactique et pour des objectifs restreints, l'adhésion simultanée du N.P.D. et du Crédit social. Même le « génie » d'un Mackenzie King n'aurait pas pu faire coexister des contraires : le noir contredit le blanc ; l'eau éteint le feu ou le feu vaporise l'eau ; etc...

Un degré plus profond dans le pire serait l'autre arrangement d'un *modus vivendi* entre Libéraux et Conservateurs. Cet arrangement s'appliquerait soit pour sortir du « marais » de l'impossible arrangement précédent, soit, plus sûrement, pour éviter d'avoir à y recourir. Cela ne serait pas beau à voir, ni bon à sentir. Comme par hasard, au moment des votes décisifs, beaucoup de députés conservateurs s'absenteraient de la Chambre... : cette connivence en un combat fictif engendrerait passablement de dégoût populaire. La cote des vieux partis n'est pas déjà tellement haute. Au surplus, la vitalité des tiers partis n'est pas suffisante pour forcer les « vieux partis » à un jeu de jumelage à la Janus. Donc, en ces deux formes d'une coalition, Libéraux, Créditistes et Npdistes, ou Libéraux et Conservateurs, le pire devra être évité.

Le mieux, sur le plan théorique toujours, serait un gouvernement libéral majoritaire. Pour n'être pas le dernier mot du progrès politique, la « stabilité » après une dizaine de mois d'incohérence dans l'instabilité, n'est pas un facteur négligeable non plus. Ajoutons une dizaine de sièges à la pluralité libérale actuelle, M. Pearson pourrait gouverner en « stabilité ». La forte opposition à trois branches qu'il subirait le forcerait à rendre dynamique et progressive cette « stabilité ». Un gouvernement Pearson, faiblement majoritaire, n'aurait pas le choix de n'être pas un « bon gouvernement ».

Mais le mieux n'est pas toujours désirable. Expliquons-nous. Les Libéraux ont la tête terriblement dure. C'est inouï, ce qu'ils prennent du temps à comprendre ! Une « stabilité », même précaire mais qui serait acquise par leurs propres forces, risquerait de raviver leurs petits démons intérieurs, qui n'en peuvent plus de trépigner d'impatience après six longues années dans les « sombres travées de l'opposition »... Les Libéraux ont besoin d'être inquiets et inquiétés. Ils sont les plus gros, mais comme ils ne peuvent être les seuls, ils ne sont pas les seuls forts. Ils ont « besoin d'un plus petit que soi », mais, à sa façon, aussi fort. Ils ont besoin du N.P.D. qui, strictement, n'a pas besoin d'eux (en ce sens que son existence même est la condamnation d'une aspiration immédiate au pouvoir).

Les Libéraux ont besoin du N.P.D. D'abord, par l'appoint numérique des votes qui leur manquent : c'est le côté immédiat, utilitaire, somme toute, sordide. Heureusement, il y a plus : les Libéraux classiques ou nominaux sont en affinité profonde avec les « Libéraux pressés »⁶². Ceux-ci ont, pour la première fois, la chance de mettre leurs idées au pouvoir. Le N.P.D. est suffisamment dur, s'il n'est pas encore très gros, pour « se mouiller » à une opération dont il est à même de dicter les termes minima. La force du N.P.D. est dans la qualité de ses hommes et la nécessité de sa tradition. Elle est à l'heure actuelle décuplée par le besoin qu'ont les Libéraux du support N.P.D. Le négativisme stérile du crédit social avait « tout à perdre » en s'installant au pouvoir équivoque de Diefenbaker. Le socialisme Positif, humaniste et cohérent du N.P.D. peut avoir passablement à gagner en étant la minorité dure et agissante du *New Deal* devenu nécessaire. Il en tirerait un crédit au moins égal. Et ce sera peut-être sa première vraie chance de s'implanter au Québec.

Si je ne les évoque pas par manque d'espace, je ne me dissimule pas les difficultés du *dialogue* nécessaire entre le parti libéral et le N.P.D. Je sais encore l'ambiguïté et le caractère dérisoire, dans le passé, de « l'ouverture à gauche » des Libéraux. Je sais que le N.P.D. compte beaucoup d'intellectuels doctrinaires, qui rationalisent leur allergie aux « vieux partis ». Au monologue des faux réalistes que sont les opportunistes libéraux, peut répondre, en cacophonie, le monologue des dialecticiens du pourrissement qu'on retrouve en assez grand nombre au sein du N.P.D. Qu'a donné dans le passé ces deux « monologues de sourds » ? Il faut convier les réalistes-idéalistes de deux bords à faire un dialogue positif, où les deux groupes, pour la première fois en une situation concrète, ont à gagner quelque chose. S'ils ne le mènent pas ce dialogue, s'ils en sabordent les chances au départ en fausse astuce ou inhumaine pureté, vous aurez, Messieurs du parti libéral et du N.P.D., à vous en expliquer devant le peuple. Vous savez ce que cela veut dire. Deux fois en 10 mois, le peuple a parlé ; il n'a plus rien à ajouter. C'est à vous d'ajouter à l'indécision du jeu des nombres.

Si l'alliance Libéraux-N.P.D. n'était pas naturelle, je n'en parlerais pas. Si elle n'était pas nécessaire, je n'insisterais pas. Mais il faut lever une première hypothèque : celle que j'invoquais dans mon article du 30 mars : « ... comme il est assez probable que, le 9 avril au matin, le seul gouvernement viable soit une alliance Libéraux-

⁶² Selon le mot de M. Saint-Laurent pour caractériser les Socialistes canadiens à l'époque où leur sigle était C.C.F. (Cooperative Commonwealth Federation).

N.P.D., il est concevable qu'un moratoire du Parlement en matière d'armements nucléaires permette à ce gouvernement d'agir sur tout le reste et d'étudier, à tête froide, comment articuler, en deux temps distincts, l'application des thèses Pearson et Douglas ».

Deux autres considérations finales. Après six ans de sous-représentation (en qualité) à Ottawa, le nouveau contingent libéral de députés canadiens-français nous offre déjà plus que des « promesses ». Sont à même de faire très rapidement leurs classes politiques, un économiste de la classe de Maurice Lamontagne, un juriste de qualité comme Guy Favreau, des universitaires comme René Tremblay et Jean-Luc Pépin, de jeunes hommes d'affaires comme Rosaire Gendron ⁶³ et d'autres que je ne connais pas, ou auxquels je ne songe pas ⁶⁴. Pour nous, sera finie l'impression d'être en quelque sorte « orphelins » à Ottawa, et la sensation encore plus désespérante d'être sur-représentés par le « gars nommé Réal Caouette ».

Je n'ai pas été de ceux qui ont sous-estimé le caouettisme. Mais le cheval de course fédéral du caouettisme a « craqué ». Pour lui, c'est très grave. C'est décisif. Une force de ce type ne peut se permettre de stagner à une deuxième étape, sans quoi l'effondrement vient à la troisième. Ainsi soit-il !

Pour prendre une autre métaphore, je continue à croire que le « gars Réal Caouette » ira jusqu'au bout de sa fusée. Elle vient de perdre de la vitesse ; elle a vu rétrécir son orbite ; elle est peut-être vouée à se désintégrer dans le ciel fédéral. Mais de nouvelles fusées, ça se fabrique ! Réal Caouette peut changer de rampe de lancement et évoluer dans l'orbite provinciale plus restreinte ⁶⁵. C'est déjà le problème, sinon la

⁶³ Maire de Rivière-du-Loup et devenu plus tard président de l'Union des municipalités.

⁶⁴ C'est par une inconcevable distraction que j'avais oublié d'ajouter le nom de M. Maurice Sauvé.

⁶⁵ Il a retenu autant qu'il a pu ses troupes de changer de champ de bataille. Surtout depuis la fin de l'équivoque du leadership bicéphale, l'aile caouettiste semblait vouée fatalement à l'aventure provinciale. À l'élection provinciale du 5 juin 1966, les Créditistes « provincialistes », sous la houlette de leur organisateur, M. Laurent Legault, firent alliance avec le Ralliement national du Dr René Jutras. La nouvelle formation, le Regroupement national, obtint 3.4% du vote. Enfin, M. Gilles Grégoire, tout en restant député fédéral, est devenu par la suite chef du nouveau parti.

crainte certaine, de M. Johnson. Et cette question est hors de mon propos pour aujourd'hui. Il fallait aller au plus pressé qui coïncide avec le plus important.

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier.
A) Sur la nouvelle misère de notre politique fédérale (1963)

Chapitre VII

Dynamisme et dynamite séparatistes *

a) *Pour « pakistaniser » le Canada, s'abstenir
de « congoliser » le Québec*

[Retour à la table des matières](#)

Une maladresse devait être à tout prix évitée. On y a sauté à pieds joints. La bêtise à ne pas commettre était de plaquer artificiellement sur la tête des dynamitards du F.L.Q. ⁶⁶ un halo d'héroïsme et de martyrologie qu'ils n'avaient pas. Maintenant, ils l'ont. Écoutez les conversations. Lisez les journaux populaires de fin de semaine. Le jeune âge des terroristes, leurs « bonnes têtes », leur qualité de fils de bonnes familles n'ont pas, à eux seuls, inversé le courant de l'opinion. Par la bonne grâce d'une police devenue tout à coup aussi lourdement maladroite qu'elle avait été lamentablement lente, l'odieux de la provocation terroriste s'est transféré chez les gardiens de l'ordre public.

C'est très grave. Le halo de folie chevaleresque qu'ont gagné le jour de la Toussaint 1954 les leaders du FLN, et certain jour de juillet les étudiants groupés auprès de Castro, nimbe maintenant le front des premiers martyrs héroïques de l'Indépendance

* Les articles constituant ce chapitre furent publiés les 5, 6, 8 et 9 juillet 1963.

⁶⁶ L'affaire du dynamitage des boîtes postales de Westmount en mai 1963.

du Québec. Ils auront des continuateurs. J'enregistre le phénomène, je cherche à en mesurer les conséquences à longue portée ; je ne cherche pas à distribuer des responsabilités.

Nul ne contestera le droit de l'État de se défendre et de protéger la sécurité de ses citoyens. En de telles situations inédites, l'État se défend d'habitude fort mal. Trop armé (tout court), il est mal armé au plan des principes. Il se trouve devant un dilemme pratique : ou il établit des juridictions d'exception et permet à sa police l'usage de méthodes exceptionnelles dans des situations « exceptionnelles » ; ou il s'en remet aux ressources de sa police et de sa justice régulières pour réprimer des offenses, non pas d'illégalité, mais qui se situent *hors du régime de la légalité* dont la sauvegarde est précisément la première des raisons d'être de l'État.

Dans le premier cas, il paraît odieux en profitant de sa situation de détenteur du monopole de la force publique ; dans le second, par son scrupule même à ne pas profiter du maximum d'avantages de sa situation de force, il devient terriblement maladroit dans l'exercice de son droit essentiel de *self-defense*. Se refusant de paraître odieux et abusif, il devient lourdaud et ambigu.

C'est l'honneur de notre presse - sinon de notre conscience juridique - que deux de nos plus solides journalistes, André Laurendeau et Gérard Pelletier, aient, dans nos deux journaux les plus influents, mené campagne pour qu'on respecte exactement les règles du jeu juridique dès lors qu'on avait choisi de s'en remettre, pour notre défense, aux soins des polices et juridictions régulières. Cette campagne, menée avec robustesse et brillant, avait d'autant plus de poids qu'elle était le fait de deux non-séparatistes qui condamnaient absolument le recours au terrorisme. D'autre part, il y a quelques jours en ce journal, Léon Dion opinait que « le détraquement moral par la propagande indépendantiste » lui apparaissait « autrement plus grave et plus significatif que toutes les violations des droits civils et humains dont les inculpés peuvent avoir été victimes au cours de l'enquête ». Il nous mettait en garde pour que nous n'allions pas « dans un mouvement d'inconscience collective... créer un climat psychologique qui ferait des jeunes inculpés des semblants de héros ou de martyrs. »

Nous en sommes là, peut-être au début de la spirale infernale. Ambiguïté et maladrotes, qui paraissent déjà abusives, d'une part ; exaspérations et « détraquement moral », de l'autre - c'est suffisant pour déclencher la graduelle « ascension vers les extrêmes ». Nous allons vivre des jours difficiles, peut-être des heures fiévreuses.

Mais nous ne sommes pas suffisamment engagés dans la spirale pour que sa force attractive apparaisse irréversible.

Les chefs séparatistes ont leur responsabilité. À court terme, ils ont la tentation de faire flèche de tout bois ; certains y ont déjà imprudemment succombé. Ils devraient savoir, s'ils répudient sincèrement le recours à la violence, que jeter de l'huile sur le feu les met en danger immédiat eux-mêmes. Contribuer à l'hagiographie des excités et des illuminés du « séparatisme pressé », c'est le meilleur moyen de se constituer un perpétuel débordement à leur gauche. Débordement qui les poussera, malgré eux, vers le beau gâchis d'une précipitation « mal calculée ». Ils ne sont pas encore les cibles ou victimes désignées. Mais séparatistes pacifiques et terroristes sont de virtuels ennemis naturels parce qu'ils sont, dans la poursuite d'une même fin, des *rivaux complémentaires* (comme Mendcheviks et Bolcheviks, Staliniens et Trotskystes, etc. ...) Bien diriger le rythme des processus révolutionnaires est plus important que l'appui inattendu, transitoire et à deux tranchants, de « rivaux complémentaires ».

Quand les séparatistes nous disent « pourquoi » il faut être séparatistes, ils sont très peu intéressants, surtout dans la partie négative de la démonstration, qui n'est guère qu'un cahier de doléances et de récriminations au sujet de la part du tiers de la vie canadienne qui nous reviendrait (alors qu'on n'aurait qu'à plaider directement la valeur supérieure des trois tiers de la vie du Québec). Dans la partie positive, en quoi le séparatisme est désirable, ils sont moins loquaces, visiblement moins à l'aise, trébuchant sur la première objection : « On ne peut pas tout penser en même temps, on verra alors ». Mais c'est sur le plan de la démonstration du *comment* la séparation se produira que nos amis séparatistes sont le plus faibles. La plupart des séparatistes ne se posent même pas la question. Poussés au pied du mur, j'en ai entendu échafauder des hypothèses totalement et exclusivement confortables pour eux, c'est-à-dire farfelues ... Un réseau de propositions simplistes les enferme : 1°) la séparation s'impose ; 2°) la séparation est possible ; 3°) la séparation se fera. Le *comment* importe peu, on « agit dans le sens de l'histoire » ... Voire : on agit dans le sens de l'histoire en la *forçant*, justement.

Le besoin d'une tête politique pour diriger la « révolution » séparatiste va se faire de plus en plus cruellement sentir. L'idée séparatiste n'est pas folle, mais elle risque de le devenir. Elle a déjà commencé à s'affoler. Quelques exemples : la croyance que les coups de main du F.L.Q. aideront ultimement la cause ; la croyance du R.I.N. qu'une révolution de cet ordre peut se faire selon un mode « démocratique » ; la

croyance du P.R.Q.⁶⁷ que son « salazarisme » aura force attractive alors que le Québec a fort heureusement commencé à bouger en sens contraire. On pourrait donner d'autres preuves de la faiblesse fondamentale de la pensée séparatiste.

La plus sérieuse, parce qu'elle est à la source des autres confusions, me paraît être les fausses analogies qu'on tire de l'histoire récente de l'Algérie et des nouveaux États de l'Afrique noire. Or, *il n'y a aucune espèce d'analogie*, non pas significative, mais seulement possible entre notre cas et ces situations africaines. Si l'on veut à tout prix s'appuyer sur des exemples », il faut les chercher dans des situations qui présentent des éléments comparables : en Wallonie, en Suisse romande, en Bretagne. On verrait alors, par l'étude de situations analogiques, non pas ce qu'on pourrait appeler les « facilités » de l'indépendance, mais ses réels et très efficaces obstacles. On pourrait surtout pressentir le rythme des évolutions possibles dont l'enchaînement, activement « conditionné », produirait le résultat révolutionnaire recherché.

Point de vue de « théoricien », d'observateur qui refuse de se « mouiller » ! Si l'on veut. Il y a telle chose qu'une *bienheureuse ignorance* des hommes d'action en général et des hommes politiques en particulier. Cette « ignorance » - toutes choses humaines étant relatives - leur est indispensable pour agir ; s'ils voyaient clair et juste en leur action, ils feraient sans doute un autre « métier » !

Mais, en l'occurrence, il est très grave pour nos séparatistes non terroristes de faire flèche de tout bois, de se complaire en mimétisme révolutionnaire. L'histoire étant essentiellement irrépétable, contrairement à l'axiome que « l'histoire se répète », beaucoup de « révolutions » furent ratées en croyant reproduire les circonstances favorables qui avaient fait le succès de telle révolution antérieure.

On peut élargir l'observation : *on se trompe beaucoup plus facilement en politique en croyant s'inspirer d'exemples historiques qu'en ignorant tout bêtement l'histoire réelle.*

⁶⁷ Le parti dissident (Parti républicain du Québec) de M. Marcel Chaput après sa « séparation » d'avec le R.I.N.

b) Nous grandissons... mais mal !

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec commence à faire les grandes manchettes « à la une » dans les grands journaux étrangers. Les explosions en chaîne contre le service postal de Sa Majesté dans son fief westmountais ont fait leur tour de presse mondial. Les récentes vagues de terrorisme valent à l'un des peuples les plus pacifiques de la terre « cet excès d'honneur et d'indignité » ... Les Français songent à émigrer chez nous pour faire carrière dans l'enseignement, comme les entrepreneurs industriels et financiers en train de négocier des investissements d'importance capitale pour nous, commencent à s'interroger, deviennent inquiets ou simplement perplexes. Belle publicité au moment où nous commençons à affirmer un début de présence dans la communauté francophone ! L'odeur sinistre des plasticages de l'O.A.S. à Paris est à peine dissipée...

Nous grandissons. Je veux dire : nous *allons plus vite dans le commerce d'importation idéologique.*

Sous le régime français, les « ismes » abordaient nos rives à chaque vague d'immigrants : le gallicanisme, le jansénisme, le calvinisme, le mysticisme, le classicisme. Sous le régime anglais, le rythme se ralentit, s'étire. Sauf peut-être pour le voltairianisme, nous marquerons presque un demi-siècle de retard avec l'ultramontanisme, le romantisme, le libéralisme, le modernisme. Au XXI^{ème} siècle, le rythme, sans précipitation, s'accélère quelque peu. Nous connaissons le coopératisme, le syndicalisme, le corporatisme, l'humanisme, le personnalisme, le gauchisme, l'intégrisme avec seulement 15 ou 20 ans de retard.

Pendant ce temps, notre nationalisme, déguisé en « provincialisme », se maintient, jusqu'à tout récemment, en ambiguïté presque toujours inefficace ; et le socialisme se verra obstinément interdit à toute acclimatation en terre indigène. Il commence à pointer à peine et de façon timide sous les raisons sociales du « planisme » et de la « socialisation ». L'existentialisme, lui, ne s'implantera que par son sous-produit folklorique des Beatniks de la rue Clark. Il s'y manifeste, plus étonné que satisfait de soi, assez stérile et doublement exogène.

Mais voici que depuis une couple d'années, tout s'accélère. Notre « provincialisme » devient séparatisme et entre dans les catégories traditionnelles du nationalisme : nous rendons presque des points au nationalisme wallon. Le laïcisme combat, visière levée, gagne de vitesse, quoique sans astuce, l'intégrisme. Le créditisme se mue en caouettisme en un temps record, efface jusqu'au souvenir du duplessisme, s'il doit reprendre haleine ; tout départ en flèche est dangereux. En attendant, on s'entre-dévore... entre thompsonistes et caouettistes.

Comme si ce n'était pas assez, voici qu'un des peuples les moins anarchistes de la terre, un de ceux dont le conformisme a été le plus entêté et tenace, découvre soudain le « terrorisme » politique. Stupeur plutôt que frayeur : la stupeur qui crée une plaisanterie de très mauvais goût. Mais depuis le mauvais amorçage du premier cocktail Molotov, les incidents violents se sont suffisamment répétés pour qu'on en craigne la récurrence. Le terrorisme politique avec « son mort ⁶⁸ » a commencé son installation dans nos mœurs. D'une façon ou d'une autre, nous allons devoir « nous habituer ».

Le terrorisme du F.L.Q. apparaît d'abord comme fils prématuré de l'O.A.S. 1961, l'O.A.S. en Algérie et en France ; 1963, le F.L.Q. à Montréal. Jamais, nous n'avons été si vite. Les leaders du F.L.Q. doivent peu priser qu'on les assimile à la seule O.A.S. Ils préfèrent sans doute se coiffer du panache du F.L.N. algérien ou des maquisards castristes. Mais, s'ils poursuivent la fin des seconds, ils emploient les moyens de la première. La dynamite est l'ingrédient plutôt que le plastic. (On peut se procurer facilement de la dynamite et à bon compte ou, à la rigueur, en fabriquer en laboratoire tandis que le plastic ne peut être produit qu'au terme d'un processus industriel, long et coûteux.) Le F.L.Q., à l'encontre de l'O.A.S., n'avait même pas l'excuse psychologique d'être né d'une situation de désespoir sombre.

Je veux me placer sur le seul plan de l'efficacité politique : *i.e.* celui de la correspondance entre moyens employés et fin poursuivie. Pour des raisons analytiques, mon point de vue est amoral. Je constate d'abord que l'histoire politique universelle est jalonnée par des faits de violence de toutes espèces : insurrections et répressions, révolutions sanglantes, guerres civiles et internationales. Et, historiquement, l'État apparaît, ainsi qu'on l'a déjà dit, comme « la dernière révolution qui a réussi ». En dépit de ma répugnance morale instinctive, je m'efforce de voir dans les dynamitards du

⁶⁸ Un M. O'Neil, concierge dans une armurerie, mourut lors d'une explosion d'une bombe dans une poubelle à l'arrière de l'édifice.

F.L.Q. des « séparatistes pressés ». Et pour aller jusqu'au bout de ma répugnance, je concède que l'enrôlement dans un « commando-suicide » exige un cran qui commande le respect, surtout si le fanatisme aveugle n'en dilue pas toute responsabilité.

Le terrorisme politique peut, sur le seul plan où je me situe, se justifier d'un double point de vue : 1°) quand il est *le seul moyen de saisir l'opinion* d'une cause de « libération » ; 2°) quand il a quelque chance de produire des *effets utiles*, tactiques et psychologiques, à l'objectif poursuivi.

L'opinion québécoise est amplement saisie de la cause du séparatisme par la propagande du R.I.N. et du P.R.Q. ; avec moins de retard que de perplexité, l'opinion politique outaouaise et largement canadienne l'est aussi. Nos partis politiques officiels se sont engagés et même compromis sur la question. Radio-Canada se fait très hospitalière aux séparatistes non clandestins. Cet « éveil » des opinions intéressées s'est fait en un temps remarquablement rapide. Aucune voie d'accès n'est bouchée à la propagande et à l'agitation séparatistes. Ni le F.L.N., qui a « commencé » avant l'O.A.S., ni les maquisards castristes n'avaient d'autre moyen de saisir qui de droit de leur cause. Ou plutôt, et pour être plus exact, le terrorisme n'était qu'un procédé technique, entre d'autres s'il était particulièrement odieux, dont se servait la « rébellion » militaire ouverte.

Le F.L.Q., lui, passe directement au terrorisme sans rébellion militaire, sans doute d'abord parce qu'il n'en a pas les moyens, mais aussi, je le crains, par pure aberration. S'il ne s'agissait que « de faire peur » par quelques « coups de semonce », est-ce si sûr que la mission serait accomplie ? D'abord, les expéditions terroristes ne font vraiment peur que par la menace immédiate d'une rébellion militaire. J'entends : faire peur aux puissances réelles qui, surprises un moment par le terrorisme, ont les moyens de réprimer la rébellion. Or, une révolution militaire exigerait qu'on ait les moyens de battre, au moins à l'usure, l'armée canadienne et trois polices pour renverser les gouvernements d'Ottawa et de Québec. Elle exigerait une large complicité passive dans la population (« Il faut, disait Mao Tsé-toung, que l'armée révolutionnaire soit dans la population comme le poisson dans l'eau »), et beaucoup de connivences actives aux postes clés. Elle exigerait enfin un terrain où puisse s'accrocher l'armée révolutionnaire, qu'elle ait les moyens de « vivre sur le territoire ».

C'était possible pour M. Castro dans la province montagneuse et défendable de l'Orient, aux bandes du F.L.N. dans les djebels algériens avec les possibilités de fuite

et de ravitaillement en Tunisie et au Maroc. Dans le Québec, est-ce possible à l'avant-garde d'une potentielle armée révolutionnaire ? Considérons l'étendue et la configuration du territoire. Il ne serait pas loisible à cette armée de s'accrocher à un massif de montagnes sur une île, ni de recevoir de l'aide de voisins complaisants. Les Américains ? Les Ontariens ? Les Esquimaux ?

Et, pourtant, encore plus décisif que l'étendue et la configuration géographique, que l'absence d'alliés aux frontières, est l'obstacle du climat. Les conditions bêtement climatologiques rendent impossible une guérilla laurentienne : justement, nos Laurentides ne sont pas un massif de haute altitude, mais une chaîne de basses montagnes, ne pouvant pas plus constituer une barrière qu'un réduit. Les avions et hélicoptères seraient, du reste, de « l'autre bord ». Une guérilla, lancée à la fonte des neiges, devrait être gagnée avec certitude avant la chute des feuilles. Or, les techniques propres des armées de guérilla sont la subversion et l'usure par harcèlements... Un « commando-suicide » peut assurer le succès technique d'un coup d'État : il ne peut gagner une révolution, « populaire » ou non.

On me dira peut-être. « Votre petite démonstration stratégeo-militaire est bien inutile. Les chefs séparatistes ne sont pas assez fous pour croire qu'ils peuvent arracher par la force des armes l'indépendance du Québec ?

À quoi, je répons : si on laisse de côté les fous en liberté par l'insuffisance de nos services psychiatriques, il y a, en outre des récents inculpés du F.L.Q., des victimes, à des degrés divers, de l'illuminisme patriotique qui se sont déjà engagés - et se préparent militairement - à refaire à l'envers la bataille des Plaines d'Abraham. Peu nombreux, c'est entendu, mais aussi ardents que désintéressés. Dans leur mystique révolutionnaire, ils savent qu'il y aura des victimes. Ils ont choisi d'en être. Non pas pour battre une armée et trois polices conjuguées forcément. Mais pour « stimuler » les chefs indépendantistes, pour « énerver » la situation, pour intimider les responsables politiques et les manipulateurs d'opinion. Il y aura d'autres coups de main, d'autres explosions, d'autres menaces : pour au moins « accélérer » la marche à l'indépendance. Nos candidats terroristes oublient seulement que, s'ils vont jusqu'au bout de leur logique d'action, ils devront faire un impossible maquis.

À quoi, j'ajoute : forme exacerbée et aboutissement logique du nationalisme, le séparatisme ne mène pas forcément au terrorisme. Il n'y a pas entre les deux de lien de nécessité, ne serait-ce que pour la raison générale qu'il n'y a aucun déterminisme

strict dans la vie sociale et politique. Cela posé, il faut tout de suite ajouter que, s'il n'est pas de *l'essence* du séparatisme de recourir à la violence, il est de sa *nature* (« existentielle ») de ne pas refuser à priori le recours ultime aux moyens de force. La distinction théorique renvoie à l'appréciation pratique des conjonctures, ou même, à la simple chronologie. Pour illustrer mon propos abstrait, on pourrait citer des textes de chefs séparatistes avant ou depuis la récente enquête du coroner.

Le recours à la violence en politique est un refus non seulement des règles du jeu, mais du jeu lui-même pour *inventer un autre jeu*. Mais ce nouveau « jeu » qu'on a choisi, il faut être à même *de le mener jusqu'au bout*, c'est-à-dire d'être là le dernier, ayant « arraché le morceau » ou « enlevé la place ». Toute manœuvre en deçà d'un raisonnable calcul portant sur cette exigence finale est une aberration monstrueuse.

Transposant la formule classique de Mackenzie King (très déplaisante pour des oreilles canadiennes-françaises), on peut dire : « Pas nécessairement le séparatisme, mais le séparatisme si nécessaire. » L'adhésion est assez large sur la première partie de la proposition : vous savez, ce vieux fond de nationalisme qui sommeille en tout Canadien français, etc.

Mais cette adhésion est conditionnelle à la seconde moitié de la proposition dont la preuve ne peut être administrée par des explosions de dynamite (non plus que la contre-preuve ne pourrait être faite par un peloton d'exécution).

c) Prévoir pour « séparer »

[Retour à la table des matières](#)

Pour que réussisse un mouvement d'indépendance nationale, il faut qu'au moins l'une des trois conditions suivantes soit remplie : 1°) une situation intérieure intenable et ressentie comme telle par la population en cause ; 2°) la conscience simultanée chez ceux qui « arrachent » et ceux qui « octroient » l'indépendance qu'elle est le seul aboutissement possible d'un processus devenu irréversible ; 3°) une situation générale extérieure, elle-même irréversible, qui « porte » en quelque sorte le mouvement d'indépendance et compense pour ses faiblesses internes.

(Il y a d'autres moyens plus rapides et plus « économiques », un coup d'État, un putsch qui par hypothèse, ne sont pas considérés ici : ce ne peuvent être que des

« épisodes » susceptibles d'être tôt annulés par des moyens du même ordre, ou par un manque de *consensus* de la population, s'exprimant en passivité impartiale, en « résistance passive », en « grève générale », etc...)

Éliminons d'abord la troisième condition qui ne dépend pas immédiatement de l'action de nos séparatistes indigènes. On dira : « Pas si vite ! Voyez l'O.N.U. et la quarantaine de nouveaux États afro-asiatiques ». Bien sûr. Mais, à ne pas oublier non plus qu'au mieux ces États anticolonialistes ne peuvent qu'offrir une aide morale et lointaine, en rien tactique ni économique ; que cette aide ne peut être efficace qu'aux phases dernières de la lutte pour l'indépendance, quand celle-ci est acquise ou presque, et qu'il ne s'agit plus que d'obtenir une reconnaissance de statut de belligérance, en attendant la reconnaissance *de jure* et l'admission de plein droit à l'O.N.U. Tout le chemin qui reste, à parcourir avant d'en arriver là !

Quand je parle « d'une situation générale extérieure. qui porte en quelque sorte le mouvement d'indépendance nationale », j'ai à l'esprit quelque chose de beaucoup plus pressant et immédiat. Quand tous les pays arabes du Maroc à l'Irak furent « libérés », c'était le prototype d'une situation irréversible qui, implacablement, devait envelopper l'Algérie dans le mouvement. Quand le Ghana battit la marche en Afrique noire, que la Guinée française lui emboîta le pas en 1958, un courant irréversible était aussi lancé qui allait « porter » les indépendances des autres ex-colonies britanniques et françaises d'Afrique. Le Portugal a mis un cran d'arrêt en Angola et en Mozambique, mais ce n'est justement qu'un « cran d'arrêt » qui ne pourra tenir indéfiniment : on peut en faire le pari. On voudrait bien ne pas oublier, de plus, que ces phénomènes anticoloniaux n'étaient pas « portés » par la seule ambiance continentale- raciale, mais encore par l'appui concordant de l'U.R.S.S. (en tous les cas) et des USA (dans la plupart des cas ou avec des nuances), que tout cela constituait un mouvement irréversible entraînant l'adhésion forcée des puissances dominatrices en cause.

Or, cette « situation générale » ne peut être que d'un appui très médiocre et lointain pour le séparatisme québécois. Ce n'est pas faire preuve d'un pessimisme foncier que de supposer que le gouvernement central canadien et l'opinion fortement majoritaire du Canada anglais ne consentent pas à l'indépendance du Québec. Quelle est la seule force qui puisse faire basculer cette résistance ? Les États-Unis. Il n'y en a pas d'autre. Le voudront-ils, le pourront-ils ? Sûrement, ni l'un ni l'autre. Malgré tout leur passé et leurs « compromissions » anticolonialistes, ils ne sont pas, sur le plan idéologique, plus intéressés à un Québec indépendant qu'à une Bretagne, une Suisse roman-

de ou une Wallonie indépendantes. Sur le plan économique-politique, les États-Unis sont encore moins intéressés ; ils sont autant dépendants de leur annexe nord-américaine que « nous » (les Canadiens) avons besoin d'eux. De notre point de vue global et objectif, c'est d'une interdépendance qu'il s'agit.

« Vous y croyez, vous, à une sympathie active des Américains pour un Québec libre ? » Il vous y faudrait d'abord oublier jusqu'à l'existence du *senor* Castro, du cancer racial du *Deep South*, pour trouver pensable que les Américains tolèrent, sur la plus grande partie des deux rives du *St. Lawrence Seaway*, un État indépendant selon la ligne ethnique, et qui ne pourrait se maintenir, au début du moins, que par un régime de nassérisme xénophobe et de socialisme fortement autoritaire, pour ne pas dire totalitaire. Si l'aide américaine ou une simple « neutralité bienveillante » vous apparaît pensable, je regrette de devoir vous dire que c'est de la divagation. D'autre part, je concède qu'on pourrait inverser l'argumentation précédente. Mais il faudrait deux conditions qui n'existent pas : 1°) que les États-Unis se sentent moins bien « servis » par l'existence du Canada actuel ; 2°) que leurs dirigeants politiques soient capables du machiavélisme qu'on leur impute souvent. Washington pourrait soutenir efficacement l'indépendance du Québec pour précipiter l'écroulement de l'État fédéral canadien. Ils n'auraient qu'à recueillir les morceaux qui tomberaient, comme fruits mûrs, dans leur corbeille. Et l'État du Québec, promu à la dignité de *Banana Republic*, aurait un beau destin de grandeur » ! Même la France gaulliste laisserait faire. Elle a eu assez d'une Algérie. Quant à l'O.N.U., elle n'est pas plus armée pour faire retraiter les U.S.A. que l'U.R.S.S. ⁶⁹

Cette troisième condition nous lance dans une hypothèse lointaine dont les circonstances concrètes sont en grande partie imprévisibles. Ce n'est quand même pas une raison pour déraisonner à son sujet. Considérons la première condition. Notre situation au sein de la « Confédération » est-elle « intenable » ? Elle est insatisfaite à tous égards (cf. les « dossiers » des petits livres séparatistes qui, avec un peu moins de simplisme analytique, seraient bien autrement convaincants ; mais il est vrai que les premières techniques de la propagande sont la simplification et le grossissement.)

La situation québécoise dans la collectivité canadienne n'est pas ressentie comme « intenable » par l'écrasante majorité de la population, parce que persistent deux sentiments ou opinions contraires : 1°) notre situation peu reluisante provient d'abord

⁶⁹ Voir le cas de la répression hongroise en 1916.

de notre mollesse, de notre indécision, de notre manque de sens pratique, de nos verbalisations velléitaires ; 2^o) et, comme quoi ce premier sentiment ne relève pas du pur masochisme, dès lors que nous faisons quelque chose de cohérent, de logique, de tenace, « ça rend », ça impressionne, on « arrache le morceau ». Mais au lieu d'arracher aussitôt le morceau d'à côté ou d'après, et ainsi indéfiniment, on s'assied, on s'endort, et, si l'on se réveille sur le tard, c'est d'abord et presque uniquement pour le petit couplet de « chiâlage » impuissant.

Le « peuple de Québec » ne se sent pas pour son développement futur devant un mur. Il ne se sent pas bloqué. Depuis 1960, il a senti et compris que le principal « blocage » était *chez lui, par les siens*. Il n'est pas prêt à se faire accroire que la séparation est le seul moyen de progresser. Acceptons qu'il a peut-être tort de ne pas se sentir assez malheureux, qu'il devrait avoir plus d'ambition et de fierté nationale, d'accord : je dis seulement qu'il ne se sent pas suffisamment malheureux pour trouver sa situation intenable, et, donc, qu'il se sent peu disponible pour se lancer tête première dans l'aventure du « tout ou rien ».

C'est ainsi : les agitateurs séparatistes vont s'époumonner longtemps pour l'y entraîner corps et âme. À ce point de la discussion, les séparatistes nous disent que le peuple est « mûr pour l'indépendance », qu'il « n'attend que le moment » ; ils font ensuite état des « x » centaines ou milliers de lettres « venant de tous les coins de la province », des témoignages oraux. Cela prouve que l'épaisse couche de nationalisme dans la psychologie canadienne-française - d'autant plus « épaisse » qu'elle n'a à peu près jamais servi ! - est susceptible d'être « travaillée » par le séparatisme simplificateur. Cela, on le savait déjà. Mais, et c'est le point qui nous occupe, l'adhésion formelle, totale et sans retour ne se produira qu'après que la conviction sera assez uniformément partagée qu'il n'y a pas lieu de faire autrement. Par son côté extrême, le séparatisme apparaît comme une solution de désespoir non justifiée. Et cela, sans doute pour longtemps encore. Au moment où les chances québécoises au sein de la Confédération n'ont jamais été aussi bonnes, en grande partie à cause de l'agitation séparatiste (et, à cause de cela, « chapeau » !), le peuple québécois se sent un avenir dans la réalité canadienne. C'est ainsi, ironie des choses...

Il reste finalement aux séparatistes à créer les circonstances de la deuxième condition : « conscience simultanée chez ceux qui « arrachent » et ceux qui « octroient » l'indépendance qu'elle est le seul aboutissement possible d'un processus devenu irréversible ». Notons que seulement la moitié de cette condition relève de l'initiative

séparatiste : embêter à ce point les Canadiens de langue anglaise et les autorités centrales qu'ils deviennent progressivement convaincus qu'ils ont moins à perdre à nous laisser aller qu'à nous retenir de force. Mais il faudrait les embêter copieusement pour que, dans leur insécurité collective profonde (toujours, ce pesant et « provoquant » voisinage des U.S.A. !), ils acceptent de voir le Canada pakistanisé.

Dans l'intervalle, il aura fallu qu'un parti indépendantiste ait recueilli la clientèle subconsciemment séparatiste du crédit social, ait « bouffé » l'Union nationale johnsonnienne, ait basculé du pouvoir l'équipe Lesage-Lévesque-Gérin-Lajoie-Lapalme ⁷⁰. Ce n'est pas pour demain ; mais c'est pensable, réalisable, non déraisonnable. Cette première demi-condition remplie, il restera à remplir la seconde : provoquer l'écœurement des Canadiens de langue anglaise, en « leur » montrant que nous serons intraitables quelles que soient l'importance et la portée de leurs concessions. Cela encore est pensable. Mais, pour articuler en leur temps utile l'accomplissement de ces deux demi-conditions, il faudra une tête politique au séparatisme sous la forme d'un chef prestigieux et d'un état-major dur et complémentaire. Il faudra... il faudrait ce qui n'existe pas encore, à supposer toujours que le dynamisme séparatiste soit à l'échelle de ce qu'on nous dit qu'il est.

Après l'indépendance acquise, que se passera-t-il ? Que saurions-nous en faire ? Il est possible que, comme au sujet de la démocratie que les Anglais nous ont « donnée » (hypothèse de Pierre E. Trudeau), nous ne sachions trop qu'en faire, ou que l'indépendance soit acquise au sacrifice de la démocratie. Pensons un moment à ce qu'aurait pu être le duplessisme sans un niveau de gouvernement au-dessus de lui (les « gouvernements » de niveau inférieur, les municipalités, « mangeaient déjà dans sa main »). De toute façon, l'inquiétude à ce sujet n'a qu'une force d'objection limitée. Si nous sommes assez grands et forts pour arracher l'indépendance, on peut espérer que nous le serons encore assez pour profiter démocratiquement de ses fruits. Mais je voudrais être un tout petit peu plus sûr de ma projection ... Car, lorsqu'on voit le séparatiste vedette, monsieur Chaput, n'être pas très difficile sur ses « alliances », s'abreuver au puits des idées sociales de monsieur Raymond Barbeau, lorsqu'on l'entend reprocher leur agnosticisme à ses anciens coéquipiers du R.I.N., on ne peut s'empêcher de constater que l'homme est plutôt de l'ère pré-duplessiste. Avant et au-delà de la valeur collective culturelle, il y a la valeur de la liberté individuelle brute. Si l'indé-

⁷⁰ Depuis la retraite de ce dernier, ajoutons au trio MM. Kierans et Laporte.

pendance, qui va inévitablement nous coûter cher, nous apporte avec elle des « chefs » de ce calibre, tous ceux qui le pourront « choisiront plutôt la valise que le cercueil »...

En lisant les « réfutations » du séparatisme dans nos publications les plus intelligentes (*Le Devoir*, *Cité Libre*), me frappe le phénomène du difficile dialogue entre générations. (je parle de générations intellectuelles qui, chez nous, sont très courtes, 10, 15 ans...) Les réfutations les plus solides ont été le fait de gens qui ont porté les coups les plus continus contre le duplessisme : en somme, « la gauche » courageuse et lucide, mais à rayonnement plutôt restreint sur le plan politique. L'homme de 40 ans qui, il y a une décennie, se débattait mal entre ses tensions intérieures (primauté au social ou au politique ?), risque de ne pas comprendre que le jeune de 20 ans, né après la grande Crise, a résolument opté pour la politique. Et pour la politique qui a le plus de panache, c'est-à-dire un « Québec libre ». Bon ou mauvais, ce choix est, s'impose : il a sa noblesse en même temps qu'il comporte une forte dose d'irréalité. « Idéalisme de jeunes », disent certains avec un air d'hypocrite supériorité. Si l'on n'est pas « idéaliste » à 20 ans...

Monsieur Lesage n'a pas tort de s'indigner de voir les séparatistes s'efforcer de gâcher ce qu'il fait de plus présentable, mais il a tort de traiter les séparatistes de « jeunes écervelés ». Un peu plus de « possession tranquille... » Le fait est que toute la jeunesse est et sera touchée par l'idée séparatiste. Depuis 1960, le monolithisme québécois est en train de bouger, monolithiquement si l'on peut dire, car tout se tient à des paliers différents : créditisme caouettiste, laïcisme de groupes intellectuels et séparatisme des jeunes. Ce monolithisme en montée a un soubassement qu'on voit peu ou mal : ceux qui ont ou auront bientôt 20 ans. Faut-il s'étonner qu'ils « nous » connaissent aussi mal que nous les connaissons ? Histoire de toujours que cette incompréhension mutuelle des générations qui se suivent.

d) Et si nous nous retrouvions tous séparatistes ?

[Retour à la table des matières](#)

Un jour dans une discussion chaude avec des étudiants séparatistes, je leur disais : « Je m'étonne que vous ne fassiez pas état du plus fort argument en votre faveur. La pyramide des âges est pour vous... » Si la jeunesse séparatiste l'est continûment, l'indépendance du Québec est certaine dans l'espace d'une génération intellectuelle d'une quinzaine d'années. C'est la seule projection raisonnable fondée. C'est de plus un objectif suffisamment stimulant pour nourrir l'enthousiasme de toute une génération. Pourquoi user prématurément ce nécessaire enthousiasme en se donnant des objectifs irréalisables du genre de « l'indépendance avant 1967 ! »

Si, vraiment, la « Confédération » n'est pas viable, elle aura subi, aux environs des « fêtes » du Centenaire, son dernier replâtrage. Elle s'accordera ainsi peut-être un dernier délai.

Contre ceux qui plaisantaient légèrement l'idée séparatiste, ou le prenaient de haut avec les séparatistes trop « jeunes », il faut dire avec force que le séparatisme n'est nullement une idée absurde ou utopique (comme l'est le crédit social, justement). Le nationalisme d'émancipation est même une fin collective noble, qui a eu dans l'histoire une force propulsive certaine. Sans remonter à la révolution américaine, le 19^{ième} siècle européen fut rempli par l'histoire de l'émergence des nationalités. L'histoire politique canadienne-française pourrait être jalonnée par les « occasions manquées » de faire l'indépendance. Ce curieux « nationalisme » canadien-français qui, ne débouchant à peu près jamais en politique, s'interdisait les voies de l'indépendance totale, aurait été mieux caractérisé comme un « provincialisme ».

Aujourd'hui, avec les poussées séparatistes, notre nationalisme entre dans les catégories du nationalisme classique. Les anciens courants séparatistes (au tournant du siècle avec Tardivel, au début des années 1920 avec l'Action française, au milieu des années 30 avec les jeunesses patriotes et autres groupes) n'avaient pas l'ampleur

contagieuse de l'indépendantisme d'aujourd'hui. À ces diverses époques, il s'agissait de « positions intellectuelles » plutôt que de programmes d'action concrète. Aujourd'hui ⁷¹, nous comptons deux partis politiques séparatistes et une organisation terroriste clandestine qui, tous trois, se définissent par le seul but de faire l'indépendance du Québec. Ce ne sont encore que de petits groupes ? Bien sûr, et d'autant plus remuants et bavards qu'ils doivent pour l'instant « bluffer », créant l'illusion du nombre, du « nombre » qu'ils auront bientôt...

Il faut savoir gré aux séparatistes de n'être pas tombés dans le panneau de l'anti-britannisme, d'avoir laissé aux Créditistes leurs relents d'antisémitisme et de traduire en politique concrète l'aphorisme de Groulx : « Et j'estime que ce n'est pas prendre la place des autres que de prendre la nôtre ». Jusque-là, ça va. S'ils peuvent se débarrasser des piètres constructions doctrinales autour du « principe des nationalités », les séparatistes proposent une « solution » qui mérite examen. Le séparatisme ne présente rien qui doive effaroucher *a priori*. Enfin, et pour être de bon compte avec ses fidèles, le séparatisme peut être indifféremment, et est effectivement, de gauche, progressif, démocratique ou laïque, de droite, réactionnaire, fascinant et théocratissant. C'est d'ailleurs une bonne chose qu'un champ de compétition soit ouvert aux mouvements séparatistes, que l'absence d'un chef prestigieux empêche la cristallisation symbolique ou l'introduction des dogmatiques stérilisants.

Cela dit, je demande aux chefs séparatistes une compromission intellectuelle plus exigeante. Vous n'êtes pas obligés de dévoiler votre stratégie. Je sais que la tactique est une improvisation, au jour le jour, au service des larges impératifs stratégiques. Mais je vous soupçonne fortement de n'avoir pas de stratégie. Aussi vos « tactiques » vont bientôt courir les risques de l'usure et de l'incohérence. Quand on vous pose la question *comment l'Indépendance se fera*, j'ai le regret de vous dire que vous êtes d'une lamentable insignifiance. Vous êtes gênés. Je voudrais mesurer votre pesanteur politique. Je crains que vous ne valiez pas davantage que les politiciens d'en face et d'hier que vous vilipendez. Il n'y a pas une seule formule du *comment l'Indépendance se fera*. Il n'y en a pas 100 non plus. Il y a 4 ou 5 hypothèses d'une action prévisible en vue de l'indépendance. Ces modèles doivent tenir compte des conjonctures qui ne dépendent pas de vous et qu'il faut également prévoir. Vous devez imaginer ces hypo-

⁷¹ Cet « aujourd'hui » était le 8 juillet 1963. Qui pourrait maintenant dénombrer avec exactitude les groupes et groupuscules, clandestins ou non, qui se vouent à la cause de l'Indépendance (la majuscule est de rigueur).

thèses, prévoir ces conjonctures pour en déjouer par avance les « pièges ». Vous devez dès maintenant créer les conditions de votre succès futur. Je veux savoir si vous avez une véritable dimension d'hommes politiques ou si vous n'êtes que des propagandistes ou des agitateurs. Cela, Caouette l'a été de façon plus fulgurante et étincelante que vous. (je regrette le ton déplaisant de ces lignes : celui d'un « pion » avant un « examen »...)

Je ne vous juge pas à l'avance, mais je suis bien obligé de me faire une opinion sur votre pesanteur politique par ce que vous dites et faites. Et je constate alors que si vous avez une stratégie, vous la cachez bien ; je crains que, faute de stratégie, la virulence de vos tactiques n'aille s'érouissant. Ce qui m'inquiète par-dessus tout, c'est que vous esquiviez des questions fondamentales. Elles se ramènent à la question pivot : *le « coût » total de l'indépendance est-il ou n'est-il pas trop élevé pour ses bienfaits escomptés ?* Je sais bien, la réponse à une telle question ne peut tenir dans la schématisation d'une feuille de bilan. Mais, ni moralement, ni politiquement, vous ne pouvez éviter de vous la poser à vous-mêmes. Le « sérieux » de vos réponses, plus encore que leur caractère probant - qui peut être juge en dernier ressort de ces choses ? - est la condition des adhésions importantes qui vous sont indispensables. C'est vous seuls qui pouvez faire la démonstration que vous avez le « coffre » politique (si vous me permettez l'expression familière) à la mesure de l'objectif grandiose que vous vous êtes donné.

Je vais aller plus loin. Supposons que vous ne répondiez pas, analytiquement et pratiquement, aux questions essentielles que vous ne pouvez éluder, que vous n'avez pas la pesanteur politique requise. Supposons que votre agitation séparatiste continue, malgré tout, à faire merveille dans le grand magma politique de cette entité qu'on a appelé *Dominion of /du Canada*.

Alors, l'aventure est totale. La conquête de l'indépendance sera encore moins certaine que la perte de la démocratie. (Notez, je maintiens mes questions au niveau noble que vous affectez : je ne parle pas d'un abaissement possible de notre standard de vie, si nous cessons d'être « portés » par l'économie canadienne, qui l'est elle-même par l'économie américaine...) Quand on évoque la perte possible de la démocratie, on ne joue pas au croquemitaine. Il n'y a qu'à savoir ce qu'il y a dans et derrière les idées de MM. Chaput et Barbeau. La tendance de MM. Pouliot et D'Allemagne est plus rassurante ? Sans doute, mais le type de « révolution » à laquelle ils nous convient ne

peut justement pas se faire selon un mode démocratique. Qu'ils cessent de se faire accroire autre chose.

Quant à nous - qui ne sommes pas plus antiséparatistes que séparatistes, disons : non séparatistes, ou, à la limite, pas encore séparatistes - quant à nous, nous ne sommes pas prêts à payer à n'importe quel « coût » politique la séparation qui rendra possible l'indépendance. Nous attendons des garanties, non pas absolues, mais sérieuses et humainement raisonnables. Vous devez les donner. Vous en êtes rendus à cette étape. Cessez de nous dire *pourquoi* l'indépendance est désirable. Dites-nous *comment, par vous, se fera la séparation*, condition préalable à l'Indépendance. Nous pourrions alors, peut-être tous ensemble, découvrir en quoi un Québec souverain sera bénéfique aux survivants. Vous avez le « fardeau de la preuve ».

Si, même en dépit d'un « coût » qui nous apparaîtrait à l'heure actuelle prohibitif, vous créez un mouvement irréversible vers l'indépendance, malgré les circonstances défavorables, il est bien sûr que nous allons tous nous retrouver séparatistes. Antiséparatistes et non séparatistes se verraient dans l'obligation de jouer à l'intérieur du grand pari séparatiste ne serait-ce que pour ménager les valeurs et les intérêts en lesquels s'enracinent aujourd'hui leur opposition ou leur indécision. Le peuple québécois ne ressent pas sa situation comme intenable au sein de la Confédération ; mais la Confédération, elle-même, peut n'être plus viable, faute de se refaire à temps et assez radicalement. Aussi, faut-il aller jusqu'au bout de la projection : malgré les insuffisances séparatistes et les circonstances défavorables, la séparation peut s'opérer...

Mes lecteurs me sauront gré de n'avoir pas cherché à établir un jeu de balance entre les arguments séparatistes et les contre-arguments antiséparatistes. On n'en sortirait jamais. La virtuosité analytique et la force dialectique ne peuvent trancher un débat qui, en sa grande partie, échappe à l'analyse et au raisonnement. C'est pourquoi je parle « conjonctures » concrètes, favorables ou défavorables, « stratégie » et « tactiques », « pesanteur politique » des chefs séparatistes. Comme idéologie passionnée et *passionnante* (*i.e.* qui passionne ses adeptes), le séparatisme est peu ouvert au dialogue serein ou objectif. Mais, comme l'idéal qu'elle propose n'a rien d'absurde ni d'utopique, il devrait être possible de dialoguer sur le *comment* cet idéal pourra être atteint. Il faut établir un contact entre l'ancienne jeune gauche de 1945 et l'actuelle jeune gauche de 1960. Un jour - j'avais alors 37 ans - un jeune étudiant m'apostrophe pendant une discussion : « Vous autres, les gars de votre génération... » J'ai compris

alors qu'une génération intellectuelle au Canada français est trois fois plus courte qu'une génération biologique.

« Nous autres, les gars, de la génération des 40 ans, » nous devons nous rendre compte que nous ne sommes plus les Jeunes-Turcs d'il y a 15 ans. C'est vrai que nous avons été, sur le plan *politique*, des « témoins », des « mandarins », des « presque mages » (pour certains) ; nous n'étions pas détachés, mais les consciences critiques du milieu, que nous étions, étaient *à la marge de la politique qui se fait*. Que d'articles et d'essais, de colloques et de forums, de groupes d'études et d'associations parapolitiques ! C'est vrai que nous étions une génération de l'impuissance politique dans l'indécision. Pour l'avoir dit, ici même, il y a cinq ans ⁷² cela m'a valu des inimitiés durables (chez ceux qui se sont reconnus) et pénibles (pour moi). Mais en ces 15 ans, nous avons quand même revitalisé la vie littéraire et artistique ; nous avons « fait » trois journaux de classe, Radio-Canada, cinq à six facultés universitaires ; nous avons « refait » le syndicalisme et « créé » combien de mouvements civiques et d'éducation populaire. Au total, le bilan n'est pas que négatif, surtout si l'on considère que cela s'est fait *Duplessis regnante*...

Mais, « vous autres, les gars de la génération des 20 ans », vous êtes un curieux mélange de lyrisme politique et de pragmatisme très anglo-saxon (si vous ne considérez pas cette dernière épithète comme une insulte). N'ayant pas eu une adolescence meurtrie, vous n'êtes pas tirillés au seuil de l'âge mûr. Vous avez plus d'assurance psychologique que de solidité intellectuelle. Vous n'hésitez pas parce que vous ne doutez pas. Vous n'avez pas eu à vous dédoubler et à accomplir plusieurs tâches et rôles, dont certains étaient incompatibles. Vous établissez la primauté de l'action politique sur les autres ; vous fondez cette action sur la seule valeur ethnique et culturelle : d'où vous court-circuitiez votre engagement séparatiste. Pour vous, sont contemporains l'affaire Gordon (celui du C.N.R.), le Règlement XVII et le procès Riel. « La grande Crise ? Connais pas ! - La grève d'Arvida ? - Connais pas ! Celle de l'amiante ? - Connais pas ! - Les Bills 19 et 20 ? - Connais pas ! - Duplessis ? - Mort et entermé. »

Vous ne voulez connaître qu'un Québec libre. Fort bien, mais c'est *un résultat*. Dites-nous *comment ce résultat s'obtiendra*. Essayons d'en évaluer les « coûts » *démocratique, social, culturel, économique*... Et prenons quelques assurances contre les

⁷² Cf. chap. 4.

« risques » d'une telle opération. Tout le reste n'est que littérature, pétards et fantaisie...

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier.
A) Sur la nouvelle misère de notre politique fédérale (1963)

Second intermède

1963-1966

[Retour à la table des matières](#)

En commençant la rédaction de ce dernier quart - inédit, celui-là - d'essais, je ne puis m'empêcher de penser aux bienheureux historiens, journalistes et idéologues ou « engagés ». Ils ont tous une position sécuritaire de départ. Les premiers, par définition, ne tâtent que du *passé* - ils révisent, contredisent ou complètent l'œuvre de leurs devanciers, en dépoussiérant les vieilles archives ou en découvrant de nouveaux « papiers » dont l'indispensable « lien » manquait jusque-là. Les journalistes ne bouffent que de *l'actualité* : une nouvelle chassant l'autre, la production de leurs denrées périssables est chez eux sans apprêts ni illusion, qui, par ce travail en miettes obligé, ne les déclasse jamais par rapport à l'Événement, puisqu'ils le rattrapent toujours de 24 heures en 24 heures. Aussi bien en rapport à *l'actualité* qu'au *passé*, les idéologues ou « engagés » politiques ont toujours leurs chères catégories de valeur bien affutés au service de leurs certitudes unilatérales.

On peut plaindre le pauvre essayiste politique qui, sans prétendre à l'impossible « objectivité » (dont à peu près tout le monde, toutefois, se réclame), veut sauvegarder une indépendance totale d'abord à l'égard des causes, programmes ou partis qui entraînent son adhésion momentanée ou partielle : car, pour être essayiste, on n'en est pas moins homme, en l'occurrence, citoyen. Comme *l'actualité* n'est que le dernier tronçon d'une histoire se faisant, l'essayiste en recherche la trame par des incursions plus ou moins aventureuses dans le *passé*, mais sans le splendide recul de l'historien ni la belle improvisation que commande au journaliste la bousculade des événements.

L'historien ou le journaliste n'ont jamais tort, ni raison, absolument. L'essayiste, lui, risque d'avoir tort absolument. Surtout quand il doit écrire au plus mauvais moment en rapport à son sujet. Quand des intervalles de quatre à cinq ans de silence séparent des séries d'essais, on pourrait attendre quelques mois pour écrire la partie inédite et terminale. « Quelques mois », soit au printemps 1967, à la fin de la session de la Législature ou pendant que celle du parlement fédéral est en grande partie écoulée : ce serait une bonne période pour faire le point. Mais le printemps 1967, c'est l'ouverture d'Expo 67 et, à l'été, la célébration du glorieux Centenaire d'un impossible pays qui a tout de même existé depuis 100 ans. Les éditions Parti Pris ont insisté : c'est avant ces festivités que ce recueil doit être publié.

Avec le regret insincère de ceux qui n'ont pu faire avant, l'auteur doit donc s'exécuter en décembre 1966. La session provinciale a à peine débuté et ces toutes premières lignes s'écrivent alors que le si bellement dit « débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône » n'est pas terminé. Une bataille s'engage dont on connaît les protagonistes, mais non leur « stratégie » - s'ils en ont une - et leurs « tactiques » - ils ne manqueront pas d'en avoir ! Quand le lecteur lira ce livre, il saura des faits, pour lui écoulés, que l'auteur ignorait au moment de rédiger ces pages.

Assez de circonstances atténuantes.

Le genre de l'essai permet avec l'inconnu et le Ciel des accommodements : entendons d'inévitables courts-circuits analytiques, mais aussi de volontaires télescopes d'un *passé* récent, en partie et mal connu, et d'un *futur* strictement inconnu en un *présent* devenu élastique. C'est l'impératif du genre, qui impose la règle du jeu périlleux. En cette fin de 1966, la situation canadienne et, à l'intérieur d'elle, la québécoise sont fluides parce que mobiles. À la « stagnation » d'il y a dix ans a succédé les « bouillonnements » d'aujourd'hui. Mais un « bouillonnement », qui évoque un principe de chaleur ou de pulsion par en bas, n'est pas *mouvement* linéaire. C'est justement ce qui est à voir. Pour ce qui est de bouillonner, ça bouillonne au Canada, et dans le Québec en particulier, depuis quelques années ! Certains jours, à la lecture de nos gazettes de Montréal et de Québec, la société québécoise nous apparaît comme un monstrueux porc-épic qui serait toujours en instance de darder...

Il fallait trouver un principe de classement des matières politiques à investiguer : avec toujours l'indispensable paramètre « ... et des hommes », le trityque des *élections*... des *partis*... des *politique*... nous a semblé un utile fourre-tout, qui permettrait,

sinon de dire tout, du moins de dire quelque chose sur à peu près tout méritant l'attention.

De même que la considération de la « *figure* » québécoise sur le « *fond* » canadien peu avant la « *révolution silencieuse* » ouvrirait ce recueil, il m'est apparu que cette dualité devait être transposée à l'intérieur de chaque chapitre de sa partie terminale. N'est-ce pas notre lot commun à tous les Canadiens, et à nous les Québécois qui le ressentons plus vivement, d'avoir un système de gouvernement en *split level* ? Tous nos problèmes, presque toutes les questions politiques au Canada sont à double étage, en principe en complémentarité. En fait, le dénivellement est plutôt mal coordonné, malaisé. Il est devenu un nœud à chicanes. C'est une dimension inéluctable de la politique québécoise (contenu, objectifs, moyens, « style », etc...) que cette dialectique intergouvernementale entre « notre » capitale et la capitale « étrangère » - comme dirait M. Jean-Noël Tremblay, bien placé pour en parler puisque, pour y avoir séjourné pendant l'ère Diefenbaker, il en a gardé un souvenir d'une « étrangeté »... !

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier

B) La révolution que « tranquille » on appela (1966)

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier.
B) La révolution que « tranquille » on appela (1966)

Chapitre VIII

Des élections et des hommes

a) *L'élection fédérale du 8 novembre 1965*

[Retour à la table des matières](#)

Or, nous eûmes des élections le 8 novembre 1965, celles qui passeront à l'histoire comme des élections sans nécessité, qui ne firent, pour la seconde fois en deux ans, que des vaincus. Se croyant sur une remontée suffisante depuis leur demi-victoire du 8 avril 1963, les Libéraux, qui avaient été désincrustés du pouvoir après 22 ans en 1957 (cf. chapitre II), estimèrent après de longues hésitations le moment favorable pour s'y incruster à nouveau. Le calcul fut moins déjoué que mauvais le pari. En minoritaires, ils gouvernent tant bien que mal une Chambre qui serait ingouvernable si le corps électoral n'en avait assez ⁷³ si les caisses électorales n'avaient été trop fréquemment délestées, si, surtout, disent les malins dont je m'exclus, nos chers « élus du peuple » n'étaient pas un tantinet attachés à leurs indemnités parlementaires.

Et puis, nous avons eu l'élection provinciale du 5 juin 1966, qui fit l'effet d'un coup de tonnerre dans le paysage québécois de la « révolution » que « silencieuse » on avait nommée : tout le monde s'y est trompé, de plus fâcheuse façon encore qu'à l'élection fédérale précédente ; le résultat fut numériquement aberrant, le vainqueur,

⁷³ De quoi, en fait ? De trop fréquentes consultations électorales ou de gouvernements trop fortement majoritaires ou de « vieux partis » qui ne sont plus de « grands partis » ?

avec près de 47% des voix, devant s'incliner devant le vaincu de 41%. Celui-ci, n'en étant pas plus revenu que tout le monde, ajuste comme il peut sa défroque de vainqueur par surprise. En juin 1956, le duplessisme remportait une cinquième victoire dont quatre consécutives. À partir de l'année suivante, il allait devenir intéressant de voir comment Duplessis négocierait avec le nouveau maître de la « capitale étrangère », le conservateur de bonne souche M. Diefenbaker, qui se trouvait à la tête d'un gouvernement d'abord trop faible, puis, quelques mois plus tard, trop fort. « La plus importante crise cardiaque depuis le début de la Confédération » survenant trop tôt dès 1959, une nouvelle dialectique de lutte n'a pu se dégager : on est resté avec le souvenir stéréotypé de l'affrontement-équilibre Saint-Laurent-Duplessis.

Mais le soir du 5 juin 1966, soit dix ans moins deux semaines après la dernière victoire de l'homme-à-la-statue-introuvable, son héritier en ligne doublement collatérale, M. Johnson, en reprenant le pouvoir, se trouvait à remettre en question la « révolution silencieuse » et... fournissait un titre approprié à notre recueil d'essais ! L'événement était à ce point inattendu, le « révisionniste » Johnson avait fait tant de déclarations estimées outrancières à l'enseigne de l'*Égalité ou Indépendance*, que le rapport figure-fond en politique canadienne s'en est trouvé comme soudainement inversé : phénomène qu'on aurait pu décrire comme la « *figure* » canadienne sur le « *fond* » québécois peu après la « révolution silencieuse ». L'expression serait à peine exagérée si, comme aux Communes, le nouveau gouvernement Johnson n'était pas parlementairement si faible. C'est une différence essentielle : M. Pearson est fort relativement de la faiblesse de ses oppositions, tandis que M. Johnson a toute une opposition devant lui !

* * *

On s'habitue à tout, y compris à l'instabilité qui, en politique canadienne, finit par se *stabiliser* - tout comme selon le dicton : « Il n'y a que le provisoire qui dure ». Depuis bientôt dix ans, la politique fédérale a appris à s'installer dans le provisoire et l'instabilité. Cinq élections (1957, 1958, 1962, 1963, 1965) se sont tenues dont une seule (celle de 1958) a permis le dégagement d'une majorité gouvernementale ; mais, avec ses 208 députés sur 265 et 53, 6%, du vote populaire, cette majorité fut précisément trop forte ! L'histoire dira peut-être que l'apothéose du diefenbakerisme aura été l'accident accélérant le processus de déséquilibre du Canada ou des Canadas. Nous sommes entrés dans une nouvelle phase d'instabilité chronique depuis 1957.

D'après les derniers sondages Gallup, le regain du Nouveau parti démocratique serait la mesure de la désaffection à l'égard des deux grands ou « vieux partis ».

Il y eut une autre phase d'instabilité entre 1921 et 1930, certes longue mais plus courte que l'actuelle dont on ne voit pas encore d'indices de la fin. Les Libéraux s'en tirèrent assez bien à trois reprises en 1921, avec 42,7% des suffrages, ils obtenaient 117 sièges en 1925, avec 40,2%, à leurs 101 sièges s'ajouta l'apport de 24 députés « progressistes » et de 4 autres sièges de tiers partis, contrebalançant pendant une huitaine de mois la majorité conservatrice de 116 sièges s'appuyant sur 46.4% des voix ; en 1926, avec 43,8% du vote exprimé, ils n'obtenaient encore que 118 sièges sur 245, mais ils purent gouverner grâce à l'appui des « Libéraux-Progressistes » qu'ils allaient absorber, tandis que les Conservateurs, majoritaires en voix (47,5%), devaient se contenter de constituer l'opposition officielle avec 91 sièges. (À noter, en passant, que c'est en cette période de la faiblesse du gouvernement central que s'affirma l'apogée des autonomies provinciales - tout comme depuis 1962.) En 1945, les Libéraux de Mackenzie King se virent à nouveau minoritaires avec 118 sièges ; mais ils purent gouverner sans crainte jusqu'en 1949, grâce à l'appui des Libéraux indépendants qui réintégrèrent, les uns après les autres, le parti. De ces quelques relevés, on peut tirer l'observation que les Libéraux savent se tirer pas trop mal et sans trop de mal d'une longue passe de « minorité ». M. Pearson, depuis 1963, renoue avec la tradition.

De plus larges observations s'imposent aussi. D'abord, la majorité absolue des voix est un fait rarissime en politique fédérale : ce n'est qu'en 1940 que les Libéraux (50,9%) et en 1957 que les Conservateurs (53,6%) dépassèrent le cap magique du 50% des voix. Ensuite, on remarque que de longues périodes de « majorité » gouvernementale (de 1867 à 1921, pendant 13 élections ; puis de 1930 à 1957) alternent avec des phases plus courtes de « minorité » (de 1921 à 1930 ; de 1957 à...) Le raz de marée des Conservateurs en 1958, qui semblait empêcher dès le début une phase de « minorité », produisit l'effet de déséquilibre déjà mentionné et fut suivi de deux élections d'où sortit un gouvernement minoritaire qui dure encore. C'est pour une autre raison que la symétrie chronologique que nous estimons que le résultat de l'élection de 1958 fut « accidentel », établissant en outre le double record de la pluralité des voix (53,6%) et des sièges (208).

En cette année du Centenaire l'heure étant aux vastes rétrospectives séculaires, on ne se fait pas faute d'opérer des retours dans le passé. Ainsi donc, pendant le premier

demi-siècle de la « Confédération » jusqu'en 1921, les gouvernements canadiens, par la simplification du strict jeu bipartiste, purent jouir d'une majorité stable ; les gouvernements de la seconde phase de l'ère Mackenzie King à partir de 1935, que perpétua l'ère Saint-Laurent jusqu'en 1957, furent en aussi confortable position malgré l'existence des tiers partis. Mais dans le second demi-siècle, de 1921 jusqu'à maintenant (et pour combien de temps ?), rien n'est assuré : dans l'ensemble d'une période de 46 ans, le Canada aura été gouverné par des équipes ministérielles minoritaires pendant 19 ans. Et cela risque de continuer un certain temps.

Est-on mieux ou plus mal gouverné par un gouvernement : majoritaire ? Il n'y a certes pas de réponse globale. Celui qui pose la question connaît la réponse. Si c'est un partisan d'un des grands partis, de celui qui se trouve en position gouvernementale minoritaire tout autant que de celui qui, dans l'opposition, peut le supplanter, la réponse est nette, claironnante, impérative : « Pas de gouvernement efficace sans majorité stable ». Si c'est un partisan d'une tierce formation, l'argument est rejeté du revers de la main, tout en faisant ressortir l'aspect bénéfique de détenir ce qu'on appelle la « balance du pouvoir » : « Ce qui importe, c'est que le peuple soit bien représenté ».

On a parlé tant et tant des régionalismes ou « sectionnalismes » canadiens (deux Canadas culturels, quatre ou cinq Canadas économique-géographiques) qu'on n'a guère le goût d'y revenir. D'abord parce que c'est un lieu commun ; mais, au-delà du lieu commun, il y a un fait massif tellement flagrant qu'on éprouve bien de la difficulté à le saisir avec toute la relativité des composants de cette totalité invraisemblable. La quasi-impossibilité de rallier autour d'un parti canadien l'adhésion de 50% de Canadiens, la difficulté de mettre au pouvoir un gouvernement pouvant s'appuyer sur une majorité de sièges sont les reflets politiques de cette « totalité invraisemblable ». La remarque est d'autant plus importante que nous jouissons d'un régime uninominal à un tour, qui favorise d'injuste façon les deux partis de tête et réduit souvent à l'insignifiance symbolique ou à la temporaire représentation régionale les tiers partis, et cela dans une société où, en apparence tout au moins, les lignes de clivage idéologique sont peu nombreuses ou très peu formulées.

Nous n'oublions pas l'intitulé de notre chapitre : « Des élections *et des hommes* ». Si « la une » des journaux n'en a guère que pour les hommes politiques ou, sans révérence respectueuse, pour les « politiciens », il faut bien reconnaître que l'homme est à

peu près absent des travaux les moins contestables de la science politique ⁷⁴. Pourtant, comment donner réalité dynamique aux observations qui précèdent sans tenir compte des hommes qui furent à l'origine (pour les symboliser dans la suite) de ces mouvements de vaste amplitude. Considérez la traditionnelle bonne fortune des Libéraux fédéraux depuis 1896. Vous êtes ramené à Laurier et Saint-Laurent et le long interlude de « brillant second » d'Ernest Lapointe. La mauvaise fortune inverse des Conservateurs fut leur incapacité, à défaut de se donner de temps à autre un chef d'origine française, trouver un numéro deux canadiens-français. Considérez la passe difficile de la « minoritude » gouvernementale des Libéraux entre 1921 et 1930, vous trouverez l'extraordinaire habileté manoeuvrière de Mackenzie King dont il fera à nouveau preuve pendant tout le second conflit mondial et lui permettra d'*inventer* à point nommé Louis Saint-Laurent, d'où sortira le mythe « Uncle Louis » pour perpétuer la bonne fortune libérale une autre dizaine d'années. Considérez la poussée conservatrice de 1958, vous voyez la « magie » diefenbakerienne en action aussi dévastatrice que momentanée, échappant presque à l'analyse, même psychologique. Considérez enfin la crise canadienne actuelle dans ses fondements, vous constaterez que c'est après s'être sentis orphelins pendant trois ou quatre ans à Ottawa, alors que se levait l'hypothèque justement mythique de Duplessis, que les Canadiens français du Québec ont senti passer chez eux la brise et, chez certains d'entre eux, le vent de la rébellion anti-outaouaise.

Bien entendu, je ne veux pas imposer la règle du facteur unique d'interprétation, ce qui serait céder, au niveau analytique, à quelque « culte de la personnalité ». La politique est faite tout autant et simultanément *par* que *pour* les hommes. Mais il y a encore les conjonctures imposées ou imprévisibles Borden au gouvernail pendant la première guerre mondiale Bennett élu au début de la crise économique ; Diefenbaker à son apogée au moment du déclenchement de la « révolution tranquille » du Québec. Il y a encore les traditions et les styles idéologiques des partis. Mais ce qui compte originellement, et aussi ultimement parfois, c'est la saisie précise que tel homme a de la situation, créée par d'autres et à lui donnée, pour lui imprimer sa marque propre plus ou moins profonde et ainsi la modifier en une évolution dont il perçoit, sinon le terme, du moins le sens du mouvement. Ce qui revient à dire qu'en se gardant bien de se donner des allures de « prophète », l'homme politique doit pouvoir jouir, en plus ou moins grande subtilité et conscience, de dons de *prophétisme*.

⁷⁴ Comme le droit constitutionnel ou la sociologie électorale.

Le « prophète » Diefenbaker, mystique du canadianisme *without hyphen*, n'exerce plus la « magie » de 1958. Rejeté par les éléments vitaux de son propre parti, il se cramponne à sa barque de façon pathétique, se ménage en tout cas une bien triste sortie. Il n'y a que deux fins possibles pour les prophètes : on les brûle de leur vivant pour les magnifier après leur mort ou on les magnifie en leur vieil âge - or M. Diefenbaker est septuagénaire. Le « diplomate » Pearson n'a pas la densité colérique du « prophète » dont l'épithète le ferait s'esclaffer et tout le monde avec lui. Mais du diplomate il a la « sensibilité » des problèmes, ce qui le rend en une situation ultra-difficile un très utile amortisseur des chocs qu'il ne peut pas prévenir. Passé l'Expo, ses flonflons, sa cohue, son génial refrain (*Un jour, un jour... Hey friends, say friends !*), il faudra *relancer* le Canada s'il mérite sa survie.

Qui peut le faire ?

Les journaux canadiens-anglais n'ont pas fait Jean Marchand, qui existait par lui-même et ses œuvres avant d'entrer dans la politique. Si ce n'est pas lui, ce devrait être quelqu'un qui ait un sens en quelque sorte visionnaire du leadership à exercer pour la relance de la « chose historique Canada ». À la vérité, je ne suis pas si sûr que l'état actuel de détérioration de la « chose » politique en question permette le succès d'un leader même charismatique.

b) L'élection provinciale du 5 juin 1966

[Retour à la table des matières](#)

On peut s'attendre à ce qu'un organisme vivant ait l'instinct primaire de conservation. Or, par deux fois, le parti libéral du Québec a montré qu'il en était dépourvu alors qu'il occupait le pouvoir : le parti, majoritaire aux voix, est devenu minoritaire en sièges parlementaires en 1944 et en 1966. Seulement la première fois, l'écart était minime : une vingtaine de mille voix, soit environ 2%. Réflexe d'agronome-fils-de-la-terre (?), M. Godbout n'avait pas tenu suffisamment compte de la rapide urbanisation qui s'était produite pendant les années de la guerre. Un nez en avance dans la course, il se voyait déclaré vaincu ; quatre ans plus tard ce sera l'effondrement, puis le démantèlement de son parti, qu'essaiera de reconstruire à partir de 1950 M. Lapalme.

En 1966, l'écart était beaucoup plus considérable : 130,000 suffrages, soit presque 6%. Réflexe de légiste-en-remords-de-n'avoir-pas-fait-la-« révolution tranquille »-de-l'agriculture (?), M. Lesage a reculé devant la seule réforme décente de la carte électorale. Une tête en avance dans la course, il se voyait, à son grand ahurissement, déclaré vaincu ; ce n'est pas dire qu'il connaîtra l'effondrement ou que son parti sera démantelé dans quatre ans ou plus tôt. Mais une carence grave de l'instinct de conservation risque de coûter cher longtemps. C'est déjà commencé.

M. Lesage a battu sa coulpe devant ses propres partisans au début du dernier et tumultueux congrès de la Fédération libérale du Québec : geste d'humilité et de courage. En une circonstance antérieure, lors d'une conférence de presse télévisée, si ma mémoire ne défaille point, il avait en quelque sorte noyé sa responsabilité parmi quelque 80 causes de cette soi-disant « défaite » (d'après des recherches et enquêtes faites par ses partisans ou pour le compte de son parti) : geste moins courageux. Encore auparavant, presque au lendemain de la défaite et visiblement piqué, M. Lesage répondait sur un ton sec au professeur de science politique de Laval, M. Vincent Lemieux, qu'il ignorait le droit constitutionnel pour avoir soutenu que les Libéraux venaient « d'être victimes de leur négligence à opérer une réforme convenable de la carte électorale ». Car, écrivait M. Lesage, « nous avons été dans l'impossibilité de modifier les circonscriptions électorales protégées par l'article 80 de la Constitution », et, quant à l'abrogation du dit article, « là encore, l'obstacle était le Conseil législatif ». Mais il était « clair qu'en inscrivant à notre programme électoral, l'abolition du Conseil législatif, nous entendions nous mettre en mesure de parfaire le remaniement de la division territoriale présenté comme question d'importance primordiale dans le discours du Trône du 15 janvier, 1963 » (*La Presse*, le 11 juin 1966). La « réforme » de la carte électorale était à venir ; en attendant, il avait fallu se contenter d'une « réformette » - qui fut un vicieux « nez de Cléopâtre » ! J'ai pour le droit constitutionnel et les conseillers en la dite matière de l'ancien premier ministre le plus grand respect, mais, je dois aussi l'avouer, aucun sentiment inhibitif d'idolâtrie. Bien entendu, sur les plans juridique et tactique, il n'est pas aisé d'amener un corps législatif, par son propre consentement, à se suicider. Mais il y a aussi telle chose qu'un consensus général sur le caractère strictement indéfendable à tous égards de cet anachronisme institutionnel qu'est le Conseil législatif, toutes les provinces qui s'en étaient payé le « luxe » l'ayant aboli depuis plusieurs lunes ! Il restera toujours le Sénat du Canada pour les amateurs de vieilleries politiques ! Il y a surtout, sur le plan *juridique*, que, depuis la conférence

fédérale-provinciale de 1950 sur la réforme constitutionnelle, il est communément admis que la législature du Québec a droit d'abroger seule la clause restrictive de l'article 80.

Ce n'est pas le lieu de refaire un dossier de toute cette affaire ; mais l'explication politique de la question est ailleurs. En accord avec les députés de l'Union nationale, les Libéraux dont pas eu le cran de supprimer ces bourgs pourris des comtés « protégés » par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. C'était une disposition proprement colonialiste à l'origine ; mais quand les Eastern Townships sont devenus les Cantons de l'Est, à majorité francophone sauf pour une couple d'entre eux, il n'y avait rien d'abusif en justice, ni d'exorbitant en droit (depuis 1950) de ne pas se laisser entortiller dans la fiction d'une camisole de force juridique. La « réformette » finalement adoptée ne permettrait que de faire cesser les abus trop criants en ajoutant une douzaine de comtés à la région montréalaise. Le résultat concret, mathématiquement absurde, fut connu le 5 juin 1966 en fin de soirée : 47% du vote accorde 51 sièges et 41%, vaut à l'autre parti 5 sièges de plus. À un atelier (justement celui des « réformes électorales ») du dernier congrès de la F.L.Q., le professeur Lemieux établissait qu'avec des écarts ne dépassant pas 33 1/3% de la population votante de la circonscription moyenne, les Libéraux seraient encore au pouvoir ; pour des écarts ne dépassant pas 25% (selon la recommandation du comité Grenier, constitué d'universitaires neutres politiquement), ils auraient détenu une majorité d'une dizaine de sièges !

Ce n'est pas instinct sadique de « tourner le fer dans la plaie », mais il faut dire carrément que ce « nez de Cléopâtre » du Conseil législatif (quelle métaphore à visualiser !) a « changé la face du monde » québécois ! Presque toutes les analyses du scrutin du 5 juin 1966 sont faussées en leur principe dès qu'on se contente de signaler en passant le paradoxe numérique pour analyser ensuite les causes du « recul » libéral quand ce n'est pas pour rechercher celles de la « montée » unioniste. En montée l'Union nationale en 1966, alors qu'elle a obtenu son plus faible pourcentage de voix depuis 1947 ? En recul le parti libéral ? Oui, certes, en rapport avec l'élection de 1962 - qui est un mauvais indice de comparaison ⁷⁵, alors qu'il obtenait 57%, des suffrages

⁷⁵ L'élection portant sur la nationalisation de l'électricité avait le caractère d'un référendum, qui devait plébisciter M. René Lévesque. Le style et la maestria avec lesquels M. Lesage mena la campagne firent qu'il fut autant et peut-être davantage plébiscité que M. Lévesque. En cette conjoncture, M. Johnson, nouvellement élu chef du parti, était à désavantage à tous égards.

(et 63 sièges). Mais le recul n'est que de 4 points (51% - 47%) en rapport avec sa victoire de 1960 ; et l'Union nationale a elle-même reculé d'un point depuis 1962 (42% - 41%) et de deux points depuis 1960 (43% - 41%). C'est la force relative des « deux grands » pendant ces six ans de « révolution tranquille ». On doit encore tenir compte, lors de la dernière consultation, de la force perturbatrice des deux tiers partis séparatistes, le R.I.N. et le R.N. Mais elle n'explique pas tout, ni même une partie de l'essentiel ; c'est un facteur second pour ne pas dire secondaire. Le facteur premier, dominant, pour aboutir à un résultat aberrant, fut l'absurde carte électorale ; et sa cause fut Sa Majesté le Conseil législatif, comme sa motivation fut la perpétuation d'une série de petites féodalités du siècle dernier. En cartographie électorale, l'État du Québec n'est pas encore entré dans le siècle vingtième ! Mettez-vous à la place de M. Johnson, auquel le destin vient de faire un tel cadeau ! C'est le legs le plus archaïque de la « révolution tranquille » auquel il se gardera bien de toucher...

Au temps de la stagnation, je n'ai pas été tendre sans vouloir être injuste envers les Libéraux qui ne se donnaient pas les moyens de débarquer le duplessisme du vivant du *Boss* (cf. chapitres 1 et 4), retardant indûment la « révolution tranquille ». Pourquoi, après 10 ans, être plus tendre après une telle aberration ? L'équipe libérale, au pouvoir après 16 ans d'opposition, aurait dû avoir l'instinct primaire de sa conservation. De deux choses, il fallait en faire au moins une : ou donner au corps électoral un régime de représentation qui ne fût pas à la fois ridicule et inique ; ou alors faire une politique agricole agressivement progressive incluant un vaste plan de réaménagement rural pour cueillir une clientèle favorable dans les régions où l'infrastructure de l'Union nationale est si forte depuis plus de vingt ans et où règnent après trente ans encore les mythes du crédit agricole et de l'électrification rurale. Oh ! je sais bien, les quelques éléments dynamiques du gouvernement Lesage étaient, chacun, occupés à la politique de leur spécialité, et qu'ils en avaient gros sur les bras ! Mais, ils croyaient avoir encore le vent dans les voiles, bien que depuis 1964...

La déperdition à prévoir, ils la soustrayaient du chiffre record de 1962, les 57%, alors qu'ils auraient dû avoir à l'esprit le chiffre de 1960, 51%. Dans leur examen de conscience à tonalité masochiste ⁷⁶ les Libéraux passent à côté ou minimisent le facteur primordial de leur « défaite », primordial à ce point que tous les autres en conju-

⁷⁶ De René Lévesque qui évoquait « une certaine suffisance du parti » à Bona qui, parfois ou par distraction, frappe juste : « Les journalistes au cours de la campagne nous ont dit nos quatre vérités et nous avons refusé de les croire. »

gaison n'auraient pu le causer : l'inconnu du vote des jeunes ; le facteur de grande nuisance pour eux du R.I.N. et celui de faible nuisance pour les Unionistes du R.N. ; et même la méthode systématique et finaude des organisateurs de l'Union nationale qui sont allés à la guerre avec une cartographie exacte du « terrain » et de ses zones critiques, « arrachant » l'élection à la marge, comté par comté, « poll » par « poll »... Leurs « militants de base » ont poussé au degré d'un des beaux-arts leur sens de la tactique électorale au plan local. Seuls les « apôtres « créditistes » avant que leurs « prophètes » ne s'entredéchirent, ont montré une maîtrise comparable (cf. chapitre VI). Avec la disparition de la génération contemporaine de Louis-Alexandre Taschereau, les Libéraux ont à refaire ou à faire leurs classes électorales...

* * *

Privilégier un facteur primordial par l'ampleur de ses effets, et qui nous apparaît en outre procéder d'une erreur flagrante, n'est pas impliquer qu'on le doive considérer comme unique. Mais d'autres analystes s'étant déjà employés, selon le mode de l'impressionnisme journalistique ou d'après des études systématiques à objet plus restreint ⁷⁷ à repérer foule d'autres facteurs, nous craignons de n'avoir rien de bien neuf à ajouter. Les interrelations entre les facteurs seconds ne sont du reste pas faciles à établir surtout au niveau global, et, pour y arriver, il faudrait procéder à des enquêtes collectives et en profondeur. Voici tout de même quelques considérations qui me paraissent plausibles, y ajoutant inévitablement mon propre coefficient de subjectivité.

L'inconvénient majeur d'un régime électoral qui n'impose pas des consultations à date fixe est de permettre à ceux qui en décident de faire de mauvais calculs. C'était un secret de polichinelle que M. Pearson était réticent à faire des élections en novembre 1965 ; les pressions de son entourage furent suffisantes pour l'y contraindre. Une fois l'élection décidée, il s'efforça d'être le plus convaincant possible sur le caractère nécessaire d'une élection à ce moment-là afin que le Canada ait enfin un « gouvernement stable », c'est-à-dire efficace !

Il ne servit pas la vraie raison : les sondages du type Gallup indiquant une remontée des Libéraux, qui n'était que la face positive du déclin du diefenbakerisme d'abord

⁷⁷ Voir le remarquable numéro de *Socialisme* 66 (octobre-décembre), avec des études de Serge Carlos et Pierre Guimond, Paul Cliche, Vincent Lernieux, Daniel Latouche, Robert Boily.

perceptible à l'intérieur du parti conservateur. Mais, surtout dans des élections sans nécessité, ne tournant pas autour d'une idée ou d'un problème spécifiques, l'électeur est davantage motivé par des raisons locales que par l'attraction générale que tel ou tel leader exerce sur lui en période non électorale.

La situation était inverse au Québec en ce printemps 1966. C'est M. Lesage qui força l'adhésion de ses principaux ministres pour des élections hâtives, alors que les circonstances politiques générales ne semblaient pas lui être particulièrement favorables. Mais son flair et celui de quelques conseillers intimes (?) l'incitaient à tenter la grande aventure. Toute une série d'aléas étaient pourtant visibles : et hop ! on les mettra dans sa poche, et la magie du « rude *campaigner* » qu'est M. Lesage fera le reste, en adoptant cette fois-ci le style du président d'une grande société qui livre à ses actionnaires un bilan on ne peut plus favorable. Or, ce jeu de finasserie sur le moment de déclencher des « grandes manœuvres », autre héritage du siècle précédent, ne prend plus. Les partis d'opposition ne manquent pas de le dénoncer, surtout lorsqu'il est cousu de fil blanc - ou de gros fil rouge ! - ce qui place au départ le parti gouvernemental en situation de défensive alors qu'il croit marquer un effet de surprise. Le corps électoral est devenu méfiant et même blasé. Il n'aime pas être bousculé et considéré comme une « matière » vulnérable ; il n'aime pas non plus voter trop souvent ! Faites le compte depuis 1956 : cinq élections fédérales avaient eu lieu en huit ans ; c'était la quatrième élection provinciale en dix ans et on l'avançait sans raison de six mois ! C'est donc qu'il y avait quelque chose...

Justement la révolution était devenue trop « tranquille » pour les uns et trop « révolutionnaire » pour les autres. Après l'élection « pour rien » de novembre 1965 et l'élection « à qui perd gagne » de juin 1966, les deux partis libéraux devraient être convaincus que la véritable astuce est la grosse et naïve honnêteté : à moins d'être battu en Chambre, un parti gouvernemental doit aller jusqu'au bout de son mandat dont la durée coutumière est de quatre ans. Tout effet de surprise recherché est à double tranchant. Tout « calcul », même s'appuyant sur des sondages, n'a pas plus de consistance que le sérieux d'un tuyau de bourse. En 1960, c'était « le temps que ça change ! » En 1962, il nous était proposé de commencer à être enfin « maître chez nous ». En ce printemps 1966, nous étions conviés à un « Québec plus humain, plus efficace, plus prospère » ; pourquoi arrêter l'énuméré à ce trinôme aussi vide de sens ? Pourquoi pas aussi pour un « Québec plus heureux, plus progressif, plus vertueux, etc... ? »

La vérité, c'est, on l'a assez dit, que la « révolution tranquille » s'essouffait dans son rythme, qu'elle s'enlisait dans ses ambiguïtés. Elle venait toutefois d'accoucher de ce qui aurait pu être un « grand dessein » à puissance attractive et à utilité fonctionnelle : la reprise en main de tout le champ de la sécurité sociale par le tandem Lévesque-Kierans. Pierre d'attente, diversion pour ne pas s'attaquer à une œuvre plus créative ? D'accord, mes bons amis socialistes ; mais on ne peut être créateur à tout propos et tout le temps. Aucun régime proprement révolutionnaire ne l'a jamais été. Après l'éducation, la nationalisation de l'électricité, la fonction publique (et le ratage en clandestinité de la Sidbec, l'humble conservatisme de la S.G.F., et la foutaise planificatrice du C.O.E.Q.), il y avait là un objectif majeur, à portée humaine certaine, et un progrès d'étape nécessaire pour en arriver à diriger la « révolution tranquille » au lieu de la parler tout le temps - en bien autant qu'en mal. Une société à structures capitalistes se doit, pour se justifier partiellement, d'assurer une sécurité sociale minima « du berceau à la tombe », et, autant que possible, sans incohérences, lacunes flagrantes et dédoublement administratif. Le printemps et l'été 1966 n'auraient pas été de trop pour mettre un tel programme au point (d'autant que MEDICARE...), pour le traduire en slogan accrochant, qui dirait quelque chose de concrètement bénéfique à un *quelqu'un* si multiple, dont doit s'occuper en bonne décence toute société civilisée.

* * *

Dans les résultats généraux, deux phénomènes frappent d'abord : les Libéraux ont reculé dans à peu près toutes les régions, sauf une, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie les Unionistes ont fait une trouée dans les comtés montréalais « du bord de l'eau » dont les citoyens n'ont que de faibles revenus. Pourtant les Libéraux n'étaient pas spécialement forts en 1962 dans cette région à faible développement économique : on peut présumer que le sérieux du travail du B.A.E.Q. et l'effort récompensé d'animation sociale dans la région a convaincu ses habitants qu'« on » s'occupait d'eux et que, s'il n'avaient guère goûté aux maigres fruits de la « révolution tranquille », ils pouvaient commencer à rêver d'un avenir. À Montréal, le succès des Unionistes chez des populations ouvrières et à bas niveau d'instruction, joint à un plus faible *appel* du R.I.N. que dans les circonscriptions francophones plus « bourgeoises », montrerait que l'Union nationale est en train de paraître comme l'indépendantisme et/ou le « socialisme » du pauvre. Même phénomène aussi dans le Québec métropolitain : cinq comtés sur sept sont passés à l'Union nationale : inversion de la situation de 1962.

Seuls les comtés « bourgeois » de MM. Jean Lesage et Charles-Henri Beauré ont survécu à la tornade.

Inutile de revenir sur des faits qui furent rabâchés par les commentateurs : style « culte de la personnalité » de la campagne par les Libéraux sélection plus soignée des candidats de l'Union nationale organisation et publicité déficientes des Libéraux ; la F.L.Q. et sa Commission politique « chloroformées » après la présidence de M. François Aquin, etc... Enfin, ce phénomène, qu'on sentait plus qu'il n'est aisé d'analyser même après coup, qui pourrait s'exprimer par la formule : « Le cœur n'y était pas... » chez les Libéraux - peut-être à cause du *timing* imposé.

Il faut dire un mot des tiers partis. Ici, me frappe plus le résultat global des 200,000 voix séparatistes que l'effet de nuisance du R.I.N. ou du R.N. Les Rinistes jubilèrent d'avoir fait perdre l'élection à Lesage, qui avait refusé de voir en leur chef un « interlocuteur valable ». Il semble bien que ce soit exact, encore qu'il ne faille pas oublier le facteur primordial sur lequel nous avons insisté à cause de son effet aberrant. Mais, même avec cette carte électorale, Michel Van Schendel affirme que « si le parti libéral avait conservé seulement la moitié du pourcentage que le Rassemblement pour l'indépendance nationale a arraché, Daniel Johnson serait resté dans l'opposition »⁷⁸, rejoignant ainsi un commentaire de Claude Ryan : « Le R.N. aurait fait perdre, au plus, cinq sièges à l'U.N. Le R.I.N., au contraire, aurait joué un rôle direct dans la défaite de 11 candidats libéraux. Grand vaincu apparent de l'élection, le R.I.N. aurait été en réalité, l'arbitre ou le catalyseur qui aurait penché la balance en faveur de l'U.N. qui aurait donc fait battre les Libéraux⁷⁹ ». D'après son organe officiel, le R.I.N. évaluait ses ravages à 14 députés libéraux battus par ses soins⁸⁰. Il se réjouissait d'avoir obtenu près de 8%, du scrutin pour l'ensemble des comtés où il présentait des candidats (et 9,5% pour la région métropolitaine). Aussi célébra-t-il sa « victoire » avec autant d'enthousiasme que l'Union nationale !

On pourrait spéculer longuement sur l'hypothèse interprétative du scrutin du 5 juin que propose M. Marcel Rioux : « ... selon les deux axes majeurs de la politique québécoise des dernières années - socio-économique et national - il me semble que nous avons assisté à un glissement vers l'axe national. C'est-à-dire que le problème

⁷⁸ *Ibidem*, p. 22.

⁷⁹ *Le Devoir*, le 11 juin 1966.

⁸⁰ *L'Indépendance*, le 24 juin 1966.

national préoccupe plus, me semble-t-il, les Unionistes que les Libéraux. Étant donné le climat actuel du Québec, il était presque fatal que les forces conjuguées des deux partis fortement nationaux (U.N. et R.I.N.) vinsent à bout d'un parti dont le chef - et quel chef - s'était ouvertement affiché comme fédéraliste. Il me semble donc que la signification globale du 5 juin marque, tant à cause des députés que l'Union nationale a fait élire et du pourcentage du vote populaire que le R.I.N. a capté, une accentuation de l'axe national... » ⁸¹. Outre que deux collaborateurs, également socialistes, du même numéro (MM. Alfred Dubuc et Van Schendel) contestent la validité de cette distinction, je serais plutôt enclin à croire que c'est là un débat dépassé depuis au moins la campagne pour la nationalisation de l'électricité. Comment savoir ? Comment bien identifier le fondement de ces deux axes ? C'était facile avant 1960, au temps de la stagnation. Aujourd'hui, les Libéraux se sont pour le moins autant « nationalisés » que les Unionistes ont appris à se « socialiser » -les guillemets voulant, bien sûr, atténuer la portée des deux processus. Pensons au périple « national » qu'a parcouru M. Lesage qui n'a d'égal que la périple « social », franchi non moins allégrement par M. Johnson : ce n'est pas que de la frime, quoi qu'on pense.

Aussi, le R.I.N. a-t-il fait sa campagne en privilégiant le thème de la planification du développement social ; il s'engage activement dans les conflits sociaux, appuie des grévistes, etc... Le R.N. ? L'enfant prématuré est quand même né de l'accouplement du nationalisme provincialiste d'avant-hier et du créditisme d'hier. Et le nouveau leader, M. Gilles Grégoire, n'a-t-il pas été plus d'une fois un « nationaliste » toujours intransigeant et parfois efficace en « terre étrangère » ? Ce n'est pas dans la bible du major Douglas qu'il a trouvé ces prescriptions.

Si elle a été ce profond phénomène politique culturel que nous pressentons - ce qui n'est pas nous en satisfaire - la « révolution tranquille » a permis l'émergence d'un type humain nouveau : le *citoyen québécois*. Il assume - ou se fait assumer ! - de façon alternative ou simultanée, des doses de « national » et de « social », au point où il ne s'y reconnaît pas très bien entre les deux, mais, à cause de cela, où il est peut-être en train de *se retrouver*. Auparavant, il ne se cherchait même pas. « On » lui donnait ; aussi, n'était-il pas qu'une donnée...

Le 5 juin 1966 ? *Une journée des dupes* pour tout le monde - sauf pour le R.I.N., qui n'avait rien à perdre, mais qui n'a peut-être pas autant gagné qu'il le croit en accé-

⁸¹ *Socialisme 66* (oct.-déc.), p. 8.

dant à l'existence politique. Il aura tout le temps pour apprendre à n'être pas trop pressé. M. Johnson se gardera bien de réviser le mode du scrutin uninominal à un tour qui passe au laminoir les tierces formations. Chaque soir, il doit faire ses invocations devant l'icône libérale de Sainte Carte Électorale...

Le 5 juin 1966, c'est aussi ce jour fameux où M. Lesage s'est mis « en ballottage », mais sans avoir, dans les deux semaines, le recours de la revanche d'un second tour...

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier.
B) La révolution que « tranquille » on appela (1966)

Chapitre IX

Des partis et des hommes

a) *Les partis fédéraux*

[Retour à la table des matières](#)

À des amis français qui m'interrogent sur la politique canadienne et ses partis, je me dois d'improviser un petit cours de science politique qui commence par cette phrase : « Imaginez-vous deux U.N.R. qui auraient aujourd'hui plus de 100 ans - mais sans bouclier (ou parapluie) gaulliste, ni non plus, la relève giscardienne ». L'astuce, en l'occurrence, consiste moins à leur procurer une référence significative à la politique française depuis 1958 qu'à faire dévier la conversation sur leurs propres partis. D'abord parce qu'il ne faut jamais « rater une occasion de s'instruire », ensuite parce qu'il est passablement difficile d'expliquer à de « non-instruits » de la chose canadienne, la fluidité de la situation des partis canadiens depuis une dizaine d'années. Auparavant, c'était l'inverse de 1945 à la fin de l'ère Saint-Laurent, notre politique canadienne était d'une simplicité tandis que celle de la IVe République était d'une complexité ! Quand la question débouche sur notre type de fédéralisme, il faut bien dire un mot de notre Sénat qui... (enfin vous savez le reste !) de notre Cour suprême, juge de constitutionnalité tout en étant la créature exclusive du gouvernement central. On croit parfois que je blague, car cet ami, souvent un collègue, a fait des études en droit public ou en science politique dont il a retenu les principes majeurs du fédéralisme : autonomie et participation. Il est facile de produire un effet plus gros en rappo-

lant le « droit de désaveu » des lois provinciales par le gouvernement fédéral qui, depuis belle lurette, est heureusement tombé en désuétude. Mais le Sénat, lui, tient toujours, si les sénateurs, eux... mais passons ! - comme je me garde bien, par fierté « nationale », de mentionner « notre » Conseil législatif ; mais la Cour suprême est toujours là, comme créature strictement unilatérale, ayant parfois à juger son « créateur »...

Revenant aux partis canadiens, mon interlocuteur m'entraîne sur le terrain du bipartisme et de la stabilité gouvernementale qui en découle : c'est du moins les réminiscences qu'il a gardées de cours ou de lectures. Là, on devient traqué ; ce n'est guère poli d'éluder une question s'enracinant en un intérêt aussi sincère que neuf. Il faut s'exécuter. En commençant d'abord par dire que ce bipartisme est déguisé, recouvrant un multipartisme inégal et régional, puis en enchaînant avec cette tant célébrée « stabilité » qui, ayant duré jusqu'en 1920, puis de 1930 à 1957, n'existait pas entre 1921 et 1930 et n'existe plus depuis 1957. À partir de là tout devient compliqué à démêler en quelques minutes, comme je dois m'efforcer de le faire en quelques pages. La conversation rebondit souvent à la question de départ : la crise biculturelle canadienne, le séparatisme québécois et tout le bazar ! Le petit cours de science politique bifurque vers des propos style Café de Commerce... Ce n'est pas complètement réjouissant ; mais c'est quand même plus aisé, entre la poire et le fromage, d'être informateur plutôt que didactique, inévitablement passionné plutôt que strictement désintéressé.

* * *

Ce qu'il faut expliquer c'est qu'en situation non révolutionnaire, il y a un certain « équilibre » qui se refait toujours. Seulement au Canada, il n'est pas où on le penserait. Il n'est pas entre les deux Chambres, parce que la « haute » ne représente rien ou... qui et pourquoi vous savez : détenant en principe les mêmes pouvoirs que la « basse », elle doit, dans l'hypothèse où sa majorité n'est pas celle du parti gouvernemental aux Communes, se ranger, sinon elle risque de se voir trucidé. La Chambre des Communes représente le pays réel, mais à travers le calcul déformant du scrutin uninominal à un tour, qui amenuise outrageusement la représentation des tierces formations surtout avant que celles-ci ne puissent s'implanter dans quelques régions, et pour le temps qu'elles réussissent à s'y accrocher (les Créditistes dans le Québec depuis 1962). La dualité gouvernement - opposition (ou oppositions) est l'aspect décisif, le plus voyant de ce certain « équilibre ». La stabilité gouvernementale est la plus

grande quand le déséquilibre parlementaire est le plus marqué par un parti ministériel fortement dominant (Saint-Laurent en 1953 ; Diefenbaker en 1958) qui, à lui seul, contrebalance la force additionnée de toutes les oppositions. L'instabilité gouvernementale est la plus grande quand l'équilibre est le plus marqué entre un parti gouvernemental minoritaire (Diefenbaker en 1957 ; Pearson en 1963, 1965) et la force additionnée de toutes les oppositions qui, en fait, se conjuguent rarement mais menacent toujours de le faire. De l'instabilité sort un équilibre non stable, mais qui risque de durer longtemps pour d'autres raisons que sa virtualité propre.

La distribution constitutionnelle des compétences entre les deux niveaux de gouvernement établit un équilibre statique ; l'exercice, en dénivellement, de ces compétences génère un équilibre dynamique, mais de façon plutôt chicanière en un contentieux qui s'aggrave avec les années. Les provinces sont absentes comme entités fédérées au Sénat - qui devrait, pour se justifier, être une Chambre des États fédérées ; elles n'ont pas le pouvoir de participer à la nomination des juges de la Cour suprême. Au *prorata* de leur population, les collectivités fédérées sont quand même représentées *au* niveau parlementaire par la constellation des partis ; mais une « constellation » est aussi un éparpillement, du reste changeante d'un Parlement à l'autre et c'est pour cela qu'on tient des élections. Au niveau immédiatement décisif, le gouvernement, par le mode coutumier de désignation des ministres, le parti qui vient en tête, majoritaire absolument ou relativement, s'efforce de tenir compte des diverses régions et de leurs disparités. Il n'y arrive pas toujours aisément, surtout si le parti gouvernemental est minoritaire, c'est-à-dire majoritaire relativement ; des régions ou provinces sont laissées pour compte ou sous-représentées parce qu'elles ont eu le mauvais esprit de ne pas suivre le courant dominant.

C'est par suppléance de fonction qu'est inapte à exercer le Sénat que les conférences fédérales-provinciales ont pris l'importance que l'on sait : de façon cahoteuse et sporadique, il en sort un équilibre toujours à reprendre, portant le principe de sa prochaine déséquilibration. Ce n'est pas son vice majeur : il est dans son affrontement ambigu, dans son marchandage incessant, plus que dans la précarité de ses résultats. Non complètement inefficace, c'est un dédoublement inefficace, parce qu'il tend à ne s'exprimer qu'en affrontements et maquignonnages ne permettant pas les voies normales de la coordination et de la participation, à négocier sans doute mais pas nécessairement à toujours « trafiquer » ! Sans même tenir compte des lacunes ou incohérences constitutionnelles, il suscite, durcit ou prolonge des antagonismes, que des

antagonistes ont intérêt à provoquer, cristalliser ou faire durer. Un régime fédératif qui se respecte n'a pas à reproduire la situation permanente des tensions latentes ou manifestes des relations internationales. Si cela lui est devenu une seconde nature il nie sa propre nature.

* * *

Il est une autre forme d'« équilibre » dont nos façons traditionnelles de penser ne tiennent pas entièrement compte. C'est l'équilibre intra-partis. Le concept de « parti » substantifie, en l'unifiant, une collectivité assez disparate. Heureusement, nous ne connaissons pas de monolithisme des partis. Les nôtres permettent une frange de « déviationnisme » assez marqué tant et si bien que la « gauche » des Conservateurs-Progressistes est plus à gauche que la droite des Libéraux dont l'aile gauche est plus à gauche que la droite du N.P.D. ; ou, les mêmes liaisons, mais en partant de la « droite ». C'est un phénomène qui n'est pas propre au Canada, mais à la plupart des pays occidentaux : États-Unis, Angleterre, France, Italie, Allemagne, etc... La ligne de clivage idéologique est souvent plus visible à l'intérieur d'un parti que d'un parti à l'autre. Ce qui, par delà l'attachement à leur mandat électoral et excluant toute considération d'« opportunisme » (que je ne nie pas ! Quand on fait ce métier...), facilite les coalitions, ou les alignements ou juxtapositions de votes sur telle ou telle mesure particulière. Et ainsi durent les gouvernements dits « minoritaires »... Que, si l'on m'impute quelque faiblesse de symétrie *théorisante*, j'invoque le témoignage d'un homme bien placé pour en juger, M. J. Coldwell, ancien leader du C.C.F., qui déclarait il y a trois ans : « Je crois qu'il existe suffisamment d'hommes progressistes et de penseurs de « gauche » dans les deux vieux partis... pour envisager, dans un laps de temps prévisible, un « réalignement » des hommes politiques de notre pays. Rien ne serait plus souhaitable dans le cadre démocratique de notre gouvernement... Notre fonction fut de stimuler la pensée sociale, la pensée socialiste, si vous désirez, mais cela ne peut être toujours l'objectif d'un parti. Un parti doit viser au pouvoir » ⁸².

⁸² Invoquons un autre témoignage datant d'un demi-siècle ! Borden écrivait dans ses mémoires : « Du commencement à la fin, tant que dura le gouvernement d'union, les partis ne se partagèrent plus selon leurs anciennes lignes... chaque fois des anciens Conservateurs et des anciens Libéraux se rejoignirent dans les mêmes temps... dans mon nouveau Cabinet les deux tories les plus encroûtés et stéréotypés auxquels j'eus affaire étaient des hommes qui se disaient tous deux libéraux et

L'ensemble des équilibres relatifs du Canada donne de ses composantes disparates une représentation grossière qui correspond à peu près à celle que procurerait le vote à la proportionnelle, mais tout en permettant de « gouverner » ! Mais c'est à la condition de bien voir que, dans cet ensemble, l'équilibre « intra-partis » a un rôle constant, sous-jacent, presque clandestin (les caucus de partis, les appareils *versus* les fédérations), où une « droite », le plus souvent par inertie, et une « gauche », parfois activiste, s'affrontent sur le terrain neutre, attentiste d'un « centre »-marais, qui permet le dégagement de l'indispensable *commun dénominateur*. C'est une courte vue de croire qu'il va toujours de soi, qu'il est d'un dégagement facile parce que la solidarité partisane des votes parlementaires - sauf exception, comme pour le débat sur l'abolition de la peine de mort - manifeste, en le dénombant, ce fameux *commun dénominateur*. Mais la mesure législative elle-même, en contenu et modalités, a d'abord été l'objet de transactions, souvent plus violentes que les attaques de l'opposition au Parlement, au Cabinet, aux caucus du parti et aux congrès des fédérations. Les différences idéologiques, les disparités régionales et ethniques ont pu s'affirmer, ou, tout au moins « on » en a tenu compte à priori.

Bien ou mal, de façon réelle ou fictive ? C'est une autre question qui mériterait un examen minutieux en chaque cas concret à supposer qu'on dispose de suffisants moyens d'information. Pour l'instant, il s'agit d'enregistrer une règle du jeu qu'on ne voit guère parce que les réunions du Cabinet ou les caucus se font à huis clos, si, toutefois, la publicité faite aux congrès nous permet d'habitude de détecter les tendances de « partis à tendances » - sans parler de la valeur informative des indiscretions naïves ou calculées de ministres jusqu'aux mouvements d'humeur des *back-benchers* et aux « rébellions » de certains groupes d'âge ou de régions lors des congrès des fédérations.

* * *

Les partis libéral et progressiste-conservateur tombent sous l'acception commune de « vieux partis » - des U.N.R. qui ont plus de 100 ans - ou de « grands partis » parce qu'étant les deux seuls à pouvoir assumer le pouvoir. Je veux bien que nous n'ayons

qui avaient été des membres en vedette du parti libéral. Quant à moi, qui avait été jusque-là classé comme un tory extrémiste, je me trouvai bien plus souvent d'accord avec Rowell et Crerar, les Libéraux d'esprit le plus avancé de leur parti, qu'avec mes vieux collègues. »

pas besoin de deux partis conservateurs et que l'idéal serait que nous ayons un parti franchement de gauche et un autre clairement de droite. Ainsi les options seraient moins équivoques. Mais c'est faire abstraction de la morne grisaille de la vie canadienne dont notre politique fédérale est davantage le reflet qu'une de ses causes ; c'est oublier que la situation présente est sortie d'un passé à l'égard duquel nous sommes sans recours. Nous sommes dans le Canada de 1967 ; nous ne l'avons pas inventé, ni surtout choisi ! Conséquence, un de nos vieux partis, le libéral, est de centre-gauche, l'autre est de centre-droite : le second est parfois (en politique étrangère, par exemple) plus de centre-gauche que le premier ; et, *vice versa*, le premier prend parfois des attitudes de centre-droite, que critique avec vigueur et sincérité au moins apparente, le second, surtout quand il est dans l'opposition. Tout cela, bien sûr, en pleine ambiguïté, tout comme les termes courants dont je me sers pour des fins de concision « gauche », « centre », « droite » ⁸³.

Si l'on y tient, je consens à considérer nos deux vieux, partis fédéraux comme de faux frères ennemis et même comme des jumeaux siamois - dont la vie de l'un dépend de celle de l'autre. Mais je constate aussi que, s'ils se ressemblent plus qu'ils ne l'affirment, ils se ressemblent moins, dans la pratique, que leurs adversaires systématiques le prétendent. Par la règle du jeu qui leur est imposé, ils doivent s'efforcer de ne pas se ressembler ; et même, ils y arrivent plus souvent et sur plus de points qu'on pense. C'est à voir ?

C'est tout vu. Quel est le problème politique numéro un en ce centenaire de la « Confédération » ? C'est de savoir si cette « monstruosité », qu'est la chose politique Canada, doit continuer à faire tenir ensemble ses différents morceaux avant que certains d'entre eux acceptent d'être des *displaced provinces* dans le camp - ou le havre de grâce ? - des États-Unis. Quel est le problème social numéro un ? C'est MEDICARE ou le plan généralisé d'assurance-santé. Or, voyez l'approche globale des Libéraux et des Conservateurs-Progressistes sur ces deux questions fondamentales. Et dites franchement si elles concordent. Considérons comme de l'« histoire ancienne » (donc pas significative ?) la politique de Bennett entre 1930 et 1935, les régimes King et

⁸³ Pour faire crever cette logomachie, pourtant utile à la concision du langage, il faut toujours revenir à la perspicace réflexion d'Alain : « Lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et de gauche, entre hommes de droite et hommes de gauche a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui me pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche. »

Saint-Laurent de 1935 à 1957, qui ont empêché la scission du Canada pendant la guerre et grignoté petit à petit et avec lenteur le programme social des « Libéraux pressés ». Ne nous attachons qu'à l'expérience des dix dernières années : 1957-1962, la phase Diefenbaker ; 1963-1967, la phase Pearson. Et Peut-on dire, en se dépouillant de l'épaisse et imperméable couche idéologique (séparatiste ou socialiste, ou les deux) que la seconde est la reproduction au papier carbone de la première ? Honnêtement, je crois que non. On peut le dire sans être taxé de mainteneur inconditionnel de nos deux vieux partis et, en système, du bipartisme. À la vérité, je les trouve plutôt moches dans cette passe critique de l'existence du Canada, et sans exclure celui des deux qui semble le moins mal approprié à cette très difficile et inédite circonstance. Et notre « bipartisme » m'apparaît comme n'étant ni une nécessité du système, ni une valeur absolue.

Alors ? Surtout quand il est le fait de deux partis non foncièrement différents qu'avantage tel mode de scrutin, le nôtre, le bipartisme convient aux peuples heureux, qui « ne se font pas trop de grandes histoires ». Les électeurs vont massivement aux partis traditionnels pour des raisons d'habitude, pour des choix de moindre mal, pour ne pas perdre leur vote, etc... Conséquence, il y a toujours une distorsion des opinions, un décalage souvent marqué entre l'opinion médiane et ceux qui s'en réclament pour gouverner, parfois à l'encontre, presque toujours en deçà, de leur programme. Mais dès qu'il y a malaise structurel ou régional ou ethnique, et qu'en même temps une véritable alternative de *deviance* est posée pour enregistrer la protestation ou les doléances, les électeurs cessent d'être conformistes surtout si un des grands partis est, en un point donné du territoire, en état de moindre résistance. De la révolte agrarienne de l'Ouest et de l'Ontario au début des années 1920, sont sortis les United Farmers, le Progressive Party, le C.C.F. d'où est enfin sorti le N.P.D. en 1961. Le Crédit social a des origines albertaines, puis a essaimé par delà les Rocheuses et, se servant de cette large assiette régionale, s'est affirmé comme un des deux tiers partis fédéraux jusqu'à ce qu'il soit écrabouillé en 1958, pour renaître enfin dans le Québec par un bizarre phénomène de marcottage en 1962 et réaffirmer sa vitalité l'année suivante (cf. chapitres V, VIa et d). Aujourd'hui, après une double scissiparité, le voilà lancé dans l'arène provinciale ; et il n'est pas sûr qu'il ne s'accroche à quelques positions territoriales avant le R.I.N. - qui fera peut-être, en « x » années, le chemin inverse pour aller embêter sur place « ceux d'Ottawa », surtout s'il s'essouffle à la longue dans la conquête de la législature de l'État du Québec.

Quand le bipartisme réel ou déguisé craque, que les tiers partis prennent de la vigueur, que l'instabilité gouvernementale s'installe, c'est qu'il y a malaise profond, surtout dans un régime où l'électeur n'a pas été habitué à trouver naturelles les conséquences de son vote hésitant. C'est la situation au Canada depuis 1957, le cyclone Diefenbaker en 1958 n'ayant fait qu'accélérer le processus de détérioration loin de rétablir la situation. Nous en sommes là dix ans après. Si nous n'avions pas ce m... scrutin électoral qui pulvérise les tiers partis, il faudrait que tous les esprits d'une « gauche » socialiste ou/et nationaliste se logent à l'enseigne d'une formation qui ne les gêne pas aux entourures : le N.P.D. ou le P.S.Q.⁸⁴. En vertu des principes élémentaires : chaque chose à sa place et chaque homme à l'aise, avec ses idées, dans sa peau.

Ici, se pose un choix strictement personnel. Ou entrer dans un parti de gauche, s'y sentir à l'aise et commencer à faire quelque chose pour demain ou après-demain. Ou entrer dans celle des formations traditionnelles qui permet le moins malaisément une perméabilité de la gauche, qui non seulement tolère mais parfois sollicite l'intrusion d'hommes de gauche. De façon parfois pathétique, la question se débat au tréfonds de la conscience ; ce sont souvent les circonstances qui en déterminent, en la hâtant, la conclusion. Arrive un âge où on cesse de se définir, par éventualité, un rôle actif dans la Cité, où le sentiment d'urgence en rapport avec une situation objective gagne la subjectivité et enlève les dernières réticences. C'est André Laurendeau, qui avait de persistants et cohérents titres à la fidélité québécoise, acceptant de coprésider une commission d'enquête qui donne sa chance, peut-être la dernière, au Canada de perdurer sur des bases biculturelles moins absurdes. C'est le trio Marchand-Trudeau-Pelletier qui fait le grand saut dans un parti avec lequel chacun avait toujours pris toutes ses distances et dont il ne mendiait pas le droit d'entrée. Il s'agissait, pour les intéressés, de risques longuement et sérieusement calculés. Ce n'est pas tellement « l'hypothèse canadienne » qui les fascinait, mais la crainte, ressentie à la façon d'un vif sentiment d'urgence, que la « contre-hypothèse québécoise » de l'indépendance, n'étant pas souhaitable même si elle est faisable, ne promet pas que des résultats bénéfiques pour la société canadienne-française.

⁸⁴ Au fait, plutôt introuvable depuis sa fondation. Et je ne m'en réjouis pas. Note de la deuxième édition : ce sigle désignait le Parti socialiste du Québec.

Comme tous ceux qui ont pris de tels risques en allant à Ottawa, ils seront jugés par les œuvres. Nul ne peut décréter à l'avance qu'ils ont fait nécessairement un pari de dupes, ni suspecter leurs motivations profondes - ce dont certains, amis d'hier, ne se privent pas ! Ce n'est pas un choix imbécile. Pas plus que ne l'est le choix inverse. « Et si nous nous retrouvions tous séparatistes ? » (cf. chapitre VII). J'ai moi-même posé la question en 1963, en affirmant, ce qui n'était pas courant à l'époque, que l'option indépendantiste n'était pas absurde, qu'elle méritait qu'on y voue le meilleur de soi-même. La preuve positive que le Canada est ou n'est pas viable, avec « nous du Québec » dedans, va nous être administrée sous peu. Et si on la voit clairement dans un sens ou dans l'autre, ce sera parce que quelques-uns de nos meilleurs esprits, en leur âge mûr, auront su assumer ce risque qui valait d'être pris pour qu'on ait d'autres certitudes que celles que secrète le « confort intellectuel » et idéologique. Il faut de tout pour faire un monde ; et, par dessus tout, il faut avoir en horreur toute espèce de manichéisme et de dogmatisme de pensée. La « chance au coureur », je l'accorde à un autre coureur sur la piste d'à côté, bien que la course soit en sens inverse. Il faut de tout pour faire un monde : de ceux qu'on peut appeler des « sécuristes à court terme » (nos fédéralistes québécois) et des « sécuristes à long terme » (nos indépendantistes du cru).

C'est entendu : les uns et les autres ne peuvent avoir raison en même temps, indéfiniment et sous tous les rapports ! Mais justement, aucun courant irréversible s'affirmant, il est trop tôt pour en juger. On ne sait pas l'histoire positive qu'on fait quand on s'inscrit dans son courant, ni, non plus, à contrecourant de celle qu'elle fut. De toute façon, nous n'avons pas lieu d'être fiers de ce que nous n'avons pas fait à Ottawa aussi bien qu'à Québec. Sur place, nous avons mis passablement de temps à nous éveiller.

* * *

Je me réjouis des succès récents du N.P.D. ⁸⁵, qui ouvrent peut-être un avenir au plus estimable de nos partis fédéraux tout en ranimant la « sagesse » de la gauche libérale par une nouvelle « crainte ». Comme, à son premier bond périlleux, je me suis réjoui que les gains électoraux du R.I.N. aient été suffisants pour lui permettre de s'implanter dans le milieu et de se faire prendre au sérieux. Dans la fable du « coche et de la mouche », comment ne pas se surprendre d'une certaine sympathie pour la mouche - même si ce n'est pas elle qui traîne effectivement le chariot... ?

b) Les partis provinciaux du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Le sempiternel refrain sur les « vieux partis » du Québec recommence. Ils sont tous deux semblables, également réactionnaires, en connivence à peine secrète. « Le-sage ou Johnson, c'est du pareil au même ! » Et l'on passe au passif, aux tares de la « révolution » qui fut trop « tranquille » pour ne pas annoncer qu'elle ne peut que se tranquilliser encore jusqu'à l'engourdissement inclus. C'est la thèse, pas nécessairement fausse, mais la plus facile à échafauder.

L'évaluation d'une conjoncture concrète se fait en rapport avec deux pôles : le pôle antérieur, ce qui fut en rapport avec cette conjoncture qui en est sortie ; le pôle postérieur, ce qui sera (ou ce qu'on craint qui sera) en rapport avec cette conjoncture qui le préfigure ou contient déjà. Depuis 1964, et singulièrement depuis le 5 juin 1966, notre « littérature » politique, inévitablement polémique, oscille d'un pôle à l'autre sans virtuosité analytique : le « ce qui devrait être » permet la vision syncopée d'un présent, porteur des frustrations et impatiences passées qu'alourdit la crainte d'un retour à « la grande noirceur ». Or, il faut clairement distinguer les deux pôles. Il ne

⁸⁵ D'après un sondage Gallup à la mi-novembre 1966, le N.P.D. aurait une cote de faveur de 26% parmi le corps électoral canadien, ce qui le mettrait à égalité avec le parti conservateur-progressiste. De 18% à l'élection de l'année précédente, notre parti socialiste aurait fait un bond de popularité de 8%, ce qui est énorme en 12 mois. C'est surtout aux dépens des Conservateurs (sortant de leur pénible congrès où l'on vit M. Diefenbaker s'accrocher à un pouvoir qu'on voulait lui enlever) que ces gains furent possibles : ayant obtenu 33% des voix à l'élection de 1966, ce parti aurait donc perdu 7 points, tandis que les Libéraux ne reculaient que de deux points (40%-38%).

s'agit pas de se rassurer à bon compte. Mais de voir où on en est. Première démarche : considérer le point d'où on est parti. Seconde démarche : tenter de voir où l'on risque d'arriver, ou de ne pas aller.

On est parti de loin et de creux (cf. le chapitre I pour la situation de l'été et de l'automne 1956, chapitre IV pour la situation au printemps 1958). Duplessis régnait encore, le duplessisme asphyxiait toutes les forces vives : les Libéraux n'étaient qu'« en train de se retrouver », la « gauche » émietlée ratait son Rassemblement ; d'un réflexe de dégoût sortaient des mouvements de moralisation publique (lettre des abbés Dion et O'Neill et la campagne drapiste) (cf. chapitre III) ; le diefenbakerisme allait commencer à décalcifier le déjà frêle squelette de la Confédération (cf. chapitre II). C'était hier. Puis, tout à coup, tout se mit en marche dans le Québec qui « bougeait ». Lesage change de capitale ; Drapeau s'enferme dans sa « métropole ». Le scandale du gaz naturel éclate : Duplessis craint de sombrer dans une tempête comme celle qui lui avait fourni l'occasion en 1936 de prendre le gouvernail en main ; sa mort naturelle précède sa mort politique qui, jusque-là, n'était pas encore fatale. Sauvé instaure la politique du « désormais »-isme l'espace d'un bel automne clair. C'était l'aube d'aujourd'hui. Barrette, présenté comme le dernier des « Trois Grands », assure l'intérim. Et, après 16 ans d'une nuit à n'en plus finir, un noyau d'hommes autour de Lesage impose le style *new-look* du « *C'est l'temps que ça change !* » Se levait le premier matin d'aujourd'hui. En 1962, Diefenbaker commence à chanceler comme sous le poids de son trop fort pouvoir ; Lesage confirme le sien, grâce à l'indiscipline entêtée de Lévesque qui tient à son réseau nationalisé. 1963, nous sommes déjà en plein midi : la nationalisation s'est faite, et bien ; la réforme radicale de l'éducation démarre pour de bon. Puis commence un long après-midi, à « temps nuageux et périodes ensoleillées ». À la tombée du jour se produit le bête échouement du 5 juin 1966. C'était tout à l'heure.

* * *

Tous, nous n'en sommes pas encore revenus, vraiment. Pas plus que Johnson ou Lesage qui, involontairement, a joué à son adversaire le plus vilain des tours en se battant lui-même. Ce n'est pas tellement qu'il lui a laissé une situation confuse - ce n'est que l'histoire qui enregistre des situations (d'ailleurs faussement) « claires ». Il a fait pire : il lui a laissé une situation en *principe de mouvement*, sans la détermination des *mobiles*. Johnson, prisonnier de ce mouvement doit s'inventer ses propres *mobi-*

les, aussi bien au sens premier d'un « corps qui est en mouvement ou qui est susceptible de l'être » qu'au sens second de « corps communiquant à un autre corps le mouvement dont il est animé »⁸⁶. Le plus malheureux des deux n'est pas celui qui le pense.

Il n'y a plus de libres dispositions des partis et des leaders comme au temps de la stagnation. La liberté de manœuvre est restreinte pour qui veut incarner le nouveau principe de mouvement ou créer l'impression de donner une meilleure chiquenaude à un mouvement plus accéléré et qui ira plus loin. Mais la liberté de critiquer est également restreinte pour qui veut dénoncer l'illusion d'un faux mouvement en se donnant, de façon qui deviendra à la longue monotone, le mérite d'avoir déclenché le premier mouvement. Et c'est ainsi que les deux partis semblent voués à se ressembler de plus en plus. Mais chacun d'eux sait qu'il y perdra s'ils consentent trop visiblement à cette mutuelle fatalité.

La « révolution tranquille » reprenait, avec un quart de siècle de retard, la « révolution trahie » de Duplessis en 1936 et re-acclimatait, en les élargissant, quelques idées réalisées en partie sous Godbout : la nationalisation de l'électricité, la réforme scolaire, l'émancipation de la femme (à laquelle le droit de vote avait été accordé en 1944). Aussi, le mot de « rattrapage » venait automatiquement à l'esprit pour caractériser les objectifs mal coordonnés et l'apparente nouveauté de la « révolution tranquille ». Mais, il y avait aussi d'autres « nouveautés » : le sens de l'État, « instrument » ou « levier » des progrès à réaliser dans les domaines économiques et même culturels ; la fonction publique à faire, et qui s'est d'abord faite dans quelques secteurs où des ministres entreprenants et à forte personnalité (Gérin-Lajoie, Lévesque, puis Laporte et Kierans) « poussaient » ; les finances publiques échappaient au tripatouillage des grands patronneux, mais sans éradication complète du chiendent du petit ou du « bon patronage »...

Après la phase où Johnson cessera de « singer » Duplessis, surtout « ses défauts » (Gérard Filion *dixit*), l'Union nationale devait se tenir en équilibre en un grand écart ; ne pouvant nier le mouvement, elle concentrait ses attaques sur le caractère échevelé du mouvement ou *des* mouvements. Elle ne pouvait toutefois nier le caractère désirable du mouvement, l'heure étant au changement ! Les Libéraux ne trouvaient guère d'opposition sur leur gauche, qu'ils intégraient en partie et dont ils faisaient la cocarde du « nouveau régime » en rassurant, autant qu'ils pouvaient, le large centre, sinon la

⁸⁶ D'après les définitions du Quillet-Flammarion.

droite. L'opposition leur venait d'une droite qui faisait une critique de gauche des moyens et des résultats, mais en se taisant le plus possible sur les objectifs d'une véritable politique de gauche, à l'enseignement, sinon de la socialisation, tout au moins, d'une planification d'intention. Les orientations fondamentales, c'étaient *Cité Libre*, *Socialisme 6...*, *Parti Pris* ou des journaux étudiants qui en débattaient. Rarement, les journaux, pas même *Le Devoir*, pourtant plus ouvert au vent nouveau que l'ensemble de la grande presse.

Les Libéraux jouaient, par dédoublement et atténuation, le rôle d'un parti de gauche que nous n'avons pas : d'où inévitablement, un paquet de contradictions et d'ambiguïtés. Les Unionistes, partis d'une droite plus épaisse - oh ! combien ! - n'acceptaient plus l'infamie de l'étiquette sans se laisser coller l'étiquette encore plus infâme de la gauche abhorrée. Puis est venu un « troisième homme » que les deux colosses ne prenaient guère au sérieux : le R.L.N., ramassis de « pseudo-intellectuels » au visage « en toundra », etc... N'empêche que ce petit « troisième homme » débordait déjà, sur le plan national, l'Union nationale, et, sur le plan social, les Libéraux au pouvoir (et par la même opération, le P.S.Q. ?) Le R.N., lui, restait en deçà de tout.

Cela, à la phase finale, complexifiait la carte idéologique. D'autant que la droite et la gauche des deux partis sont antinomiques. La gauche libérale est *socialisante* (Lévesque, Kierans, Gérin-Lajoie) ; sa droite, *politique* (Wagner, Pinard et l'inévitable Bona). La gauche unioniste est *politique*, i.e. séparatisante (Johnson de *Égalité ou Indépendance*, Tremblay, Masse), sa droite est *sociale* (Johnson encore, Dozois, Bellemare). Au centre-gauche, des deux partis, respectivement Lesage et Laporte, Bertrand. Tout cela doit être entendu avec une forte dose de relativité, bien sûr. Si, globalement, le parti libéral est ou paraît être plus à gauche, ce n'est pas qu'il soit tellement à gauche malgré son trio de choc, c'est que l'autre vient d'une telle droite ! L'Union nationale, lors des dernières grandes manœuvres du printemps, avait l'occasion de se faire la main en pensant à la véritable « explication » de l'élection de 1970. Les Libéraux, par la force d'attraction de leur *record*, se voyaient retourner au pouvoir - et, ma foi, ils méritaient probablement l'occasion d'une nouvelle relance.

Seulement, ils avaient accepté le risque d'une règle de jeu qui risquait de les faire battre ; et c'est le R.I.N. qui investit l'Union nationale au pouvoir. Dorénavant, les deux grands partis tiendront compte d'« un plus petit que soi », que ce soit la mouche du R.I.N. ou le bourdon du R.N.

Si j'écrivais dans six mois, dans un an, on pourrait détecter des tendances sans faire des extrapolations qui aient d'autres fondements que des désillusions passées ou des inquiétudes pour l'avenir. Les intéressés eux-mêmes n'ont pas encore appris à jouer avec naturel leur nouveau rôle inversé dans cette longue période transitoire : les gouvernementaux sont encore tout autant ahuris qu'heureux de détenir un pouvoir qu'ils ne s'attendaient pas d'arracher ; les oppositionnistes prennent du temps à perdre le complexe de leur pouvoir usurpé par leur propre faute.

C'est dans l'opposition que les partis s'administrent « la minute de vérité » ; c'est au pouvoir qu'on se rend compte s'ils en ont compris la ou les leçons. La « minute de vérité » des Libéraux ne s'est produite qu'au congrès de leur fédération en novembre 1966, cinq mois et demi avant l'échouement de la barque. Pour l'Union nationale, ce fut presque une minute de gloire, tout au moins un coup de clairon, lors de leurs assises de mars 1965, soit une vingtaine de mois avant leur victoire anticipée. Les Libéraux avaient toutefois dix ans d'avance dans leurs difficiles efforts de « démocratisation », puisque leur fédération avait été fondée en 1955. Mais, sous le leadership de Lesage, la F.L.Q. n'avait tenu que deux congrès d'opposition (1958 et 59). L'Union nationale doit tenir des assises biennales : en mars 1967 ? Autant le leadership de M. Lesage s'est affirmé comme incontestable et incontesté dès le début ⁸⁷, autant celui de M. Johnson, à la suite d'une lutte serrée ⁸⁸, a pris du temps à s'imposer. Non seulement dans son propre parti mais dans l'ensemble de l'opinion, le « style » Johnson suscite la curiosité et, parfois même, surprend agréablement. Cette remarque vaut pour l'instant (décembre 1966) ; mais le pire pour lui - et le nouveau premier ministre le sait certainement - est à venir.

Il s'est produit à la fin mars 1965 un phénomène d'opinion publique doublement curieux : la tenue du congrès de l'Union nationale, le premier en date à se réunir pour d'autres raisons que la nomination d'un leader ; la réaction générale et ultra-favorable de la presse, au point qu'un journaliste indépendant a pu évoquer après l'événement « un climat d'euphorie qui a noyé le sens critique » ⁸⁹. L'effet de surprise était considérable, il faut l'avouer. Au début février, lors d'une « conférence de presse télévi-

⁸⁷ Par une écrasante majorité, il l'avait emporté sur ses trois adversaires, MM. Gérin-Lajoie, René Hamel et Aimé Fauteux.

⁸⁸ La majorité de M. Johnson contre M. Bertrand n'avait été que de 94 voix (1006 contre 912).

⁸⁹ Louis Martin dans *Le Magazine Maclean*, juin 1965.

sée », M. Johnson avait commencé par dire sur un ton monocorde et décidé : « Si le socialisme est un moyen d'être maître chez nous, on le sera. » Si les « héritiers du Boss » allaient se mettre à jongler avec les « idées socialistes », maintenant !

Le sérieux de l'organisation du congrès, son efficience, la coopération d'experts et de leaders sociaux indépendants, tout cela nous fut rapporté de façon détaillée par l'ensemble de nos organes d'information. Faisant le point, le journaliste Jacques Guay, alors à *La Presse*, commençait son article par l'interrogation : « Lorsque les partisans de l'Union nationale votent, sans sourciller, l'assurance-santé et la gratuité scolaire et revendiquent un ministère du Plan et une loi « antiscabs », où sont les « conservateurs » ? Et, en conclusion, après avoir rappelé que « les assises » de l'Union nationale ont prouvé que « le peuple » veut que « ça continue de changer », il prévoyait que « la prochaine élection provinciale va être un drôle d'encan. On est rendu loin de l'époque des « œufs communisses » ou de la chute du pont de Trois-Rivières » ⁹⁰. Seul peut-être dans toute la presse, M. Lorenzo Paré pressait l'Union nationale d'occuper la place qui lui convenait « dans les perspectives politiques du Québec. Et cette place est à droite ! » Car, avait-il d'abord observé, « l'esprit conservateur demeure prédominant dans les cadres actuels de notre géographie électorale. Le phénomène n'est pas la disparition des Conservateurs. Le phénomène, c'est qu'aucun parti ne parle plus en leur nom qui est pourtant légion » ⁹¹. Un an plus tard, à la fin mars 1966, alors que circulaient des rumeurs d'élections anticipées, M. Jean-Jacques Bertrand enterrait définitivement le passé devant un club social de Montréal : « Qu'on ne vienne plus parler d'un groupe qui pratique l'immobilisme. Trente ans, c'est le passé... Il ne faut pas pratiquer l'esprit de parti. Il faut plutôt chercher à mettre un peu plus d'esprit dans les partis... » De quoi faire frémir les mânes du fondateur de l'Union nationale, lui qui aurait déjà prédit que son parti ne lui survivrait pas : en quoi, il avait peut-être raison, mais bien autrement qu'il ne le craignait !

À quoi attribuer la tonalité sympathique, voire complaisante, de la gent journalistique au sujet de ces premières « assises » de l'Union nationale ? D'abord l'effet de surprise était grand : quand le diable se fait soudainement ermite on... Bon Dieu ! Puis, l'époque n'était guère brillante pour les Libéraux quelques éléments dynamiques du parti avouaient dans le privé que la « révolution tranquille » était en train de s'enli-

⁹⁰ Le 30 mars 1965.

⁹¹ Dans l'*Action* du 19 mars, juste avant l'ouverture du congrès.

ser dans quelques ornières ; la façon dont son leader avait forcé l'adhésion de l'organe directeur de la F.L.Q., au sujet de la formule Fulton-Favreau du soi-disant « rapatriement » de la constitution, avait laissé une fâcheuse impression. D'autant qu'après la présidence de François Aquin, il donnait l'impression d'avoir pris trop étroitement en main la Fédération et sa Commission politique. Entre autres incartades, la Fédération de son parti lui avait « fait le coup » de la désaffiliation d'avec la Fédération libérale du Canada l'année précédente. Quoi qu'il en soit, il y a peut-être là des éléments d'une trame qui expliquerait l'attitude généralement favorable à l'Union nationale lors de l'élection de juin 1966 : fait qu'a confirmé, en le ramenant à ses proportions réelles, le remarquable rapport de M. Guy Bourassa et de Mme Francine Despatie sur le comportement de la presse à l'égard des partis. M. Lesage, à qui il avait été suffisamment reproché d'avoir été mauvais perdant, eut tout de même dans la suite l'élégance de ne pas asséner aux journalistes le pourtant bien tentant : « Je vous l'avais bien dit que vous avez été partiaux »⁹². Le style très *common man* - on dirait un « fiable » secrétaire-trésorier d'une petite municipalité - de M. Johnson avec les journalistes et le public en général contraste avec celui de M. Lesage. Avec une simplicité et une nonchalance qui ne paraissent pas encore affectées, M. Johnson semble obéir à la coquetterie de pousser la dissemblance des *public images* des deux premiers ministres à son maximum...

Les deux partis ont pris près de cinq ans à embrayer véritablement l'œuvre de leur démocratisation interne : les Libéraux, de la fondation de la Fédération en 1955, jusqu'à 1959 ; les Unionistes de la dénonciation par M. Barrette du trio maléfique de la grosse caisse et de l'élection de M. Johnson jusqu'au fameux congrès - « agréable surprise » de mars 1965. Maintenant, c'est le parti libéral qui connaît sa grave crise de structure, c'est-à-dire d'idéologie. Comme pour la crise au sujet de la désaffiliation, c'est contre l'agent catalyseur René Lévesque que les éléments de droite s'en prenaient. Comme si on ne le savait pas suffisamment, le président Irénée Lapierre y alla de sa bourde monumentale (interview radiophonique à Radio-Canada avec M. Teddy Chevalot), ce qui amena l'incident tragi-comique de l'assemblée plénière qui fut le plus beau *suspense*, sans scénario ni répétition, qu'il nous ait été donné de voir à la

⁹² Tout comme le chef de l'Union nationale, l'ancien premier ministre a parfois critiqué Radio-Canada pour ses reportages politiques. Le tour le plus pendable que la société d'État lui ait fait, c'est peut-être de l'avoir rendu éligible, à l'une de ses émissions pour femmes, au titre de « plus bel homme du Canada... »

télévision ! Bien avant le congrès, c'était un secret de polichinelle qu'une défaite totale du trio « progressiste » serait plutôt malséante : M. Kierans passerait à la présidence, le secrétariat échouerait à M. Pinard, un autre ministre, tandis que l'homme du *statu quo*, M. Jean Morin, resterait à la trésorerie : l'équilibre serait sauvegardé.

« La caisse » ? Sujet scabreux, sanctuaire mythique et traditionnelle tarte à la crème, il en était question depuis la préhistoire de la Fédération. Depuis toujours le sujet était chuchoté. Les conditions avaient bien changé depuis le temps où j'en traitais dans *Le Devoir* en 1958 (cf. chapitre IV d). Dans l'opposition depuis 1944, le parti était trop pauvre ; deux ans après la défaite de 1956, il était encore endetté. En 1966, après 6 ans de pouvoir, on pouvait, en le présumant, craindre que le parti fût un peu trop riche et qu'une telle permanente tentation... Inutile de rappeler la longue polémique (du style « lavage de son linge sale en public ») qui précéda le congrès. On retiendra de ce débat surtout son caractère volontairement ambigu par les arguments spécieux des « traditionnalistes » et le silence du chef du parti... Comme si les « réformistes » prênaient d'aller au combat en mouillant stupidement sa poudre pendant que le camp d'en face garderait fermé à triple tour son arsenal !

La loi sur les dépenses électorales était un progrès immense. L'autre pas serait une administration plus décentralisée qui court-circuiterait les relations de « patronage » pour les réduire à la portion congrue, car on sait bien qu'il ne disparaîtra jamais complètement. Mais c'est désormais à l'Union nationale de la faire cette réforme, comme il appartient aux Libéraux de talonner le nouveau gouvernement à cet effet. Malgré l'explosion de M. Barrette sur le trio maléfique des trois argentiers⁹³, malgré la campagne obstinée de M. Bertrand pour la structuration démocratique du parti, on ne peut présumer que, surtout au pouvoir, l'Union nationale ne soit pas assez mûre pour être le lieu d'un débat aussi fondamental et symbolique à la fois que celui que les Libéraux

⁹³ Récemment, M. Barrette donnait les précisions suivantes : « ... je ne voulais pas contrôler les fonds, je ne voulais rien avoir à faire avec la caisse... Qu'un parti politique soit au pouvoir ou dans l'opposition, sa caisse doit être confiée à des administrateurs qui, seuls avec le chef du parti, doivent savoir ce qu'elle contient. Qu'un chef de parti soit au pouvoir ou dans l'opposition, il doit savoir comment l'argent est utilisé, mais il doit ignorer d'où viennent les grosses souscriptions... Je n'ai jamais mis en doute l'honnêteté du trésorier du temps, mais je ne croyais pas qu'un seul homme, sans rendre compte à qui que ce soit, puisse détenir un tel pouvoir. Il devenait virtuellement plus puissant que le chef même du parti, pouvait empêcher toute réorganisation, et même démolir le chef s'il le voulait ». (*Sept-Jours*, le 17 décembre 1966).

ont connu à l'automne 1966... À cause de la « mauvaise température » (?), M. Lesage n'a pu assister à la première réunion du Conseil supérieur de la F.L.Q. le 18 décembre 1966 et est remise à plus tard - la météo aidant - la constitution du Comité des finances ⁹⁴. Il est des silences et des absences pour le moins équivoques, surtout après des expressions d'éloquence du genre de : « Je ne dis pas que dans un parti la majorité doit bâillonner la minorité, mais ce n'est pas faire preuve de libéralisme et de démocratie, bien au contraire, que de laisser la minorité opprimer la majorité en imposant l'*angélisme* ⁹⁵... Je ne crois pas que ce soit servir la démocratie que de condamner un parti démocratique à un excès de vertu (et cela nous l'avons fait). Monter sur le bûcher en nous imposant à nous-mêmes des règles spartiates dans l'espoir que nous pourrions inspirer les autres, c'est peut-être du sublime ; mais un sublime qui ne pourra jamais être atteint à moins que les mêmes règles deviennent la loi (et la loi spartiate) de tous les partis » ⁹⁶.

Bien sûr ! Sur la terre (spartiate) comme au ciel (angélique), personne n'a jamais soutenu le contraire. Froide réflexion faite sur l'« accident imprévu » ⁹⁷ M. Lesage est mieux placé que quiconque pour savoir que ce ne sont pas les « illusions idéalistes » ni le « perfectionnisme » de son parti qui sont la cause primordiale de la « défaite » aberrante du 5 juin 1966.

* * *

À un « accident imprévu », peut s'en ajouter un second, qu'on ne *veut* pas prévoir, et qui serait que le chef d'opposition Jean Lesage ne soit pas à la hauteur du chef du gouvernement du même nom. Il devra s'habituer au risque premier du jeu : l'*alternéité*. N'avoir été qu'au pouvoir pendant toute une vie politique active prépare mal à un assouplissement nécessaire à l'âge ou le risque de la psycho-rigidité pointe.

⁹⁴ En révisant ce texte avant de l'envoyer chez l'imprimeur, on apprend le 28 décembre que ce comité est enfin formé : en outre du chef du parti et du trésorier, M. Jean Morin, il comprendra le président de la F.L.Q., M. Kierans.

⁹⁵ Le mot était souligné dans la version officielle remise aux journalistes.

⁹⁶ Discours d'ouverture du chef du parti libéral le soir de l'ouverture du congrès de la F.L.Q., le 18 novembre 1966.

⁹⁷ À la fin de son discours, M. Lesage disait : « À cause d'un accident imprévu, le Québec a peut-être perdu quatre ans dans l'accomplissement de sa destinée ! »

Avoir plus d'une fois forcé le signe d'un destin, et en avoir mérité les succès, ne devrait pas rendre inapte à en encaisser le plus ironiquement inattendu des coups durs. Le destin est une ligne, qui est une succession de points, qu'on peut tout autant infléchir vers le haut que vers le bas.

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier.
B) La révolution que « tranquille » on appela (1966)

Chapitre X

Des politiques et des hommes

a) *Les politiques fédérales*

[Retour à la table des matières](#)

Quand on dit « Canada pays d'avenir », on a plus raison qu'on ne pense mais pour d'autres « raisons » que celles auxquelles on pense. Les chances futures d'un continent-pays, sous-peuplé et sous-développé en rapport avec ses richesses potentielles très incomplètement inventoriées, sont certes grandes en une époque où l'espace et les ressources alimentaires commencent à manquer un peu partout dans le monde pour faire tenir en bonne santé tous les hommes à la verticale. Le Canada est « Pays d'avenir » dans un autre sens, qui n'est pas celui de ses promesses mais de son devenir - si, toutefois, il a un futur.

C'est même de « devenir nécessaire » qu'il faut parler. Le Canada n'a eu d'existence que par ce qu'il devenait ; il n'aura de réalité cohérente que par ce qu'il deviendra. Pour être, pour perdurer, il lui faudra devenir plus qu'il n'a été. Devenir quoi ? Quelque chose. Un « quelque chose » qui rende naturelle, sinon en tous points attrayante, une *canadianité*. Il est né *malgré*, a grandi *contre*, se maintient *en dépit de* toute une accumulation de paradoxes historico-géographiques dont on trouverait difficilement une somme équivalente ailleurs dans le monde. Aujourd'hui, il doit être en devenant avec : avec le voisinage trop intime, constant, oppressant pour sa culture et son économie, du colosse du sud ; avec son hétérogénéité d'origine, qui, loin de s'homogénéiser,

ser avec le temps, est destinée à s'accroître. Selon les points de vue d'où on le considère, il y a onze Canada : un plus dix (provinces) ; ou six Canadas : un plus cinq (régions géographico-économiques) ; ou trois Canadas : un plus deux (celui des « parlant anglais » et celui des « parlant français »).

Son principe d'unité lui est venu de l'extérieur : d'abord par un statut intra-impérial, puis un statut de droit international, l'un et l'autre non complètement donnés ou arrachés, mais tout au moins octroyés avec lenteur et sans drame. Cela dure depuis trois siècles et demi, deux siècles ou un siècle - selon qu'on prend comme point de départ les premiers établissements français, la conquête ou la « Confédération ». Né avec un régime à forme fédérative mais fortement unitariste - à l'antipode du principe « confédératif » - le Canada moderne n'est devenu une structure « confédérale », permettant un large autonomisme provincial, que dans les années 1920 au moment même où s'affirmait sa personnalité internationale toute neuve. Puis, le mouvement de la pendule s'est inversé au moment de la crise et de la guerre : par la pression des besoins nouveaux ou d'anciens, nouvellement exprimés et définis, l'État central s'est fait centralisateur, a pratiqué tant qu'il a pu, dans l'après-guerre, le principe très britannique du « *what we have we hold* ». À la fin des années 1950, les rébellions provinciales contre l'autorité centrale étaient déjà apparentes, quoique désordonnées, et c'est à ce plan que l'on pouvait trouver « dans un désert idéologique, la 'vraie' politique étrangère des Canadiens » (cf. chapitre II c). Agissant en franc-tireur « à la mauvaise tête », Duplessis institua son impôt provincial sur le revenu en 1954 - pour « ravoire notre butin » - et établit la commission Tremblay en lui donnant, dans son mandat, toutes mâchées les conclusions auxquelles elle devait aboutir, au cas où...

* * *

La « révolution tranquille » du Québec fut très tapageuse, tonitruante même à certains moments, dans ses relations avec l'autre capitale. Le « lesagisme » fiscal-constitutionnel rendait des points en agressivité et efficacité au « duplessisme » verbeux et négativiste. Il le relançait plus qu'il ne le relayait, d'autant que d'autres provinces développaient, elles aussi, des appétits d'États provinciaux et ne se contentaient plus d'être traitées comme des « super-municipalités » en tutelle plus ou moins consentie, bien que naguère, par leur incapacité ou carence, elles l'avaient presque sollicité... Sont sortis de ce procès de révision de la constitution canadienne effective, des aménagements nouveaux : paiements de péréquation, transfert ou déductibilité

d'impôts, retraits de programmes dit « conjoints » (ou, en meilleur français : à frais partagés). Il est possible que le rapport de la commission Carter relance les conflits fiscaux, tout autant qu'il soit au principe d'un nouvel aménagement des politiques fiscales. (Nous n'en avons pris connaissance que par les journaux au moment de la correction des épreuves).

C'est à ce point qu'apparaît le « johnsonisme ». Dans l'opposition, il lui fallait marquer des points en matière d'autonomisme, étant donné sa tradition jacobine. C'était sincère, mais ne pouvait s'exprimer qu'en surenchère : « Il ne reste que deux options possibles, entre lesquelles il faudra choisir avant 1967 : « ou bien nous serons maîtres de nos destinées dans le Québec et partenaires égaux dans la direction des affaires du pays, ou bien ce sera la séparation complète ». « Avant 1967... » : nous sommes en 1967 ! Il fallait déborder les Libéraux sur ce plan, surtout à partir de l'arrivée au pouvoir de M. Pearson, alors que la tentation était forte d'établir une connivence secrète entre les deux chefs libéraux - « La communauté québécoise ne peut plus être dupe de partis qui se prétendent provinciaux, mais qui ne sont que des succursales dont le bureau chef est à Ottawa... Il en est qui veulent sauver la Confédération même au prix de l'autonomie du Québec. Moi, je suis prêt à sauver l'autonomie du Québec même au prix de la Confédération. » Il fallait se montrer presque aussi intransigeant que les mouvements séparatistes qui ne parlent qu'à l'impératif : « Séparons-nous. Faisons l'Indépendance. La preuve est faite depuis longtemps, etc... » Le conditionnel de M. Johnson correspondait au conditionnel de M. Lesage et flottait dans les mêmes zones d'indétermination d'au moins une dizaine de déclarations en pointillisme de M. René Lévesque : « Je sais bien que c'est là (l'indépendance) une solution extrême, une solution de dernier recours. C'est un peu comme la grève. Mais pour un syndicat qui entreprend des négociations, il ne serait pas sage d'exclure au départ le recours à la grève, même s'il espère bien l'éviter. »

Comme pour M. Lesage, l'indépendance n'est pas une fin en soi, n'a pas valeur d'absolu : c'est une « solution de dernier recours » ou une menace, un chantage tel cet « ultimatum »-qui-n'en-était-pas-un. M. Johnson maintient le conditionnel - « Elle (la communauté québécoise) réclame que l'on se décide enfin à appliquer la constitution, ou qu'on la modifie s'il le faut, non pas de façon à rendre permanentes et intangibles les injustices dont elle souffre déjà trop, mais de façon à faire cesser ces injustices. » Il y a à peine un soupçon de nuance entre les prises de position verbales et de fait des deux chefs ; et un abîme les sépare des mouvements indépendantistes par le rejet,

chez ceux-ci, du « conditionnel ». Et cela en dépit du trinôme du 100, 100, 100 et de la dichotomie *Égalité ou Indépendance*, car on a appris depuis lors que tout cela doit être entendu en pleine relativité : « Cent pour cent des, impôts directs, c'est une chose. L'égalité, c'est autre chose. L'indépendance, c'est également autre chose. Certaines personnes ont fait l'équation suivante : cent pour cent égale égalité et s'il n'y a pas cent pour cent, c'est l'indépendance. Il s'agit en réalité de trois choses différentes. » Mais le nouveau premier ministre restait quand même cohérent : les trois 100%, par exemple, ne sont pensables, négociables et enregistrables que *dans le cadre confédératif*, qui, alors, ne serait plus, évidemment, un « carcan » ! Le johnsonisme ne peut ni relancer ni transcender le lesagisme en matière d'autonomie dont il n'est qu'un relais, puisqu'ils se trouvent d'accord sur le rejet de la « solution extrême ».

Acceptant une commune règle du jeu, ce n'est que les styles des deux protagonistes, l'effectivité de leur « force de frappe » (j'ai failli dire leur *punch*) qui leur permet de se distinguer et de se critiquer mutuellement. À M. Lesage qui le prenait de haut pour les maigres résultats (« ... deux minables points... ») obtenus par le nouveau premier ministre, celui-ci a répondu : « Le point de vue du Québec, exposé calmement mais très clairement a entraîné l'adhésion des provinces les plus peuplées et a fini par établir l'unanimité des provinces sur une proposition, c'est-à-dire le transfert immédiat des ressources fiscales aux provinces... Tout ça, s'est fait sans coups de poing, sans menaces, sans ultimatum, sans bruit, sans dépeigner qui que ce soit ou se dépeigner soi-même, mais sur un ton d'hommes d'affaires qui veulent discuter sur un pied d'égalité avec l'autorité fédérale. » *Égalité ou Indépendance* voulait peut-être dire : « ... discuter sur un pied d'égalité... » pour que l'indépendance ne soit pas nécessaire !

Le débat sur le transfert au Québec de toute loi et de toute dépense publique relatives à la sécurité de la vieillesse » (d'après le discours du Trône du 1er décembre 1966) arrive à point nommé pour relancer la guérilla Ottawa-Québec. Au départ, M. Johnson trouve ce bel embrouillamini constitutionnel de l'article 94 A de notre si cohérente constitution ! Quand on amende une constitution, c'est d'habitude pour y changer, ajouter, ou abroger quelque chose, en principe, tout au moins, pour clarifier ce qui ne l'était pas. Erreur : lisons cet article avec l'esprit de vénération qu'inspire le génie constitutionnaliste britannique :

« Le Parlement du Canada peut, à l'occasion, légiférer sur les pensions de vieillesse au Canada mais aucune loi édictée par le Parlement du Canada à

l'égard des pensions de vieillesse ne doit atteindre l'application de quelque loi présente ou future d'une législature provinciale relativement aux pensions de vieillesse. »

Vous avez bien lu. Vous voyez quel beau nid à chicanes il y a là-dedans ! Et que nous n'avons pas fini d'en entendre parler. Le redressement pour cause de vie chère de l'allocation de vieillesse de \$75 à \$105 n'est pas le fond, l'important de la question : c'est le « qui » et le « comment » cela sera distribué à nos vieillards qui importe. C'est aussi le « combien ». Quelque chose comme \$300 millions pour le Québec, s'il obtient ce transfert : quelle prise ! Quelque chose comme un milliard cent millions si toutes les provinces - la plupart s'en f... ! - le réclamaient à leur tour : pour Ottawa, quelle perte ! MM. MacEachen et Sharp ont dit « non » ! M. Johnson dit « oui » et met M. Lesage dans la position de devoir d'approuver. Heureux pays qui se contente d'une si affligeante constitution que les mesures sociales les plus sympathiques sont soumises aux aléas d'interprétation juridique et des rapports de force entre gouvernements en *split-level* ! Ce n'est qu'un exemple en passant, celui que me suggère l'actualité au moment d'écrire ces notes.

* * *

Le problème est plus vaste, le mal plus grave, le malaise plus généralisé. Le seul mérite indiscutable de la constitution canadienne c'est d'avoir duré... 100 ans : l'année que nous vivons nous le rappelle d'assez insistante façon ! Bon, mais après cela, « en quel état » la trouverons-nous au bout du périple ? Quelle situation crée-t-elle à la longue ? Se garder d'un cartésianisme pur, péché mignon de l'esprit français, paraît-il, n'est pas forcément accepter le tant vanté pragmatisme anglo-saxon, qui a clairement abouti au Canada à une belle ambiance de surréalisme constitutionnel ! Il doit y avoir une attitude mentale moyenne où le sens pratique inspirerait une constitution justement *praticable*, qui n'entraînerait pas de façon presque permanente plus d'inconvénients que d'avantages ! La preuve est faite par neuf que cela est. En attendant, il faut vivre. Ottawa a clairement dit son intention de mettre un cran d'arrêt à la pente savonnée des « concessions » aux provinces. Lesage et Johnson se sont fait des alliées parmi elles. On serait allé vers de nouveaux affrontements sans l'arrivée du johnsonisme au pouvoir.

Ottawa ne se résout pas de bonne grâce au rôle de clearing-house pan-canadien des disparités économiques régionales. Dans le passé, il a été un utile initiateur, un

efficace entrepreneur, qui remplissait des « commandites » ou exploitait des terrains vacants. Aujourd'hui, il concurrence encore les provinces sur leur terrain propre et devient encombrant sur les zones mitoyennes. Il s'habitue mal à un transfert des responsabilités et à une nouvelle répartition des tâches : quand il cède, il croit s'affaiblir alors qu'il a autant de chance de se consolider, tant qu'il détiendra ses grands moyens : contrôle de la monnaie, du crédit, du commerce extérieur, très large assiette fiscale, etc... Les temps ont changé : si les Maritimes sont autant de chaloupes à la remorque du bateau outaouais, non pas seulement le Québec, mais encore l'Ontario - n'a-t-on pas parlé d'un axe Robarts-Johnson ? - la Colombie-britannique et, sur telle ou telle question, une ou deux provinces de l'Ouest montrent une agressivité antioutaouaise marquée depuis quelques années.

C'est le Canada, ou les Canadas tout cela ? Bien entendu. Mais il n'est pas nécessaire que son statut d'état civil, sa « constitution », soit à tout propos remis en question. Mais il n'est pas nécessaire que son organe d'unité, le gouvernement central, soit principe de division quand il prend des initiatives législatives majeures. Mais il n'est pas nécessaire que, lorsque tout ce beau monde, que la vox populi a mis à la tête de nos onze gouvernements, se rencontre à nos désormais folkloriques conférences fédérales-provinciales, cela prenne l'allure d'une « foire de maquignons ». Il me semble que nous avons un contentieux bi-culturel assez grave, qui n'est peut-être destiné qu'à s'aggraver ⁹⁸, sans que nous ayons à subir longtemps encore les entraves d'une constitution vétuste, devenue carrément vicieuse.

Hier encore, on pouvait avancer la proposition : ce n'est pas parce qu'il a un régime fédératif que le Canada est difficile à gouverner ; c'est parce qu'il était difficile à gouverner qu'il s'est donné un tel régime. Aujourd'hui, il faut corriger : c'est parce qu'il a un mauvais régime fédératif que ce pays, difficile à gouverner, l'est encore plus et qu'il risque de l'être toujours davantage. Ça ne veut pas dire qu'il explosera fatalement demain ; mais c'est déjà trop pour qu'au nom d'un pragmatisme mal accordé aux pressions de l'heure, qu'il entend mal ou en retard, ce pays se satisfasse d'une situation où virevoltent des flammèches explosives.

En plus de déclarer son intention ferme de prendre en main tout le régime des pensions de vieillesse, M. Johnson a annoncé dans son discours du Trône l'adoption

⁹⁸ Quels accueil et *suites pratiques* seront données aux recommandations de la Commission Laurendeau-Dunton ?

de mesures institutionnelles qui lui permettront de réamorcer à temps utile pour lui la lutte contre Ottawa : reprise des travaux du comité de la constitution avec des pouvoirs élargis pour trouver les moyens de sortir de « l'immobilisme constitutionnel en profond désaccord avec les réalités sociologiques d'aujourd'hui » sur les bases non pas d'une factice unité, mais d'une alliance véritable entre deux nations égales » ; augmentation des compétences du ministère des Affaires fédérales-provinciales (et internationales ?) qui aura sa maison (ou sa « Délégation » ?) dans la capitale d'au delà l'Outaouais. Par voie indirecte, la loi-cadre pour la tenue de referendums et l'intention de rassembler les éléments épars de la constitution du Québec, en la modifiant sur quelques points, seraient des armes de combat ou de « chantage » pour tenter de ramener d'Ottawa « beaucoup plus d'argent et moins de liens. » Par le passé de l'Union nationale et les prises de position de son chef actuel, la tentation pour lui de se réfugier dans l'antiottawaisisme systématique est constante : les occasions ne manqueraient pas d'opérer de telles diversions quand « ça chaufferait » un peu trop dans la marmite québécoise... Bien amenées, ces diversions seraient à triple rentabilité pour le nouveau premier ministre : il alimente sa réputation naissante d'efficace négociateur avec Ottawa, surtout s'il a l'appui de quelques autres provinces importantes ; il met les Libéraux du Québec en position de le soutenir au moins sur le principe des grands objectifs poursuivis, sous peine pour ceux-ci de se voir accuser de froideur ou d'ambiguïté autonomistes ; il pousse plus loin la ligne de contre-feu devant l'incendie séparatiste, encore circonscrite, en épousant la thèse des « deux nations », qui semble rallier une opinion moyenne que l'enquête et les consultations des « États généraux » confirmeront ou dont ils donneront une mesure plus exacte.

En outre, il n'a rien à perdre. L'histoire rendra peut-être ce témoignage à la sincérité « successive » de M. Lesage d'avoir sacrifié consciemment son avenir comme éventuel chef du parti libéral du Canada en menant une lutte à fond contre le pouvoir central, au sein duquel il avait fait pendant 13 ans ses classes politiques. Sa tournée dans l'Ouest à l'automne 1965, très pénible « aventure en pays de mission », a brûlé ces dernières chances, déjà plus minces à cette époque. Même dans l'hypothèse d'une nouvelle étape flamboyante de la « révolution tranquille » du Québec, personne n' imagine M. Johnson à la tête du parti conservateur fédéral. Le Canada se « congolise » peut-être petit à petit, mais il n'est pas encore un Congo qui permette l'émergence d'un Moïse Tshombé dans la capitale d'un autre invraisemblable pays.

* * *

Donner ses opinions sur la réforme constitutionnelle du Canada ? Nous sommes quelques-uns à ne pas y voir très clair entre les deux rejets du statu quo surréaliste et la « solution extrême » de l'indépendance, pour l'instant et probablement pour longtemps encore, irréaliste parce que non faisable. Le Canada est peut-être l'envers d'une Autriche-Hongrie, qui n'avait pas su se fédéraliser à temps. Son dernier empereur, François-Joseph, disait : « Mon empire est un édifice vermoulu. Si on y touche, on risque de le faire s'écrouler. » Après l'incident de Sarajevo, il y eut tout le reste que vous savez...

b) Les politiques provinciales

[Retour à la table des matières](#)

Les politiques qui réussissent sont celles qui savent radicaliser les objectifs et démocratiser les moyens sans effaroucher les citoyens. En comparaison avec l'état de chose prévalant avant 1960, les protagonistes de la « révolution tranquille » ont rempli au moins la moitié de ces conditions ne serait-ce que pour avoir imprimé un principe de mouvement global à une situation stagnante. Si, selon Aristote, « le commencement est plus que la moitié du tout », les Libéraux, pour avoir commencé, ont fait la moitié des tâches les plus urgentes. Toujours en rapport à la stagnation antérieure, on peut noter :

- a) une radicalisation des objectifs : enseignement ; nationalisation de l'électricité ; fonction publique ; nouvelle conception active de l'État.
- b) une démocratisation des moyens : commission Parent qui a longuement entendu associations et individus, opération du bill 60 et opération 55 ; élection-referendum sur la nationalisation ; collaboration des syndicats ouvriers au nouveau régime de la fonction publique ; diverses formes de « démocratie de participation. »
- c) sans effaroucher les citoyens : politique d'abord prudente jusqu'à l'abstention, proclamations de bonne foi, établissement d'une liaison entre besoins non clairement ressentis ou formulés et les politiques à mettre en œuvres ;

socialisation et non socialisme ; « groupes de pression » exorcisés pour être magnifiés en « corps intermédiaires », etc...

Sur les trois plans, beaucoup de baudruches ont quand même été dégonflées, des tabous ont été dénoncés, des comportements hier encore estimés « révolutionnaires » sont devenus courants. Mais tout cela n'était qu'une opération « décollage » pour des fins de rattrapage et, en certains cas, de sauvetage. Au quasi-unanimisme d'hier acceptant la « petite vitesse » et la résignation, n'a pas succédé un nouvel unanimisme du mouvement, du progrès. Oh ! que non ! Tout cela fut discuté, débattu, passé au crible, « contré » parfois efficacement, lors d'improvisations pour donner suite à des « compromissions » électorales (assurance-hospitalisation) ; mais, après-coup, la réaction n'était pas moindre ! Il y avait aussi des trous d'ombre (l'agriculture et l'aménagement rural) ; des retards indus (statut de la fonction publique) ; des ratages (Sidbec et C.O.E.Q.) ; des évolutions arrêtées (regroupement municipal) ; des évolutions nécessaires inquiétant plus que ne rassurant (wagnérisme à la justice) ; etc... On pourrait faire toute une échelle graduée qui serait fort longue à expliciter.

L'objet de ce propos n'est pas d'établir un « bilan » qui serait du reste prématuré et exigerait, pour être honnête et quelque peu probant, un livre plus épais que celui-ci. Il s'agit plutôt de voir l'oscillation au « speedomètre » d'une mouvance qui se ralentissait au moment où une nouvelle mouvance prétend se déclencher. L'Union nationale n'a pas rendu à la libre entreprise l'Hydro-Québec, ni mis la hache dans le ministère de l'Éducation, ni fait un gigantesque autodafé des cinq volumes du rapport Parent. La S.G.F. et la Caisse des dépôts et placements sont toujours là ; on n'a pas rappelé le Régime des rentes ; il n'y a pas eu, après un réflexe d'inquiétude consécutif à l'effet de surprise de branle-bas ni de démissions spectaculaires chez les grands-commis ou « technocrates », etc... Bref, l'Union nationale ne prétend pas faire marche arrière mais mettre de l'ordre dans le désordre, se fait forte d'accélérer le mouvement plutôt, tout en comblant les carences les plus graves du gouvernement précédent. À un bon gouvernement a succédé un autre bon gouvernement : on nous gâte...

* * *

Les termes de la comparaison sont fort inégaux : 6 ans de gouvernement et d'administration par les Libéraux ; 6 1/2 mois, au moment d'écrire ces lignes, se sont écoulés depuis la constitution du cabinet Johnson. De ces 6 1/2 mois, tout un semestre

s'est passé à la remise en place et aux déclarations d'intention ; puis est venue l'ouverture de la session qui n'aura duré qu'une dizaine de jours avant le long ajournement de Noël (plus de 5 semaines !) C'est peu pour pouvoir discerner des tendances fondamentales. Prendre comme cadre de référence le programme officiel de l'Union nationale, après cette élection où elle ne comptait pas prendre le pouvoir, serait aussi déformant que d'essayer de donner cohérence et intégration à sa politique dans l'opposition. La « révolution tranquille » ne fut pas dirigée, se déroulait en temps forts puis faibles, ne procédait pas d'un ordre très clair des priorités changeantes. Dans ses efforts les plus catégoriques d'auto-affirmation, elle donnait la preuve, en se parlant trop, qu'elle se cherchait davantage qu'elle ne se faisait : d'où son essoufflement prématuré.

L'opposition, elle, fut encore plus désordonnée et contribuait à cette ambiance d'« évolution tapageuse ». Après les épreuves de leadership des débuts, M. Johnson mit près de quatre ans à confirmer le sien : et ce lui fut une réussite, arrachée à la force des poignets, moins spectaculaire mais plus décisive, ne fût-ce que par son antériorité, que le 5 juin lui-même. Sa position, déjà pas facile à l'intérieur, ne l'était pas plus à l'extérieur puisqu'il lui fallait marquer des points sans sembler aller à contre-courant d'un mouvement plus vaste qui le portait ainsi que son parti : on l'a assez vu au congrès de l'Union nationale en mars 1965. Faire porter la critique sur l'inefficacité gouvernementale et administrative, tonner contre le gonflement des dépenses publiques, faire du jacobinisme constitutionnel, surtout jouer de l'équivoque en matière de « confessionnalité » et de l'ensemble de la politique scolaire : ce sont là des attitudes ou tactiques politiques, ce n'est pas *une* politique. Mais, par le perfectionnement de son infrastructure électorale, l'Union nationale était aux écoutes des doléances ou malaises locaux qu'elle sut faire s'exprimer en votes stratégiques le 5 juin, tant et si bien qu'elle ne perdit que 1% du vote recueilli en 1962, par la grâce négative du R.N., moins maléfique pour elle que le R.I.N. ne le fut aux Libéraux.

Les Cent-Jours de Sauvée avaient fait choc ; les premiers mois du cabinet Lesage, re-choc : enquête Salvat et attaque à fond de train contre le « patronage » dans les rangs des députés et partisans libéraux dont certains n'en croyaient pas leurs oreilles ; et aussitôt grande offensive à Ottawa pour l'ensemble du réaménagement fiscal canadien.

  l'été 1966, tous nous ne faisons qu'*amortir* la surprise-choc du 5 juin au soir. C'est toute une s qu le de grèves (S.P.E.Q., police provinciale, fonctionnaires « pro-

fessionnels », ingénieurs de l'Hydro, chantiers de la Manicouagan, employés d'hôpitaux, ouvriers du textile, Dominion Ayers, etc...) dont certaines furent déclenchées pendant la campagne électorale, qui était le grand fait d'actualité *politique*. Mais le nouveau ministre du Travail, M. Bellemare, nous rassurait : « J'ai reçu un lourd héritage de 15 grèves mettant en cause plus de 7,000 ouvriers. Le Québec reviendra bientôt au bon sens et à la paix industrielle afin que tout le monde soit heureux et content dans la belle province ». L'autre grand cri d'alarme lancé par les nouveaux dirigeants de « la belle province » porta sur l'état des finances publiques, « pire », nous disait M. Johnson, qu'il ne l'avait d'abord craint. Et le « bénédictin » aux chiffres, M. Dozois, de s'employer à voir clair dans tout cela et à mettre de l'ordre dans ce fatras inquiétant. Deux mesures furent décidées : l'une, immédiate : coupure de \$100 millions dans le budget courant ; l'autre, à long terme : la commission Primeau étudierait l'ensemble de la question. Entre-temps, le premier ministre tiendrait les investisseurs étrangers au courant des méfaits de cette « maladministration » pour qu'il n'y ait pas mécompte à l'avenir. Les Libéraux protestèrent tout naturellement que jamais les finances de l'État du Québec n'avaient été en meilleur état. Au total, cette fusée ne fit pas long feu : les vacances, les grèves, etc... On attend sans hâte fébrile le rapport de la commission Primeau. Il serait plutôt étonnant qu'il y ait de la dynamite là-dedans. (Pendant que ce livre était à l'impression, le rapport de la commission Primeau fut rendu public : « Il n'y avait pas de dynamite ... »).

Côté Sidbec, toute l'affaire est à reprendre une fois de plus : d'études en renvoi, de renvoi en études, le tout dans une ambiance de semi-clandestinité, personne ne sait plus très bien où on en est. Il y a ceux qui ont des « doutes » en forme de craintes ; il y a ceux qui ont des « craintes » en forme de doutes. Affaire complexe, bien sûr ; de quoi noyer un beau rêve qui risque de n'avoir pas été prémonitoire... Côté Brinco, il faut distinguer la question, depuis si longtemps controversée, des frontières du Labrador, qu'une commission d'enquête va réexaminer à partir de la préhistoire, de celle de l'aménagement des chutes du fleuve Churchill. Cette dissociation opérée, c'est « le couteau sur le gorge » que M. Johnson doit signer l'accord avec Brinco, en semonçant la direction de l'Hydro - dont il nous avertira plus tard qu'elle ne doit pas être un « État dans l'État ». Au chapitre de la sécurité sociale, M. Cloutier nous sert une douche d'eau froide : le régime de l'assurance-santé, qu'on peut concevoir comme « universel » mais « par étapes », voit son application reportée d'un an, à juillet 1968. Une fois de plus, une commission d'enquête, mais qui devra procéder avec diligence, ex-

plorera tous les méandres du vaste domaine du bien-être et de la santé. M. Bellemare, lui, arbore sa fierté pour la confiance que lui témoignent les chefs syndicaux ; il annonce une réforme importante à venir dans la législation ouvrière (dont une clause relative au huis-clos et à la présence d'un fonctionnaire du ministère du Travail lors des votes de grève). Dans l'administration publique, le syndicat des fonctionnaires accuse le nouveau gouvernement de favoritisme, que met en manchette la nomination d'un frère d'un ancien ministre de l'Union nationale au bureau de la Censure : il y a quelques années, on parlait de M. Gilles Pellerin, cette fois-ci, c'est de M. Lévis Lorrain qu'il s'agit ⁹⁹. Plus grave dans certains ministères semble être l'établissement de « réseaux parallèles », pour doubler ou circonvenir certains hauts fonctionnaires ; on ne peut qu'en « muter » quelques-uns aux postes de « conseillers spéciaux » ou « techniques » du gouvernement ! Enfin, il est hautement recommandé aux hauts commis de faire preuve de discrétion avec les organes d'information. Une petite révolte des membres de la Galerie de la presse contre « le mur de la honte » montre qu'ils tolèrent mal une *distanciation* physique de leur bureau d'avec les dispensateurs de l'information.

Mais c'est surtout du côté du ministère de l'Éducation que les yeux se braquent. MM. Bertrand et Masse inspirent confiance. M. Arthur Tremblay, dont M. Johnson dans l'opposition avait déjà réclamé la démission, reste à son poste ; un sous-ministre adjoint, M. Gilles Bergeron, n'a pas encore démissionné en dépit de rumeurs qui rebondissent de temps à autre. Dans la réorganisation administrative du ministère, le directeur de la recherche, M. Yves Martin, en même temps que M. Jean-Marie Beauchemin, qui vient de l'extérieur, sont nommés sous-ministres adjoints en application d'un certain principe d'équilibre d'ensemble de la politique scolaire. C'est le grand *test case* du nouveau gouvernement. Pour les partisans de l'étatisation généralisée de la maternelle à l'université, qui sont à peu près les mêmes qui prônent la laïcité intégrale, la réforme de l'éducation est quelque chose d'encore fort timide même si on se décidait d'appliquer à la lettre et le plus tôt possible toutes les recommandations du rapport Parent. Mais en rapport avec le régime scolaire, si l'on peut dire, que nous avons, quelle révolution ! Seulement, dans la réalité, elle n'est qu'à peine engagée. Le frère Jean-Paul Desbiens déclarait récemment qu'à part les 55 régionales, rien de structurellement important n'a encore été fait ; le reste est à venir... Au delà des décla-

⁹⁹ On apprend finalement (les journaux du 22 décembre 1966), qu'il n'a pas été nommé au dit Bureau et qu'il a trouvé un emploi dans une firme privée.

rations de principe de MM. Johnson, Bertrand et Masse d'« accélérer » encore la réforme scolaire, qu'avons-nous de concret ? La réorganisation du ministère et le maintien en place des principaux inspirateurs de la réforme - ce qui est déjà énorme ; mais un transfert de crédits prévus au chapitre de la voirie au bénéfice du ministère de l'Éducation fut, dès les débuts, quelque chose de plus heureusement « compromettant ». Les projets de lois établissant le nouveau régime d'aide aux étudiants et le système des instituts préuniversitaires ont semblé progresser. Mais, dans l'ensemble, le nouveau gouvernement semble pratiquer une politique d'attentisme, de remise en question au moins officieuse. Une semaine avant Noël 1966, les commissions scolaires, en se collant peureusement sur les directives ministérielles du 14 octobre, ont soulevé la colère des syndicats d'enseignants ; déjà des arrêts de travail sévissent dans quelques régionales et l'on craint que des grèves générales, affectant la moitié de tous les enseignants, n'éclatent dans la première quinzaine de janvier 1967 ¹⁰⁰. Sur les recommandations de la dernière tranche du rapport Parent - que M. Lesage avait dû rendre publique, avec quelque hargne, pendant la campagne - le nouveau gouvernement est d'un quasi-mutisme, ultra-prudent. D'une part, « les gros sous » (structure et financement des commissions scolaires), de l'autre, « les grands principes » (« confessionnalité » et neutralité) constituent un mélange détonnant dans l'opinion. Avec l'automne, on a assisté à un ressac des « corps intermédiaires » dont certains se mettent à parler haut et ferme mais pas tous dans le sens du progrès « en avant »... Ce ressac était prévisible et se serait probablement produit au même moment si les Libéraux étaient retournés au pouvoir le 5 juin. Mais c'est l'Union nationale qui reçoit la vague en plein visage et ne pourra indéfiniment s'abstenir de prendre position. Un proche avenir devrait établir si oui ou non les chefs de l'Union nationale sont véritablement « éducatibles » en matière d'éducation...

* * *

¹⁰⁰ M. Paul Cliche rapporte dans *Le Devoir* du 22 décembre 1966 ces propos du premier ministre : « Nous espérons toujours que les gens vont être raisonnables... Le gouvernement prend ses responsabilités même si son attitude n'est pas populaire auprès d'un secteur de la population, soit les instituteurs » - afin de protéger les petits contribuables. (Au moment de corriger les épreuves : beaucoup de gens n'ont pas été « raisonnables » ; attaqué pour son « immobilisme » - selon M. Lesage - le gouvernement fit passer le projet de loi (« bill ») 25 pour ramener ces gens à la raison...)

Le discours du Trône n'est pas si peu important qu'on le dit, mais il l'est plus qu'on ne le pense. Surtout lorsqu'il s'agit de la première session d'une nouvelle Législature. Il n'a pas à contenir tout le programme législatif ; il n'est qu'une déclaration d'intentions. Mais comme tel, autant par ses silences que par ses insistances, il est la première indication présumément réfléchi d'un style de gouvernement. À en juger par la pièce qui nous fut offerte le 1^{er} décembre 1966, deux orientations caractérisent ce style : 1^o) procéder d'abord à des réformes administratives avant que de se lancer dans des législations socio-économiques novatrices ; 2^o) recourir aux méthodes de ce qu'on appelle - en redondance malgré tout significative - la « démocratie de participation », allant du recours au référendum jusqu'au rôle presque sublimé des « corps intermédiaires ».

Il y a un envers et un endroit à chacune de ces orientations. Dans le premier cas, le gouvernement se donne d'abord les moyens de ses politiques à venir, ce que les Libéraux, sauf MM. Gérin-Lajoie et René Lévesque, n'ont pas su faire en 1960, alors qu'ils se trouvaient devant une beaucoup plus grande carence administrative générale ; mais c'est aussi un moyen de ne pas se « mouiller », du moins pas trop tôt, au sujet de réformes sociales importantes ou même urgentes. Dans la seconde orientation, même ambivalence : tout démocrate est favorable à la démocratie de participation pourvu qu'on couple la consultation qu'elle implique d'une animation réelle, car si tout « vient d'en bas », tout risque aussi d'y rester ; et le leadership gouvernemental peut (ou pense ?) être amené à s'exercer au niveau des inhibitions collectives, du conservatisme social à moindre frais. Les Libéraux se sont suffisamment - trop ! - critiqués pour avoir « perdu contact avec le peuple », surchargés qu'ils étaient par leur travail administratif, etc... L'Union nationale prétend bien se garder de cette erreur ; mais elle risque aussi de tomber dans l'immobilisme par la pureté de ses intentions « démocratiques », tout de même un peu teintées d'astuce électoraliste...

L'opposition souligna principalement les carences de ce programme législatif. M. Lesage n'y alla pas de main morte, ce qui inspira à M. Paul Sauriol du *Devoir* la remarque que « cette agressivité est peut-être un éloge à l'envers, l'effet de la surprise du chef libéral devant un texte meilleur que ce à quoi l'on s'attendait », tandis que dans le même journal, M. Paul Cliche observait : « L'Union nationale poursuit la « révolution tranquille » des Libéraux mais à un rythme encore plus ralenti que durant les deux dernières années du gouvernement Lesage. » L'éditorialiste anonyme du *Montreal Star* titrait : « A Disappointing First Throne Speech » et M. Guy Cormier de

La Presse intitulait son commentaire : « Prudentes ouvertures », remarquant qu'au total « M. Johnson est plus fort en tactique qu'en stratégie », car « c'est le propos d'un homme qui pouvant faire peu fait pour le mieux. » Avec son franc-parler inimitablement pittoresque, M. René Lévesque confiait à un journaliste : « Il y a de la viande là-dedans ! Mais il y a de grands trous dans la chair. »

À la section précédente, nous avons rappelé quelques projets institutionnels pour faciliter la lutte contre le gouvernement central. Quand nos premiers lecteurs éventuels nous liront, la session sera sinon terminée, du moins bien engagée. Ils seront en mesure de savoir ce qu'il sera advenu de cette « excellente session en perspective », qu'annonçait M. Claude Ryan. Et quel sort sera fait aux projets d'un ministère de la Fonction publique ¹⁰¹, d'un fusionnement graduel des ministères de la Voirie et des Travaux publics, de la création d'une Chambre agricole, de l'instauration de l'assurance-récolte, de la Société québécoise de l'Habitation, de l'Académie des Arts, des Sciences et des Lettres, des amendements au Code du Travail, de la transformation du C.O.E.Q. en Office du Plan en attendant la création d'un ministère, de la création du poste d'ombudsman et d'un président permanent de la Chambre, et divers autres projets par « jalons », ou « étapes »...

Quant à l'abolition du Conseil législatif et au remaniement de la carte électorale, pas un mot dans le discours du Trône et pour cause ! En maître de l'évasion des questions embarrassantes, M. Johnson répondait à une conférence de presse télévisée (le 18 décembre 1966) que l'abolition du Conseil législatif, promesse formelle du programme électoral de son parti, n'est pas pour bientôt « parce que ça ne ferait pas sérieux », même si, « théoriquement il pourrait être aboli au cours de la prochaine session... Mais le sera-t-il ? Ça, c'est une autre question ! Demandez au comité de la Constitution quand il nous remettra son rapport. » Mais, dans l'hypothèse où il le se-

¹⁰¹ Propos de M. Marcel Masse recueillis par M. Roger Nadeau du *Petit journal* (11 décembre 1966) : « À la General Motors, pour engager quelqu'un, ça ne prend pas trois mois. Nos rouages sont désuets... À l'ère de l'avion supersonique, nous fonctionnons avec les habitudes de 1877. Je ne vois pas pourquoi nous ne garderions pas la Commission de la Fonction publique. Mais nous allons lui donner des pouvoirs, et nous allons donner aux divers ministères des pouvoirs. Non, le ministère de la Fonction publique ne pourra pas être un nid à patronage. N'oubliez pas qu'il devra répondre de toute sa conduite devant le Parlement... Mais je vous prie de croire qu'il y a un tas de chinoïseries administratives que nous allons faire disparaître. »

rait, cette espèce de conseil économique et social qui le remplacerait, avec représentation des inévitables « corps intermédiaires », n'aurait pas de pouvoirs législatifs. « Je l'imaginerais, poursuivait le premier ministre, plutôt comme un gardien, comme un frein à l'emportement d'une Chambre survoltée ». Une « Chambre survoltée » par quels courants ? Le socialisme ? L'indépendantisme ? Quand au remaniement de la carte électorale, à laquelle, tout autant que par ses mérites, le premier ministre doit son pouvoir tout neuf, il glissa avec une plus grande virtuosité encore vers les unités régionales naturelles, tout en rappelant que dans les trois comtés les moins peuplés des Libéraux avaient été élus...

De la première partie de la session, que dire sinon qu'elle fut décevante ? On s'attendait à un match serré. Rarement un gouvernement nouvellement élu a, devant lui, une opposition aussi potentiellement forte... Mais, dans leurs rôles soudainement inversés, les deux partis s'affrontaient comme deux oppositions ! Les nouvelles recrues de l'Union nationale continuaient leur campagne électorale. Du côté libéral, MM. Jean-Paul Lefebvre et Robert Bourassa se firent remarquer par deux discours sérieux et pleins d'à-propos. M. François Aquin, par un exposé fortement autonomiste, scandalisa M. Lesage, qui en profita pour aller prendre l'air... Le chef de l'opposition, avec son quatuor de choc : Gérin-Lajoie, Laporte, Lévesque, Kierans n'ont pas encore donné. Les grandes vedettes du parti prolongent encore le débat tumultueux du dernier congrès de la F.L.Q.

Pour l'édification des générations futures, et le divertissement des contemporains, j'ai souvent pensé qu'il serait amusant de colliger en une anthologie les « mots » que commettent « les représentants du peuple » dans « le salon de la race. » Notre *Foire aux cancre*s indigène... Le début de la première session de l'actuelle Législature nous apporterait son petit florilège. Offrons-nous le luxe de quelques « mots » - avant de passer à une conclusion qui risque d'être beaucoup moins drôle :

M. Lesage : C'est sans doute le programme du député de Chicoutimi : « Nous prions Dieu de nous éclairer. »

M. Tremblay : Nous irons à la messe ensemble.

M. Lesage : Dieu que le député de Chicoutimi en a besoin !

Une voix : Peut-être moins que vous.

M. Lesage : Les causes désespérées... (Exclamations diverses du côté des ministériels). Puis-je faire remarquer que la meute est bien dressée ?

Une voix : Et le congrès libéral ?

M. Paul, président de l'Assemblée : Le privilège immense m'a été donné de vivre depuis bientôt 55 minutes dans une atmosphère à laquelle je ne suis pas habitué depuis que j'occupe ces fonctions. je dois vous avouer que j'aime ça. Et je n'ai aucun doute que vous ne me refuserez pas cette détente qui m'est accordée ce soir.

M. René Lévesque : Lui, il va vivre vieux

M. Gérin-Lajoie : Ce n'est pas digne d'un premier ministre, c'est du Danny Boy !

M. Grenier : Miss Clairol

M. Johnson Le nom qu'on m'a donné moi, le surnom que les caricaturistes m'ont accordé, avait au moins le mérite d'être masculin, moi.

M. Tremblay : Cela est bon, ça

M. Gérin-Lajoie : Je vois le ministre des Affaires culturelles applaudir.

M. Tremblay : Est-ce que l'ancien ministre de l'Éducation se cherche des complices ?

Et le mot de la fin qui, comme il convient, est de M. (« acabit ») Bellemare. Il fut toutefois prononcé dès la première séance lorsque celui-ci vit M. Lesage occuper la banquette du chef de l'opposition :

« Qu'a qu'a fait là, là, lui là ? »

* * *

Comme l'a déjà dit Gilles Vigneault : « Pour un peuple sans histoire, on est plein de *fun* ! »

Deuxième partie : Les bouillonnements d'hier.
B) La révolution que « tranquille » on appela (1966)

Conclusion en pointillisme...

[Retour à la table des matières](#)

En relisant ces textes s'étalant sur une période de 10 ans, l'auteur a été le premier à devoir faire deux sauts périlleux dans l'espace avant que le lecteur, par la convention du genre, ne soit invité à faire mentalement de pareils bonds : 56 mois séparent les textes de la Première Partie de ceux de la Deuxième ; 42 mois se sont écoulés entre les derniers textes parus dans *Le Devoir* (Section A de la IIe Partie) et cette section inédite. Il faut peut-être commencer par nuancer ce que l'antithèse Stagnation-Bouillonnements des titres des deux parties contraste trop violemment. Pendant la première césure du silence (1958-1963) que l'auteur, sollicité par d'autres travaux, s'est imposé, on pourrait peut-être dire que, dans la mesure où on pouvait se prendre à espérer de Terre-Québec, c'est la situation du Continent-Canada qui avait commencé à se détériorer. Pendant la seconde période d'un autre silence pour des raisons identiques (1963-1966), les raisons d'espérer de Terre-Québec se sont passablement atténuées jusqu'à l'inquiétude lancinante du 5 juin 1966 et de ses suites, sans qu'on puisse encore se mettre à espérer grandement du Continent-Canada. C'est ainsi que nous irons à l'Expo et que nous allons célébrer notre glorieux Centenaire...

Après les flonflons des deux festivités, qui vont nous « instruire » et peut-être nous égayer, nous allons de nouveau entendre des couplets moins réjouissants : « L'heure est plus grave que jamais pour le Canada. - C'est sans enthousiasme que nous entamons la marche vers le deuxième centenaire (comme si nous n'allions pas tous être morts...) - Faut-il donner sa chance au Canada par « la dernière chance » du

Québec ? - Etc... » Comme produits de deux histoires également grises, les Canadiens des deux langues donnent volontiers dans le genre *dramatique* dès qu'il y a tension ou crise persistantes. En fait, la situation canadienne est plutôt, de sa nature, *tragique*, au sens premier des tragédies antiques qui nous montrent le héros menacé d'un péril grave, d'habitude la mort, sans qu'il s'en rende compte. Ni géographiquement, ni historiquement, ni économiquement, ni culturellement, il n'y a une naturalité canadienne, une *canadianité*. Et pourtant, il y a un Canada qui dure depuis 100 ans. Contre les défis de la nature, s'est quand même établi un style de vie « canadien », constitué du principal ingrédient du *britannisme* que recouvre et pénètre de plus en plus *l'américanisme* avec l'assaisonnement plus ou moins piquant d'une *québécoisité* - comme on dit « négritude » depuis qu'Aimé Césaire a lancé le mot. Le Canada est né contre les États-Unis, se maintient encore grâce à la « distraction » américaine. Notre unique voisin est de plus en plus notre propriétaire. Il pourrait nous bouffer presque aussi aisément que la Chine a avalé le Tibet. Son indifférence à ce sujet n'a d'égale que la propension d'un nombre effarant de Canadiens (y compris de Québécois) qui se laisseraient annexer « sans faire d'histoire ».

C'est la thèse Sharp qui l'a emporté sur la thèse Gordon, au Cabinet, puis à l'intérieur du parti : c'est un des points qui sont ressortis le plus clairement du dernier congrès des Libéraux fédéraux à l'automne 1966. C'est Johnson qui a succédé à Lesage le 5 juin 1966 et, pour se justifier, il devra donner dans l'autonomisme à fond : ce qu'il doit se sentir surveillé. En apparence, la situation est plus « tragique » que jamais les « consuls » d'Ottawa minimisent la portée de la proximité de *l'imperium* américain ; un principe de division - *Égalité ou Indépendance* - risque à plus ou moins longue échéance de faire craquer, de l'intérieur, la structure canadienne. J'ai dit « en apparence », car, si objectivement la situation est « tragique » au sens précisé plus haut, aussi bien par l'extérieur qu'à l'intérieur, *la tragédie, elle, ne se joue pas*. Elle s'est déjà jouée sur deux tréteaux de village : les Américains nous ont déjà « visités » en 1775 et en 1812 ; Papineau en 1837-38, Riel en 1870 et 1885 ont pris la tête de rébellions. Les données *objectives* de la tragédie eschylienne sont là, mais la tragédie ne se joue pas sur la scène du grand amphithéâtre nord-américain. Il ne manque pourtant pas de monde au balcon ou au podium. Ce sont les données *subjectives* qui ne s'enrènent pas dans le *fatum*. Les Américains ne veulent pas de nous ; MM. Johnson et Lesage ont l'indépendantisme tout ce qu'il y a de plus conditionnel - si nécessaire... comme ultime recours...

Nous, Canadiens, nous sommes de grands spécialistes de la vie par procuration : par procuration politique de Versailles, puis de Londres ; par procuration économique de Washington ou de New York. Nous, Québécois, vivons depuis un siècle par demi-procuration d'Ottawa et par demi-procuration de Québec. En réalité, comme involontaires mandants, nous avons trois mandataires : celui de Washington envers lequel nous n'avons pas de recours direct - M. Kierans, par son « incartade » récente, nous l'ayant confirmé ; celui d'Ottawa envers lequel nous avons un recours direct, mais non total, au tiers, à moitié, au dixième - selon le point de vue auquel on se place et... à l'idéologie à laquelle on fait obéissance ; celui de Québec, enfin, envers lequel nous avons direct et plein recours. « On se retrouve donc en famille » dans notre État du Québec. Pour en faire quoi, ou quoi avec lui ? Ça dépend de nous. D'abord. Mais à partir de ce que nous sommes. Que sommes-nous ? Devant un auditoire d'étudiants, M. René Lévesque nous définissait ainsi le 30 septembre 1966, selon un compte rendu de Michel Roy du *Devoir* :

« ... une société sous-développée, sous-instruite, coloniale, manquant de richesse et de fierté, mais paradoxalement bien nourrie et confortable, endormie par ses élites et ses rois nègres dans une médiocrité totale qui pourrait lui être mortelle, exaltant sa culture mais abîmant sa langue ... »

Il n'ajoutait pas : « ... un brin masochiste sur les bords... »

* * *

La signification en profondeur de la « révolution tranquille » c'est que le Québec, peuple et gouvernants, sent qu'il peut commencer à agir, à conditionner et non plus seulement d'être complètement agi, conditionné. À l'intérieur de certaines limites, bien sûr ; elles nous arrivent en plein visage dès qu'on voudrait « pousser » un peu fort. Il y en a qui repoussent les limites en les niant mentalement plus ou moins. Ils sont nécessaires en nous rappelant sans cesse qu'il n'y a pas que des limites à l'agir, et qu'il ne faut pas partir que d'elles, ce qui est le moyen de s'empêcher de partir : ce n'est pas le lieu de rappeler notre lourd héritage d'inhibitions collectives. Il y aurait de quoi en brailler un autre siècle ou deux.

Deux limites s'imposent à tout propos : la politique, l'économique. La politique, c'est notre très insatisfaisant statut « confédératif ». Le Québec, toujours peuple et gouvernants, a « poussé » fort depuis l'été 1960. Considérez le chemin parcouru, les

gains obtenus et arrachés : ce n'est pas mince. M. Johnson n'aura pas le choix de réclamer moins ; il a de bonnes chances d'arracher encore plus. Surtout, nous ne sommes plus les seuls « mauvais coucheurs » patentés de la « Confédération ». Nous avons des alliés, qui ont bien leurs arrière-pensées ne coïncidant pas en tous points aux nôtres ; mais nous ne sommes plus les seuls à poser un trop strict *Quebec Problem*. Le gouvernement de l'Ontario a aussi établi son « comité constitutionnel ». Et Ottawa, rudement attaqué comme il l'a été depuis 6 ans, est moins attaché à l'inconditionnelle vertu du pragmatisme anglo-saxon en matière constitutionnelle. Après la dernière conférence fédérale-provinciale d'octobre 1966, il accepte le principe d'un examen fondamental de toute l'assiette fiscale. Si tout le monde, au moins à tour de rôle, manifeste son opposition, c'est probablement qu'il y a de sérieux vices structurels. Ottawa aurait pu prendre moins de temps à comprendre. Mais mieux vaut tard - au moins pour lui - que jamais. À quelques jours de la Noël 1966, M. Pearson nous annonçait que, depuis quelques mois, le gratin des hauts fonctionnaires s'était engagé dans un travail d'exploration préparatoire à une refonte fondamentale de la constitution. Elle en a besoin depuis longtemps, « la pauvre vieille », qui n'a vraiment rien d'une attendrissante centenaire...

Dans les premiers mois de 1967, peu de temps après la parution de ce livre, la commission Laurendeau-Dunton aura probablement sorti son *Rapport* ou ses premières tranches. Dans le prolongement du diagnostic lucide de son *Rapport préliminaire*, elle ne saurait guère que recommander des propositions assez radicales - par rapport « aux autres », peut-être pas par rapport à « nous ». Enfin, on verra ce qu'il y a lieu de faire avec ça - « eux » de le pouvoir, « nous » de le vouloir, ce qu'« ils » pourront. De toute façon, le dossier biculturel, qui dure frauduleusement depuis un siècle, ne sera plus le même. Un nouveau s'ouvrira. Pour la première fois, cette question clé, qui a pourri trop longtemps, va se purger de ses platitudes officielles : jusqu'à la constitution de la « B.B. », le gouvernement central ne s'en était jamais préoccupé à ce niveau et dans toutes ses dimensions. Aussi bien que sur le plan de la salade fiscal-constitutionnelle, « nous » ne nous laisserons pas avoir facilement. Non pas que nous soyons tellement plus gros, mais c'est que nous sommes tellement plus « décidés ». Et quand un petit homme est décidé !...

Et puis, nous ne sommes plus « orphelins » à Ottawa comme pendant l'ère Dieffenbaker, de 1957 à 1963. Les Lamontagne, Marchand, Trudeau, Sauvé, Pépin, Pelletier, Chrétien y sont. Ils ne sont pas certes des « plénipotentiaires » - du reste il n'y en

a pas de l'autre bord, non plus - mais des « chargés de pouvoir ». Ils le savent, ne se faisant pas d'illusions, ont relevé le pari : dans très peu d'années, ils auront donné une preuve pour ou contre. Non pas de « donner sa chance » au Canada par « la dernière chance » du Québec : on n'en est pas là. Mais peut-être de « donner sa première vraie chance » au Canada avec et par « la grande chance » d'un Québec enfin éveillé et devenu terriblement *matter of fact*.

Évidemment, pour un doctrinaire du séparatisme québécois, ces propos sont scandaleux. Leurs propos n'ont pourtant rien qui me scandalise. Ils ont raison *absolument* sur un point : rien ne vaut l'Indépendance (je suis respectueux avec ma majuscule !) totale quand elle est faisable ne serait-ce que, par une réussite historique, de déplacer, en les rafraîchissant, nos complexes collectifs... Et, pour voir si elle est faisable, il faut peut-être tenter de la faire. Ce sont des preuves qui ne s'administrent pas *a priori*. Et même si elle n'est pas faisable, il faut faire comme si elle l'était pour inquiéter... Pour inquiéter peut-être davantage ceux qui auraient moyen de la faire que ceux qui craignent qu'elle ne se fasse. Il n'y a pas lieu, en tout cas, de stigmatiser les séparatistes au nom de leur « émotivité » ou de leur « fanatisme ».

Il y a une terrible *rationalité* dans cette émotivité-là, aspirant à rattraper une « révolution » qui aurait peut-être dû se faire au siècle dernier. Les indépendantistes ont peut-être aussi raison *par prémonition* : quand on considère la courbe démographique des « parlant français » s'infléchir graduellement, même dans les conditions les plus favorables, d'ici un quart ou un demi-siècle, on devient bêtement inquiet. Une minorité, qui voit son importance relative diminuer, peut difficilement s'attendre à voir sa vitalité renforcée même dans un cadre constitutionnel favorable jusqu'à la générosité, ce à quoi on ne peut pas s'attendre ! La ligne de distinction réelle n'est peut-être pas entre « fédéralistes » et « indépendantistes », mais entre les « violemment pro-québécois » et les « mollement québécois ». Il peut se trouver, il se trouve à Ottawa quelques-uns parmi les premiers ; il se trouve dans le Québec passablement des seconds, même dans les mouvements ou cénacles séparatistes : ce sont ceux qui, sous le parapluie de l'aliénation collective ¹⁰², y trouvent un commode alibi pour ne pas ten-

¹⁰² C'est vrai que nous sommes « aliénés » collectivement. Mais ne l'aurions-nous été aliénés autrement, et peut-être autant, si nous n'avions pas été conquis il y a deux siècles ou si nous avions fait l'indépendance il y a un siècle. Notre aliénation première - et Dieu sait si nous avons « travaillé » pour l'atténuer !- est celle du *nombre* dans cette Amérique du Nord massivement anglo-saxonne.

ter d'aller au bout de leurs virtualités d'hommes. Car pour être québécois, on n'en est pas moins d'abord homme ! Si c'est une lapalissade, elle se voudrait cinglante.

Ce que j'ai déjà appelé ailleurs ¹⁰³ la « dialectique des deux fatigues » peut gagner de vitesse les gouvernants : « nous », fatigués de réclamer, de rouspéter, de *chiâler* sans cesse pour obtenir notre part au soleil ; « eux », fatigués de nous entendre réclamer, etc..., mais surtout empêchés ou retardés de pouvoir faire entre « eux » ce qu'ils feraient si « nous » n'étions pas là... Et c'est ainsi, pour employer un titre antérieur, que « nous » pourrions, peut-être un jour, nous « retrouver tous séparatistes » (chapitre VII d). Mais en attendant, en deçà des projections pessimistes (ou optimistes, tout dépendant du point de vue où on se place), il nous faut vivre les prochaines années, et, si possible, en plus grande conscience active qu'en bouillonnements qui gargouillent et donnent l'impression du mouvement.

Toute la question biculturelle, qui est *la question*, se ramène à savoir si ce continent-pays peut faire coexister, en leur double épanouissement, deux ethnies, comme la Suisse-miniature le fait pour trois. La différence n'est pas que de taille ou du nombre des ethnies. Elle est de voisinage, ou plutôt d'absence de voisinage. Tandis que les trois principales ethnies suisses peuvent, à leurs confins, s'accoter à une grande culture d'origine, « nous », nous avons l'Atlantique mugissante. Nous avons dérivé, seuls, assez longtemps. Notre sens de l'isolement est en train de s'élargir au sentiment d'appartenance. C'est pourquoi tout ce qui a rapport à la francophonie et à notre insertion active dans la *francité* ne peut être considéré comme un inoffensif dada de M. Jean-Marc Léger ou de quelques fonctionnaires des Affaires culturelles. Nous sommes à l'ère du réacté ; demain ce sera l'heure du Concorde.

* * *

Dans le Québec nous devons encore pendant quelque temps, vivre avec Johnson, au timon, et Lesage, qui le critiquera sans cesse, quant à la direction, aux manœuvres. C'est leur rôle. Ils se surveilleront en leur situation obligée d'ennemis complémentaires. Mais nous devons aussi les surveiller, tous les deux. En antiottawaïsme, Johnson

¹⁰³ Voir *Le CANADA-FRANÇAIS : Après deux siècles de patience...*, collection « L'Histoire immédiate », aux Éditions du Seuil, Paris, 1967. La crise canadienne dans son ensemble, et la part qu'y joue la poussée québécoise, est étudiée à divers niveaux et dans un cadre beaucoup plus vaste que ces notes rapides ne le permettent.

sera amené à vouloir rendre des points à Lesage. À cause de son passé, du caravansé-rail où il a été élevé, le premier est *à priori* plus rassurant sur ce plan que le second, qui nous a pourtant agréablement surpris. Mais justement, la tentation sera plus grande pour le nouveau premier ministre de donner dans l'antiottawaïsme pour nous *divertir*, au sens premier et non courant du mot. Quand il aura eu le temps de se retourner, nous l'attendrons avec ses politiques socio-économiques et culturelles (y compris l'éducation et la recherche, la première à lancer, la seconde à instituer : les deux d'urgence !)

Il n'était peut-être pas facile, mais naturel, que Lesage, en prenant le pouvoir, fasse une politique de gauche : il n'avait qu'à faire quelque chose ! Mais maintenant que quelque chose est fait, que beaucoup d'autres choses ronronnent ou ont recommencé à stagner, quel mouvement va se déclencher ? Circulaire, giratoire, linéaire : en avant ou en arrière ? Si Lesage se définissait assez correctement à l'échelle nord-américaine de « centre-gauche », Johnson était, au moins jusqu'au congrès de mars 1965, de « centre-droite ». Comment va-t-il, peut-il avec ses troupes, doubler la « gauche » pourtant très prudente de l'autre ? Encore une fois, il faut lui laisser « le temps de se retourner ». Mais pas trop longtemps ! Les questions qui s'accumulent vont peut-être le presser plus que nos impatiences.

La « trahison des élites », cette tarte à la crème de la conclusion de tant d'essais politiques, faisons-en l'économie au lecteur. Vous en connaissez, par le vaste monde, des « élites » qui ne trahissent point ? La montée nouvelle, quoique prévisible, des tant célébrés « corps intermédiaires » signifie peut-être l'émergence de nouvelles élites. L'important, c'est qu'en affirmant qu'elles regardent en avant, elles cessent d'être obsédées par l'arrière. Pour l'instant, c'est loin d'être clair. Avec les ballons d'essais sur la Chambre agricole, l'organisme qui devra succéder au C.O.E.Q. et, peut-être avant la fin des temps, au Conseil législatif, ainsi qu'au rôle nouvellement magnifié des corps intermédiaires, on a pu parler de la résurgence du « corporatisme ». C'est à voir de près, de très près, mais sans porter trop vite l'anathème sur ce nouvel « isme » dont les Semaines sociales ont cessé de nous parler depuis vingt ans. Le socialisme planificateur est le régime qui s'impose dans une société industrielle et technologique. D'accord, mais quel « socialisme » peut s'instaurer effectivement dans Terre-Québec ? Je ne cherche pas à soulever des objections, encore moins à donner des crocs-en-jambe à des amis qui, en toutes choses, ont le *doctrinal approach*. Il s'agit d'éclairer sa lanterne. De chercher, non pas le « pourquoi », ni tellement le « com-

ment », mais de connaître les étapes graduées des « quoi ». Or, tout ce qu'on peut lire ne répond pas à l'attente. Mais ce qu'on voit trop clairement, c'est que l'économie québécoise qui dépend de nous n'est qu'une brique dans le pan de mur de l'économie canadienne, lequel n'est qu'un pan de mur justement du gigantesque building de l'économie américaine. Et les journaux d'hier (le 23 décembre 1966) nous apprennent que le taux de croissance de l'économie québécoise, malgré l'Expo, sera en 1967 de 4,515 au lieu de 6,25 qu'il était en 1966, « en raison des facteurs qui compriment le dynamisme de l'ensemble de l'économie nord-américaine » ¹⁰⁴.

On n'en sortira donc jamais ! Certes non. D'une certaine façon, par secteurs, qui dépendent de nous, oui, mais qu'en partie. Ces dernières semaines, le député fédéral Jean Chrétien fait campagne pour démontrer que les agitations politiques du Québec des dernières années sont la cause du ralentissement des investissements au Québec par rapport à l'Ontario. Les statistiques comparatives des deux grandes provinces sont, depuis toujours, affligeantes pour nous. Ce n'est pas d'hier. Contre la froide éloquence des chiffres, on ne peut guère opposer que la contre-éloquence d'autres chiffres. Entre les praticiens satisfaits et non imaginatifs et les *doctrinaires* insatisfaits et qui se meuvent en partie dans l'imaginaire, combien nous serait-il utile d'avoir quelques *théoriciens* à « l'imagination créatrice » qui puissent démarquer le faisable, par secteurs et étapes, dans cette fatalité qui nous semble peut-être trop rigidifiée de l'économie nord-américaine - et où passent, pourtant, des contre-courants et des courants souterrains.

Ça, on le sait qu'ils existent ces courants et contre-courants. Et si la pensée nous venait d'en être un ? Il y a Ottawa qui aurait peut-être pu endiguer le courant global trop fort ; mais ces jours-ci justement, on annonce la retraite politique totale de M. Walter Gordon ¹⁰⁵. Quant à la planification « indicative » d'Ottawa... elle n'indique guère autre chose que l'absence de planification. Et fait, peut-être, la preuve par l'absurde qu'un continent-pays n'est « planifiable » qu'à la soviétique ? C'est à faire frémir ! Surtout dans l'État du Québec, où l'on a une telle pudeur des mots ! M. Bellemare disait à un groupe d'hommes d'affaires en décembre 1966 que l'époque des sociali-

¹⁰⁴ Selon Benoît Harvey, *Le Soleil*, le 23 décembre 1966.

¹⁰⁵ Quelques semaines plus tard, c'est le contraire qui se produira : M. Gordon rentrera, sans affectation particulière, dans le cabinet de M. Pearson ; et M. Sharp restera à son poste, qu'occupait antérieurement le premier... Il est des « transactions » qui nous échappent.

sations à 50% était terminée au Québec. Ne vivons-nous pas - par procuration - des munificences de la *free enterprise* ? En attendant, on continuera, avec notre sacrosainte pudeur des mots, de parler de « socialisation » et non de socialisme, de « corps intermédiaires » et non de groupes de pression, de « non-confessionnalité » et non de laïcité. Logomachie ou sémantique, en tout cas nous ne manquons pas de mots pour ne pas nous faire peur !

Pour la « Confédération » ou « l'État du Québec », pour le johnsonisme ou le le-sagisme, pour le mieux ou pour le pire (chacun y mettant ce qu'il voudra sous ces catégories), tout ce qu'on peut dire de certain, c'est que *rien n'est joué irréversiblement*. Tout est plutôt en équilibre instable. Du temps où, ce qui n'est pas de l'histoire ancienne, Saint-Laurent et Howe gouvernaient à Ottawa et que Duplessis régnait à Québec, c'était plus tranquille. On n'avait pas à s'occuper des fondements. Ce qu'il y a de rassurant dans les bouillonnements actuels, c'est que *tout ce qu'il y a d'essentiel ou presque est posé*. Les prochaines années seront passionnantes à vivre.

Pour un segment de la suite, le journal de demain matin,

Troisième partie

Et maintenant
l'écume des
bouillonnements
(1966-1971)

[Retour à la table des matières](#)

Troisième partie :
Et maintenant l'écume des bouillonnements (1966-1971).

Chapitre XI

Un cri au retentissement universel *

a) *Le « coup » du général*

[Retour à la table des matières](#)

Les résultats de sondages s'exprimant en termes mathématiques, on leur attribue volontiers cette tare des statistiques en général : « On peut leur faire dire ce que l'on veut ». D'autant plus aisément que certains de leurs résultats paraissent parfois contradictoires, ou, tout au moins, semblent manquer de cohérence. C'est le cas du récent sondage que vient de faire le Centre de Recherches sur l'Opinion publique (CROP) pour le compte du *Soleil*, du *Devoir*, du *Montreal Star* et de *Radio-Luxembourg*.

Cette série d'articles veut jeter un regard nouveau et critique, sur les résultats de ce sondage. L'éditorialiste du *Soleil* écrivait le 14 août que « les sociologues ne manqueront sans doute pas de se pencher sur les résultats du sondage d'opinion effectué à Montréal, Québec et Trois-Rivières, sur la visite du général de Gaulle dans notre pays, le mois dernier. » Pour sa part, M. Claude Ryan écrivait le même jour que « seule une interprétation plus poussée des résultats permettait de faire la lumière complète sur le nombre relativement élevé de répondants (environ 20%) qui considèrent que de

* Les textes constituant ce chapitre furent publiés dans *Le Soleil* de Québec les 26, 28, 29, 30 août 1967. Les sous-titres du chapitre correspondent aux titres des quatre articles.

Gaulle a voulu encourager le séparatisme. » Avec un brin de philosophie désabusée, l'éditorialiste du *Montreal Star* observait : « Combien peu ce pays connaît le Québec et, peut-être, combien peu le Québec se connaît lui-même. »

Une évidence éclatante ressort de ce sondage : l'immense popularité du général de Gaulle chez les citoyens des trois plus grandes villes du Québec. Mais l'interprétation non séparatiste du slogan « Vive le Québec libre ! » chez la majorité des interviewés étonna bien davantage. Et pour cause !

Les commentateurs du Canada anglais, de France et d'un peu partout dans le monde y virent au contraire une incitation claire à la sécession du Québec et, dans leur ensemble, désapprouvèrent l'initiative audacieuse d'un chef d'État étranger en visite dans un pays ami.

Concentrons-nous aujourd'hui sur ces deux phénomènes interreliés, réservant pour une seconde analyse l'appréciation du comportement de MM. Johnson, Lesage et Drapeau. Un troisième article examinera le jugement porté sur l'attitude des autorités fédérales et le refus du général-président de se rendre à Ottawa.

Les opinions que ce sondage quantifia sont désormais des données qui requièrent d'être interprétées et pondérées les unes par les autres. Pour y arriver plus sûrement il convient de grouper les questions selon leur parenté naturelle en bousculant l'ordre du questionnaire qui est d'une logique imprécise et peut-être, ou sûrement (?), voulue. Il est assez probable que les auteurs du questionnaire aient ménagé des recoupements et des contre-vérifications par des questions formulées à peine différemment à divers endroits du questionnaire. Ainsi les questions 1, 2 et 11 portent sur l'activité du président ; les questions 3, 4 et 17 font état des diverses interprétations données et à donner au désormais « Vive le Québec libre ! »

« De la grande visite ! ... »

La première question (... « s'il a bien fait de venir ? ») est la plus générale ; toutes les autres sont des reprises ou des composantes de cette interrogation globale. Autant que par son sens, elle est dominante par la forte majorité des réponses positives : 69.3% contre 16.4% de réponses négatives et 11.8%, d'indécis (ou, « ne sais pas »). C'est le plus fort pourcentage d'une réponse après celle qui détermine, à la question 3,

2), que 71.8% des interrogés ne croient pas que le « général a voulu dire que le Québec doit se séparer du Canada ». Ces deux réponses s'équilibrent ainsi en contradiction partielle et qu'apparente. L'illustrent d'autres réponses à des questions subséquentes.

Ce sont les Trifluviens qui furent, de loin, les plus favorables à la visite : 82.6%, contre les Québécois : 70.2% et les Montréalais : 65.7%. C'est encore à Trois-Rivières qu'on relève le plus faible nombre d'indécis : 6.5% deux fois moins qu'à Québec (13.7%) et qu'à Montréal

La deuxième question porte sur la fameuse *ingérence dans nos affaires internes* : « ... s'être mêlé des affaires qui ne regardent que le Québec et le Canada. » 58.7%, des interrogés ne le lui reprochent pas, dont 80.4% des Trifluviens, encore de loin en tête. Il y a toutefois une déperdition significative dans ce total de 58.7% en rapport aux chiffres de 69.3% et de 71.8%, des gens qui sont d'avis, respectivement, que le général « a bien fait de venir » et qu'il n'a pas « voulu dire que le Québec doit se séparer du Canada ». Car, il reste tout de même 31.9% des interviewés qui lui reprochent de ne s'être pas - comme on dit vulgairement - « mêlé de ses affaires » : reproche plus largement partagé à Montréal (36.2%) et à Québec (30.4%) qu'à Trois-Rivières (17.4%).

Pour les trois villes où s'est tenu le sondage, on observe qu'on est d'autant plus critique envers le général que l'agglomération est plus grande. Mais on n'a pas les moyens d'étendre l'observation à l'inverse : plus le centre urbain ou rural est petit, plus la sympathie envers de Gaulle serait manifeste ? Il se peut que Trois-Rivières, point d'arrêt central du Chemin du Roy, soit en outre, par sa taille démographique et sa configuration socio-politique, le point de crête des deux versants de la plus ou moins grande sympathie spontanée envers le général. Mais comme le sondage n'a pas « couvert » les villes de Sherbrooke et de Hull, de taille comparable ; ni celles de Joliette, Granby, Chicoutimi, Matane ou Rimouski ou Rivière-du-Loup (pour ne pas ranimer la querelle de l'ARDA !) ou d'autres villes plus petites ; ni les villages de Sainte-Rose du Dégelé, de Saint-Tite-des-Caps ou de Saint-Jacques de l'Achigan - c'est une question qu'on ne peut que soulever.

Omettons pour l'instant les questions 3 et 4, relatives au slogan incendiaire, pour retrouver la onzième question : « Depuis son voyage au Québec, la personne du général de Gaulle a-t-elle monté dans votre estime, diminué ou est-elle restée la même ? »

Il s'agissait, deux semaines après l'Affaire, de fournir un jugement global et affectif *d'estime sur la personne* du général davantage que sur son rôle et son langage durant cette visite. (Cette question, rappelons-le, est au onzième rang d'un questionnaire qui en comporte 17. Elle suit toutefois les questions sur le « Québec libre » dont nous allons considérer les réponses dans un instant, et les interrogations portant sur le comportement des chefs politiques canadiens ainsi que sur les conséquences politiques de la visite.) 57.3% des interviewés opinent que leur estime est restée « la même ». Un interviewé sur quatre (25.2% exactement) avoue que son estime pour le général a augmenté du fait de la visite, tandis qu'un sur neuf (12.1%) admet que cette estime est désormais diminuée.

Une fois de plus, l'indice de ferveur gaulliste est particulièrement élevé aux Trois-Rivières : les habitants de cette ville qui déclarent une estime accrue (43.5%) sont plus que deux fois plus nombreux que les Montréalais (20.8%) et presque deux fois plus que les Québécois (25.8%). Décidément, le Chemin du Roy, qui forme équerre aux Trois-Rivières, a permis une participation plus totale et intense de l'ensemble de cette population au défilé triomphal que les plus longs séjours du général dans la capitale et la métropole.

Vive le Québec libre !

C'est la quatrième question qui sollicite l'opinion des interviewés sur *l'opportunité* de la désormais célèbre exclamation. Elle aurait dû précéder la troisième qui rappelle trois « interprétations » de la *signification* du slogan ; et cette troisième question elle-même aurait dû n'en faire qu'une avec la dix-septième et dernière question qui évoque de soi-disant quatre « autres interprétations ». Nous verrons plus bas comment ces sept « interprétations » se répètent avec des modifications mineures, entraînant d'inévitables flottements chez les interrogés, d'autant que ces deux blocs de questions se situent, l'un, presque au début et, l'autre, à la toute fin du questionnaire.

À la quatrième question : « D'après vous, le général de Gaulle a-t-il bien fait ou mal fait de dire « Vive le Québec libre ! ? », presque la moitié des interrogés (48.9%) ont répondu dans l'affirmative (31.7% dans la négative et 16.9% sont restés dans l'indécision). Nous notons une nouvelle déperdition de 10% sur le nombre de ceux des interviewés qui ne reprochaient pas au général « de s'être mêlé des affaires qui ne

regardent que le Québec et le Canada » (question 2 : 58.7%). Ce dernier chiffre était lui-même une diminution identique du total des interviewes qui opinaient que le général avait « bien fait de venir » (69.3%).

Assez curieusement à cette question 4, ce ne sont pas les Trifluviens (50.0%) mais les Québécois (55.6% qui ont fait le plus grand nombre de réponses affirmatives, tandis que les Montréalais (avec 43.5%) continuent de contribuer à faire baisser la moyenne générale qui est, cette fois, de 49,9%. Le pourcentage de Trifluviens indécis (« ne sais pas ») est considérablement plus élevé, 32.6% à cette même question) que celui des Montréalais et des Québécois qui n'ont pas d'opinion à ce sujet (16.4% pour Montréal ; et un encore plus faible 13.1% pour Québec). Le fait est d'autant plus notable que le %, des indécis trifluviens était beaucoup plus bas en réponse aux deux premières questions, ainsi qu'aux questions 3 et 17 portant sur les significations du « Québec libre » (...) Pourquoi un Trifluvien sur trois s'est-il refusé à porter un jugement global sur l'opportunité de lancer le slogan tant controversé ?

* * *

Et nous arrivons au problème crucial majeur des diverses « interprétations » que « les journalistes et le public » ont données du slogan : « Vive le Québec libre ! » Problème majeur non pas seulement pour l'analyste mais sans doute aussi pour les interviewés de façon plus ou moins consciente et, mais encore de façon très certainement consciente, pour les auteurs du questionnaire !

Pour une plus exacte fidélité, reproduisons intégralement avec leurs résultats ces questions 3 et 17 :

3e question

Lorsque le général de Gaulle a prononcé « Vive le Québec libre ! », les journalistes et le public ont interprété ses paroles de plusieurs façons. Je vais vous lire certaines interprétations, vous me direz si vous êtes d'accord ou pas avec chacune.

1) Le général a voulu dire que le Québec est de fait libre et qu'il se réjouissait qu'il en soit ainsi.

	Montréal	Québec	Trois-Riv.	Total
D'accord	45.9%	55.9%	54.3%	50.7%
Pas d'accord	31.9%	38.5%	34.8%	34.8%
N.S.P.	22.2	3.7	10.9	13.8
P.R.	0.0	1.9	0.0	0.7

2) Le général a voulu dire que le Québec doit se séparer du Canada.

	Montréal	Québec	Trois-Riv.	Total
D'accord	18.4%	16.4%	13.0%	17.0%
Pas d'accord	65.2	79.9	73.9	71.8
N.S.P.	16.4	3.1	13.0	10.9
P.R.	0.0	0.6	0.0	0.2

3) Le général a voulu dire que le Québec n'est pas libre économiquement et qu'il doit se libérer de l'emprise américaine. (Les auteurs du sondage tiennent à préciser que la question étant double les réponses sont sujettes à caution.)

	Montréal	Québec	Trois-Riv.	Total
D'accord	33.3 %	42.5%	37.0%	37.3%
Pas d'accord	40.6	35.6	37.0	38.3
N.S.P.	26.1	12.5	21.7	20.3
P.R.	0.0	9.4	4.3	4.1

(Les sigles N.S.P. et P.R. signifient respectivement : « Ne sais pas » et « Pas de réponse »)

17e question

Une dernière question au sujet de « Vive le Québec libre ! ». Voici encore d'autres interprétations, êtes-vous d'accord avec chacune.

1) Que le Québec est, de fait, libre, mais il doit essayer de le devenir davantage à sa façon, tout en restant au sein du Canada.

	Montréal	Québec	Trois-Riv.	Total
D'accord	62.8%	70.2%	73.9%	66.9%
Pas d'accord	21.7	18.6	8.7	19.1
N.S.P.	13.5	5.6	15.2	10.1
P.R.	1.9	5.6	2.2	3.4

2) Que le Québec est, de fait, libre, mais il doit essayer de le devenir davantage à sa façon, en se séparant du Canada si nécessaire.

	Montréal	Québec	Trois-Riv.	Total
D'accord	20.8%	18.6%	30.4%	21.0%
Pas d'accord	62.8	72.0	50.0	65.0
N.S.P.	14.5	5.0	17.4	11.1
P.R.	1.9	4.3	2.2	2.9

3) Que le Québec n'est pas libre de fait et qu'il doit s'efforcer de le devenir à sa façon, sans toutefois se séparer du Canada.

	Montréal	Québec	Trois-Riv.	Total
D'accord	46.9%	57.8%	43.5%	50.7%
Pas d'accord	31.9	29.2	39.1	31.6
N.S.P.	19.3	8.1	15.2	14.5

4) Que le Québec n'est pas libre de fait et qu'il doit s'efforcer de le devenir à sa façon, en se séparant du Canada si nécessaire.

	Montréal	Québec	Trois-Riv.	Total
D'accord	21.3%	19.3%	23.9%	20.8%
Pas d'accord	56.5	67.1	58.7	60.9
N.S.P.	19.3	9.9	13.0	15.0
P.R.	2.9	3.7	4.3	3.4

Considérons d'abord la mise en ordre de ces questions et sous-questions en ne tenant pas compte pour l'instant des réponses. La dix-septième question est une subdivision de la troisième qui contient, en outre, une option que ne reproduit pas la dernière question du questionnaire. À cette troisième option de la troisième question : « Le général a voulu dire que le Québec n'est pas libre économiquement et qu'il doit se libérer de l'empire américain », *Le Devoir* (et non *Le Soleil* ni le *Montreal Star*) ajoute entre parenthèses la précision suivante : « Les auteurs du sondage tiennent à préciser que la question étant double les réponses sont sujettes à caution ». Cette remarque étonne : la question, telle que formulée, n'est pas plus « double » que les deux précédentes. Au lieu de l'insertion dans le grand tout canadien, il s'agit de la domination économique de « l'empire américain » : on demande, à cette troisième sous-question, si « le général a voulu dire que le Québec... doit se libérer de l'empire américain », comme, à la précédente, si « le général a voulu dire que le Québec doit se séparer du Canada ». D'une part, en 3, 2), une affirmation *implicite* : si « le général a

voulu dire que le Québec doit se séparer du Canada », c'est qu'il estime qu'il n'est pas « libre ». D'autre part, en 3, 3), une affirmation *explicite* : « Le général a voulu dire que le Canada n'est pas libre économiquement... » Ces deux affirmations implicite et explicite posées, les sous-questions portent sur une rupture : une « séparation », non autrement qualifiée, i.e. totale et politique au premier chef du Canada ; une « libération » seulement économique de « l'empire américain ».

Il est possible que la remarque des responsables du questionnaire provienne de la conscience qu'ils aient eue que cette troisième sous-question, en faisant intervenir le troisième terme des États-Unis, établissait un dénivellement d'avec les deux autres sous-questions ne mettant en cause que les entités Québec et Canada et leur actuelle dialectique de crise. Ou encore que la libération économique du Québec de « l'empire américain » peut se concevoir entre ces deux entités (économies québécoise et américaine) mais par, contre, ou en marge de, l'entité politico-économique du Canada : ce qui serait deux autres formes de dualité de la question sur laquelle on attire l'attention.

On ne sait trop. On ignore en quoi exactement, selon la mise en garde, les réponses à cette sous-question sont « sujettes à caution ». Quoi qu'il en soit, « sujettes à caution » ou non, et si oui pour quelque raison que ce soit, les réponses à cette sous-question sont intéressantes. L'anti-américanisme stratégique du général étant aussi bien connu des Québécois que la domination américaine de leur économie, il est notable d'enregistrer une presque exacte équivalence des « d'accord » (37.3%) et des « pas d'accord » (38.3%) : un interviewé sur deux qui a répondu à la question l'a entendue dans le sens que le « Québec libre » du général visait l'émancipation économique de « l'empire américain ».

* * *

La question 17 reprend, en embranchements, les affirmations implicite et explicite des deux premières sous-questions de la question 3. Les sous-questions 17, 1) et 17, 2) correspondent à la sous-question 3, 1) puisqu'elles reposent sur l'affirmation que, selon le général, le Québec est *de fait libre*. De même, les sous-questions 17, 3) et 17, 4) réfèrent à la sous-question 3, 2), impliquant toutes que le général est d'avis que le Québec n'est *pas libre de fait*. Au lieu de la simplicité des deux propositions : *Québec libre, pas de séparation* ; *Québec non libre, séparation*, la question 17 relativise la

notion de liberté en entrecroisant les degrés de liberté avec l'opportunité d'une séparation.

Dans l'hypothèse où le général, estimant que *le Québec est, de fait, libre*, a-t-il voulu dire 1°, qu' « il doit essayer de le devenir davantage à sa façon, tout *en restant au sein du Canada* », ou 2°, qu' « il doit essayer de le devenir davantage à sa façon, *en se séparant du Canada si nécessaire* » ? De soi, la liberté est une notion toute relative : personne, ni aucune collectivité humaine n'est complètement « libre », ou entièrement « pas libre ». Mais il ne s'agit pas ici de considérations ou postulats psychomoraux, mais bien de *statut politique*. Le Québec peut être libre, *en tant qu'État fédéré* à l'intérieur d'un ensemble fédératif, et « essayer de le devenir davantage à sa façon, tout en restant au sein du Canada » (17, 1). Mais en bonne logique, on conçoit plus difficilement que s'il s'estime libre *en tant qu'État fédéré*, « il doit essayer de le devenir davantage à sa façon, en se séparant de cet ensemble fédératif si nécessaire » - puisque la *nécessité* de se séparer serait la preuve qu'il ne se sent pas libre, du moins pas suffisamment.

La logique pure est aussi prise en défaut dans les deux dernières sous-questions pour les mêmes raisons mais inversées. Faut-il en faire un grief grave aux auteurs du questionnaire ? Ce n'est certes pas pour une unique raison d'équilibration qu'on a introduit à la toute fin du questionnaire ce quatuor (« quarteron », dirait le général ?) de sous-questions. L'intention était manifeste de pondérer ou nuancer la trop grande simplification des questions 3, 1) et 3, 2). D'où cet ajouté, peut-être *in extremis* de cette dernière question, après quatorze autres questions portant sur d'autres sujets ? Il pouvait être utile de savoir, à travers une exégèse de la pensée du général, comment les citoyens du Québec *relativisent* le sens de leur liberté collective. D'où l'insertion des formules relativisantes : dans l'hypothèse d'une perception « que le Québec est de fait libre... essayer de le *devenir davantage à sa façon* » soit « en restant au sein du Canada », soit « en se séparant du Canada *si nécessaire* » ; dans l'hypothèse contraire, « ... s'efforcer de le *devenir à sa façon* » soit « sans toutefois se séparer du Canada *si nécessaire*. » La dialectique de Mackenzie King a fait école (« Pas nécessairement la conscription, mais la conscription si nécessaire ») !

Imaginons la perplexité de l'interviewé(e), au terme d'un long questionnaire téléphonique, à qui l'on pose les questions

Le général a voulu dire :

17, 2) Que le Québec est, de fait, libre, mais il doit essayer de le devenir davantage à sa façon, en se séparant du Canada si nécessaire.

et :

17, 3) Que le Québec n'est pas libre de fait et qu'il doit s'efforcer de le devenir à sa façon, sans toutefois se séparer du Canada.

Seules les personnes qui ont répondu que le Québec était libre à la question 3, 1) ont dû se trouver à l'aise devant la question 17, 1) ; de même les interviewés qui ont opté carrément pour la séparation à la question 3, 2) n'ont pas dû hésiter à émettre la même prise de position devant la question 17, 4), d'autant que la clause de nécessité (« ... si nécessaire ») était susceptible d'enlever les réticences possibles au sujet de la troisième question. Mais, devant l'entre-deux des questions 17, 2) et 17, 3), comment n'être pas quelque peu perplexe ? Il ne nous semble pas que les auteurs du questionnaire aient voulu faire une « question-piège », mais *complexifier* utilement les réponses données à la quatrième question, trop abrupte et forcément simplificatrice.

Ne pas oublier toujours qu'*il ne s'agissait pas de « sonder » les opinions ou déterminations des interrogés eux-mêmes, mais de l'interprétation* qu'ils donnaient au slogan brandi par le général : « Vive le Québec libre ! » La précaution, toutefois, n'a qu'une valeur prudentielle : la personnalité du général, les circonstances et l'ambiance de la visite, tout cela incitait à des interprétations pour le moins très subjectives chez les personnes interrogées. Mais on ne saurait faire non plus abstraction des dispositions subjectives pour disqualifier cet indicateur, second et partiel si l'on veut, des opinions séparatistes ou « crypto-séparatistes » des interrogés.

Aussi, inévitablement, les réponses aux questions 3 et 17, donnent-elles une certaine mesure d'ambiguïté objective et de perplexité subjective en rapport au problème fondamental ainsi posé. À trois reprises différentes se dégagent de fortes majorités au sujet de l'interprétation que le général *n'a pas voulu prôner la séparation du Québec*, 71.8%, selon la question 3, 2) mentionnée plus haut ; 65.0%, question 17, 2) ; 60.9%, question 17, 4). La diminution du pourcentage dans ces dernières questions peut être attribuable à l'insertion de l'impératif « ... si nécessaire ». Les interprétations pro-séparatistes du slogan suivent une progression inverse pour les mêmes raisons : 17.0%, 21.0%, 20.8%. La stabilité des interprétations pro-séparatistes serait remarquable si, à ces trois chiffres, on pouvait ajouter le pourcentage d'opinions dans le même sens émises à la question 17, 3) à celui de la question 17, 1), qui est de 19.1%.

Mais non, à cette question 17, 3), le pourcentage d'interprétations qui pourraient être favorables à la séparation - bien sûr hypothèse rejetée, mais comme « le Québec n'est pas libre de fait »... - se gonfle tout à coup à 31.6% ; et, inversement, on n'obtient en sens contraire qu'un faible 50,7%, contrastant avec les plus fortes majorités des réponses aux trois autres sous-questions.

C'est un résultat hors tendance, sinon aberrant. Regardons-y de près. On observe d'abord que c'est le seul résultat qui ne fasse pas état des « pas de réponse », parmi ceux qui devaient comporter cette mention. Oubli volontaire ou non, erreur de transcription, peu importe, puisqu'on peut aisément compléter le tableau en soustrayant du total de 100 la somme des trois catégories de réponses. On aboutit alors au résultat suivant : Pas de réponse : Montréal, 1,9% ; Québec, 4,9% ; Trois-Rivières, 2,2% pour un total de 3,2%. Rien là-dedans d'insolite, au contraire : si perplexité il y eut, elle ne se manifesta pas par un fort indice d'abstentions. On ne saurait trouver non plus la clé de l'explication dans la proportion de ceux qui « ne savent pas » dont la moyenne est comparable à celle de toutes les autres réponses du questionnaire.

Il faut chercher l'explication dans le formulé de la question lui-même : c'est l'ensemble de la question du révisionnisme constitutionnel et du réaménagement biculturel sur le vieux fond du nationalisme québécois qui semble être en cause ici avec toute sa charge d'ambiguïté affective. Car, comment « si le Québec n'est pas libre de fait et qu'il doit s'efforcer de le devenir à sa façon » en excluant le recours à la séparation, évoquer autre chose que le marais culturo-constitutionnel de notre Canada centenaire ? Venant tout de suite après une autre question dont la logique n'est pas sans faille (« Québec, de fait, libre, mais (qui) doit essayer de le devenir davantage en se séparant du Canada »), il n'en fallait pas plus pour que l'interviewé(e) s'affole un moment, perde pied...

À la claire et non contradictoire toute dernière question, les interrogés ont semblé reprendre leur équilibre. La déperdition du 66,9% à la question 17, 1) au 50,7% de la question 17, 3) serait la mesure des perceptions ou opinions confuses d'un Québec plus ou moins libre et ne peut être l'indicateur de la perplexité sur les solutions, puisqu'une seule est proposée : d'abord, en une forme positive, « tout en restant au sein du Canada » ; puis, en une forme négative et restrictive, « sans toutefois se séparer du Canada. » Il était presque fatal que l'entrecroisement *Québec libre et pas libre* (sans formulation de nuance intermédiaire) avec la *non séparation* et la *séparation* (catégories, de leur nature, absolues) aboutisse quelque part à un résultat de ce genre.

Enfin, le nombre de ceux qui estimaient que le général croyait le Québec libre à la question 3, 1) (50.7%) se gonfle, aux questions 17, 1) et 2), jusqu'à 66.9% et 65.0%. L'explication en semble simple : à la troisième question, l'interrogation était assortie d'une interprétation de satisfaction chez le général : « Le général a voulu dire que le Québec est de fait libre et qu'il se réjouissait qu'il en soit ainsi », tandis qu'à la dix-septième, il n'y a aucun *satisfecit* présumé, mais au contraire l'incitation à marquer des progrès : « ... le devenir (libre) davantage... », même « en se séparant du Canada si nécessaire. »

* * *

Au total, rien ne permet de confirmer ni d'infirmer de façon sûre que, par cette voie indirecte de *l'interprétation* de la pensée générale, l'opinion séparatiste aurait doublée, passant de quelque 10% à l'élection de juin 66 à une moyenne oscillant à 20% lors du sondage. Mais, à plusieurs signes perceptibles hors des données de ce relevé d'opinion, on peut présumer que la visite du général avec son climax du « Vive le Québec libre ! » a raffermi le courant séparatiste et servi de catalyseur à une frange d'opinions diffuses et informulées, en état de disponibilité à l'option séparatiste.

La mesure exacte de ce glissement, de son caractère durable ou purement épisodique, un nouveau sondage pourrait le révéler. Pour être sûr, il faudrait que le questionnaire suive un ordre rigoureusement logique par des questions qui n'iraient se complexifiant que par degrés immédiats, sans dénivèlement des interrogations ni ambivalence de leur sens, évitant les recoupements par trop forts hiatus entre les questions portant sur le même objet. D'ailleurs, le moment où se tiendrait ce sondage permettrait d'éviter les entrecroisements équivoques d'une interprétation à faire d'un slogan en soi clair, mais à portée ambiguë dans le large contexte d'une visite triomphale aux péripéties multiples et qui s'est, tout au long, déroulée dans une ambiance survoltée d'apothéose.

b) Le « show » de Québec

[Retour à la table des matières](#)

À la réputation nullement surfaite des dirigeants de l'Union nationale de savoir gagner des élections (à la marge, et même en deçà de la marge : voir les résultats du 5 juin 1966), il faut ajouter leur maestria à monter une mise en scène de grand style pour les réceptions officielles. Bien sûr, avec la distribution unique d'une telle super-vedette, c'était gagné d'avance. (N'évoquons pas, par contraste que tout le monde faisait, la navrante - pour elle plus que pour le symbole qu'elle représente - visite d'Elizabeth... que ces messieurs d'Ottawa ont cru devoir lui imposer.) Nous en avons eu plein les yeux et les oreilles pendant ces journées avec d'intenses moments dramatiques : la scène du discours de l'hôtel de Ville de Montréal, avec le lancement inattendu, quoique prévisible comme la note finale d'un *crescendo* haletant, du slogan explosif ; le dîner d'adieu à Montréal et les expressions physiologiques, disons, « diverses » que le général ne parvenait pas à « rentrer » mais que l'œil de la caméra nous reflétait avec quelque impudeur pendant le discours du maire Drapeau, puis la maîtresse réponse du général avec ses phrases-choc sur « le fond des choses » et « tout ce qui grouille, grenouille, scribouille ». (Depuis l'affrontement entre René Lévesque et Irénée Lapierre lors du dernier congrès de la F.L.Q., on ne croyait pas que notre télévision pourrait encore nous produire d'aussi intenses pièces dramatiques... sans scénario !)

La visite du président de Gaulle devenait une reprise, infiniment amplifiée à l'âge de l'électronique du voyage de *La Capricieuse*, cent douze ans plus tôt, avec le reliquat des feux de joie sur les rives du Saint-Laurent au passage du « Colbert » pour ne pas évoquer les tour Eiffel et Arc de Triomphe et, par dessus tout, le défilé triomphal sur notre voie appienne du Chemin du Roy ! Le cœur des riverains y était, comme les chœurs du RIN ! Mais ce sont Monsieur Masse et ses assistants qui ont orchestré tout cela pour permettre le dégagement des spontanés et frémissements populaires (vous savez, toujours cette vieille fibre française de notre population, qui a si peu d'occasions de vibrer !). Tous les éléments y étaient pour un déploiement aussi gigantesque que sincère. Les plus grandes espérances se virent dépassées comme le furent, en co-

rollaire, les plus vives méfiances qui n'avaient guère osé s'avouer par avance. Ce fut un grand « show », même à l'échelle gaullienne. C'est tout dire.

On n'a pas fait trop de frais !

Les enquêteurs de CROP ont posé la question : « Croyez-vous que le gouvernement du Québec a donné une trop grande réception au général de Gaulle, lui a donné la réception qu'il fallait, ou qu'il n'a pas donné une assez grande réception ? »

Des réponses fortement majoritaires (62.5%) estimaient qu'on avait fait au général « la réception qu'il fallait ». On relève une faible réticence des Québécois dont 32.9% furent d'avis qu'on lui avait fait une « trop grande réception » tandis que ce jugement n'était porté que par 23.3% des Montréalais : indice mineur de la séculaire « envie » entre la vieille capitale et la grande métropole ? Ce chiffre global de 62.5% n'a pas, en outre de sa signification propre, de rapport direct à aucune autre donnée du sondage. À la rigueur, on pourrait le confronter avec le chiffre de 69.3% des interviewés qui répondirent à la première question que le général avait « bien fait de venir » : quelques-uns d'entre eux auraient trouvé qu'on avait fait trop de frais, même pour un personnage aussi prestigieux. Les réponses à cette question ont toutefois un rapport indirect au rôle de ceux qui ont organisé la visite, tout au moins pour la partie de celle-ci qui fut complétée (...)

Daniel entre les deux Jean

Ici, il faut examiner les réponses aux très curieuses questions 7 et 8. C'est, après la signification non majoritairement séparatiste du slogan « Vive le Québec libre ! », la plus grande surprise du résultat du sondage. Avant de passer aux résultats, considérons d'abord le libellé des deux questions :

7e question :

Daniel Johnson, Jean Lesage et Jean Drapeau ont dit ce qu'ils pensaient sur de Gaulle et sur les résultats de son voyage. Pourriez-vous nous dire lequel de ces trois hommes pense le plus comme vous :

8e question :

Pourriez-vous nous dire lequel de ces trois hommes pense le moins comme vous :

Deux remarques s'imposent d'emblée : la dernière question semble n'être que la soustraction de la précédente : « ... pense le plus..., pense le moins comme vous ». À cet égard, la huitième question serait tout à fait superflue ; mais pourquoi les auteurs du sondage l'ont-ils insérée dans le questionnaire ? Ce ne serait pas par simple brièveté qu'ils n'ont pas répété dans la dernière question : « ... ont dit ce qu'ils pensaient sur de Gaulle et les résultats de son voyage. » Mais si elle avait été conçue comme question de simple recouplement sur l'opinion des interrogés au sujet du comportement général des trois hommes en dehors de l'Affaire qui justifiait l'enquête, elle aurait été mieux formulée en donnant cette précision. Encore que la cohérence n'eut pas été sans faille puisqu'on ne peut comparer que des comparables : si le maire de Montréal est de stature provinciale depuis au moins aussi longtemps que M. Lesage et beaucoup plus longtemps que M. Johnson, il n'est pas, jusqu'à nouvel ordre, un homme politique québécois ou... fédéral ! Mais comme les trois hommes se sont trouvés, chacun à sa façon, à prendre parti dans l'Affaire, on est renvoyé à cette seule signification de la question.

L'autre remarque porte sur l'introduction de préférences ou refus pour d'autres hommes politiques dans les réponses et non dans les questions. La catégorie « autre » à la question septième comprend 2.2% des opinions favorables à des hommes politiques non mentionnés (dont un étonnant 4.3% à Trois-Rivières). La même catégorie pour les opinions défavorables à la question suivante atteint un résultat deux fois plus fort, 4.8% (dont un étonnant 6.2%, cette fois-ci à Québec et non pas à Trois-Rivières dont les citoyens consultés se sont docilement tenus à la triple option). Si minimes que soient ces pourcentages, ils prennent une importance particulière du fait qu'on ait indiqué une approbation ou une répulsion pour d'autres hommes politiques que ceux

au sujet desquels on sollicitait expressément des opinions. On aurait aimé savoir quels autres hommes politiques ont déclenché des réflexes suffisamment forts pour que les interrogés les mentionnent alors qu'ils étaient exclus de la question. Si M. Pearson est mis en cause par l'attitude du gouvernement fédéral (voir plus bas : La « gaffe » d'Ottawa), MM. Diefenbaker, Douglas, Caouette, Marchand, Masse, Lévesque, Bour-gault, Aquin, etc... ont aussi pris parti dans l'Affaire.

Avant d'examiner les résultats des opinions favorables ou défavorables au trio, il faut rappeler que ces deux questions ont suscité, de loin, le plus grand nombre de non réponses. (« Ne sais pas ») : 28.0% et 37.9%. Ce 10% d'augmentation de non-réponses peut être l'indice d'une perplexité croissante devant cette huitième question, estimée probablement superflue - « le moins » étant la soustraction du « plus » d'un total. Ou encore, plus significativement, les antipathies des citoyens seraient moins aisément formulables que leurs préférences - ce qui contredirait ce que pense généralement « un vain peuple », y compris les sociologues politiques, selon lesquels « on vote davantage *contre* que *pour* ».

* * *

C'est Monsieur Drapeau qui sort grand vainqueur de cette confrontation à trois. (À cause, d'une part, du grand nombre d'interviewés qui ne se sont pas prononcés et, de l'autre, que les choix étaient mutuellement exclusifs, les pourcentages de préférence sont naturellement faibles, absolument. Mais ils gardent toute leur validité, relativement.) 41.8% des opinions émises sont favorables au maire de Montréal, contre 22.5% au premier ministre du Québec et seulement 4.6% au chef de l'opposition. Pour la question-verso, « lequel des trois hommes politiques pense *le moins* comme vous », on aboutit naturellement à des proportions inverses, relativement identiques, compte tenu du plus fort pourcentage de « non-réponses » dans la huitième question qu'on vient de signaler : M. Drapeau, 3.6% ; M. Johnson, 19.1% M. Lesage, 32.9%. Ces résultats n'ont pas fini d'étonner !

Essayons quand même d'y voir un peu plus clair. D'abord en n'oubliant pas qu'il s'agissait d'une consultation portant sur l'attitude des trois hommes au sujet de l'Affaire et non pas sur l'ensemble de leur politique et de leur popularité au moment du sondage. Les trois intéressés eux-mêmes n'interprétaient certes pas ces chiffres de façon absolue : M. Drapeau s'estimant deux fois plus « populaire » que M. Johnson, qui se

verrait lui-même quatre fois plus « populaire » que M. Lesage ! Tout doit être rapporté au grand protagoniste de l'Affaire. Mais justement, M. Johnson, non pas seul mais principal instigateur de la visite, hôte de presque tous les instants et parlant très souvent, aurait dû bénéficier, par ricochet, de la cote d'amour dont jouissait le prestigieux visiteur. Si ce « bénéfice » semble lui avoir été massivement octroyé aux dépens de M. Lesage, M. Drapeau, par un seul discours, en recueillit le double. Pourquoi ?

Les résultats du sondage ne nous permettent que de conjecturer. Je soumetts une série de propositions qui s'enchaînent sans pouvoir faire plus qu'affirmer - sans preuves - leur caractère de plausibilité et certaine logique, au moins apparente, de leur enchaînement :

1. MM. Johnson et Lesage sont deux chefs politiques québécois dont la « clientèle » fixe et les adhérents occasionnels constituent, en deux blocs plus ou moins friables, 90% du corps électoral québécois.

2. Dès qu'une opinion est sollicitée à leur endroit, ils éveillent des réflexes d'opposition ou d'adhésion dans leur clientèle fixe et des approbations ou réticences, toutes deux raisonnées et conditionnelles, dans la frange mobile de l'opinion flottante et discriminatoire.

3. En l'occurrence, l'Affaire ou l'événement transcendait ces lignes de clivage.

4. M. Johnson approuvait inconditionnellement tout ce que le général avait dit ou fait, recevait, en contrepartie l'approbation des citoyens qui estimaient majoritairement que le général avait « bien fait de venir » (66,9%) et qu'il avait aussi « bien fait de dire 'Vive le Québec libre' » (48,9% : question 4, que nous examinerons plus loin), etc...

5. Sur l'« impopularité » manifeste de M. Lesage, deux hypothèses pourraient être vérifiées. Bien qu'elles ne soient pas mutuellement exclusives, elles doivent être séparées pour en déterminer la dominante :

a) En donnant l'impression de se solidariser avec la déclaration du gouvernement fédéral, il recevait la désapprobation de tous ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral avait répondu « durement » (58,9%) et même « trop durement » (50,5%) « aux propos du général » (questions 4 et 5 voir le sous-titre suivant).

b) Bien qu'il n'ait attaqué nommément et frontalement que le gouvernement Johnson pour avoir mal informé le général, il se trouvait à lui porter atteinte - la croyance populaire étant que le général ne pouvait être que bien informé, ou même qu'il est quelqu'un qui n'a pas à être informé, d'autant que son information lui avait permis, d'emblée, « d'aller au fond des choses ».

Je crois à la valeur dominante de cette dernière hypothèse, à cause du contexte général de l'Affaire. L'autre hypothèse me semble n'avoir qu'une validité *seconde*, mais non secondaire, venant renforcer celle-ci. (À quoi, il faudrait ajouter que, depuis un an, M. Lesage est d'autant moins maître dans sa maison qu'il tente de l'être, entraînant un processus d'érosion dans son parti dont quelques démissions ne sont que les signes les plus éclatants : mais ceci, qui « est une autre histoire », déborde notre propos actuel.)

6. M. Drapeau, lui, n'a pas à subir les handicaps structurels et épisodiques d'un chef de parti, signalés aux propositions 1 et 2. Comme maire de Montréal (sa cote de préférence y est de 46.4% contre 37.3% et 37.0% à Québec et Trois-Rivières respectivement), comme symbole vedette de l'Expo et constructeur du métro, il est au-dessus de la mêlée électorale québécoise - se contentant d'être plébiscité dans la métropole.

7. En une circonstance-« choc », il a à prononcer les dernières paroles. Il fait un discours ambivalent, « deux discours », commente Claude Ryan, et « chaque société (des Canadas anglais et français) a pigé, dans le tout, la partie qui lui plaisait » (*Le Devoir*, le 14 août 1967).

8. Cette même ambivalence, on la retrouve également dans les résultats du sondage : d'une part, « Vive le Québec libre » mais qui, d'autre part, ne veut pas dire un Québec séparé du Canada. La mythologie gaulliste, qui a dépassé et parfois transcendé des contradictions réelles ou apparentes, Jean Drapeau, ce midi-là du banquet de la ville de Montréal, l'a pour ainsi dire assumée, à sa façon et à l'échelle locale. Bien que selon un autre ordre de grandeur, lui aussi n'aura été qu'un homme des circonstances qu'il n'avait pas choisies, mais qu'il aura tantôt forcées, tantôt refrénées, ne se satisfaisant pas d'être seulement porté par elles

c) La « gaffe » d'Ottawa

[Retour à la table des matières](#)

Les résultats du sondage de CROP révèlent chez les interviewés une forte désapprobation de l'attitude du gouvernement fédéral en déclarant « inacceptables » les propos du président de Gaulle lors de sa tournée québécoise. À cause de cela, les opinions sont assez généralement partagées sur l'opportunité de la décision de l'illustre visiteur de ne pas compléter sa visite. Enfin, une majorité assez étonnante estime que cette tournée fulgurante n'a rien changé aux rapports du Québec avec le reste du Canada, ou qu'elle les a au contraire « améliorés ».

Ces deux derniers ordres de données présentent un caractère à première vue paradoxal, mais s'inscrivent toutefois, en cohérence, dans l'économie générale des résultats. Aussi, convient-il de ne pas oublier les points acquis relevés dans nos deux analyses précédentes, nous contentant aujourd'hui de n'y faire que des références rapides.

*Un manque de « courtoisie internationale »
... bilatérale*

La majorité des interviewés n'ayant pas reproché au général « de s'être mêlé des affaires qui ne regardent que le Québec et le Canada » (58.7% à la question 2), il était naturel qu'une proportion identique (58.9% à la question 5) ait trouvé que le gouvernement fédéral avait « répondu durement » à ses propos. Presque trois fois moins de réponses (21.3%) expriment un avis contraire, tandis que l'indice de perplexité (« Ne sais pas ») est à peu près égal (19.6%). Ainsi donc, seulement un interrogé sur cinq affirme se solidariser avec la déclaration d'Ottawa sur le caractère « inacceptable » des déclarations du général de Gaulle.

La question suivante (6) visait à faire nuancer le jugement des interviewés sur la « dureté » de la prise de position d'Ottawa : « Le gouvernement fédéral a-t-il répondu comme il le fallait, trop durement ou pas assez durement aux propos du général de Gaulle ? » Si, à la question précédente, 21.31% des interrogés opinaient que le gou-

vernement fédéral n'avait pas répondu durement, moins du quart d'entre eux (5.1%) était d'avis que cette réponse n'avait pas été assez dure. Parmi ceux qui avaient trouvé cette réponse « dure » (58.9%), le plus grand nombre a trouvé que cette déclaration était « trop dure » (50.5%). Cette réduction doit être entendue en tenant compte de l'insertion, dans la sixième question, d'une catégorie intermédiaire que ne comprenait pas la question précédente, ne laissant que deux options par « oui » ou « non ». À la question sur la « trop grande » ou « pas assez grande dureté » de la réaction des autorités fédérales, les interviewés se voyaient devant une triple option et la catégorie « comme il le fallait » se présentait même au premier rang. Elle rallia 22% des opinions : ce pourcentage est naturellement égal à celui des opinions sur la non dureté de la déclaration fédérale à la question précédente (21.3%). Ce rapprochement montre donc des résultats d'une parfaite symétrie. D'une question à l'autre, il faut abstraire les nombres de ceux qui « ne savent pas », qui étant, eux aussi, d'une remarquable stabilité ne modifient pas les rapports des opinions négatives et affirmatives : 19.6% à la question 5 et 20.5 » à la suivante.

Il faut sauter une demi-douzaine de questions pour retrouver celle dont l'objet l'enchaîne naturellement aux deux interrogations dont nous venons de considérer les résultats : autre cas où l'ordre du questionnaire apparaît, du point de vue logique, défectueux. Ce n'est qu'à la douzième question qu'on demande : « À votre avis, le général de Gaulle aurait-il dû aller à Ottawa ? » Ici, l'approbation donnée à la conduite du général est beaucoup moins importante qu'aux autres endroits du questionnaire. La perplexité des interrogés ne se mesure pas au faible nombre de ceux qui n'ont pas osé émettre une opinion (11,8%). Les opinions exprimées se partagent en deux camps sensiblement égaux, avec une relativement faible majorité de ceux qui approuvèrent le refus du général de ne pas poursuivre sa visite jusqu'à Ottawa : 47.31% contre 40.3%. Près de 90% des questionnés se sont tout de même prononcés.

On présume naturellement que ces 47.3% qui ont approuvé le refus du général de franchir l'Outaouais se retrouvent dans les plus fortes proportions de ceux qui avaient déclaré que le général avait « bien fait de venir » (69.3%), qui ne lui reprochaient pas de « s'être mêlé des affaires qui ne regardent que le Québec et le Canada » (58.7%), qui l'approuvaient enfin d'avoir dit « Vive le Québec libre ! » (48.9%), d'autant qu'on ne donnait généralement pas une interprétation séparatiste au fameux slogan dans une proportion écrasante de 71.8% ! Ces 47.3% d'interviewés se fondent moins naturellement dans le groupe de ceux qui avaient trouvé que le gouvernement fédéral avait, à

l'égard du général, réagi « durement » (58.9%), même « trop durement » (50.5%), et qu'il n'avait donc pas à rendre visite à ses « offenseurs ».

* * *

Le point qui eut été le plus intéressant à élucider, c'est l'interprétation des gens qui concluent, dans la forte proportion de 40.3%, qu'après la manifestation de fermeté du gouvernement Pearson de Gaulle aurait quand même dû aller à Ottawa. Aucune donnée du sondage n'indiquant une voie d'explication particulière, on est réduit aux conjectures dont certaines sont contradictoires.

On peut poser d'abord qu'il y avait une méconnaissance ou une sous-estimation volontaire, assez partagée, des usages diplomatiques et de l'importance particulière qu'a toujours accordée la politique gaulliste au principe de la non ingérence dans les affaires internes d'un État étranger (58,71% l'absolvent contre 31,91% qui lui en ont fait le « reproche »). Mais justement, tout s'est passé comme s'il y avait deux États, l'« État du Québec », l'hôte principal et pour lequel le voyage s'est fait à l'occasion de « notre » Expo, et l'autre État, « étranger » même s'il se trouve à englober l'autre. De Gaulle n'est pas venu au Canada, en faisant un itinéraire privilégié au Québec ; il est venu au Québec, spécialement dans sa capitale et au siège de l'Expo, qui se trouve à être aussi la métropole du Canada. Il n'est même pas venu au Canada-français. (Le « Vive le Canada-français » ne soulevait que des applaudissements mitigés en comparaison du « Vive le Québec », jusqu'au tonnerre prolongé qui contresigna le « *Vive le Québec libre !* ») Le crochet à Ottawa n'était qu'une concession diplomatique à la capitale internationale et n'avait guère d'autre signification que protocolaire (à peine plus que la préséance du gouverneur-général, du ministre des affaires extérieures, etc.... au quai de l'Anse au Foulon). Tout ce qui avait été programmé comme minimum ne pouvait avoir qu'une signification minima.

Les interviewés, quinze jours après la visite, n'ignoraient probablement pas l'animosité de la presse anglophone qui pointait dès avant l'arrivée du général, qui se faisait déjà hargneuse dans ses éditions du lundi et qui explosa de rage le lendemain du célèbre discours de l'hôtel de ville de Montréal. Aller à Ottawa pour ces 40,3% d'interrogés aurait pu être l'occasion pour le général :

- a) de montrer qu'il n'est pas homme à se dérober devant les orages ;

- b) de démontrer que c'est injustement que les autorités fédérales lui avaient fait un traitement « dur », fondé sur un malentendu qui pouvait être dissipé, quoique de Gaulle ne consente pas aisément à des « explications » ;
- c) d'aller porter son message de « libération » à qui de droit dans la capitale stratégique ;
- d) de donner ainsi une publicité nationale et internationale encore plus grande au « cas » du Québec ;
- e) de s'« engager » encore davantage pour la cause du Québec en territoire « hostile » ;
- f) de prendre une mesure plus exacte de l'incompréhension de « tout ce qui grouille, grenouille, scribouille » et qui « n'a pas de conséquence historique » ; etc...

Surplombant toutes ces interprétations, il pouvait y avoir la curiosité diffuse de voir seulement ce qui aurait pu se passer : de l'accueil officiel glacé et de l'algarade derrière les portes feutrées - qu'on n'aurait pas pu tenir secrète, « les choses étant devenues ce qu'elles étaient alors » - jusqu'aux manifestations publiques hostiles. On s'arrête devant l'hypothèse d'un vague sentiment morbide de l'éventualité d'un essai d'assassinat de l'homme qui a, pourtant « cible parfaite », échappé à une douzaine de tentatives pour le supprimer.

Le général n'a pas saboté l'unité canadienne

Ottawa, d'après les résultats du sondage, se serait excité indûment, puisqu'à 71,8% les interviewés étaient d'avis que le général, au nom de son pays, est venu se solidariser avec le destin du Québec sans toutefois prôner une séparation de l'ensemble fédératif où il s'enserre. C'eut été un acte de grande diplomatie de la part d'un ancien diplomate de réputation, prix Nobel de la Paix par surcroît, de contribuer à dissoudre les *apparentes* conséquences négatives dans l'immédiat du « coup » du général, semblent avoir cru une bonne partie des personnes interrogées par CROP. (Sur cette « opération » diplomatique de grand style pour « noyer en douce le poisson », qui était en l'occurrence une baleine, l'imagination politique peut se donner libre cours, ou aurait pu s'exercer... si certaine ambiance psychotique n'avait pas régné dans les cercles of-

ficiels de la capitale fédérale, qu'alimentait la presse canadienne-anglaise, volontiers « biaisée » et parfois même haineuse.) C'est une question théorique intéressante que de se demander si le gouvernement Pearson aurait émis le même communiqué, ou s'il n'aurait pas fait de déclaration du tout, en sachant que 7 Québécois sur 10 n'avaient pas entendu le slogan comme une incitation directe à la séparation du reste du Canada.

Car, enfin, le général n'a pas dit quelque chose comme : « Je vous encourage à la sécession directe pour vous réaliser pleinement. Et si on vous refuse l'Indépendance qui vous est due et que vous avez méritée devant l'Histoire, notre pays mettra tout le poids de ses divers moyens pour l'obtention de cet objectif vital, etc.... etc... » Il n'a rien dit de cela. Il a parlé d'« affranchissement » en termes généraux, ou si l'on veut ambigu : quel politique, grand ou petit, ne le fait pas couramment ? On a cru bon à Ottawa s'en remettre au sens littéral et menaçant du slogan des porteurs de pancartes du RIN, qui, avec les années, commencent à jouer avec dextérité du noyautage des manifestations publiques. Après l'Événement, la sobre fermeté de la déclaration du gouvernement fédéral apparaîtra de plus en plus comme une erreur d'appréciation de la situation globale en ces jours enfiévrés. Il ne fut pas l'instigateur de la crise ; il l'a gonflée.

Car, il y avait une autre dimension de la situation : passons vite sur les interprétations psychologiques de la personnalité du général, de son âge, de la tournée harassante, ou de l'ambiance d'exaltation qui ne pouvait perdurer à la brève visite, etc... pour en arriver à ce que de Gaulle représentait effectivement : cette France de juillet 1967, avec son régime présidentiel parlementaire et son système de partis, ses structures économiques et ses engagements européens, la position affaiblie de son leader charismatique depuis sa mise en ballottage des élections présidentielles de décembre dernier et l'espèce de « match nul » auquel ont abouti les législatives de mars.

Tenant compte de l'intérêt efficace relatif et des très faibles « compromissions » matérielles que le gouvernement français manifeste depuis 1961 pour l'aide économique et culturelle au Québec, comment, à moins d'ignorer totalement les données fondamentales de la vie et de la politique françaises, « partir, comme disent nos gens, en peur » ? Oui, mais ... le « Québec libre », l'« affranchissement », les « Français canadiens », ou les « Français du Canada », etc... ? Pas « Oui, mais ... » ; plutôt « Mais, non ! », ce n'était pas si grave que cela au-delà du surchauffement de l'enthousiasme

de circonstance, lorsqu'il s'agit de célébrer des retrouvailles qui se font attendre pendant deux siècles !

* * *

C'est ainsi qu'à part les séparatistes avoués, semblent avoir réagi au tréfonds d'eux-mêmes la majorité des Québécois. C'est tout au moins ainsi qu'ils ont répondu consciemment aux questions 9 et 10. « La visite du général de Gaulle a-t-elle amélioré, empiré, ou rien changé à la situation du Québec dans ses rapports avec le reste du Canada ? » Deux faibles pourcentages exactement identiques d'interrogés (17,91%) croient que cette visite a, ou « amélioré », ou « empiré » ces rapports. Cette stricte égalité est peut-être tout autant significative, par l'annulation des deux opinions contradictoires, que la majorité de 45,2% des interviewés qui sont d'avis que la visite n'a « rien changé à la situation du Québec avec le reste du Canada. »

La question suivante portait sur les aspects plus ou moins bénéfiques de la visite « à l'ensemble du Québec » et « à l'ensemble du Canada ». En première sous-question, on demandait : « À tout considérer, le voyage du général de Gaulle et les paroles qu'il a prononcées apporteront-ils, à votre avis, du bien, du mal ou rien du tout à l'ensemble du Québec ? » Les résultats sont décroissants dans l'ordre suivant : « du bien », 43,3% ; « rien du tout », 26,1% ; « du mal », 10,9%. Ce dernier chiffre est presque deux fois inférieur à celui des indécis, pourcent qui s'établit à 19,1. Il était naturel que la proportion des personnes affirmant les effets bénéfiques de la visite pour « l'ensemble du Canada » devienne plus faible que la même opinion se portant sur « l'ensemble du Québec » ; mais la surprise est qu'elle ne fut pas plus faible. Cette proportion s'établit, en effet, à 32,9% ce qui est trois fois plus que le nombre des interviewés qui prévoient des effets maléfiques pour le Canada entier (11,9%). Elle équivaut au chiffre de ceux qui estiment que rien n'est changé radicalement au pays (31,6%).

* * *

Pendant la visite, si l'on a beaucoup chanté *La Marseillaise*, on a autant chanté *l'O Canada*, terre de nos aïeux...

Si de Gaulle et les foules ont *chanté* :

Allons, enfants de la Patrie,
Le jour de gloire est arrivé

de Gaulle n'a pas *dit*, à la façon d'un impératif d'action

Aux armes, citoyens,
Formez vos bataillons,
Qu'un sang impur, etc ...

d) Parades, amour et... fantaisie

[Retour à la table des matières](#)

Le premier terme de ce titre n'a pas à être justifié, ni explicité. Le deuxième requiert à peine d'être rappelé tant fut manifeste le courant d'affection profonde qui, en rétroaction, circulait entre le président de la République et les foules de « Français canadiens » qui risquaient l'écrasement pour être de la Fête. Quant à la « fantaisie », on pourra y mettre tout ce qu'on voudra : à partir des « histoires », originant des chansonniers montmartrois, qu'on se répétait de bouche à bouche jusqu'à la pancarte « Vive Charlemagne II » ou l'Arc de Triomphe, que construisirent avec autant de ferveur que de hâte les citoyens d'une petite municipalité où devait passer le défilé triomphal ; à partir de la formule dédaigneusement frappée du général-président sur « tout ce qui grouille, grenouille, scribouille » jusqu'à la sainte frousse de ceux qui craignaient que la France soit effectivement prête à se mettre sur le dos une seconde Algérie...

*Comme « la plus belle femme du monde, etc »,
un sondage ne peut...*

Le Centre de Recherches sur l'Opinion publique (CROP), dont les experts travaillent en collaboration avec ceux de la Société de Mathématiques appliquées (SMA), jouit d'un renom de sérieux et de compétence. Nos remarques critiques ne visent pas à atténuer la réputation de cet organisme. Pour l'élaboration du questionnaire, la cueillette et le classement des résultats, les responsables du sondage ont dû probablement faire vite. Les journaux-clients ont rappelé certaines limitations du sondage dont les auteurs étaient eux-mêmes conscients et ont tenu à en prévenir le public lecteur.

La difficulté d'interprétation de ce sondage provient de ce qu'il fut, à la fois, trop détaillé et insuffisamment explicite. Ce type d'enquête est intermédiaire entre 1^o, *les sondages du type Gallup, Roper, etc.*, portant sur des grands nombre d'interviewés, choisis au hasard, répartis sur de vastes étendues, auxquels on ne pose qu'un petit nombre de questions en rapport habituellement à une question d'actualité et dont les réponses sont mutuellement exclusives (par « oui » ou par « non »), ou s'évaluent selon une gradation sommaire (du genre « favorable », « indifférent » ou « défavorable »), et 2^o, *les enquêtes par interviews en profondeur* portant sur un nombre restreint de personnes, soigneusement choisies d'après un échantillonnage lui-même fondé sur des critères analytiques, et auxquelles on pose un très grand nombre de questions spécifiques et graduées habituellement en rapport à une position sociale, à un statut économique, à un comportement politique général, à l'application de méthodes pédagogiques, à une activité syndicale ou à une participation à divers types d'associations, etc... Le canal téléphonique peut permettre la cueillette des opinions dans le premier type de sondage ; mais il est complètement impraticable pour les interviews en profondeur.

Le questionnaire de CROP présentait et les avantages et les inconvénients de ces deux modes de sonder l'opinion publique. Les 673 personnes interrogées constituent un « grand nombre » mais très arbitrairement reparti entre les seules trois plus grandes villes du Québec - négligeant tout le reste de la population urbaine, urbaine-rurale, rurale-urbaine, rurale (rapprochée ou éloignée des centres urbains, petits, moyens et grands). En outre, les 310 noms retenus à Montréal, les 265 à Québec et les 98 à Trois-Rivières - tous choisis au hasard dans l'annuaire téléphonique - étaient une distorsion, consciente chez les enquêteurs, des populations canadiennes-françaises des trois villes. Pour respecter les proportions démographiques, il aurait fallu 5 à 6 fois plus d'interviewés à Montréal qu'à Québec, et 2 ou 3 fois plus dans la capitale que dans la métropole de la Mauricie. Comme il fallait faire vite, avec probablement un budget limité, le téléphone était l'instrument de sondage approprié dans les circonstances.

D'autre part, avec un questionnaire de 17 questions et 9 sous-questions, ce sondage tient de l'interview en profondeur avec 26 interrogations dont certaines se dédoublaient ou se recoupaient en comptabilité parfois douteuse. Nous avons considéré les résultats chiffrés, selon leur « froide éloquence » sans en contester la validité, tout en essayant d'en dégager la signification paradoxale ou non, la plus ou moins grande

cohérence apparente. Il nous est apparu nécessaire de regrouper les questions selon le principe de leur « parenté » naturelle pour pouvoir, en confrontant leurs résultats, mieux dégager les constantes, glissements ou divergences des réponses. Nous ne pouvons déterminer la part d'imprécision ou de flottement des réponses, due au fait que l'interviewé, répondant à telle question, ignorait les suivantes et que, parmi celles-ci, quelques-unes reprenaient, en plus grande complexité, la même interrogation parfois beaucoup plus loin dans le questionnaire (le cas typique des sept interprétations à donner au slogan du « Québec libre » aux questions 3 et 17). Il eut été intéressant d'avoir en main un commentaire, même sommaire, sur l'ensemble des résultats du sondage par leurs auteurs, ou tout au moins une courte note explicative sur la façon dont ils l'avaient conçu.

L'avantage de l'interview en profondeur, de personne à personne, c'est qu'il n'y a pas, par définition, de « refus » à répondre. Une courte note du *Devoir* (le 12 août 1967) nous apprenait qu'avaient répondu à toutes les questions 67% des Montréalais, 60%, des Québécois, 48% des Trifluviens. La faible participation à Trois-Rivières, s'explique par le fait que 23% des personnes choisies étaient absentes, tandis que cet aléa ne s'est reproduit que pour un taux de 11% à Montréal et 7% à Québec. Quant au refus formel de répondre, il n'y a pas de disparité notable entre les trois villes : Montréal, 13% ; Québec, 18% ; Trois-Rivières, 17%. L'enquête s'est tenue en pleine période de vacances, les 7, 8, 9 août, une quinzaine de jours après la tempête soulevée par la visite. À tous les « x » noms dans l'annuaire téléphonique, on déterminait un nom à consonance française. L'enquêteur demandait à parler au « chef de ménage » ou à la « maîtresse de maison ». En cas d'absence momentanée, il faisait de nouvelles tentatives à d'autres moments de la journée ou le jour suivant. Ce type d'enquête suscitait une certaine physionomie, du point de vue âge et sexe, du groupe des interviewés.

Dans les trois villes, il y eut une forte prépondérance de réponses par des femmes (plus patientes - ce qui n'est pas synonyme de « bavardes » - au téléphone...) : 58,5% contre 41,3% (question 14). Peut-on poser comme hypothèse que cette répartition accidentelle aurait gonflé le courant d'approbation pour le général de Gaulle ? Ou qu'elle aurait été cause partielle de l'atténuation du sens du « Vive le Québec libre ! » au point de n'être pas entendu comme un slogan séparatiste dans une proportion de 71,8% ? Conjugué avec l'autre facteur de la répartition des groupes d'âge, peut-être y trouverions-nous un indice d'explication de ces deux majorités ?

On n'a pas encore relevé le fait important que 3 sur 4 des chefs de ménage ou maîtresses de maison interrogés avaient 30 ans et plus : 72,5% à Montréal ; 76,4% à Québec ; 71,8% à Trois-Rivières, pour un total de 73,9% (question 15). Le questionnaire lui-même présentait trois groupes d'âge : les « 29 ans et moins », les « 30 à 44 », les « plus de 45 ». Les pourcentages dont nous venons de faire état sont l'addition de ces deux dernières catégories qui se divisent à peu près également : 37,7% pour les « 30 à 44 » ; 36,2% pour les « plus de 45 » (avec une plus forte proportion de 45,7% à Trois-Rivières que dans les deux autres villes). Seulement 26,1% des interviewés avaient donc « 29 ans et moins ».

Nous aurions évidemment besoin d'autres indications pour établir la validité de la double hypothèse exposée plus haut. Pour l'instant, elle ne repose que sur deux *présomptions* plausibles : 1^o, les femmes sont naturellement moins « politisées » que les hommes et sont plus vulnérables aux courants affectifs surtout dans des moments comme celui-là ; 2^o, moins on est jeune au Québec, moins on est aisément séparatiste et donc peu enclin à interpréter en ce sens le slogan « Vive le Québec libre ! » Comment savoir ?... Comment savoir autrement que par une autre enquête, non seulement plus largement territoriale, mais encore touchant les individus des deux sexes plus également et selon une répartition démographique qui ne serait pas une telle déformation de l'actuelle pyramide des âges ?

Ces choses qu'on sait désormais... moins mal

En bons « Français du Canada », nous n'avons peut-être pas la tripe révolutionnaire. Mais pour ce qui est de la cocarde, des applaudissements bien nourris, de la manipulation de pancartes aux slogans explosifs, nous sommes un peu là ! En deux brèves journées nous avons réhabilité - malgré eux - les concepteurs et organisateurs des annuels « défilés de nos chimères » du 24 juin, aussi bien de l'ère *ante* que *post*-moutonnaire. Nous manquions d'une super-vedette ; elle, c'est-à-dire, Lui, est venu. Et ça a été un beau tintamarre en France, en Nouvelle-France, en Navarre et un peu partout dans le monde ! Vérité en deçà de l'Outaouais, de la 45e ligne parallèle, de l'Atlantique ; erreur au delà. Une vérité du « fond des choses » ...

La mythologie gaulliste - tous les grands hommes politiques ont la leur de leur vivant, - de Churchill à Kennedy qui eut une vie deux fois plus courte - a d'autant plus

joué à fond au Québec qu'elle s'est manifestée sur le tard. Lors de la visite du général en juillet 1944, les « Français du Canada » commençaient à peine à se dépouiller de leur pétainisme. En avril 1960, le général-président rendit ses hommages à la capitale « étrangère », fut reçu à Montréal par M. Sarto Fournier, à Québec par M. Antonio Barrette. Aucun déferlement d'enthousiasme ; un acte de politique étrangère. Nous étions pourtant à quelques mois du début de la révolution que « tranquille » on allait appeler. De Gaulle n'en fut pas le « précurseur » - nous en avons toujours eu un, qui, depuis peu, a pris l'air virilement statuesque ! Mais, cette fois-ci, tout le monde s'est repris ! Mais, cette fois-ci, c'est un peu en retard : il n'y a rien d'étonnant pour les grands spécialistes du « rattrapage » que nous n'avons pas le choix de ne pas devenir ! Une mythologie, parce que fondée sur l'histoire, ne meurt pas. Elle peut connaître des soubresauts en dents de scie. Nous en avons fait la preuve en une remontée éclatante au moment où la popularité du général était en déclin en France et presque partout ailleurs.

Ce fut un beau spectacle. Haut en couleurs et en contrastes : peut-être le plus prestigieux homme d'État contemporain dans le sobre uniforme d'un général de brigade, dont la protection était assurée par notre très photogénique R.C.M.P., qui passait en revue les soldats du « *Vandoo* » en tuniques écarlates et casques à poils des grenadiers de Buckingham Palace, etc ...

De Gaulle un prophète ? Peut-être. Les grandes étapes qui ont ponctué cette invraisemblable carrière ne sont-ils pas des « *non possumus* » pour proclamer, seul ou presque, une sur-légitimité dont il devait, dans la suite, se faire le protecteur de la légalité ? Une anonyme dépêche d'agence, que personne ne remarqua, aurait pu nous apprendre qu'au Quai d'Orsay « on » croit que l'indépendance du Québec est fatale d'ici dix ans. Comment s'étonner que le général y soit allé d'un efficace « coup de pouce » pour un destin politique qui se cherche ? « ... et quant au reste, tout ce qui grouille, grenouille, scribouille, n'a pas de conséquence historique dans ces grandes circonstances pas plus qu'il n'y en eut jamais dans d'autres. »

De Gaulle, prophète du « Québec libre » ? Un prophète est toujours cause seconde de l'événement qu'il devance. D'ordinaire, longtemps, très longtemps d'avance. L'ennui pour le chroniqueur d'actualité - et d'occasion - est que les prophètes ont la fâcheuse habitude de n'avoir raison qu'après-coup

* * *

De Gaulle et Drapeau - quel rapprochement ! - ont joué de l'ambiguïté consciente, sinon pleinement volontaire. Et par elle, ils ont gagné : de Gaulle au Québec et perdu peut-être partout ailleurs ; Drapeau n'a pas perdu à Trois-Rivières, Québec et davantage à Montréal, mais il a peut-être surtout gagné à Ottawa, Toronto et Westmount. Que tant de Québécois de langue française aient émis des opinions favorables à Drapeau, que si peu d'entre eux aient donné une nette interprétation séparatiste au slogan « Vive le Québec libre ! », cela prouve que l'indépendance du Québec n'est pas pour après-demain. À moins que... ce que vous ignorez, vous comme moi, qui ne sommes pas « prophètes ».

* * *

La tournée du général de Gaulle, c'est peut-être encore la fin d'un de nos plus insidieux complexes collectifs, d'autant plus insidieux qu'on avait appris à n'en plus parler : celui de l'enfant délaissé par une mère, insoucieuse et oublieuse mais non mâtresse. Après deux siècles, cet enfant-là retrouve un père qui le reconnaît et se manifeste en aussi éclatante que chaleureuse affection. Évocation du « meurtre du père », mais à l'inverse !

Comme une résurrection soudaine de Louis XIV qui, en grande pompe, serait venu inaugurer le Chemin du Roy (œuvre de Talon « notre » Colbert), décoré pour la circonstance de fleurs de lis sur fond de vert d'asphalte délavé, avant d'aller contempler « notre » Versailles : *Expo 67...*

Et se trouvèrent comme effacés du coup de nos manuels d'histoire le navrant Louis X et « sa » Pompadour et, puisqu'on y est, pourquoi pas le ricaneur Voltaire ?

Ses « arpents de neige » seront quand même au rendez-vous de la première « bordée » de la sainte Catherine...

Troisième partie :
Et maintenant l'écume des bouillonnements (1966-1971).

Chapitre XII

D'une capitale à l'autre

a) *Avant l'élection fédérale de juin 1968* *

[Retour à la table des matières](#)

- Où en sommes-nous ?

- Depuis septembre 1967, bien des choses ont été mises en place : il y a eu les conférences constitutionnelles, le départ de Diefenbaker et son remplacement par Stanfield, le départ de Pearson et son remplacement par Trudeau, la formation du M.S.A.... Les grands ténors sont maintenant en scène, déjà l'on a vu les premiers affrontements, entre Trudeau et Johnson. Il manque encore quelques éléments : au moment où je vous parle, on ignore encore quelle allure prendra la campagne, quels en seront les résultats. La dialectique n'est pas nouvelle, mais les joueurs essaient de la renouveler. Pour le moment, on assiste à une lutte en dissymétrie, c'est-à-dire une lutte qui ne met pas aux prises les véritables adversaires : Trudeau a commencé sa

* Ce texte est la transcription d'une interview avec un journaliste de *La Presse*, M. Martin Beliveau. Sous le titre « L'avenir des Québécois - des politicologues nous en parlent », ce journal publiait dans son supplément du 22 juin 1968 les textes de deux autres collègues, M. Louis Sabourin de l'Université d'Ottawa et M. Jean Meynaud de l'Université de Montréal. Le sous-titre de mon interview portait la mention : *M. Bergeron : regards à froid « Il faut mettre un terme aux équivoques »*. Cette conversation se tint six semaines avant la date du scrutin, si elle fut publiée à trois jours de sa tenue.

campagne en tirant sur Johnson plutôt que sur Stanfield. On sent qu'il veut faire crever l'ambiguïté de l'Union nationale, la forcer à sortir de sa position louvoyante. À tel point que Stanfield a pu l'accuser de vouloir monter le reste du Canada contre le Québec.

- Quelle est l'importance réelle de cette élection pour le Québec ?

- Elle aura eu l'important avantage de forcer les partis à préciser leurs positions, à mettre fin à la période de l'équivoque, des faux-fuyants. À six semaines du scrutin, on peut déjà prévoir un éclaircissement, une diminution des forces engagées : les créditistes pourraient, à toute fin pratique, disparaître du ciel québécois ; et si les conservateurs prennent de la vigueur au Québec, comme on peut le prévoir avec le tandem Stanfield-Faribault, s'il y a une présence du Québec au sein du parti conservateur - il leur suffirait pour cela d'y faire élire 25 ou 30 députés - on pourrait assister à un rétablissement des alliances entre les libéraux fédéraux et provinciaux d'une part et les conservateurs et l'Union nationale d'autre part. Par la suite, il n'est pas impensable de prévoir une coalition en sous-main de ces quatre partis dans le but d'écraser le ferment séparatiste... Une sorte de mouvement d'urgence nationale. Car on peut également prévoir à plus ou moins brève échéance un regroupement des mouvements indépendantistes, qui deviendraient alors le véritable adversaire.

- Et vous croyez que l'Union nationale opérerait enfin clairement pour le fédéralisme ? Ne pourrait-on pas plutôt prévoir une alliance Johnson-Lévesque ?

- Une telle alliance est très peu probable : il y a incompatibilité entre les deux, pour le moins. D'autre part, le message d'Hawaï de Johnson demeure un fait capital. On l'a qualifié de « réaction de panique ». Il n'en reste pas moins que Johnson y a démontré qu'il accepte l'hypothèse canadienne. Quant aux libéraux provinciaux, ils ont commis deux erreurs : celle de ne pas gagner l'élection de 1966, par leur faute, et celle de ne pas profiter de leur séjour dans l'opposition pour se radicaliser.

- Quelle importance cela aurait-il pour le Québec que ce soit Trudeau plutôt que Stanfield, ou vice et versa, qui gagne l'élection du 25 juin ?

- Les vues constitutionnelles de Trudeau et celles de Stanfield paraissent différentes mais, au fond, elles reviennent assez au même : tous deux veulent maintenir, un Canada global où le Québec puisse respirer à l'aise, mais sans que cela risque de disloquer l'ensemble. Les nuances, on les trouve dans le ton, l'« approche », leur façon de parler à Johnson et à Lévesque.

- Du pareil au même, donc, quant au fond ?

- C'est difficile à dire. Il y a les prises de position avant les élections, et il y a ce que l'on fait une fois élu. Trudeau surtout demeure un gigantesque point d'interrogation. Présentement, le Canada anglais semble se l'approprier davantage que le Québec, encore qu'il puisse avoir des surprises. Mais il n'y a pas de doute que Trudeau est en continuité avec sa pensée, et qu'il a été nommé à la place de Pearson pour le personnage double qu'il est. Qui sera l'interlocuteur à Ottawa après le 25 juin ? L'équipe Trudeau-Sharp ou l'équipe Stanfield-Faribault ? L'avenir immédiat du Québec peut être conditionné par la réponse à cette question et par deux autres facteurs : la force montante du M.S.A., dont on ne peut encore mesurer l'envergure, et la mesure dans laquelle le M.S.A. va aiguillonner l'Union nationale.

- Le M.S.A. a-t-il donc tellement d'importance à vos yeux ?

- Il aura une importance considérable s'il parvient à catalyser les forces latentes que le R.I.N. et le R.N. n'étaient pas parvenus à faire bouger.

- Que pensez-vous de sa formule ?

- Les deux phases de la théorie souveraineté-association sont contradictoires en ce sens que la première implique la rupture - donc qu'on ne se sent pas à l'aise dans le grand tout et selon les modalités actuelles, et ce à cause de la mauvaise volonté du Canada anglais, qui n'acceptera cette rupture, s'il l'accepte, que le revolver sur la tempe, comme un mal nécessaire ; et que, d'autre part, la seconde phase implique que les conditions ne soient plus les mêmes : le Québec ferait appel à la bonne volonté du Canada anglais afin de s'associer économiquement à lui. Je ne crois pas que le Canada anglais accepterait l'idée de cette association après la rupture.

- Il n'en accepterait peut-être pas l'idée, mais ne croyez-vous pas qu'il serait tout de même forcé d'en accepter la réalisation - sous peine d'en subir lui-même un tort irréversible ?

- C'est évident. Le Québec ne pourrait s'isoler dans un ghetto économique, mais le Canada anglais ne pourrait non plus se payer le luxe de ne plus commercer avec le Québec. Il n'y aurait donc pas véritablement un « backlash » économique de la part du Canada après la seconde phase, mais plutôt une entrave à la première phase. Cela ne disqualifie pas pour autant le mouvement de Lévesque qui, sur le plan de la logique pure, est très bien. Mais étant conditionné sur le plan de l'accomplissement par

l'acceptation du Canada anglais, il y aurait avantage à ce que les deux phases du processus rupture et association soient télescopées en une seule, c'est-à-dire qu'elles soient concomitantes, et non pas consécutives. Le facteur décisif, au fond, sera la détermination des Québécois. Le Canada anglais aura beau leur dire « Ne faites pas ça », s'ils décident de le faire, ils le pourront, et les anglophones seront obligés de s'ajuster à la situation qu'ils n'auront pas pu prévenir.

- Une telle démarche simultanée sur deux plans à la fois, rupture et association, ne risque-t-elle pas de se faire dans une perspective plutôt brouillée ?

- Évidemment. La thèse indépendantiste pure, dans sa simplicité brutale, n'a pas cet inconvénient, mais elle présente celui, plus grave, de n'être pas assez « sécuritaire » et de ne pas recruter assez d'adhérents.

- Et dans l'autre hypothèse, celle du maintien de la formule fédérale ?

- D'une façon ou d'une autre, il est certain que le phénomène évolutif au Québec va être conditionné par les réponses qui seront données au grand problème canadien, mais il est tout aussi certain que, quelles que soient ces réponses, le Québec aura davantage les moyens potentiels de faire sa politique propre - sauf peut-être en ce qui a trait aux compétences internationales. Sur le plan économique, le Québec se situe en deçà de la moyenne nationale : cela signifie très clairement que pour le garder dans un Canada rénové, on devra faire la preuve que c'est avantageux pour lui, lui donner des aménagements plus favorables. Ainsi, le fardeau de la preuve n'appartient plus seulement aux indépendantistes. Et la seconde révolution tranquille, si le Québec demeure dans le Canada, devra se faire de façon beaucoup plus concertée entre les parties. Il y aurait lieu par exemple d'envisager une politique sectorielle...

- Vous parlez d'une seconde révolution tranquille. La première, que vous avez rebaptisée dans l'un de vos livres « évolution tapageuse », serait donc bien terminée ?

- Elle s'est arrêtée, essoufflée, au tournant de 1963-1964. Et il n'y a pas eu de relance.

- Et la violence, c'est terminé aussi ?

- La violence n'a été le fait que de très petits groupes et ne s'est manifestée que sur une échelle très réduite. Reprendra-t-elle ? À mon avis, elle n'est ni possible, ni désirable, parce qu'un dialogue est engagé dans lequel on va gagner quelque chose. Du simple point de vue de l'efficacité, ce serait une bêtise impensable. Nous, au Québec,

nous serions « lavés » au départ, parce que nous aurions sur le dos une armée et deux ou trois corps de police. Il suffirait d'une maladresse pour provoquer une escalade des pouvoirs de répression. C'est un jeu peut-être romantique, mais dangereux. Pensez seulement au climat : le maquis est-il possible pendant l'hiver ? J'aimerais beaucoup mieux une violence dialectique dans la lutte, non pas dans une espèce de propagande louvoyante, mais avec des joueurs identifiés et dans une lutte symétrique en vertu des règles du jeu, ou peut-être dissymétrique si le jeu lui-même vient à changer...

b) Daniel Johnson *

[Retour à la table des matières](#)

S'il y a un *cas* Johnson, c'est en référence rétroactive à Duplessis et en rapport actuel à Lesage qu'il se pose. Or, il y a un *cas* Johnson.

Le Chef, célibataire autocrate, n'avait pas préparé ni ne s'était reconnu de fils héritier. Plus il vieillissait, moins il se gênait de dire à ses ministres et députés qu'ils n'existaient que par sa procuration. « Quand je ne serai plus là, le bateau coulera » (toujours la même idée avec des variantes mineures selon diverses versions orales). On le laissait dire. On savait bien qu'un certain Paul Sauvé ferait l'unanimité à la succession et qu'il relancerait le bateau sur la haute mer. Le Chef, lui, laissait penser. Il n'était pas de l'espèce à prendre une retraite, anticipée, oisive. C'était pour un *plus tard*, indéterminé. Il semble qu'il ait acquiescé à ce consensus graduel qui s'établissait autour de Sauvé.

C'est à l'idée même de la succession qu'il répugnait et non pas à la désignation vox populi de l'héritier présomptif. Ne s'agissait-il d'ailleurs pas d'un cousin en alliance collatérale, fils d'Arthur, chef d'opposition perpétuellement malheureux devant Taschereau ? Et puis, Sauvé le jeune laissait dire, laissait faire, à l'occasion *en remettait* au duplessisme, ne permettant aucun doute quant à sa loyauté ; mais c'était toujours à la façon d'un fort qui n'admettait pas tout, qui contestait même, qui le faisait

* Au lendemain de la mort de Daniel Johnson, *La Presse* demandait à mon éditeur le droit de publier le portrait politique que j'en faisais dans *Ne Bougez Plus ! (portraits de 40 de nos politiciens)* (Éditions du jour, Montréal, 1968). Ce portrait fut donc publié dans le quotidien montréalais le 27 septembre, 1968, quelques jours avant le lancement du volume, le 2 octobre.

savoir assez rudement surtout dans les dernières années. Donc Sauvé existait, se préparait. Le doyen législatif des ministres de l'Union nationale, qui existait par lui-même, n'était pas de la famille immédiate. Le Chef, le Patron ou le Boss, s'il avait un héritier, ce serait en ligne collatérale. Duplessis tolérait. Le début de pouvoir parallèle qu'exerçait ce *neveu* politique ne gênait pas son égocentrisme autoritaire et volontairement stérile.

Il y eut Sauvé et ses Cent-Jours : il radouba le navire, le huila, en remit le moteur en marche. Il n'eut pas le temps de couper toutes les amarres ; mais le bateau devait pouvoir reprendre la mer Sous peu. C'est après les capitaines intérimaires, Barrette, Prévost, Talbot, que Daniel Johnson put enfin prendre la barre en 1961. Mais de justesse : il l'emportait sur Jean-Jacques Bertrand par moins de 100 voix sur 2,000 votants. On sait maintenant que c'était le bon choix ; mais à l'époque ? On allait assister à la lointaine et laborieuse remontée d'un leader au pouvoir longtemps précaire, contesté : exactement la courbe inverse de Lesage. Après sept ans, c'est une assez spectaculaire autoréhabilitation.

La chance de Johnson fut moins gratuite que celle de Lesage (les deux opportunes crises cardiaques). Le régime électoral dont celui-ci lui faisait cadeau, encore fallait-il en profiter au maximum dès 1966 comme regain indispensable avant l'explication décisive de 1970. L'événement dépassa la prévision la plus optimiste. Le 6 juin au matin, Johnson devenait premier ministre avec quatre ans d'avance ! Comme le Chef, Johnson savait enlever une élection à la marge. Davantage : il convertissait une forte marge *défavorable* de 6% (le plus faible pourcentage de voix de l'Union nationale depuis 1944 !) en une victoire suffisamment confortable de sièges parlementaires. Ça dépassait de beaucoup la prouesse *stratégique* de Duplessis en 1944, qui, minoritaire en suffrages, avait arraché le pouvoir à Godbout ! On sait la suite... interminable !

Duplessis n'aimait guère les ambitieux, et encore moins les jeunes ambitieux. Le jeune avocat Daniel Johnson s'était fait dire par Athanase David : « T'as la politique écrite dans la face ». Mais le futur Patron lui dit crûment dès le premier contact : « Si j'étais ton père, je te conseillerais de ne pas songer à la politique... » L'avancement de Daniel Johnson fut lent : douze ans député dans un parti, marqué de gérontocratie, avant d'accéder à un poste ministériel. Comme première distinction, il est nommé assistant parlementaire du premier ministre, comme si ce dernier voulait l'avoir à l'œil ; puis il occupe la présidence des commissions (*comités* comme l'on dit en français parlementaire) de la Chambre, avant de devenir vice-président (*orateur sup-*

pléant) de l'Assemblée législative, postes qui laissent peu de place à l'initiative personnelle. Enfin nommé ministre des Ressources hydrauliques en 1958, le *gros morceau* de l'Hydro-Québec lui échappe presque totalement, les dirigeants d'icelle ne le prenant pas au sérieux avec assez probablement l'approbation au moins tacite du seul grand Patron.

À l'époque des guérillas de succession, l'argument décisif invoqué pour les nominations de Barrette, Prévost ou Talbot, c'était de barrer la route au député de Bagot. Ce qu'il fera de plus minable comme nouveau leader du parti sera précisément d'agir comme héritier de Duplessis en un mimétisme assez pénible, et tôt estimé peu *rentable*. Il n'insistera pas, sauf en quelques récurrences officielles et pour ainsi dire obligés (le panégyrique devant le monument Duplessis à Trois-Rivières). Il commencera à vouloir être, puis à devenir Daniel Johnson, malgré les sarcasmes des Libéraux qui l'affublaient de la paraphrase dérisoire de « meilleur chef de l'opposition depuis la Confédération ! »

Le rapport actuel à Lesage : beau sujet de parallèle pour un Plutarque indigène et contemporain ! À trois années d'intervalle, l'un et l'autre devinrent chefs de leur parti à l'âge de 46 ans celui qu'avait Duplessis quand il prit le pouvoir en 1936 à croire qu'il s'agit d'un chiffre magique en politique québécoise Lesage naquit en 1912 sous le signe (double) des Gémeaux mais c'est sous le signe du Bélier (fonceur) que Johnson vint en ce monde. Qui dira qu'il ne faut pas croire à l'astrologie !

On n'a jamais parlé des *sincérités successives* de Johnson. On a plutôt mis en doute sa sincérité. On le fait encore, on continuera sans doute de le faire. C'est, dans la politique comme au théâtre, la question centrale de la *crédibilité*. Il est des politiciens, comme des comédiens, qui ne réussissent pas à refermer ce fameux *credibility gap*. Chez Johnson, cet écart se rétrécit, mais y parviendra-t-il jamais ? Le petit mystère du *cas* Lesage tenait au fait que la dernière de ses sincérités successives apparaissait toujours la plus sincère. Chez Johnson, l'explication est peut-être moins complexe mais plus paradoxale.

Voici un homme qui n'avait pas changé d'idée, qui avait toujours été l'homme d'une seule politique. En accédant aux hautes responsabilités de chef de parti, il l'avait encore durcie et pour ainsi dire rétrécie. Et pourtant il est l'homme au sujet duquel on met souvent en doute sa bonne foi, même à l'intérieur de son propre parti : « Johnson, il est intelligent, astucieux, etc..., mais il ne croit en rien ». Qui peut savoir ces cho-

ses ? L'important du phénomène, c'est sa persistance. Son chef ne l'avait pas gâté d'une confiance excessive ; ses pairs le tenaient en suspicion, retardèrent tant qu'ils purent son émergence ; sa faible majorité au congrès de leadership fut la mesure du principe de contradiction qu'il constituait dans les rangs de l'Union nationale. « C'est Bertrand qu'il faudrait, mais c'est Johnson qu'il faut. Seul, Daniel nous permettra de reprendre le pouvoir ». Tout le jeu dialectique se jouait entre ce conditionnel et cet impératif. Pour une Union nationale rénovée, démocratisée, ça devait être Bertrand ; pour un parti efficace, agressif, ce sera Johnson.

Alors que les Libéraux ont le vent en poupe, fouettent la *révolution tranquille*, répètent en l'amplifiant deux ans plus tard leur victoire de 1960, Johnson tient bon, se multiplie, fait flèche de tout bois. Il veut donner l'impression qu'il est un leader fort à la tête d'une formation divisée. Il a tout contre lui et, comme si ce n'était pas assez, il avait commis au départ l'impair de jouer, un temps court heureusement pour lui, au petit Duplessis. Les partisans murmurent dans son dos ; la presse lui est réticente, sinon antagoniste. Il se trouve dans la très inconfortable position d'un chef d'opposition qui est sous la défensive au parlement, dans l'opinion, dans son propre parti.

Son opposant du congrès de leadership, cette conscience d'une Union nationale renouvelée, ne s'était rallié que très conditionnellement. Les réformes démocratiques tardant à venir au sein du parti, Bertrand lance le débat sur la place publique, recourt à l'ultimatum. Pendant quelques semaines, il est à deux doigts de la rupture. Il est question qu'il passe à la politique fédérale, bien que Diefenbaker n'ait pas fait d'efforts frénétiques pour s'attacher un second lieutenant de langue française. On parle aussi d'une coalition des *deviants* Bertrand et Lévesque, avec le solitaire Drapeau. Il ne semble pas que cela ait été très loin, si toutefois...

La crise se tassera. Mais Johnson, dont la suite allait montrer qu'il avait l'instinct de conservation, a compris. Avant de basculer la forteresse libérale, il devra s'emparer de l'Union nationale. Et sans effaroucher ceux qui savent faire la part des « intérêts bien compris » et les « tenants de la tradition » (« Qu'en termes élégants... ! »), il lui faudra donner satisfaction aux réformistes et aux représentants de la jeune génération. Cela se passe en plusieurs épisodes, contacts, discussions, connus des seuls participants en 1964.

La date est à retenir. C'est à peu près le moment où la *révolution tranquille* commence à trop valider son épithète. Les Libéraux s'essoufflent, se cherchent, poursui-

vent d'autres grands desseins mais moins spectaculaires (la Caisse de Dépôts) ou qui avortent en semi-clandestinité suspecte (Sidbec). Au nom de l'autonomisme traditionnel et intransigeant, Johnson harcèle plus que jamais Lesage au nom d'une présumée connivence entre Libéraux d'Ottawa et de Québec ; il vise surtout à ne pas se laisser (trop) déborder sur sa gauche nationale par les mouvements séparatistes. Dans les affaires internes, il dénonce l'allure désordonnée incohérente et dispendieuse de cette soi-disant *politique de grandeur*.

Le coup de maître de Johnson ne fut pas la décision de tenir les *grandes assises de l'Union nationale* en mars 1965 ; il y était acculé ou, tout au moins, à quelque chose de semblable. Ce fut la façon magistrale avec laquelle il les organisa (ou les laissa s'organiser), les domina en une espèce d'*engagement* désintéressé. En donnant le parti aux partisans ou sympathisants, il s'en emparait ! L'efficacité électorale de l'Union nationale pouvait se répéter en un congrès du parti démocratiquement orienté. Les Libéraux, qui avaient eu l'expérience de dix congrès annuels, en furent suffoqués. La presse et l'opinion, assez sceptiques au début, devinrent curieux, puis franchement sympathiques. Pensez donc, l'Union nationale se démocratisait ! Dans ses commissions et ateliers, on jonglait avec des idées *de gauche*, on élaborait des programmes socio-économiques avancés ! Ce fut un spectaculaire renversement d'opinion : le plus fort est qu'il dure encore, à peine atténué. Après la séance de fermeture, dans une salle déserte mais devant les caméras de télévision, Johnson confiait à Fernand Seguin : « J'ai risqué gros... » Mais qui se souvient aujourd'hui qu'un second congrès devait se tenir en 1967 ?... Il est vrai qu'entre temps il y avait eu la prise du pouvoir *par erreur* de juin 1966 : mais les assises de 1967 auraient pu être l'occasion de le présenter comme un *congrès de la victoire*, ajoutant ses flonflons à ceux de l'Expo et de la célébration du Centenaire. Le plus regrettable, c'est qu'en 1968 il n'en soit plus question : ajournement *sine die* !...

Les débuts de Johnson premier ministre furent turbulents ; mais l'homme sait, a appris encore à encaisser. La position est plus difficile, mais, personnellement, moins inconfortable qu'aux jours où son leadership était contesté à l'intérieur du parti. Lesage a toujours eu deux ou trois, puis quatre grands lieutenants, qui pouvaient faire ou lancer des politiques, affirmer une apparence de présence collégiale. Johnson ?... Il est presque seul. Il est le gouvernement en plus du parti. Les lacunes, attermolements, reculades ou rebondissements sont suffisamment flagrants pour qu'il ne soit pas nécessaire de les rappeler dans le détail.

Au total, on est bien forcé d'admettre qu'il ne fait pas si mal, qu'il surprend même assez agréablement parfois - compte tenu, bien entendu, de la situation qu'il a trouvée et des effectifs dont il dispose. Cède-t-il à la tentation d'autocratie ? Ça ne se voit pas encore clairement, tant il est clair qu'il doit être à peu près partout. En tout cas, il pousse jusqu'à la caricature des traits de caractère opposés à la psychologie de Lesage. Son insécurité profonde, il la voile avec une pondération, une espèce de nonchalance fatiguée et responsable, qui contrastent avec le comportement de Lesage qui fut toujours nerveux et fringant, et qui donne maintenant l'impression d'être souvent désabusé et arrogant. Alors que l'image publique de Lesage déçoit, celle de Johnson devient presque aimable : « J'homme que nous détestons d'aimer », a déjà dit un journaliste en une antithèse à décourager tout commentaire...

Il est le premier à savoir que le pire est encore à venir. Les grands affrontements avec le pouvoir central ne lui laissent pas une large marge de manœuvre. Sans compter que les Libéraux peuvent finir par retrouver leur assiette, l'indépendantisme s'est donné un symbole frémissant du nom de René Lévesque et qui a tout au moins un potentiel de locomotive. Il s'est fait la main à la conférence Robarts et à la conférence constitutionnelle de février 1968. Il n'a pas alors perdu toutes ses plumes lors de l'escarmouche avec Trudeau. Il a finalement opté depuis la dépêche d'Hawaï : d'autres que lui construiront l'impossible muraille de Chine autour du Québec.

À l'intérieur, il n'a pas plus de *politique* que les Libéraux des deux dernières années de leur pouvoir ; mais il a plus de *tactique* qu'eux. Et comme les problèmes s'avancent en rang serré..., le dernier problème chasse le précédent : et pendant qu'on pense à autre chose, Johnson passe à cette *autre chose*. Les circonstances l'aident dans ses tactiques de diversion. Ne se faisant pas faute d'avouer que « la réflexion, c'est mon péché mignon... », il peut toujours, à l'intérieur de certaines limites, attendre ou faire attendre. En outre, une bonne partie de sa force actuelle provient de l'incohérence libérale.

Mais son pouvoir mal assuré ne pourra se satisfaire indéfiniment de cette garantie tout de même aléatoire. Les observateurs prétendent qu'à moins de changement radical imprévisible, Johnson l'emportera assez décisivement dans une prochaine épreuve électorale qu'il se garde bien d'avancer ; et, davantage, qu'il pourrait répéter l'opération. Déclinons toute espèce de compétence dans ces jeux hasardeux de la prospective électorale.

Si Lesage est ambigu dans sa personnalité, Johnson est, au moins, maître de l'équivoque dans ses actions. Il flaire le moment, s'ajuste à la question. Moins improvisateur que Lesage, il est peut-être plus efficace adaptateur. Ce n'est pas une qualité négligeable de l'art politique. Cet ancien séminariste a déjà confié avec une pointe de cynisme : « Dans l'opposition, c'est comme en chaire : on peut prêcher l'absolu, la vertu à 100 p.c. Mais au pouvoir, c'est comme au confessionnal : il faut administrer, trouver des compromis ; c'est l'art du possible ».

Jusqu'à maintenant, « il fait son possible ». Et davantage, au point de s'en être rendu malade de surmenage.

c) Jean-Jacques Bertrand *

[Retour à la table des matières](#)

S'il y a quelqu'un qui n'a pas d'ennemis à l'Assemblée législative, c'est lui. C'est sur son initiative qu'en 1963 les Libéraux acceptèrent la formation du Comité de la Constitution qui allait avoir une existence plutôt sporadique, jusqu'à en devenir fantomatique sous le gouvernement même du parti de son promoteur. Dans la politique, il est des êtres purs ou qui donnent l'impression d'une intégrale pureté, auxquels on *donnerait le bon Dieu sans confession*. Ils ne s'en rendent pas compte. On serait bien en peine de dire pourquoi cela est. Cela est.

C'est d'autant plus notable lorsqu'il s'agit d'un homme appartenant à une vieille formation qui, dans les dernières années, surtout depuis 1956, était devenu une espèce de lieu mal famé de notre politique provinciale. Aussi, a-t-il semblé obsédé par le souci de réhabiliter le renom, entaché, de son parti et de revaloriser les hommes politiques de façon générale : « Améliorer les partis, dont le rôle est nécessaire, voilà la tâche qui s'impose... je ne connais pas de meilleur critère que celui-ci : « Autant valent les hommes, autant vaut le parti » ». Quatre ans plus tard, au printemps 1966, des rumeurs d'élections anticipées circulent. Devant un club social de Montréal, l'ex-

* Quelques jours après que Jean-Jacques Bertrand fut appelé à succéder à Daniel Johnson comme chef de l'Union nationale et du gouvernement, *Le Devoir*, après arrangement avec les *Éditions du jour*, publiait ce portrait du nouveau premier ministre (le 10 octobre 1968).

ministre de la jeunesse enterre définitivement le passé d'un parti dont on sent, malgré sa double foi conservatrice et nationaliste, qu'il n'en a pas toujours été fier : « Qu'on ne vienne plus parler d'un groupe qui pratique l'immobilisme. Trente ans, c'est le passé... Il ne faut pas pratiquer l'esprit de parti. Il faut plutôt chercher à mettre un peu plus d'esprit dans les partis... »

En 1948, le jeune avocat de Sweetsburg se fait élire, à l'enseigne de l'Union nationale, député de Missisquoi. Ce parti allait connaître des jours encore moins *spirituels* une dizaine d'années plus tard ; mais, déjà il est reconnu pour ne pas faire une très forte consommation d'*esprit*. Raison de plus pour y entrer... C'est désormais une équipe perpétuellement gagnante sous le double oriflamme du conservatisme social et de l'autonomisme anti-outaouais.

Jean-Jacques Bertrand est un enraciné dans Missisquoi il se fait élire sans trop de peine lors des défaites de 1960 et 1962 comme lors des victoires de 1952, 1956, 1966. Sa carrière suit un cours parallèle à celle de Daniel Johnson, son collègue du comté de Bagot. En 1954, il est nommé adjoint parlementaire du ministre Bourque, titulaire du département des Terres et Forêts. Quatre ans plus tard, il est nommé ministre en même temps que Johnson. Tandis que celui-ci hérite du portefeuille des Ressources hydrauliques, Bertrand se voit assigner celui où il avait déjà fait son temps de probation. Dans un cabinet, qui donnait depuis longtemps des signes de gérontocratie, deux jeunes députés apportent un certain air *nouvelle vague*. Mais le renouvellement de l'Union nationale se fera trop peu et trop tard.

Surviendront les tourmentes de 1959-1960 : les *Cent-jours de Sauvé* ; les petites guerres de dévolution avec les successions incertaines de Barrette, Prévost et Talbot. Au congrès de leadership de 1961, se retrouvent face à face Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand. L'un et l'autre apparaissent encore plus dissemblables qu'ils ne le sont en réalité. L'un symbolise la tradition et le style de l'ancienne Union nationale - garants d'une relance prochaine de sa bonne fortune ; l'autre incarne les valeurs et les forces du renouvellement - promesses d'un avenir plus accordé aux conditions changeantes. L'un apparaît trop *politicien* ; l'autre, pas assez. Selon les niveaux, tous deux sont très forts par rapport au second. Dans un caucus des députés du parti, Johnson l'emportait à 4 ou 5 contre un, dit-on ; mais on suppose que, dans une consultation populaire, Bertrand drainerait un vote populaire beaucoup plus important. Dilemme pour les délégués du congrès de leadership, au niveau intermédiaire. L'issue du vote le montre assez clairement, à la suite d'un congrès particulièrement tumultueux, dans

les coulisses desquelles divers *trafics* auraient été mystérieusement négociés. À la phase finale du combat, Bertrand fait éclater son angoisse de façon pathétique : « Liberté ! Liberté ! » C'est le *politicien* Johnson qui l'emporte finalement sur le réformateur Bertrand par la faible marge de 94 voix (1006 contre 912).

Ce résultat même annonce le destin immédiat des deux hommes : le *politicien* devra rénover son parti sous l'aiguillon du *réformateur*. Ce sera un long processus : confus, interrompu et relancé, semi-clandestin et marqué d'éclats publics. Assez curieusement, ce qui affaiblit la position du leader contesté ne renforce pas l'autorité de l'ex-aspirant leader contestant. Bertrand manque, en apparence, de continuité et d'esprit de détermination. On l'appelle le *Hamlet* de la politique provinciale, lui aussi un *pur*, mais qui ne parvenait pas à se décider... Il prit du temps avant de préciser, non pas seulement le *pourquoi*, mais surtout le *comment* de la démocratisation du parti qu'il réclamait. Une fois de plus, il a l'opinion publique de son côté, qui lui assigne d'autres tâches : participer à la constitution d'une très hypothétique troisième force avec René Lévesque et Jean Drapeau, ces deux autres solitaires réformistes ; ou devenir le grand leader canadien-français des Conservateurs fédéraux alors, que le principal intéressé, Diefenbaker, n'en ressent pas un besoin très, très pressant. L'hésitant Bertrand devient principe de contradiction dans son parti, sans devenir pour autant pôle de ralliement.

« Gerry » Martineau aurait déjà dit : « Pas bon pour pas bon, moi j'appuie Johnson ». Un député unioniste disait de façon plus imagée : « Bertrand, c'est un pékinois qui jappe. Dans le parti on n'aime pas les chiens qui se contentent de japper. Bertrand n'est pas agressif ». Quand Bertrand rendit enfin public son ultimatum en quatre points (1°, hommes nouveaux dans le parti ; 2°, franchise et honnêteté intellectuelles plutôt que la démagogie courante ; 3°, collaboration d'experts extra-partisans ; 4°, participation active des adhérents à l'U.N. et du public en général), Johnson répond par téléphone trans-atlantique qu'il n'y a rien là-dedans qui ne puisse être satisfait en moins d'un an. Lors d'une explication ultime au sein du caucus du parti, Johnson, guidé par un instinct du *fair play* en pareilles circonstances, fit montre d'une grande habileté et de... libéralisme ! Bertrand avait remis sa lettre de démission avant le début de la réunion, persuadé sans doute qu'il était allé trop loin. Johnson fit part du contenu de la lettre et dit abruptement : « Y a-t-il quelqu'un ici qui veut imposer le silence à mon lieutenant ? » Personne ne répondit...

Le reste de l'histoire, c'est l'opération récupération de Bertrand, puis celle de sa ré-intégration : les deux opérations se soldent par l'opération auto-réhabilitation de Johnson, dont le leadership n'allait plus être sérieusement contesté. Les *assises* de l'Union nationale en mars 1965 permettaient de canaliser les idées de Bertrand dans le parti de Johnson. « Je crois sincèrement que toutes les réformes ont été faites dans la mesure du possible... Tout le monde a pu constater les efforts réels que M. Johnson a faits pour rajeunir le parti ». Quant à sa faiblesse *hamletienne*, Bertrand répond : « En somme ce qu'on me reprochait, c'est de n'être pas sorti en claquant la porte. Ma devise serait plutôt : « Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage. » C'est en effet une attitude profonde chez moi que le temps doit être un allié, et que la patience porte plus de fruits que la violence ».

Quand l'Union nationale prit le pouvoir *par erreur* en juin 1966, Johnson fit de Bertrand son principal lieutenant. Il lui confia deux ministères particulièrement *stratégiques* : l'Éducation et la justice. Cette double assignation apparaissait comme l'engagement moral qu'on n'effacerait pas ce qu'il y avait eu de plus présentable dans la *révolution tranquille*, qu'on ne reculerait pas aux jours du duplessisme triomphant. Bertrand s'emploiera à consolider, puis à *accélérer* la grande réforme de l'éducation. Tenant compte de certaine inflation verbale, on doit constater que la transition eut pu être bien plus inquiétante. Débordé par ses trop lourdes charges administratives, surmené comme ses collègues titulaires de deux ministères, Bertrand se consacre aujourd'hui à la seule administration de la justice. Le reste de l'histoire, c'est l'actualité quotidienne et, au moment d'écrire ces lignes, on vient de lancer le projet d'une loi des pouvoirs spéciaux de police..., qui, par définition et en tous lieux, est une matière qui n'est jamais de tout repos ...

d) Jean Lesage *

[Retour à la table des matières](#)

Il est devenu un *cas*. On a beau considérer la profondeur d'une carrière politique d'un quart de siècle, on a beau par avance relativiser un futur politique ou son avenir personnel, connus de Dieu seul, un malaise nous saisit lorsqu'on veut examiner le *cas* Jean Lesage depuis le 5 juin 1966. Bienheureux inconditionnels de l'attaque ou de l'adulation ! Eux, ils ne doutent pas ; ils sont à l'abri de tout malaise. « Voyez sa pesanteur réelle depuis que sa chance inouïe l'a déserté, depuis qu'il a enfin *opté*, jetant bas le masque. Eut-il été maintenu au pouvoir, c'était une nouvelle histoire de Duplessis que recommençait ». Ou : « Vous n'y êtes pas. Il est toujours le grand Lesage... le promoteur de la *révolution tranquille*, celui qui a donné de la réalité et un sens à l'autonomie québécoise et qui nous a enfin fait entrer dans le vingtième siècle. S'il donne l'impression de se chercher, c'est qu'il a rudement été balloté dans son parti où des éléments disparates, et même contradictoires, avaient pris place. Demain, il redeviendra lui-même, rebondira, relancera le parti, donnant enfin sa propre mesure ».

La plausibilité des deux lignes d'argumentation montre la complexité du personnage. Parce qu'il fut un beau cheval de bataille, sachant alterner le trot et le galop, la caracole et le dandinement, on conclut trop tôt que la *bête politique* a beaucoup de légèreté. Lequel doit primer dans l'explication : un homme que la politique a d'abord fait, ou cet homme qui a fait telle politique ? À supposer qu'une telle dissociation soit possible, serait-elle, en l'occurrence, éclairante ?

Jusqu'à l'absurde échouement du 5 juin 1966, sa carrière avait eu la netteté d'une épure. Sa chance ? Elle lui a souri, niais ce fut toujours après qu'il l'eut forcée, après qu'aux trois ou quatre occasions décisives de sa carrière il l'eut littéralement arrachée à la force des poignets. En politique, comme en toute activité humaine, la chance n'est que l'ingrédient à happer, à empoigner, comme s'il s'agissait d'un outil pour se forger

* Lorsque Jean Lesage annonça sa démission comme chef du parti libéral et sa retraite de la politique, aucun journal ne demanda aux Éditions du jour la permission de reproduire ce portrait. Mais, d'accord avec la direction des Éditions Parti Pris, nous pensons que ce portrait du premier ministre de la *révolution tranquille* trouve ici naturellement sa place.

un destin. Aussi, elle « ne sourit qu'aux audacieux »... justement, son audace ? Il donne l'impression d'en avoir eu à revendre. Pourtant... Chaque fois qu'il fut véritablement audacieux, c'était à la façon d'une fuite en avant ! Ceux qui ne fuient pas en arrière, ni d'un côté ou de l'autre, sont des audacieux et non des craintifs. Ils méritent la chance que génère cette audace. Une épaisse malchance sort-elle d'une audace mal - précisément parce que *trop* - calculée, comme l'élection anticipée de juin 1966, elle apparaît injustement méritée.

On s'effondre ou on se cabre. Alors qu'il faut plutôt apprendre à encaisser. Non pas seulement apprendre psychologiquement à faire, comme l'on dit, « contre mauvaise fortune bon cœur » - ce qui est beaucoup demander quand cette première fois arrive trop tard. Mais savoir intellectuellement qu'on n'échappe pas à la règle commune : toute vie hors-série est rythmée de coups durs, qui donnent relief aux coups d'éclat, les uns et les autres forcément rares et, en définitive, mutuellement bénéfiques. Qui a jamais pu, en quoi que ce soit, gagner tout le temps et sous tous les rapports ? Consentir à l'effondrement, c'est de la lâcheté. Sa cabrer, c'est ne se donner qu'une fausse assurance. Entre les deux, sans l'*encaissement* véritable pour la nécessaire propulsion subséquente, c'est risquer de ne libérer que ses petits démons intérieurs... On ne s'y reconnaît plus et on n'est plus reconnu.

Nothing succeeds like success... Comme tout axiome, ce n'est qu'à moitié vrai, ou complètement faux pour la contre-partie qu'il ne dit pas. Il doit être lu au complet : ... *as long as success is lasting* : affaire de redondance ou de simple définition. Rarement à point nommé, mais presque toujours dans la plus ironique des situations, la contrepartie apparaît. Quand on est de la race des forts, on amorce la réussite de demain dans l'échec d'aujourd'hui, l'un et l'autre provisoires comme tout épisode de vie. Il faut renouer la chaîne du succès, générateur d'autres succès. Pas si simple ?... Certes non en situation vécue. Mais est-il d'autre issue que cette espèce de logique pure, nominale ?

On a assez dit que Lesage fut l'homme d'une situation qu'il n'avait pas créée, qui fut accélérée par d'autres. Mais qu'il l'ait assumée en plénitude et dirigée plus qu'on y consent, n'était certes pas d'un esprit médiocre. De l'opportunisme, mais d'une forme supérieure qui est une des marques des hommes politiques efficaces : pourquoi le taire ? Ses *sincérités successives* ne lui sont pas un trait de caractère exclusif parmi la faune politicienne. Est-ce que tout changement de rôles politiques ou de niveaux de responsabilités ne commande pas des conduites différentes, parfois contradictoires ?

Mais il faut dépasser l'observation banale. La dernière de ses *sincérités successives* était toujours plus sincère que la précédente. L'ambition elle-même n'est pas négatrice de la sincérité, ni des sincérités renouvelées. Elle est encore l'énergie des nécessaires audaces. Il faut, mais il suffit, qu'il y ait concordance entre l'ambition, la sincérité et l'audace.

Sincère et audacieux, le Jean Lesage de 33 ans, qui siégeait aux Communes dès 1945, l'était déjà. Il fallait qu'il le fut pour s'affirmer comme le plus méthodique et travailleur des députés du *Petit Chicago* ; pour se faire désigner à la présidence d'une commission parlementaire, d'une conférence internationale, pour diriger la délégation canadienne à une réunion annuelle du Conseil économique et social de l'ONU ; pour être nommé adjoint parlementaire du ministre des finances avant de devenir à 41 ans Ministre des Ressources et du Développement économique, qui devait se transformer quelques mois plus tard en ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. Ce ne furent pas là fonctions honorifiques. Entre temps, il s'était fait réélire sans trop de mal dans Montmagny-L'Islet en 1949 et 1953 ; de même, victoire à peine plus difficile à l'élection de 1957, la vague diefenbakérienne n'ayant pas encore balloté les électeurs québécois. Dans son nouveau rôle d'oppositionniste, il fut le plus combattif et efficace des *debaters* francophones de ce parti qui, après 22 ans, prenait soudain conscience qu'entre lui et le peuple canadien il n'y avait pas de lien dynastique. Lors du cyclone conservateur de 1958, il est de la vingtaine des rescapés du Québec. Il *arracha*, littéralement, une victoire atténuée à ses électeurs, pourtant continûment fidèles depuis 1945. C'était suffisant pour asseoir une réputation de rude *campaigner* et de *votes getter* jusqu'à l'invincibilité.

Ce n'était donc pas un laissé pour compte de la politique fédérale que le congrès spécial de leadership de la Fédération libérale du Québec élu en mai 1958. À 46 ans - incidemment l'âge de Duplessis quand il prit le pouvoir en 1936 - il s'attaque au pouvoir réputé invincible du Chef, plus fort que jamais après la scandaleuse élection de 1956. Cascade de chances : l'affaire du Gaz naturel, dévoilée par *Le Devoir*, mais dont il sut profiter avec un maximum d'astuce ; la mort, pathétique à certains égards, de Duplessis, la fin tragique de .Sauvé - toutes deux opportunes pour son avenir politique. Le 22 juin 1960, il bascule une Union nationale, désorganisée à sa tête mais d'une infrastructure encore rigide et très *professionnelle*... *Il faut que ça change !* Tant l'immobilisme avait été généralisé et épais, la moindre innovation pendant les cent jours de Sauvé apparaissait révolutionnaire. La *révolution tranquille* fut une évolution

tapageuse et surtout... bavarde ¹⁰⁶. Lesage, qui l'incarna, la *parla plus* que quiconque. Il en était naturellement le héraut.

Le Québec *bougeait*. Au gré des impatients, trop peu ; des timorés, trop ; des pessimistes, trop tard. Le premier ministre était le moyen terme de convergence dans cette effervescence, secouait l'inertie ici, rappelait au sens de la mesure là. L'apothéose fut atteint après l'élection surprise de 1962 au sujet de la nationalisation de l'électricité : il s'agissait de rallier un cabinet divisé, et un parti hésitant en conséquence, par une large adhésion électorale. On a trop peu noté que c'était d'une *stratégie* peu courante, à l'inverse des règles. Poussé à l'impasse, Lesage s'appropriait l'idée, la *vendit* avec une conviction de croisé. Cette élection à principe de referendum prit l'allure d'un plébiscite personnel. C'était à s'y tromper : il paraissait être l'initiateur du mouvement, mais en fut le mobile à la phase de l'exécution. Un coup de maître.

Dans les grands affrontements avec le gouvernement fédéral, son ardeur presque trop violente - à en être suspecte ! - ne se démentit pas non plus. Même prouesse lors des phases successives de la grande réforme de l'éducation, en rattrapage de malencontreuses déclarations de principe alors qu'il n'avait pas encore pris le vent du Québec nouveau. Selon un style classique, donc un peu démodé, de politique, il épousait les idées nouvelles, les propageait, les explicitait. La fonction, plus les circonstances *bonifiait* l'homme dont on remarquait moins ce qui lui restait d'emphase oratoire. Tout le monde y trouvait son compte.

Puis suivra à partir de 1964 la phase digestive de la récollection, non créative, de la fameuse *révolution tranquille*. Ce n'était pas encore la stagnation, mais ses risques... à moins d'une relance. L'accident imprévu, mais prévisible à cause des règles du « Qui perd (41 % des votes à l'U.N.) gagne » (contre les 46% des votes libéraux), se produit le 5 juin 1966 : traumatisme dont Lesage ne se serait pas encore relevé.

Toute politique est conductrice de quelque ambivalence ; il n'y a que les dictateurs ou les politiciens cyniques à pouvoir ne pas céder à certaine dose d'ambiguïté. Lesage ne fut jamais dictateur ni cynique. D'où vient que, même aux jours fastes de la *révolution tranquille*, alors qu'il s'y engageait avec le plus de ferveur, on reportait à l'ambiguïté du personnage l'ambivalence en grande partie obligée (le contexte social, le

¹⁰⁶ Pour un jugement moins elliptique, voir du même auteur *Le Canada-français après deux siècles de patience* (chapitre VI, pp. 163-190 ; Paris, Édition du Seuil, 1967) ou ce livre aux chapitres VII, IX et X.

rythme de l'époque...) de sa politique ? Comment répondre sans la future référence au nécessaire décalage historique ?

Tout le monde vit de la tension de ses contraires. Les contraires de Lesage sont presque trop apparents : formé à l'école du libéralisme classique, il devient de but en blanc un promoteur du progrès socio-économique ; il fait ses classes dans une ambiance de centralisme fédératif, il graduera dans une classe terminale d'autonomisme revendicateur ; il est d'une carrière par définition conservatrice et de la fin d'une génération qui n'a été touchée que par osmose par les idées nouvelles. Il est dedans et en dehors, à gauche et à droite. Il fut avant tout un *débloqueur* de situation. Il n'a pas été au principe du mouvement, mais il a tenté de lui donner une direction dans des *couloirs* s'élargissant ici, se rétrécissant là. Il devient l'homme d'une situation, sinon l'homme de la situation. Pas un mince mérite tout de même que d'avoir été tout cela, qui, au jour le jour, est beaucoup de choses à faire tenir ensemble. Que si l'on soutient que son apport de *conditionné - conditionnant* pèse peu lourd en définitive, je dis : « Les choses étant ce qu'elles étaient qu'il n'aurait pu, l'eût-il voulu, transformer radicalement, quel autre aurait pu faire autant à de pas plus lourds frais ? » - « Paul Sauvé, peut-être ? » - Outre que l'Union nationale n'aurait pu sécréter un Paul Gérin-Lajoie ou un René Lévesque, la réponse à la négative est quand même plus plausible que l'affirmative, le conservatisme de Sauvé étant plus foncier que celui de Lesage.

L'ambiguïté du lesagisme tient en bonne partie dans l'événement ou l'époque, dans les structures et la réceptivité d'une société. L'autre *partie* et dans l'homme. La malléabilité du personnage l'a ainsi servi ; mais, dans une proportion comparable, il aura aussi servi l'époque et la société au moins jusqu'en 1964. Ce n'était pas suffisant, ni assez vite. D'accord, cent fois d'accord ! Mais, si elle est linéaire, la marche du progrès promet, requiert même des replis, des temps d'arrêt. En fait, la métaphore est mauvaise. Le progrès marche en lignes rayonnantes à partir d'un centre énergétique. Combien de lignes en rayon sont restées intouchées par la *révolution tranquille* ? L'échec de Lesage fut de n'avoir pas été ce centre énergétique. C'est un réacteur, un amplificateur, un multiplicateur ; pas un initiateur, un effecteur, un accélérateur. Il n'a jamais pu amener à une unité ferme ses dualités de psychologie et de vie professionnelle. Les tenants de la caractérologie astrale y verraient un beau cas type de Gémeaux.

Ce qui en faisait le Québécois numéro 1 le faisait également considérer candidat idéal au titre de premier ministre du Canada. Des voix inquiètes du Canada anglais

l'ont, pendant une couple d'années, consacré dauphin naturel de Pearson. Il avait beau protester qu'il en avait « les mains pleines » avec son gouvernement du Québec - jouant les grandes coquettes, disaient les mauvaises langues - les spéculations allaient bon train, s'atténuèrent à peine après de rudes passes d'armes avec « ceux d'Ottawa », omis et collègues d'hier. Le voyage dans l'Ouest à l'automne 1965 le fit douter et de son intérêt et de son aptitude (*fitness*) à la fonction. Selon une hypothèse hors de propos aujourd'hui, même après l'échec du 5 juin 1966, on l'aurait encore considéré comme l'aspirant le plus valable à condition de prendre une revanche décisive sur l'Union nationale. Dans l'intervalle, on a *inventé* à un rythme affriolant un certain Pierre Elliott Trudeau, jeune ministre qui n'avait eu le temps que de commencer à se manifester.

En février 1965, Lesage s'en prenait à Toronto aux « possesseurs tranquilles de l'inquiétude », retournant contre des détracteurs un mot prudhommesque qu'il avait eu la faiblesse de commettre. En une autre circonstance, il s'expliqua sur sa philosophie politique : « Cette absence de système, ce refus d'un système, je soutiens que c'est, - loin de n'être pas une pensée politique - une philosophie politique en soi ». Puis, en veine d'humour aussi optimiste que macabre, il composa son épitaphe :

LESAGE (Jean) -1912 - 2012,

prit sa retraite à 98 ans, après avoir été premier ministre pendant 50 ans. Ennemi des systèmes conçus avant l'expérience, il ne voulut être qu'un modeste relais dans la marche ininterrompue vers une société aussi humaine que possible.

Avant d'être premier ministre, dans un discours sur la doctrine du néo-libéralisme, il proclamait : « Le libéralisme n'est ni de gauche ni de droite : il est du centre, il cherche surtout à aller de l'avant » (*Lesage s'engage*, Montréal, 1959, p. 102). Beaucoup de citoyens québécois, dont de ses proches collaborateurs, attendaient une radicalisation naturelle d'un parti, jeté dans l'opposition dans de telles circonstances. Ils sont plus d'un à regretter le premier ministre d'antan dans ce chef de l'opposition qui, s'il va quelque part, donnerait plutôt l'impression d'aller vers l'arrière que de l'avant.

e) Réflexions sur les violences *

[Retour à la table des matières](#)

La violence physique, brute et directe n'exige pas, pour en parler, l'encadrement des guillemets. Elle appelle d'ailleurs la *contre-violence*, aussi bête qu'elle-même. Quand la violence se déchaîne de façon encore plus superflue que gratuite, la contre-violence a beau jeu de s'affirmer encore plus nécessaire qu'intéressée...

Mais il est aussi des « violences » morales et analogiques (d'où les guillemets), initiales et même causales (c'est pourquoi je dois parler d'elles d'abord).

I. La « violence » de la bêtise pommée en politique

« Sire, c'est pire qu'une faute. C'est une erreur. » Monsieur le Premier ministre, c'est pire qu'une erreur. C'est une bêtise pommée. Je veux dire que l'intention, le contenu et l'effectivité du projet de loi 63 n'étaient *pas la question* dès lors que cette mesure législative n'était pas nécessaire, qu'à supposer qu'elle s'impose un jour il aurait fallu la proposer en un autre moment et *après* ou, tout au moins, *avec* d'autres mesures où elle aurait pris son importance relative.

Fin octobre 1969, dormait dans nos collèges et universités un réservoir de contestation concentrée, mais sans objet. Vous lui avez donné cet *objet*. Les contestataires y ont mordu goulûment. Les griffes poussent aux lionceaux. Il n'est pas indiqué de les taquiner parce qu'ils sont en cage. Surtout s'ils ont les moyens d'ouvrir les portes de la cage.

Vous avez raté une belle occasion de ne rien faire. La Commission Gendron vous permettait d'attendre, de justifier les nécessaires délais. Or, vous la court-circuitez par un projet de législation, partielle et intempestive, qui avait dans le contexte une allure (fausse) de provocation.

* Texte d'un commentaire demandé par la direction de Québec-Presses lors de l'affaire du bill 63. Il fut publié dans cet hebdomadaire le 9 novembre 1969.

On ne calme pas une inquiétude en prenant le risque d'exaspérer une autre inquiétude, complémentaire à la première. L'inquiétude à court terme des « parlant anglais » pouvait être calmée par votre inaction même, puisqu'ils sont en situation privilégiée et, à certains égards, dominante - et que c'est de là que vient tout le mal ! Mais c'est l'inquiétude à long terme des « parlant français » qui avait les moyens de s'exprimer massivement à court terme. Ce problème global exigera un train de législations articulées et bien motivées pour rassurer en même temps les deux inquiétudes. La situation vous imposait le devoir de décréter un *moratoire*. Vous voilà acculé à un *ultimatum* dont l'intransigeance même vient encore compliquer une situation qui était jusque-là suffisamment complexe.

Le Quand et le Comment sont parfois plus décisifs en politique que le Quoi. Le naufrage du « Bill 85 » et *l'accueil* fait aux travaux de la Commission Gendron vous informaient suffisamment de Quoi il s'agissait.

II. La « violence » de l'exagération verbale

Nous sommes latins. Nous amplifions les choses. Nous exagérons dans l'usage des mots pour qualifier les choses. C'est de la pire inflation verbale que de parler de « trahison » à tout propos, de débusquer les « traîtres » à Ottawa puis maintenant à Québec, de les envoyer « au poteau », de soutenir que le « Bill 63, c'est la mort du français au Québec », pour ne pas rappeler certaines grossièretés joualisantes ! L'ennui c'est que les mots ont une charge qui porte, jusqu'au moment où un usage échevelé les aura totalement désamorçés. Si nous avons jamais de vrais « traîtres » à Ottawa ou à Québec, comment les appellerons-nous ? Si quelque chose - qui devra être plus dangereux qu'un projet de loi - est susceptible de *tuer* le français au Québec, comment le désignera-t-on ?

Je n'ai jamais pu faire un choix du pire entre la propagande bête et la contre-propagande archi-bête. En des matières explosives, le manque d'information nécessaire appelle la manipulation amplifiante. Et le problème reste entier : *l'absurdité objective de la situation linguistique au Québec et singulièrement dans l'île de Montréal*. Ce n'est pas par des « solutions » en pièces détachées qu'on la résoudra. Ce n'est pas, non plus, en maniant de grotesques épouvantails qu'on arrachera au Québec l'habitude

de marcher sur la tête au point de vue linguistique. Porte toujours mieux l'indignation qui sait garder certain sens des proportions.

III. La violence sans guillemets

L'ennui avec elle c'est qu'elle entraîne la contre-violence du plus fort, et, surtout, *qu'elle ne fait pas peur à qui il faudrait*. L'attaque du Parlement par les lanceurs de cocktails Molotov prépare les Québécois à trouver des mérites à l'« État policier ». M. Wagner pouvait-il choisir meilleur jour pour lancer sa campagne ¹⁰⁷ ? Quand le policier peut faire la prédication du prophète...

Les manifestations de rue, les *teach-in* et *sit-in*, les défilés tiennent de la célébration, de la fête collective, du congé inattendu, du *happening*. Qu'on les aime ou pas, ils remplissent un nécessaire rôle politique qui ne pourrait être rempli autrement. Il ne faut surtout pas les faire de telle façon qu'ils soient réprimés par avance. Que ce soit par fanatisme ou pour le *kick*, par masochisme pour la Cause ou pour se faire la main, les assaillants de « la porte du Sauvage » ont saboté la manifestation impressionnante du Parlement le soir de l'Hallowe'en.

« Si vous voulez commencer la guerre civile, allez chercher mille fusils et dix chars blindés, puis revenez », leur a dit en vain M. Raymond Lemieux. Quand on lance les premiers pétards, il faut être les plus forts et avoir quelque chance de tenir les derniers. Or, comme personne ne voulait faire un putsch... La discipline et l'enthousiasme des manifestants étaient admirables ; la police, qui commence à montrer qu'elle est éducable, était correcte. Pourquoi avoir gâché une belle nuit ?

Car je n'oublie pas ce qui doit émerger de ces événements :

- 1° La question cruciale de la langue est désormais posée au Québec et *entre nous*. Enfin !...
- 2° Ce serait à désespérer d'un peuple si sa jeunesse étudiante n'était pas à la pointe de l'inquiétude et de la contestation.

¹⁰⁷ ... au leadership du parti libéral.

- 3° Si on ne doit pas faire joujou avec la violence, les gouvernants, mieux placés que quiconque pour savoir, doivent les premiers donner l'exemple en ne *faisant pas violence* par des bêtises pommées.

f) De Trudeau en Bourassa, ou de Bourassa en Trudeau ? *

[Retour à la table des matières](#)

...les deux. Se contenter de *lorgner* Trudeau parce qu'il est plus loin et qu'il y est depuis plus longtemps constituerait une première erreur d'optique. S'imposer de *re-garder* Bourassa parce qu'il vient d'arriver et qu'il nous est plus près en serait une seconde. Ne pas tomber dans le jeu faussant du *vedettariat* : la dernière vedette qui chasse l'autre... Les regarder l'un et l'autre pour avoir la chance de les voir l'un par rapport à l'autre.

Bourassa, à peine installé dans son pouvoir neuf de quelques mois, suscite la curiosité. Après avoir mis son gouvernement en place, il n'a guère eu que le temps d'exécuter les affaires pressantes dont le vote du budget, le lancement du programme d'assurance-santé (et la dure négociation avec les médecins). Dont, aussi, la compression des postes budgétaires, où se manifestait la propension aux dépenses somptuaires de ces messieurs de l'Union nationale comme s'ils en pressentaient le déclin prématuré. Ce gouvernement-là n'est pas encore parti. Il n'a eu le temps que de s'y préparer. Vers où et comment ? Nous le saurons avant plusieurs lunes.

Trudeau a eu plus de temps : deux ans et demi déjà qu'il gouverne, règne selon Stanfield, ou *préside* selon Douglas Fisher. Il a eu plus de chance de se faire valoir. En a-t-il profité ? Le temps qui lui reste compte double de celui que s'est écoulé, depuis juin 1968. Sa mythologie, qui peut encore porter une partie de l'ambiguïté de son succès trop éclatant, a commencé à se décanter. Il a dépassé le mi-temps de l'échéance où il rendra des premiers comptes.

Nous, Québécois, sommes entrés sans trop nous en avoir pris conscience dans une nouvelle ère du *double protectorat*, la précédente ayant été celle de Saint-Laurent et

* Texte publié dans *Le Magazine MacLean* (octobre 1970) sous la rubrique AU RISQUE D'ÊTRE D'ACCORD.

Duplessis, entre 1948 et 1957. Les problèmes pressants aux deux niveaux ne sont pas moindres qu'alors. Ils seraient plutôt amplifiés mais laissant moins de champ à l'inconnu. Nos gouvernants d'aujourd'hui sont moins inhibés par la méconnaissance de la nature des problèmes qui les confrontent que par la conscience de l'inadéquation de leurs moyens pour les résoudre. Ce qui incite à un nouveau réalisme dont l'humilité n'est pas absente.

Fait capital : Bourassa ne tient pas son pouvoir d'Ottawa. Il se trouve en force par comparaison avec ses trois prédécesseurs. Godbout lors de l'élection précipitée par Duplessis en 1939, Lapalme lors de la convention de 1950, Lesage dans les négociations pré-conventionnelles de 1958 furent tous oints par la sainte huile fédérale avant d'être investis par leurs partisans provinciaux. Godbout *paya* pour cette onction en 1948, Lapalme *paya* en 1952 et 1956. Mais il fallait les pouvoirs de maléfices d'un grand prêtre de la religion opposée, un Duplessis puisqu'il faut l'appeler par son nom, pour décréter efficacement que c'était une tare. Duplessis mort, Lesage brisa la tradition avec fracas. On n'eut jamais un premier ministre à l'autonomisme plus conséquent, agressif et tenace jusqu'à la hargne. On n'avait pas vu cela depuis... Honoré Mercier, il y a presque un siècle ! C'était d'autant plus notable que Lesage, produit du caravansérail d'Ottawa, avait une fiche de *compromissions* fédérales autrement plus lourde que celles de Godbout et Lapalme. À rappeler aussi que ces rudes victoires fiscal-constitutionnelles furent arrachées à Pearson, le premier grand patron de Lesage qui en avait été le secrétaire parlementaire.

Ce ne fut pas par sa seule aptitude à pouvoir prendre le vent nouveau que Lesage opéra son spectaculaire tête-à-queue. La fonction nouvelle recrée l'homme, aussi sincère dans ses récentes convictions. Certain jour de juillet 1964, Lesage officia à la cérémonie de « désaffiliation » des libéraux provinciaux des libéraux fédéraux. En quarante-cinq minutes, sans l'ombre d'un regret... Lesage a inauguré l'ère où, la politique du Québec devenant enfin quelque chose, un parti libéral provincial cessera de payer la note du succès de la politique libérale fédérale comme sous King et Saint-Laurent. Le même personnel politique se dédouble en grande partie aux deux niveaux, mais les deux plans restent distincts. Il n'y a plus de « trahison » à n'être pas libéral à Ottawa si on l'est à Québec. Toutes les questions et tout le monde s'en portent mieux : c'est par ses erreurs que Lesage se battit en 1966, défaite qui n'entama pas les chances québécoises de Trudeau en 1968.

Bourassa bénéficie de ces nouvelles règles du jeu. Il y ajoute ses propres avantages. Bien sûr qu'il était le candidat préféré des fédéraux devant Laporte et Wagner, que la « gang à Marchand » se joignit à la « gang à Lesage » pour lui assurer une élection aussi décisive dès le premier tour de la convention de leadership, mais ce n'était qu'un appoint dont il eut pu se passer (ainsi que de leur finance). On a pu constater encore que l'aide électorale la plus efficace que pouvaient fournir les libéraux fédéraux à leurs homologues provinciaux était de « faire les morts ». Et pourtant, ce qu'ils en ont eu la démangeaison ¹⁰⁸ devant la montée du séparatisme, devant la nécessité de régler son compte à René Lévesque « pendant qu'il en est encore temps » ! Bourassa est dans la position de force d'avoir cumulé en quelques mois deux victoires éclatantes, les siennes. À lui de jouer.

Il est au début d'une génération, celle qui prend le pouvoir ou s'appête à le faire un peu partout. Lesage fermait la sienne et dut de n'être pas déphasé trop tôt grâce à sa perméabilité à épouser les vues et aspirations de ceux qui lui poussèrent constamment dans le dos. Bourassa connaît la scène d'Ottawa autant que Trudeau croit connaître celle de Québec. Il n'a pas de complexes ni devant Ottawa, ni devant Trudeau, ni devant son *establishment*. Il a une formation comparable à celle du premier ministre canadien, avec quelque chose de plus appliqué dans des matières arides comme les joyeusetés de la théorie fiscale. Plus encore que Lesage il s'est fait élire sans Ottawa où il n'avait aucune racine. Mais il ne peut gouverner indéfiniment ni en toutes matières sans tenir compte d'Ottawa.

Pour l'instant, ce n'est pas là son souci majeur, ni immédiat. Ayant déjà empoché une centaine de millions, il prétend avoir commencé à administrer la preuve que le fédéralisme peut être « rentable ». Quant à son dada, dont des adversaires ont fait un slogan, des « 100,000 emplois », il risque d'en être prisonnier. Sa partie ne sera pas facile. Son libéralisme réel est mis à dure épreuve par le défi de réformer le régime électoral. Nous sommes devenus plus exigeants. Une nouvelle distribution de la carte électorale ne suffit plus. C'est le régime électoral qui est mauvais qui a amené une sous-représentation dangereuse du Parti Québécois depuis le 29 avril, et qui avait rejeté les libéraux dans l'opposition en 1966 dans ce qui fut ce jeu absurde du *Qui perd gagne*. Pour l'instant, il en profite de ces distorsions grotesques : mais Godbout

¹⁰⁸ Quelques-uns se grattèrent toutefois : l'exode des camions Brinks, la lettre des courtiers Lafferty et Harwood, le numéro de l'organe libéral fédéral sur la rentabilité pour le Québec de la Confédération, etc.

en 1944, Lesage il y a quatre ans sont témoins que les libéraux peuvent y écopier au point de, majoritaires en voix populaires, perdre le pouvoir en Chambre. C'est beaucoup demander à un vainqueur d'avantager un vaincu, éventuellement son vainqueur dans une partie subséquente.

Bourassa est le principal obstacle devant René Lévesque, qui le sait bien et voudrait moins le savoir qu'il ne le sent. Les deux hommes, qui ont appris à se connaître et à travailler ensemble, continuent à s'estimer profondément dans la commune détestation de leur option respective. Et à se craindre. De telles luttes font des combats entre écorchés.

Combien de temps un chef jeune peut-il assurer la jeunesse d'un parti ? Nous voyons, par le cas de Marcel Masse, comment un vieux parti, qui s'était administré une cure de rajeunissement, peut en si peu de temps *géroncratiser* ses jeunes leaders.

Et Trudeau depuis deux ans et demi ? La réponse pourrait s'intituler : « Grandeurs et servitudes d'une mythologie politique. » Il faudrait y consacrer au moins un feuilleton. Contentons-nous d'observer que Trudeau en est arrivé à ce point de jonction très délicat où l'homme d'État doit se substituer à sa mythologie, qui porte à faux à la longue. Le risque est double : que le désenchantement soit à la mesure de l'attente démesurée de ceux qui ont surfait l'homme ; que le succès du mythe soit pris comme acquis et cesse d'être versé au crédit de l'homme. C'est déjà commencé. Le Canada anglophone trouve en lui son premier ministre le plus coloré depuis Sir John A., vivant sa biculture en un équilibre tellement parfait que cela en devient impudique ! Les Canadiens francophones ont désormais à Ottawa un autre pôle d'attraction, d'intérêt ou de curiosité que le seul Réal Caouette. Le match dissymétrique et prématuré entre Trudeau et Lévesque n'aura pas lieu. Il n'aura lieu qu'après, ou que si Lévesque gagne le sien contre Bourassa.

On revient à la relation circulaire : de Trudeau en Bourassa, de Bourassa en Trudeau. C'est la réussite conjuguée, tout au moins simultanée, des deux à leur plan respectif qui peut continuer à faire tenir les dix provinces en une unité politique plus englobante. Si l'un des deux échoue, l'autre flanche... Mais, dans le Québec plus qu'ailleurs, la réussite de l'un risque de s'apprécier aux dépens du succès de l'autre. Et s'ils réussissent trop bien, trop vite ou trop aisément, c'est qu'ils auront été de connivence...

La politique internationale se propulse en des états de tension qui ne se distendent jamais complètement : voir l'histoire de la guerre froide depuis 25 ans. Le caractère *international* de la politique canadienne sera encore plus accusé dans les années 1970 que dans la décennie précédente. L'inflation, le chômage, la pollution, l'inégalité régionale ne sont certes pas des petits problèmes, mais nous n'en avons pas la spécialité.

Ce qui nous est propre, c'est l'urgence de deux réformes qui dépendent de Trudeau et de Bourassa - et qu'ils peuvent avoir tous deux de « bonnes raisons » de ne pas faire, de ne faire qu'à moitié, de reculons ou trop tard. Une vraie réforme constitutionnelle au Canada où le Québec trouvera une place conforme à sa spécialité. Une vraie réforme électorale au Québec où le citoyen québécois en *deviance* canadienne ne sentira pas sa voix défranchisée. Ce sont les deux prérequis des réussites de Trudeau et Bourassa, au moins dans le Québec. Dans ce Québec bizarre, inconséquent par excès de logique, si l'on veut, mais devenu plus nerveux sur les règles du jeu que sur les gains à escompter d'une partie fausse... Mais, sans le Québec où est le Canada ?

Troisième partie :
Et maintenant l'écume des bouillonnements (1966-1971).

Chapitre XIII

Regards sur la décennie écoulée

a) *La politique au Québec dans les années 1960* *

[Retour à la table des matières](#)

Avertissement au lecteur : Dans les limites de ce court article, il faudra équarrir sans générosité pour mon sujet comme sans rémission pour moi.

I- « *Les révolutions font perdre beaucoup de temps* »

(Henry de Montherlant)

Dix ans, automne 1959... C'était, hier, les Cent Jours de Sauvé ; non pas l'Espoir, mais le processus très prosaïque de la quotidienne *dépression* - « Désormais ça se passera ainsi... » - après la longue compression de 15 ans de duplessisme. Un essai prospectif aurait alors conclu à l'inévitabilité de l'amélioration, sinon du progrès. Les choses étant ce qu'elles étaient, ou plutôt les choses qui auraient dû être depuis long-

* Texte publié dans le numéro spécial de Relations (décembre 1969), « Québec : Bilan 1960-1969 - Projet 1970-1979. » Les sous-titres sous les titres I, II, III sont de la rédaction de *Relations*.

temps n'ayant pas été, toute politique active et non déraisonnable allait paraître progressive.

Rebondissements style « happening »

Dix ans plus tard, je crains qu'il faille dire que tout risque de se détériorer, Le rideau d'ombre s'était levé en deux temps : la politique positive du « Désormais », fin 1959, puis, la prise du pouvoir du « Faut que ça change », le 22 juin 1960. Et ce sera relativement clair, sinon positif en tout, pendant la première moitié de la décennie ; après le tournant de 1965, des poches d'ombre de plus en plus nombreuses tacheront le décor jusqu'à rendre confuses les actions dont l'enchaînement tiendra plus du *happening* que du scénario ou du livret. Trop court, le programme libéral était épuisé, ou édulcoré - ce qui est une forme d'épuisement. Il se passe encore des choses, mais non plus cette Chose, rassurante en son ambiguïté même, qu'on avait appelé « Quiet *revolution* - révolution tranquille ». Confusions, tâtonnements, rebondissements sans relance, il n'est plus aujourd'hui personne pour conditionner l'Événement en *le faisant* : tout le inonde est conditionné, c'est-à-dire ballotté.

Ce n'est plus une recherche active pour *trouver*, c'est une *latence* d'attentisme affairé comme pour « occuper le temps », sans que personne ne soit sûr de « gagner du temps ». À mesure qu'on dévale le second versant de la décennie, on sent qu'on s'en va quelque part, mais personne ne sait où. Nos politiciens, à force d'avoir le nez sur les choses, ne les voient plus du tout. La « révolution tranquille » n'a jamais eu d'autre principe d'unité que d'être justement une contestation effective du passé. Ce qui la remplace apparaît comme juxtaposition de contestations cahoteuses et avec hiatus, allant en tout sens parce que sans objet unique. Le fil d'intelligibilité ne pourrait être que la ligne des préférences de celui qui parle ou écrit.

La ronde folle des révolutions manquées

La décennie 1950-1960 avait été celle de la « révolution » *désirable*, demandée et non attendue, mais seulement dans les esprits. Duplessis régnait sans gouverner, décréait sans légiférer, exécutait sans administrer. La génération qui prendra le pouvoir

après 1960 avait fait ses classes de critique sociale dans la nécessaire « impatience » personnelle des 10 ou 15 années précédentes.

Par contraste, la décennie 1940-1950 apparaîtra comme celle de la « révolution » *ajournée*, parce que non ou pas encore nécessaire, davantage impensée qu'impensable. La guerre, « l'effort de guerre », la prospérité économique en partie factice mais galopante, la crise de la conscription atténuée et tôt oubliée grâce au paternalisme de Saint-Laurent, la reconversion d'une économie de guerre en économie de paix prolongeant une prospérité à laquelle on participait goulûment, l'industrialisation et l'organisation accélérées en même temps que l'instauration en pièces détachées du Welfare State : tout cela, propulsant des espoirs et déplaçant des problèmes, portait le Québec en de vastes mouvements sans qu'il eut le temps de souffler, ni la pensée de se déterminer. Saint-Laurent à Ottawa, Duplessis à Québec : nous étions dans l'ère sécuritaire du double protectorat. Gagnant sur l'un et l'autre plan, nous perdions aussi quelque chose d'encore indéterminé sur les deux. Les escarmouches fédérales-provinciales n'émouvaient que la poignée des Québécois de la tradition constitutionnaliste.

Ils étaient gamins ou grands adolescents pendant la grise décennie de 1930-1940 ceux qui sont aux différents pouvoirs aujourd'hui. Ils ne gardent de cette époque que le souvenir de la « révolution » *trahie* de Duplessis en 1936. « Trahison » qui se prolongera en un interminable second règne de 16 ans. Pour attendre qu'elle ait été, cette seconde « trahison » les aura plus traumatisés que la première n'aura marqué leurs aînés.

Une « révolution » *trahie*, la suivante *ajournée*, une troisième *désirable*, une quatrième *tranquille* qui s'achève, le Québécois d'aujourd'hui, en sa belle maturité, ne s'y reconnaît pas aisément dans les substrats « révolutionnaires » de sa psychologie politique. C'est un hésitant qui voudrait donner le change de son hésitation. Le plus inhibitif des complexes, c'est d'exagérer la complexité. La vérité, c'est que le Québécois n'a jamais été révolutionnaire. C'est un « révolutionnaire » entre guillemets, qui entretient la nostalgie très confuse des révolutions politiques qui ne se firent pas au siècle dernier, des révolutions technologiques et industrielles, éducationnelles et culturelles qu'il rattrape comme il peut en ce siècle mais avec quel retard et à quels coûts ! En attendant, il est poussé dans le dos par les « fils de la prospérité », piaffants, contes-tants, parfois écorchants... Et, comme il commençait à se sentir moins désorienté dans l'espace, notre Québécois se retrouve encore plus déphasé dans le temps. Un jet de

yoyo à la verticale, un jet de yoyo à l'horizontale : cela peut faire beaucoup de mouvements avec retours, mais pas nécessairement un mouvement d'ensemble. Le Québécois a mal à sa *québécoïté*. Il s'y perd en se retrouvant.

*II- La « révolution , qui n'en était pas une,
que « tranquille » on appellera*

La « québécoïté » des « québécois »

S'il fallait d'un mot résumer sa signification profonde, c'est ce bizarre mot de « québécoïté » que j'emploierais. Nous sommes tous devenus « des Québécois ». Un parti politique nouveau en brandit l'épithète comme une marque d'identité avant que d'être un titre de gloire. « Canadiens », ou même « Québécois francophones » a la froideur d'une catégorie statistique. Le Canada-français ou le Canadien-français - même avec le trait-d'union - revêt une ambiguïté dont les plus intransigeants des Québécois prétendent que nous en crevons ! Les Québécois se sont d'abord aperçus qu'ils étaient propriétaires d'un État, d'un « demi-État » parce que fédéré, disent ces intransigeants qui veulent lui conférer la plénitude avant de l'associer à part égale selon un mode paritaire. C'est Jean Lesage et Daniel Johnson qui ont popularisé l'expression « État du Québec », et non Pierre Bourgault ou René Lévesque. Tous les problèmes n'avaient pas la dimension Québec, mais il devait pouvoir se trouver une « solution-Québec » à la plupart et aux plus importants d'entre eux. S'ensuivit un processus de politisation effrénée... « *Québec (ne) sait (pas tout) faire* » en politique, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas seul : il y a des « à côté » et surtout un « au-dessus ». Québec s'affirme en soi et pour soi, mais politiquement c'est surtout en se dressant contre l'autre capitale. S'ensuivit une dialectique nouvelle de l'Autre, de l'Extérieur, qui *se parle*, à la limite têt atteinte par la nouvelle horde des « jeunes loups », comme la dialectique du Maître et de l'esclave...

Cela se produisit alors que quatre gouvernements minoritaires sortirent de six consultations fédérales, que les Québécois eurent le sentiment d'être soudain orphelins à Ottawa entre le départ de Saint-Laurent et l'arrivée des « trois colombes ». L'une d'elles, la principale, effectue encore un vol vertigineux en faisant crisser ses

serres... Sous Bertrand comme sous Johnson et Lesage, le contentieux fédéral-provincial exaspère à point nommé cette « québécity » politique. Cela va des prosaïques trafics de gros sous aux escarmouches de prestige autour des « compétences internationales du Québec ». Les circonstances historiques ont fait qu'un fédéralisme bâtard, équivoque et boiteux a pu se perpétuer : à cause de cette pérennité, manque l'impact d'un besoin mutuellement ressenti pour une revitalisation radicale et hâtive. Le dossier du contentieux fédéral-provincial n'est pas prêt de se refermer... Québec et Ottawa peuvent-ils mener encore longtemps cette vie d'ennemis complémentaires ? Ou l'accumulation des heurts voile-t-elle, pour un temps encore indéfini, l'affrontement décisif ?

L'Union nationale n'a guère à rappeler sa « québécity » d'origine et de tradition continue. Les plus durs coups portés à Ottawa le furent par les libéraux de Lesage contre ceux de Pearson, et les uns et les autres se virent forcés de se *désaffilier* aux niveaux supérieurs des structures d'organisation de leurs partis respectifs. Pendant que le « Parti *Québécois* » procède à un inventaire de ses ressources et de ses idées, les plus québécois des parlementaires que nous ayons envoyés à Ottawa, les créditistes sans « caouettisme » si nécessaire, *rappliquent* à Québec pour *québéquiser* complètement les prochaines manœuvres électorales du printemps. Comme jamais dans le passé, nous allons être terriblement « entre nous » !

Les révélations d'un atterrissage forcé

Sur le plan politique, le Québec débloqua entre 1959-1962, décolla entre 1962-1964, fut pendant deux ans en butte à des perturbations atmosphériques jusqu'au bête atterrissage forcé du 5 juin 1966. Depuis lors, pour prolonger la métaphore météorologique, il faut dire qu'on vole dans le brouillard sans pouvoir discerner un cap précis. Si tout un chacun y va bien de son petit radar préféré, les directions proposées n'ont pas plus de netteté que sur les boussoles grossières qu'on offre comme jouets aux enfants.

La « révolution tranquille » n'avait été qu'une brusque mutation imposée par les circonstances - ce qui n'enlève aucun mérite à ses protagonistes qui durent, pour ainsi dire, l'arracher à la force des poignets ! C'était le point d'où nous partions qui donnait en grande partie l'illusion d'une promotion si accélérée. Mais, mutation ou promotion

accélérée, elle n'avait encore une fois rien de « révolutionnaire », non plus que rien de « tranquille », ne serait-ce que pour nous avoir donné goût au mouvement. Que peut être la suite d'une « révolution tranquille » ? - Une « révolution post-tranquille » ? L'expression, après tout ne serait pas plus ridicule que celles de « société post-industrielle » ou « post-moderne » dont les sociologues font la théorie ou annoncent l'avènement. La « révolution post-tranquille » prend de plus en plus l'allure d'évolutions plutôt tapageuses.

« Finies les folies ! » - Plus d'un Québécois a déjà répondu : « Elles ne font que commencer ! »

III - *Nous aurons les conséquences*

Car il y en aura. On ne prévient pas des conséquences qu'on ignore. Il faudrait pouvoir *préparer* des conséquences pas trop maléfiques en n'accumulant pas trop d'erreurs. Seulement, les bêtises des uns sont la sagesse des autres...

La nouvelle question ultime

L'épanouissement naturel de la québécoité c'est l'indépendance. Elle n'est pas « irréversible », comme s'en gargarisent trop aisément ceux qui trouvent dans ce dépassement collectif leur « confort intellectuel » (ou psychique) ; mais, inscrite dans « la nature des choses », longtemps impensable, non pensée, elle est maintenant pensable, sinon encore très pensée. La question majeure n'est désormais plus : *pour ou contre* l'indépendance ? Le temps n'est plus aux *critiques* des thèses du fédéralisme renouvelé ou de l'indépendance arrachée. Ni même à un calcul des coûts d'une réinsertion dans un fédéralisme à renouveler, « à un moment où les Canadiens français n'ont jamais été aussi forts à Ottawa », en comparaison de ceux de l'aventure à courir d'un Québec indépendant, se réveillant enfin d'une léthargie deux fois séculaire. Ce ne sont pas là des « questions dépassées », Elles restent des questions préalables, mais qu'on n'aura peut-être plus, bientôt, le temps de se poser. Il faudrait une faculté de surobjectivité pour y répondre en leur globalité. Personne ne l'a cette espèce de sur-faculté. Quelqu'un l'aurait-il, qui la lui reconnaîtrait ?

La question essentielle n'est maintenant plus le *Quoi* (où, vers quoi allons-nous ?), mais le *Comment* (comment ça va se passer ?). « Nous aurons les conséquences », même si c'est surtout « à cause des autres » que ça se passe mal. L'inquiétude visible qui s'exprime chez les Québécois, à la fin de 1969, provient de l'indétermination du *Quoi*. L'angoisse profonde qui ne s'exprime pas, du moins pas encore, loge au niveau de subconscient collectif : « *Comment ça va se passer ?...* » Si ça se passe mal, les aspects les plus bénéfiques du *Quoi* risquent d'être annulés pour au moins une génération : nous aurons les conséquences. Au premier chef, les conséquences économiques, mais ce ne sont pas les seules...

Il va se passer quelque chose. *Quoi ?* On ne le voit pas encore très bien. *Comment ?* On ne le sait pas du tout. C'est pourtant la nouvelle question ultime.

Nouveau Congo ou nouveau Biafra ?

J'ai déjà traité ailleurs de la « dialectique des deux fatigues »¹⁰⁹ : celle des Canadiens anglophones « fatigué » de nous, et la nôtre, à nous qui sommes « fatigués » d'eux. Contrôlée, sans escalade de violence tragique, cette dialectique pourrait mener à une évolution où « ça ne se passerait pas trop mal. » Un incident isolé, « de presque rien du tout » à l'échelle globale, peut la transformer en une dialectique de l'exaspération et de la provocation jusqu'à celle de la répression. Dieu nous garde de ces visions de *congolisation* du Canada et de *biafrarisation* du Québec ! Cette « dialectique » va être sous la dépendance d'une autre, plus décisive dans les dix prochaines années. C'est la dialectique des deux inquiétudes québécoises : celles des « sécuristes à court terme » (nos fédéralistes québécois) et des « sécuristes à long terme » (nos indépendantistes)¹¹⁰. Mais dans le « court terme », ce sont ces derniers qui marquent des progrès. Cela va-t-il durer ? Y aura-t-il, à point nommé, d'autres bourdes du style du « Bill 63 » pour polariser le grand réservoir des contestations potentielles ?

¹⁰⁹ *Le Canada-Français : Après deux siècles de patience*, Paris, le Seuil, 1967, p. 258.

¹¹⁰ Voir ce livre *supra*, p. 376.

Un réalignement clarificateur

Le P.Q. qui a fourni un lieu, un programme et une tête politique à ces « sécuristes à long terme », aura-t-il le souffle pour tenir et amplifier la cadence devant un jour se précipiter en rupture ? La coalition partisane (Libéraux, Union Nationale) s'opéra-t-elle pour endiguer la marée qui s'annonce, mais qui ne monte pas encore ? Ou cette espèce d'attraction suicidaire, que subissent à tour de rôle les deux « vieux partis », en viendra-t-elle à faire disparaître celui qui est de trop ? Au fait, lequel ? On peut du moins enregistrer ce phénomène important : la ligne de clivage des opinions en des matières fondamentales ne passera plus à l'intérieur de nos partis, mais entre les partis. Ce réalignement clarificateur est déjà commencé. René Lévesque doit appuyer sur l'accélérateur de la souveraineté, sans enlever complètement le frein à main de l'association (à laquelle il pense constamment à cause des exigences du *Comment*). C'est un dur régime pour un moteur : « il y a du tigre là-dedans ! » Quel que soit le destin personnel de cet homme, la ligne démocratique et « civilisée » que, à son corps défendant, il impose à ses troupes, commande le respect que n'annulent pas ses incartades verbales par ci par là.

Cacophonie d'un dialogue de sourds

La « prise de la parole » (et de la rue) d'un segment important des jeunes Québécois nous aura permis d'assister au plus cacophonique dialogue de sourds de notre histoire. *On se parle*, à des niveaux parallèles, mais qui ne pourront feindre encore bien longtemps de s'ignorer somptueusement. Car la dialectique des deux inquiétudes est maintenant bien engagée depuis la navrante affaire du « Bill 63 ». Elle va conditionner la dialectique des deux fatigues et la propulser, du moins en sa branche québécoise. « À force d'em... les Canadiens anglophones, ils finiront bien par nous laisser partir ! » Mais, pas plus que l'indépendance est irréversible, ce *Comment* est fatal. Il faudrait penser par avance un *Comment* bien moins favorable pour avoir chance d'en sortir tout juste après le point de *No Return*.

Le lièvre et la tortue

La Canadianité fut lente, trop lente, va encore au pas de la tortue. La québécoité, va plus vite, mais en plusieurs directions, au trot sautillant du lièvre. Dans la fable, la tortue arrive la première au poteau. Ce dont les Québécois ont besoin, ce n'est pas tellement de reprendre le rythme de la « révolution tranquille », d'en accélérer le tempo, c'est de re-préciser les deux directions claires. Les prochaines élections auront une portée de référendum.

Les circonstances vont nous entraîner à nous expliquer entre Québécois, avant de forcer l'explication avec le reste du Canada. On ne peut pas être « clair » en tout et à toutes étapes. Mais il arrive un moment où on n'a plus le choix de ne l'être pas. Dans la décennie passée, nous avons assez dit qui nous sommes ; dans la prochaine, nous aurons à dire ce que nous voulons pour devenir ce que nous prétendons être.

De retour d'un exil volontaire de 15 ans en Angleterre, Mordecai Richler écrit : « Canada, remember, isn't where the action is, it's where it reverberates ». Mais il est des réverbérations aveuglantes ! La *réverbération* québécoise sera la partie décisive de *l'action* canadienne dans les années 1970...

b) Herbert Marcuse, prophète de la contestation *

1 - *Marx remodernisé à travers la lecture de Freud*

Bientôt, on ne dira plus : « Avez-vous lu Marcuse ? Connaissez-vous Marcuse ? » Rançon d'une mode, d'une vogue philosophique : avoir lu, connaître Marcuse sera l'une de ces nécessités d'évidence pour pouvoir saisir le fond du problème. Tout étant « là-dedans, » on n'aurait plus à chercher ailleurs.

* Ce texte, demandé par la direction de *L'Enseignement*, fut publié par l'organe de la C.E.Q. le 15 décembre 1968. *Le Devoir* le reproduisit en trois tranches les 25, 26 et 27 février 1969.

En 1968, nous sommes tous en train de devenir marcusiens. En France depuis quelques années, le structuralisme, avec ses « papes » Lévy-Strauss, Lacan, Foucault, Althusser et Barthes, occupait presque toute la place. Hors du structuralisme pas de salut scientifique. Chacun des « grands » du structuralisme écrivait un chapitre capital du nouvel *Avenir de la Science*. Mais l'action, l'histoire, l'idéologie, le mouvement, la dialectique y perdaient leur pertinence, jusqu'à leur nom. Voilà que tout à coup l'Événement, c'est-à-dire l'Histoire se faisant, gagne de vitesse tout le monde. Il faut *expliquer*. Expliquer, en plein milieu du courant qui commence à déferler, que les rébellions étudiantes à travers le monde ont une signification profonde. Expliquer pourquoi celle de Paris en mai et juin 1968, dont toutes les autres semblent n'avoir été que diverses répétitions, ait pu secouer jusqu'à sa base le système social le plus fixe de l'Europe, le régime politique, en apparence du moins, le plus stable. Expliquer aussi par avance « ce qui s'en vient chez nous », qui a déjà commencé à se produire : occupation de Cegeps et de facultés universitaires, manifestations de rue, etc.

Donc expliquer le sens *profond* par Marcuse. Pas plus à Paris qu'à Sainte-Thérèse, *Eros et Civilisation ou l'Homme unidimensionnel* n'étaient devenus des best-sellers. C'est par ouï-dire qu'il était question de Marcuse. Jacques Sauvageot et Alain Geismar déclaraient ne pas l'avoir lu, s'il semble bien que Rudi Dutschke et ses amis berlinois, et, assez probablement, Cohn-Bendit étaient familiers avec l'œuvre du philosophe de San Diego. *L'achevé d'imprimer de L'Homme unidimensionnel* est du 22 avril 1963 : l'appel téléphonique du recteur Roche et l'entrée de la police dans la Sorbonne, qui se trouvèrent à allumer la mèche déjà prête, sont du 3 mai. Cette presque synchronie a toutefois valeur de symbole. De même *One Dimensional Man* fut publié en 1964 en presque concordance avec les premiers actes de violence à Berkeley, à l'Université du Michigan et sur quelques autres campus américains.

On le verra plus exactement dans la troisième partie, il n'y a pas de relation causale immédiate entre la pensée de Marcuse et les diverses rébellions étudiantes. Mais il y a au moins cette relation étroite que certains de ceux qui veulent se donner des raisons pour leur rébellion ont déjà commencé à se réclamer de Marcuse. Vraisemblablement, ils s'abreueront de plus en plus au puits des idées marcusiennes. Les deux pôles de la pensée politique « engagée » des étudiants sont la *contestation* et la *participation*. La première est un préalable à l'objectif qu'est la seconde. On conteste parce qu'on ne participe pas, en principe pour pouvoir participer. Or, Marcuse apparaît à

point nommé pour fournir l'attirail idéologique de la contestation, du moins au niveau global.

L'opinion publique américaine avait été rudement ballotée par les deux vagues de la guerre froide (le blocus de Berlin de 1948-49 : le « Mur de la Honte » de 1961), par la guerre de Corée et le mccarthyisme consécutif, par le *brinkmanship* de J.-F. Dulles et le *goldwaterisme* à visage de réaction antédiluvien. Mais tout cela n'avait pas eu la gravité des cancers racial et vietnamien. Quand le *student power* se verra donner son congé poli par le *black power*, l'escalade vietnamienne aura, entre autres effets, de déplacer le centre de la contestation du Mississippi au Mékong. La nouvelle gauche américaine allait trouver dans *One-Dimensionnal Man* un arsenal idéologique pour torpiller l'argumentation poussiéreuse de la vieille gauche, trop littéralement attachée à un marxisme de tradition qui ne retenait guère que la dialectique, très inhabilement transposée, de la lutte des classes. Selon un porte-parole de cette nouvelle gauche, le jeune professeur Paul Breines de l'Université du Wisconsin, « la vieille gauche a prouvé qu'elle était incapable d'une critique radicale de la civilisation capitaliste avancée ». (À noter : *L'Homme unidimensionnel* a pour sous-titre : « Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée ».)

Dans les premiers jours des « événements de mai » se tint à Paris un grand colloque international, sous l'égide de l'Unesco, pour commémorer le 150e anniversaire de Karl Marx, né en 1818. Du monde entier étaient venus marxistes et *marxologues*, dont Marcuse. Le colloque sur Marx évolua en un débat sur Marcuse ! Les barricades du Quartier latin actualisaient, pour ainsi dire, les prophéties de Marx en une forme d'ironie historique supérieure. Plus tard, à l'été, lors d'un autre congrès pour la commémoration du même anniversaire (à Korcula, en Dalmatie), Marcuse déclarait voir dans l'occupation armée de la Tchécoslovaquie l'« événement le plus tragique depuis la guerre ». Il précisait : « Cet événement est beaucoup plus grave que l'entrée des troupes soviétiques en Hongrie en 1956 où des éléments réactionnaires s'étaient infiltrés dans le peuple, ce qui ne s'est pas passé en Tchécoslovaquie ». Le marxisme marcusien n'a jamais été suspect de servitude envers Moscou.

On n'a parlé jusqu'à maintenant que de Marx, mais il y a aussi Freud avec Marx dans Marcuse. *Eros and Civilization* a précédé de 9 ans la publication de *One-Dimensionnal Man*. Apparaît de façon flagrante, et même terriblement, *actuel* ce philosophe qui proclame la « transcendance politique de l'énergie érotique ».

Qui est Herbert Marcuse ?

« Un philosophe à la mode », a-t-il déjà été répondu, ce qui est aussi sous-entendre : un peu mage, un peu sorcier, un peu oracle, et tout cela plutôt malgré lui. Au total, le plus doux des hommes. Son style n'en porte pas l'empreinte, mais on le dit pourvu d'un rare sens de l'humour. Naturiste, ce septuagénaire a l'élégance d'un ancien champion de ski et, en bon ami des plantes et des animaux, ne dédaigne pas d'être membre du Comité civique qui patronne le zoo de San Diego. Il a horreur du bruit des villes ou de la pétarade crispante des « hors-bord », nombreux sur la côte du Pacifique, ainsi que des bruits de la renommée ou du scandale, formant d'ailleurs avec sa femme un « couple parfait » depuis 30 ans.

Herbert Marcuse naquit à Berlin en 1898. Le jeune homme de 20 ans fut marqué par l'échec de la révolution allemande. Rédacteur à *Gesellschaft*, revue de la « social-démocratie » allemande, il avait toujours gardé ses distances avec le parti et n'avait pas, non plus, adhéré au parti communiste. Quittant Berlin, il poursuit ses études à Fribourg-en-Brisgau. Edmond Husserl, le fondateur de la phénoménologie, avait été l'un de ses professeurs ; mais c'est Martin Heidegger qui fut le « patron » de sa thèse sur Hegel. (Plus tard, il réhabilitera, en le « dénazifiant », Hegel : cf. le paragraphe suivant). Pendant que Lukacs et Korsch, autour du concept de *réification*, posent le problème de l'aliénation nouvelle, Marcuse cherche du côté de Freud et de la psychanalyse de nouvelles armes pour lutter contre la société répressive. Freud n'avait-il pas écrit : « L'histoire de l'homme est celle de sa répression » ? À quoi Marcuse ajoutera : « Le retour de ce qui a été refoulé constitue l'histoire souterraine et tabou de la civilisation ».

Avec Theodor Adorno, qui suit un cheminement analogue, il publie en 1936 des études sur l'autorité et la famille (*Studien über Autorität und Familie*). Il est déjà équipé pour poursuivre ses recherches sur la personnalité autoritaire. Entre-temps, les révolutions allemandes de sa jeunesse avaient débouché, via la faiblarde République de Weimar, dans le nazisme, alors que le socialisme soviétique avait déjà jeté sur la Russie le manteau de plomb du stalinisme. À l'heure de l'exil obligé, Marcuse et Adorno s'établirent en Suisse. Dès 1934, Marcuse avait fait des stages à l'Université Columbia de New York. Il s'installe définitivement aux États-Unis en 1937. Pendant

la guerre, il est au service du fameux O.S.S. (*Office of Strategic Services*), Columbia et Harvard ont mis sur pied d'importants *Russian Centers* dans la première phase de la guerre froide. Marcuse sera associé à l'un et l'autre. C'est pendant son stage à Harvard qu'il écrira son premier best-seller, *Soviet Marxism* (plus tard publié dans la collection « Idées », chez Gallimard, *Le marxisme soviétique*). Puis, il passe à l'Université Brandeis, près de Boston, y séjourne de 1954 à 1965. Atteint par la limite d'âge, il prend sa retraite mais c'est pour accepter aussitôt après un poste à l'Université de Californie (San Diego).

Le reste de son histoire, aurait-on envie de dire, se lit dans l'actualité des insurrections ou rébellions d'étudiants. Il faut résister à cette simplification. Marcuse n'est pas un théoricien de la violence. Sa pensée ne postule pas d'action spécifique ni immédiate : diagnosticien plutôt que thérapeute. Galbraith, d'un point de vue socio-économique, s'était fait le critique quelque peu désabusé de la société industrielle et de son *opulence*. En plus grande profondeur historico-philosophique, Marcuse en fait le procès par une critique autrement corrosive. Sauf dans les cercles spécialisés, il ne jouit pas d'une influence comparable à celle de l'économiste d'origine canadienne qui fut même un temps ambassadeur des États-Unis et conseiller du président.

Il n'a pas plus déclenché la « révolution sexuelle » sur les campus américains qu'il n'a été au principe des événements de mai-juin en France. Mais les étudiants qui pensent et qui lisent ont cherché dans *Eros and Civilization* (1955) des fondements critiques pour des comportements érotiques (ou purement sexuels) nouveaux. Joindre dans une même démarche intellectuelle Freud et Marx c'est encore toucher la fibre doublement désaliénante d'une jeunesse du refus global. Mais il n'est pas sûr que les jeunes lecteurs de Marcuse assument vraiment une pensée dense, livrée sans complaisance et inévitablement génératrice d'équivoques. Ces malentendus peuvent servir une réputation mais au prix de desservir cette pensée même.

2 - Une pensée « unidimensionnelle » ?

Marcuse, ce n'est pas Marx plus Freud. C'est plutôt Marx remodernisé à travers la lecture de Freud : mais le fil d'intelligibilité de l'un et l'autre remonte à Hegel, bien que Marcuse ne le rappelle pas à tout propos. La lecture de Marcuse est très ardue pour qui ne se contente pas de l'écume d'une pensée. Une bonne connaissance de He-

gel serait plus nécessaire qu'est utile une connaissance sommaire de Marx et de Freud pour suivre l'élaboration de la critique marcusienne. Conçue en allemand à partir de l'œuvre des trois génies germaniques tumultueux, s'exprimant en anglais et traduite en français pas toujours heureux, cette pensée résiste, fait assaut à l'attention du lecteur. Il faut souvent relire tel passage, opérer des retours en arrière. L'effort est récompensé. Difficile, l'œuvre de Marcuse n'est pas hermétique. Se dégage finalement une pensée structurée au bout de ses diverses contextures en liaisons souvent inattendues.

L'influence de Hegel ...

Rappelons que la thèse de doctorat, de Marcuse, publiée en allemand en 1932, portait sur Hegel. Son premier livre publié en anglais aux États-Unis est de 1941 : *Reason and Revolution - Hegel and the Rise of Social Theory*. La folie destructrice des Nazis était alors à son comble et le mouvement de reflux n'était pas encore commencé. C'est à ce moment précis que Marcuse publie une œuvre qu'on interprétera comme une réhabilitation du philosophe qui était classé, à cause de sa présumée hypotase de l'état (...« la marche de Dieu dans l'Histoire »), comme le grand-père de l'idéologie nationale-socialiste.

La vérité était que les philosophes de cours hitlériens suspectaient Hegel, le condamnaient même pour avoir enterré les grands desseins de l'histoire allemande. Remontant aux sources de la dialectique, Marcuse démontrait plutôt la parenté profonde de Hegel et de Marx et, exhumant de façon opportune à son propos des textes peu connus, faisait savoir que le premier avait déjà condamné l'économie de marché comme « aliénante, » quoique sans avoir lui-même prononcé le mot. L'auteur d'une *History of Political Thought* qui faisait autorité dans les départements de science politique, Sabine, corrigera la présentation qu'il avait faite de Hegel dans une première version. Dans la préface à la deuxième édition il déclarait que la liaison qu'il avait établie entre la doctrine hégélienne de l'État et le national-socialisme était « rapide et superficielle. » Pour cette correction, il disait sa reconnaissance à Marcuse. Hegel sortait victorieux de ce premier procès de dénazification.

... et de Freud

Contrairement à un Erich Fromm, psychanalyste marxiste, Marcuse serait un marxiste freudien, mais qui, encore une fois, n'aurait rien oublié de Hegel. *Eros et Civilisation* n'est peut-être pas l'œuvre capitale de Marcuse ; mais il est plus qu'utile de l'avoir lue, presque indispensable de s'y reporter en lisant *L'Homme unidimensionnel*.

Le souci poussé jusqu'à l'obsession de la productivité et de la rentabilité de nos sociétés modernes peut se comparer au principe de réalité, tel que Freud le fait s'opposer au « principe du plaisir. » Cette obsession devient une fin en soi, brimant ultimement les besoins individuels et sociaux qu'elle prétend justement satisfaire. Le temps libre, celui des « loisirs, » se loue ou se vend comme le temps du travail contre des biens de consommation plus ou moins durables et frelatés. Eros doit pouvoir affirmer son jumelage avec Prométhée travailleur. Marx avait fait de l'homme productif la puissance créatrice de la société. Dans le prolongement de Freud, Marcuse rappelle que l'Eros profond, qui aurait la faculté de ne pas se tromper sur la qualité de la marchandise, est le véritable créateur. Mais le contrôle social veille avec ses formes de « censure, » d'« introjection, » etc.. .

Selon les termes de la trichonomie freudienne bien connue, le « moi » (ou *ego*) se trouve en tension permanente, en tiraillements entre le « sur-moi » (*super-ego*) culturel et sociétaire et le « ça » (*id ou libido*). La société, par ses fondements dits de « rationalité » et ses règles de morale, apparaît un gigantesque appareil de répression. Freud reconnaissait la nécessité de contrôles contraignants à la *libido* et à la sexualité pour qu'une civilisation s'affirme et se maintienne. Marcuse croit en un type de civilisation avancé où l'indispensable répression ne s'accomplirait pas par des règles extérieures ou contradictoires aux pulsions instinctuelles elles-mêmes. Il y aurait une capacité de libre ordonnancement des instincts en leurs coulées vives. À une morale trop, et trop uniquement, *répressive* succéderait une morale *libidineuse*, mettant d'accord les principes et du plaisir et de la réalité. Car, il y aura toujours des contraintes. Certaines d'entre elles sont justifiables et justifiées. Ce sont les contraintes de la sur-répression, ce qui implique abus et superfluité, qu'il faut abolir. Comme les contraintes justifiées se télescopent avec les forces instinctuelles, l'Eros trouverait sa purifica-

tion dans l'idéal d'autodépassement que proposait déjà Platon. Ainsi, plus largement, pourrait un jour s'accomplir le brocard saint-simonien qui faisait s'effacer l'État en substituant au gouvernement des hommes l'administration des choses.

L'oeuvre principale de Marcuse

L'Homme unidimensionnel est la petite somme, en même temps que le dernier état, de la pensée de Marcuse. Il aurait, le premier lancé l'expression de « capitalisme d'organisation ». Mais bien qu'il signale que ce livre analyse « quelques tendances du capitalisme américain qui conduisent à une « société close » », Marcuse déclarait par ailleurs : « Les sociétés socialistes telles qu'elles sont établies ne me paraissent pas être ce que j'appelle « qualitativement différentes » des autres, des sociétés capitalistes » (interview au *Monde*, le 11 mai 1968). Nous avons affaire à une forme autre de domination, c'est tout. « Le vrai socialisme c'est autre chose », qui n'est pas voué fatalement à passer par une « période de type stalinien ». La révolution cubaine semblerait se diriger vers cette « autre chose ». D'autre part, l'Allemagne occidentale serait assez proche du modèle américain ; l'Italie, à un degré moindre ; et la France en serait encore fort éloignée. Aux États-Unis, la situation n'est même pas pré-révolutionnaire, mais « nous entrons, en Amérique, dans une nouvelle « période des lumières » ». Et, selon des réticences et inquiétudes qui s'avouent, Marcuse y brandit son lumignon ou sa torche...

Deux niveaux de *l'unidimensionnalité* de l'homme américain : la société est unidimensionnelle qui ne secrète et ne permet guère que l'expression d'une pensée également unidimensionnelle. Ces deux développements centraux sont encadrés par une introduction, diagnostiquant « l'engourdissement de la critique » dans une « société sans opposition », et une partie terminale brossant à très larges traits les « perspectives d'un changement historique ».

L'homme est unidimensionnel parce qu'il n'a plus sa faculté de négation, d'opposition : il n'en a ni le besoin ni, à vrai dire, la nostalgie. Il est encerclé, ou enfermé. Il ne s'en rend pas compte. « L'enfermement de l'univers politique », « l'univers du discours clos », « la mise en échec de la logique de contradiction », qui signalent des têtes de chapitres, décrivent l'aspect implacable de ces dômes dorés. « La conquête de la conscience malheureuse » ne se manifeste que par « une désublimation répressi-

ve ». À des phases antérieures du capitalisme, forces d'oppositions et intérêts contradictoires s'affrontaient, se distinguaient tout au moins. Aujourd'hui, tout cela est mobilisé et administré, « ce qui rend ainsi socialement dirigeables et utilisables des éléments explosifs et « anti-sociaux » de l'inconscient ». Et pour cela, il n'est plus besoin de « terreur ouverte : la démocratie consolide la domination plus fermement que l'absolutisme ; liberté administrée et répression instinctuelle deviennent des sources sans cesse renouvelées de la productivité ». C'est l'idée centrale de la thèse marcusienne que notre schématisation distorsionne inévitablement. Tout le livre n'est que la détection des composantes et l'identification des variables de cette unidimensionnalité.

Ici et là, on semble assister à un match de ping-pong entre Marx et Freud, mais c'est toujours Marcuse qui frappe la balle aux deux extrémités de la table. Il n'est pas indifférent de constater que rébellion politique et rébellion instinctuelle coïncident, soient liées. Comme dirait Marx avec les mots de Marcuse : « Cette politique de répression globale dont dépend la capacité de rendement du système... » ; comme répondrait un Freud politisé : « ... la concentration de l'énergie érotique dans la sensualité génitale barre la transcendance de l'Eros vers les autres « zones » du corps et vers son milieu ambiant, elle barre sa force sociale révolutionnaire et formatrice ». L'enfermement de cet univers clos est si complet que Marcuse ne voit guère que les marginaux à cette société, le *black power* et le *student power*, à pouvoir le faire éclater. Ces groupes s'opposent à ce que la rationalité de la nouvelle technologie deviennent la rationalité de la politique. Car la technologie n'est pas neutre, dès lors qu'elle affirme une rationalité, la sienne. Car la société dite d'abondance est autant, quoique plus subtilement, répressive que toute société. Ce n'est pas à son matérialisme que Marcuse s'en prend, mais bien à « la non-liberté et (à) la répression qu'elle recèle : réification totale dans le fétichisme total de la marchandise ».

Comment l'homme unidimensionnel pourrait-il refuser et nier, ou simplement mettre en question, dès lors que la politique et l'économie, la culture et la technologie « s'amalgament dans un système omniprésent qui dévore ou qui repousse toutes les alternatives » ?

On doit se poser la question : que reste-t-il d'un marxisme purgé de la classique dialectique des classes sociales ? Il faut disqualifier ce contrôle « par en bas » de la classe ouvrière au moins « partout où la classe ouvrière est devenue un étai à l'Establishment », ce qui est le cas pour l'Amérique du Nord, car « sa promotion au contrôle ne ferait que prolonger cet Establishment d'une autre façon ». Au colloque de

l'Unesco, marxistes et *marxologues* d'Europe et du tiers monde ont pris la contrepartie de ce point de vue amenuisant le rôle de ferment de la classe ouvrière. Les critiques de Marcuse isolent souvent ses idées de leur contexte exact ou dénivellent ses perspectives qu'il applique à la société industrielle avancée. Quant à lui, Marcuse ne voit pas d'espoir de renouvellement dans les classes populaires conservatrices mais dans « le substrat des parias et des « outsiders », les autres races, les autres couleurs, les classes exploitées et persécutées, les chômeurs et ceux qu'on ne peut pas employer ». Tous ces gens qui « se situent à l'extérieur du processus démocratique » se trouvent à attaquer le système de l'extérieur qui ne peut, inversement, les intégrer. « Ainsi, leur opposition est révolutionnaire même si leur conscience ne l'est pas ». Il faut donc compter avec de nouveaux joueurs dont la singularité serait de ne pas jouer le jeu. Et c'est peut-être « un fait qui marque la fin d'une période et le début d'une autre ». Le prophétisme de Marcuse est moins explicite et plus prudent que celui de Marx.

3 - Maître à penser pour la jeunesse ?

Socrate, accusé de corrompre la jeunesse, avait dû boire la ciguë. Marcuse fut menacé de mort par le Ku-Klux Klan. Lui-même et la police de Californie ont pris la menace au sérieux. Paru il y a quatre ans, *One-Dimensional Man* est en passe d'être considéré comme le livre le plus subversif en circulation aux États-Unis. Les leaders des « événements de mai et juin » en France auraient fait à l'été leurs classes marcusiennes dans la version française, lancée opportunément à la fin avril. En Italie, deux films sont en chantier. *Cœur de mère* de Salvator Sampieri raconte l'histoire d'une bourgeoise qui, à l'appel de ce qu'elle croit comprendre des livres de Marcuse, décide de s'unir à un groupe de jeunes terroristes. La satire serait plus grosse dans le film de Bruno Barrati qui, pour qu'on ne s'y trompe pas, intitule son ouvrage : *La marcusienne ou la femme à une dimension*. Plutôt qu'une simple bourgeoise, c'est une milliardaire qui décide de faire joujou avec la révolution !

Ce n'est pas Marcuse mais le sociologue David Riesman qui a soutenu que le *student power* est plus important encore que le *black power*. Jusqu'à la préface à l'édition française (écrite en février 1968), Marcuse n'avait pas mentionné la jeunesse, les étudiants. Il ne fut pas au principe du *flower power*, des *love-in* et autres *sit-in*. Ce marxiste original, auquel on reprochait de nier les contradictions internes du régime capi-

taliste, a été longtemps tenu dans cette espèce *d'underground* de la vie universitaire américaine. Pas de disciples, pas de coterie : quelqu'un dont on parle dans les cercles restreints d'initiés. La gauche américaine, qui ne le comprend pas ou refuse de le dire, le tient en suspicion ; mais la deuxième génération de la nouvelle gauche constitue ses lecteurs les plus fervents. C'est l'histoire répétée du philosophe âgé (70 ans cette année), auprès duquel les fils se rangent contre les pères.

Déjà Marcuse aura fourni, des munitions idéologiques aux « p'tits bourgeois »-qui-cherchent-à-se-donner-un-rôle-historique-pour-évacuer-leur-sentiment-de-culpabilité. Marcuse croit comme le Lénine d'avant la Révolution que, seule, la gauche est le moteur de l'histoire. D'où son appel pour le « besoin vital de la révolution » et pour « l'intolérance contre les mouvements de la droite et la tolérance des mouvements de la gauche » - ce qui est très *un-american* ! On peut prévoir que va s'amenuiser encore la relative immunité dont il jouissait.

Des étudiants berlinois et italiens l'ont consacré oracle des temps nouveaux. Il est devenu un des trois grands « M ». Comme le proclamait une banderole lors d'une manifestation : « Marx est le prophète, Marcuse son interprète, Mao son glaive ». Nous serions à l'aurore d'une nouvelle guerre sainte.

S'adressant à un groupe d'étudiants berlinois, Marcuse s'entend corriger son interpellation : « Étudiants... » par : « Camarades, vous voulez dire ! » Il tient en haute estime Rudi Dutschke et ses amis, doutait de la solidité idéologique des étudiants français (tout au moins après la première semaine de leur rébellion). De fait, Marcuse n'aime guère l'expression de « pouvoir étudiant », craignant qu'il ne soit conservateur, voire réactionnaire, s'il joue le jeu démocratique. « Le pouvoir étudiant » signifie que la gauche ne s'oppose pas du tout à l'administration de l'université, mais aux étudiants eux-mêmes. Ou alors, il faudrait déborder le processus démocratique. Il y a là une contradiction fondamentale ». Dans une interview à l'hebdomadaire italien *Tiempo*, Marcuse déclarait en août 1968, faisant allusion aux menaces de mort du KKK : « Ce qui est arrivé à Rudi Dutschke prouve assez que les adversaires de notre vision du monde et de nos aspirations à un avenir plus libre pour l'humanité ne sont pas que des chiens qui se contentent d'aboyer ». Mais il prescrivait aux étudiants d'« adopter à la rentrée une attitude plus raisonnable et surtout plus rationnelle », car, précisait-il, « je ne crois pas que les choses aient suffisamment mûri pour encourager les étudiants à remplacer les jets de pavés par un dialogue franc et constructif ».

La conclusion qui s'imposerait à ce développement, surtout dans une publication comme celle-ci, c'est Marcuse qui la livrait, péremptoire : « Les étudiants qui contestent ne m'ont pas lu. Mes fils ne contestent pas, ils travaillent ».

L'« enfermement » d'une pensée ?

Les philosophies les plus désespérantes sont toujours les plus populaires. L'effort de Marcuse pour réanimer le marxisme par un freudisme, qu'il faut bien qualifier de « social », commande le respect. Il est probablement le penseur qui aura le plus fait pour rendre le marxisme contemporain de la société de consommation ou d'abondance. Mais il faut contester le contestant, ou « contestataire » comme on dit de plus en plus. « Il faut de tout pour faire un monde » ; mais le thérapeute est ici bien faible à côté du diagnosticien. Sur l'objet, les raisons d'être de la *contestation*, son apport idéologique est énorme. Sur les modes et les directions possibles de la *participation*, suite logique et même nécessaire, c'est beaucoup plus mince. Marcuse s'est toujours défendu de tout dogmatisme : « Je mets en lumière les tendances, et j'avance quelques hypothèses rien de plus ». On le croirait sur parole s'il n'était pas le premier à admettre que « toute explication véritable doit conduire à rechercher une transformation, et il y a une relation interne évidente entre l'explication et la transformation ». Les idées de Marcuse, au sens fort, *vont loin*.

Il fut sommé de s'expliquer, au colloque de l'Unesco sur Marx, par Raymond Polin qui lui demandait : « S'agit-il d'une révolte pour la révolte ? Préconisez-vous un nouveau nihilisme, voulez-vous ressusciter Bakounine, Kropotkine ? Êtes vous un anarchiste, M. Marcuse ? » La réponse : « Suis-je un anarchiste ? Non, encore que je n'éprouve aucune antipathie pour Kropotkine ou Bakounine. Mais, si je devais me référer à un maître, ce serait plutôt à Charles Fourier. Je ne crois pas à la révolte pour la révolte ; mais je crois qu'elle a ses vertus propres. Au surplus, je suis trop lié à Hegel pour ne voir dans la négation qu'un aspect négatif... » Par l'utopisme phalanstérien de Fourier d'un côté, la dialectique de Hegel de l'autre, cette pensée a, à la fois des racines plus profondes et plus d'ouverture que le double « enfermement » marxiste et freudien. Comment concevoir cette ouverture autrement que par l'Histoire à faire ?

Au total, difficile et décevante, ce n'est pas que l'œuvre de Marcuse soit spécialement volumineuse. Ce n'est pas non plus qu'il dise tout, mais il dit quelque chose d'à

peu près tout. Un « maître à penser » ? Il faut toujours se méfier des maîtres à penser de façon générale et *d'un* maître à penser à particulier. Mais, à coup sûr, un maître qui donne à penser...

c) La seconde guerre mondiale est finie ... *

[Retour à la table des matières](#)

... dans ses conséquences. Cela s'est produit en 1970. Il aura fallu vingt-cinq ans. Les problèmes hérités du second conflit mondial sont maintenant stabilisés, sinon réglés. Les questions internationales majeures d'aujourd'hui sortent de situations nées dans l'après-guerre ; Vietnam, Chine, Moyen-Orient, Amérique Latine. La *guerre froide*, en son schéma classique, est morte de son outrance même lors de la crise des missiles soviétiques à Cuba en 1962. *L'après-guerre froide* qui continuait depuis lors en pleine ambiguïté s'est terminée ces derniers mois. Nous sommes maintenant entrés dans une époque qu'on caractérisera peut-être du nom de *paix froide*. Les deux Grands la gèrent comme ils le peuvent. Auparavant, ils avaient conduit la guerre froide et présidé aux divers accommodements guère plus aisés de l'après-guerre froide.

La *guerre froide* prolongea le second conflit mondial en tenant lieu de double substitut à l'impossible paix au sujet de l'Allemagne ainsi qu'à plus longue portée à l'impensable troisième guerre mondiale. Le nez à nez des deux grands vainqueurs extra-européens, au centre allemand d'un continent qui s'effondrât politiquement en 1945, fut générateur d'une tension persistante, non seulement entre les deux retranchements du rideau de fer ou sur les lignes de tranchée des deux Allemagnes et des deux Berlins, mais sur d'autres théâtres de la guerre froide et, cette fois-là, par personnes interposées, en, Corée, dans le détroit de Formose, en Indochine. Mais même quand elle se livrait sur ces théâtres périphériques, comme plus tard au Congo ou lors d'alertes au Moyen-Orient, ce fut toujours en référence à l'Europe et au rôle pivot d'une ou de deux Allemagnes que les deux Grands ajustaient leur stratégie globale de l'attaque et de la réponse. Pendant quinze ans d'un statu quo malaisé et contesté, l'Europe s'était mise à ressembler à deux gigantesques camps retranchés sous les protectoirats de l'U.R.S.S. et des U.S.A.

* Chronique au *Magazine MacLean*, décembre 1970.

Quand, plus tard en 1962, allait éclater la crise de Cuba, c'était encore par diversion de la crise européenne, figée par quatre années d'impasses au sujet de la question de Berlin (de l'ultimatum de Khrouchtchev au sujet de Berlin-Ouest en 1958 au « mur de la honte »). Depuis les blocus de Berlin-Ouest en 1948-49 par les Soviétiques et le contre-blocus aérien par les Américains, la situation n'avait pas fondamentalement évolué. Si ce n'est, avec le temps, une beaucoup plus grande cristallisation des deux positions irréductibles : deux États allemands et deux Berlins mutuellement exclusifs, deux conceptions contradictoires de la sécurité européenne, deux alliances militaires (OTAN et Organisation du Pacte de Varsovie). Au moment où l'on attendait un nouveau durcissement soviétique à Berlin fin 1962, M. Khrouchtchev prit le mauvais risque de tenter une diversion du côté de Cuba.

Il fit installer dans l'île des rampes de lancement pour fusées offensives à moyen rayon d'action et dirigées contre le *ventre mou* des États-Unis. M. Kennedy n'avait pas du tout prisé le procédé et avait intimé l'ordre au protecteur officiel de Castro de démanteler ces installations et de rapporter tout ce fourbi chez lui. Il joignit le geste conséquent à la parole menaçante en bouclant l'île par un blocus militaire alors que des navires soviétiques, éventuellement porteurs d'armes offensives, s'y dirigeaient. L'un des deux Grands devait reculer, sans quoi la collision, fatale, risquerait de devenir totale, l'un et l'autre étant alors en possession de la plénitude de ses moyens balistiques et nucléaires. Ce fut M. Khrouchtchev qui recula. M. Kennedy n'abusa pas de son avantage. Un compromis honorable pour les deux, dont M. Castro paya les frais avec frustration, fut négocié. La paix fut sauvée *in extremis*. Le risque exorbitant de M. Khrouchtchev et le contre-risque du même ordre de M. Kennedy produisirent ce résultat, heureusement paradoxal, de tuer la guerre froide. Les deux Grands venaient de s'administrer la leçon ultime de ses conventions non écrites.

* * *

Dans la période de *l'après-guerre froide* qui suivit, rien ne fut véritablement réglé de la querelle fondamentale des deux Grands si ce n'est qu'elle ne doit pas évoluer, par erreur de calcul ou d'appréciation de l'intention de l'Autre, vers un nouveau test du genre. Les deux « K » sont disparus, l'un de l'existence, l'autre du circuit politique. Leurs successeurs sont liés par les mêmes règles du jeu fondamental qui ont commencé à s'affiner à l'usage. Ils n'ont pas arrêté la course folle aux armements de plus en plus terrifiants, mais la *co-president* pour ainsi dire (du traité sur l'arrêt des expé-

riences nucléaires à celui portant sur la non-dissémination des armes nucléaires). Ils ont un même seuil de *tolérance* pour les nains qui les défient : l'Albanie ou Cuba, ou pour les récalcitrants (Ceausescu de Roumanie ou de Gaulle de France) ; ou d'intolérance pour Saint-Domingue ou la Tchécoslovaquie, déviantes. Seule, la gigantesque Chine les défie l'un et l'autre dont ils ont une commune hantise mais qui n'a pas véritablement réconcilié les « frères ennemis ». Leur monopole de fait, ou *duopole*, est contesté en principe par la Chine, mais reste jusqu'à maintenant incontestable en fait. Bien sûr, il y a le Vietnam, la plus sale et odieuse à tous égards de toutes les guerres que les Américains ont été amenés à livrer. Mais les Soviétiques, qui ont tout de même la décence de laisser tonner leur propagande à ce sujet, comprennent, bien que sans sympathie, les raisons de cet invraisemblable empêchement de la plus grande puissance militaire au monde. L'ambiguïté de l'après-guerre froide se colore d'un cynisme plus librement consenti. Il n'y a plus lieu de charger les situations dont, seule, la Chine profiterait sans avantage pour les *supermanagers*. Ils en ont du reste plein les bras avec leurs problèmes intérieurs, ce qui doit aussi comprendre les problèmes internes à chacun de leur *imperium* en lent processus de dislocation.

* * *

La *paix froide* des derniers mois s'est d'abord mise à ressembler à une résurgence de la guerre froide. C'est d'abord Nixon qui a lancé les troupes américaines au Cambodge pour assurer sa politique de... vietnamisation du conflit indochinois qui dure depuis 1946. Ce fut ensuite l'escalade graduée et symétrique des deux Grands dans leur aide aux Arabes et aux Israéliens. Début octobre, la VIe Flotte américaine se fait plus ostentatoire en Méditerranée parce que de plus nombreux navires de guerre soviétiques s'y sont faits plus voyants. La région moyen-orientale a toujours été considérée comme une poudrière. Et voici que les deux Grands commencent à y évoluer avec leurs torches heureusement non encore allumées.

Peut-être risquent-ils d'oublier la terrible leçon réciproque de la crise des Caraïbes de 1962 ? L'U.R.S.S. s'est mise en position de ne pas pouvoir laisser à leur sort les Arabes, plus faibles surtout depuis la guerre des six jours de 1967. Les U.S.A. ne peuvent abandonner Israël, momentanément plus fort, mais dont l'existence précaire court toujours le risque d'être engloutie sous le nombre. Depuis qu'a éclaté « la guerre dans la guerre » que la tragédie palestinienne a déclenchée, et qu'est mort Nasser, le seul leader « interlocuteur valable » du monde arabe au moment critique de l'applica-

tion du plan Rogers, il y a aux frontières nouvelles et anciennes d'Israël tous les éléments d'une crise débridée pouvant aller en tous sens et rebondir à tout moment. Les deux Grands ont besoin plus que jamais de ne pas interrompre leurs consultations par la *ligne rouge* et de perfectionner leur code opérationnel de conduite réciproque sous le couvert officiel de la concertation à quatre. Car, dans cette nouvelle tragédie de l'interdépendance des « frères ennemis », ils ne se sont jamais interdits de marquer des points l'un contre l'autre. Et, dans la co-gérance de cette *paix froide*, ils la contrôlent moins aisément quant aux autres que quant à eux. La capacité de dissuader mutuellement n'a pas pour corollaire une égale capacité de persuader leurs alliés, dans les données changeantes d'une situation virtuellement explosive.

C'est en Europe et spécialement au sujet des affaires allemandes que commence à s'instituer la *paix froide*, sans qu'évidemment, le cœur n'y soit plus qu'auparavant. Après vingt-cinq ans d'affirmations d'incompatibilité de leur politique allemande, les deux Grands ont commencé à se désister et à laisser les Allemands des deux bords engager un dialogue qui les concernait au moins tout autant que leur tuteur. S'en est ensuivi un *modus vivendi* beaucoup plus relâché. Le nouvel esprit de la détente se propage entre les deux Europes et un arrangement de sécurité européenne devient maintenant pensable. Bonn peut traiter avec Moscou sans que le petit père Ulbricht ne crie à la trahison. Et Willy Brandt, qui a plus de temps devant lui et se trouve mieux placé que de Gaulle, apparaît déjà comme le futur « Monsieur Europe ».

Mais les dirigeants américains et soviétiques restent à la tête de deux gigantesques machines militaires qui ne peuvent pas plus s'arrêter de tourner que s'affronter. Ils ont enfin pris conscience de leur force symétriquement terrifiante aussi bien qu'inutilisable. Et la conséquence concrète en a été les S (strategic) A (armaments) L (limitations) T (talks). Les espoirs d'un monde, auquel serait épargnée l'explication ultime entre les Grands, pourraient se traduire dans les équations et trajectoires que les dialoguistes des S.A.L.T. tracent pour se faire comprendre les uns des autres. Il a fallu cette espèce de surchauffe dans l'équilibre ascendant de la terreur pour que les deux Grands se mettent à table à Helsinki, puis à Vienne. Les S.A.L.T. sont évidemment ultra-secrets comme les informations que se communiquent deux grandes firmes, en régime de duopole, pour se faire connaître leurs plus récents brevets d'invention ou l'échéancier de la production à venir... Mais le seul fait que tels entretiens aient eu lieu et qu'ils doivent reprendre est l'événement militaire le plus important depuis Hiroshima.

Combien apparaissent scandaleux ces deux Grands, gorgés de puissance militaire à ne pas savoir qu'en faire, en face des vastes zones du sous-développement. L'Afrique s'emploie presque joyeusement à répéter en accéléré les erreurs des deux derniers siècles de l'histoire de l'Occident. Mais elle peut encore tenir dix ans. C'est beaucoup moins sûr pour l'Amérique latine. Allende du Chili aura à faire la preuve que son « modèle » marxiste est plus bénéfique que l'aventurisme généreux de Castro.

Plus loin, à l'autre bout du monde, il y a la Chine dont l'ombre maoïste se profile un peu partout... jusque sur les campus des pays bourgeois d'Occident. Pour l'instant l'extraordinaire dynamisme compressif de la Chine nouvelle ne se répand pas militairement hors des frontières séculaires. Par son refus hargneux d'accepter la règle fondamentale de la paix froide, la Chine est déjà perturbatrice de son ordre précaire. Un nouveau conflit prolongé, celui-ci avec l'extérieur, semble avoir commencé. Mais ce serait trop dire qu'il a déjà relancé l'action d'une nouvelle guerre froide, car c'est toujours au futur qu'il convient de parler de la Chine...

* * *

La troisième guerre mondiale n'aura pas lieu. Faut-il l'écrire à l'indicatif, ou à l'interrogatif : « ... n'aura pas lieu ? ». Plutôt à l'impératif : « ... n'aura pas lieu ! ». Ainsi pense - et dort - en un demi-somnambulisme bénéfique toute une humanité, la plus grande de toutes « les majorités silencieuses ».

d) Chansons, Québec et... Politique *

[Retour à la table des matières](#)

Un article de magazine de plus ne contribuera pas à magnifier la chanson québécoise. C'est fait. je ne pense pas tellement aux prix prestigieux que « nous » avons l'habitude de rafler en enfilade dans les concours internationaux de la chanson. Non plus qu'aux « tournées triomphales » de Pauline Julien ou de Jacques Blanchet en U.R.S.S. Pas même à la classe internationale qu'affirme Monique Leyrac sur les plus dures scènes d'Europe et d'Amérique. Je pense plutôt à des phénomènes en dénivel-

* Texte publié dans *Le Magazine Maclean* (février 1971) sous le pseudonyme d'Alain Sylvain.

lement : Gilles Vigneault, qui se voit octroyer le prix (littéraire) du gouverneur-général des années avant de décrocher un grand Prix du disque de l'Académie Charles Cros ; ou l'Orchestre symphonique de Montréal, qui joue son rôle d'hôte somptueux et s'effaçant pour accueillir la frêle Renée Claude après d'autres chansonniers ou diseuses du cru depuis une couple d'années ; ou Leclerc et Vigneault, admis dans la collection « Poètes d'aujourd'hui » chez Seghers aux côtés de Saint-Denys Garneau et d'Alain Grandbois.

La grande musique et la grande littérature ne considèrent plus de haut la Cendrillon de l'art musical et poétique. La chanson n'est plus *musiquette* ou *poésaille*. On n'en parle plus en clandestinité, comme pour s'en excuser. Celle de nos revues littéraires qui compte le plus grand nombre de poètes dans son comité de rédaction, *Liberté*, intitule un numéro spécial « Pour la chanson » (No. 46, juillet-août 1966). « J'aime la chanson actuelle de toute ma faiblesse », confie André Belleau. Il n'est plus besoin d'emboucher la trompette « Il n'y a pas d'art mineur ; il n'y a que des artistes inférieurs... etc... » La sourdine s'imposerait plutôt. Lysiane Gagnon écrit : « Ce qui pourrait être merveilleux, dans un contexte normal devient ici presque monstrueux, au sens littéral du terme : dans une société où le plus grand nombre n'a pas accès à la culture et où aucun écrivain ne peut gagner sa vie comme écrivain, il est malsain qu'un secteur limité de la vie artistique soit aussi hautement privilégié ».

Une chanson : une capsule en deux minutes et demie, mais qui frappe parfois comme une balle... blanche ! Nous avons été fusillés comme jamais depuis dix ans. Cette fusillade nourrie n'a fait aucun mort tout en réveillant pas mal de vivants. Mais il est peut-être temps de relier la discontinuité de tout cela.

* * *

Un peuple qui parlait peu et mal s'est mis à chanter. Ou plutôt, s'est mis, par sa jeunesse, à entendre chanter. Il fallait qu'on lui parle d'elle mais sans en avoir l'air, et non pas seulement qu'on s'adressât à elle. D'abord dans les boîtes à chansons et les salles de collèges. La radio, la télévision et le microsillon naissants mirent le paquet, en attendant que les parents et ce vaste public d'âge moyen, indifférencié et toujours le même, ne fassent les beaux soirs de la Comédie Canadienne, de la Place des Arts, du Palais Montcalm et des auditoria de province. Nous attirions l'attention envieuse du Canada anglais qui ne connaissait rien de semblable, ni comme phénomène ni

comme contingent de vedettes. « Ils » nous enviaient déjà nos politiciens dont ils n'avaient pas les équivalents : - inévitablement, « par ordre d'entrée en scène », un Lesage, un Drapeau, un Lévesque, un Caouette, un Trudeau. Et voilà qu'on produisait coup sur coup Leclerc et Vigneault, Léveillé et Ferland, Leyrac et Julien et beaucoup d'autres formant cortège, montrant qu'il ne s'agissait pas d'accidents isolés. Comme en politique, « ils » étaient bien loin du compte...

« On nous donne la parole », dit Vigneault ajoutant que c'est beaucoup de responsabilité pendant deux heures, privilège qu'ont perdu prédicateurs et politiciens. Il aurait pu dire avec plus de justesse : « Nous avons pris la parole - qui était à prendre. » Et c'est ainsi que la chanson est devenue une des voix de la révolution tranquille, la voix peut-être la plus sympathique parce que la plus spontanée et gratuite de cet éveil du Québec. À l'heure de la grande Décompression d'après 1960, le Québec se mettait à chanter ses chansons. La coïncidence historique fut trop forte pour qu'elle ait été fortuite. Dans les années 1950, une rare floraison de poètes y allaient de leurs chants, mais la plupart sous une forme ou l'autre de la désespérance. Puis auteurs de chansons et poètes se sont mis à se connaître, comme en symbiose mutuellement contrôlée. Les uns apportaient de l'eau au moulin des autres. « Ainsi, écrit Michèle Lalonde, nos chansonniers nous ont-ils rendus COMMUNICABLES ».

Tout est *communication* justement. Nous en manquions. Nous en avons toujours manqué. Nous en avons eu, Par la chanson, une surabondance. On ne s'y retrouve pas aisément. Pas question de passer en revue une dizaine de talents robustes parce qu'existants par eux-mêmes, non plus que d'inventorier une bonne centaine de chansons notables. On peut s'en remettre à ceux que j'appelle mes « poteaux », poteaux indicateurs d'une décennie : 1950, c'est Leclerc ; 1960, Vigneault ; 1970, avec quelques années d'avance car il ne fait rien « comme tout le monde », c'est Charlebois.

Mais, plus loin en arrière, deux noms ont résumé, en chansons authentiquement québécoises, une époque : la grisaille de la grande Crise, c'est la Bolduc ; la sécurité nouvelle de la Guerre, ambiguë à cause de la Conscription, c'était le soldat Lebrun. De ceux-là aussi, il faut parler non pour le coup de chapeau de démagogie condescendante, ni même pour se rendre compte d'où nous partions. Dans les années 1930 et 1940, la chanson québécoise était aussi très accordée à certaine ambiance d'époque par la grâce d'un seul artisan. Il faut les rappeler.

Il y eut d'abord la Bolduc...

Donc, il y eut Madame Bolduc, ou « la Bolduc » au tournant de 1930. Une femme-orchestre : le spectacle de A à Z. Inspiration à fleur de terre, de fond de cour ou de parquet de cuisine. *Joual* qui fuse en fantaisie verbale que relance l'unique *turlutage*. Accompagnement sur trois notes comme Aristide Bruant au « Chat noir ». Toutes les salles paroissiales du Canada français et de la Nouvelle-Angleterre, plus francophone qu'aujourd'hui, accueillirent la « grosse vedette » des années 1930. Nul besoin de battage de publicité : ses disques la précédaient partout. Des marchands colporteurs au dirigeable R 100, des Américains aux *Policemen*, tout y passait dans ces espèces de chroniques d'actualité. C'était fruste mais non populacier. L'angoisse de l'époque était plus docile que discrète, car elle s'exprimait. À la *turluter*, on avait l'impression de l'amadouer. Le *ruine-babines* prolongeait, avec le rythme, le rêve en forme d'espoir, que le *turlutage* anesthésiait avant qu'il ne fasse mal. Car tout cela était direct, optimiste, de bonne santé jusqu'à la gauloiserie sans s'y complaire. Une forme gaie de la résignation...

Gens de goût et de distinction la boudaient, n'y entendaient goutte, même parmi ceux qui, à l'époque, acceptaient Jean Narrache rimaillant à la façon de Jehan Rictus. Longtemps après sa mort en 1941, Madame Bolduc trouvera sa revanche en une réhabilitation très inattendue. Par une espèce de snobisme à rebours, des raffinés, des intellectuels lui voueront une espèce de culte. Ses disques, devenus pièces de collection, seront transcrits sur ruban magnétique. Une maison repiquera, aux environs de 1960, ses grands succès sur des microsillons qui se vendront bien. Lors de son premier séjour au Canada après la guerre, Trenet sera initié et conquis par le *turlutage*, qui lui rendra même l'hommage d'une chanson. Et par lui, la Bolduc connaîtra une brève renaissance jusqu'aux confins de la France, de la Nouvelle-France et de la Navarre. L'œuvre de la Bolduc reste un objet d'études linguistiques, musicologiques et folkloriques à mener pour saisir le secret d'un art si peu apprêté et dont la faculté de communication était si grande. J'opine que le caractère immédiat de ces chansons est aussi révélateur d'un certain Québec des années de la Crise que « Bonheur d'Occasion » ou au « Pied de la Pente douce, » déjà objets de thèses dans les facultés.

Clémence Desrochers - « Je suis une adolescente prolongée » - a commis quelques *bolducqueries* assez réussies. Fernande Giroux a chanté « La Sauvage du Nord » devant les salles huppées et très peu portées au trilinguisme du Reine Elizabeth. Un jour qu'une diseuse à la carrière imprécise, Marthe Fleurant, butait sur un blanc de mémoire en scène, elle enchaîne avec une chanson de la Bolduc. Succès immédiat : elle relance sa carrière, affirme un nom, si elle devra dans la suite voler avec d'autres ailes. Le premier dossier d'une littérature plus ou moins *joualisante* est constitué des chansons de la Bolduc. Jean Narrache et Séraphin, Fridolin et Ti-Coq, « Un simple soldat » et « Les Belles-Sœurs », Clémence et Yvon Deschamps, « Le Cassé » de Renaud et « Les Cantouques » de Godin sont des chapitres postérieurs à explorer. Mais plus qu'eux tous, elle était populaire en ignorant jusqu'à l'idée du populisme. Elle ne pouvait faire autrement. Et en tirait bonne conscience...

*Y en a qui sont jaloux,
Y veulent mettre des bois dans les roues.
J'vous dis, tant que je vivrai
J'dirai « moé » et « toé »
J'parle comme dans l'ancien temps.
J'ai pas honte de mes vieux parents.
Pourvu qu'j mette pas d'anglais
J'nuis pas au bon parier français.*

... puis le soldat Lebrun

Plusieurs crans plus bas, pittoresque et de l'inspiration et de l'expression en moins, on écoutait à la radio pendant la guerre les chansons du soldat Lebrun. Il n'était pas révélateur d'une époque, plutôt un de ses effets, d'ailleurs très provisoire. C'est ce qui le distingue de la grande cavalerie *western*, dite faussement *cow-boy*, qui continue à déferler sur le Québec. Succès qui perdure avec ses vedettes sans âge : Lamothe, Martel, Brunelle, Marie King, etc... Phénomène social avant d'être communication chantée, et dont le Québec est l'une des assiettes territoriales mais qui a sa source toujours renouvelée à Nashville, Tennessee. Sujet dont l'étude serait fascinante par l'ampleur et la durée du phénomène mais qui déborde déjà l'intention de notre propos actuel.

C'est la Guerre. Malgré le rationnement les tables sont mieux garnies que pendant les années de la Crise. Les femmes sont à l'usine, les hommes, qui ne peuvent y échapper, à l'armée. Le Plébiscite.... Mackenzie King a dit : « Pas nécessairement la conscription, mais la conscription si nécessaire. » C'est la grande question : la Conscription ou pas la Conscription. Roland Lebrun aura la chance de passer la guerre au Camp de Valcartier. Il soutient son moral d'abord et celui des autres par des chansons du genre « Viens t'asseoir tout près de moi, petite amie ». Ou encore

*Quel chagrin pour une tendre mère,
D'apprendre que son fils bien-aimé,
Va quitter son pays, sa chaumière,
Ses parents, ses amis, sa fiancée.*

Bien sûr, ça ne cassait rien ; la mélodie et la voix, non plus. Mais « Ça », c'est ce que toute une population était en besoin d'écouter... Cette population qui, sauf pour le hockey, ne se branche jamais sur Radio-Canada - ce qui fait quand même pas mal de paroissiens -, qui allaient ensuite applaudir à tout rompre les assemblées anti-conscriptionnistes de la Ligue pour la Défense du Canada, puis du Bloc Populaire Canadien. De loin *recordman* du disque - on avait plus d'argent de poche que du temps de la Bolduc -, le soldat Lebrun enfonçait « Tino » partout avec ses quelque 150 chansons endisquées. Un poste de radio offre sa photo : une avalanche subite de 30,000 demandes !

Carnaval blanc de Québec, 1968, rentrée du soldat Lebrun. On s'arrache les billets au Palais Montcalm. Beaucoup de jeunes parmi ceux et celles qui veulent habiter une heure de nostalgie. Répertoire et style inchangés. Même gratuité du chansonnier : « Si vous êtes tannés de m'entendre, arrêtez d'applaudir et j'vas sortir, je vous le garantis. » On ne sort pas, on applaudit : il reste. Charme nostalgique d'une période révolue depuis un quart de siècle, qu'on ranime l'espace d'une soirée.

Il y aura dans la suite d'autres succès également dévastateurs, mais pas pour les mêmes raisons : « Le P'tit cœur après neuf heures, » probablement notre best-seller de tous les temps ; « Le Rapide blanc » au sujet duquel le folkloriste Luc Lacoursière et l'anthropologue Marcel Rioux entretiendront une polémique passionnée et qui deviendra une des pièces fortes du répertoire de Marcel Amont ; sans oublier « La Pa-

renté » de Filion qui fera penser aux fantaisies verbales et aux prouesses... phonétiques de la Bolduc. Dans l'intervalle, parenthèse du *Faisan Doré* à la fin des années 1940. Y passent Jean Rafa, Aznavour, Normand, Clairette, et s'y essaie à la chanson la jeune comédienne Monique Leyrac pendant que le garçon de table Raymond Lévesque se dit : « Moi aussi je suis capable... »

Enfin Leclerc vint...

... qui marqua la fin de cette préhistoire de la chanson du cru. Son histoire commence avec la moitié du siècle. Auparavant, il y avait eu notre héritage folklorique et nos folkloristes non-anonymes des « Soirées du Bon Vieux Temps » ; des maniaques de la chanson, Henri Letondal, inventeur de la chanson-express, Roland d'Amours et Lionel Daunais, qui en avaient quelques centaines dans leurs cartons... Folklore ou *hobby* : pas un métier. C'est aussi un hobby que ses « p'tites chansons » pour Félix Leclerc, ancien annonceur radiophonique, puis scripteur à succès de textes poétiques, s'hébergeant chez les Compagnons de Saint-Laurent où il attrape le virus du « dramaturge qui s'impatiente en lui » (selon le P. Legault)... Un hobby jusqu'au moment où s'amène à Montréal ce détecteur de vedettes, l'imprésario français, Jacques Canetti. Choc et révélation : conséquence, Leclerc est lancé à Paris. « Le Canadien » conquiert la France plus complètement que ne l'avait fait trente-cinq ans plus tôt Maria Chapdelaine. Et, par ricochet, conquête du Québec bien sûr !

L'important à noter c'est que, si tout a commencé au Québec avec Leclerc, tout a recommencé en France avec lui. « Nous », on n'a fait que suivre par notre instinct disciplinaire bien connu de corroborer les jugements sans réplique de Paris. Il nous a décomplexés : puisque Paris marchait... Dans l'histoire à venir de la chanson française, aux chapitres 1938 : Trenet ; 1945 : Prévert et Kosma, Saint-Germain-des-Prés, s'ajoutera le chapitre 1950 : Leclerc. Sans la trouée qu'a faite ce premier chanteur solitaire à la guitare, Brassens, qu'on faisait attendre depuis dix ans, n'aurait pas passé. Non plus probablement que les autres, Ferré, Béart, Brel, Douai, Anne Sylvestre jusqu'à Ferrat. Leclerc n'est certes pas responsable de certaine ambiguïté de son presque trop éclatant succès parisien. On le présentait comme « le Canadien » ou un « bûcheron du Canada ! » La note d'exotisme accentuée de la publicité n'était pas nécessaire au support d'un talent authentique. Mais de sa forte personnalité il aura peut-être trop

marqué la chanson canadienne, du moins pour ses chances à l'importation française. Mais, de cela même on commence « à en revenir », dans les deux sens, au Québec...

L'auteur du « Roi heureux » règne comme un monarque constitutionnel et débonnaire sur deux royaumes de la chanson française, de chaque côté de l'Atlantique. De temps à autre il sort de ses palais de Vaudreuil ou de l'île d'Orléans, de la banlieue parisienne ou d'un patelin suisse comme pour prendre l'air des domaines et non pour affirmer son autorité toujours incontestée. Objet de vénération, personne ne se reconnaît en lui, mais beaucoup reconnaissent d'avoir pu naître à cause de lui. Fait assez unique d'unanimité artistique...

Puis Vigneault se mit à « crier » !

« Mon pays est trop grand à chanter, je le crie ! » Si j'avais à caractériser d'un mot le thème majeur des chansons de Vigneault, je dirais d'abord que c'est l'extension de l'homme à la démesure d'un continent. Et qu'il faut pourtant assumer parce qu'ils sont, tous les deux, là : l'homme sur le continent. C'est pourquoi, entre autres, « je veux posséder mes hivers ! » Voilà pour le décor, car « tout est paysage ». Le décor planté, il est habité par tous ces « gens de parole et gens de causerie » : les anonymes qui ont fait une longue fidélité vécue, mais aussi ces types « de la Côte » qui nous sont plus familiers que si on les avait rencontrés : Jean du Sud, Zidor, Ti-Paul, John Débardeur, et l'indestructible Caillou Lapierre. Mais c'est Jos Montferrand, assis sur son tabouret du Cap Diamant, qui continue à trôner en dominant l'espace et le temps comme naguère Gargantua. Vigneault nous a d'ailleurs asséné ses premières chansons comme un page de Rabelais, en plein creux de l'estomac...

À coup d'intermèdes de « la danse à Saint-Dilon », tout cela n'écrasait pas. Mais, comme « le monde a commencé par une sorte de tam di delam... », il fallait bien rester dans le courant cosmique ! Bon, on a repris son souffle... L'amour chez Vigneault ? Pas l'amour des chansons même « poétiques ». Un amour de mise en garde, plutôt que désillusionné :

*Je ne dirai plus je vous aime
Je dirai que la mer est haute
Je dirai que le temps est doux...
Et puis :
Quand vous mourrez de nos amours
Si trop peu vous reste de moi
Ne me demandez pas pourquoi
Dans les mensonges qui suivraient
Nous ne serions ni beaux ni vrais
Mourrez de mort très vive
Que je vous suive.*

Mais un Amour-destin, aussi, qui n'a pas à être épique voyez « Jack Monoloy » qui « aimait une blanche » et la Mariouche qui « est pour un blanc »... et « la Manikoutai » (« ... une fille... une femme... une amante... ? »), en laquelle je n'ai jamais pu m'empêcher de voir qu'une réincarnation naturiste du mythe des amants séparés.

À partir de 1960, Vigneault nous a *bardassé* la sensibilité, les inhibitions, la myopie, les routines et préjugés par une nouvelle manière de voir, de sentir et d'exprimer. Ses gigues et pirouettes furent toutes conscientes comme pour nous raccrocher après le risque qu'il prenait de nous avoir fait décrocher. Les paysages intérieurs éclataient en même temps que le décor extérieur se précisait tout en s'étendant. C'était beaucoup nous demander d'un coup. Et ce que de savants critiques nous expliqueront plus tard, beaucoup plus tard (« Je m'arrêterai quand je serai mort. »), c'est comment un art si inactuel, fait d'autant d'anachronismes et d'étrangetés, a pu enflammer une jeunesse, qui s'y est trouvée, et faire vibrer leurs parents, qui s'y sont retrouvés - et tout ce monde-là, fier de soi en même temps que de lui !

Nous sommes au niveau de quelque chose pour l'instant d'inexplicable. Mais cela paraît se situer à la jonction mystérieuse d'un peuple commençant à secouer sa léthargie et d'une voix qui se met à peupler pas mal de ses demi-silences ! Ainsi, Vigneault est plus grand que lui, que son talent, que ses chansons, celles qui fusent ou qu'il a fabriquées avec moins de bonheur. Il apparaît au moins autant produit de société que producteur dans une société. Il n'est pas le seul ; mais c'est peut-être plus voyant chez lui. Plus je m'interroge là-dessus, plus je tourne en rond. Plus, aussi, je me convaincs que je ne me trompe pas ! À la longue, c'est gênant pour tout le monde de n'avoir pas de meilleures explications...

Puis tous les autres sont entrés dans la ronde...

Je m'accuse de devoir être injuste pour « tous les autres » qui n'auront pas ici la place à laquelle ils auraient droit. Pierre Guimond rappelle au sujet de Leclerc qu'« en 1960, la nouvelle vague part par lui, mais sans lui ». On peut inverser la formule au sujet de Vigneault : la nouvelle vague est partie sans lui mais en même temps que lui. Sans Vigneault, Léveillé, Ferland, Gauthier, Létourneau, Calvé, Venne, Charbonneau, Dor seraient partis un jour ou l'autre. Certains étaient même partis avant Vigneault : Lévesque et Blanchet, Gélinas et Lejeune qui en seraient au même point où ils en sont, Filion et Brousseau qui se sont arrêtés. Mais c'est Vigneault qui avait ouvert le plus large pan de la forêt.

Avant de risquer une sociologie de « la boîte à chansons » québécoise, il nous faudrait un historique précis et une comptabilité exacte de ce phénomène d'ailleurs déclinant. Je n'ai pas les moyens d'ouvrir cette parenthèse qui ne serait du reste pas un hors-d'œuvre à notre propos. Non plus que de procéder aux longs justificatifs d'un palmarès. Qui s'intéresse aux catalogues ?

Mais ce qu'il faut contre-souligner c'est la richesse des thèmes, la force des personnalités, la haute qualité de la production de nos chansonniers. La plupart ne lâchent pas, qui ont su se renouveler et certains s'améliorer. Le Québec qui chante, chante à travers dix solistes complémentaires. Nous ne chantons plus en chœur ou en chorale. L'ensemble de tout cela apparaît comme presque trop fourni, comme quelque chose d'exorbitant à nos ressources pourtant limitées. Il était normal qu'on puisse enregistrer quelque essoufflement depuis quelques années - et, comme par hasard, ces années correspondent à celles où l'on s'est mis à parler de la « révolution tranquille » au passé...

Donc, depuis dix ans, la chanson québécoise est devenue un de nos secteurs culturels les plus montrables. Si elle a peut-être un peu vécu au-dessus de nos moyens, tout est en train de se tasser, de se décanter. On commence à savoir mieux qui ou quoi surnagera.

Mais je m'en voudrais de ne pas trouver l'espace d'un paragraphe pour un hommage mérité qu'on oublie à tout coup lorsqu'on parle de la chanson d'ici. Nous pro-

duisons aussi d'excellentes diseuses. Bien des chansons qui m'avaient retenu lors de l'interprétation de leurs auteurs me sont apparues transfigurées par celle d'une de nos bonnes diseuses et j'évite des exemples mutuellement embarrassants. Il se peut aussi que ce soit un point de vue d'homme... Je parle toutefois d'une qualité d'interprétation *in se*, car je crois qu'une voix féminine est d'habitude meilleure conductrice des modulations de la chanson, qui est féminine. Enfin, dirais-je que les voix de femmes se *voient*, justement, mieux que celles des hommes qui s'entendent surtout. Une voix de femme c'est comme un tissu. La voix de Lucille Dumont, c'est de la soie naturelle ; celle de Monique Leyrac, de la dentelle de Bruges ; celle de Renée Claude, du velours côtelé ; celle de Christine Charbonneau, du nylon transparent ; celle de Monique Mi-ville-Deschènes, de la catalogne à senteur de feu de bois d'érable ; celle de Pauline Julien, du feutre mal peigné, etc... Et les couleurs de ces tissus changent selon les chansons interprétées...

Quand tout à coup Charlebois explosa !

D'abord, *une tête* comme celles de Leclerc ou Vigneault, mais celle-ci, moutonnée, crépée par dessus les yeux bouffis et les traits mal dégagés : une tête de signe des temps. Pas tellement une voix, que des enveloppes de voix : et ça donne « Lindbergh », qui est quelque chose de cosmo-électronique en langage joul (« Chu pas rendu... Chu parti... ») et qui pète l'octane des grands départs à bord des lignes aériennes (Québec Air est en bonne place, mais Air Canada est absente... :). Nous sommes dans une Amérique qui peut chanter électroniquement en français et en *joul*, comme elle le fait aussi en anglais et en *slang*. On est catapulté dans un monde des communications de demain. Pour mesurer l'originalité de cela, il faudrait sans doute posséder une science acoustique des groupes *pop* ou *rock* que je n'ai pas l'intention d'acquérir, mais à laquelle peut vous initier votre fils de 13 ans !

Leclerc nous enracinait, Vigneault nous secouait, Charlebois nous lance - j'allais dire « nous garroche » - à la verticale, mais pour nous laisser tomber dru. Il sait aussi faire autre chose. Dans « Dolorès » sur un rythme de *western*, c'est le défilé des futurs tacots qui puent l'huile dans l'essence. Une autre fois (« J'cours les concours... j'ai toute gagné, mais ça m'a rien donné... »), il moralise de façon sans doute plus consciente que la Bolduc. Au tout début comme Blanchet, il a fait dans le folklore avec

« La Boulée ». Il sait faire pas mal de choses, peut-être trop, dont beaucoup sont à venir. Du Rimbaud sur un rythme de western, qui peut risquer plus gros - et gagner ? S'il se prenait un tout petit peu plus au sérieux, il pourrait faire plus souvent de bonnes choses. Le mot à ne pas dire : « S'il se prenait au sérieux... », - serait-il lui ?

La Politique dans tout ça ?

Il ne faut rien exagérer, pas même la chanson québécoise. Elle n'est pas « politique », grâce au ciel ! Mais elle est plus Politique qu'on ne le croirait. Une chanson québécoise est née, s'est épanouie au-delà des attentes de la fin des années 1950 au moment précis où les Canadiens français de « la Belle Province » se sont mis à se définir comme « Québécois ». Il est assez notable que sa courbe montante de densité ait suivi la ligne de « la révolution tranquille », puis, depuis quelques années, celle de l'époque où nous sommes et qui n'a pas encore trouvé son nom. Une post-« révolution tranquille », une « révolution post-tranquille » ?... Période de latence pour de nouveaux éclatements ?... Mais la chanson bat, malgré tout, moins de l'aile que d'autres secteurs de notre activité culturelle : regardez du côté de Radio-Canada, du journalisme, de la critique en général ; ou du roman ou de notre théâtre ; et de notre cinéma, qui patauge dans ce que vous savez avant de s'être donnée la peine de naître... La chanson tient moins mal le coup. Le trio de choc Vigneault-Ferland-Léveillé a beaucoup donné. Il n'est pas au bout de son rouleau et Charlebois pointe de nouveaux domaines à explorer.

Une chanson de l'affirmation de soi, individuel ou collectif. Une chanson où l'on s'invente une personnalité, parce que l'ancienne était trop brouillée et tiraillée. Une chanson où l'on commence à se reconnaître ensemble. On n'a plus à se dire différent parce qu'on se chante différemment. Malgré certaines « influences », aucun mimétisme : nos Grands de la chanson ont le coffre et l'estomac de transformer tout cela après l'avoir digéré. Même Charlebois, en jouant un jeu dangereux, se trouve à creuser une tranchée à l'invasion de l'américanisme. Il fait une autre chanson nord-américaine. La Politique dans tout ça ? Partout et nulle part. C'est le propre d'une chanson intéressante d'être Politique comme elle est Poétique - sans en avoir l'air.

Mes rappels de l'époque de la Bolduc et du soldat Lebrun, qu'on me reprochera peut-être (« Honni soit qui mal y pense ! »), ont ici leur sens. Dans les années 1930 et

1940, nous étions conditionnés par la Crise et la Guerre : à partir de 1960, nous avons pris le goût et eu l'illusion, qui n'est qu'en partie perdue, d'être conditionnant de nous-mêmes. Cela donne un autre verbe chanté. Et c'est son caractère premier : notre chanson est optimiste. Elle n'a à peu près rien des *protest songs* : on n'est tout de même pas pour endosser un problème noir ou une guerre du Vietnam qui reposent sur d'autres épaules. L'indépendance ?... Bien sûr, mais si peu dans les chansons. Évoquée, et non pas dite, parce que la politique doit emprunter le langage de la politique, qui n'est pas celui de la chanson qui ne peut, mais toujours par la bande, que parler Politique.

Vais-je me contenter du passage de la majuscule à la minuscule pour me faire comprendre ? Ne sont pas politiques des trucs comme « Le fouette à Caouette » ou « Cardinal, c'est le chef idéal ». C'est commandité comme un *stunt* publicitaire, comme l'ont été la chanson de l'Expo ou l'hymne du Centenaire. Rien à voir avec la chanson. Mais Politiques sans doute « Fer et Titane » et « Les gens de mon Pays » par son magnifique crescendo final, aussi « Les Patriotes » et « Les Ancêtres », mais encore « Mon pays » et « Je reviens chez nous », mais tout autant « Tu es noire », « Le Chinois » et « Tous les hommes vivront d'amour » (tandis que « Bozo les Culottes » du même auteur est plus politique que Politique). Présentant « Che Guevarra », Renée Claude la définissait plus comme une chanson d'amour qu'une chanson politique. C'est qu'une chanson Politique est aussi une chanson d'amour. Mes exemples illustrent à peine, ne démontrent rien. Notre chanson est *politique* au sens des deux paragraphes précédents. C'est ce qui fait qu'elle a plus de poids que la vogue par laquelle elle est portée. On le verra mieux dans dix ans.

Troisième partie :
Et maintenant l'écume des bouillonnements (1966-1971).

Chapitre XIV

Ces choses qui ont commencé à nous arriver

a) *Ces choses qui nous arriveront* *

[Retour à la table des matières](#)

1970 : certaine magie scintillante des chiffres ronds... Ça nous reporte d'abord dix ans en arrière à l'époque du grand, et surtout bruyant, démarrage. Nous partions enfin. D'autres que nous ont appelé cela - avec quelque exagération - notre « entrée dans le XXe siècle ». Ou encore notre « révolution tranquille », *quiet revolution*. C'était là moins exagération que double imprécision en forme de paradoxe : ce qui n'était pas révolutionnaire n'avait pourtant rien de tranquille... Nous démarrions. Ça crépitait tout autour, dans l'ambiance pétaradante d'un grand départ, tant attendu. 1965 : nous avons fait pas mal de chemin. Très peu dans les cinq années qui suivirent. La révolution tranquille était du passé et, en rétrospective, prenait tout au moins l'allure d'une évolution tapageuse.

* Première chronique sous la rubrique AU RISQUE D'ÊTRE D'ACCORD *au Magazine MacLeau* (septembre 1970). Les titres de cet article et de ce chapitre sont la transposition à d'autres temps du recueil posthume des chroniques d'André Laurendeau dans ce magazine entre 1961 et 1966. *Ces choses qui nous arrivent* (Ed. HMH, Montréal, 1970).

Mais nous avons bougé. Tout à notre étonnement, nous avons pris goût au mouvement, tout en continuant à entretenir certaine crainte du changement. Le premier lustre 1960-65 : des mouvements réels en plusieurs directions donnant l'impression d'une marche globale. L'autre moitié de la décennie : des incertitudes sur les routes à suivre, une cadence hésitante, donnant l'impression d'une stagnation totale. Pour les deux périodes, l'impression était à demi-fausse. Après cinq ans de bouchées doubles, la digestion, lente et laborieuse, mais en un même cycle alimentaire ou nutritif - si je puis dire.

* * *

1970 : ça nous propulse surtout dix ans en avant. Mais dans l'intervalle, il y aura le « court terme » de 1975, l'année d'après l'élection québécoise de 1974. Où en serons-nous alors ? Il y aura eu préalablement l'élection fédérale de 1972. Y aura-t-il eu reconduction des *trudeauisme* dans son engagement à faire enfin le Canada, qui ne s'est jamais *fait* mais qui est *devenu* cet arrangement historique précaire, dont nous prenons enfin conscience.

Les cinq prochaines années seront passionnantes à vivre aux deux étages de notre politique. À Ottawa et au sujet d'Ottawa, où « les nôtres » (Trudeau, Marchand, Pélipin, Pelletier, Chrétien et quelques autres) seront encore en force, mais pour combien de temps ? À Québec et dans le Québec, où nous allons être terriblement entre nous depuis que les péquistes et les créditistes ont fait entrer dans le circuit politique des groupes d'âge, des couches sociales, des groupements régionaux jusqu'alors en dehors de la ronde politique, mais, ici encore, pour combien de temps ? On devrait changer, pour la préciser, la double interrogation : selon quelles modalités pour quels résultats ? Tout cela va interférer d'un niveau, canadien, à l'autre, québécois - et vice versa.

L'effort de lucidité actuelle doit porter sur les bonnes questions à poser dès lors que trop de faits à venir, et donc inconnus, seront les éléments des réponses plausibles aux bonnes questions à formuler dès maintenant. Concrétisons, *personnalisons* ces questions que la concision imposée de cette rubrique risque de rendre trop abstraite. Si Trudeau est « la dernière chance » d'un Canada à ne pas se défaire - c'est pour cela qu'il a été choisi par les Libéraux et élu par les Canadiens -, Bourassa devient-il « l'avant-dernière chance » d'un Québec à rester dans la grande famille confédérale dont il n'est plus le seul membre turbulent ? Car les autres provinces se sont mises à

se comporter comme celle qui n'était « pas une province comme les autres. » Elles se sont mises à jouer *la rentabilité* avant que Bourassa ne commence à la *parler*. Même si c'était pour d'autres raisons, l'effet de contagion ou d'imitation fiscalo-constitutionnelle aura été réel dans les années 1960.

* * *

Nous allons être acteurs, observateurs-participants de ces processus de vaste ré-aménagement où un Canada aura à fournir la preuve qu'il est capable de se refaire son premier centenaire passé, où un Québec qui a le moyen de casser ce Canada décidera ou non de se faire *sans lui* : ce qui peut aussi s'entendre *contre lui* en une première phase risquée et *avec lui* (ou ce qu'il en restera) en une seconde s'il franchit la première étape sans trop de dégâts. On n'a pas à devenir dramatique, encore moins craintif. Mais on n'a pas le choix de n'être pas attentif car nous serons forcés d'être actifs dans ces deux mouvements, pour l'heure engagés en profondeur, mais qui vont se remettre bientôt à tourbillonner à ciel ouvert. Le nouveau dans tout cela, c'est que le Québec, « fait de Québécois » diraient La Palice et René Lévesque, est devenu *agent* et, agent éventuellement décisif, et non plus presque totalement *agi* comme par le passé. Un passé qui se sera étiré sur deux siècles ...

* * *

C'est assez exaltant d'avoir 20 ou 30 ans en 1970, puisque ce sera ceux-là qui seront « au pouvoir », ou aux pouvoirs (de Québec et d'Ottawa) en l'an 2000. Les 40-50 ans d'aujourd'hui ont de bonnes chances d'atteindre le tournant magique du second millénaire, mais les survivants seront devenus des pensionnés de l'État et des retraités de la politique. Ce sont les 30-40 ans d'aujourd'hui qui feront notre « horizon 1980 » selon les bifurcations prises ou refusées au mi-terme de 1975. Mais « nous » y serons tous pour l'option prochaine et probablement décisive. « Tous », c'est-à-dire « terriblement entre nous », comme je le disais plus haut.

* * *

Ça ne nous était jamais arrivé dans notre histoire, cette chance inespérée ou cette malchance imméritée.

Ça nous arrive. Nous n'aurons bientôt plus le temps de nous demander si nous sommes prêts.

Ça va nous tomber dessus, prêts ou pas. Nous aurons les conséquences, même celles d'actes que nous n'aurons pas choisis de poser.

Ça peut aussi se dire qu'a sonné l'heure de la Politique. Quand il n'y a pas de Politique, « la politique » ne vaut pas grand chose. À quelque niveau que ce soit. Surtout quand il y a brouillage, quand les niveaux chevauchent, s'entremêlent, car ils peuvent aussi bien se neutraliser que se consolider mutuellement.

Nous sommes embarqués.

Le degré de sécurité de la barque est au moins aussi important que le cap vers lequel elle pointe. De mois en mois, nous tenterons de procéder à cette double vérification.

Savoir comment nous y allons pour savoir à temps où nous allons. Un naufrage est toujours évitable. Mais la crainte du naufrage ne retient que ceux qui ne partent jamais et non pas ceux qui ne savent pas voguer.

b) « Des souris », (des éléphants) « et des hommes » *

(Sans rapport, ni hommage, à John Steinbeck)

[Retour à la table des matières](#)

L'ennui avec la violence, et pour elle-même, c'est qu'elle doit être la plus forte (la plus *violente*, justement) la dernière. Surtout quand elle n'est pas nécessaire. Qui a déjà dit : « L'état est la dernière révolution qui a réussi » ? Cette *révolution-là* a plutôt fait ses preuves... L'auteur de la *Volonté de Puissance*, Nietzsche qui n'était pas un petit rigolo, appelait l'État « le plus froid des monstres froids ». En certaines parties de l'Asie, on vénère avec superstition l'éléphant albinos : « le plus froid des *dieux* froids » ? Sous nos climats, l'expression d'« éléphant blanc » est passée dans le langage courant pour signifier une dépense somptuaire. Or, comme le luxe est une nécessi-

* Chronique au *Magazine Mactean* (janvier 1971).

té dont on ne saurait se passer, l'éléphant État y va largement de ses impôts précisément dit « somptuaires ».

* * *

Le pire ennemi du plus gros et plus fort des animaux terrestres, c'est, paraît-il, la minuscule souris lorsque, s'introduisant par étourderie ou par erreur dans sa trompe, les griffes de la bestiole se cramponnent à la muqueuse de ce noir tunnel. Si la souris s'avise de pratiquer un orifice dans cette tuyauterie sans issue devant elle, ses dents acérées peu vent crever un vaisseau sanguin. Cette perforation comporte, à la limite, le risque de faire mourir d'hémorragie le mastodonte.

Ce souvenir d'une lecture me suggère l'allégorie du combat essentiellement dissymétrique que le F.L.Q. - souris a engagé avec l'État-éléphant.

Il est sans doute rarissime que « le roi de la jungle - ou du zoo ou du cirque - meure de cette façon. Mais quand l'éléphant se sent ainsi rongé de l'intérieur il se déchaîne en des instincts de tigre aussi enragé qu'impuissant. Rapport au développement de son cerveau corrélatif à sa taille, ce pachyderme passe pour être le plus intelligent des animaux. Mais la cruauté perfide de la souris peut, elle-même, être proportionnelle à ses moyens en l'occurrence... En proie à d'indicibles souffrances sans pouvoir évacuer la bestiole traîtresse, sans doute aussi humilié dans sa dignité du Roi du monde animal, l'éléphant devient furieux, se perd en mouvements désordonnés et fracassants. Ses redoutables « défenses », qui est aussi un matériau des plus précieux dont on fait d'habitude des objets finement ciselés, lui sont autant inutiles que sa puissante corpulence qui ne sert plus qu'à battre l'air.

Lui demander de ne pas perdre la tête, de rester calme en pareille circonstance ? De se conduire comme un éléphant bien élevé en temps normal ? On ne peut empêcher un éléphant de se défendre comme un éléphant. On s'attend à ce qu'il se défende comme un éléphant. Mais dans un affrontement d'une stricte inégalité au point de n'avoir pas lieu, et dans lequel sa puissance même tombe, frappe ou cogne à vide ? Dans un combat où le plus insignifiant des adversaires pensables pour lui risque de le toucher mortellement à son point le plus vulnérable, intérieur par surcroît ?

D'instinct, l'éléphant fuit la lutte. Sa balourdise démesurée lui incite une retenue naturelle à ne provoquer aucun autre animal - ils lui sont tous inférieurs. Ses pattes peuvent être autant de marteaux compresseurs. Ses défenses légèrement dirigés vers

le haut peuvent éventrer toutes espèces de carapaces. Il y a surtout sa trompe qui est une merveille : à la fois nez et bras, « elle constitue, m'apprend mon Encyclopédie Quillet, comme un cinquième membre, car elle est admirablement conformée Pour la préhension et pour la succion des liquides. Fibreuse et fortement musculeuse, elle est à la fois un organe du tact, une main préhensible, un bras vigoureux extrêmement mobile et souple, un tube de pompage et un tube de refoulement » (Tome 17, 1962, p. 5866). Un organe, aussi perfectionné dans sa polyvalence d'usage, a forcément la muqueuse ultra-sensible et nerveuse - par contraste avec sa peau extérieure épaisse, rugueuse, plissée, qui n'a pas le réflexe facile au chatouillement. Non pas à l'article « trompe », mais à celui d'« éléphant » justement, je lis encore : « Les deux incisives de la mâchoire supérieure s'allongent constamment et elles constituent les défenses. Les molaires mamelonnées sont énormes (plus de 30 cm - environ 12 pouces - de long) et se remplacent périodiquement » (Tome 6, p. 1910). J'apprends du coup que si le monstre n'est pas carnivore, il peut mâchonner indéfiniment sans risquer l'usure de ses molaires énormes et que ses « défenses s'allongent », elles, « constamment ». Ces caractéristiques n'annoncent pas la dégénérescence d'une « fin de race ».

* * *

S'il n'attaque pas le premier, l'éléphant ne fuit pas le combat contre un autre éléphant pour la conquête d'une femelle, l'appropriation d'un territoire ou pour défendre ses éléphanteaux. Il préfère vivre en troupe ou en coalition, et c'est parfois contre un autre clan coalisé. Mais l'affrontement reste l'exception ; la coexistence, la règle. Du temps d'Hannibal, on l'avait transformé en char d'assaut. Il allait à la mort avec courage ou inconscience, semant des morts par dizaines par le seul déplacement de sa masse, écrabouillant les nains prétendant lui barrer le passage. Pour son ivoire, précieux, des animaux trente fois plus petits et qui se disaient « raisonnables » se sont mis à lui faire la chasse : à coup de balles de feu bravement tirées au loin. Il s'en est fait un tel carnage que l'espèce a failli disparaître de la terre africaine. Tant qu'on l'attaquait à la loyale, à coups de javelots ou de pierres, il se reproduisait avec modération n'enlevant pas leurs moyens de subsistance à des espèces plus petites, quoique plus agressives, que lui. Le premier combat, décisif parce qu'aussi dissymétrique, qu'il eut à livrer, fut contre l'arme à feu. Bien que décimé, il a quand même réussi à s'en réchapper.

Sa subsistance en Inde fut assurée par sa domestication, par la *démocratisation* des services qu'il pouvait rendre. Mais il faut encore le piéger, car il se reproduit mal

en captivité. On l'avait converti en machine à tout faire avant l'invention du camion, du tracteur, du bélier mécanique ou de la limousine. Il est encore aujourd'hui bête de somme dans les pays peu ou mal motorisés. Au zoo, il règne dans l'indifférence de son énormité, qui a dû apprendre à s'accommoder d'espaces restreints. Il ne se pique pas de facéties malicieuses du chimpanzé, ni des joyeusetés du dauphin. Mais il accepte volontiers les attentions pas toujours raffinées qu'on lui fait : des cacahuètes aux chiffons de panier... Il y supporte moins mal que d'autres - la superbe perdue des grands fauves hébétés... - sa mélancolie des libertés interdites. Au cirque, il est coopératif comme pas un. Il sait ne pas *jouer* en force, ne prétendant pas à des grâces dont la nature l'a à jamais dépourvu.

Lors donc qu'une souris s'introduit dans sa trompe, l'éléphant se lance en une course éperdue. Sa trompe bat l'air de moulinets désordonnés et d'éternuements inévitablement gigantesques. Au naturel, il prend beaucoup de place. Ainsi agressé, il donne l'impression d'occuper toute la place, en bousculant à gauche, à droite. Il ne peut s'en sortir seul de ce combat, dissymétrique au point d'en être aussi dérisoire que dramatique pour lui, où l'incomparablement plus fort est, de façon provisoire, le plus faible, la victime impuissante. Le rôle du maître de l'éléphant, du cornac, doit consister à l'apaiser relativement, à le dé-surexciter petit à petit afin de pouvoir le soulager par un procédé extractif à improviser en hâte avant que les dommages ne soient pas, pour tous, trop considérables. Ce ne peut être facile.

Surtout s'il s'agit d'une vicieuse souris-F.L.Q., et d'une autre, encore plus perfidement malicieuse, qui s'introduit à son tour dans la seconde narine de la trompe. L'une et l'autre s'y sont immiscées avec l'intention très nette d'affoler le puissant animal, de le saigner jusqu'à lui faire perdre le plus possible de sa condition de bonne grosse bête, parfois utile, toujours indispensable et d'habitude inoffensive et protectrice : de faire perdre contenance à l'éléphant-État. Les deux souris s'y sont attaquées avec une rage calculée, comme le font les habitants d'un canton dans une battue générale pour abattre le fauve qui sème la terreur et la mort. Alors que, lorsqu'il en avait les moyens, l'éléphant-État n'avait pas tout fait pour dénicher les repaires des souris haineuses qui avaient juré sa mort... Elles n'auront réussi qu'à paniquer toute une population, légitimant ainsi les coups de pattes au hasard et « rétroactifs » - si la métaphore n'est pas trop forcée, qui exagère à peine la situation. Mais le sang qui aura été versé n'aura pas été celui de l'éléphant.

* * *

Quel(s) cornac(s) a pu commander notre éléphant-État lors de sa cruelle aventure ? Entre les trois cornacs qui prétendaient l'apaiser et le diriger, on n'a pas trop su lequel commandait effectivement, lequel parlait au nom de celui qui commandait, lequel incitait le second à commander au troisième qui parlait - si l'on connaissait assez bien les deux qui ont fait que le résultat fut celui qu'on sut ...

Tout le monde était du côté de l'éléphant : même ceux qui n'ont rien contre les souris grises qui préfèrent grignoter le fromage plutôt que la trompe tubulaire ; même ceux qui n'en veulent pas aux souris blanches qui aimeraient choisir une autre liberté que celle de la cage ou du laboratoire. À la maison au moins, les enfants aiment les souris blanches.

Ceux qui contestent l'intelligence supérieure de l'éléphant admettent sa mémoire prodigieuse. « Avoir une mémoire d'éléphant »... Notre éléphant-État se souviendra d'autant qu'il se promet de ne pas oublier. Quel éléphant pourrait oublier pareille aventure ? Et ne pas se prémunir contre sa répétition ? Mais si la trompe est ce merveilleux instrument, qui fait l'admiration aussi bien des ingénieurs que des zoologistes, les yeux de l'éléphant, forts petits, seraient myopes. Ce n'est pas de tout repos pour tracer un nouveau chemin à une masse semblable qui se propose de suivre sa « ligne dure »...

Souhaitons-nous que l'éléphant-État n'ait pas trop souvent à éjecter des souris si vicieusement carnassières. Car, il nous a promis, l'ayant si bien commencé, de n'avoir plus l'air débonnaire de Babar.

c) Deux, trois, quatre, cinq partis politiques ? *

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain de l'enlèvement de James Cross, deux esprits aussi différents que Jean-Paul Desbiens et René Lévesque tiraient une conclusion exactement identique : Chose certaine, le Québec ne sera désormais plus le même (*La Presse* et *Le journal de Montréal/Québec*, le 7 octobre 1970). Puis a commencé l'escalade de l'horreur dans la disproportion même des événements : l'enlèvement de Pierre Laporte ; l'insoutenable *suspense* collectif sur le sort de deux hommes ravalés à la condition d'otages pour le plus odieux des chantages ; l'appel à l'armée pour appuyer trois polices débordées, exténuées et affolées dans un *match*, dissymétrique au point de n'avoir pas lieu, avec de minuscules forces de subversion ; l'artillerie lourde juridico-morale du salut public sous le parapluie de la loi des mesures de guerre ; le meurtre de Pierre Laporte dans des conditions laissant supposer une tentative désespérée de fuite ; enfin, l'adoption de la loi Turner, dite d'ordre public, avec ses jolis principes de rétroactivité et de culpabilité par association.

À l'horreur à son comble lors de l'annonce du meurtre du ministre Laporte succéda le malaise épais de la peur diffuse, ambiguë, omniprésente. Il en reste encore quelque chose. Il en restera toujours quelque chose à cause de la possibilité d'une résurgence du terrorisme, ou de la simple croyance en cette possibilité. Et même, de la menace de l'application ordinaire des mesures extraordinaires de la loi de l'ordre public ... C'est ainsi que deux poignées de terroristes ont tué jusqu'au principe de la liberté politique par des moyens qu'aucune cause ne saurait transcender. Surtout en une condition politique générale ne rendant ces moyens pas plus utiles que nécessaires. Internationaliser la cause de l'indépendance du Québec ? C'est déjà fait : certain « samedi de la matraque » en octobre 1964 et un cri fameux du balcon de l'hôtel de ville de Montréal en juillet 1967 avaient déjà mondialisé l'aspiration d'un « Québec Libre ».

* Collaboration au *Devoir*, commémorant son sixantième anniversaire par un numéro spécial (le 29 décembre 1970) portant sur les conséquences des « événements d'octobre » au Québec.

Depuis « les événements d'octobre » tout le monde essaie de s'y retrouver, de s'ajuster à des conditions inédites et, pour certains, de se garer contre d'éventuelles retombées politiques. Ce n'est pas la peur généralisée, totalement inhibitive - n'exagérons rien ! -, c'est la perception que la Peur politique est désormais entrée dans les mœurs d'un des pays les plus libres au monde - ce qui n'est pas une exagération ! Et l'on me demande de traiter de la « tendance au multipartisme permanent ou du retour au bipartisme »... En un moment où la grande question est : *Où s'aligne Qui ?*, ce n'est certes pas le lieu de savantesses analyses sur un des thèmes préférés des politologues. Ce serait plutôt le temps, si l'on en avait les moyens d'information, de procéder à une typologie de nos terroristes selon le modèle du sociologue Jose Moreno, comme le proposait récemment mon collègue de l'université de Toronto, James Eayrs (« Analysing terrorism », *The Montreal Star*, le 30 novembre, 1970).

Si « rien ne sera plus comme avant », il est possible que le tableau de nos partis québécois en devienne radicalement changé, d'autant qu'il était en cours de transformation récente. Pour l'instant, ce tableau m'apparaît plus brouillé que jamais. Tout peut se clarifier d'ici les 3 1/2 ans qui nous séparent de l'élection de 1974, à moins que le cours des événements ne précipite une consultation populaire, peut-être sous la forme d'un référendum sur l'indépendance, qu'évoquaient hier encore MM. Bertrand et Marchand. Quelle était la position relative de nos partis québécois avant l'affaire Cross-Laporte ? En ayant traité ailleurs ¹¹¹ tout juste auparavant, je transcris ce texte, en référence duquel on peut tenter de mesurer le degré de brouillage actuel.

* * *

Comme dans la pièce *d'anti-théâtre* de Pirandello, *Six personnages en quête d'auteur*, l'Union Nationale et le Parti Québécois sont en quête de leader. Et cela se passe dans une ambiance *d'anti-politique*, assez fréquente ces temps-ci sous nos climats...

L'Union Nationale peut-elle fonder sur autre chose que son passé ses titres à durer ? Une relance n'est pensable que si le parti peut faire la preuve d'une nouvelle utilité dans un paysage politique tout transformé, en grande partie, par sa carence. Gru-

¹¹¹ Dans *Le Magazine Maclean* de novembre, 1970. Le passage qui suit les astérisques (« Comme dans ... ») jusqu'aux astérisques suivants (« ... des trois oppositions ») est la transcription de cet article : « Deux partis en quête de leaders », sous la rubrique AU RISQUE D'ÊTRE D'ACCORD.

gée à droite par les Créditistes, débordée à gauche par les Péquistes, l'Union Nationale ne doit d'être encore le parti de l'opposition officielle que par les capricieux sortilèges de notre alchimie électorale, plutôt neutre à son endroit alors qu'elle produirait des effets maléfiques pour le Parti Québécois et bénéfiques pour le Crédit Social. Entre ces deux partis, l'Union Nationale reste coincée. Le plus fort de nos tiers-partis, celui qui a le plus de passé, semble avoir moins d'avenir que les deux autres. Lequel sera le second parti dans un système dont le bipartisme paraît être la loi d'airain ?

Porteurs de nouveautés politiques, le Parti Québécois et le Crédit Social peuvent se maintenir comme tiers-partis à travers d'autres tourbillons électoraux. L'Union Nationale ne le peut pas. Depuis trente-cinq ans, elle était la seule équipe alternative au pouvoir quand elle ne l'occupait pas. Ne remplissant plus cette fonction avec l'évidence de naguère, elle risque de n'avoir pas de fonction du tout. Une règle de système semble déjà s'appliquer : un parti second (au pouvoir ou seul dans l'opposition), glissant au rang de tiers-parti, n'a qu'une chance très faible de remonter à son niveau de sécurité. Crise de leadership ? Si l'on veut, mais plutôt effet que cause. Jamais le principe de l'existence de l'Union Nationale ne s'est posé tant qu'elle était « la seule équipe alternative au pouvoir ».

Les Libéraux profitent de cette situation inédite de notre politique où il n'y a pas de second parti, mais trois tiers-partis. La conjoncture depuis le 29 avril ne semble pas plus favoriser l'Union Nationale que la règle de système que je viens d'évoquer. Bien sûr qu'il est encore trop tôt pour tenir hors de la course ce qui reste de l'ancienne machine duplessiste, pour l'instant enlisée dans la rigole que sa maladroite astuce de hâter l'élection avait commencé à creuser. Mais ce parti ne connaît pas une crise de leadership de même nature que celle des Libéraux après la défaite de 1966, ou que celle que les Conservateurs fédéraux commencent à connaître. Ce qu'on appelle sa « crise idéologique » est d'abord le reflet du jeu du système où le parti n'est plus l'autre joueur, unique ou clairement désigné. Il lui reste à se changer à défaut de pouvoir changer la nouvelle règle du jeu. Se changer suffisamment, c'est au risque d'éclater. Insuffisamment, il est déjà doublé par les Péquistes et Créditistes.

Dans des conditions normales, c'est-à-dire de bipartisme, il faut que le leader d'un parti au pouvoir ait un tempérament de dompteur et celui d'un parti dans l'opposition, l'âme d'un pirate. Dans les conditions actuelles, le successeur de M. Bertrand devra plutôt avoir l'instinct du braconnier pour chasser sur les domaines interdits de l'indé-

pendantisme et du créditisme. Mais ne sera-ce pas là confirmer l'ambiguïté dont le parti déclare vouloir sortir ?

La suite de l'analyse, c'est en termes de candidats possibles au leadership de M. Bertrand qu'il faudrait pouvoir la mener. C'est trop tôt. Le point de départ de l'analyse du Parti Québécois, c'est tout au contraire la personnalité de René Lévesque. Non pas un parti qui s'est donné un leader, mais un homme politique, du type individualiste forcené, s'est trouvé à devoir se donner un parti. D'où l'importance de sa conférence de presse du mois d'août, lorsqu'il a mis en question sa « rentabilité ». Cet homme n'est pas que rentabilité, mais il est la rentabilité même. Il a rendu pensable, estimable le principe de la souveraineté-association ; il a officialisé l'idée de l'indépendance ; il a rendu structuré et vivace un tiers-parti, désormais aussi fort que sa « rentabilité ». Pourquoi son doute personnel ?

Bien sûr des raisons personnelles. L'homme est fatigué jusqu'au surmenage prolongé. Lui qui n'a jamais eu de patron doit être le patron, agissant à rebours de son tempérament. En outre, il a toujours été l'homme qui cherche, même s'il cherche en fonçant. Comme tous ceux qui cherchent, il doute... ; mais il est entouré de gens qui ont trouvé, du moins sans avoir cherché comme lui. Et un leader qui doute... Mais son doute a encore rapport au système, ou à deux systèmes.

Au système électoral, qui a amenuisé la force parlementaire de son parti, mais surtout au système social-ethnique du Québec. Même si on a pu lui reprocher pas mal de *fling flang* verbal, cet idéaliste est avant tout profondément démocrate. Et ce sera sa grandeur de tenter démocratiquement l'indépendance. Mais cela suppose que le jeu démocratique soit possible, qu'il puisse continuer à l'affirmer devant celles de ses troupes qui nourrissent l'appétit de l'indépendance par des instincts suicidaires inconscients.

Cela suppose aussi que les Anglophones du Québec soient « dans le coup. Or, ils ont dit non le 29 avril ; et tout le monde devait s'y attendre. Lui pense Indépendance et Association ; beaucoup de ceux qui l'entourent pensent et disent : « Après nous (Indépendants) le déluge... » ; on s'occupera de l'Association après. Lui pense que l'Indépendance sans l'Association est une catastrophe. D'où sa hargne contre *l'Establishment* anglophone et M. Robarts. Les Québécois anglophones sont la caution d'une Indépendance avec Association. Or, M. Robarts a dit que l'Ontario n'y consentirait jamais à l'Association. M. Lévesque croit que M. Robarts livrait le fond de sa

pensée, qui n'est pas une donnée négligeable. D'où son profond malaise que M. Lévesque qualifiait de « politico-moral ».

Dans son parti, on ne retient pas M. Bertrand ; mais dans le sien on s'agrippe aux basques de M. Lévesque. Dans les deux cas, ces leaders responsables craignent l'aventure, le premier quand il partira, le second s'il reste. Mais si M. Lévesque partait, l'aventure risque de devenir débridée.

Il est possible que l'Union Nationale soit promise à une existence symbolique qui est une forme de mort lente. Ou qu'elle éclate en trois tronçons : du côté de l'option fédéraliste des Libéraux, de celui de l'Option Québec, du côté de ceux qui vont se retirer du circuit politique devant cet impossible choix. Ou qu'elle ait une faculté de rebondissement encore inconnue : comment sous-estimer la classe politique des organisateurs unionistes qui ont réussi ce chef d'œuvre de tactique électorale d'avoir enlevé, comté par comté, la victoire de 1966 ? Il se peut que le Crédit Social n'ait qu'un avenir limité. Mais il n'est pas sûr qu'en leur fervente improvisation les Créditistes aient fait leur plein de « votes négatifs » le 29 avril. Ce parti aura eu au provincial comme au fédéral l'utilité de convoier des inquiétudes qui ne peuvent s'exprimer autrement. Or, comme les leaders de l'U.N. et du P.Q. étalent leur angoisse...

Il est des doutes plus nobles que de fausses certitudes, même s'ils s'expriment dans un langage bougon et dépressif. Les doutes de MM. Bertrand et Lévesque rejoignent l'inquiétude profonde d'un Québec à l'attente d'un destin vivable pour avoir chance d'être meilleur ensuite. Comme chefs de parti, ils craignent peut-être de voir s'élever le monstre du marais des trois oppositions.

* * *

Le « monstre » qui s'est élevé n'était pas du tout celui auquel on pouvait penser. Il avait le groin du sanglier qui charge à tort et à travers comme lorsqu'il se sent traqué. Mais était-il strictement imprévisible ? Avec le résultat de la consultation du 29 avril, défranchissant tellement de votes indépendantistes, on pouvait craindre que les extrémistes nous préparent *a long hot summer*. Nous l'eûmes à l'époque de *l'été des Indiens* sous un ciel d'une luminosité éclatante de début d'octobre. (Au tout début du *Manifeste* du F.L.Q., il était fait allusion au scrutin du 29 avril, à la défaite du P.Q. et de son chef qu'on citait).

Des trois partis d'opposition, l'Union nationale fut le moins loquace, le plus réservé. À croire, après l'enlèvement de M. Cross et ce dimanche matin suivant la nuit atroce de la découverte du cadavre de Pierre Laporte, que le parti n'avait qu'un porte-parole officieux, M. Jean-Noël Tremblay... M. Bertrand s'en est expliqué avec dignité après la tourmente. Il aurait pu avoir à vivre le calvaire moral de M. Bourassa. Plus récemment, M. Bertrand s'appliquait, en un *pep-talk*, à ranimer ses troupes décimées. La parenthèse fermée des « événements d'octobre », c'est le 29 avril qui fut leur traitement de choc. En sont-elles remises ? Le problème du leadership reste majeur. M. Jean-Guy Cardinal, qui semblait avoir la succession en main, n'a plus foi en la sécurité du bateau qu'il aurait pu commander. Manifestement, il explore certaines eaux plus aventureuses au cas où... Il avoue son indécision. M. Mario Beaulieu a lancé la seule idée nouvelle, qui semble *a priori* folle et dont il s'efforce - le petit livre de l'économiste Rodrigue Tremblay arrivant à point nommé - de présenter comme sage : celle d'un Marché commun Québec-États-Unis. Ni folle ni sage, l'idée mérite considération ; mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle soulève de plus nombreux et énormes problèmes que ceux auxquels elle prétend répondre. De toute façon, c'est un étendard presque trop flamboyant dans une course au leadership d'un parti qui n'a jamais fait une forte consommation d'idées novatrices. MM. Masse et Loubier ont déjà annoncé leur candidature, en attendant que M. Jean-Noël Tremblay en fasse autant ? Rien à dire de particulier, si ce n'est qu'ils ne se voient d'avenir politique que dans le futur aléatoire de l'Union nationale. A cet égard, qu'ajouter à ce que j'en disais plus haut ? Le sort de l'Union nationale dépend de la vitalité intrinsèque des deux autres tiers-partis. Ce parti est celui des quatre qui a le moins été touché par les événements d'octobre mais ce n'est pas une garantie de pérennité, à moins que ...

À moins que... la grande inconnue individuelle de notre politique québécoise rentre en force : M. Claude Wagner. De retour sur les bancs de la magistrature par la bonne grâce de l'Union nationale, il nourrit son « complexe de Colombey ». Devant les Libéraux qui lui préférèrent M. Bourassa, il avait clamé : « Wagner en 1970 ou Lévesque en 1975 ». Il y a quelques semaines, il déclarait à M. Nelson Labrie du *Soleil* (le 9 décembre, 1970) : « Que je sois juge, citoyen, député, je suis toujours le même homme, toujours concerné, toujours disponible à ce que peuvent me demander mes concitoyens... Lorsque la population souveraine décide qu'elle veut telle chose, l'homme public doit, lui, dire : je suis disponible ». Qui sera le premier preneur de cette « disponibilité » ? L'Union Nationale en quête d'un leader ou les Créditistes tout

fiers de « leur Camil », comme lui l'est de lui-même ? Déjà, des Créditistes lorgnaient du côté de M. Wagner après que les Libéraux l'eussent laissé pour compte. Et c'était une hypothèse quand même moins farfelue que l'imposition *in extremis* et abracadabrante de M. Yvon Dupuis par M. Caouette lui-même ! Mais le poste à la direction des Créditistes est occupé et des chroniqueurs ont eu l'élégance de dire que le leader créditiste avait été une heureuse surprise à l'Assemblée Nationale - compte tenu de ce à quoi on pouvait s'attendre ! C'est un autre bon point pour M. Samson de ne s'être pas livré, lors des événements d'octobre, à des déclarations en forme de « peloton d'exécution » comme en commit son « père politique », M. Caouette. Mais comme « Réal » semble malade, qu'on parle déjà de sa succession, le jeune « Camil » aurait peut-être toutes ses chances sur la grande scène fédérale. Quoiqu'il en soit, à défaut du parti libéral (sans écroulement de M. Bourassa), M. Wagner consentirait à être l'objet du troc dont M. Cournoyer passant aux Libéraux était le premier échange et se laisserait faire douce violence pour être le « gros candidat » à la succession de M. Bertrand. Et, à défaut du leadership des Libéraux ou de l'Union nationale, dans cette superurgence de *Law and Order*, la « disponibilité » de M. Wagner ne lui ferait peut-être pas dédaigner la direction des Créditistes dont la *wagnérisation* est passablement avancée.

Je sais bien, je spéculer... ; mais c'est mon sujet. La disponibilité bilatérale, mais non ambivalente, de M. Wagner permettrait une relance de l'Union nationale en une version duplessiste seconde période ; ou encore, à la tête des créditistes wagnériens, ce parti pourrait devenir une formidable machine avec l'apport de tout ce qui décrocherait de l'Union nationale si celle-ci ne survivait que de façon symbolique et sans fort leadership. Ce n'était pas à ce résultat que les auteurs du manifeste du F.L.Q. visaient... Mais les terroristes nous y auront mis devant cette éventualité, désormais pensable.

Pendant la crise prolongée, je n'ai jamais réussi à déterminer à quel destin politique individuel les ravisseurs de MM. Cross et Laporte ont fait le plus de tort : à M. Lévesque ou à M. Bourassa. L'un et l'autre, en leur rôle diamétral, ont été les visages les plus *humains* de cet effroyable tragédie. Des proches de M. Lévesque nous assurent qu'il connaît un regain de vitalité. Il ne jongle plus avec ses doutes, ne s'interroge plus sur sa « rentabilité » : « les événements » ont rechargé ses « batteries ». Plus que jamais s'il partait, l'aventure indépendantiste deviendrait débridée. Il faut qu'elle reste canalisée par les voies démocratiques du parti québécois et avec l'actuel leader, tant

qu'il sera irremplaçable. De ce point de vue, quel que soit son option politique, on doit reconnaître que, dans le prévisible, il est aussi indispensable que M. Bourassa à Québec et M. Trudeau à Ottawa. Cela peut aussi se dire : que ce dernier n'abuse pas de ses pouvoirs extraordinaires et que le premier ministre québécois préconise une véritable réforme du régime électoral. Par delà le *fling flang* verbal, M. Lévesque reste un indispensable défenseur de l'ordre démocratique : ce devrait être suffisant pour que nos deux premiers ministres reconnaissent l'utilité, au moins actuelle, de ce loyal adversaire, même se *radicalisant*. Des journalistes qui ont observé la dizaine de congrès régionaux du P.Q. rapportent qu'à l'hébertude, puis à la peur qu'a suivi certain flottement, succède une période de ressaisie des Péquistes. Ils récupéreraient assez vite du coup d'assommoir que les gens du F.L.Q. leur avaient asséné. À la suite de ces congrès qui ont permis de préciser la ligne socio-économique du programme, M. Lévesque confiait : « Il n'y a pas eu de virage à droite. Pourquoi y en aurait-il eu ? Nous étions déjà fort modérés ». Ne remplirait-il que cette fonction indispensable d'une gauche sociale aux Libéraux que le P.Q. vaudrait d'exister. Son existence même fait la preuve que l'indépendantisme n'égalé pas strictement rapt, explosions, coups de main, pagaille généralisée.

M. Bourassa nous a avertis que nous aurions à nous habituer au terrorisme. Je crains qu'il n'ait raison ; mais, comme il faut être optimiste, je crois que « ça ne recommencera plus ». Sa part immédiate, peut-être décisive, c'est la réforme du système électoral. L'hiver sera dur et c'est devenu presque aussi urgent que de s'approcher le plus possible des 100,000 emplois. Cet homme a connu, avec les proches de Pierre Laporte, le plus affreux des cauchemars éveillés. Il voulait sincèrement sauver la vie de son collègue bras droit et opposant de naguère au leadership. Avec un cabinet divisé, un ministre de la justice plus près de la « ligne dure » du gouvernement d'en haut et de celui d'en bas, il a fait le maximum humainement possible. Nous comprenons son insistance, quoiqu'elle soit en train de devenir suspecte, sur l'unité de son cabinet pendant la crise. Le seul homme qui sorte vraiment grandi de cette période troublée est M. Castonguay : sa constance à continuer à régler « son » problème des médecins lui avait déjà valu une profonde considération. Un seul discours après la tourmente a donné la preuve que, non seulement il n'avait pas perdu les pédales, mais encore qu'il était capable de situer l'épisode tragique dans le contexte plus large de l'avant et surtout de l'après pour qu'il n'y ait plus d'alibi socio-économique à de telles horreurs.

Passons vite sur la menace du « gouvernement parallèle » que les historiens politiques de l'avenir qualifieront peut-être de « canular politique » du siècle. C'est déjà suffisant qu'on ait pu se rendre compte qu'un État, devant un coup dur et absurdement dissymétrique, c'est une poignée de personnes qui se consultent au téléphone en plein déchirement ce sont des législateurs absents et dont on peut se passer ce sont des fonctionnaires qui ne peuvent justement plus « fonctionner » ; c'est une police surmenée et aux abois ; c'est une armée qu'on appelle pour jouer le rôle de la police. Comme « le Roi nu », l'État nu, c'est à la fois beaucoup et peu de monde... Et ce n'est guère beau à voir.

Le seul élément qui décomprime un peu la situation opprimée qui se prolonge, c'est que M. Cross ait finalement la vie sauve. Ça ne prouve que ceci : que les gens du F.L.Q. ne tuent pas nécessairement.

La « leçon » ? - Nous allons être terriblement entre nous, Québécois, pour décider bientôt quelle demeure politique nous voulons habiter avant d'en notifier la décision à ceux d'ailleurs.

Mais elle ne nous dit pas si deux, trois, quatre ou cinq partis politiques y trouveront logement. C'est trop tôt pour voir.

d) Lettre à Pierre Elliott Trudeau *

[Retour à la table des matières](#)

Mon cher Pierre,

Avec le tutoiement de ces paragraphes introductifs, c'est la seule familiarité que je me permettrai : « Mon cher Pierre ». Elle évoquera pour toi toutes ces années d'entretiens parfois passionnés sur la *Cité* qui devait être *Libre*. Dans une lettre que tu m'adressais devenu député, tu avais ajouté de ta main en post-scriptum : « Tu vois un peu le ton solennel que j'emploie maintenant ! Mais il ne faudrait pas que cela nous empêche de poursuivre nos entretiens. » Un peu plus tard, me faisant hommage de ton livre *Le fédéralisme et la société canadienne française* ¹¹², tu rappelais en une aimable

* Chronique au *Magazine Maclean* (février 1971).

¹¹² Éditions HMH, Montréal, 1967.

ble dédicace que c'était là un « sujet que nous discutons ensemble depuis quinze ans, et toujours avec profit pour moi ».

Me voici donc en retard de quelques années pour la reprise de ces entretiens. Depuis assez longtemps, je me retenais de t'écrire. D'abord, parce qu'ayant le sens des proportions je sais qu'un premier ministre a autre chose à faire que lire ce qu'à gauche et à droite on écrit à son sujet. Ensuite, parce que les lointaines amitiés ne doivent pas interférer dans la vision critique de l'analyste politique, surtout quand il veut aller au-delà de la *public image*. Entre tes anciens amis qui restent au *trudeaufixe* et les autres qui sont devenus *trudeauphones*, tu sais que, par instinct et longue habitude, je n'aime pas projeter ces images déformantes, en trop ou en moins. Cette lettre, je sentais que je ne l'écrirais qu'en état de nécessité. Quelques mois après « les événements d'octobre » et à peine plus d'un an avant l'appel au peuple, pendant le Carnaval blanc de Québec (où tu aimes venir « faire un p'tit tour »...) et à quelques jours du congrès de la Fédération Libérale du Canada (Section Québec), ce moment est arrivé.

D'emblée, je me situe sur *ton plan*, qui est aussi celui de ceux qui t'ont « fait roi », c'est-à-dire premier ministre. Or, pourquoi es-tu là ? - Parce que, contre toutes les lois du genre, contre tout ton passé anti-parti libéral, tu as été propulsé à la tête de ce parti alors à la gouverne de cette chose historique assez mal en point, qu'on appelle « Canada ». Ton destin des plus ahurissants qui pourrait s'intituler, comme je l'ai déjà fait par ailleurs ¹¹³, *Comment devenir premier ministre en faisant tout pour ne jamais l'être*, est déjà en partie passé à l'histoire. De cette phase, je retiens surtout ce mot d'effroi lucide qui t'échappa lorsque, de tous bords et de tous côtés, on te pressait de te laisser inscrire dans la course au leadership de M. Pearson : « Je ne suis pas sûr de vouloir devenir premier ministre du Canada ». En même temps que du caractère implacable du défi qu'on te proposait, tu étais conscient que l'individualiste forcené désormais serait triplement encagé - et que les barreaux de la cage ne sont dorés que vus de l'extérieur. Tu savais mieux que quiconque dans quoi tu t'embarquais. Tu t'es embarqué. On ne reproche pas au yachtman - que tu es, aussi - de ne pas faire la mer. On ne peut le critiquer que pour sa façon de prendre les vagues.

¹¹³ *Ne Bougez plus !* (Portraits de 40 de nos politiciens), Éditions du Jour, Montréal, 1968, p. 15. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Tu es donc arrivé « aux affaires », comme disait de Gaulle que tu admirais tant et te le rendait bien, pour un *job* d'urgence : empêcher un grand pays de se défaire qui, en un siècle de devenir, n'avait pas réussi à *se faire*. L'urgence continue, est devenue plus aiguë même. Quelle part du *job* est accomplie ? *That's the question*, diraient Shakespeare et Jean-Noël Tremblay. Il y a la période d'avant « les événements d'octobre » ; et celle d'après, où nous sommes.

* * *

Le ci-devant citoyen est donc parti en force et en accéléré à la tête du parti et du pays avec toutes les chances humaines possibles de son côté, y compris celle du choix du principal adversaire quelque six mois avant qu'un congrès de parti l'investisse premier ministre du Canada. Trois mois plus tard, le peuple souverain ratifiait massivement cette première onction. Le nouveau gouvernement, après examen révisionniste, procéda à la mise en place des « grandes politiques » sous la forme d'autant de livres blancs. Dans l'intervalle, prise de possession du parti et de ses appareils (car il en a plus d'un) par le nouveau chef ; instauration d'une collégialité réelle au cabinet, ce qui ne peut-être s'entendre qu'à direction autoritaire (Hellyer l'a appris) ; enfin, le moins aisé qui n'est pas achevé, la mise au pas de *l'establishment* de la fonction publique qui avait résisté aux traitements de choc de ce trublion de Diefenbaker, mais en avait gardé quelque souvenir aigre. Et le nouveau premier ministre n'est pas trop mal parti...

À la Chambre, en tournée du pays, devant la télévision et les journalistes, il avait surtout le courage intellectuel, devant toutes sortes de *rising expectations*, de ramener à d'humaines proportions ce qu'on pouvait raisonnablement attendre du gouvernement que le premier ministre dirigeait effectivement sans se contenter de le présider. C'était ce que je trouvais de plus valable de ce nouveau « style » de la politique canadienne. Ce qui ne m'empêche pas de rouspéter comme tout le monde devant ce mal universel de l'inflation que vous ne parvenez pas à juguler complètement ; ou de m'indigner de ce cancer du chômage que vous ne réussissez pas à extirper ; de m'inquiéter enfin des « inégalités régionales » qui persistent et auxquelles s'attaque avec courage l'ami Marchand - quand il ne se disperse pas avec autant de maladresse que de bonne foi à régler leur compte aux séparatistes québécois.

Au sujet du réaménagement constitutionnel, le capital de bonne volonté transcanadienne, que le Centenaire, l'Expo, la conférence Robarts et les rapports de la B.B. avaient créé n'est plus, est peut-être perdue comme une belle occasion irréparable. « C'est pour défendre le fédéralisme que je suis entré en politique en 1965 »¹¹⁴. Déjà, l'ancien ministre de la justice n'admettait pas aisément que sa défense la plus efficace pouvait consister dans sa réforme radicale. Le fédéralisme comme arrangement structurel complexe n'est pas *in se* porteur de valeurs comme, disons, la démocratie. Il se défend ou se justifie par ses résultats de fonctionnement. Or, il fonctionne de plus en plus mal ; et on le voit de plus en plus clairement depuis que les autres provinces se sont mises à se comporter plus ou moins comme « la province pas comme les autres », bien que pour d'autres raisons. Tant et si mal que le Canada n'apparaît plus comme difficile à gouverner parce qu'il est un pays fédéral, mais parce qu'il a un *mauvais* régime fédéral il est et deviendra de plus en plus difficile à gouverner.

Et puis, il y a le cas du *Quebec problem*. Traitement ou rôle spécial du Québec, si l'expression de « statut particulier » est à proscrire, pour en reconnaître effectivement la spécificité dans son insertion même à la vie canadienne : c'est la première condition de réalisme politique qui s'impose à un mainteneur ou un « défenseur » du fédéralisme. On n'érige pas un nouveau système fédéraliste comme on émet les lettres patentes d'une nouvelle société : bien sûr. À son niveau, le premier ministre du Canada est aussi seul qu'est impuissant celui du Québec pour forcer une évolution rapide. Mais l'*impact* pour la transformation *faisable* ne peut venir que du premier ministre du Canada. On l'a plutôt vu appliquer la règle du « diviser pour régner » et entendu pousser son contradicteur québécois à une logique de l'absurde à tout propos, ce qui n'est pas d'une dialectique de négociation très heureuse. Et le malaise fiscal-constitutionnel d'un Québec, gêné à ses entourures fédérales, a continué à pourrir.

« Il ne faut pas chercher d'autre constante à ma pensée que celle de s'opposer aux idées reçues »¹¹⁵. L'auteur du *Fédéralisme et la société canadienne-française* aurait dû, de tout le poids de son charisme triomphant, s'élever contre la plus épaisse des « idées reçues » à Ottawa : à savoir que le régime fédéraliste canadien n'est pas si mauvais puisqu'il a quand même duré cent ans..., qu'en conséquence le moins on y touchera, etc... On pourra trouver ce propos bien vain puisque ta pensée fédéraliste

¹¹⁴ *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, 1967, p.V.

¹¹⁵ *Ibidem*.

était bien connue avant d'entrer en politique. Il ne s'agit pas de la continuité d'une pensée à laquelle je rends hommage ; il faut parler d'une discontinuité entre cette pensée logicienne et l'objet changeant à quoi elle pouvait continuer à s'appliquer, en bonne logique justement.

Le Québec, tendant à devenir lui-même depuis 1960, n'est plus *le même* qu'auparavant et tous nos schèmes de pensée deviennent plus ou moins inadéquats pour couler la réalité canadienne, *avec toujours un Québec dedans*. Du point de vue du défenseur du fédéralisme, il s'agit de commencer à recoller la réalité québécoise à l'ensemble canadien, car le Québec *décolle* à vue d'œil... J'enregistre un phénomène flagrant ; je n'apporte pas de l'eau au moulin du *québéco-centrisme*. Sera-t-il dit que, dix ans après le somptueux ratage de Diefenbaker entre 1958-1962, une seconde fois qu'un premier ministre canadien est en position privilégiée de relancer le Canada, il faudra verser un autre fiasco, mais bien plus paradoxal, au compte d'« un gars nommé Trudeau » ? L'équation est stricte : d'un côté, le Québec ne peut *se prendre* pour tout le Canada, ou ne doit pas se comporter comme un autre Canada ; mais de l'autre, il n'y a plus de Canada sans le Québec dedans, là où il a toujours été, mais désormais plus agent, agissant et non plus seulement *agi* comme par le passé qui ne date pas du déluge. C'est là une *donnée* véritable : n'en pas tenir compte, ou la nier comme fantaisie du moment (« Finies les folies ! »), c'est consentir à se *déphaser*, c'est se crever les yeux agréablement. Pendant ce temps-là, le décollage en profondeur risque de s'élargir. J'aimerais trouver chez le premier ministre du Canada la lucidité de l'analyste de *Cité Libre*, qui n'avait pas la rigidité doctrinaire que beaucoup d'anciens amis lui reprochent si durement aujourd'hui. Toute vision constitutionnaliste simplifiante et logicienne exaspère, surtout avec paroles et gestes conséquents, les courants profonds : les gains marqués dans la minute seront effacés par la perte à moyen terme. Cela doit être dit alors que reste encore le temps du court terme.

Je balance : fais-je d'abord référence à la générosité intellectuelle pour une perception exacte ou à une « imagination créatrice » de l'homme d'État dans les grandes circonstances ? Disons : les deux. En politique, il y a presque toujours « une dernière chance ». Il y a une chance immédiate à ne pas rater : reconstituer pour 1972 - c'est l'an prochain - les circonstances favorables à la période 1965-1967, pendant que Bourassa (*matter of fact*, « fédéralisme rentable », etc.) est assuré de son pouvoir jusqu'en 1974. Si la conjonction historique Trudeau - Bourassa n'amène pas la relance du fédéralisme canadien d'ici trois ans, je crois que les indépendantistes québécois pourront

alors parler sans se gargariser de l'« irréversibilité » du phénomène. Le délai est court. Nous sommes plus d'un à être habité d'un sentiment d'urgence.

* * *

Personne ne sort consolidé de tourmentes comme celle que nous avons connue en octobre au Québec. Ni aucun gouvernement. Parce que des secousses aussi tragiques laissent plus d'ambiguïtés que celles qui lui ont donné naissance (sans évoquer le mimétisme grotesque de ce qui se fait ailleurs, dans des circonstances non comparables à la nôtre). Nous avons tous à reprendre notre équilibre, mais sur d'autres bases que du disproportionné, du déséquilibrant. Je n'oublie pas qui a commencé le premier à utiliser, en complète dissymétrie, la violence bête. Mais je sais encore que, lorsqu'on a été copieusement la cible de diverses intolérances idéologiques ou verbales, la tentation, non, plutôt le réflexe est d'être intolérant à son tour. Stigmatiser les « bleeding hearts » du même souffle que les « bandits » ; invoquer l'argument que « c'est le F.L.Q. qui a été rétroactif » ; ou donner dans la démagogie de la peur avec « ... un fermier, un gérant de Caisse populaire, un enfant... » : tout cela rejoint, en les dépassant, les désormais historiques « La clé dans la boîte » ou « Finies les folies ! » S'il faut se garder de jeter de l'acide sur des plaies ouvertes, il est encore moins indiqué d'en ouvrir d'autres sur des tissus sains.

Il n'y a que les fous (et encore pas tous...) et les anarchistes (qui le sont tous...) qui soutiendraient qu'attaqué l'État n'est pas en droit de se défendre. Mais, quand on est le plus fort, incomparablement et en permanence, il y a une façon de relever le défi. Passée la phase du combat tout à fait dissymétrique et absurdement horrible que des forces minuscules ont engagé contre l'État, le grand mainteneur de l'ordre et de la sécurité des citoyens doit garder ce que j'appellerais une élégance sereine dans l'utilisation de sa force ultime que personne ne lui dénie. Car c'est une tâche d'une extrême délicatesse de devoir brimer la liberté pour sauver les, libertés publiques. Cela peut aussi se dire : ne pas se mettre en situation d'écraser à tort et à travers.

Le proposeur de l'abolition de la peine capitale, qui est aussi l'adversaire de la carte d'identification, croit encore qu'il faut prendre des chances avec la liberté. Surtout quand est acquis au départ l'appui massif de la population et que la structure de l'État, un court moment ébranlée à l'un de ses niveaux, n'est tout de même pas en processus d'effondrement. Nous attendons encore le début de la preuve de l'« insurrection ap-

préhendue » ou de la menace du « gouvernement parallèle » au nom desquelles on a mis en place toute une artillerie lourde de défense : une armée, trois polices ; la loi des mesures de guerre, puis celle de l'ordre public avec ses vicieux principes - que nous combattions ; en d'autres temps - de la rétroactivité et de la culpabilité par association. (Voir la déclaration mesurée de la Ligue des Droits de l'Homme dont le premier ministre du Canada fut un des membres fondateurs.) On sera d'accord qu'un efficace programme de prévention ne doit pas prendre l'allure d'une politique de provocation, - surtout rétroactivement.

Le premier ministre du Canada est le gardien en chef de l'ordre établi. Il n'a pas de responsabilité immédiate sur tous les actes qui se commettent à divers niveaux en vertu des pouvoirs spéciaux que des circonstances particulières ont imposés. Mais il a un non moindre devoir moral d'apparaître comme un grand *apaiseur* dans la clarification graduelle d'une période trouble. Les justiciers ne manquent pas...

Le sportif des jeux de force peut être tenté de *donner un coup* pour voir jusqu'où cela porte ! Mais il est aussi un sportif des jeux d'adresse. Ayant tous les moyens d'être fort, il a aussi les ressources d'être adroit. Je suis sûr qu'il ne trouverait aucune satisfaction à présider un gouvernement par la peur.

C'était hier que Créon était du côté d'Antigone. Dans son déchirement intérieur, le Créon du mythe antique était un Machiavel maladroit parce qu'il lui manquait le cynisme. La référence à Créon m'apparaît moins injuste que l'allusion à Duplessis ou à Mackenzie King (version « swinging », selon Edward Broadbent). Mais c'est d'une ironie majeure que doit se constituer, fin 1970, un nouveau *Rassemblement* pour se protéger contre des politiques que l'un des principaux animateurs du *Rassemblement* de 1956-7-8 patronne aujourd'hui. Un rapport collectif, fait par des Canadiens anglophones, a montré au début de décembre avec quelle aisance on accepte de sévères restrictions aux libertés fondamentales pourvu qu'« on n'ait rien à se reprocher ». Nul besoin de rappeler à l'idéologue politique de *Cité Libre* que la démocratie est une plante très fragile. Et que, fût-ce « pour le bon motif », il n'est pas bon de la piétiner, parce que d'autres ont tenté de l'étouffer de la plus outrageuse façon. Le chapitre « Comment l'autocratie vient aux gouvernants » n'est jamais beau à lire.

* * *

Je ne t'ai pas donné du « cher Pierre » à chaque détour de paragraphe. Je ne t'ai pas braqué sous les yeux tel ou tel texte qu'en d'autres circonstances, et ès autres qualités, tu adressais aux détenteurs du pouvoir d'alors. Le théoricien du dialogue démocratique, des contrepoids et des oppositions nécessaires sait qu'il faut des citoyens alertes pour répondre positivement à la question : « Qui gardera ceux qui nous gardent ? » Je sais encore qu'il t'en faut beaucoup pour ne pas croire à la bonne foi de ceux qui ne nient pas la tienne. C'est dans cet esprit que, d'une coulée, je t'aurai écrit, cette épître, à la fois trop longue et trop courte pour un tel sujet - et des deux je m'excuse, mais non pas de l'avoir écrite.

En toute amitié,

d'un citoyen parmi les autres,

Gérard Bergeron